



La compil' du Diplomweb

Géopolitique de la Russie et de son environnement

Géopolitique de la Russie et de son environnement

COMPRENDRE la géopolitique de la Russie - 17 millions de km² - et de son environnement à la fois dans la profondeur de l'espace et dans l'épaisseur du temps. Voici l'objectif de cette sélection de 39 documents aux signatures prestigieuses. Il s'agit de proposer des points d'appuis et des références.

Par la grâce de la recherche et du numérique, voici rassemblés des auteurs comme **Michel Heller, Irina Alberti, Stephan Wilkanowicz, François Thom, Céline Bayou, Jean-Sylvestre Mongrenier, Philippe de Suremain, Christophe-Alexandre Paillard, Maxime Lefebvre, Patrice Gourdin, Laurent Chamontin, Florent Parmentier, Cyrille Bret, Kévin Limonier** et tant d'autres. L'abondance et la qualité de cet ouvrage pdf mis à disposition des lecteurs du Diploweb.com témoigne du soin apporté au suivi de ce pays-continent.

Merci pour votre soutien. Géopolitiquement vôtre.

Pierre Verluise, Directeur du Diploweb.com, le 20 janvier 2016.

Références bibliographiques : Pierre Verluise (sous la direction de) Géopolitique de la Russie et de son environnement, Diploweb.com, 24 janvier 2016 ISBN : 979-10-92676-06-8

Oui, vous avez la possibilité de soutenir le Diploweb.com via un don à la hauteur de votre choix au bénéfice de l'Association Centre géopolitique qui apporte son soutien au Diploweb. Je soutiens le Diploweb !

Sommaire

Géopolitique de la Russie et de son environnement	2
Internet en URSS : à la barbe du régime	3
URSS - 8 décembre 1991, pourquoi l'éclatement du système soviétique ?	15
Souvenirs de la dissidence soviétique	20
La République française entre les "tsars blancs", les "tsars rouges" et les "euro-tsars"	24
Les relations entre l'Union européenne élargie, l'Ukraine et la Russie	46
Les relations germano-russes dans le cadre des relations UE-Russie	52
La Transnistrie, un Etat de facto à la frontière de l'UE	96
L'Ukraine, un pays à la recherche d'une place entre l'Europe et la Russie	103
Géorgie : objectifs russes	112
La crise en Russie	118
Quoi de neuf dans la stratégie de sécurité nationale de la Russie en 2009 ?	137
Russie Europe : les risques du « redémarrage »	145
Russie - Union européenne : quelles stratégies en matière d'investissements ?	152
Ukraine : feu la Révolution Orange ?	191
Russie-Europe : un regard empreint de méfiance	200
Le « nihilisme juridique » russe et la géopolitique Russie-Occident	209
Belarus : une main de fer	226
URSS-Russie, 1991-2011 : quels héritages stratégiques à l'égard de l'Union européenne ?	232
Russie : carte stratégique	241
Euro 2012 : Pologne-Ukraine-Russie, les clés du match	242
La chute de l'économie russe est-elle durable ?	246
Quelle Union eurasiatique ?	253
J.O. Russie, Poutine, Caucase, Sotchi...	295
Le Kazakhstan et l'Union eurasiatique : quels sont les enjeux de l'adhésion ?	304
Carte de l'Internet : quelle hiérarchie des puissances ?	311
Vers un Internet russe ?	312
Platform-M, le robot combattant russe	316
L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent	

européen	320
L'OSCE et la crise ukrainienne	323
Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon	332
La Russie. L'empire sans limites ?	361
Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? Entretien avec A. Arjakovsky	371
Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique	384
L'avenir des relations entre la Russie et la communauté euro-atlantique	395
Russie - UE : L'économie peut-elle venir au secours de la diplomatie ?	405
La Russie après Poutine : quels scénarios de transformation ?	415
La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ?	420
Carte. L'Europe géographique face au monde : unie ou divisée ?	428

Internet en URSS : à la barbe du régime

samedi 7 novembre 2015, par *Kevin LIMONIER*

L'auteur :

Maître de conférences en études slaves & géopolitique (université Paris VIII). Enseignant en géopolitique et langue russe, ses recherches portent sur le secteur russe de l'innovation civile au sens large, et plus particulièrement sur l'organisation du cyberspace russophone.

L'auteur retrace le développement - en apparence paradoxal - d'un réseau informatique libre et ouvert en Union Soviétique à compter des années 1980. Cette étude lève un voile sur l'histoire de l'Internet comme sur celle de l'URSS.

A PREMIERE VUE, parler d'un « Internet soviétique » peut paraître anachronique et absurde. Anachronique parce que le développement massif de ce que l'on appelle communément « Internet » intervient dès le milieu des années 1990, soit à une période postérieure à la chute de l'Union Soviétique. Absurde parce que le fonctionnement de cet « Internet », de même que les modalités de son développement, sont largement incompatibles avec l'organisation économique et politique de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). En effet, on entend généralement par « Internet » le regroupement d'une multitude de réseaux et de protocoles divers qui, mis bout à bout, ont constitué une « toile » où l'information circule librement. Internet est ainsi décentralisé et principalement structuré par les initiatives privées : chaque machine connectée peut potentiellement devenir un serveur, et son propriétaire diffuser à peu près tout ce qu'il souhaite. A l'opposé de cette logique, on trouve justement l'Union Soviétique, où contrôle de l'information et mise au secret comptent parmi les principaux piliers d'un système politique engagé dans la lutte idéologique contre les ennemis « de l'intérieur et de l'extérieur ». La censure y est banale, rythmée par les interprétations du marxisme-léninisme. Chercheurs et écrivains doivent par exemple soumettre leurs propositions de publication à un organe de censure, le Glavlit, qui juge la validité idéologique des écrits. Le contrôle des circuits d'information et leur éventuelle mise au secret au nom de l'intérêt supérieur de l'Etat est lui aussi monnaie courante : des dizaines de villes n'ont ainsi aucune existence officielle en raison de leurs activités stratégiques, alors que le moindre

photocopieur est conservé sous clé, son utilisation nécessitant une autorisation administrative spéciale.

Malgré tout, **un Internet soviétique a bel et bien existé**, selon un mode de circulation de l'information libre et décentralisé très proche de celui du « Web » contemporain. **En témoigne par exemple la persistance de cet étrange vestige numérique qu'est le nom de domaine .su (pour Soviet Union), encore actif de nos jours.** De même, certains canaux de discussions utilisés par les quelques internautes soviétiques pour discuter politique à l'abri des oreilles du KGB existent encore dans les recoins du « deep web » - cette partie du réseau inaccessible par les navigateurs et les moteurs de recherche classiques.

Fin 1991, soit au moment où l'Union Soviétique s'est écroulée, ils sont en effet déjà plusieurs centaines de citoyens soviétiques à être reliés les uns aux autres par modem. Depuis quelques années, ils discutent en temps réels avec des internautes occidentaux, sans la moindre censure. Au départ, il s'agissait essentiellement de réseaux scientifiques utilisés par une poignée d'ingénieurs et de chercheurs pour faciliter l'échange de données. Mais petit à petit, les échanges professionnels laissent place à des discussions d'une toute autre nature : au fur et à mesure que l'URSS s'enfonce dans la crise économique et politique qui précipite son effondrement, des cadres scientifiques se sont mis à discuter « en ligne » de cette situation préoccupante. Grâce aux réformes de la Perestroïka, certains de ces ingénieurs et scientifiques ont pu systématiser ce qui n'était alors que discussions informelles et cachées au cœur du réseau, en créant des salons de discussions dédiés à la politique interne de l'URSS ou encore en fondant le premier (et le seul) fournisseur d'accès Internet (FAI) d'Union Soviétique.

Curieusement, cet épisode de l'histoire soviétique demeure peu connu, et rares sont les travaux qui lui sont consacrés. C'est pourtant au sein de cette petite communauté de passionnés que plusieurs grands noms du Web russe contemporains ont fait leurs premières armes, à l'image d'Arkady Volozh, fondateur de Yandex (moteur de recherche n°1 en Russie, devant Google). C'est également de là que viennent nombre des informaticiens qui travaillent aujourd'hui dans le domaine de la cybersécurité en Russie, mais également en Israël, où beaucoup d'anciens internautes soviétiques ont émigré. **L'étude de cette « matrice » que fut l'Internet soviétique apparaît dès lors comme utile, ne serait-ce que pour comprendre certaines relations et les rivalités de pouvoir qui structurent aujourd'hui encore le cyberespace russophone, et qui trouvent leurs racines dans cet âge de pierre du numérique russe.**

D'autant plus que les sources ne manquent pas : de vieux serveurs soviétiques contenant les archives de plusieurs années de discussions et de publications ont

été répliqués sur des miroirs, fournissant ainsi des milliers de pages utiles à ceux qui voudraient retracer cette aventure technologique méconnue et construire une nouvelle méthodologie d'approche de problématiques plus contemporaines. Ainsi, cet article se veut une première tentative de déblayage et de mise en ordre, à partir de données et d'archives récoltées et traitées depuis plus de deux ans, sur le développement d'un Internet soviétique. Des balbutiements de la mise en réseau d'ordinateurs en URSS dans les années 1960 à la constitution d'une communauté d'internautes solidement structurée par l'anticommunisme, **il s'agira ici de retracer le développement - en apparence paradoxal - d'un réseau informatique libre et ouvert en Union Soviétique.**

Informatique et guerre froide : aux origines des réseaux soviétiques d'échange de données (1950-1982)

L'histoire de l'Internet soviétique est étroitement liée à la guerre froide. Dans les années 1960 et 1970, les symboles de la compétition est-ouest que furent l'arme atomique ou la conquête spatiale nécessitaient le traitement d'informations très complexes. En Union Soviétique, le traitement des données nécessaires au fonctionnement de ces secteurs était assuré par des calculateurs, dont les premiers furent développés dès 1948 au sein du Goulag par des prisonniers politiques anciennement mathématiciens ou physiciens [1]. Très vite, la montée en complexité des tâches à accomplir (simulations de tirs nucléaires, calculs d'orbites ...) exigea des capacités de calcul bien supérieures à ce qu'autorisait l'informatique de l'époque. La seule réponse viable à ce défi fut, dès le début des années 1960, la mise en réseau de calculateurs, afin de créer des super-calculateurs constitués de plusieurs dizaines d'unités. A leur tour, les super-calculateurs furent bientôt mis en réseau avec d'autres constructions du même type, afin par exemple de faciliter le transit d'informations stratégiques sur des milliers de kilomètres tout en décuplant les puissances de calcul. Pour répondre à ces besoins, les Etats-Unis comme l'URSS mirent alors au point de vastes réseaux informatiques militaires ou scientifiques, dont l'organisation divergea bientôt radicalement. Les Américains firent par exemple le choix de développer un important réseau militaire dont les caractéristiques fondamentales sont encore celles de l'Internet contemporain. Largement considéré comme « l'ancêtre » du Web, ce réseau connu sous le nom d'**Arpanet** permettait à deux utilisateurs de dialoguer grâce à leurs ordinateurs, via une architecture décentralisée leur permettant de continuer à opérer, même en cas d'attaque nucléaire et de destruction des centres de commandement.

Au contraire, les Soviétiques firent quant à eux le choix de ne développer que des réseaux automatisés (c'est-à-dire reliant entre eux des calculateurs sans

possibilité d'interaction humaine) très nombreux et utilisant pour la plupart des protocoles différents. C'est-à-dire que chacun de ces réseaux disposait de son propre « langage » pour permettre aux machines de communiquer entre elles. Ce choix répondait à une logique bien spécifique à l'organisation socialiste de l'espace et de l'économie. De même que le territoire de l'URSS était morcelé en une multitude de régimes de gestion et de contrôle différents selon la fonction qu'occupait le lieu dans la planification (zones interdites, villes fermées, villes ouvertes, ...), **les réseaux furent eux-mêmes soumis à un morcellement rendu nécessaire par le compartimentage qu'imposait la gestion verticale de l'économie**. Au fur et à mesure que se développait l'informatique, chaque « ministère de branche », chaque combinat disposa de son propre réseau [2], voire de ses propres « langages » informatiques développés en interne ou sur commande spéciale.

On le voit, l'informatique soviétique telle qu'elle se développée dans les années 1960-1970 laisse peu de place à la création d'un réseau décentralisé de type Arpanet, alors même qu'à l'Ouest se développe déjà un embryon de réseau civil et ouvert. Les raisons de cette divergence avec le modèle américain sont multiples et mal documentées. En effet, la plupart des archives soviétiques concernant cette période demeurent fermées à ce jour, et il est impossible de savoir avec précision si l'absence d'un Internet soviétique (c'est-à-dire d'un réseau décentralisé d'échange non-automatisé de données) à cette époque est uniquement le fruit de choix stratégiques, ou bien s'il s'agit également d'une manœuvre politique réfléchie et voulue. Il est en effet très probable que les autorités soviétiques aient rapidement été au courant du développement de réseaux civils de l'autre côté du Rideau de fer dès la fin des années 1970. Compte tenu de l'impératif de contrôle des canaux d'information par l'Etat et le Parti, il est raisonnable de penser que certains dirigeants soviétiques aient voulu éviter le développement d'une telle chose à l'Est - alors même que se développait une parole « dissidente » face à la stagnation brejnévienne [3].

Pourtant, ou plutôt à cause de cela, **Internet finit par atteindre l'Union Soviétique en 1982, « par accident »**. Cette année-là, un certain Anatoli Kliesov devient malgré lui le premier « internaute » soviétique. Il convient ici de relater son aventure, dans la mesure où elle est évocatrice du regard tantôt perplexe, tantôt ignorant, que les autorités soviétiques portaient alors sur les réseaux informatiques de type Arpanet.

1982 : première brèche dans le Rideau de fer numérique

Anatoli Kliesov, alors âgé de 35 ans, est chercheur en biologie. Fait important pour la suite, il a travaillé quelques années à Harvard avant d'être, à son retour

en URSS, frappé d'interdiction de voyage à l'étranger pour sympathie proaméricaine présumée. Au printemps 1982, il est chargé par les plus hautes autorités de l'Académie des sciences d'URSS de participer à une « téléconférence », c'est à dire une nouvelle forme de dialogue scientifique international basée sur l'échange de messages à distance via des ordinateurs. Si cet ancêtre du *tchat* est utilisé depuis quelques années à l'Ouest, ce doit être la toute première fois qu'un soviétique prend part à une telle expérience. **A l'époque, l'URSS ne dispose que d'un seul ordinateur relié au monde extérieur par un modem**, situé dans les locaux de l'Institut de recherche en informatique (VNIIPAS), à deux pas du Kremlin. L'ordinateur est gardé par un dispositif de sécurité si impressionnant que Kliesov écrit n'en avoir pas vu de pareil depuis son enfance, passée sur le polygone d'essais de fusées de Kapustin Iar à l'époque de Staline. Quoiqu'il en soit, la machine est installée dans une salle vide : Kliesov peut utiliser celle-ci librement, ce qu'il va faire durant plusieurs années. En effet, pendant la téléconférence, le biochimiste fait connaissance sur le réseau de collègues américains et européens qui lui indiquent des canaux de discussion n'ayant plus rien à voir avec l'objet scientifique de ladite conférence. En outre, le directeur du VNIIPAS l'a pris en sympathie, et comprend toute l'utilité d'avoir régulièrement quelqu'un en ligne pour mieux comprendre ces nouvelles technologies occidentales. Si bien que Kliesov dispose bientôt d'un laissez-passer permanent à l'ordinateur, qu'il est d'ailleurs le seul à utiliser. Jusqu'en 1986, celui-ci se rend quasi-quotidiennement au VNIIPAS pour pratiquer une activité qui, si elle venait à être connue des services de sécurité, lui vaudrait très probablement la prison.

En effet, ses voyages numériques l'amènent fort loin de son domaine de recherche. Il rencontre entre autres un Américain souhaitant vendre des jeans en URSS ou encore des doctorantes de l'université de Stockholm qui l'invitent à se joindre à elles au sauna... Peu à peu, ces multiples contacts le tiennent informés des actualités, lui n'ayant accès qu'à la presse soviétique. Ainsi, grâce à ses échanges suédois, il apprend l'existence du fameux incident U-137, resté dans l'Histoire sous le nom d'incident « Whisky on the rocks ». A l'époque, un sous-marin soviétique s'est échoué à proximité de la base militaire suédoise de Karlskrona, déclenchant l'une des crises les plus dangereuses de la guerre froide. Alors qu'à l'Ouest l'affaire fait les gros titres, en URSS, rien ne filtre. Enfin, Kliesov utilise le réseau pour contourner la censure qui frappe les publications scientifiques en URSS : il parvient alors à publier des articles inédits dans des revues occidentales sans passer par le Glavlit, l'organisme de censure auquel sont normalement soumises tous les projets de publications, qui en ressortent généralement défigurés.

On mesure alors tout le paradoxe de la situation. Kliesov a beau être interdit de sortie du territoire soviétique et entouré de troupes spéciales, il n'en demeure pas moins libre de discuter et d'échanger sans le moindre contrôle tous les documents qu'il souhaite avec ses collègues occidentaux. Dans l'URSS du début des années 1980, où les autorités déploient des trésors d'ingéniosité pour empêcher le passage à l'Ouest de toute sorte de productions (notamment les samizdat), l'expérience est des plus singulières. En effet, jamais Kliesov ne semble avoir éveillé le moindre soupçon auprès des organes de sécurité et du KGB. Certes, celui-ci disposait d'une protection haut placée en la personne du directeur du VNIIPAS. Mais il est fort probable que le tunnel numérique que ce biologiste a réussi malgré lui à creuser sous le Rideau de fer a été rendu possible par l'ignorance dans laquelle les échelons intermédiaires de la hiérarchie étaient tenus en ce qui concerne l'utilisation des réseaux informatiques.

Le développement du Net soviétique au tournant de la Perestroïka (1986 - 1991)

L'aventure de Kliesov précède de quelques années le développement d'Internet dans le pays, rendu possible par la Perestroïka. C'est plus précisément une loi de juillet 1987, adoptée dans le paquet des réformes proposées par Mikhaïl Gorbatchev, qui marque le coup d'envoi de ce développement. Ce mois-ci, le conseil des ministres de l'URSS entérine l'adoption d'une nouvelle législation autorisant la libre entreprise. Pour de nombreux secteurs économiques, c'est une véritable révolution : il est désormais possible, dans la patrie du socialisme, de créer son entreprise - à condition que celle-ci ne concerne pas les secteurs jugés « stratégiques » et ne dépasse pas une certaine taille critique.

Un groupe de jeunes informaticiens, pour la plupart issus de l'Institut Kourchatov de recherches nucléaires, décide alors de créer **ce qui peut être considéré comme le premier (et le seul) fournisseur d'accès à Internet (FAI) d'URSS. Baptisée Demos, cette structure privée ambitionne alors de connecter l'Union Soviétique au reste du monde.** Pour y parvenir, elle ne dispose que de moyens très modestes et de la bonne volonté de la petite communauté de programmeurs passionnés qui se constitue à Moscou autour du projet. D'autant plus qu'elle doit affronter un problème de taille : la bande passante, c'est à dire la vitesse du réseau. Les ordinateurs personnels soviétiques de type ESVM se connectent en effet via des modems qui envoient des impulsions sur les lignes téléphoniques pour faire transiter de l'information. Tandis que les connexions de poste à poste à l'intérieur de l'URSS sont très lentes en raison de

l'obsolescence du système téléphonique, les connexions au monde extérieur relèvent à cette époque de l'exploit. En effet, **un seul câble relie le réseau soviétique au monde occidental. Celui-ci, surnommé non sans humour la « fenêtre sur l'Europe » connecte Leningrad à l'université d'Helsinki.** Les serveurs finlandais relaient ensuite les signaux provenant d'URSS vers le reste du monde. En outre, cette connexion n'est pas permanente : le serveur d'Helsinki se synchronise avec celui de Leningrad une fois toutes les heures. Si bien que si un utilisateur soviétique loupe le moment de synchronisation, il doit attendre soixante minutes avant que son message atteigne un correspondant situé en Europe ou aux Etats-Unis [4].

Malgré toutes ces limites, Demos fonctionne : des instituts et entreprises soviétiques s'équipent de d'ordinateurs connectés. Certains particuliers, principalement ingénieurs ou chercheurs, s'équipent chez eux de terminaux qu'ils achètent à prix d'or. Ces premiers clients de Demos ont accès à divers réseaux qui utilisent des protocoles différents. Cependant, ils sont bientôt interconnectés, et forment de ce fait l'embryon de l'Internet russe tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Le plus important de ces réseaux est **Usenet**. Ce système, inventé en 1979 aux Etats-Unis, existe aujourd'hui encore, et est souvent considéré par les spécialistes comme faisant désormais partie du « deep web », c'est à dire la partie du Web invisible aux moteurs de recherche. Si ce réseau sert aujourd'hui essentiellement à la circulation de fichiers piratés qui se retrouvent ensuite sur les réseaux pirates « grands publics » (bittorrent, streaming illégal ...), il était à l'origine conçu pour permettre aux utilisateurs connectés de disposer d'un espace de dialogue. Ancêtre du tchat et de la mailing list, Usenet était de loin le protocole le plus utilisé dans l'URSS de la Perestroïka. N'importe quel citoyen soviétique (pourvu qu'il dispose d'un ordinateur hors de prix et des compétences techniques pour le faire fonctionner) pouvait se connecter à ce réseau organisé en « groupes », c'est-à-dire en fils de discussion, et exprimer ses opinions librement.

D'autres protocoles de moindre importance existaient, tels que Greenet ou encore Glasnet, qui emprunte son nom à la Glasnost'. Fondé par une ONG du même nom ce réseau, qui deviendra lui-même un FAI en 1993, est financé par des fonds américains afin de favoriser l'accès à Internet parmi la population soviétique. Mais le plus intéressant de ces réseaux ayant cours en Union Soviétique est sans doute **Fidonet**. Fondé en 1984 aux Etats-Unis, Fidonet est un système d'échange de messages qui se distingue des autres en cela qu'il ne dépend pas de Demos. En effet, la technologie utilisée par Fidonet est celle de l'échange de paquets (masse de données numériques) envoyés directement sur les lignes téléphoniques via modem sans passer par un FAI. Autrement dit, il suffisait d'avoir le numéro de

téléphone de son correspondant pour lui envoyer des « paquets ». Celui-ci pouvait à son tour les envoyer vers d'autres ordinateurs de par le monde. En URSS, selon G. Ganley, Fidonet était essentiellement utilisé dans les républiques baltes. Ce réseau aurait servi de point de discussion entre « nationalistes » estoniens et lettons établis en Union soviétique et certains de leurs compatriotes installés à l'Ouest.

Entre 1986 et 1991, l'embryon d'Internet formé par tous ces réseaux se développe rapidement. **En septembre 1990, Demos obtient de l'Internet Assigned Numbers Authority (IANA) la gestion du nom de domaine .su, qui existe toujours aujourd'hui [5]** . Ironie de l'histoire, c'est donc une entreprise privée qui assure la gestion du nom de domaine de la patrie du socialisme ...

De même, **le nombre d'utilisateurs connectés augmente pour atteindre plusieurs centaines à la fin de l'année 1991**. A la faveur de la Perestroïka en effet, plusieurs chercheurs ont désormais possibilité de s'équiper en matériel informatique malgré la pénurie qui règne dans ce secteur en URSS : certains se rendent aux Etats-Unis pour acheter un ordinateur IBM qu'ils ramènent ensuite, tandis que d'autres s'arrangent avec des collègues occidentaux pour que ceux-ci leurs fassent parvenir le précieux matériel.

Les « geeks » contre le Parti : l'embryon d'une société civile en ligne ?

Mais le signe le plus significatif de ce développement est sans doute l'émergence progressive d'une véritable culture d'occupation du réseau. Entendons par là l'ensemble des références et valeurs qui structurent bientôt la pratique que ces utilisateurs font de l'outil qui est à leur disposition.

La plupart des ingénieurs et scientifiques soviétiques qui fréquentent les salons de discussion et autres mailing-lists se retrouvent en effet bientôt liés les uns aux autres par un ensemble complexe d'obligations, de références et de valeurs communes. A l'image de la philosophie qui prévaut à l'Ouest au même moment, cet ensemble de valeurs fait la part belle à l'entre-aide et à la liberté d'utilisation du réseau. En effet, les communautés qui se constituent alors en ligne partagent un même souci de libre circulation des données dans un contexte de solidarités très fortes entre utilisateurs. En Europe, ces communautés dites « unix », composées d'informaticiens et de passionnés, sont même à l'origine du mouvement contemporain de l'open source - c'est-à-dire de la mise à disposition du public des codes sources d'une application afin que son amélioration se fasse dans un esprit de collaboration et de partage (par opposition aux logiciels

« propriétaires » dont les codes sont souvent protégés par brevets).

Au sein du réseau soviétique, et malgré les réformes de la Perestroïka, les dynamiques de solidarités inhérentes à la « philosophie » empruntée aux communautés Unix sont considérablement renforcées par un anticommunisme quasi-unanime.

C'est d'ailleurs cette hostilité qui a permis à la communauté Demos d'accomplir en 1991 son fait d'armes le plus important, le plus révélateur des dynamiques de solidarités qui se sont tissées entre internautes soviétiques depuis le milieu des années 1980. C'est en effet lors du putsch d'août 1991 qu'une poignée de « geeks » a pu jouer, grâce à Demos, un rôle aussi important que méconnu dans cet épisode important de l'histoire de la Russie contemporaine.

Le 19 août 1991, alors que Mikhaïl Gorbatchev s'apprêtait à signer un nouveau traité d'union garantissant une large autonomie aux républiques soviétiques, un groupe se faisant appeler GKChP tente de prendre le pouvoir à Moscou. Gorbatchev, qui est alors en vacance en Crimée, est assigné à résidence et empêché de rejoindre la capitale. Le groupe de putschistes, se définissant comme « conservateur », entend mettre fin aux réformes du Premier-secrétaire qui, selon eux, menace l'Union Soviétique de disparition pure et simple. Tout ne se passe cependant pas comme prévu. Le président de la RSFSR Boris Eltsine est retranché avec ses partisans dans la Maison Blanche où siège le Soviet Suprême. Le GKChP ordonne l'assaut du bâtiment, mais les troupes d'élite qui entourent le bâtiment refusent d'obéir. Dans le même temps, la foule de citoyens soviétiques venus protester contre ce qui est perçu comme un coup d'Etat se fait de plus en plus importante. Si bien que deux jours plus tard, le 21 août, une majorité des troupes se range aux côtés des manifestants - marquant l'échec final des putschistes.

C'est pendant ces trois jours où les communistes conservateurs ont tenté de prendre le pouvoir que, pour la première fois, Internet a été utilisé comme outil de mobilisation politique. Les putschistes avaient en effet organisé un véritable black-out de l'information : les ondes radio d'Union Soviétique sont demeurées muettes, le silence n'étant brisé que ponctuellement par des communiqués expliquant notamment de Mikhaïl Gorbatchev était souffrant et qu'il renonçait de ce fait à ses fonctions de premier-secrétaire. A la télévision, c'est le ballet le Lac des Cygnes qui passait en boucle. L'objectif était bien entendu de limiter au maximum les informations disponibles sur le coup d'Etat, afin d'éviter des manifestations massives dans le pays. Les lignes téléphoniques internationales avaient également été coupées, si bien qu'une certaine confusion régna un moment jusqu'au sommet des grandes chancelleries

occidentales.

Cependant, **dans ce black-out total, une minuscule lueur demeurait : les putschistes n'avaient en effet pas daigné couper les liaisons informatiques qui transitaient via la « fenêtre sur l'Europe » entre Leningrad et Helsinki. Si bien que les quelques utilisateurs du Net soviétiques se retrouvèrent propulsés en quelques heures au rang d'informateurs de première main pour les journalistes occidentaux**, mais également en relais du président Boris Eltsine dans tout le pays. Sur le canal Usenet le plus prisé par les soviétiques (celui-ci s'appelait talk.soviet.politics), on vit débouler des journalistes de l'Associated Press ou de CNN, des universitaires américains, des utilisateurs du monde entier venus chercher de l'information ou simplement témoigner leur soutien à leurs collègues soviétiques. Plusieurs utilisateurs basés à Moscou racontaient ainsi en temps réel ce qu'ils voyaient depuis leur fenêtre, et l'un d'entre eux réussit même à transmettre sur le réseau le premier communiqué de Boris Eltsine via un collègue connecté à l'intérieur de la Maison Blanche. Le message fut ensuite redistribué vers toutes les adresses d'Union Soviétique avec la mention « à imprimer et à placarder massivement ».

Un exemple de message posté par un informaticien de Demos lors du putsch

```
From demos !hq.demos.su !avg fuug.fi Mon Aug 19 05:01:08 1991 Organization :  
DEMOS, Moscow, USSR From : avg hq.demos.su (Vadim Antonov) Date : Mon, 19 Aug  
91 14:31:23 +0200 (MSD) Subject : Re : just heard the news  
Oh, do not say. I've seen these tanks with my own eyes. I hope we'll be able to  
communicate during few next days.  
Communists cannot rape the Mother Russia once again !
```

La poignée d'« internautes » que comptait l'Union Soviétique a joué un rôle central dans le règlement international de la crise. C'est notamment grâce à leurs informations, et même aux photographies que certains parvinrent à scanner (une prouesse technologique pour l'époque !), que les journaux occidentaux du 20 août 1991 au matin disposèrent d'informations solides.

A l'époque, beaucoup s'étaient interrogés sur les motivations du GKChP, qui contrôlait toutes les communications d'Union Soviétique, à laisser ces messages transiter librement. Selon Vadim Antonov, l'un des principaux contributeurs de Demos, c'était de l'ignorance pure de la part du KGB, qui négligea cette toute petite brèche dans le rempart dressé par les putschistes entre l'URSS et le reste du monde. Quoiqu'il en soit, l'épisode d'août 1991 demeure aujourd'hui encore **un symbole extrêmement fort des premières années d'existence du Net russophone**. L'anticommunisme quasi-unanime qui y régnait alors a certes été le

principal ciment à cet exceptionnel élan de solidarité et de coopération : rappelons qu'au moment où les utilisateurs du Net soviétique écrivaient sur leurs machines, aucun d'entre eux ne connaissait l'issue du putsch. Si celui-ci réussissait, ils risquaient gros.

Mais d'autres éléments permettent d'expliquer cette forte solidarité. Pour le comprendre, il convient de rappeler ici que la plupart des utilisateurs du Net soviétique n'étaient pas des particuliers : peu de gens avaient alors les moyens de s'offrir le matériel nécessaire à domicile. C'étaient au contraire des informaticiens ou ingénieurs travaillant dans des grandes entreprises ou laboratoires soviétiques ayant acheté un accès à Demos afin de pouvoir communiquer par messages électroniques. Ces personnes profitaient de l'accès professionnel qu'ils avaient au réseau, ainsi que du fait que peu de gens étaient en mesure de s'en servir, pour se connecter sur des « groupes » dont les organes de sécurité auraient réprouvé l'existence. Laissant libre court à leurs opinions, ces utilisateurs n'en demeuraient pas moins prudents malgré les réformes de la Glasnost : tout ce qui se disait sur le réseau restait sur le réseau, et peu ont trahi ce serment tacite.

La plupart des activités de ces utilisateurs avaient lieu sur Usenet, et la structure même de fonctionnement de ce réseau a favorisé l'émergence d'une forte dynamique de solidarité.

Ce réseau fonctionnait en effet sur le principe du peer to peer. C'est à dire que chaque ordinateur était à la fois client (visiteur) et serveur (hébergeur de données). En outre, pour qu'un ordinateur A communique avec un ordinateur C, il devait forcément passer par un ordinateur B pour relayer le signal. Si cet ordinateur B s'avérait éteint ou hors d'usage, il fallait trouver une autre machine capable de le remplacer. En ces temps où les communications numériques en étaient à leurs balbutiements, rien n'était automatisé. Si l'ordinateur B était hors ligne, l'utilisateur de la machine A devait être au courant et reprogrammer son message afin de diriger son signal vers un remplaçant. Suivant cette logique, les premiers « geeks » d'URSS furent donc obligés d'être en contact étroit les uns avec les autres, et de tenir manuellement un registre des différentes machines connectées [6].

Usenet, de par sa structure même, a ainsi été un véritable catalyseur pour l'émergence d'une solidarité corporatiste entre utilisateurs du Net soviétique. Ces pionniers ont, au fil des discussions et des dangers qu'elles pouvaient comporter, construit une véritable communauté dont l'esprit demeure vivace chez celles et ceux qui l'ont connue. Il est clair qu'une meilleure compréhension de cette période permettrait de saisir avec beaucoup plus d'acuité la situation de la Russie contemporaine dans le cyberspace. A l'heure où la crise ukrainienne entraîne

des cyberattaques d'importance et où la Russie tente de promouvoir sa vision d'un « Internet souverain » face aux conceptions « occidentales », il convient en effet de garder à l'esprit qu'un certain nombre des artisans de cette politique sont issus de cette génération à qui la Perestroïka avait ouvert des horizons que la crise des années 1990 a largement assombri.

Copyright Novembre 2015-Limonier/Diploweb.com

Notes

[1] Parmi lesquels un certain Alexandre Soljenitsyne, qui raconta son séjour dans ce laboratoire pénitencier dans son ouvrage « Le Premier Cercle ».

[2] Même si nombre d'entre eux empruntaient les mêmes câbles, notamment via le réseau Ekspress, qui fut mis en place sous la responsabilité des chemins de fer à la fin des années 1970

[3] C'est en tous cas ce que semble indiquer les « purges » qu'a connue la cybernétique soviétique au début des années 1970. A cette époque, des départements de recherche entiers ont été fermés. Leonid Brejnev avait même qualifié l'informatique de « science bourgeoise » ?

[4] Un peu plus tard, une seconde fenêtre sur le monde s'est ouverte avec le San Francisco Moscow Teleport (SFMT), un câble reliant l'Amérique et l'Union Soviétique financé, entre autre, par George Soros. Cependant, jusqu'à la chute de l'Union Soviétique fin 1991, le SFMT n'a joué qu'un rôle secondaire dans l'histoire de l'Internet russe. En effet, il était avant-tout destiné à la circulation de données scientifiques vers les Etats-Unis, le Viet Nam et Cuba.

[5] A titre de comparaison, le nom de domaine national français, le .fr, existe depuis 1986.

[6] On retrouve d'ailleurs trace de ce système très artisanal dans l'actuel Domain Name System (DNS), gigantesque annuaire de tous les sites Internet référencés et tenu par l'ICANN, l'autorité américaine régissant la totalité des noms de domaine.

[Retour au Sommaire](#)

URSS - 8 décembre 1991, pourquoi l'éclatement du système soviétique ?

vendredi 18 novembre 2011, par Michel HELLER, Pierre VERLUISE

L'auteur :

Michel Heller, historien (1922-1997), enseignant à la Sorbonne de 1969 à 1990. Auteur de nombreux ouvrages dont *Le Septième Secrétaire. Splendeur et misère de Mikhaïl Gorbatchev*, Olivier Orban, Paris, 1990. P. Verluise était au moment de cet entretien contributeur au *Quotidien de Paris* dirigé par P. Tesson.

Pour l'historien Michel Heller, la *perestroïka* était d'avance condamnée pour trois raisons. Premièrement, parce que le système soviétique n'était pas réformable. Deuxièmement, M. Gorbatchev n'a jamais eu l'audace de mener une politique conséquente pendant un an. Troisièmement, sa stratégie de pouvoir a déclenché des mouvements imprévus.

Voici une interview accordée par l'historien Michel Heller quelques jours après la "fin" de l'Union soviétique, le 8 décembre 1991. M. Gorbatchev occupe alors encore le Kremlin. Michel Heller explique pourquoi cette journée du 8 décembre 1991 est celle d'un coup d'Etat. Puis, il s'interroge sur ce que peut faire B. Eltsine en Russie post-soviétique. Enfin, il revient sur l'échec de M. Gorbatchev (1985-1991) pour le mettre en perspective. Voici donc à la fois un document particulièrement utile pour comprendre les années 1985-1999 et un hommage à la mémoire de l'historien Michel Heller, décédé en 1997.

Pierre Verluise : Le 8 décembre 1991, que s'est-il passé ?

Michel Heller : Un coup d'Etat a marqué ce jour, du point de vue des lois soviétiques. Pourquoi ? Parce que les leaders de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie ont proclamé la dissolution de l'URSS. Ils forment maintenant une communauté d'Etats indépendants. Ce putsch était dirigé contre Mikhaïl Gorbatchev, et il a réussi. Si les "putschistes" du mois d'août 1991 bénéficiaient du consentement de Mikhaïl Gorbatchev, le coup d'Etat de décembre était dirigé contre ce dernier. Ce putsch a été préparé par des négociations secrètes, quelques temps avant l'élection de Kravtchouk au poste de président de l'Ukraine. Son élection a donné le feu vert.

Pourquoi ?

P.V. Comment expliquer ce coup d'Etat ?

M.H. Trois éléments ont joué un rôle déterminant.

Premièrement, Eltsine et Kravtchouk estimaient que Mikhaïl Gorbatchev les empêchait de devenir aux yeux de l'Occident les chefs de leur République.

Deuxièmement, les trois leaders voulaient donner quelque chose à leur peuple. Or, aujourd'hui, ils ne peuvent rien offrir d'autre que le remplacement d'une Union qui a cessé d'exister.

Troisièmement, les trois dirigeants ont voulu en finir avec l'URSS moribonde et déblayer le terrain.

Maintenant, ils commencent la construction d'un nouvel Etat slave. Pour des raisons géopolitiques et économiques, ce qu'on appelle à Moscou "l'axe slave" doit devenir un pôle d'attraction pour les autres Républiques de l'ancienne URSS. La preuve, l'Arménie a déjà manifesté son intention d'entrer dans cette communauté. Le Kazakhstan et les Républiques d'Asie centrale vont suivre. Après avoir créé leurs propres structures, les Républiques baltes elles-mêmes vont établir des relations avec cette nouvelle entité.

La nouvelle coqueluche des Occidentaux

P.V. Quel est le sens des réformes entreprises en Russie par Boris Eltsine ?

M.H. Le président de la République de Russie tente une réforme politique et économique. Cette réforme est nécessaire pour que la Russie devienne le maillon fort du nouveau noyau dur, maintenant composé par la Communauté des Etats slaves. Mikhaïl Gorbatchev, lui, a toujours eu peur de réformer. Ce qui a engendré l'explosion du système. L'audace d'Eltsine ne garantit cependant pas une transition vers la démocratie et une économie de marché. Le président de la République de Russie se présente comme un démocrate, tout en insistant sur la nécessité d'un pouvoir fort pour réformer. En effet, sa réforme politique consiste jusqu'ici à construire un système de pouvoir tout à fait autoritaire. Comment Boris Eltsine a-t-il procédé ? Il a nommé un représentant personnel dans chacune des 65 unités administratives de sa République. Et il peut révoquer ces représentants quand il le veut. Quels atouts économiques possède Boris Eltsine pour essayer une transition vers l'économie de marché ? D'une part, il a pris d'assaut la fabrication du rouble. D'autre part, la Russie rassemble l'essentiel des ressources du pays en or, pétrole et diamant.

Pronostic

P.V. Boris Eltsine peut-il réussir ?

M.H. Il semble fort probable qu'il échoue. Pourquoi ?

Premièrement, parce que la réforme politique risque de se heurter aux structures de pouvoir existantes.

Deuxièmement, parce que la réforme économique ne peut pas bénéficier de l'adhésion de la population, à cause de l'inévitable hausse des prix.

Considérons tout d'abord l'aspect politique. Sur quelle structure les représentants personnels d'Eltsine peuvent-ils s'appuyer ? Les Soviets constituent les seuls organes législatifs et exécutifs existants ! Cette continuité indique qu'au sens politologique, le système demeure soviétique. Qui siège dans ces instances ? La nomenklatura du Parti communiste ! Dès lors, comment les représentants personnels de Boris Eltsine pourraient-ils mettre en œuvre une transition vers l'économie de marché ? Leur seul instrument est un appareil qui a fait la preuve de son opposition à toute réforme. Il n'existe pas d'élite dirigeante alternative immédiatement disponible. En effet, le parti drainait par le passé tous ceux qui avaient le goût du pouvoir. Nul ne peut affirmer sérieusement que la nomenklatura est devenue aujourd'hui adepte de la démocratie et de l'économie de marché.

Peut-on introduire le capitalisme par décret ?

Considérons maintenant l'aspect économique. Une transition véritable vers l'économie de marché impose une forte augmentation des prix. Or, 75 % de la population vit déjà en dessous du seuil de nécessité, selon des chiffres officiels. Et la multiplication de l'accroissement des prix porterait un coup terrible aux habitants, que les mesures sociales d'accompagnement envisagées par Boris Eltsine ne compenseraient pas. Lui-même a commencé à prendre peur. Aussi, tout en comprenant la nécessité d'une réforme économique, il a déjà fait marche arrière dans plusieurs domaines.

Ainsi, l'augmentation des prix annoncée pour le 16 décembre 1991 a été reportée au 2 janvier 1992. En fait, l'ultime contradiction d'Eltsine est de vouloir introduire le capitalisme par décrets ! Ainsi, le premier pays socialiste du monde essaye de sortir du socialisme avec les méthodes qu'il a utilisées pour passer du capitalisme au socialisme. Les dirigeants actuels veulent passer à l'économie de marché par leur seule volonté, tout comme leurs prédécesseurs espéraient construire le socialisme. Mais si le système socialiste était contre nature, le capitalisme résulte d'un processus naturel qui prend des siècles.

Les contradictions de la perestroïka (1985-1991)

P.V. Comment ce pays en est-il arrivé à un tel désordre ?

M.H. La perestroïka de M. Gorbatchev était d'avance condamnée : il cherchait seulement à améliorer le rendement du système afin de le conserver. Pour trois raisons, ce processus n'avait aucune chance.

Premièrement, parce que le système n'est pas réformable. En effet, ce genre de système rigide fonctionne jusqu'au moment où il essaye de s'améliorer. Prenons une comparaison. Avant la perestroïka, ce système ressemblait à un dinosaure. Mikhaïl Gorbatchev a voulu en faire un centaure. Mais si le dinosaure a été dépassé, il a cependant existé. Alors que jamais le centaure, lui, n'a foulé le sol de la terre. Parce que le centaure reste un mythe, tout comme un système soviétique amélioré.

Deuxièmement, M. Gorbatchev n'a jamais eu l'audace de mener une politique conséquente pendant un an. Tous les trois mois, il changeait de direction.

Troisièmement, sa stratégie de pouvoir a déclenché des mouvements imprévus. Ces derniers ont engendré l'explosion d'un système condamné par sa rigidité. Résultat : l'Union des Républiques socialistes soviétiques a cessé d'exister. La République de Russie aspire maintenant à remplacer le centre de l'Union. Et dans l'esprit de Boris Eltsine, les autres Républiques vont suivre la Russie. A condition que celle-ci réussisse sa normalisation politique et économique.

Une vieille habitude

P.V. Comment jugez-vous l'attitude occidentale ?

M.H. Traditionnellement, l'Occident ne comprend rien à ce qui se passe dans ce pays. Les Occidentaux ne savent pas quoi faire. Ils n'engagent que des actions ponctuelles, sans vouloir dépenser beaucoup d'argent. Pour des raisons politiques, les dirigeants occidentaux déclarent cependant vouloir aider ce pays. Mais pour des raisons économiques, les banques comme les Etats ont pourtant décidé d'attendre. Cela n'aurait aucun sens, il est vrai, d'apporter une aide massive à un système qui s'écroule. D'ailleurs, il n'existe aucune raison d'aider le système soviétique à se sauver. Cette politique occidentale sans imagination est donc peut-être la meilleure. En effet, il revient au peuple russe de montrer lui-même ce qu'il veut et ce qu'il peut.

Copyright 13 décembre 1991-Heller-Verluisse/Quotidien de Paris

NDLR : Interview de Michel Heller par Pierre Verluisse, publiée le 13 décembre 1991 dans *Le Quotidien de Paris*.

[Retour au Sommaire](#)

Souvenirs de la dissidence soviétique

samedi 1er juillet 2000, par *Irina ALBERTI*, *Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Directrice de "La Pensée russe". Entretien avec Pierre Verluise Directeur du *Diploweb.com*

L'amie de Soljenitsyne et Sakharov témoigne de la difficulté à faire admettre les réalités soviétiques en Occident.

JE SUIS la fille d'une époque terrible qui m'a valu de naître loin de cette terre russe où les miens avaient toujours vécu. C'est en Yougoslavie que je suis venue au monde, en 1924. Deux ans auparavant, mes parents y avaient trouvé refuge après leur départ tragique de Crimée. Ce n'était pas le changement qui effrayait celui qui allait devenir mon père, mais la nature de l'ordre qui se mettait en place. Là où avançait la révolution communiste d'Octobre 1917, on effaçait l'empreinte chrétienne. C'était pour mes parents le cœur du drame et ils ne s'étaient pas trompés dans leur diagnostic. Les trois quarts de siècle que nous venons de traverser sont là pour le prouver.

La connaissance inutile ?

Le malheur, ce fut cette méprise durable dans laquelle le reste du monde s'est établi. Voici ce qui fut, pour mes parents comme pour moi-même l'une des plus grandes souffrances : sentir autour de nous une incompréhension généralisée. Ce n'était pourtant pas les preuves qui manquaient. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés avaient été accueillis en Occident après la révolution. Mais cela relevait d'un mouvement du cœur qui n'influçait pas les jugements. Dès qu'on évoquait le fond des choses à propos du totalitarisme soviétique, on se heurtait à un mur d'incompréhension.

La première émigration a témoigné, mais l'opinion publique en Occident ne l'a pas entendue. Le phénomène s'est répété par la suite avec une constance déconcertante. Mes parents, comme beaucoup d'autres, en ont tiré la conclusion qu'il était vain de parler. Les réfugiés de cette époque se sont mis à vivre à part, dans une sorte de ghetto obligé. A la fin des années 1950, j'en étais venue de ce fait à une sorte de refus de m'intéresser à l'Union soviétique. Je ressentais la

solitude désespérée de ceux qui essaient de remonter un courant trop puissant. Tout le monde fêtait et louait l'Union soviétique, et son peuple lui-même semblait résigné à ce régime. Tout ce qu'on pouvait dire sur les foules englouties, les persécutions et les camps tombait dans des oreilles sourdes. Comment continuer à dire de ce régime ce que nous savions mais que personne ne voulait entendre ? Quand on nous écoutait, c'était pour nous reprocher un manque d'objectivité. "Vous avez été dépouillé de tous vos biens, c'est que qui explique votre tendance à trop noircir", nous rétorquait-on. A cela, ma mère répondait : "Quand j'ai quitté la Russie, j'avais 18 ans, j'étais étudiante à l'université de Kiev. Je n'avais ni propriété ni richesse. Je n'ai donc rien perdu si ce n'est ma patrie. Ce que je dis est tout simplement fondé sur une meilleure connaissance de la réalité que la vôtre".

A toutes nos humiliations s'ajoutait celle d'apparaître comme des attardés de l'Histoire ou des combattants de la mauvaise cause.

Pourquoi un tel aveuglement ?

Enfin, dans les années 1990, on consent à nous donner raison. Mieux vaut tard que jamais, mais ce fut une bien longue mystification. Toute l'intelligentsia, occidentale en particulier, s'est laissée abuser. Le côté hérésie chrétienne de cette utopie meurtrière y fut pour quelque chose. Le communisme était interprété comme la promesse d'un monde à l'image de ce que nous rapportent les Actes des Apôtres aux premiers temps du christianisme : "Personne ne disait sien ce qui était le bien de tous". On a voulu appliquer par la force à toute une société ce qui ne pouvait être le fait que de quelques-uns, agissant sans aucune contrainte ni empiètement sur cette liberté que nous tenons de Dieu. Il n'y avait pas de choix dans cette révolution communiste. C'était l'alignement ou le chemin des camps et bien souvent la mort. Je ne m'explique pas que certains chrétiens aient pu se laisser tromper par cette utopie communiste. C'est qu'en fait, l'horreur absolue de ce système a toujours été contestée.

Longtemps, on a fait à La Pensée russe et à moi-même un procès d'anticommunisme primaire. A-t-on jamais reproché à quelqu'un d'être un antinazi primaire ? Comme si l'on pouvait faire grief d'être contre l'injustice, la cruauté. Chacun peut reprendre les collections de La Pensée russe et il verra comment tout cela est consigné de manière implacable.

Rencontres avec Soljenitsyne et Sakharov

Mon parcours m'a conduit à rencontrer deux personnalités marquantes du XX e siècle : Alexandre Soljenitsyne et Andreï Sakharov. Soljenitsyne, c'est l'homme immense pour qui on ne peut ressentir que gratitude et amour pour tout ce qu'il a

fait. Mais ces sentiments, on les éprouve comme à distance. Sakharov m'inspirait plus de que l'admiration, une amitié comme j'en ai peu connue et sa femme Elena Bonner tout autant. Sakharov, c'était la tendresse, l'émerveillement devant une bonté infinie. Sa dimension historique ne faisait pas écran.

Voici comment j'ai fait la connaissance des Soljenitsyne. Peu après le décès de mon mari, j'ai reçu en janvier 1975 un appel d'eux me demandant de leur rendre visite en Suisse, où ils se trouvaient après avoir été chassés d'Union soviétique. Alexandre Soljenitsyne m'a alors exposé secrètement son intention de gagner les Etats-Unis pour s'y établir. Il avait besoin à ses côtés et pour son travail d'une personne de confiance pour l'aider dans ce monde occidental si nouveau. Quelqu'un qui ne fut pas susceptible de se laisser manipuler par le KGB, lequel avait déjà fait bien des efforts pour s'insinuer dans leur milieu en Suisse. Sans m'y attendre le moins du monde, je me trouvais donc priée de l'accompagner aux Etats-Unis. Mon admiration pour cet homme, son œuvre, sans parler de son courage, était sans borne. Après consultation de mes enfants, j'ai accepté cette proposition qui m'entraînait pour plus de trois ans dans une immense aventure.

Soljenitsyne sortait d'un combat de géant en Union soviétique. Un David qui n'avait même pas une fronde pour se défendre contre le KGB, une plume tout au plus. Rarement quelqu'un m'a semblé habité comme lui par une force venue d'ailleurs. On a abusé du mot prophète pour l'appliquer à des gens qui ne l'étaient pas toujours. Mais dans le cas de Soljenitsyne, je pense qu'on peut l'employer sans se tromper. L'homme donne le sentiment d'être d'un bloc, mais il n'est pas tout d'une pièce. Bien qu'assez austère de tempérament, il aime la vie et le manifeste. Mais en lui, il y a toujours comme une instance qui l'amène à saisir les êtres et les réalités au-delà de toutes les apparences. Comme tous les grands écrivains, c'est dans ses livres qu'on trouve le vrai Soljenitsyne et ce qu'il a de plus chrétien. Le sommet de son œuvre, c'est L'Archipel du goulag (éd. Seuil, 1974) dont la trace restera dans l'Histoire parce qu'elle en a changé le cours. Il n'était pas le premier à témoigner, mais il fut le premier à se faire entendre vraiment, à changer le jugement.

Un courage d'acier

Quant à Andreï Sakharov, il avait un courage d'acier, pur comme le cristal, il était une figure de juste. Ce qu'il entreprenait - par exemple pour condamner l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 - il le conduisait jusqu'au bout. Avec, de surcroît, une rare capacité d'accueil, de bienveillance à l'égard des personnes. Quiconque s'adressait à Sakharov devenait pour lui l'être le plus important du monde. Les gens ne s'y trompaient pas, ils accouraient à lui en foule incroyable. C'était un cerveau et un cœur à la fois. D'où son rayonnement, même au jour où

on l'avait banni à Gorki. La popularité formidable de Sakharov reposait sur la certitude qu'il ne mentirait en aucune circonstance ni à personne.

Evoquer ces deux hommes me fait penser qu'il reste pour nous un devoir : souvenons-nous de tous les opposants qui étaient prêts à donner leur vie pour la vérité. C'est leur Résistance qui contribua de façon décisive à faire éclater le carcan de la peur et à répandre la vérité.

[Retour au Sommaire](#)

La République française entre les "tsars blancs", les "tsars rouges" et les "euro-tsars"

samedi 12 avril 2003, par *Alexandra VIATTEAU*

L'auteur :

Ecrivain.

Alors que Vladimir Poutine et Jacques Chirac viennent de se rencontrer le 11 avril 2003 à Saint-Petersbourg, Alexandra Viatteau propose une lecture des relations entre Paris et Moscou, à partir d'un texte de l'auteur russe Léon Tolstoï (reproduit en bas de page).

Une clé utile pour donner un sens à une dimension importante des relations internationales sur la longue durée. La Russie, sous tous ses régimes, et quoi qu'elle fasse, est l'alliée favorite de la France, mais Moscou ne compte qu'avec Washington pour réaliser son projet. Certes, pour ce faire, il faut affaiblir les Etats Unis, et la France est bien utile comme "locomotive" du mouvement anti-américain. Mais, à terme, la Russie ambitionne le leadership de l'Europe, pour se retrouver face à face entre "Grands", avec les Etats Unis.

LA CRISE durant les semaines précédant l'intervention anglo-américaine en Irak attire l'attention sur la guerre et la paix, leurs intérêts économiques et politiques et leurs propagandes sur le droit et la morale, mais aussi sur l'axe Paris-Moscou. Ce dernier se reforme toujours, sinon en vue d'un objectif commun, du moins en vue d'une opposition commune. Opposition en général anti-américaine depuis la division du monde en deux blocs imposée par le stalinisme, et la chute de l'empire soviétique, déséquilibrant le jeu des puissances. A l'occasion du cinquantenaire de la mort de Staline, en mars 2003, on a pu voir encore à Paris, sinon l'ancien enthousiasme aveugle pour le dictateur criminel communiste, du moins la fascination qu'inspire toujours ce "Machiavel de notre temps" ! Cependant, plus que des idéologies, héritées de la Révolution française et de la Révolution russe, ce qui lie la France à la Russie, en l'occurrence, c'est une tradition plus vaste d'amitié ou de connivence politique franco-russe. Voilà pourquoi nous citerons un texte fort peu connu en France du grand écrivain russe Léon Tolstoï sur "L'esprit

chrétien et le patriotisme" (édition originale, Librairie académique Didier, Perrin et Cie, Libraires-Editeurs, Paris, 1894). En effet, il est aussi très actuel, en 2003, de voir comment on emmêle depuis toujours des arguments et des réalités de toutes sortes, y compris contradictoires, au profit de positions communes ou de la justification de positions opposées. Propagandes au service de politiques d'action, ou d'inaction, d'intervention ou de non-intervention, usant de tout temps d'envolées oratoires, de feintes et de manipulations de masse. Ces dernières, décrites par Tolstoï à la fin du XIXème siècle, sont plus actuelles que jamais au début du XXIème siècle. Des méthodes semblables visant et utilisant presque les mêmes cibles de manipulation se retrouvent à plus d'un siècle de distance.

Les droits de l'homme sont moins importants que les relations Europe-Russie

"Naissance du tsar système", titre l'hebdomadaire Paris-Match en automne 2002, à propos de deux nouveaux ouvrages sur Catherine II et Paul Ier. "Maintenant qu'avec Poutine la Russie a un nouveau tsar, autant connaître à fond les moeurs de ses prédécesseurs", écrit le journal.

Aussitôt le quotidien Le Monde attrape la balle au bond et fait aussi le lien, mais entre la répression russe d'aujourd'hui en Tchétchénie et "la barbarie (russe en Tchétchénie au XIXème siècle - AV) magistralement dépeinte par Tolstoï dans son roman "Hadji Mourat".

"Les relations russo-européennes sont trop importantes pour être dominées par la question des droits de l'homme" : c'est cet état d'esprit implicite qui devait dominer les discussions du 10ème sommet entre l'Union européenne et la Russie, lundi 11 novembre 2002 à Bruxelles". (Le Monde, 12.11.2002).

"Contre l'impérialisme des Etats-Unis"

Trois mois plus tard, en février 2003, arrivait à Paris le président russe Vladimir Poutine, chaleureusement accueilli par le président français Jacques Chirac, en allié sollicité contre l'"impérialisme des Etats Unis" et l'"hégémonisme américain". Pour reprendre le vocabulaire jadis forgé par Staline à l'usage du Kremlin et de ses satellites. Et toujours utilisé, à l'approche des élections à la Douma à Moscou, en mars 2003, par les militants communistes. Ainsi que par les manifestants communistes et gauchistes occidentaux "pour la paix en Irak", dans les rues de Paris notamment. En février, Amnesty International déploya sur le Pont Alexandre III - face au ministère des Affaires étrangères - une banderole avec les mots : "France-Russie, le silence complice". Il s'agissait encore de la Tchétchénie, dont on n'ignore pas que sur son territoire en lutte pour

l'indépendance d'authentiques terroristes sont infiltrés parmi d'authentiques résistants. Une population civile martyre y subit une guerre, voire un génocide, contre lesquels les champions de la paix de nos Chancelleries, Eglises et Mouvements ne s'élèvent point avec la même vigueur que contre la guerre en Irak. Il est vrai que l'Irak est un pays souverain, alors que la Tchétchénie a perdu sa souveraineté encore sous les tsars russes.

La paix à tout prix ou la paix des cimetières ?

"L'interdiction d'user de la force (par le droit international - AV) doit sauvegarder la souveraineté de l'Etat et la coopération internationale, écrit l'ancien sous-secrétaire d'Etat polonais aux Affaires étrangères et ambassadeur en Allemagne, Jerzy Kranz. (...) Mais, les normes du droit contemporain concernent à un degré de plus en plus élevé aussi la manière d'exercer le pouvoir à l'intérieur de l'Etat, ne serait-ce que la manière de respecter les droits de l'homme. L'objectif, ce n'est pas la paix à tout prix, et surtout pas la paix des cimetières dans l'indifférence face au crime. (...) C'est seulement grâce aux pressions des Etats Unis que l'on a réussi à faire voter à l'ONU la résolution 1441 forçant l'Irak à laisser les inspecteurs du désarmement faire leur travail. Il avait fallu pour cela plusieurs mois de disputes à l'ONU, où les intérêts économiques et politiques de la France et de la Russie avaient joué un rôle primordial (pour l'empêcher)..." (Cf. Tygodnik Powszechny, journal catholique proche du Pape Jean Paul II, 16 mars 2003, Cracovie).

Il convient de noter ici une importante précision de la position du Pape Jean Paul II - et donc de l'Eglise catholique -, donnée par cet hebdomadaire polonais familier de la pensée du Souverain Pontife et soucieux de ne pas en user pour servir des intérêts politiques de telles ou telles puissances. "Il ne faut pas confondre la doctrine de l'Eglise avec le pacifisme", affirme l'éditorial du Père Adam Boniecki dans Tygodnik Powszechny du 30 mars 2003. "Le Pape n'appelle pas à la suspension de la guerre". Même si celle-ci doit être "limitée dans le temps, avoir des objectifs précis, respecter le droit international et se soumettre à la surveillance d'un organe de pouvoir supranational". Le philosophe et théologien américain George Weigel, pour sa part, a souvent défendu des positions, notamment éthiques, de Jean Paul II . Sollicité par le journal de Cracovie, il fait une étude fine et diplomatique, mais néanmoins claire, de la différence entre les déclarations actuelles, "respectables, mais personnelles", de "hiérarques du Saint-Siège" et celle de "Jean Paul II. On a usé de déclarations de quelques hiérarques pour les "identifier avec les positions des gouvernements français et allemand". Or, le Pape déclarait dans sa lettre à Saddam Hussein (remise par le cardinal Etchegarray) que Saddam Hussein était responsable

devant l'Histoire d'une décision qui pourrait empêcher l'éclatement de la guerre. La lettre ne soutenait en aucun cas Bagdad dans ses accusations contre une agression occidentale".

Les mauvais souvenirs des pacifismes dirigés depuis Moscou

C'est, en général, l'opinion dominante en Europe du Centre-Est, déterminant la position de ces pays, qui se sont libérés de l'occupation soviétique du "bloc" communiste. C'est aussi une opinion que l'on retrouve chez d'anciens dissidents d'Europe de l'Est "qui ont combattu les régimes communistes (totalitaires - AV) avec lesquels le Baas au pouvoir à Bagdad entretenait d'excellentes relations" (Cf. Le Monde, 20 mars 2003). Sur l'axe Moscou-Bagdad-Paris..., mais aussi avec d'autres capitales occidentales intéressées et investies, puis entrées en guerre pour une autre conjoncture mondiale.

"Nous, les anciens dissidents, disent Hongrois, Polonais, Tchèques, Allemands, etc..., avons intérêt à ce qu'il y ait moins de dictatures sur Terre. Si l'anti-américanisme paraît globalement une posture de gauche en Occident, à l'Est, c'est plutôt l'apanage de l'extrême-droite...", disent-ils. On retrouve cette crainte à Paris chez certains intellectuels : "Nous refusons ce consensus de Krivine à Le Pen"... (Cf. Le Monde, 20 mars 2003, "En France, ces intellectuels qui disent "oui" à la guerre" ; cf. aussi Robert Redeker, "Les néopacifistes en guerre contre la paix", Le Monde, 26.3.2003 et Wojciech Pieciak, "Koniec Husajna" (la fin de Hussein), Tygodnik Powszechny, 30.3.2003, ainsi que Neue Zurcher Zeitung de Zurich, qui rappelle que les tortionnaires des organes de sécurité de Saddam Hussein étaient formés par des spécialistes d'URSS et de RDA). Ce consensus "de Krivine à Le Pen" en France autour de Saddam Hussein se fait pour des raisons diamétralement opposées, mais les extrêmes se touchent plus souvent qu'on ne le croit. Mobiliser les masses contre la guerre en Irak et ne pas les mobiliser contre la guerre en Tchétchénie, détester G. W. Bush et aimer V. Poutine, les réflexes, souvent conditionnés, de la politique et de la gesticulation sont insondables.

Pro-russes de gauche et pro-russes de droite en France

Les "intérêts supérieurs" des Etats étant ce qu'ils sont, et les politiques jouant par profession ou patriotisme les jeux diplomatiques auxquels ils sont tenus, ce ne sont pas les chaleureuses accolades du président français au président russe dans l'intérêt politique en février 2003 qui furent contestées, mais le geste superflu de recevoir Vladimir Poutine à l'Institut de France.

"A chaque rebond du despotisme aux rives de la Neva et de la Moskova, des clercs empressés sur les bords de la Seine décernent leurs prix de vertu (...) La France s'honore d'avoir reçu maints exilés, esprits libres, persécutés des tsars

blancs et rouges. (...) Fallait-il que l'Institut retombe dans l'ornière ?..." (Appel signé par André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy et Philippe Sollers in Le Monde, 11.2.2003).

C'est un cas de figure intéressant et très spécifiquement français, où tantôt la gauche, tantôt la droite, s'accusent mutuellement de complaisance vis-à-vis de la Russie. La droite a, en effet, des faiblesses pour l'"éternelle Russie" despotique au gouvernement, mais flatteusement voltairienne dans les salons. Avec ses fastes ! ses ressources ! sa force !

La gauche a toujours les yeux de Chimène pour l'héritière de la Révolution française (1789) et de la Commune (1871). "Patrie du socialisme et du communisme", dont Lénine a aussi élaboré le projet en France, puis en Suisse. Même si ce sont les Allemands du Kayser qui l'ont ramené chez lui pour faire le coup d'Etat bolchevique de la Révolution d'Octobre 1917.

Certes, l'amour pour Staline fut une erreur de jeunesse, une sorte de maladie infantile du communisme et des gauches françaises. Parce que Staline a "trahi la Révolution", dit-on contre toute raison jusqu'à aujourd'hui dans ces milieux intellectuels. Il suffit de lire attentivement le supplément du Monde du 26 février 2003 consacré tout entier à Staline. Signalons, d'ailleurs, que dans ce flot intéressant, le sort de la Pologne, par exemple, n'est pas du tout traité. Et que Katyn apparaît une seule fois, parce qu'un manuel... russe d'histoire en parle, à Moscou ! Nos manuels français n'en parlent toujours pas à Paris. On a aussi du mal à parler du Pacte germano-soviétique d'août-septembre 1939 et de l'agression soviétique contre la Pologne, le 17 septembre 1939. Mais on observe une amélioration des connaissances dans ce domaine. (Cf. A. Viatteau, "Le Pacte Ribbentrop-Molotov, l'agression soviétique contre la Pologne le 17.09.1939 et sa négation russe en 1999. L'état des connaissances scientifiques en 2000", diploweb.com, 18.10.2000 et "Staline assassine la Pologne, 1939-1947", éd. Seuil, 1999).

Ce rôle témoin, éclairant de la Pologne est, semble-t-il, gommé pour éluder la responsabilité du communisme, dès l'origine, et non du seul Staline, dans la barbarie totalitaire. Un ouvrage traduit, recommandé par Radio Classique (6 mars 2003 à 9h), écrit par un Russe américain, Richard Lourie, va jusqu'à personnaliser complètement le totalitarisme communiste soviétique. Dans "Moi, Staline", l'auteur se met dans la peau de Staline pour démontrer que c'est "par divertissement que j'ai (Staline) versé dans le crime", "joui de la terreur". "Un vrai nihiliste", commente Radio Classique.

On voit là cet échange de tir droite-gauche, gauche-droite françaises : de droite, on tire sur le nihilisme ; de gauche, on tire sur le despotisme. Mais, la fascination

est la même. On aime la Russie et on frissonne devant ses tsars et leur knout.

Staline, c'est Pierre le Grand

C'est ainsi qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale - pour ne pas remonter aux origines -, aussi bien la Russie soviétique (l'URSS que le général de Gaulle voudra toujours appeler Russie), que Staline lui-même, ont profité, en général, de l'indulgent soutien politique d'intellectuels français, de gauche et de droite. A gauche, non seulement des communistes et leurs "compagnons de route", notamment chrétiens, mais même des chrétiens prestigieux comme François Mauriac et Jacques Maritain, ont donné leur appui à l'URSS stalinienne, au profit du "progrès", avant d'y voir plus clair. A droite, d'éminents intellectuels ont appuyé aussi de leur plume et de leur réputation le totalitarisme soviétique, par respect de la puissance et des intérêts russes et franco-russes.

En 1944, Wladimir d'Ormesson, dans Le Figaro, justifie la signature du traité d'alliance franco-soviétique, entre de Gaulle et Staline, car la Russie soviétique, selon lui, serait "passée d'un état révolutionnaire à un état soucieux avant tout de ses intérêts nationaux, dans le droit fil de son histoire diplomatique". Un jeune historien français, Frédéric Saillot, écrit à ce propos dans un ouvrage à paraître : "La lecture que fait W. d'Ormesson de l'évolution de l'URSS et de son retour au jeu diplomatique européen, passée au prisme d'un nationalisme borné, conduit à des accents d'une flagornerie pénible s'ils ne présentaient un symptôme intéressant, dans sa version conservatrice, du culte voué à Joseph Staline et de la vague philosoviétique, et par conséquent philocommuniste, qui imprègnent les mentalités de l'époque. "L'œuvre gigantesque accomplie par le maréchal Staline fait de lui un héros national de la classe de Pierre le Grand", écrit W. d'Ormesson."

"En conclusion de cet éditorial (Cf. Le Figaro, 26-27 novembre 1944) chargé d'explicitier les décisions de Yalta, où ni la Pologne, ni pourtant la France n'avaient été conviées, W. d'Ormesson donne un avertissement en signe de viatique : "la plus grande erreur que pourraient commettre nos amis Polonais serait d'essayer de jouer les puissances occidentales contre la Russie".", écrit Frédéric Saillot.

Les chrétiens de gauche

En 1945, l'Union des chrétiens progressistes, carrément engagée dans le compagnonnage avec le PCF, s'oppose à la publication du manuscrit du Père Fessard, "France, prends garde de ne pas perdre ta liberté", qui applique au communisme la même grille d'analyse dont le jésuite s'était servi pendant l'Occupation pour dénoncer le nazisme. (Cf. Yvon Tranvouez, "Un

cryptocommunisme catholique ? Les chrétiens progressistes en France, 1947-1953", in Renseignement et propagande pendant la Guerre froide" sous la direction de J.Delmas et J.Kessler, éd. Complexe-Mémorial de Caen, 1999).

Dans les rangs de la gauche non communiste, notamment des chrétiens de gauche, Jacques Maritain lui même, ainsi que François Mauriac, refusent de prendre position contre l'occupation de l'Europe du Centre-Est, et notamment contre les crimes commis en Pologne par l'URSS avant, pendant et après l'Insurrection de Varsovie en 1944 et la Libération en 1945. "La stratégie gaulliste obligeait à passer (cela) sous silence", confiait alors le Polonais Joseph Czapski, rescapé des massacres des officiers polonais en URSS et officier dans l'Armée polonaise des Forces Alliées occidentales (Cf. chapitre "Complicité politique et morale" in A.Viatteau, "Staline assassine la Pologne, 1939-1947", op.cit.).

La technique de l'amalgame

Des prisonniers français - les chanceux, ceux qui ont pu regagner la France et non aller au Goulag à leur libération en Allemagne par les troupes soviétiques -, ont témoigné d'atrocités soviétiques contre des civils allemands. En vain. On trouve dans les archives départementales du Puy de Dôme des affiches communistes dénonçant ces témoignages vécus comme étant de la "calomnie de la part de fascistes et un complot des trusts pour jeter le discrédit sur l'Armée rouge" ! (archives 120W54 et 120W55). Déjà cet amalgame communiste et "compagnon de route" entre l'incomparable. Sur la chaîne française Antenne 2, le 2 avril 2003 à 13 heures, une enseignante apprenait à des élèves adolescents de nos écoles ce que voulait dire le portrait de George W. Bush affublé de la moustache de Hitler sur un panneau des manifestants "anti-guerre" photographié par la presse. Le garçon répondait avec sérieux, et sans être contredit, que "Bush avec la moustache d'Hitler, ça veut dire qu'il veut commettre un génocide contre les Arabes". Toujours la phraséologie des "fascistes et des trusts". Même Moscou ne va plus aussi loin aujourd'hui.

En 1949, J. Czapski relatait ses pourparlers avec l'éditeur français Calmann-Lévy pour la publication de son ouvrage sur les crimes de Staline en URSS pendant la Seconde Guerre mondiale, "Terre inhumaine". Dans un premier temps, Raymond Aron, responsable de la collection, accepte l'ouvrage. Mais, l'éditeur convoque J. Czapski et lui déclare : "Je ne suis pas du tout d'accord avec l'opinion de Monsieur Aron. Je ne pourrai pas publier votre livre. Vous parlez trop des Polonais, qui n'intéressent pas les Français. Il faudrait faire des coupures très importantes. Ce qui est plus grave, vous êtes trop antistalinien, ça ne passerait pas..." (Cf. Joseph Czapski, "Tumultes et spectres", éd. Noir sur Blanc, 1991, p. 68, in ouvrage à paraître de Frédéric Sallot ; cf. aussi A.Viatteau, "Transition Est-

Ouest, Pologne : du passé vers le futur", in numéro 3, spécial "Pologne", Transitions et Sociétés, éd. CNRS-DELFI, Magna Europa).

Ne pas rééditer "Zéro et l'infini" !

"A cette époque, Calmann-Lévy a publié "Zéro et l'infini" d'Arthur Koestler. Le succès a été tel que l'éditeur a pris peur et a renoncé à une seconde édition (c'est du moins le bruit qui a couru). Un matin, dans une chambre d'hôtel, j'étais avec Koestler et nous parlions de Staline. Tout à coup, on nous a glissé sous la porte un feuillet disant : "Attention, vous parlez trop fort, les membres de la délégation soviétique logent dans cet hôtel !" - alors, ici non plus, on ne peut parler de Staline qu'à voix basse ! S'écria Koestler". (Cf. J. Czapski, op.cit.).

Et puis, Staline est mort, le 5 mars 1953. L'Europe du Centre-Est avait attendu en vain d'être libérée du tyran par les armées occidentales. Une autre solution, pacifique et sans doute meilleure, mais à très long terme, se présentait à elle. Qui parlait alors en France d'"hégémonisme soviétique" en Europe ? Qui combattait la violence et les crimes contre les peuples d'Europe dont se rendait coupable l'Union soviétique ? Il y a eu des milieux français courageux et informés qui l'ont fait. Mais, qui s'en souvient aujourd'hui ? Et qui s'en souvient autrement que par le prisme des puissantes campagnes de propagande menées alors contre eux par Moscou-même et par ses caisses de résonance en France ? (Cf. Eric Duhamel, "Jean-Paul David et le mouvement Paix et Liberté. Un anticommunisme radical", in "Renseignement et propagande...", op.cit.)

La France en berne pour Staline

Lorsque Staline mourut, il y a 50 ans, en Russie, en Chine et dans le bloc de l'Est, tout mouvement se figea, tout travail cessa et il fut observé cinq minutes de silence, précédées de salves d'artillerie. Les sirènes des usines et des navires et les sifflets des locomotives fonctionnèrent pendant trois minutes sans interruption. Le dictateur était mort. Il allait rejoindre Lénine au mausolée et, sans doute, Hitler en enfer. Sans ironie, en Chine, Mao organisa pour Staline une immense cérémonie devant la Porte de la Paix céleste...

En France, les drapeaux furent mis en berne pour deux jours, faisant écrire dans Le Figaro à François Mauriac, déjà beaucoup plus conscient de la réalité : " Nos drapeaux en berne parce que Staline est mort, c'est le signe des contradictions d'une politique française que les circonstances nous imposent et que nous ne dominons pas. J'en suis frappé, certes, mais moins que du ton de notre presse qui ne se retient guère d'encenser le cadavre ".

Les "chacals" n'empêcheront pas la victoire du communisme

En effet, la disparition de Staline a ouvert les écluses d'un flot d'articles et de déclarations, qui, passé un demi siècle, laissent songeur. En premier lieu, le parti communiste français endeuillé s'empressa d'assurer le comité central frère d'URSS que " les communistes français sauraient rester fidèles aux principes staliniens du Parti, de lutte sans merci contre les déviations de la ligne marxiste-léniniste, de fermeté dans l'application des tâches et de contrôle de l'application des décisions... "

Il en découlait ce que tout le monde sait aujourd'hui - ou devrait déjà savoir : que le PCF veillait à faire appliquer des tâches issues de décisions prises en URSS, hors de France, qu'il ne reculait pas, pour les faire appliquer, devant le contrôle, la fermeté et la lutte sans merci. Et que la lutte sans merci (à mort) contre tous ceux qui s'opposaient à Staline ne le choquait point - du moins quand cela se passait ailleurs. Notamment en Pologne et en Europe du Centre-Est.

" Gloire immortelle à Staline ! ", écrivait le comité central du PCF. Sa mémoire vivra éternellement dans nos coeurs. Ses enseignements éclaireront toujours notre route. Nous saurons, à son exemple, à l'exemple de son Parti, notre modèle, aller de l'avant vers le communisme !... En vain les chacals de la social-démocratie aboient-ils rageusement vers le grand disparu ! ". Et Lavrenti Béria, le complice du " Petit père " - bientôt liquidé lui-même d'une balle par ses collègues - mais pour le moment cité avec onction par L'Humanité, annonçait un renforcement de la vigilance contre les ennemis de l'Etat soviétique. En URSS et dans le monde.

Mao, successeur de Staline parmi les puissants

Mao Tsé-toung lui-même s'exprimait dans l'organe du PCF : " En ce qui concerne les problèmes de la révolution chinoise, Staline y a contribué par sa sublime sagesse... " (on pouvait se demander si c'était à la révolution ou aux problèmes). " ...Tous les peuples savent que le camarade Staline était animé d'un amour ardent pour le peuple chinois et qu'il croyait que la force de la révolution chinoise était immense ". Mao, lui, croyait en tout cas à la force chinoise qui monte.

Le Monde analysait le stalinisme dans son éditorial, notamment l'extraordinaire situation qui avait abouti à faire des partis communistes du monde entier de simples pions à la disposition du Kremlin sous prétexte que le salut de la "patrie du socialisme" devait passer avant tout. L'internationalisme trotskiste révolutionnaire permanent se mobilisait déjà contre la "dérive" nationaliste de l'impérialisme communiste soviétique au profit d'un seul pays, et le maoïsme pointait son nez parmi les puissances agréées du monde contemporain.

" C'est au nom de ce principe, écrivait l'éditorialiste, que les communistes chinois furent livrés jadis aux bourreaux de Tchang-Kai-chek et que la guerre d'Espagne fut utilisée par les staliniens à des fins qui n'avaient souvent pas grand chose à voir avec la victoire. Rien, soyons en certains, ne sera changé, à moins que Mao Tsé-toung n'élève quelques prétentions à la direction de la révolution mondiale... "

Le même pressentiment trotskiste ou maoïste faisait écrire à Gilles Martinet dans L'Observateur que la prédominance russe sur le mouvement communiste, comme jadis la prédominance française sur la révolution bourgeoise, allait peut-être cesser avec la mort de Staline : " ...le communiste le plus éminent actuellement vivant est Mao Tsé-toung et non Malenkov ".

Ni l'un ni l'autre, prédisait, à juste titre, un kremlinologue de L'Observateur, mais Nikita Khrouchtchev, parce qu'il a soudain avancé du dixième au cinquième rang au nouveau Présidium (Politburo) du comité central du parti.

La Yougoslavie prévient : l'URSS menace la paix mondiale

Deux ans avant que Nikita Khrouchtchev ne réconcilie l'URSS avec le " renégat Tito ", dont le titisme avait servi de prétexte aux dernières purges sanglantes d'après-guerre de Staline, l'agence Yougopress, en ce mois de mars 1953, rappelait quant à elle, que " pour les Yougoslaves, Staline était l'homme qui avait enterré les acquis de la Révolution d'Octobre et qui était le symbole de la menace contre la paix mondiale en tant que créateur d'un bloc agressif ". Et Le Monde faisait également état, selon des informations parvenues de Belgrade, d'une tentative malheureuse de la résistance albanaise pour renverser le régime communiste stalinien d'Enver Hodja... On ne parlait pas encore, faute de le savoir, du rôle de l'honorable Kim Philby du contre-espionnage britannique, et des taupes du KGB au sommet de services occidentaux qui servaient Moscou dans sa " lutte sans merci " contre les démocraties libérales.

L'Amérique prie, le Vatican pardonne, mais en France, on rend hommage aux "lumières du progrès"

Aux Etats Unis, rapportait Combat, le Président Dwight Eisenhower se faisait le porte-parole de l'Amérique, qui " priait pour que le Tout Puissant veille sur la Russie ". Combat prévoyait des luttes intestines en URSS à propos de politique intérieure et de discussions économiques. L'économie, le nerf de la guerre, l'arme fatale, ou le boomerang.

Au Vatican, le Pape espérait que le Tout Puissant pardonnerait les crimes commis... En France, dans La Quinzaine, le Père Chenu s'inclinait devant

"l'émotion populaire" et "l'espoir des pauvres" : "La piété ingénue de ces masses devant la mort de Staline..."

Toujours dans Combat, un représentant du radicalisme français, Edgar Faure, voyait dans Staline le dictateur efficace qui avait froidement fait table rase et liquidé un monde ancien pour y allumer les lumières du progrès : il estimait que, parmi les grands dictateurs du monde moderne, Staline était " le seul à avoir résisté au péril de la griserie, de la mégalomanie et de l'hystérie "... Ce n'était, tout de même, pas la position de tous les radicaux, tant s'en faut.

Enfin, bien avant le Rapport Khrouchtchev, un esprit qui conservait de la clarté, en plus de la fascination, jugeait ainsi le communisme dans Le Monde : " C'est une révolution sans romantisme, menée avec une volonté implacable, sans concession aucune au sentimentalisme ou à la pitié, en vue de forcer le bonheur de l'humanité... La poursuite de ce bonheur mathématique a peuplé les camps de concentration et les charniers ; elle a transformé des millions d'hommes en robots. Elle en a privé d'autres de la plus élémentaire dignité ". Seul pourrait dépasser la réussite tactique de Staline, poursuivait l'éditorialiste, " celui qui réconcilierait la révolution et la liberté ".

Un espoir qui a mal vieilli, avant de mourir de désillusion et d'entraîner le système sclérosé dans la mort, pour voir réapparaître à l'aube du XXIème siècle un gauchisme idéalisé, considérablement enrichi et renforcé par le libéralisme et le parlementarisme, dont Marx avait bien dit que c'étaient les meilleurs moyens d'accéder au pouvoir. En développant aussi, sans cesse, la propagande intellectuelle et la manipulation de masse, auxquelles tous ont recours, au demeurant, mais dont le maniement est plus ou moins expert.

50 ans après la mort de Staline

En 2003, les médias français se livrent à une célébration ambiguë de la mort de Staline. D'une part, la critique est impitoyable, comme pour effacer les panégyriques de 1953. De l'autre, on poursuit une sorte de désinformation en prétendant que l'on "ne savait pas" : "Depuis, on a appris..." ; "Depuis, le bilan du stalinisme a fait apparaître l'homme, son régime, les horreurs qu'il commit et qui furent commises en son nom comme un effroyable totalitarisme..." ; "Il faudra plusieurs années pour que la terreur de masse et le Goulag soient connus de tous...", etc... (Cf. Le Monde, supplément de 24 pages consacré à Staline, 26.2.2003 et Le Monde Télévision, 1.3.2003).

Or, d'une part, ce n'est pas seulement J. Staline, mais c'est le communisme de V.I. Lénine et de L. Trotsky, partout dans le monde, et encore jusqu'à des temps très récents, qui a pratiqué le meurtre, la répression, la terreur de masse ou la terreur

contre des dissidents et opposants. Avant de s'effondrer ou de s'édulcorer pour pénétrer dans le globalisme, plutôt que de s'y fondre. Comme l'écrit Le Monde, reprenant sans le savoir mon ancien enseignement, si "angoissant" pour certains, à l'Institut Français de Presse (Université Paris II) : "Bien avant les multinationales, le communisme a forgé la première entreprise "globalisée" : le Komintern". A présent, le communisme, évidemment "révisé", remodelé et tranquillement "entré" dans la place, est bien plus à l'aise dans l'ère globale que l'Union européenne avec ses divergences démocratiques naturelles. Et peut-être même souhaitables.

D'autre part, on savait tout en Occident, et en France, sur les crimes du communisme depuis les années 1920, 30, 40, 50, et jusqu'au bout. Comme on sait tout, depuis le début, sur les crimes en Irak ou en Tchétchénie, et ailleurs, en Chine, en Corée du Nord etc...

Les chrétiens et les laïcs face aux crimes du communisme

On constate avec effroi, quelquefois, que les crimes du communisme sont considérés avec indulgence, comme des crimes de "progrès", pour des laïcs, et même des crimes "évangéliques", pour certains intellectuels chrétiens. Dans La Croix du 4 janvier 2000, un auteur simula un texte de Léon Tolstoï, avec sa signature fictive, mais annoncée comme fictive, sous le titre "Nous autres Russes, avons fait rêver le monde". Voici ce qu'écrit cet intellectuel chrétien français russophile : "Qu'y avait-il de mieux pour la Russie, puis, plus tard, pour l'ensemble de la planète, que de mettre en œuvre la fraternité évangélique, le dépôt des offrandes pour la bonne santé de tous ?". "... on aurait éventré les portes du paradis à coups de hache. Et les portes furent bien éventrées : l'air qui en jaillit dans les hurlements était enthousiasmant ; si j'avais été là, j'aurais pris volontiers la tête de mes moujiks. C'est que moi aussi, je voulais faire régner l'Évangile dans les isbas...". Pauvre Tolstoï. Mais pauvres de nous, chrétiens et Français à qui l'on fait faire de pareils mélanges.

" Divini Redemptoris " et "Mit Brennender Sorge"

En réalité, l'enseignement de l'Église parle à propos des crimes du communisme d'une " perversion intrinsèque " de l'idéologie et du système communistes matérialistes athées soumis au seul utilitarisme d'un pseudo-progrès, - ce qui fut aussi une des caractéristiques du nazisme. Dans son encyclique " Divini Redemptoris ", condamnant le communisme à Pâques 1937, en même temps qu'il condamnait le nazisme par l'encyclique datée du même jour, "Mit Brennender Sorge", le Pape Pie XI était ferme sur ce point :

" On ne peut dire que de telles atrocités soient de ces phénomènes passagers qui

accompagnent d'ordinaire toute grande révolution, des excès isolés d'exaspération comme il s'en trouve dans toutes les guerres ; non, ce sont les fruits naturels d'un système qui est dépourvu de tout frein intérieur. Un frein est nécessaire à l'homme pris individuellement, comme à l'homme vivant en société. Même les peuples barbares trouvèrent ce frein dans la loi naturelle gravée par Dieu dans l'âme humaine... Mais lorsque du cœur des hommes l'idée même de Dieu s'efface, leurs passions débridées les poussent à la barbarie la plus sauvage. C'est hélas ! le spectacle qui s'offre à nous : pour la première fois dans l'histoire nous assistons à une lutte froidement voulue et savamment préparée de l'homme contre " tout ce qui est divin ". "

L'Eglise avait raison et le Pape avait prédit dans ce même texte, il y a plus d'un demi siècle, que " le communisme n'a pu et ne pourra pas réaliser son but, pas même sur le plan purement économique ". Cependant, " il n'y aurait ni socialisme ni communisme si les chefs des peuples n'avaient pas dédaigné les enseignements de l'Eglise... Mais ils ont voulu élever, sur les bases du libéralisme et du laïcisme, d'autres constructions sociales, qui tout d'abord paraissaient puissantes et grandioses... elles s'écroulent misérablement... "

Ou bien elles s'affrontent et se déchirent. Le constat reste d'actualité dans notre monde.

Le communisme "déguisé en ange de lumière"

Ceux qui fermaient les yeux sur les crimes communistes - dès le début - et gardaient leurs illusions ou leurs intérêts, à l'Est et à l'Ouest, doivent se rendre à l'évidence, et devraient enfin reconnaître qu'on les a prévenus des crimes. Dès 1917, on leur a expliqué le système, on les a appelés au secours. Cela restera vrai jusqu'au bout, jusqu'à la défaite et la condamnation de la forme "intrinsèquement perverse" du communisme. C'est en cela que l'Eglise l'a partiellement vaincu, car vaincu définitivement, il ne le sera que lorsque ceux que le marxisme-léninisme et le communisme ont séduits, et séduisent encore, prendront pleinement conscience de la vérité. En effet, " mentir, cela consiste pour les idéologies à se déguiser... en ange de lumière ", disait Pie XI.

Ajoutons pour notre part que, plus tard, les bolcheviques au pouvoir rejetèrent la faute des atrocités sur les socialistes révolutionnaires gauchistes, et inversement ; le parti des ouvriers sur les paysans, et à charge de revanche ; les internationalistes prolétariens sur les nationalistes ; ceux-ci sur les juifs, ou les caucasiens, et vice versa. En fait, les cerveaux malades à l'origine et au centre de l'inhumanité communiste étaient bien partagés. Ils bâtissaient tous ensemble, en assassinant, et en s'assassinant de temps en temps entre eux, le pouvoir marxiste-

léniniste communiste soviétique, systématiquement, quoique souvent dans une certaine pagaie et dans l'hystérie collective.

L'Ouest savait tout

L'Occident démocratique savait tout depuis le début, car il recevait par milliers des informations telles qu'il m'en a été donné de trouver dans des témoignages d'époque, interdits ou indésirables de publication, à l'Est et à l'Ouest : " Tout autour de nous, la violence sévit de plus en plus... J'ai du mal à décrire le sort maudit de la malheureuse Winnica (Vinnitsa en Ukraine, dont les charniers furent découverts en même temps que ceux de Katyn). Madame M. en vient. Avec la simplicité d'un témoin oculaire, elle donne un témoignage qui pétrifie l'âme : jusqu'à maintenant, 3000 personnes y ont été assassinées par la Tchéka (police politique bolchevique, ancêtre du KGB). Aucune n'a été tuée autrement qu'en subissant d'atroces souffrances . Victimes crucifiées, étouffées dans des anneaux de fil de fer barbelé, empalées, écorchées, brûlées... Lorsque un jour le monde apprendra tout cela, lorsque l'on dira ce martyrologe, l'Europe ne voudra pas le croire pour ne pas être saisie d'un éternel remords que de tels crimes étaient commis impunément, alors que depuis six mois il était facile de les empêcher " .

En effet, il y avait des observateurs occidentaux, enchantés, sur place, et c'est pour eux que la coalition des bolcheviques de Lénine et de la gauche des socialistes révolutionnaires de Trotsky jouait à quatre mains une partie de prestidigitatation politique pour camoufler (à peine) la réalité. Au demeurant, soviets et observateurs, notamment français, voulaient surtout savoir à quelle famille révolutionnaire s'apparenterait le bolchevisme, quels seraient ses liens avec la Révolution française, et bien entendu avec les puissances et le capital ! Cela n'a pas beaucoup changé dans les rapports mondiaux...

Sur quel cheval miser ?

C'est alors que l'Occident, notamment l'Angleterre, à l'époque, a essayé de réaliser cette fameuse "intervention avec le consentement des bolcheviques", pour reprendre l'expression très britannique de l'agent de Sa Majesté, Bruce Lockhart. Car, "en prenant parti contre les bolcheviques, nous ne faisons que miser sur le cheval le plus faible" !

Cette qualité d'appréciation fera que l'intervention de l'Entente, qui sera molle, manquera de plus son but de rappel à l'ordre de la barbarie par la civilisation en se contentant d'une demi-mesure politico-militaire d'un intérêt secondaire et dépourvue de la générosité et de la justice flamboyantes qui auraient justifié aux yeux du prolétariat-même un secours massif aux frères humains en péril sous un régime guère meilleur, et peut-être pire, que le tsarisme. Il est vrai que brisées

par la Première Guerre mondiale, les puissances européennes de l'Entente pouvaient peu. Leurs progressistes, avec nos intellectuels et les Américains modernistes, à l'époque, voulaient tellement accoucher un monde nouveau qu'ils s'excitaient de voir arracher les entrailles à la civilisation mère, qui en mourait dans d'atroces tourments.

"Etat mondial socialiste" et "capitalisme collectif"

En 1934, l'écrivain H.G. Wells, qui avait déjà tenté de rallier V. I. Lénine à la cause du mondialisme dès 1924, va voir Staline dans le même but : " Je voulais dire à Staline, raconte Wells, que j'avais parlé à Franklin Roosevelt des nouvelles perspectives de coopération mondiale qui s'ouvraient à l'humanité... J'essayai d'en revenir à mon idée d'une convergence possible entre l'Ouest et l'Est, sur l'objectif commun d'un Etat mondial socialiste... vers une forme analogue de capitalisme collectif à l'Est comme à l'Ouest... " Ce fut un échec : " J'étais parti pour trouver un raccourci vers la " Conspiration au grand jour " (slogan de Wells depuis 1926 en vue d'un gouvernement mondial fondé sur les forces économiques et les pouvoirs technocratiques du monde - AV). Je m'étais attendu à trouver une Russie nouvelle prête à s'éveiller pour une Cosmopolis ".

Ce n'était pas encore l'heure, la convergence Est-Ouest n'avait pas encore sonné, mais cela explique qu'à gauche comme à droite, on ait souvent fermé les yeux sur des crimes, dans l'intérêt d'une union future, y compris avec la Russie, quel que fût son régime. Ou quelle que soit aujourd'hui sa politique et sa stratégie.

La France instrumentée ?

La Russie, sous tous ses régimes, et quoi qu'elle fasse, est l'alliée favorite de la France, mais Moscou ne compte qu'avec Washington pour réaliser le projet d'Etat mondial. Certes, pour ce faire, il faut affaiblir les Etats Unis, et la France est bien utile comme "locomotive" du mouvement anti-américain. Mais, à terme, la Russie ambitionne le leadership de l'Europe, pour se retrouver face à face entre "Grands", avec les Etats Unis, pour dominer la planète. Ou bien pour imposer l'hégémonisme russe sur les politiques et les idées.

La tribune française est, pour ce faire, importante en Europe pour la Russie. Pour les petites et les grandes choses. C'est dans Le Monde que paraît, le 1er-2 décembre 2002, la publicité d'une page entière pour promouvoir l'Exposition universelle internationale de 2010 à Moscou. D'ici là, il semble à Mikhaïl Gorbatchev, qui co-signe l'annonce, que les jeux seront faits : "Cela permettra au monde entier de saluer le succès des changements déjà connus sous le nom de perestroïka". Le thème de l'Exposition : "Ressources, technologies, idées pour aller vers un monde uni"... "dialogue global déterminant pour le sort du monde...",

"la communauté mondiale est prête à se lancer dans une nouvelle vague de développement". La France s'est même dotée d'un ministère adéquat consacré au "Développement durable..." ! Et le président Valéry Giscard d'Estaing souhaite, le 23 mars 2003, sur FR3, la formation d'une "opinion publique globale". L'idée est avancée dans la conjoncture des manifestations de masses organisées contre les Etats Unis. Même si ce n'est pas tout à fait le sens de ce que voulait dire Valéry Giscard d'Estaing, du moins peut-on l'espérer.

Organiser les mouvements collectifs et les connaissances

Une certaine cécité intellectuelle et une mobilité certaine des foules, essentiellement jeunes, ont été conçues par Staline, déjà à Yalta, comme éléments d'un " ordre nouveau " international, essentiel pour la Russie.

En étudiant un jour les archives du Saint-Siège, j'ai découvert comment fut entreprise cette formation. Le 15 avril 1945, Mgr. Cigognani, Délégué apostolique du Saint-Siège à Washington, a raconté à Mgr. Tardini, Secrétaire de la Congrégation pour les Affaires ecclésiastiques extraordinaires à Rome, comment à Yalta, Staline avait déclaré qu'il allait se charger de la rééducation de la jeunesse européenne : "... Staline a déclaré aux autres deux " grands " que la Russie pouvait assumer la " rééducation de la jeunesse en Europe " ; il a dit au défunt Roosevelt : " les Etats Unis auront beaucoup de problèmes dans le Pacifique, et n'auront pas de temps pour cette rééducation " ; et à Churchill : " la Grande Bretagne devra régler de nombreuses questions dans son empire, et n'aura donc pas les moyens de s'occuper de rééduquer la jeunesse " ; il a ajouté que " sur les gens d'âge mur il n'y avait plus rien à faire ; ils ont des idées vieilles et rances, c'est des gens d'un autre temps et sans importance ". A cela, on m'a rapporté que les deux " grands " n'ont rien objecté, peut-être n'ont-ils pas osé, ils ont acquiescé, et l'autre considère cela comme un acquis nécessaire. Il leur aurait dit qu'il fallait quinze ans pour donner une formation intellectuelle complète à la jeunesse d'Europe (...) . J'ai pensé qu'il était bon de le signaler ", ajoutait le prélat.

Il avait raison. Il est aussi intéressant de se rappeler que canaliser l'activité des Etats Unis et de l'Angleterre sur des "problèmes" qui les occupent ailleurs qu'en Europe continentale avait été une constante de la tactique soviétique et russe. C'est ainsi, par exemple, que la crise de Suez en 1956, avait permis à l'URSS d'écraser assez tranquillement Budapest. Aujourd'hui, l'enjeu est beaucoup plus mondial. Cependant, on constate que le "referendum" truqué sur une Constitution rendant à la Russie la Tchétchénie indépendantiste s'est déroulé, le 23 mars 2003, dans une indifférence presque complète. L'OSCE parle de "situation insatisfaisante". Radio Vatican déplore la "mascarade". Tous constatent la

"normalisation", devenue un terme neutre, et non une référence à l'écrasement d'une résistance dans l'histoire soviétique.

La "rééducation" soviétique de la jeunesse européenne

Quinze ans pour "réduquer" la jeunesse : c'est à dire que dès les années 1960, la nouvelle génération européenne (mais aussi une nouvelle génération américaine, promotrice d'une pensée et d'une action marxistes ou "gauchistes" en apparence anti-staliniennes), devait être, sinon communiste, du moins, soit engagée dans le compagnonnage pro-soviétique, soit réinsérée dans des mouvements " de gauche et de progrès " pour un enjeu européen et mondial d'expansion marxiste-léniniste, hostile au "capitalisme" - aujourd'hui élargi au "libéralisme". C'est à dire, hostile à la fois au capitalisme, mais aussi aux valeurs primordiales de la démocratie libérale, par opposition à la "démocratie populaire" collective. Une rééducation de masse s'imposait, pour assurer la manipulation et la mobilité de "troupes", toujours prêtes à intervenir ensemble.

Tolstoï, en connaisseur, décrivait ce phénomène de rassemblement dans le texte dont nous citons un extrait en bas de cette page : "Ces quelques milliers de personnes toujours prêtes ne forment qu'une infime partie des millions d'hommes qui constituent le peuple ; en second lieu, parmi ces dix mille personnes qui crient en agitant leurs chapeaux, la moitié au moins ont été, sinon rassemblées de force, comme cela se passe chez nous en Russie, du moins, attirées artificiellement par quelque appât ; en troisième lieu, parmi tous ces gens, quelques dizaines à peine savent de quoi il s'agit, tandis que les autres se livreraient aux mêmes démonstrations s'il s'agissait d'une démonstration contraire à la présente".

Etudier l'histoire, pourquoi faire ?

La jeunesse à "réduquer" et à "organiser" devait donc, avant tout le reste, avoir oublié l'Histoire et ses enseignements et repères, pour accepter la nouvelle version des faits et des comportements, même si elle " révisait " et modernisait la doctrine. Le pari de Staline a été bien tenu sur le plan historique, et peut-être comportemental. Toute l'historiographie occidentale, et notamment française, d'après-guerre est marquée, à un moment où à un autre, par la propagande, la désinformation et l'intoxication communistes, d'autant plus graves que le mensonge est mêlé à la vérité et à la compétence des maîtres . Et dans les rangs des jeunes (et des vieux qui ont été jeunes du temps de Staline), les manifestations de masse veulent souvent exprimer des idéaux auxquels manque de plus en plus souvent le savoir et la compréhension profonde des choses.

Citons encore Tolstoï, mettant en garde ses contemporains contre la tentation de suivre le courant : "Pourquoi irais-je lutter à moi tout seul contre tout le mal qui

est sur terre ? Ne vaut-il pas mieux me laisser aller au courant qui m'entraîne ? S'il est possible de faire quelque chose, je ne le ferai pas tout seul, mais en commun avec d'autres. Et, laissant là cette arme toute puissante de la pensée qui s'exprime, chacun s'efforcera de trouver une arme qui serve à une action commune, sans faire attention que toute action en commun repose sur ces principes mêmes qu'il veut combattre...". Alors que la "force toute puissante, insaisissable et libre est celle qui apparaît dans l'âme d'un homme lorsque, seul, il songe aux événements du monde...". Et qu'il fonde sa propre réflexion sur la connaissance et le savoir, avant d'agir en conséquence.

L'"orchestration" russe de l'opinion française

La manipulation de l'intelligence et de "troupes" sur le terrain français, la Russie y était experte, bien avant l'URSS, et bien avant aujourd'hui. Dans un manuel universitaire de Relations internationales contemporaines signé du Professeur René Girault, on peut lire des informations à ce sujet au chapitre consacré aux "Cadres psychologiques et sociaux. Mentalités collectives". On y aborde toutes les formes de manipulation, de flatterie et d'intéressement de la naïveté, de l'ambition, ou même de la vénalité, de certaines élites intellectuelles bien placées, entre autres dans les médias (information, culture, éducation).

"Selon la presse parisienne, les Russes, sujets du tsar, aiment particulièrement les citoyens français. La méconnaissance de la Russie impériale par les journaux français pourrait presque être citée en exemple. (...) pour des raisons politiques et financières, la presse parisienne est largement "arrosée" pour travestir les réalités russes, (...) comme cet Etat devient notre ami, notre allié, les considérations patriotiques rejoignent les intérêts privés pour inciter les journalistes à broser des portraits flatteurs du tsar, du régime et du peuple russe. La préparation psychologique par la presse française lors des visites en France des marins russes à Toulon en 1893, ou de celle du tsar Nicolas II à Paris en 1896, peut être retenue comme une parfaite réussite. L'enthousiasme réel des populations françaises ne dépend pas seulement de l'orchestration donnée par les journaux, mais ceux-ci ont fait de la puissance russe une vérité absolue, qui souffre difficilement la contestation". (Cf. René Girault, "Diplomatie européenne et impérialismes, 1871-1914", éd. Masson, Paris).

Foie gras plutôt que French potatoes

Nous n'en sommes peut-être plus là de nos jours. Bien qu'il n'y ait presque jamais de Noël sans "Catherine II" ou/et "Michel Strogoff" à la télévision publique, ou sans célébration des fastes de Saint-Petersbourg jusque aux Invalides (avec exposition des "cadeaux de Napoléon au tsar Alexandre III" - mais la réciproque

n'est pas signalée). Le titre de l'exposition de cet été à Paris est "Quand la Russie parlait français. Paris-Saint-Pétersbourg 1800-1830". De mauvais esprits font le rapprochement avec la campagne électorale aux élections de la Douma à Moscou du "clan des Saint-Pétersbourgeois, issus le plus souvent des services secrets où M. Poutine a fait sa carrière" (Cf. Le Monde, 29.3.2003).

Dans un registre culinaire tout à fait plaisant, propulsé au niveau quasi politique et diplomatique par le Sénat américain à l'occasion des discordances franco-américaines concernant l'Irak en 2003, une revue française semble riposter, sans aucun doute par hasard, au boycott américain des French potatoes par le rappel que "dans le menu d'Eugène Onéguine (célèbre poème national russe de Pouchkine - AV) figure du foie gras de Strasbourg dans une recette de 1830"... 1830, date de la grande Insurrection polonaise contre l'occupation russe, au demeurant.

Bref, les affaires et les appétits franco-russes reprennent de plus belle

La France ménage la Russie. Au point qu'il fallut lire la presse russe elle-même pour suivre l'affaire de l'éventuelle violation par Moscou de l'embargo sur les armes vers l'Irak. C'est donc dans Novaïa Gazeta russe que l'on a pu lire : "Si les sanctions de l'ONU avaient été respectées par la Russie, l'armée irakienne se serait désagrégée depuis longtemps, et avec elle le régime de Saddam Hussein. La question n'est pas de savoir si l'embargo a été contourné, mais par qui, où, comment et pourquoi". Bonne question.

La Russie ménage les Etats Unis, et Vladimir Poutine prie George Bush d'excuser les "termes vifs" dans lesquels il devra dénoncer l'entrée en action des bombardiers et des troupes de la Coalition anglo-saxonne. Mais, la Russie n'oubliera pas l'Alliance de 1941-1945, puis la Convergence Est-Ouest, et les possibilités de gestion future commune du monde.

Et elle laissera à la France et aux foules les "spasmes intellectuels anti-américains" (George Weigel).

Il n'est donc pas inutile de revenir en arrière, tant sur les relations privilégiées franco-russes, que sur les procédés de manipulation et d'orchestration qui s'y prêtent. Pour cela, nous allons donner la parole à un Russe, à Léon Tolstoï. Son humour corrosif vise le passé, mais n'épargne pas, non plus, notre présent.

Copyright 10 avril 2003-Viatteau/www.diploweb.com

"L'esprit chrétien et le patriotisme", de Léon Tolstoï, publié en 1894. Extrait sur les fêtes franco-russes de 1893

"EN VÉRITÉ, ce fut un événement d'une portée universelle, qui vous frappait d'étonnement, vous touchait aux larmes, qui élevait l'âme et faisait courir en vous ce frisson d'amour grâce auquel on se prend à détester l'effusion du sang et les annexions violentes qui arrachent des enfants à leur mère. (...) Arrivés en France, les marins russes, durant deux semaines, passèrent de fête en fête ; au milieu ou à la fin de chacune d'elles, ils mangèrent, burent et prononcèrent des discours. Et des détails précis, relatifs aux lieux où ils furent, ainsi qu'à leurs menus et aux paroles qu'ils prononcèrent, furent communiqués par télégrammes à toute la Russie. Chaque fois qu'un capitaine russe buvait à la santé de la France, on le faisait savoir aussitôt au monde entier, et chaque fois que l'amiral disait : "Je bois à la belle France !" l'univers en était avisé sur le champ.

"Nous nous aimons tendrement"

Le fond de ces paroles était partout le même : "Nous nous aimons tendrement les uns les autres ; nous sommes transportés de joie à l'idée que nous nous sommes pris si subitement en affection. Notre but n'est pas la guerre, la revanche, la conquête des provinces ravies ! Non ! Notre but est la paix, la paix bienfaisante ; nous voulons assurer la paix et la tranquillité à l'Europe. Vivent l'empereur et l'impératrice de Russie : nous les aimons et nous aimons la paix. Vivent le président de la République et son épouse, nous les aimons, eux aussi, et nous aimons la paix, ainsi que le chef de l'escadre russe. Vivent la France et la Russie, leur flotte et leur armée, nous aimons l'armée, mais nous aimons aussi la paix !" Les discours finissaient régulièrement, comme par un refrain, par ces mots : Toulon, Cronstadt, ou bien Cronstadt, Toulon. Le nom de ces lieux où tant de mets divers et de boissons variées avaient été absorbés, se prononçait comme rappelant les hauts faits éclatants des représentants des deux peuples ; il semblait qu'après avoir prononcé ces noms on n'eût eut plus rien à ajouter, car tout était compris. "Nous nous aimons les uns les autres et nous aimons la paix. Toulon, Cronstadt !" Qu'est-il besoin d'ajouter à ces mots ? Surtout quand on parle aux accents confondus de deux hymnes, dont l'un représente le tsar et demande à Dieu de répandre sur lui ses bienfaits, tandis que l'autre maudit tous les tsars et leur prédit l'extermination.

Au nom de l'amitié

(...) Ces étranges manifestations furent accompagnées de cérémonies religieuses plus étranges encore, et de prières publiques : les Français, pourtant, paraissaient en avoir dès longtemps perdu l'habitude. J'ai peine à croire que, depuis le temps du Concordat, pareille quantité de prières publiques aient été

dites. Tous les Français devinrent pieux en un moment ; ils suspendirent avec grand soin dans les chambres des marins russes ces mêmes images religieuses que, peu de temps auparavant, ils avaient enlevées avec autant de soin des murs de leurs écoles, comme autant d'instruments de superstition ; et, sans trêve, on les vit en prières. (...) "Puisse l'amitié de la Russie et de la France faire de nos deux nations les gardiennes de la paix !"

Cependant, des milliers de télégrammes s'échangeaient entre la Russie et la France. Les femmes de France félicitèrent les femmes de Russie ; celles-ci, à leur tour, exprimèrent leur reconnaissance. Une troupe d'acteurs russes félicita les acteurs français ; les acteurs français répondirent que l'accueil de leurs collègues russes resterait gravé au fond de leur cœur. Des étudiants en droit exprimèrent leur enthousiasme à la nation française. Tel général félicita madame une telle ; madame une telle assura le général de son dévouement à la Russie. Des enfants russes envoyèrent à des enfants français des compliments en vers ; les petits Français répondirent en vers et en prose. Le ministre de l'Instruction publique, en Russie, assura le ministre de l'Instruction publique, en France, de l'affection subite que venaient de ressentir à l'égard des Français tous les enfants, les savants, les écrivains qui dépendaient de son administration ; les membres de la Société protectrice des animaux exprimèrent aux français leur attachement ; le conseil municipal de Kazan fit de même.

Une même croyance

Un chanoine du diocèse d'A... assura le Protopresbyter de la cour impériale que, dans le cœur de tous les cardinaux et évêques de France, brûlait un vif amour pour la Russie, pour Sa Majesté Alexandre III et son auguste famille. Il ajouta que le clergé de France et celui de Russie avaient presque la même croyance : tous deux n'honorent-ils pas la sainte Vierge ! A cela, le Protopresbyter répondit que les prières du clergé français pour la famille impériale éveillaient une joie profonde dans le cœur de tout le peuple russe qui aime le tsar ; il dit encore que, comme le peuple russe honorait aussi la sainte Vierge, il pouvait compter sur la France, à la vie, à la mort.

Des sentiments analogues furent exprimés par des généraux, des télégraphistes et des marchands épiciers. Tous eurent quelqu'un à féliciter et à remercier.

(...) Un journaliste a écrit qu'un Français lui a dit, dans un bal, qu'on trouverait difficilement à Paris, une femme qui ne fut pas prête à oublier ses devoirs pour satisfaire les désirs d'un marin russe : et tout cela passa inaperçu, comme une chose toute naturelle. On vit même des cas de folie caractérisée. Ainsi une femme, enveloppée d'une étoffe aux couleurs françaises et russes, attendit l'arrivée du cortège et se précipita dans la Seine en criant : "Vive la Russie !".

Sain d'esprit, du moins en apparence

(...) Cet étrange enthousiasme était contagieux. Un journaliste raconte qu'un matelot, en apparence sain d'esprit, sauta à la mer en criant : "Vive la France !" Quand on l'eut tiré de l'eau, on lui demanda pourquoi il s'était jeté par-dessus bord ; il répondit qu'il avait fait voeu, en l'honneur de la France, de faire en nageant le tour de son navire.

Ainsi, l'enthousiasme, que rien n'arrêtait, grandit de plus en plus comme une boule de neige humide que l'on fait rouler, et il atteignit un tel degré que, non seulement des gens nerveux, mais même les personnes les plus fortes et les plus saines furent emportées par le courant et se trouvèrent dans un état d'esprit tout à fait anormal.

Au nom de la paix, déjà

(...) Il n'y eut pas un discours, pas un compte rendu, où l'on ne dise que le but de ces orgies est d'assurer la paix à l'Europe. A la fin du dîner offert par les représentants de la presse russe, tout le monde parle de la paix. M. Zola, qui, peu de temps auparavant, écrivait que la guerre est inévitable et même utile, et M. de Vogué, qui, plus d'une fois, a exprimé la même idée, ne disent pas un mot de la guerre et ne parlent que de la paix. On ouvre la session de la Chambre par des discours sur les fêtes passées : tous les orateurs déclarent que ces fêtes sont une déclaration de paix à l'Europe. (...)

Instruments

(...) La force des Gouvernements repose sur l'opinion publique ; or, ayant la force, ils peuvent toujours, grâce à leurs instruments, les fonctionnaires, les juges, les instituteurs, le clergé et la presse, provoquer telle opinion publique qui leur est nécessaire...

(...) Mais, il faut savoir comment se préparent ces manifestations.... Eh, bien, lorsque par une série de mesures prises par le Gouvernement grâce aux moyens dont il dispose, la lie du peuple, c'est à dire la foule urbaine, est mise dans un état particulier d'excitation, on s'écrie : voyez, c'est l'expression spontanée des sentiments du peuple ! ... Les moyens nécessaires pour provoquer une excitation populaire, moyens qui sont actuellement aux mains des Gouvernements et des classes dirigeantes, sont tellement puissants qu'on s'en peut servir à volonté dès qu'on désire provoquer ce qu'on appellera une manifestation..."

[Retour au Sommaire](#)

Les relations entre l'Union européenne élargie, l'Ukraine et la Russie

lundi 1er novembre 2004, par *Pierre VERLUISE*, *Stefan WILKANOWICZ*

L'auteur :

Président de la Fondation pour la culture chrétienne Znak. Entretien avec Pierre Verluise, directeur du *Diploweb.com*

A ceux qui voulaient faire croire que l'élargissement de l'Union européenne "ne changerait rien", ce document apporte un démenti. L'intégration de nouveaux Etats membres, forts d'une histoire et de projets géopolitiques ne peut qu'avoir des incidences directes et indirectes sur les ambitions de l'UE élargie, comme le démontre déjà la Politique européenne de voisinage (PEV). Intellectuel Polonais influent, S. Wilkanowicz explique ici pourquoi il plaide pour une intégration de l'Ukraine dans l'Union européenne et pour des relations plus réfléchies avec la Russie post-soviétique.

Pierre Verluise : Pourquoi militez-vous en faveur d'une plus grande attention de l'Union européenne au sort de l'Ukraine ?

Stefan Wilkanowicz : Il importe de comprendre l'importance de la place de l'Ukraine dans la nouvelle géopolitique de l'Europe. En effet, l'avenir du sous-continent dépend pour une part des relations entre l'Union européenne, l'Ukraine et la Russie. Comme me l'a confié le Professeur Mickailo Kirsenko (Académie de Mohila, à Kiev) : « L'indépendance de l'Ukraine est primordiale pour la raison suivante : si l'Ukraine réussit à rester indépendante, les Russes seront obligés de repenser leur identité. »

En effet, les Russes se greffent pour une part sur l'héritage ukrainien, tout en opprimant ce pays, via l'URSS ou aujourd'hui encore par des pressions économiques, des menaces et des séductions. Si l'Ukraine devient vraiment indépendante, elle bloquera la route de la mer Noire au Kremlin, ce qui obligerait les Russes à repenser leur identité impériale. Cela pourrait inciter la Russie à choisir non plus la confrontation mais la collaboration avec l'Union européenne et les Etats-Unis. La Russie doit choisir sa voie. D'où un paradoxe - en soutenant l'Ukraine nous travaillons pour le développement des bonnes relations entre

l'Union européenne et la Russie...

Une forme de synthèse entre l'Orient et l'Occident

L'ancienne culture ukrainienne est plus pluraliste que la culture russe. En fait, l'Ukraine est une forme de synthèse entre l'Orient et l'Occident. C'est pourquoi l'Ukraine est plus proche de l'UE que de la Russie sur le plan des libertés politiques. Outre l'apport polonais, l'Autriche y a aussi laissé une forme d'héritage démocratique. Résultat, les Ukrainiens de l'Ouest sont plus attachés à la liberté que les Russes.

P.V. Comment donnez-vous vie à votre approche ?

S. W. Notre Fondation œuvre pour le développement de relations entre la Pologne et l'Ukraine. Nous avons créé fin 2003 à la frontière polono ukrainienne un Institut appelé « Ponts vers l'Est », à Krasnik, près de Przemysl. C'est le fruit d'un soutien des Etats-Unis, notamment sur le plan financier.

Il faut reconnaître que nous vivons une crise de croissance à cause de ce projet qui repose davantage sur quelques hommes que sur de véritables structures. Nous manquons encore de forces pour développer notre Institut « Ponts vers l'Est ». Il est vrai que le soutien des Etats-Unis n'est pas pour l'heure complété par un effort de l'Union européenne. Si l'on prend le cas de la France, on constate d'ailleurs que l'activité de l'Institut français de Cracovie était plus importante à l'époque du communisme qu'aujourd'hui, notamment faute de crédits.

Il n'empêche que Znak entend tisser des liens entre l'Union européenne, la Pologne et l'Ukraine. Pour cela, nous mettons en œuvre les activités suivantes :

- . **Echanges** d'informations, de réflexions et de projets sur les problèmes sociaux dans la zone transfrontalière.
- . **Rencontres** des maires et des préfets de deux côtes de la frontière.
- . **Ateliers** de formation des journalistes ukrainiens, polonais et slovaques.
- . **Organisation** d'un colloque à Krasiczyn au sujet des droits de l'Homme en Ukraine, en Pologne et dans l'UE. Cela peut influencer positivement l'Ukraine.

P.V. Comment percevez la situation en Russie ?

S.W. La situation en Russie n'évolue pas dans le bon sens. On constate un régime de type dictatorial, porté sur l'impérialisme comme le montre l'écrasement des Tchétchènes dans une guerre de type colonial. Les esprits libres sont marginalisés, la presse indépendante en bonne partie éliminée. Le système économique se résume à un « capitalisme de nomenklatura », pour ne pas dire

mafieux.

La situation nous semble également préoccupante en matière religieuse. L'intérêt pour l'orthodoxie amorcé au début de la période post-soviétique est en crise. Pourquoi ? Parce que le clergé orthodoxe reste insuffisant, autant en quantité qu'en qualité, souvent formé en quelques mois. Par ailleurs, la pastorale reste incompréhensible puisqu'elle demeure en slavon, une langue slave ancienne que la plupart des gens ne comprennent pas.

Enfin, les milieux oecuméniques sont à peine tolérés, rejetés sur les marges. Comment trouver des partenaires ? Il faut prendre aussi en considération une certaine « nationalisation » de l'Orthodoxie russe et de fréquentes attitudes anticatholiques (ou un faux oecuménisme « national » en Ukraine).

P.V. Quelles actions prônez-vous à l'égard de la Russie de V. Poutine ?

Z.W. Les Occidentaux doivent se garder des défauts suivants : flatter la Russie dans une politique à courte vue et/ou ignorer ce pays-continent. On ne peut pas à la fois flatter la Russie néo-soviétique et lui tourner le dos, ce serait suicidaire.

Penser le long terme

Il importe de penser à long terme et d'utiliser les ressorts du para politique. Nous prônons des actions suivies dans les domaines culturels, intellectuels, économiques et sociaux. Les festivals permettent de mettre en œuvre un dialogue des cultures. Il faut aussi développer des conférences sur l'avenir de l'Europe, d'une manière détachée des problèmes quotidiens, par exemple avec un homme comme Jacques Delors. Il importe de mettre sur pied des réunions à Paris, Varsovie, Kiev et pourquoi pas Moscou. Les hommes d'affaires ont aussi un rôle à jouer. Peu à peu, nous avons l'espoir de faire évoluer leur mentalité. Il faut travailler avec eux, dans un esprit de dialogue. Il nous faut une vraie « offensive de dialogue » !

P.V. Pour l'heure, comment expliquez-vous la popularité de V. Poutine en Russie ?

Z.W. Jamais la Russie n'a véritablement connu la démocratie. La période de B. Eltsine, un Président alcoolique, a été une catastrophe pour l'idée démocratique, malgré un vent de liberté pendant cette période.

Pendant ces années, la nomenklatura et les mafias se sont accaparées le bien public, à travers des privatisations applaudies par les démocraties occidentales. Comment l'idée démocratique ne serait-elle pas amoindrie ? Les Russes aiment les hommes forts, comme J. Staline et... V. Poutine. B. Eltsine n'a pas été capable de décoloniser la Tchétchénie de manière mutuellement bénéfique, alors V.

Poutine en a fait un tremplin politique, en promettant une politique de répression. Et il a été élu, puis réélu...

V. Poutine tire habilement parti de la peur du terrorisme et des ressentiments à l'encontre des oligarques. V. Poutine gagne en popularité parce qu'il donne l'impression de combattre les oligarques, mais il ne fait qu'avantager un ou des camp(s) contre d'autre(s).

Si la guerre de Tchétchénie dure encore...

Si la guerre de Tchétchénie dure encore, nous craignons que la haine de part et d'autre monte au-delà d'un seuil qui rendrait toute politique raisonnable impossible, à l'image du conflit israélo-palestinien. Un concurrent de V. Poutine pourrait cependant en tirer bénéfice à son tour, mais qui et pour quoi faire ? Faut-il envisager une révolte de l'armée russe contre le KGB-FSB dont V. Poutine est une émanation ? Les militaires vivent une grande frustration : leur départ d'Afghanistan, les guerres en Tchétchénie... Il y a des cartes à jouer.

P.V. Que répondez-vous à ceux qui soutiennent qu'il serait souhaitable d'intégrer la Russie à l'Union européenne ?

Z.W. Il importe, en effet, d'avoir des contacts réguliers afin de pouvoir élargir le champ de la réflexion, réfléchir à l'avenir des relations entre l'UE élargie et la Russie. Nous pensons qu'il faut approfondir le travail du Conseil Union européenne-Russie. Pour autant, ceux qui militent en faveur d'une intégration de la Russie à l'Union européenne sont de « super naïfs ». Compte tenu de la superficie de ce pays-continent - onze fuseaux horaires - son intégration à l'UE la disloquerait. Son poids démographique et ses méthodes politiques feraient éclater l'UE et son pluralisme chaotique.

Côté français, il faut se garder de vouloir copier le général de Gaulle quand on a ni sa légitimité historique ni son envergure. De Gaulle est mort depuis 1970 et le monde d'aujourd'hui n'a plus rien de commun avec ce qu'il a connu. Dès lors, il faut ouvrir les yeux, s'attacher à comprendre la nouvelle donne, repenser l'identité française et la place de la France dans les relations internationales, changer de langage. Il importe d'identifier une dizaine de thèmes pour jeter des ponts humains, tout en sachant que les Russes sont parfaitement entraînés à mentir. En l'occurrence, la naïveté est un crime. Pour autant, même lors d'un interrogatoire de police, un instant de dialogue survient parfois...

Tout est possible

Les relations de l'UE avec la Russie doivent viser le long terme, quelques décennies. Il faut poursuivre un cran plus loin l'œuvre de Jean-Paul II par rapport

aux pays d'Europe centrale et orientale. L'Internet peut s'intégrer à cette approche au long cours. Pourquoi ne pas faire des congrès par Internet ? Le directeur de la fondation Adenauer à Moscou, un jeune orthodoxe russe, le fait déjà. L'Université catholique de Lyon organise de son côté des stages professionnels pour former les journalistes européens dans l'optique chrétienne. Le chemin sera long et difficile, mais il y a toujours des surprises dans l'histoire. Voici 20 ans, combien pariaient sur la chute du Rideau de fer ? Tout est possible. Les processus sociologiques se développent aujourd'hui de manière plus rapide qu'avant. Nous pouvons assister à des prises de conscience promptes.

Il me semble illusoire de prétendre faire des affaires en Russie sans se préoccuper de la culture de ce pays. Il faut connaître les idées et les coutumes, comprendre leurs sensibilités - et parfois savoir par quelle mafia se faire protéger...

Il faudrait coordonner les approches de la Russie mises en œuvre par les pays de l'UE, pour éviter que Moscou ne fasse monter les enchères. (NDLR : par exemple au sujet de Kaliningrad)

P.V. Comment comprenez-vous les relations effectives entre pays de l'UE ?

S.W. A ce jour, les membres de l'UE25 ne se connaissent pas suffisamment entre eux. Ils ne partagent pas l'empathie nécessaire à des relations constructives.

La crise de 2003 au sujet de l'intervention des Etats-Unis en Irak a été catastrophique pour les pays européens, affaiblissant les uns et les autres. Tout le monde porte une part de responsabilité dans l'impasse créée. Ceux qui soutenaient Washington n'ont pas cherché à comprendre ceux qui s'y opposaient. Ceux qui s'opposaient à G. Bush ont en réalité encouragé S. Hussein à poursuivre dans une impasse. Il aurait fallu être intelligent, jouer sur deux ou trois pianos à la fois mais dans le même sens.

Concernant les origines du terrorisme islamiste, il serait bon de rappeler aux opinions que les Soviétiques, en violant les frontières de l'Afghanistan en 1979, portent une part de responsabilité dans l'émergence de l'islamisme. De la même manière, il faut reconnaître que les Etats-Unis ont soutenu des résistants afghans islamistes pour combattre l'armée soviétique.

Plus globalement, la politique des Occidentaux au Proche et au Moyen-Orient reste médiocre, se résumant à pousser un diable contre un autre.

Concernant les relations entre la France et l'Allemagne, il faut rendre hommage au chancelier C. Adenauer et au général de Gaulle pour avoir dépassé les conflits meurtriers. Cependant, cette collaboration n'a peut-être pas été suffisamment approfondie, au-delà de l'économie et du politique. Avec le changement des

générations, les vieux démons ressurgissent parfois. L'Allemagne réunifiée donne aujourd'hui l'impression d'avoir oublié ses remords à l'égard du nazisme, voire d'éprouver une nouvelle ambition de puissance.

P.V. Pourquoi de nombreux Polonais ont-ils souhaité la prise en compte de l'héritage du christianisme dans la Constitution de l'UE ?

S.W. Quelle est la place de l'homme aujourd'hui en Europe ? Nous observons une crise de l'homme. Celui-ci est aplati, déformé, incapable d'être solidaire. La consommation devient son principal objectif. Cet homme appauvri évolue vers le matérialisme et la concurrence permanente. Beaucoup ont perdu la faculté de contemplation de la beauté, de la nature et de la vérité. La concurrence a effacé la solidarité.

Il faut soigner le mal par le bien, tout comme le pape Jean-Paul II a invité les Polonais à le faire sous le régime communiste. La part de Jean-Paul II dans la chute du Rideau de fer a été de passer par la pastorale pour agir sur les mentalités des gens. Son premier pèlerinage en Pologne a fait l'effet d'un tremblement de terre.

Les immenses foules qui l'ont accueilli ont fait prendre conscience aux catholiques qu'ils n'étaient pas en minorité - contrairement à ce que leur répétait la propagande - mais formaient une large majorité.

L'Européen a trop souvent perdu le sens de la transcendance religieuse, la conviction que l'homme a une vocation spéciale. Une certaine foi en la bonté et en l'homme sont des héritages le plus souvent inconscients du christianisme. L'Europe a besoin d'un « pluralisme oecuménique » à la recherche d'une base de valeurs commune.

En prenant aussi en compte l'apport des autres religions (surtout du judaïsme et de l'islam) et en faisant notre propre examen de conscience...

Manuscrit clos le 24 mai 2004.

Copyright 24 mai 2004-wilkanowicz / www.diploweb.com

Plus à ce sujet : Pierre Verluise, 20 ans après la chute de Mur. L'Europe recomposée, Paris : Choiseul, 2009. [Voir](#)

[Retour au Sommaire](#)

Les relations germano-russes dans le cadre des relations UE-Russie

lundi 2 août 2010, par *Commandant KORZETZ*

L'auteur :

Officier allemand, stagiaire au CID en 2009-2010

L'Allemagne entretient des relations étroites avec la Russie qui peuvent être qualifiées de « stratégiques ». Si les relations personnelles des chefs d'États sont très proches, elles peuvent être qualifiées de « spéciales », comme c'était le cas entre le chancelier Gerhard Schroeder et le président Vladimir Poutine. De toute façon, l'Allemagne bénéficie d'une grande confiance de la part de la Russie et la Russie trouve (encore) une certaine forme de compréhension auprès des élites politiques allemandes, malgré une méfiance croissante liée au système politique dirigeant à *la Poutine*. Quoi qu'il en soit, l'Allemagne voudrait jouer un rôle moteur dans l'évolution d'une Ostpolitik européenne.

Ce mémoire a été rédigé dans le cadre du séminaire géopolitique dirigé par Pierre Verluise au Collège interarmées de défense (CID). Il a été clos en mars 2009 soit bien avant l'esquisse d'un rapprochement polono-russe, suite à la disparition du président polonais en avril 2010. Si ce rapprochement se poursuivait, il pourrait lever un obstacle à la stratégie allemande.

L'ALLEMAGNE, l'Union européenne (UE) et la Russie sont liées par un maillage relationnel complexe. Ceci concerne notamment l'histoire des États membres de l'UE d'Europe centrale et orientale y compris la Russie, histoire longue et mouvementée. Cette histoire a en partie des impacts sur le présent et influence parfois, aujourd'hui encore, l'agenda politique.

Presque dix-neuf ans après la réunification de l'Allemagne et depuis l'effondrement de l'Union soviétique, le modèle traditionnel du partenariat germano-russe s'est de nouveau renouvelé. Pourtant, pour la première fois, ni des rêves impériaux ni des revendications de suprématie et d'hégémonie sur les pays situés entre l'Allemagne et la Russie ne jouent un rôle dans cette relation bilatérale postcommuniste. En effet, la relation germano-russe se fonde plutôt sur

une coopération économique concrète ainsi que sur l'intention de l'Allemagne de lier la Russie, voire d'intégrer celle-ci à l'Europe ou du moins d'instaurer un lien durable avec l'Europe.

Pour l'Allemagne, la Russie est aujourd'hui un des principaux partenaires en terme d'échanges commerciaux et de débouchés. A l'inverse, l'Allemagne en tant que la plus grande puissance économique de l'UE et aussi par sa situation géographique au cœur de l'Europe centrale, joue un rôle essentiel pour la Russie : elle est en effet une porte d'entrée en Europe et un partenaire de la modernisation de l'économie russe.

L'UE comme entité est aussi un des partenaires politiques et économiques les plus importants de la Russie. L'UE est de fait l'acteur le plus important de la politique extérieure dans la partie occidentale du continent eurasiatique, elle représente dans l'ensemble pour la Russie un des débouchés les plus importants et un des principaux bénéficiaires de ressources énergétiques avec actuellement environ 50 % du commerce extérieur russe.

Malgré tous les conflits et tous les points qui les opposent, l'UE et ses États membres, tout comme la Russie, se doivent de développer des relations viables à tous les niveaux politiques, mais aussi au niveau social et surtout au niveau économique.

Néanmoins plus de dix ans après la ratification du premier accord de partenariat et de coopération entre l'UE et la Russie, les relations entre l'UE élargie à 27 et la Russie sont arrivées à un point critique. Peut-on envisager concrètement une coopération stratégique plus intensive avec la Russie ? Ou bien existe-t-il une menace de voir s'installer une « Paix froide » entre l'UE et la Russie avec le risque de formation de nouveaux blocs et aussi de voir réapparaître une concurrence à propos des sphères d'influence des régions périphériques communes.

L'objectif de la présente étude est de pouvoir répondre à la question suivante : en mettant à profit ses relations avec la Russie, l'Allemagne peut-elle influencer la relation de l'UE avec la Russie ? Les questions clefs sont dès lors les suivantes :

- . En quoi consiste exactement la relation germano-russe et, replacée dans un contexte européen, a-t-elle la qualité d'une « relation particulière » ?
- . De quel ordre sont les relations de l'UE avec la Russie ?
- . Quels sont les principaux courants actuels de la « nouvelle » politique allemande de l'Est vis-à-vis de la Russie et quels en sont les objectifs ?
- . Quels sont les points d'interférence entre l'influence allemande de l'UE sur la

politique russe et la politique de la Russie vis-à-vis de l'UE ?

. De quelle marge d'initiative dispose la politique allemande concernant la Russie, c'est-à-dire comment s'imbrique-t-elle dans une politique russe de l'UE, si celle-ci existe ?

Nous analyserons dans la première partie les spécificités des relations germano-russes ainsi que les relations de l'UE avec la Russie, puis nous en dégagerons les grands domaines de problèmes. Dans la seconde partie, nous mettrons en évidence les courants principaux de l'actuelle politique russe de l'Allemagne et nous classifierons ses marges de manœuvre dans les mesures de l'UE vis-à-vis de la Russie.

Finalement nous montrerons que l'Allemagne peut contribuer sur la base de ses relations bilatérales « particulières » à faire évoluer la politique de l'UE vers une politique commune et cohérente vis-à-vis de la Russie. Il faut toutefois savoir que cet effort restera limité si l'UE ne s'avère pas capable de surmonter ses conflits intérieurs vis-à-vis de la Russie.

1. PREMIERE PARTIE : ANALYSE DES RELATIONS

Le jugement porté sur les relations germano-russes et sur celles de l'UE vis-à-vis de la Russie dépend des prétentions supposées. Pour être en mesure d'analyser les relations entre deux États, il convient d'abord de définir les niveaux de coopération possibles :

Le voisinage indifférent. Dans ce cas, les pays concernés s'orientent surtout vers d'autres partenaires. Les contacts politiques sont caractérisés par le manque d'intérêt ou par la méfiance. Malgré cela, en raison de la proximité géographique, il y a une large coopération économique ainsi que des contacts sociaux.

La coopération pragmatique. Ce partenariat, aussi appelé *alliance d'intérêts*, représente une relation entre des États qui s'établit en fonction des circonstances, ayant pour but d'éviter des conflits bilatéraux ou internationaux. On effectue ensemble certains projets, essentiellement les projets les plus importants. Des tensions peuvent causer temporairement un refroidissement des relations. Cette coopération pragmatique serait une relation internationale temporaire intensive, mais finalement « normale ». Une relation parmi d'autres.

Le partenariat stratégique. Cette coopération a un caractère à long terme et comprend un agenda commun de projets importants définis avec précision. Elle est complémentaire de « l'alliance d'intérêts », mais avec la particularité d'avoir « des valeurs communes » et une même vision de l'organisation de la société. En outre des relations étroites s'établissent entre les institutions jusqu'à créer des

réseaux au niveau politique, économique et social. Il s'agit d'une coopération entre États égaux en droits. [1]

3. bis *Les relations spéciales* paraissent souvent comme une forme particulière du partenariat stratégique. Elles sont plus qu'une entente ou une alliance, elles supposent une amitié qui dépasse beaucoup d'autres relations. Deux nations et deux gouvernements développent une connaissance profonde réciproque, sans contrainte, et une compréhension mutuelle qui dépasse les accords écrits pour aboutir à une véritable communauté. Les deux nations ont des intérêts communs en terme de géostratégie, politique et économie. Elles organisent des consultations à intervalles réguliers. Les politiciens se rencontrent, échangent des renseignements et des conseils. Une nation n'agit normalement pas sans en avoir informé l'autre et obtenu son approbation. A cause de l'interdépendance institutionnelle étroite, les relations franco-allemandes peuvent représenter un exemple de « relations spéciales » selon cette définition. D'autres exemples peuvent être les relations américano-britanniques et les anciennes relations austro-germaniques.

1.1 Les relations germano-russes

« Entre la Russie et l'Amérique se trouvent des océans. Entre la Russie et l'Allemagne se trouve la grande histoire. » Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie (2001) [2].

1.1.1 Les hauts et les bas de l'histoire germano-russe

Les relations germano-russes dans l'histoire sont anciennes et riches en événements. D'une part, cette histoire se fonde sur la politique d'alliance, les échanges commerciaux et culturels ainsi que sur des liens de parenté ou des relations amicales entre les chefs d'État. D'autre part l'Allemagne et la Russie se sont affrontées lors de leurs expansions vers l'Est pour l'Allemagne, vers l'Ouest pour la Russie. Au XXème siècle, elles ont connu de graves confrontations portant sur la politique de puissance et l'idéologie, le point culminant étant la Seconde Guerre mondiale, avec ses conséquences traumatisantes pour les deux peuples.

Au Moyen-âge, il existait déjà de nombreux contacts entre le peuple allemand et le peuple russe, notamment au niveau économique. Mais c'est essentiellement depuis le XVIIIème siècle que les circonstances économiques et géographiques ont débouché sur une relation symbiotique entre la Prusse (et plus tard toute l'Allemagne) et la Russie. En effet, le Tsar Pierre Ier le Grand (1682 - 1725) décida au début du XVIIIème siècle de moderniser la Russie et initia une politique tournée vers l'Europe centrale et occidentale, si bien que les besoins en experts étrangers et en connaissances techniques se sont brusquement accrus. Depuis

cette époque, l'Allemagne joue un rôle vital dans le développement politique et économique de la Russie. [3]

L'arrivée au pouvoir de la Tsarine Catherine II (1762 - 1796), elle-même une princesse allemande de la maison des Anhalt-Zerbst, signifia une profonde modification de la politique étrangère russe au milieu du XVIIIème siècle. L'expansion en matière de politique extérieure en direction de la mer Noire et des Balkans au Sud et de la Pologne à l'Ouest a été accompagnée d'efforts devant déboucher sur l'exploitation économique du pays. A cet effet, Catherine II publia un manifeste en juillet 1763, laissant entrevoir de nombreux privilèges aux colons étrangers qui viendraient s'installer en Russie. Le manifeste de la Tsarine fut transmis à différentes cours européennes. Mais la plus grande résonance parvint des territoires allemands comme la Souabe, la Bavière, la Bade, le Palatinat et de quelques régions de la province du Rhin, mais aussi de l'Alsace, de la Lorraine et de la Suisse allemande. [4]

Entre 1764 et 1767 environ 29000 paysans et artisans quittèrent l'Allemagne et émigrèrent vers la Russie. On installa une partie des immigrants près de Saint-Pétersbourg et dans la région de la mer Noire, la plupart toutefois était destinée à coloniser les steppes de la Volga. Cette colonisation rurale commencée sous Catherine II et poursuivie plus tard sous le règne de son petit-fils, Alexandre Ier (1801 - 1825) marqua le début de la population agricole allemande en Russie que l'on appelle aussi *les Allemands de la Volga*. Pour développer le secteur agricole russe, ils fondèrent des communes portant des noms allemands qui ne disparaîtront qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale où ils seront remplacés par des noms de localité russes. [5]

Les émigrés allemands eurent une grande influence sur la société russe. Au XIXème siècle, environ un tiers des hauts postes gouvernementaux dans l'Empire russe était occupé par des Allemands, bien qu'avec environ 1,8 million de personnes, ils n'aient représenté qu'un pour cent de la population totale. [6] De même, leur poids économique était beaucoup plus important que leur faible pourcentage au sein de la population totale : rien qu'en Ukraine, ils possédaient de 11 à 25 % des terres et détenaient plus de 10 % du secteur bancaire russe. C'était environ le double des Russes eux-mêmes. [7] Avant la Première Guerre mondiale, ils détenaient ainsi environ 44 % du capital de production. A cette époque 2,5 millions d'Allemands vivaient en Russie. [8]

Outre ce transfert de ressources humaines venues d'Allemagne pour coloniser la Russie qui dura jusque vers la fin du XIXème siècle, les rapports germano-russes furent marqués dans de nombreux domaines par les relations de parenté et d'amitié de chacun des gouvernants. C'est ce que nous observons depuis le début

du XIXème siècle jusqu'à l'histoire récente en passant par le début du XXème siècle. Déjà le roi de Prusse Frédéric Guillaume III (1770 - 1840) et le Tsar Alexandre Ier étaient liés d'amitié née du combat de libération mené en commun contre Napoléon Bonaparte. La place Alexandre à Berlin, nommée ainsi depuis 1805, en souvenir de cette amitié ou encore la construction de la colonie Alexandrowka pour une communauté russe installée à Potsdam devenue monument en souvenir de la mort d'Alexandre Ier. De même, l'empereur Guillaume II noua une amitié chaleureuse avec son cousin russe que l'on retrouve encore au début de la Première Guerre mondiale dans un échange épistolaire intensif, mais qui, finalement, n'empêcha pas le déclenchement des hostilités. Le processus de réunification rapprocha Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev, après l'effondrement de l'Union soviétique ce furent Gerhard Schröder et Vladimir Poutine qui poursuivirent cette tradition d'amitiés personnelles. [9]

Partant du combat commun pendant les guerres de libération de 1813 à 1815, la « Sainte Alliance germano-russe » [10] reposait au XIXème siècle sur les efforts déployés pour arriver à un équilibre politique en Europe. Pendant les guerres d'unification allemandes, [11] la Russie décida volontairement de se montrer neutre vis-à-vis de la Prusse et favorisa ainsi la fondation de l'Empire allemand de 1871. Toutefois la montée progressive du nationalisme russe et du panslavisme se caractérisa par des tendances anti-allemandes notamment au sein du commandement militaire russe et une grande partie de la population. Suite aux résultats du congrès de Berlin de 1878, défavorables à la Russie et du fait d'intérêts contraires en Europe du Sud-est, il s'ensuivit à partir des années 1880 une aliénation politique de l'Allemagne et de la Russie. [12]

Parallèlement, l'Empire allemand était un des partenaires commerciaux les plus importants de la Russie. Si les échanges économiques avaient déjà été bons au milieu du XIXème siècle, les importations russes venant d'Allemagne s'élevaient par contre à 40 % en 1875 et même à 48% en 1880. Pourtant, la rupture avec la Russie était aussi prévisible d'un point de vue économique. A partir du milieu des années 1880, on enregistra des différences croissantes à cause des droits protecteurs russes à l'encontre des exportations de l'industrie lourde allemande d'un côté, et d'autre part à cause des taxes allemandes sur les exportations de céréales russes. [13]

Pendant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne et la Russie furent adversaires. La Russie voyait son objectif de guerre principalement dans la réalisation de sa suprématie en Europe du Sud-est, notamment dans les Balkans et dans la région de la mer Noire, mais aussi dans la destruction de la position de force de l'Empire allemand après que celui-ci ait cédé de vastes territoires à l'Est (la Prusse orientale, le territoire de Memel, Poznan et la Silésie) et à l'Ouest

(l'Alsace-Lorraine, les cantons d'Eupen et de Malmedy et une partie du Schleswig-Holstein). [14]

Les objectifs de guerre de l'Empire allemand à l'encontre de la Russie étaient par contre vagues au début de la guerre et se limitaient à garantir « *la sécurisation du territoire allemand vers l'Ouest et vers l'Est pour une durée imaginable. [...] A cet effet, il faut repousser si possible la Russie [...] des frontières allemandes et briser sa suprématie sur la population vassale non russe.* » [15] Suite aux succès militaires des premières années de la guerre, les objectifs de guerre allemands furent précisés. On y ajoutait maintenant l'idée d'un concept d'une Europe centrale avec une « alliance économique centre-européenne » [16] dominée par l'Allemagne qui devait assurer la suprématie économique sur l'Europe centrale. Face à cela, on a élaboré un programme de grande envergure orienté vers l'Est. A l'Est, la libération des pays baltes et de la Pologne devait ainsi faire surgir des États limitrophes en Europe de l'Est qui n'étaient plus contrôlés par la Russie afin d'affaiblir cette dernière. Pour assurer les besoins allemands en matières premières et une autarcie économique pour l'avenir, on a même envisagé d'exercer un contrôle sur l'Ukraine, la Crimée et le Caucase. Cette stratégie basée sur des réflexions géopolitiques d'une vaste région de défense orientale, autarcique et résistante aux blocus, remplaça le concept d'une Europe centrale comme objectif de guerre allemand aux dépens de la Russie. Le concept de zone orientale a été compris comme un contrepois solide face aux puissances maritimes qu'étaient les États-Unis et le Royaume-Uni. [17]

Bien que la paix germano-russe de Brest-Litovsk conclue après la défaite russe de 1917 ait été ressentie comme une humiliation par la Russie, on parvint, malgré les différends idéologiques des deux côtés, à un rapprochement entre l'Allemagne et la Russie à la suite du Traité de Versailles. La Russie soviétique se trouvait mise à l'écart en matière de politique étrangère et était dépendante d'une aide économique étrangère. De son côté, l'Allemagne, dont la politique se débattait entre l'exécution et la révision des clauses du traité, ceci contre les puissances occidentales et cherchait par là à regagner une partie de sa liberté d'action. Elle espérait adoucir les méfaits politiques et économiques importants imposés par le Traité de Versailles. En 1920 déjà, le Reich allemand avait affiché de nouveau une « neutralité prorusse » [18] dans la guerre entre la Pologne et la Russie. De même les contacts économiques et militaires furent ravivés à partir de 1921, époque à laquelle eurent lieu les premiers entretiens exploratoires d'experts en commerce et de militaires allemands en Russie. C'est ce qui arriva le 16 avril 1922 en marge de la conférence internationale sur le commerce qui se tint à Gênes entre les deux « dissidents » politiquement isolés, où l'Allemagne et la Russie signèrent le Traité de Rapallo : ils décidaient de reprendre les relations diplomatiques entre leurs

deux pays et de renoncer mutuellement à toutes les revendications de la Première Guerre mondiale. [19]

Ceci déboucha sur une coopération d'ordre économique au sens large, à comprendre comme une « *Notgemeinschaft* (communauté de survie) », [20] et sur une coopération intensive en terme de politique militaire qui dura jusqu'à la prise du pouvoir par Hitler en 1933.

Avec 11 % des exportations allemandes et 6 % des importations russes, la Russie représentait en 1932, le deuxième partenaire commercial le plus important du Reich allemand derrière les Pays-Bas. [21] Le gouvernement bolchevique misait sur le soutien de l'Allemagne pour industrialiser la Russie, pendant que l'Allemagne entendait s'assurer en Russie « des matières premières indispensables à son économie nationale » [22].

Mais dès le début des années 1930, les premières fissures apparaissent de nouveau dans la communauté d'intérêts germano-russe lorsque l'Allemagne se tourne vers l'ancien concept d'un « vaste espace économique centre-européen » et que la Russie conclut en 1931 des pactes de non-agression avec la France et la Pologne, pactes que l'on présume dirigés contre l'Allemagne. Ce contraste s'accrut encore pendant la guerre civile espagnole. Le Reich allemand intervenant pour le Général Franco et la Russie soviétique agissant aux côtés des communistes, chacun avec ses propres contingents. [23]

Le pacte de non agression germano-russe signé encore en 1939 représentait moins une coopération étroite inattendue entre la Russie et l'Allemagne qu'une condition indispensable pour le conflit militaire entre le Reich allemand et la Pologne. Par cette manœuvre tactique, Staline espérait de son côté pouvoir se positionner dans une issue favorable pour le grand conflit attendu de l'Allemagne avec les puissances occidentales.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement national-socialiste reprit, dans le fond, la guerre de conquête arrêtée en 1918 contre la Russie. Le but était de créer, aux dépens de la Russie, un vaste espace économique européen sous l'hégémonie du Reich allemand avec, à la clé, la création d'un espace vital et l'exploitation des réserves de matières premières à l'Est. [24]

Après la capitulation de la Wehrmacht en 1945, l'Allemagne fut divisée en quatre zones d'occupation et dut, comme après la Première Guerre mondiale, céder de vastes territoires à l'Est et à l'Ouest. [25] Dans le cadre de la politique d'occupation, l'Union soviétique, elle, étendit sa sphère d'influence jusqu'à la frontière interallemande. L'Union soviétique avait ainsi réalisé les objectifs de guerre qu'elle s'était fixés pour la Première Guerre mondiale. La conséquence fut

la constitution des blocs de la Guerre froide.

Au début des années 1970, les difficultés économiques de l'Union soviétique et l'« *Ostpolitik* » (politique de rapprochement aux pays de l'Est) de Willy Brandt conduisirent à un rapprochement de l'Union soviétique et de la République fédérale d'Allemagne. Pendant cette période de détente, on assista à un retour aux relations économiques bilatérales traditionnelles et quasi-coloniales (échanges de matières premières contre des produits industrialisés et des crédits), dont l'interruption au début de la Guerre froide après 1945 était une entorse à la norme jusqu'à lors établie. Au niveau international, l'Union soviétique n'avait essentiellement que deux ressources à offrir : du pétrole et du gaz naturel. 80 % de ses recettes en devises provenaient des exportations d'énergie vers l'Europe occidentale dont 60 % concernaient des livraisons de pétrole. [26]

La population russe ressentait la division de l'Allemagne comme une anomalie. Les Russes virent donc la réunification d'un bon œil, non seulement pour les Allemands, mais aussi pour les Russes eux-mêmes, car elle était l'assurance de la paix durable, et mettait fin à cette évolution peu favorable aux relations entre les deux pays. [27]

Jusqu'au milieu des années 1990, l'Union soviétique insista pour que l'Allemagne reste neutre dans la politique de l'Alliance, mais revint sur sa position à l'été 1990 après des négociations diplomatiques bilatérales avec l'Allemagne. Elle accorda aux Allemands la réunification ainsi que l'entière souveraineté concernant la décision de fixer eux-mêmes leur future orientation politique. Dans cet accord donné par le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, les relations personnelles qu'il entretenait avec Helmut Kohl jouèrent un rôle important. [28]

En contrepartie, l'Allemagne s'engageait à soutenir financièrement le retrait des forces armées soviétiques du territoire de l'ancienne R.D.A. L'Allemagne paya ainsi les dommages occasionnés dans les garnisons russes abandonnées sur le territoire allemand ainsi qu'une allocation logement pour les soldats retournant en Russie. De même, l'Allemagne prit à son compte la grande partie de l'aide à la transformation pour l'Union soviétique après la réunification allemande jusqu'en 1991. En tout, la Russie reçut de la République fédérale 52,2 milliards de dollars dont 23 milliards de dollars en garanties de crédits et d'exportations, 11,4 milliards de dollars en subventions ainsi que 10,7 milliards de dollars en aides monétaires et humanitaires. [29] La contribution allemande à la consolidation des finances publiques de la Russie est ainsi non négligeable.

Après la réunification en 1990 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, l'Allemagne retrouva sa position de tête dans le commerce avec la Russie, une position qu'elle détenait déjà depuis 1972 en tant que partenaire principal de

l'Ouest de l'URSS. Parallèlement au développement des relations économiques, l'Allemagne poursuivit une politique de crédit et de conversion de dettes dans un contexte international afin de pouvoir faire face aux risques qui la menaçaient en tant que créancier principal après la dissolution de l'Union soviétique si l'État russe venait à faire faillite. Pour l'Allemagne, il ne s'agissait pas moins de 40 milliards de dollars américains, soit à peu près la moitié de la totalité des dettes extérieures russes. [30]

Dans l'ère post-communiste, les relations commerciales étroites entre l'Allemagne et la Russie furent sans aucun doute le point de départ de la stabilité de leurs relations. Elles semblent cependant insuffisantes à elles seules pour y voir une « relation particulière » après la réunification. Pour qualifier cette relation bilatérale de « particulière », il faut rechercher plus loin. Les expériences communes vécues au cours de leur histoire et décrites ci-dessus jouent un rôle déterminant, les différends les opposant pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale étant à considérer comme une exception à la règle.

Pour beaucoup de soldats des forces armées soviétiques, la R.D.A. devint le symbole d'une Allemagne amie. Parmi ceux-ci, on compte également l'ancien collaborateur des services secrets soviétiques, aujourd'hui le premier ministre Vladimir Poutine, auquel on prête un faible pour la culture allemande, qui parle couramment allemand et dont les enfants ont fréquenté l'École diplomatique allemande. [31]

Dans l'histoire récente depuis 1990, il faut donc retenir avant tout la contribution favorable de la Russie à la réunification allemande, pour laquelle l'Allemagne a payé le prix fort en fournissant des aides financières dans les domaines les plus divers. Outre ce contexte historique, il convient cependant de s'intéresser avant tout aux indicateurs économiques et aux échanges actuels qu'ils soient d'ordre politique ou social afin de mieux évaluer la particularité de la relation germano-russe. Le paragraphe suivant se propose donc d'analyser les relations actuelles entre l'Allemagne et la Russie au niveau économique, politique, culturel et social.

1.1.2 La situation en 2009

Aujourd'hui les relations germano-russes reposent sur plusieurs contrats et accords bilatéraux dans les domaines politiques, économiques et culturels. [32] Depuis 1998, les ministres des deux pays échangent régulièrement leurs points de vue dans le cadre de consultations gouvernementales annuelles qui ont lieu en alternance en Allemagne et en Russie. Mais le fondement politique qui détermine aujourd'hui encore les relations bilatérales reste le « partenariat stratégique » mis en place par l'ancien chancelier fédéral Gerhard Schröder et le président Vladimir Poutine lors du premier sommet germano-russe en 2000. Celui-ci portait

sur le maintien de la paix en Europe, sur la coopération économique y compris la coopération énergétique ainsi que sur un système incitatif de rencontres entre les deux peuples dans le cadre du « *Dialogue de Saint-Pétersbourg* » [33].

En 2005, on a ajouté un « partenariat stratégique dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'innovation ». [34] Ces règlements ont été approuvés par la chancelière Merkel en 2006 et restent depuis cette date inchangés. [35]

En plus du « *Dialogue de Saint-Pétersbourg* », le « *forum germano-russe* » et la « *Rencontre de Potsdam* » sont devenus des institutions. Ces cercles de discussion permettent aux intellectuels, aux représentants de l'économie, aux hommes politiques, aux artistes et aux représentants du gouvernement de se rencontrer à intervalles réguliers lors de colloques. [36]

L'objectif de l'Allemagne depuis l'effondrement de l'Union soviétique et celui du Pacte de Varsovie au début des années 1990 est d'intégrer la Fédération russe dans les structures européennes et économiques internationales. [37]

Les conflits actuels entre les deux États ne sont pas un frein réel aux relations bilatérales. Les problèmes comme le blocage par la Russie du retour des trésors artistiques allemands emportés en URSS par l'Armée rouge après 1945 (restitution des œuvres d'art spoliées), la réhabilitation de la minorité allemande en Russie ou encore le rêve toujours présent dans les années 1990 d'une autonomie pour les Allemands de la Volga ne jouent pratiquement aucun rôle dans l'agenda politique. De même, il ne reste ni questions territoriales en suspens (pas même dans la région de Königsberg) ni querelles ethnico-religieuses. [38] A noter que le conflit géorgien en août 2008 a eu des répercussions négatives sur les relations bilatérales. Ceci s'est reflété dans les consultations gouvernementales annuelles du 2 octobre 2008 à Saint-Pétersbourg qui ont lieu dans un cercle restreint. Mais ceci n'a pas porté préjudice aux échanges intensifs qu'il soit d'ordre politique, économique ou culturel.

L'Allemagne a un grand intérêt à ce que la Fédération russe soit intégrée dans les structures européennes et économiques internationales et soutient le processus de transformation en Russie. Du point de vue officiel de la politique, l'objectif d'un partenariat stratégique avec la Russie inclut aussi bien un dialogue ouvert, basé sur des critiques constructives lors de différends par exemple la liberté de la presse, la Tchétchénie ou la coopération pour un partenariat germano-russe relatif à la modernisation des domaines de la santé et de la démographie, de la formation au premier emploi et du perfectionnement, de l'énergie, de l'infrastructure routière et de la logistique ainsi que de l'État de droit. [39]

Mais quelle est l'image de l'Allemagne dans la population russe et comment les

Allemands, eux, voient-ils la Russie aujourd'hui ? L'image de la Russie en Allemagne a un caractère ambivalent. Alors que les médias véhiculent une image plutôt critique de la Russie, la population, elle, a un regard positif et souhaite une coopération intensive entre les deux pays. En terme d'image, la Russie se place à la quatrième position derrière la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Autriche. Ceci pourrait tenir au fait que la Russie est considérée comme appartenant au cercle des grandes puissances. En Russie, l'Allemagne est vue comme le partenaire le plus important en politique étrangère devant la Biélorussie, la Chine et la France. Les deux pays jugent les relations germano-russes majoritairement bonnes voire très bonnes. Même si les sympathies réciproques existent bien, elles n'en sont pas pour autant extraordinairement développées. [40] On s'en tient visiblement à un jugement d'un réalisme relatif qui ne repose pas sur une amitié très prononcée.

La Russie voit en l'Allemagne un partenaire économique influent et son partenaire européen le plus important. A titre de comparaison : avec ses 142 millions d'habitants, la Russie compte aujourd'hui environ 60 millions de plus d'habitants que l'Allemagne avec ses 82 millions actuels. [41] En 2007, l'économie nationale allemande se plaçait au troisième rang mondial et au premier rang européen. La comparaison s'appuie sur le produit intérieur brut (PIB), 2,5 fois plus élevé que le PIB russe. [42]

L'Allemagne est le principal partenaire commercial de la Russie. Aujourd'hui, les relations économiques des deux États reposent de nouveau sur une structure commerciale complémentaire mais asymétrique selon le modèle éprouvé : La Russie exporte essentiellement des matières premières, principalement du gaz naturel et du pétrole (69 %), en moindres quantités aussi des métaux (15 %). L'Allemagne, elle, fournit avant tout des machines (25 %), des véhicules (17 %) et des produits chimiques (11 %). [43] En 2007, le volume des échanges commerciaux de l'Allemagne avec la Fédération russe atteignait plus de 57 milliards d'euros. Les exportations allemandes vers la Russie augmentèrent la même année de 21 % et passèrent à 28,2 milliards d'euros. Avec 13,3 % de l'ensemble des importations russes, l'Allemagne occupe ainsi la première place très loin devant tous les autres pays européens et elle est le fournisseur principal de la Russie en biens d'investissement. [44]

Pour l'Allemagne dont l'économie est liée avant tout aux pays de l'Union européenne, la Russie se plaçait en 2007 au 10ème rang pour les importations et au 12ème rang pour les exportations, tous partenaires de commerce extérieur compris. Parmi les partenaires commerciaux n'appartenant pas à l'UE, la Russie se place ainsi au 4ème rang derrière les États-Unis, la Suisse et la Chine. [45] Pour l'Allemagne, la tendance des échanges commerciaux avec la Russie est

restée toutefois positive en 2008. Dans les statistiques du commerce extérieur de l'Allemagne, la Russie gagna même deux places en ce qui concerne le développement des importations et des exportations. Les échanges commerciaux de l'Allemagne avec la Russie ayant de nouveau augmenté de plus de 20 % comparé à l'année précédente. [46]

Les relations économiques sont jugées positives de part et d'autre, avec un petit bémol toutefois, les relations étroites en matière énergétique étant en même temps jugées problématiques par le partenaire allemand. Pour l'Allemagne qui, en 2007, a dû importer 94 % de sa consommation en pétrole et 83 % de son gaz naturel, la Russie est jusqu'à aujourd'hui le fournisseur énergétique le plus important. En 2007, environ 32 % des importations allemandes de pétrole et 43 % des importations de gaz naturel provenaient de Russie. Si on parle d'un véritable partenariat stratégique, les relations économiques dans le secteur énergétique s'en rapprochent le plus.

Même si on se remémore la crise du gaz avec l'Ukraine en décembre 2008 / janvier 2009 où le fournisseur russe avait fermé les robinets de gaz, l'Allemagne n'est nullement à la merci d'un manque d'énergie puisqu'elle dispose de la plus grande réserve en gaz naturel d'Europe et qu'elle a su diversifier les sources d'importations énergétiques. [47] En effet, plus de 50 % des importations de gaz en 2007 provenaient de pays occidentaux. D'autre part, les importations de gaz de Russie passent par différents pays de transit avant d'arriver en Allemagne. Cette situation défavorable pourrait être améliorée grâce à la construction du gazoduc baltique (Nord Stream Pipeline) reliant directement la Russie à l'Allemagne. [48]

Parallèlement, l'Allemagne est pour la Russie le principal acheteur d'énergie. Des contrats d'une durée allant jusqu'à 2030 donnent des bases solides aux relations de livraison germano-russes. Les implications réciproques des entreprises sur le marché de l'énergie se poursuivent. Ceci concerne aussi bien les participations allemandes aux ressources russes en gaz et en pétrole que l'accès russe au marché énergétique allemand pour la commercialisation des matières premières. [49]

Étant donné que les livraisons de gaz vers l'Allemagne représentent à elles seules un quart des exportations russes en gaz naturel, il est évident que la dépendance est réciproque. Ceci exclut toute dépendance à sens unique, donc une menace potentielle de la sécurité énergétique de l'Allemagne. Cela veut dire en général qu'une politique extérieure prudente de l'Allemagne vis-à-vis de la Russie en terme de relations énergétiques n'est pas nécessaire.

Du côté officiel allemand, la modernisation de l'infrastructure russe et la

transformation de l'économie russe sont jugées comme de bonnes opportunités pour les entreprises allemandes, surtout pour des entreprises du secteur énergétique ou celles concernées par le marché du trafic ferroviaire. Actuellement 4600 entreprises allemandes travaillent avec la Russie. En plus des grandes entreprises énergétiques allemandes, ce sont avant tout les constructeurs automobiles et les sous-traitants de l'industrie automobile, les constructeurs de machines, les sociétés du secteur de l'agriculture ainsi que les grandes chaînes de distribution qui sont représentés. [50]

Les entreprises allemandes parmi lesquelles on compte 29 % de P.M.E.-P.M.I. ont investi d'énormes capitaux en Russie. Avec 18,1 % de l'ensemble des investissements étrangers, l'Allemagne représentait encore en 2005 l'investisseur le plus important. [51] Concernant les investissements directs dans la même année, l'Allemagne se plaçait à la cinquième place. [52] Après que l'augmentation continue du montant net des investissements jusqu'au premier semestre 2008 jusqu'à 13,2 milliards de dollars américains, l'Allemagne se plaçait ainsi l'an passé à la troisième place derrière Chypre et les Pays-Bas. Certes comme les années passées, les investissements concernaient l'extraction des matières premières (25,5 %) et la production d'énergie (19 %), mais aussi de plus en plus l'industrie de transformation (18,7 %) et le secteur des services (34 %). [53]

Ceci illustre bien que l'industrie allemande ne se concentre pas seulement sur le secteur énergétique, mais qu'elle souhaite à long terme intervenir dans d'autres branches de l'économie russe, montrant ainsi sa participation significative à leur modernisation. L'attractivité de la Russie réside toujours et encore dans l'augmentation de son pouvoir d'achat et dans ses conditions de production favorables. Les entreprises allemandes ne semblent pas concernées par un manque de sécurité en termes d'investissements en Russie. Dans le domaine des investissements aussi, on constate la forte imbrication économique de l'Allemagne avec ses voisins membres de l'UE qui forment le gros des investissements des entreprises allemandes. Pourtant la Russie occupe la troisième place derrière les États membres et la Chine et devant l'Amérique du Nord, pays bénéficiaire des investissements allemands. Sachant que ce soient justement les États-Unis qui profitent actuellement d'un cours faible du dollar. [54]

De plus, l'industrie allemande s'engage depuis 2007 en Russie grâce aux activités de la « Chambre de commerce extérieur germano-russe », du « comité de l'Est de l'économie allemande » sans oublier un programme d'échange incluant en tout 160 ingénieurs. [55]

L'intensité des échanges économiques dont il a été question ci-dessus, notamment du fait de la diversité des sociétés allemandes en Russie et le taux d'investissement élevé depuis de longues années sont des signes tangibles de la

contribution fondamentale de l'Allemagne au processus de transformation de l'économie russe en termes de structures de l'économie de marché et de modernisation.

Cette contribution semble être reconnue par les Russes et n'est pas refusée ou considérée comme déplacée, comme c'est le cas pour l'influence américaine sur les réformes de l'économie russe. [56]

L'Allemagne est aussi le principal partenaire de coopération de la Russie dans le domaine des sciences et de la technologie. [57] L'accord de coopération sur les sciences et la technique qui a été signé il y a plus de vingt ans, mais aussi le partenariat stratégique conclu en 2005 sur « la formation, la recherche et l'innovation », accords que la Russie n'entretient de la sorte avec aucun autre pays, s'avèrent fructueux à long terme. Ce constat est souligné par le fait que de nombreux projets non-étatiques existent dans ce domaine.

De même au niveau culturel et social, il existe de nombreuses relations bilatérales qui vont bien au-delà des accords interétatiques. Depuis la réunification, l'Allemagne compte environ deux millions de personnes de souche allemande et environ deux millions et demi de citoyens d'origine russe venus des États de l'ancienne Union soviétique, ce qui renforce les liens. Près de cinq millions de Russes apprennent l'allemand. [58] Culturellement parlant, la République fédérale est présente dans 60 lieux en Russie où elle entretient des relations avec des instituts et des fondations, des bibliothèques ou encore elle détache des enseignants. De plus, il n'existe pas moins de 26 journaux et revues de langue allemande dont le siège est en Russie. [59] Qu'il s'agisse des échanges de scientifiques ou du nombre d'étudiants boursiers en Allemagne, la Russie arrive en première place. Tout ceci génère de nombreux échanges culturels et à différents niveaux dont l'objectif est de promouvoir le processus de transformation social en Russie dans les domaines les plus divers. [60]

Résultat intermédiaire : Comme il a été décrit ci-dessus, les relations germano-russes se caractérisent par leur intensité et une certaine ampleur. Aujourd'hui, elles tournent essentiellement autour de quatre axes : l'échange de vues intensif au niveau politique, les étroites relations économiques, le dialogue au niveau de la population civile et l'échange culturel. Derrière ces orientations se cachent des relations séculaires que l'on retrouve dans les étroits échanges économiques et culturels. De même leur passé commun, en partie sous les Empires, n'est pas sans laisser d'empreintes.

Pour l'Allemagne, la Russie arrive quand même en quatrième position parmi les partenaires commerciaux non membres de l'UE. Rares sont les pays avec lesquels les réciprocity sociales et culturelles sont aujourd'hui aussi nombreuses qu'avec

la Russie.

Mais pour la Russie, l'Allemagne en tant que troisième puissance économique du monde et le partenaire commercial le plus important est un acteur politique incontournable du point de vue économique. Pour la Russie, l'Allemagne se place au premier rang dans le domaine économique et ceci pour trois raisons : elle est son partenaire commercial le plus important, un des principaux investisseurs et son plus grand créancier.

Dans ce contexte, on peut donc parler sans conteste d'un « partenariat stratégique ». D'un point de vue géostratégique, chacun intervient toutefois à des niveaux différents. En effet la Russie, du fait de son étendue géographique sur le continent eurasiatique à l'intersection entre l'Europe et l'Asie, entretient un autre rapport avec la puissance mondiale actuelle que sont les États-Unis ainsi qu'avec la puissance mondiale probablement montante qu'est la Chine. L'Allemagne par contre ne peut que difficilement revendiquer sa pleine dimension politique mondiale sans l'UE. Toutefois cette situation prévaut aussi pour les autres grands États membres de l'UE, par exemple la France et la Grande-Bretagne.

1.2 L'Union européenne et la Russie

“Russia is now again one of the 10 largest economies in the world. Additionally, it is the EU's 3rd largest trading partner, and an essential energy supplier. This recovery makes Russia an economic - and political - actor in Europe that cannot be ignored.” [61]

Ce qui fait de la Russie, de facto, une puissance politique incontournable pour l'UE, ne tient pas à son seul poids économique, mais également à son importance géopolitique. Car la dynamique de développement de la Russie est porteuse d'un grand potentiel *avantages-nuisances* en ce qui concerne soit la structure internationale de sécurité, soit le processus de démocratisation dans la zone périphérique orientale de l'UE, soit la stabilisation socio-économique et l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale.

Ce potentiel est d'importance primordiale pour la sécurité et la stabilité de l'Europe dans son ensemble. [62]

Inversement, l'Union européenne est pour la Russie le partenaire le plus important sur le plan économique et en même temps un des plus importants sur le plan politique. En outre, les Russes considèrent depuis Pierre le Grand que leur pays est une partie de l'Europe. Pour le premier ministre Poutine, la Russie demeure indissociablement liée à l'Europe pour sa modernisation. [63] Cependant, quelle est la nature réelle des relations entre l'Union européenne et la Russie ? Cette question sera traitée plus bas en analysant les exigences

récioproques que formulent l'Union européenne et la Russie et en examinant la réalité politique.

1.2.1 Le cadre juridique et les champs d'actions principaux

L'*Accord de partenariat et de coopération (APC)* signé en 1997 constitue le cadre politique, économique et culturel dans lequel s'inscrivent les relations Europe-Russie. Les deux éléments essentiels de cet accord sont : les dispositions juridiques encadrant les activités commerciales entre l'UE et la Russie, le dialogue politique mené régulièrement à haut niveau politique. [64]

Aux termes de cet accord, le fondement de la coopération entre la Russie et l'UE sont les « liens historiques » et les « valeurs communes », parmi lesquelles figurent le respect de la liberté politique et économique, l'engagement pour la paix et la sécurité, la reconnaissance des principes démocratiques et de ceux fondant l'État de droit ainsi que la protection des droits de l'homme. [65] Cet accord a été considéré comme insuffisant par la Russie au prétexte qu'il ne se différenciait pas de ceux conclus entre l'Union européenne et d'autres pays comme par exemple les pays d'Amérique du Sud ou d'Afrique. D'autre part, il a été élaboré au cours d'une période où, sur le terrain de la politique extérieure, la Russie acceptait officiellement la prépondérance des valeurs propre à l'UE. [66]

D'autres jalons ont été posés pour développer les relations entre l'Europe et la Russie, avec pour l'Europe le document baptisé « *Stratégie commune de l'UE à l'égard de la Russie* » et, en réaction, le document russe « *Stratégie à moyen terme relative au développement des relations entre la Russie et l'Union européenne de 2000 à 2010* ». [67] En écho, paraissait en 2003 le projet des « *quatre espaces communs* » et en 2005 les « *feuilles de route* » conçues comme une version plus concrète. [68] Ces documents doctrinaux qui constituent le fondement des relations entre l'UE et la Russie avaient pour vocation de déterminer les domaines dans lesquels l'UE et la Russie avaient des intérêts communs et au sein desquels une coopération soit semblait possible, soit était considérée comme nécessaire par les deux parties. Ils étaient également un moyen pour les deux parties concernées de déterminer leur position respective, laquelle faisait nettement ressortir une divergence dans leur façon de concevoir leurs relations mutuelles. Alors que la stratégie communautaire consistait essentiellement à subordonner l'approfondissement de la coopération avec la Russie à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit dans ce pays, la « stratégie à moyen terme » de la Russie concernant l'UE ne soulignait que l'existence d'intérêts communs sans faire référence au canon de valeur partagée. Elle faisait clairement apparaître la nouvelle grille à travers laquelle la Russie réévaluait le processus de rapprochement entre elle et l'UE.

L'association ou l'adhésion à l'UE étaient exclues. L'Union européenne et la Fédération de Russie cherchent à transformer leurs rapports en « partenariat stratégique ». [69]

Aucune des parties n'a vraiment explicité le sens exact qu'avait cette formule pour chacune d'elles. Il ressort toutefois de l'analyse des documents officiels et des textes mêmes exposant les deux stratégies qu'elle recouvre des réalités différentes. Si on suit la définition proposée au début de notre texte, les problèmes commencent avec la question de l'égalité des droits. L'Union européenne et la Russie sont-elles des partenaires égaux ? Dans quels domaines le sont-elles et dans quels domaines ne le sont-elles pas ?

En janvier 2009, l'Union européenne comptait 500 millions d'habitants, [70] contre seulement 142 millions pour la Fédération de Russie, le plus grand pays du monde. [71] Cette disparité est encore accentuée par la différence de potentiel économique : celui de l'UE avec ses 27 pays membres est environ treize fois plus grand que celui de la Fédération de Russie. [72] Les chiffres du commerce extérieur de l'UE sont, au bas mot, de 12 fois supérieurs à ceux de la Russie et les échanges commerciaux des deux pays sont caractérisés par une importante asymétrie. [73]

Tandis que l'UE est pour la Russie de loin le partenaire commercial le plus important, la Russie, elle, arrive, dans les échanges commerciaux avec l'UE en troisième position derrière les États-Unis et la Chine. Plus de 50 pour cent (2007 : 56,6 %) des exportations russes sont destinés à l'Union européenne, tandis que le volume des exportations de l'UE vers la Russie ne représente que huit pour cent de la valeur globale du commerce extérieur de cette dernière. [74]

Encore faut-il préciser que le volume des échanges commerciaux entre l'UE et la Russie a enregistré une constante progression depuis l'an 2000, ce qui n'est pas exclusivement dû aux deux vagues d'élargissement de 2004 et 2007. Les relations économiques de l'UE avec la Russie révèlent une asymétrie identique à celles qui caractérisent les relations commerciales germano-russes. Alors qu'en 2007, 65 % du total des biens exportés par la Russie vers l'UE étaient des matières premières énergétiques, le volume des exportations européennes vers la Russie est considérablement plus équilibré. La Russie dont la structure d'exportation est très nettement dominée par les matières énergétiques et les matières premières fait face, avec l'UE, à un partenaire qui exporte des machines, des moyens de transport et des produits chimiques, donc principalement des biens d'investissement et de consommation. [75]

Ici également, les relations économiques entretenues dans le secteur de l'énergie ressemblent le plus à un partenariat stratégique. La Russie est le deuxième plus

grand exportateur de pétrole après l'Arabie Saoudite et le plus grand producteur de gaz du monde. L'UE importe actuellement de Russie environ 42 % de son gaz et 32 % de son pétrole. [76] Il est probable que la fin prévisible de la production pétrolière en Norvège et l'augmentation de la consommation de pétrole attendue d'ici 2025 entraîne une intensification de cette coopération et accroisse la dépendance mutuelle. Les livraisons de gaz naturel se verront de plus en plus canalisées vers la Chine et le Japon. Cet état de choses n'affectera pas l'Europe dans la mesure où seront, à cet effet, essentiellement exploités les gisements de Sibérie orientale et ceux de la partie extrême-orientale de la Russie, lesquels, de toute façon, ne rentrent pas en ligne de compte pour le marché européen en raison des distances trop grandes pour le transport. Même le pétrole qui doit être acheminé vers la Chine et la côte de l'Océan pacifique par de nouveaux oléoducs, proviendra principalement des champs pétrolifères de Sibérie orientale et de Sakhaline, pas des champs de pétrole de Sibérie occidentale qui, eux, sont importants pour l'Europe. Ainsi, une rivalité géopolitique pour le pétrole et le gaz russes entre l'Allemagne et, selon le cas, l'Europe d'une part, ou l'Asie et les États-Unis d'autre part n'est-elle pas à craindre. [77]

Les relations entre l'UE et la Russie sont donc caractérisées par un fort antagonisme. L'asymétrie manifeste en faveur de l'UE dans le domaine économique et commercial est contrebalancée par la prédominance géostratégique de la Russie. Cette prédominance n'est pas due à ses seules ressources énergétiques et aux oléoducs installés sur son sol, mais également à l'influence et au contrôle exercés par les groupes énergétiques nationaux sur les gisements de gaz et de pétrole dans la région du Caucase de même qu'à leur présence dans les projets d'infrastructure énergétique, notamment en Ukraine. [78]

Mais l'importance géostratégique de la Russie réside aussi dans sa puissance politique et militaire indiscutable. Celle-ci ne trouve pas son expression dans sa seule extension géographique, dans la taille et le degré d'instruction de sa population, dans son niveau élevé d'industrialisation et ses ressources naturelles. Elle se reflète également dans le vaste arsenal nucléaire et conventionnel dont elle dispose et dans le rôle qu'elle joue comme membre à part entière au Conseil de sécurité des Nations Unies, un rôle qui lui garantit un droit de veto. [79]

Si ce potentiel militaire n'est certainement pas un instrument politique dont la Russie peut se servir dans ses relations avec l'UE, il n'en reste pas moins qu'il a un effet psychologique sur les deux parties : les élites influentes russes voient dans ces instruments de puissance le moyen de faire valoir les prétentions de grande puissance de leur pays, à savoir traiter d'égal à égal avec les États-Unis et être un facteur d'ordre en Eurasie. [80]

L'Occident, pour sa part, considère ce point plutôt comme un risque, celui de la prolifération des armes nucléaires et de l'insécurité dans la zone périphérique. Ce que la partie russe voit manifestement comme une force positive placée à sa disposition, l'UE l'interprète plutôt avec ambivalence. Un constat qui est prouvé par les événements lors de la crise en Géorgie depuis 2008.

En définitive, les différentes asymétries remettent davantage en question la conception d'une relation envisagée sous l'angle de l'égalité des droits des acteurs qu'elles ne la confirment. Le terme *stratégique* utilisé pour désigner les relations n'est pas moins problématique. En effet, si le préambule de l'APC fait bien référence à des valeurs communes comme fondement des relations qu'entretiennent entre elles l'UE et la Russie, les différences normatives semblent, justement après un examen plus détaillé, ne pas être négligeables. [81]

En effet, intérêts, objectifs et attentes de chacun des acteurs sont très loin de coïncider pour former un grand ensemble commun. La politique russe de l'UE ressemble à un numéro de funambule que le balancier fait osciller entre intégration et exclusion. D'une part, les pays membres de l'UE considèrent que la Russie est trop grande et ne présente pas les qualités requises pour une éventuelle adhésion - ce qui d'ailleurs ne rentre pas non plus en ligne de compte pour la Russie aujourd'hui -, d'autre part, elle est un partenaire économique important. Aussi l'UE, par le biais de mesures d'intégration sans octroi du statut de membre, poursuit-elle l'objectif de familiariser la Russie avec les conceptions européennes de l'économie, du droit et de la société. En vertu de ses propres conceptions, l'UE subordonne le partenariat stratégique à la réalisation des exigences qu'elle veut voir satisfaites dans les domaines de l'harmonisation des standards techniques et du respect des règles fondamentales propres à une démocratie, à un État de droit et à une économie de marché. Cependant, en l'absence de la mesure incitative que constituerait la perspective d'adhésion, les moyens politiques dont dispose l'UE pour peser sur le comportement de la Russie sont plus que limités. [82]

En revanche, ce que la Russie attend d'un partenariat avec l'Europe est, d'une part un engagement occidental pour soutenir le processus de transformation de son économie et de son industrie, d'autre part, une plus grande participation dans les instances de décision internationales. [83] Toutefois, pour que la Russie puisse continuer à jouer le rôle puissant sur la scène internationale qui soit conforme à l'image qu'elle a d'elle-même, elle devra se soumettre à un processus de développement économique axé sur le long terme. Ceci serait la condition préalable pour obtenir tous les moyens financiers nécessaires.

L'intégration de la Russie dans une alliance européenne de sécurité élargie sur un

modèle d'une Politique européenne de sécurité et de défense renforcée par un lien étroit avec la Russie (*PESD plus*), pourrait, pour les Russes, déboucher sur une valorisation de leur propre position en tant que partenaire stratégique de l'Union européenne avec une incidence sur les États-Unis. [84] C'est notamment sur ces points que les dirigeants russes attendent de l'UE un soutien dans les domaines politiques et économiques, sans cependant devoir limiter leur marge de manœuvre. [85] Après la guerre de Géorgie en 2008 le constat qu'entre l'UE et la Russie « *Les valeurs, la culture stratégique et les pratiques relatives au recours à la force militaire sont différentes* » [86] n'a pas perdu de pertinence.

Alors que l'UE essaye d'abord de mettre en œuvre une politique d'intégration sur la base d'accords bilatéraux et d'harmonisation des législations, les Russes, eux, conçoivent le partenariat plutôt en se fondant sur des considérations géopolitiques sans adaptation réelle aux valeurs communes de l'UE.

1.2.2 Le constat de l'ambivalence : les conflits au sein de l'UE vis-à-vis de la Russie

Pour diverses raisons liées à l'histoire, l'économie et la sécurité, certains des nouveaux États membres de l'UE, en particulier la Pologne et les pays baltes, mais aussi des « anciens » États membres comme le Royaume-Uni et la Suède, s'opposent à des projets majeurs de coopération avec la Russie. Ces dernières années, le comportement de la Russie dans divers conflits bilatéraux n'a pas contribué à créer des liens de confiance, en particulier avec les membres de l'UE qui ont souffert de l'occupation russe (tels les pays baltes) ou qui émettent des réserves à cause des expériences historiques (exemples : la Pologne et la République tchèque). Le litige russo-polonais de novembre 2005, sur les restrictions russes aux importations de viande en provenance de Pologne et la crise russo-estonienne de l'automne 2007, provoquée par le déplacement d'un monument soviétique du centre de la capitale estonienne et sa réinstallation au cimetière militaire de Tallinn illustrent ces différentes tensions. [87]

En ce qui concerne la Pologne, qui se retrouve au premier rang des pays nourrissant de « vives tensions » [88] avec la Russie, le passif historique la liant à son grand voisin nuit aujourd'hui fortement aux relations bilatérales. La Pologne veut être remarquée comme puissance moyenne dans l'UE « jouant le rôle d'un centre régional de gravité politique, économique et culturel » [89] dans l'Europe de l'Est. Elle ne veut plus servir de « pays satellite » de la Russie. En même temps la plupart des Polonais ressentent une menace russe dans les domaines de la politique, de l'économie et de la sécurité. [90] Ce mélange d'effort politique et de sentiments transparaît dans la politique d'endiguement menée contre la Russie. On constate dans les trois domaines de la politique, de l'économie et de la

sécurité extérieure des mesures polonaises visant la Russie, qui concernent aussi la politique de l'UE envers la Russie : la Pologne freine l'évolution des relations politiques UE - Russie en bloquant depuis 2007 la rénovation de l'APC. [91]

Sous l'angle économique, les Polonais insistent, à l'instar des pays baltes, par exemple sur la construction du gazoduc « Amber » à la place du gazoduc « Nord Stream ». [92] Ces projets sont sources de conflits, notamment avec l'Allemagne. [93]

Enfin, sur le champ de la sécurité extérieure, la Pologne est très favorable à la mise en place d'un bouclier antimissile par les États-Unis en Pologne, officiellement orienté face à la menace iranienne. [94] Mais selon le premier ministre de la Pologne Donald Tusk, ce bouclier antimissile servirait globalement de mesure préventive à la défense européenne. Ces propos du chef du gouvernement polonais, soutenu par le gouvernement tchèque, visent clairement la Russie et montrent les fortes réticences. [95]

Parmi les pays membres de l'Ouest de l'UE qui émettent des réserves à l'égard de la Russie, l'Angleterre a de nombreux désaccords avec la Fédération de Russie, surtout dans le domaine énergétique. A ces tensions, « se greffent des incidents sans doute liés à l'activité des services spéciaux » [96]. Dans d'autres États membres, les préoccupations que suscite la montée de l'autoritarisme en Russie sont telles qu'elles relèguent au second plan les arguments en faveur d'un renforcement du partenariat stratégique, même dans des pays aussi russophiles que l'Allemagne. Illustrant ces difficultés, Andreas Schockenhoff, membre du Bundestag allemand et coordinateur de la coopération inter-sociétal germano-russe du gouvernement fédéral, note :

« Par cette politique, la Russie a perdu considérablement en crédibilité, en prévisibilité et en confiance, et elle s'est isolée sur le plan international. [...] De surcroît, les chances de voir le pluralisme et les principes de l'État de droit, l'innovation et la modernisation sociale se développer en Russie ont subi un sérieux revers. Le fossé s'est creusé entre les valeurs et la vision des choses de la Russie et de l'Europe. Cela est contreproductif pour la Russie, mais aussi pour l'Europe. » [97]

La Suède qui assurera la présidence de l'Union européenne au second semestre 2009 et à qui, à ce titre, incombe déjà un rôle particulier au sein de l'UE dans le cadre des travaux préparatoires, insiste sur le fait, qu'on ne peut pas éluder purement et simplement la question de la guerre d'août 2008, et qu'il faudra demander des comptes à la Russie. Elle exprime des réserves manifestes à l'encontre d'un pays qui intervient à sa périphérie, dans une zone d'intérêt géopolitique aussi pour l'UE, « en mettant en œuvre des moyens

disproportionnés ». [98]

Ceci montre bien que les États membres d'Europe centrale et d'Europe orientale, comme la Pologne, la République tchèque ou les pays baltes ne sont pas les seuls à se montrer circonspects à l'égard d'une politique d'hégémonie russe.

Cette analyse est confirmée par l'étude faite par le « Conseil européen des relations externes », qui met en relief la répartition des pays membres vis-à-vis des relations bilatérales avec la Russie :

- . les « Chevaux de Troie » dont la Russie peut se servir avec fiabilité et qui souvent défendent les intérêts russes dans l'UE plus ou moins ouvertement : Grèce et Chypre

- . les « partenaires stratégiques » qui ont des relations étroites avec la Russie, surtout basées sur les intérêts économiques : Allemagne, France, Espagne et Italie

- . les « partenaires pragmatiques » pour lesquels les relations bilatérales économiques avec la Russie jouent un rôle très important : Autriche, Belgique, Bulgarie, Finlande, Hongrie, Malte, Luxembourg, Portugal, Slovaquie et Slovénie

- . les « partenaires sceptiques » qui montrent des réserves importantes envers la Russie : République Tchèque, Danemark, Estonie, Irlande, Lettonie, Pays-Bas, Suède, Roumanie et Royaume-Uni

- . les « nouveaux guerriers froids » qui ont des relations plutôt hostiles avec la Russie : Pologne et Lituanie. [99]

Concernant les questions ouvertes dans les relations de l'UE vis-à-vis de la Russie, il existe **cinq catégories** de problèmes différents :

- . l'évolution des relations énergétiques

- . la transformation de l'économie et l'évolution des structures démocratiques en Russie

- . l'évolution de *la politique européenne de voisinage (PEV)* dans la zone périphérique entre l'UE et la Russie et au Caucase

- . l'intégration de la Russie dans des organisations internationales

- . les questions de sécurité commune et de défense.

Ces catégories de problèmes contiennent à la fois une dimension extérieure et une dimension intérieure. La dimension extérieure englobe toutes les questions qui sont à traiter avec la Russie. La dimension intérieure comprend tous les problèmes et conflits impliquant des pays membres de l'UE *et qui proviennent de*

leurs relations bilatérales avec la Russie. En ce qui concerne la dimension « externe », trois questions se retrouvent au premier plan : l'importance des valeurs européennes dans les relations avec un système politique russe à tendance autocratique, l'implication de la Russie dans des mesures de sécurité et de défense européenne et l'intégration de la Russie dans les structures des organisations internationales comme le G8. D'autre part la dimension « interne » englobe surtout les conflits au sein de l'UE concernant le gazoduc « Nord Stream », la dépendance énergétique croissante de l'UE, l'organisation du marché énergétique de l'UE et son ouverture à des entreprises russes et enfin l'importance des liens transatlantiques.

Résultat intermédiaire : La partie précédente a montré l'ambivalence dans les relations de l'UE avec la Russie à cause des relations bilatérales tendues de certains États membres avec la Russie. Globalement les relations UE-Russie dépendent fortement des relations bilatérales respectives des États membres de l'UE en raison du système décisionnel au sein de l'UE. Ces relations bilatérales présentent un spectre entre bienveillance et refus envers la Russie. C'est la raison pour laquelle la Russie préfère orienter sa politique vis-à-vis de l'UE plutôt que vers des relations bilatérales avec des pays ouverts aux intérêts russes. Pour le Kremlin, il s'agit en fait de spécialiser chaque relation bilatérale. On constate une hiérarchie des relations, dans laquelle les relations bilatérales se retrouvent au premier rang.

Comme l'ont montré les efforts de la Russie lors de l'élaboration des « feuilles de route » pour la réalisation des « quatre espaces », le partenariat stratégique englobe, du point de vue russe, essentiellement la coopération économique et technique et ne comprend pas vraiment le partage de valeurs communes de l'UE sur la démocratie et l'État de droit.

Les tendances néo-impérialistes de la Russie, la proclamation d'une certaine particularité russe comme « voie spécifique entre Europe et Asie » [100] et l'évolution de la « démocratie souveraine » de Vladimir Poutine renforcent les sentiments de méfiance dans certains pays, qui se livrent à des tentatives d'endiguement de la Russie, du type « guerre froide ». [101]

Toutefois le manque de cohésion de l'UE vis-à-vis de la Russie facilite l'approche bilatérale de la Russie d'une façon « divide et impera » basée surtout sur les intérêts économiques différents des pays membres de l'UE.

2. DEUXIEME PARTIE : VERS UNE OSTPOLITIK EUROPEENNE ?

2.1 Les visages de la nouvelle Ostpolitik allemande

[102]

« *La priorité de l'Ostpolitik de l'Europe et de l'Allemagne est la Russie. (...) Cela ne veut pas dire que nous nous voulions nous cacher derrière l'Europe. Mais cela veut dire que nous nous engageons clairement à exclure tout cavalier seul (Sonderweg) allemand dans nos relations avec la Russie.* » Gerhard Schröder, chancelier allemand (2001) [103]

Dans l'histoire, il n'existe presque pas d'exemple de politique allemande couronnée de succès qui n'ait réussi à s'accommoder avec la Russie ou l'Union soviétique.

L'objectif de la politique allemande concernant la Russie depuis l'écroulement de l'Union soviétique a été l'intégration de la Fédération de Russie dans les structures européennes et dans les structures économiques mondiales pour des raisons de sécurité et de stabilité. Pour cela, l'Allemagne a été co-initiatrice de la stratégie commune de l'UE vis-à-vis de la Russie et du concept européen des « quatre espaces ». L'Allemagne a été le premier État membre de l'UE à faciliter l'obtention de visas, depuis janvier 2004, pour la circulation entre l'Allemagne et la Russie. [104]

Dans le domaine de la politique de sécurité, l'Allemagne veut faire progresser la coopération entre l'OTAN et la Russie. [105] C'est la raison pour laquelle elle a activement soutenu dès sa création en 2002 la montée en puissance du conseil OTAN-Russie (COR). [106]

Pendant la présidence allemande de l'UE au premier semestre 2007, le dossier « Russie » comptait parmi les plus importants des projets du gouvernement fédéral. Il proposait la mise en place d'une *nouvelle Ostpolitik* au sein de l'UE.

Déjà à partir du deuxième semestre 2006, en amont de la présidence allemande du conseil de l'UE, le Ministère des Affaires étrangères publiait les grandes idées qui sous-tendaient le dossier « Russie ». Une nouvelle *Ostpolitik* avec trois priorités y était définie : une *politique européenne de voisinage (PEV) plus* un réajustement des relations de l'UE vis-à-vis de la Russie, basée sur la renégociation prévue de l'APC ainsi qu'une stratégie pour l'Asie centrale. [107]

L'Allemagne n'a pas atteint tous ces buts. Le plan de renouvellement de l'APC n'a pas été réalisé suite au différend bilatéral entre la Russie et la Pologne à propos des restrictions imposées par la Russie sur les importations de viande polonaise.

Mais fidèle à sa ligne politique vis-à-vis de la Russie, l'Allemagne a joué le rôle de médiateur dans le conflit russo-estonien de mai 2007 ; cette action a montré une réelle capacité d'influence dans un cas concret. [108] Par ailleurs, l'Allemagne a joué un rôle important aussi au cours du conflit dans le Caucase en 2008. Déjà au

printemps 2008, l'Allemagne a pris l'initiative d'essayer d'apaiser le conflit en Géorgie. Au cours des négociations de la présidence française de l'UE pendant et après la guerre d'août 2008, l'Allemagne a largement contribué à la définition d'une position commune au sein de l'UE, la plus cohérente possible et d'un accord amenant les Russes à cesser les hostilités. [109]

En ce qui concerne l'*Ostpolitik* actuelle, il existe d'une manière très schématique, pour le gouvernement fédéral allemand, deux « tendances politiques majeures ». Ces deux tendances sont représentées, d'un côté par la chancelière Angela Merkel (Christlich Demokratische Union, CDU), et de l'autre par le ministre fédéral des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD).

Il est vrai que la chancelière allemande attache une importance particulière aux relations germano-russes, mais, contrairement à son prédécesseur Gerhard Schröder, elle poursuit une approche plus équilibrée concernant la Russie : d'un côté elle entretient de bonnes relations personnelles avec le président Medvedev et le premier ministre Poutine, de l'autre elle veut prendre en compte les intérêts et les souhaits des pays d'Europe centrale et orientale. En revanche, le ministre fédéral des Affaires étrangères, ancien membre du gouvernement Schröder, poursuit une approche plus orientée vers la Russie. Il pratique dans l'ensemble une politique intense et sérieuse envers la Russie, en particulier en ce qui concerne les intérêts communs dans les domaines de l'énergie et de la sécurité. En conséquence, une priorité stratégique de *la nouvelle Ostpolitik* poursuivie par Steinmeier est le principe de « *Wandel durch Verflechtung* » - qui traduit la recherche d'un changement politique et social par le renforcement d'un partenariat énergétique et sécuritaire fiable. [110] Cette politique s'accompagne nécessairement de mesures dans le domaine de la politique de développement de la société et de la culture. Cet encadrement civil de la politique se perçoit par exemple dans les liens étroits qu'entretiennent les experts russes et allemands dans le cadre du *Dialogue de Saint-Pétersbourg*.

Le fondement de *la nouvelle Ostpolitik* allemande est premièrement basé sur l'évolution des relations stratégiques avec la Russie. Ces relations germano-russes s'appuient sur le partenariat transatlantique existant. Elles s'intègrent dans le cadre de la politique extérieure européenne, qu'elles cherchent à dynamiser. Deuxièmement *la nouvelle Ostpolitik* vise le renforcement de la stabilité dans la zone périphérique entre l'UE la Russie, et troisièmement la promotion des intérêts économiques et énergétiques allemandes dans cette zone. [111]

Les divergences politiques se retrouvent autour de la question des liens

transatlantiques et de l'intégration de la Russie. Il s'agit du positionnement de l'Allemagne vis-à-vis des Etats-Unis et de la Russie en fonction du poids plus ou moins grand accordé aux valeurs de démocratie et d'Etat de droit.

Il s'agit donc de décider d'une politique à long terme qui se concentre soit sur la réalisation des valeurs politiques de l'UE en Russie, soit sur la réalisation de projets et d'intérêts communs avec la Russie, en acceptant une certaine particularité de l'Etat russe. Dans le premier cas, l'Allemagne se retrouverait, à cause des idéaux et des valeurs, plus proche des Etats-Unis. Cette position politique pourrait être étiquetée « *Atlantiker/atlantiste* ». Dans le second cas, les valeurs politiques ne seraient pas exclues des réflexions, mais elles ne joueraient qu'un rôle secondaire. L'Allemagne se retrouverait du fait du poids des décisions politiques pragmatiques (les intérêts d'économie, d'énergie, de sécurité et de stabilité) dans une position plus équilibrée entre la Russie et les Etats-Unis. Cette approche pourrait être étiquetée « *Pragmatiker/pragmatique* ».

Ces deux positions antagonistes n'empêchent pas que globalement la position allemande vis-à-vis de la Russie et de la périphérie orientale de l'UE reste claire : il s'agit d'une politique qui vise à faire avancer les relations stratégiques avec la Russie et de reconnaître son statut de pôle de puissance et de stabilité majeur dans cette région. On a montré que le gouvernement allemand estime la stabilité sociale et la prospérité économique de la Fédération de Russie primordiales pour la stabilité et sécurité de toute l'Europe (c'est à dire l'UE et sa périphérie orientale).

C'est la raison pour laquelle *l'Ostpolitik* allemande devra se concentrer nécessairement sur deux champs d'action majeurs : premièrement *la transformation de l'économie, de la société et de la politique russes* pour faciliter l'intégration de la Russie dans des structures politiques européennes ou au moins pour renforcer l'interdépendance des structures de l'UE avec la Russie ; deuxièmement *l'évolution de la PESD* qui doit chercher l'intégration de la Russie dans les structures de la PESD elle-même en développant des formats de participation russe ou au moins dans le processus décisionnel de l'OTAN (en utilisant le COR).

2.2 La marge de manœuvre et les champs d'action de l'Ostpolitik allemande dans l'UE

« *La politique extérieure commune de l'UE est aussi forte que les pays membres le permettent.* » [112]

C'est la conséquence de l'organisation intergouvernementale actuelle de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE selon les traités de

Maastricht (1992) et selon ses modifications ultérieures d'Amsterdam (1999) et de Nice (2003). Dans le cas de la PESC, ce sont les gouvernements des pays membres qui dirigent la politique étrangère commune dans le Conseil de l'UE sur la base du consensus. C'est-à-dire que le conseil de l'UE définit la PESC de l'UE suivant les lignes directrices arrêtées par le Conseil européen en se prononçant à l'unanimité. En d'autres termes, chaque pays membre y dispose d'un droit de veto et peut bloquer toutes décisions communes. [113]

C'est exactement ce règlement qui permet à la Pologne de bloquer depuis fin 2007 le renouvellement de l'APC. Cet exemple montre que ce règlement exige un effort diplomatique au sein de l'UE pour convaincre les partenaires et trouver des positions susceptibles de convenir aux pays membres *avant* les prises de décisions politiques par le conseil de l'UE.

Certes, le poids des voix des membres les plus puissants en termes économiques ou démographiques comme l'Allemagne, la France ou l'Italie reste prépondérant, mais il est cependant nécessaire pour ces Etats de rechercher aussi un consensus au sein de l'UE. [114]

La solidité des relations bilatérales germano-russes constitue à la fois un avantage et un inconvénient. Du point de vue allemand, les relations particulières avec la Russie facilitent la définition d'intérêts communs et le rôle de médiateur que peut jouer l'Allemagne. Du point de vue de certains membres au contraire, l'Allemagne peut être facilement soupçonnée d'être politiquement plus favorable à la Russie qu'à certains de ses partenaires de l'UE.

En Pologne particulièrement l'entente germano-russe entre août 1939 et juin 1941 sur la base du pacte de non agression est encore aujourd'hui source d'une méfiance profonde. [115] Cette accusation est toutefois démentie par les initiatives prises par l'Allemagne au profit de l'Estonie pendant sa présidence de l'UE, ou encore par « sa volonté de créer un consensus européen » [116] lors du sommet de Samara entre la Russie, la Pologne, la République tchèque et les pays baltes en mai 2007. De plus, l'Allemagne a réussi, à tort ou à raison, à faire passer sa mission de présidence européenne et les intérêts de certains pays d'Europe centrale et des pays baltes avant ses intérêts bilatéraux germano-russes. [117] Cela montre que la marge de manœuvre allemande en ce qui concerne son influence sur les relations de l'UE avec la Russie est fortement liée à un consensus à l'intérieur de l'UE. Mais cela montre également qu'à la longue une politique de « provocation et d'envie de revanche des pays de l'Est européen et de la Baltique » [118] serait contre-productive pour l'évolution des relations UE - Russie. C'est pourquoi l'Allemagne serait bien avisée d'accompagner sa politique bilatérale germano-russe et ses efforts au profit des relations UE-Russie par des

efforts bilatéraux pour convaincre les pays les plus critiques envers la Russie de dépasser leurs intérêts nationaux à court terme. En ce qui concerne par exemple l'amélioration des relations germano-polonaises qui influencent soit la politique de l'Allemagne au sein de l'UE soit indirectement les relations de l'UE vis-à-vis de la Russie, l'Allemagne est en train de consolider et de développer depuis la réunification de l'Allemagne en 1990 ces relations bilatérales sur les champs d'actions politique, social et culturel. [119]

En même temps, il semble nécessaire d'utiliser le fait d'être en bons termes avec la Russie pour critiquer la politique russe chaque fois que nécessaire, par exemple dans le domaine des droits de l'homme ou de l'Etat de droit.

Ce cadre politique qu'on a développé jusqu'ici représente la marge de manœuvre du gouvernement fédéral allemand pour faire évoluer *une Ostpolitik européenne*.

L'Allemagne a défini des objectifs possibles pour faire évoluer les relations avec la Fédération de Russie au niveau bilatéral et multilatéral. La politique extérieure actuelle de l'Allemagne est marquée par trois grandes lignes : elle est basée sur les valeurs fondatrices de démocratie et de liberté, elle vise la paix et la stabilité en Europe et repose sur la reconnaissance d'un changement des centres de gravité géopolitiques résultant de la mondialisation de l'espace politique. [120]

Concernant *l'Ostpolitik*, la conséquence de cette orientation est la volonté de mettre en place dans l'UE une politique commune et cohérente vis-à-vis de la Russie et des voisins de l'Est, au profit de la stabilité et de la prospérité européennes. Concernant la Russie, cet objectif est particulièrement fondé sur une interdépendance politique étroite comme préalable au développement politique de la Russie et au rapprochement des systèmes politiques russes et de l'UE. Dans le même temps, la coopération internationale de l'UE devrait s'intensifier pour permettre à l'UE de s'imposer face à des centres de puissance émergents comme la Chine ou l'Inde, en renforçant et conservant son importance économique et politique.

Fidèle à cette ligne politique, l'Allemagne a soutenu la *PEV* depuis sa mise en œuvre en 2004. Ce concept politique de l'UE a englobé à la fois les pays de la région méditerranéenne et les pays de la périphérie orientale de l'UE. Le problème de ce concept a été le fait que les circonstances politiques, l'évolution économique et les implications géopolitiques dans ces deux régions sont fondamentalement différentes. D'un point de vue allemand, il était donc nécessaire de revoir ce concept pour prendre en compte ces différences. Pour cette raison, l'Allemagne a proposé *la PEV plus* pendant sa présidence de l'UE. Le but de ce concept a été de mettre en place une politique adaptée à la situation spécifique des différents pays. Contrairement à la commission de l'UE, les

pouvoirs politiques allemands ont voulu séparer la région méditerranéenne de la zone périphérique orientale de l'UE. Entre autres, cette proposition allemande a incité la commission européenne à présenter le 4 décembre 2006 un projet de renforcement de la PEV. [121] Cette initiative d'origine allemande a conduit à la création du *partenariat oriental* de l'UE en décembre 2008. Ce partenariat signifie la « dimension orientale spécifique relevant de la politique européenne de voisinage (PEV) ». Il est orienté vers les pays d'Europe orientale et du Caucase sud concernés par la politique européenne de voisinage : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. Le but essentiel vise l'évolution des relations entre l'UE et chacun de ces pays. L'UE veut soutenir l'évolution sociale et économique dans ces pays, dans un cadre bilatéral ou multilatéral. [122] Avec ce partenariat, l'UE renforce ses ambitions dans cette région, mais elle montre clairement l'importance supérieure des *relations stratégiques* avec la Russie. Car les relations UE-Russie ne se retrouvent plus *intégrées* à la PEV, mais le *partenariat oriental* et les *relations stratégiques* UE-Russie définissent bien deux niveaux d'ambitions politiques clairement distingués pour l'Europe de l'Est.

Le partenariat oriental et les relations stratégiques avec la Russie au niveau bilatéral et au niveau communautaire constituent le cadre de l'*Ostpolitik allemande*. En ce qui concerne les relations avec la Russie, au niveau de l'UE comme au niveau bilatéral, les « quatre espaces » avec leurs différentes catégories politiques forment le fondement de la structure de la coopération.

Le ministère des Affaires étrangères allemand a défini cinq grands champs d'action permettant le développement d'une *Ostpolitik européenne* sur la base des relations de l'Allemagne et de l'UE avec la Russie et vis-à-vis des voisins de l'Est, ces définitions publiques ont été rendus lors d'un discours du ministre des Affaires étrangères en mars 2008. [123] Tous ces champs d'action rentrent parfaitement dans le cadre des domaines politiques dessiné par les *quatre espaces communs*. Les objets et les buts des champs d'action actuels de l'*Ostpolitik allemande* sont développés ci-dessous sous l'angle des domaines politiques des quatre espaces :

1. *Domaine de l'Économie*

Soutenir la transformation et la modernisation de l'économie russe et du secteur énergétique : le but est de renforcer l'interdépendance économique et de faciliter l'échange des biens avec la Russie. L'Allemagne soutient premièrement la création d'une zone de libre-échange entre l'UE et la Russie et deuxièmement l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Parallèlement, l'Allemagne soutient tous les efforts visant à exiger de la Russie

l'application des principes essentiels de la Charte de l'énergie. L'Allemagne défend le principe d'un libre accès à l'infrastructure énergétique russe comme condition de l'accès des acteurs russes au marché énergétique dans l'UE. Finalement, elle coopère dans des projets d'investissement et de transfert de savoir-faire pour « combler l'énorme retard russe dans l'efficacité énergétique ». [124]

2. Domaine de la Sécurité intérieure

Transformation et modernisation de la société russe sous l'angle de valeurs communes mais avec des buts réels : il faut renforcer l'intégration et l'interdépendance des systèmes politiques de l'UE et de la Russie sur tous les niveaux sociaux. C'est la raison pour laquelle le renouvellement de l'APC comme cadre juridique adapté aux intérêts actuels est nécessaire. En plus, l'Allemagne entretient une coopération visant à la modernisation de l'infrastructure, de l'éducation, des systèmes de finance, d'administration et de santé.

3. domaine de la Sécurité extérieure

Evolution du système de sécurité et de défense européenne au sens large en faisant participer les Etats-Unis et la Fédération de Russie : pour cela l'Allemagne veut d'un côté intensifier le dialogue au COR et de l'autre soutenir l'idée d'une « PESD plus », intégrant une coopération UE - Russie autour des questions de sécurité et de défense. [125] Parallèlement, l'Allemagne soutient l'adaptation du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) au regard de la situation sécuritaire actuelle comme pilier de la sécurité et de la stabilité en Europe. [126]

Coopération régionale : il faut négocier avec la Russie dans la zone périphérique orientale de l'UE et au Caucase. Le partenariat oriental, déjà mentionné, fournit le cadre principal. Il s'agit de sauvegarder la stabilité et la paix dans ces régions. De plus, la présence et la coopération dans les pays du Caucase permet d'assurer la diversification des ressources énergétiques. Mais cette présence de l'UE ne doit pas être une concurrence géopolitique pour la Russie. Aussi les « conflits gelés » [127] sans solution dans l'espace postsoviétique jouent leur rôle critique. Il serait donc utile d'élaborer de nouveaux mécanismes de coopération communs avec la Russie notamment sous l'angle de la PESD. L'idéal serait un maintien multilatéral de la paix et des mesures de confiance dans le Caucase du Sud en partenariat avec la Russie.

Eviter de nouvelles frontières : en ce qui concerne l'Ukraine et la Géorgie, l'Allemagne est favorable au gel du processus d'extension de l'OTAN vers l'Est. Il est clair que les expériences d'août 2008 n'ont pas facilité la situation pour les deux candidats potentiels à l'adhésion. Car cette guerre a aussi rendu explicite le danger que représentent des actions politiques unilatérales. Les pouvoirs

politiques allemands doutent qu'un rapprochement plus étroit des deux pays concernés constitue une avancée pour la sécurité de l'Europe entière. Derrière cette idée se cache certainement le constat regrettable mais réaliste que de bonnes relations avec la Russie sont aujourd'hui plus importantes et politiquement plus efficaces qu'un rapprochement trop rapide de l'Ukraine ou de la Géorgie. On veut éviter qu'entre l'UE et la Russie se manifestent de nouvelles frontières.

La position de *l'Ostpolitik allemande* dans l'ensemble des mesures de l'UE vis-à-vis la Fédération de Russie peut être résumée comme suit :

« La politique européenne vis-à-vis de la Russie est d'autant plus fructueuse qu'elle mise sur la cohésion et sur un partenariat étroit et solidaire - au sein de l'UE ainsi qu'avec les États-Unis. L'Allemagne tout particulièrement est appelée à faire office d'intermédiaire dans la recherche d'un consensus au sein de l'UE et avec les États-Unis. En ce sens, les relations germano-russes doivent jouer un rôle-clé, mais cependant jamais un rôle à part. Notre coopération bilatérale doit s'insérer dans la politique russe de l'Europe. » [128]

CONCLUSION

L'Allemagne entretient des relations étroites avec la Russie qui peuvent être qualifiées de « stratégiques ». Si les relations personnelles des chefs d'États sont très proches, elles peuvent être qualifiées de « spéciales », comme c'était le cas entre le chancelier Gerhard Schroeder et le président Vladimir Poutine. De toute façon, l'Allemagne bénéficie d'une grande confiance de la part de la Russie et la Russie trouve (encore) une certaine forme de compréhension auprès des élites politiques allemandes, malgré une méfiance croissante liée au système politique dirigeant à *la Poutine*.

Ces relations étroites germano-russes constituent une bonne base de départ pour réaliser des projets communs, à la fois dans un cadre bilatéral et dans un cadre européen. L'Allemagne pourrait jouer le rôle de médiateur entre l'UE et la Russie, mais aussi entre les États-Unis et la Russie. L'Allemagne a en effet des liens transatlantiques traditionnellement forts.

Du fait de la forte orientation de sa politique étrangère vers les intérêts de l'UE, l'Allemagne essaie d'intégrer les mesures bilatérales concernant la Russie dans le cadre de la politique de l'UE. D'un côté l'Allemagne intensifie les relations germano-russes pour renforcer l'interdépendance, de l'autre, elle contribue à établir une politique commune et cohérente de l'UE à l'égard de la Russie.

En conclusion, l'Allemagne pourrait jouer un rôle moteur dans l'évolution d'une *Ostpolitik européenne*, comme elle l'a fait avec les initiatives pour la création de

l'APC et des « quatre espaces » ainsi que pour le développement du *partenariat oriental*.

La condition indispensable au succès de cette manœuvre est la volonté des États membres à créer une politique commune. Mais certains États membres n'ayant pas encore réussi à surmonter leurs différends avec la Russie, cette approche reste très limitée. Les approches bilatérales de la Russie restent encore dominantes.

Du point de vue de la Russie, il ne s'agit cependant plus d'une politique style « Rapallo » (alliance avec l'Allemagne en confrontation avec les pays ouest-européens), l'Allemagne étant complètement intégrée dans l'UE. Puisque l'Allemagne joue un rôle majeur au sein du système politique de l'UE, elle pourrait être utilisée comme point d'entrée pour les idées et les souhaits politiques russes.

Manuscrit clos en mars 2009.

Copyright 2010-Korzetz/Diploweb.com

Notes

[1] Cf. BASTIAN K. et GÖTZ R., *Deutsch-russische Beziehungen im europäischen Kontext : Zwischen Interessenallianz und strategischer Partnerschaft*, SWP Diskussionspapier FG 5, Berlin 2005, p. 2.

[2] Vladimir Poutine dans son discours comme président russe devant le Bundestag allemand le 25 septembre 2001. Il expliquait en outre : « C'est important d'interpréter correctement cette histoire. Comme un bon voisin occidental l'Allemagne incarnait pour les Russes souvent l'Europe, la culture européenne, la faculté de penser technique et le savoir-faire commercial. Ce n'est pas par hasard si tous les Européens étaient appelés autrefois en Russie l'Allemand, la colonie européenne à Moscou, par exemple, la banlieue allemande ».

[3] « La communauté allemande de Russie constitua ainsi un relais puissant de l'influence économique et politique de l'Allemagne à l'Est. », CHAUPRADE A., *Géopolitique : Constantes et changements dans l'histoire*, 3e édition, Paris, Editions Ellipses, 2007, p. 909.

[4] Cf. KLÖTZEL L., *Die Rußlanddeutschen zwischen Autonomie und Auswanderung : die Geschicke einer nationalen Minderheit vor dem Hintergrund des wechselhaften deutsch-sowjetischen/russischen Verhältnisses*, Münster 1999, p. 31.

[5] Cf. KLÖTZEL L., *op. cit.*, pp. 27 ss. Voir annexe 2.

- [6] Cf. STENT A., « Russland », p. 436 – 454 in SCHMIDT S. et al. (dir.), Handbuch zur deutschen Außenpolitik, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2007, en l'oc. p. 437 et annexe 1.
- [7] CHAUPRADE A., op. cit., p. 910.
- [8] KRIEGER V. et al., Deutsche aus Russland gestern und heute, 7e édition, Stuttgart, Landsmannschaft der Deutschen aus Russland e.V., 2006, pp. 8 et 9.
- [9] Entre autres, les familles Poutine et Schroeder, liées d'amitié, fêtèrent en 2001 la fête de Noël à Moscou. Cf. STENT A., op. cit., en l'oc. p. 447.
- [10] MÜLLER H. M., Schlaglichter der deutschen Geschichte, Mannheim, Bibliographisches Institut F. A. Brockhaus, 1996, p. 196.
- [11] L'auteur cite la guerre germano-danoise de 1864, la guerre germano-autrichienne de 1866 et la guerre franco-allemande de 1870/71.
- [12] Cf. HILDEBRAND K., Das vergangene Reich : Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis Hitler 1871 – 1945, 2e édition, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1996, pp. 54 et 55, et pp. 100 ss.
- [13] Cf. THÖRNER K., Das deutsche Spiel mit Rußland von der Reichsgründung bis in die Gegenwart, <http://www.diploweb.com/p5thorner1.htm>.
- [14] Cf. LINKE H.-G., Das zaristische Rußland und der Erste Weltkrieg : Diplomatie und Kriegsziele 1914-1917, München, W. Fink Verlag, 1982, pp. 40 et 41.
- [15] Propos du chancelier du Reich Theobald von Bethmann-Hollweg dans son « Programme de septembre » de 1914, cité d'après CARTARIUS U. (dir.), Deutschland im Ersten Weltkrieg : Texte und Dokumente 1914 – 1918, München, Deutscher Taschenbuch Verlag, 1982, document n° 126, p. 181.
- [16] Outre l'Empire allemand, cette alliance devait comprendre aussi la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, l'Autriche-Hongrie et la Pologne, éventuellement aussi l'Italie et la Suède ainsi que la Norvège. Cf. NEITZEL S., Weltkrieg und Revolution 1914 – 1918/19, Berlin-Brandenburg, bebraverlag, 2008, p. 85.
- [17] Cf. HILDEBRAND K., op. cit., pp. 321 ss.
- [18] HILDEBRAND K., op. cit., p. 424.
- [19] Cf. NIEDHART G., « Ultimatens, Konferenzen, Sanktionen : Deutschland und die Siegermächte », pp. 285 – 322 in STAMMEN Theo (dir.), Die Weimarer Republik : Das schwere Erbe, Band 1, 1918 – 1923, 2e édition, München, Bayerische Landeszentrale für politische Bildungsarbeit, 1992, en l'oc. pp. 298 ss.
- [20] Cf. THÖRNER K., op. cit., p. 5.

[21] Calculs effectués par l'auteur du présent mémoire. Cf. BROCKHAUS F.A., Der Volks-Brockhaus : Deutsches Sach- und Sprachwörterbuch für Schule und Haus, 2e édition corrigée, Leipzig, F. A. Brockhaus, 1933, rubrique « Außenhandel nach Verkehrsländern 1932 (Commerce Extérieur par pays 1932) », p. 135.

[22] NIEDHART G., op. cit., p. 300.

[23] Cf. HILDEBRAND K., op. cit., pp. 520 ss. et pp. 563 ss.

[24] Cf. les objectifs de guerre : MILITÄRGESCHICHTLICHES FORSCHUNGSAussAMT (dir.), Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg : Kriegsverwaltung, Wirtschaft und personelle Ressourcen 1942 - 1944/45, t. 5/2, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1999.

[25] La République fédérale d'Allemagne dans ses frontières existantes depuis 1990 perdit, comparé au Reich allemand dans ses frontières de 1937 incontestées par le droit international, un quart du territoire allemand (357.104 km² contre 470.628 km²), source concernant la R.F.A. : Services statistiques de l'État fédéral et des Länder, <http://www.statistik-portal.de/Stat...> ; Source concernant le Reich : L'encyclopédie Brockhaus : en 24 volumes, 19ème édition révisée, Mannheim 1988, 5ème volume, p. 412.

[26] Cf. THÖRNER K., op. cit., p. 8.

[27] Cf. LUNDBERG D., « Russland : Deutsche, wir beneiden Euch », Deutschland & Europa, no 40, juillet 2000, pp. 12 ss.

[28] Cf. MÜLLER H. M., op. cit., p. 451 et pp. 453 ss.

[29] Cf. STENT A., op. cit., pp. 440 et 441.

[30] Cf. THÖRNER K., op.cit., p. 10.

[31] Cf. RAHR A. : Ist Putin der „Deutsche“ im Kreml ? <http://www.weltpolitik.net/print/13...>

[32] Les principaux accords bilatéraux concernent presque tous les domaines de la coopération politique, économique et sociale : L'accord de bon voisinage, de partenariat et de coopération signé en 1990 en fut le point de départ. Il fut suivi de l'accord de coopération dans le domaine du travail et du social (1990), de l'accord sur la protection de l'environnement (1992), de l'accord sur l'aide mutuelle en cas de catastrophes (1992), de l'accord de coopération relatif au trafic international routier et aérien (1993), de l'accord relatif à la création d'une commission commune sur l'étude de l'histoire récente (1997), de l'accord sur des mesures visant à faciliter le trafic voyageurs (2003) ainsi que d'un accord sur la coopération en faveur de la jeunesse (2004).

[33] Le Dialogue de Saint-Pétersbourg a été créé en 2001 en tant que forum de

discussion ouvert. Il est parrainé par la chancelière fédérale en exercice et le président russe en exercice. Les rencontres ont lieu une fois par an à tour de rôle en Allemagne et en Russie. Le Dialogue a vocation à stimuler les relations germano-russes. Il est soutenu par des fondations politiques et privées, par des entreprises économiques allemandes et russes ainsi que par le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Fédération de Russie.

[34] FEDERAL MINISTRY OF EDUCATION AND RESEARCH, Joint Declaration on a Strategic Partnership in Education, Research and Innovation, avril 2005, <http://www.bmbf.de/en/2513.php>.

[35] Cf. GÖTZ R., « Deutschland und Russland - „strategische Partner“ ? », Aus Politik und Zeitgeschichte, n° 11, mars 2006, pp. 14 - 23, en l'oc. p. 22.

[36] Cf. STENT A., op. cit., p. 450.

[37] Cf. La Fédération de Russie - Relations avec l'Allemagne, <http://www.auswaertiges-amt.de/dipl...>

[38] Cf. ADOMEIT H., « La politique russe de l'Allemagne : la fin de la lune de miel ? », Russie.Cei.Visions, No 6(b), septembre 2005, pp. 9 et 10 ; KRIEGER V. et al., op. cit., pp. 30 ss.

[39] Cf. La Fédération de la Russie - Relations avec l'Allemagne, <http://www.auswaertiges-amt.de/dipl...>

[40] Cf. La Russie vue par les Allemands - L'Allemagne vue par les Russes, résultats d'enquêtes représentatives au sein des populations allemandes et russes, conférence de presse du « Dialogue de Saint-Pétersbourg », en coopération avec le forum germano-russe et l'Institut de la démoscopie Allensbach, Berlin, septembre 2008, <http://www.petersburger-dialog.de/p...> .

[41] Cf. pour l'Allemagne : STATISTISCHE ÄMTER DES BUNDES UND DER LÄNDER, <http://www.statistikportal.de/Stati...> (situation : juin 2008) ; Pour la Russie : FEDERAL STATE STATISTICS SERVICE RUSSIA, resident population 2008, http://www.gks.ru/bgd/regl/b08_12/I... (situation : janvier 2008).

[42] BIP 2007 : Allemagne 3,3 milliards d'US\$ (3e rang mondial), Russie 1,3 milliard d'US\$ (11e rang mondial). Cf. IMF, world economic database, <http://www.imf.org/external/data.htm> .

[43] Cf. OFFICE FEDERAL DES STATISTIQUES, communiqué de presse n° 204, 04 juin 2008, <http://www.bundesstatistik.de>.

[44] Cf. annexes.

[45] Cf. STATISTISCHES BUNDESAMT, Rangfolge der Handelspartner im Außenhandel der Bundesrepublik Deutschland 2007, <http://www.bundesstatistik.de> .

[46] Au cours du premier semestre 2008 : Importations russes vers l'Allemagne : 16,8 milliards d'euros (+24 %, 8e rang)/Exportations vers la Russie : 15,8 milliards d'euros (+23 %, 10e rang). Cf. BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND TECHNOLOGIE/ Bundesagentur für Außenwirtschaft nach Russischer Zollstatistik, Wirtschaftsdaten kompakt, Russische Föderation, novembre 2008, <http://www.gtai.de/ext/anlagen/PubA...> ; Pour le classement, se reporter à la DEUTSCH-RUSSISCHE AUSLANDSHANDELSKAMMER, Wirtschaftsindikatoren Deutschland-Russland, situation : novembre 2008, <http://russland.ahk.de/index.php?id...> .

[47] L'Allemagne dispose de réserves de gaz correspondant à un quart de la consommation annuelle. Environ 80 % des livraisons de gaz russe passent par l'Ukraine, 20 % par la Biélorussie. Cf. KRÖGER M., « Russland schwört Deutschland auf langen Gasstreit ein », Spiegel Online, 6 janvier 2009, <http://www.spiegel.de/wirtschaft/0,...> .

[48] La construction du gazoduc « Nord Stream » a déclenché de grandes vagues de protestations, notamment dans les États baltes et la Pologne. Le projet est en attente d'un accord avec les États riverains.

[49] BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND TECHNOLOGIE, Bericht der Bundesregierung zur Öl- und Gasmarktstrategie, novembre 2008, <http://www.bmwi.de> .

[50] REGIERUNG ONLINE, Viele Gemeinsamkeiten trotz Divergenzen, octobre 2008, <http://www.bundesregierung.de/Conte...> .

[51] Cf. DEUTSCH-RUSSISCHE AUSLANDSHANDELSKAMMER, Wirtschaftsindikatoren Deutschland-Russland, novembre 2008, <http://russland.ahk.de/index.php?id...> .

[52] Derrière le Luxembourg, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne et Chypre et devant la Suisse, les États-Unis et la France. Cf. GOMART T., « Russie : espace-temps perdu, espace-temps retrouvé », Politique étrangère hors-série « La Russie, enjeux internationaux et intérieurs », septembre 2007, p. 19.

[53] Cf. BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND TECHNOLOGIE, op. cit.

[54] Cf. DEUTSCHER INDUSTRIE- UND HANDELSKAMMERTAG (DIHK), Investitionen im Ausland, printemps 2008, <http://www.wuppertal.ihk24.de/produ...>.pdf .

[55] REGIERUNG ONLINE, Strategische Partnerschaft ist mit Leben erfüllt, octobre 2007, http://www.bundesregierung.de/nn_77... .

[56] Cf. ADOMEIT H. (2005), op. cit., p. 9.

[57] Cf. MARTENS Olga (dir.), Moskauer deutsche Zeitung, Sonderausgabe

„Wissenschaft & Bildung. Deutsch-Russische Kooperationsprojekte, mai 2008, <http://www.mdz-moskau.eu/files/Bild...> .

[58] <http://www.rusdeutsch.eu/?menu=3&am...> (situation du janvier 2009).

[59] Liste établie par l'auteur. Source : <http://www.laenderkontakte.de/regio...> .

[60] Cf. BÄLZ O., *Netzwerke für die Zukunft : Die deutsch-russischen Kulturbeziehungen*, Stuttgart, Institut für Auslandsbeziehungen (ifa), 2002, pp. 48 et 49.

[61] EUROPEAN COMMISSION'S DIRECTORATE, *Economic analysis from the European Commission's Directorate - General for Economic and Financial Affairs*, Volume 5, Issue 1, janvier 2008, p. 1, http://ec.europa.eu/economy_finance... .

[62] Dans le détail, trois couples antagonistes seraient identifiables :

1. La Russie est soit un facteur de stabilité soit une source d'aggravation de crises dans la zone située à la périphérie de l'Europe orientale, 2. la Russie offre des perspectives de débouché économique ou est source de récession économique et de dépression sociale responsables de flux migratoires vers l'Union européenne, 3. la Russie développe une société démocratique pluraliste et moderne ou persiste dans l'autarcie nationaliste.

[63] Selon Vladimir Poutine la Russie « est une partie intégrante de la civilisation européenne » et partage « complètement les valeurs et principes fondamentaux qui forment la vision du monde de la majorité des Européens ». V. Poutine : « Vive le dialogue Europe-Russie ! », *Le Monde*, 27 mars 2007, cité d'après GOMART T., « Quelle place pour la Russie en Europe ? », *Questions internationales*, n° 27, septembre/octobre 2007, p. 43.

[64] "The Partnership and Co-operation Agreement (PCA) has been the framework of the EU-Russia relationship for a decade. The agreement regulates the political, economic and cultural relations between the EU and Russia and is the legal basis for the EU's bilateral trade with Russia. One of its main objectives is the promotion of trade and investment as well as the development of harmonious economic relations between the parties. The PCA contains special provisions regarding the economic relations between the EU and Russia." Le dialogue politique a lieu au niveau ministériel (art. 90) et parlementaire (art. 95) dans le but d'intensifier les relations politiques mutuelles et de rapprocher les points de vue respectifs relativement à la démocratie et aux droits de l'homme. Cf. EUROPEAN COMMISSION, *bilateral trade relations*, <http://ec.europa.eu/trade/issues/bi...> .

[65] Voir le préambule de l'APC, <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ...>):FR:HTML .

[66] Cf. DE GROSSOUVRE H., *op. cit.*, p. 92.

[67] Cf. COMMISSION EUROPEENNE, Stratégie commune de l'UE face à la Russie du 4 juin 1999, http://ec.europa.eu/external_relati... et la stratégie à moyen terme de développement des relations entre la Russie et l'Union européenne (2000 - 2010), http://ec.europa.eu/external_relati...

[68] Les « quatre espaces communs » visaient la concrétisation de la coopération politique entre l'UE et la Russie dans quatre domaines : 1. un espace économique, 2. un espace de liberté, de sécurité et de justice, 3. un espace de sécurité extérieure et 4. un espace de recherche et d'éducation. Voir : <http://www.ladocumentationfrancaise...>, et FISCHER S., The EU and Russia : Conflicts and Potentials of a difficult partnership, SWP Research Paper RP 01, janvier 2007, p. 26.

[69] Cf. SCHNEIDER E., Die Europäische Union und Rußland im 21. Jahrhundert : Interessen beider Seiten, SWP Diskussionspapier, mai 2005, pp. 5 et 6.

[70] EUROSTAT, communiqué de presse, 179/2008, 15 décembre 2008, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu/pl...> .

[71] Federal State Statistics Service Russia, resident population 2008, http://www.gks.ru/bgd/regl/b08_12/I... .

[72] Produit intérieur brut de l'UE 27 (2007) : 16.830.100 ; Russie : 979.048 (en millions de dollars américains). Source : INTERNATIONAL MONETARY FUND (IMF), world economic database, <http://www.imf.org/external/data.htm> .

[73] Ainsi, les 27 pays de l'UE ont exporté en 2007 des biens pour une valeur d'environ 5 mille milliards d'euros contre 418 milliards pour la Russie. Cf. EUROPEAN COMMISSION, Top Trading Partners 2007, août 2008, <http://trade.ec.europa.eu/doclib/do...>, p. 5.

[74] Cf. EUROPEAN COMMISSION, op. cit, p. 8.

[75] BUNDESMINISTERIUM FÜR WIRTSCHAFT UND TECHNOLOGIE / Bundesagentur für Außenwirtschaft nach Russischer Zollstatistik, Wirtschaftsdaten kompakt, Russische Föderation, novembre 2008, p. 2. ; voir de même EUROPEAN COMMISSION, EU Bilateral Trade RUSSIA, septembre 2008, <http://trade.ec.europa.eu/doclib/do...>, p. 5.

[76] SCHÄFER G. (dir.), L'Europe en chiffres - Annuaire Eurostat 2008, p. 440.

[77] Cf. GÖTZ R., op. cit., p. 17.

[78] Cette influence s'estompe toutefois. Cf. TIMMERMANN Heinz, « Russland und seine Nachbarn Ukraine, Belarus und Moldau », Politische Studien 415, septembre/octobre 2007, pp. 56 - 69, en l'occurrence pp. 63 ss.

[79] La Russie est le plus grand pays de la terre et occupe la huitième place pour ce qui est du nombre d'habitants. Cf. CENTRAL INTELLIGENCE

AGENCY, The 2008 World Fact Book - Russia -,
<https://www.cia.gov/library/publica...> .

[80] Cf. ADOMEIT H., « Russische Außen- und Sicherheitspolitik zwischen Großmachtsanspruch und Wirtschaftsmisere », in REITER Erich (dir.), Jahrbuch für internationale Sicherheitspolitik 2000, Berlin, Mittler Verlag, 2000, pp. 1 ss., http://www.bmlv.gv.at/pdf_pool/publ... .

[81] Voir le préambule de l'APC,
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ...>):FR:HTML .

[82] FISCHER S., op. cit., p.12.

[83] SCHNEIDER E., op. cit., p. 3.

[84] Cf. MALEK M., « Sicherheitspolitische Fragen in den Beziehungen zwischen der EU und Russland », pp. 261-272 in KERNIC Franz et HAUSER Gunther (dir.), Handbuch zur europäischen Sicherheit, 2e édition, Frankfurt a.M., Peter Lang, 2006, en l'occurrence p.263. Voir aussi FACON Isabelle, L'approche vis-à-vis de la PESD et de l'IESD et la place de la Russie dans l'architecture de sécurité européenne après le 11 septembre 2001, Fondation pour la recherche stratégique (FRS), décembre 2002,
<http://www.defense.gouv.fr/das/doss...> .

[85] CF. MALEK M., op cit., p.268.

[86] FORSBERG Tuomas, « Russias Role in the ESDP », pp 94-95, cité d'après FACON Isabelle, op. cit., p. 81.

[87] LEONARD Marc et POPESCU Nicu, A Power Audit of EU-Russia relations, London, European council on foreign relations (EFCR), 2007, pp. 15 et 46.

[88] GOMART T. (2007 b),op. cit., p. 44.

[89] DEBSKI Slawomir, La politique de la Pologne envers la Russie : tentatives et perspectives, <http://www.diploweb.com/La-politiqu...> .

[90] Dans une enquête en 2008, 77 % des Polonais ont senti une menace militaire, 66 % une menace politique et 69 % une menace économique par la Russie. Cf. KRZEMINSKI Adam, « Nie wieder Bauernopfer », WELT online, 19 septembre 2008, http://www.welt.de/welt_print/artic....

[91] En raison de l'embargo décrété par Moscou en novembre 2005 sur ses importations de viande polonaise, Varsovie a mis son veto en décembre 2006 à l'ouverture des négociations sur l'accord qui doit remplacer l'APC. Cf. GOMART T. (2007 b), op. cit., p. 44.

[92] Le gazoduc « Nord Stream » est un projet de plusieurs pays européens, élaboré par l'Allemagne et la Russie. Il devra relier la Russie et l'Allemagne par un gazoduc installé dans la mer baltique. Depuis l'an 2000 ce projet est qualifié

d' « intérêt commun » par l'UE. En revanche, le gazoduc « Amber » devrait être construit « on-shore » en traversant les pays baltes et la Pologne. Ces pays craignent de perdre des frais de transit et d'être exclus de livraisons de gaz russe en cas de crise sans que l'Europe de l'Ouest soit concernée.

[93] SERISIER Pierre, « Angela Merkel voudrait voir l'UE soutenir le gazoduc Nord Stream », Libération.fr, le 29 janvier 2009, <http://www.liberation.fr/depeches/0...> .

[94] LE NOUVEL OBSERVATEUR, « Bouclier antimissile : Pologne et USA signent l'accord », NOUVELOBS.COM, 21 août 2008, <http://tempsreel.nouvelobs.com/actu...>

[95] « [...] Poland's head of government, Prime Minister Donald Tusk and Czech Vice Prime Minister Alexandr Vondra renewed their call to site the U.S. missile defense system in Poland and the Czech Republic. This would be an important element of European defense and a preventive step, Tusk said. [...] It became clear that mistrust of Russia prevails in the Czech Republic and Poland. Tusk said : 'Without full confidence, more openness towards Russia is impossible.' » cité par ROLOFS O., « Focus on European Security », 45e conférence de Munich pour la sécurité, 07 février 2009, <http://www.securityconference.de/ko...> .

[96] GOMART T. (2007 b), op. cit., p. 47.

[97] SCHOCKENHOFF A., Les relations UE-Russie à la croisée des chemins, 24 septembre 2008, <http://www.cidal.diplo.de/Vertretun...> .

[98] Ainsi s'exprimait un diplomate d'échange suédois de la Délégation aux affaires stratégiques du Ministère de la défense français vis-à-vis de l'auteur dans une interview, Paris, le 06 février 2009.

[99] LEONARD Marc et POPESCU Nicu, op. cit., pp. 27 ss.

[100] GOMART T., « A quoi joue la Russie ? », Le Nouvel Observateur, n°2288, septembre 2008, pp. 92 et 93, en l'occurrence p.93.

[101] Cf. GOMART T. (2007 b), op. cit., p. 43.

[102] On comprend la nouvelle Ostpolitik (allemande) comme politique avec un accent important envers la Russie mais aussi vis-à-vis des pays de l'Europe orientale dans la zone périphérique entre l'UE et la Russie. En deuxième volet cette politique comprend aussi la région du Caucase et l'Asie centrale. Par son concept idéal elle suit l'idée de changement politique par interpénétration renforcée (Wandel durch Verflechtung) en référence à l'ancienne Ostpolitik allemande vis-à-vis de l'Union soviétique et d'autres pays du Pacte de Varsovie, dont le motive était changement politique par rapprochement (Wandel durch Annäherung).

- [103] Die Zeit, avril 2001, cité par DE GROSSOUVRE H., op. cit., page 95.
- [104] Cf. ADOMEIT H. et al., Deutsche Russlandpolitik unter Druck, SWP-Aktuell 56, Berlin, décembre 2004, p. 3.
- [105] Cf. MERKEL Angela, Speech at the 45th Munich Security Conference, 07 février 2009, <http://www.securityconference.de/ko...=&id=236&sprache=en&>
- [106] Cf. STENT A., op. cit., p. 452.
- [107] Cf. KEMPE Iris, « Eine neue Ostpolitik ? Prioritäten und Realitäten der deutschen EU-Ratspräsidentschaft », pp. 59-64 in BERTELSMANN FORSCHUNGSGRUPPE POLITIK (dir.), Bilanz der deutschen EU-Ratspräsidentschaft : Analyse und Bewertung des Centrums für angewandte Politikforschung (C.A.P), vol. 6, juillet 2007, en l'occurrence p. 59.
- [108] DW STAFF, "Report : Germany Intervened in Russia-Estonia Dispute", DW-Worl.de, 4 mai 2007, <http://www.dw-world.de/dw/article/0...>
- [109] Selon SABINE FISCHER, experte des relations UE-Russie à l'EUISS, dans l'entretien avec l'auteur, Paris, le 09 janvier 2009.
- [110] Cf. KEMPE Iris, "What are the pillars of the "new Ostpolitik" during the German EU presidency ?", CAUCAZ europenews, 06 mars 2007, http://www.caucaz.com/home_eng/brev...
- [111] Cf. Koalitionsvertrag CDU, CSU, SPD (traité de coalition des parties du gouvernement fédéral allemand), 11 novembre 2005, p. 125 et p. 134.
- [112] SABINE FISCHER, experte des relations UE-Russie à l'EUISS, dans l'entretien avec l'auteur, Paris, le 09 janvier 2009.
- [113] Cf. <http://europa.eu/institutions/inst/...>, 20 février 2009.
- [114] Une estimation qui a été soutenu par un diplomate suédois d'échange dans la DAS selon les pratiques politiques ; entretien avec l'auteur, Paris, le 06 février 2009.
- [115] KAZIM H., « Misstrauen und Missverständnisse in Serie », Spiegel online, le 19 octobre 2006.
- [116] LINDNER R., Das Russland-Dossier der deutschen EU-Präsidentschaft : Zwischen Realinteressen und Nachbarschaftskonflikten, pp. 80-86, in KIETZ Daniela et PERTHES Volker (dir.), Handlungsspielräume einer EU-Ratspräsidentschaft : Eine Funktionsanalyse des deutschen Vorsitzes im ersten Halbjahr 2007, SWP-Studie S 24, Berlin, septembre 2007, en l'occurrence p. 83.
- [117] Cf. LINDNER R., op. cit., p. 85.

[118] CONTRE INFO, Débâcle diplomatique au sommet Russie - Union européenne, 22 mai 2007, <http://contreinfo.info/article.php3...> .

[119] Voir pour les relations bilatérales germano-polonaises : <http://www.auswaertiges-amt.de/dipl...> et <http://www.pol-niem.pl>. Un élément de cette évolution des relations germano-polonaises est entre autres le « triangle de Weimar » de 1991 qui vise à renforcer les relations franco-germano-polonaises comme futur moteur de l'intégration européenne sur la base des consultations régulières des chefs d'États et de gouvernement ainsi que des ministres des trois États. Le but de ces rencontres est d'aborder les grands thèmes d'intérêt commun à l'UE (coopération sociale, culturelle, économique et militaire, décentralisation au sein de l'Europe). Cf. KÜHNHARDT L. et al, Le „Triangle de Weimar“ Les relations franco-germano-polonaises en tant que moteur de l'intégration européenne, ZEI discussion paper, Bonn, 2000, <http://www.auswaertiges-amt.de/dipl...> .

[120] STEINMEIER Frank-Walter, Eröffnungsrede Deutschlandforschertagung (discours d'ouverture lors de la conférence annuelle des chercheurs sur l'Allemagne), 09 novembre 2008, <http://www.bpb.de/veranstaltungen/HJMCTX>

[121] Cf. KEMPE Iris, Eine neue Ostpolitik ?, pp. 59 ss. ; cf. aussi COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNE, Communication de la commission au conseil et au parlement européen relative au renforcement de la politique européenne de voisinage. Bruxelles, COM(2006)726 final, 04 décembre 2006. <http://ec.europa.eu/world/enp/pdf/c...> .

[122] COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Communication de la commission au parlement européenne et au conseil, partenariat oriental, Bruxelles, 03 décembre 2008, http://ec.europa.eu/external_relati... .

[123] Discours de Frank-Walter Steinmeier, le ministre fédéral des Affaires étrangères, « Auf dem Weg zu einer europäischen Ostpolitik [...] » lors d'une conférence à la Willy-Brandt-Stiftung, le 4 mars 2008.

[124] SCHOCKENHOFF A., op. cit.

[125] “It is in the interests of us all to integrate Russia into any future security architecture. However, this must be done together with NATO and the European Security and Defence Policy.” MERKEL Angela, Speech at the 45th Munich Security Conference, 07 février 2009. Voir aussi « La sécurité, notre mission commune », tribune commune de la chancelière fédérale Merkel et du président français Sarkozy publié par dans la *Süddeutsche Zeitung* et *Le monde.fr*, le 3 février 2009.

[126] Le « traité FCE est resté ‘jusqu’à aujourd’hui la pièce maîtresse de notre architecture de sécurité européenne’. » STEINMEIER F.-W., discours lors de la 45e Conférence internationale sur la sécurité, le 6 février 2009. Voir aussi :

<http://www.auswaertiges-amt.de/dipl...> .

[127] On comprend par « conflits gelés » les conflits de diverses raisons en Moldavie/Transnistrie, Haut-Karabagh, Abkhazie et Ossétie du Sud et Arménie.

[128] SCHOCKENHOFF A., op. cit.

[Retour au Sommaire](#)

La Transnistrie, un Etat de facto à la frontière de l'UE

lundi 1er janvier 2007, par *Florent PARMENTIER*

Avec l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, le 1er janvier 2007, l'UE devient voisine de la Moldavie. Or, celle-ci est depuis plusieurs années confrontée au séparatisme d'une région située à sa frontière orientale : la Transnistrie. Celle-ci constitue un enjeu de sécurité pour l'UE : risques de déstabilisation régionale, présence non désirée de troupes militaires étrangères, criminalité transfrontalière... Il s'agit du conflit le plus proche de ses frontières de l'UE, puisqu'il est situé à 70 kilomètres de la Roumanie. La résolution du conflit serait en outre une opération concrète à même de favoriser l'émergence d'un espace euro-russe de sécurité. Reste à savoir à quelles conditions.

AVEC LA FIN de l'URSS le 8 décembre 1991, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Moldavie ont connu des conflits séparatistes suite à leur indépendance. Ces conflits ont en commun d'avoir fragilisé le cadre institutionnel de ces Etats naissants, qui demeurent dans des situations délicates.

En l'occurrence, la Moldavie a eu à faire face au sécessionnisme de la Transnistrie, à l'Est du pays. Cette mince bande de terre de 4163 km² compte 555 000 habitants. Les rives droite et gauche du Dniestr / Nistru (nom russe et roumain du fleuve), représentant la Bessarabie et la Transnistrie, se sont affrontées en 1991-1992.

L'Union européenne (UE) a porté ces dernières années une attention de plus en plus soutenue à ce conflit, qui n'a toujours pas trouvé de solution viable. L'implication européenne a pour but de sortir du statu quo dans lequel se trouvent les relations entre la Moldavie et la Transnistrie.

Qu'est-ce que la Transnistrie ?

La Transnistrie se situe dans un espace de confins entre plusieurs régions : la mer Noire, le Danube, les Carpates et le grand port d'Odessa. Elle est encastrée entre la Moldavie, dont elle fait légalement partie, et l'Ukraine.

Son rattachement au monde russe remonte à la conquête de la région par le maréchal Souvorov en 1792, à la suite des guerres russo-turques. Le maréchal Souvorov est d'ailleurs devenu un symbole, comme en témoigne sa statue au

centre-ville de Tiraspol, la capitale transnistrienne.

La première trace de la Transnistrie apparaît en 1924, sous le nom de République Autonome Socialiste Soviétique de Moldavie. L'objectif était alors de constituer une « nation » moldave, afin de revendiquer le rattachement ultérieur de la Bessarabie. En 1940, lorsque Staline annexe la Bessarabie, il y adjoint une partie de la Transnistrie.

C'est ce territoire reconnu internationalement qui forme la Moldavie contemporaine. Il faut garder à l'esprit le fait que la Transnistrie n'a jamais été indépendante avant septembre 1990.

Un Etat de facto

La République moldave de Transnistrie peut être considérée comme un Etat de facto. Ce terme définit un Etat non-reconnu, mais qui dispose de la plupart de ses autres attributs (territoire, population, administration). De fait, seule la reconnaissance internationale lui manque véritablement. Taiwan, l'Erythrée ou Chypre du Nord sont autant d'exemples d'entités revendiquant le droit à l'autodétermination, et qui cherchent par conséquent à édifier leur propre Etat. Le cas de la Transnistrie est celui d'une construction étatique menée par les élites locales.

La problématique centrale pour les Etats de facto concerne leur survie. En effet, ils ont perduré malgré un contexte défavorable : absence de reconnaissance internationale, menace constante, stade précoce de la formation d'institutions étatiques. Tiraspol a connu ces difficultés après le conflit armé de 1991-1992.

Le conflit armé de 1991-1992

La Transnistrie fait partie des Etats séparatistes post-soviétiques (avec le Haut-Karabagh en Azerbaïdjan, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie en Géorgie), qui ont constitué des zones de tension. On ne peut réduire ces conflits, par ailleurs divergents sur certains points, à une rationalité unique (économique, ethnoculturelle, extérieure). Le facteur économique n'a pas été le moteur du conflit, même si la Transnistrie était plus industrialisée que le reste de la Moldavie. Par ailleurs, l'entité séparatiste était certes plus russifiée, mais on trouvait plus de Russes dans la capitale moldave, Chisinau, que dans toute la Transnistrie. Enfin, la Russie disposait d'une présence militaire sur place et paraissait réticente à l'idée de perdre son influence dans la région. Sa complicité avec les élites transnistriennes n'est certes plus à établir. Cependant, le Kremlin n'aurait pu déclencher seul le conflit sans un mouvement local qui soutienne le séparatisme.

Le conflit transnistrien en lui-même n'a atteint qu'une intensité limitée, et se résume globalement à quelques escarmouches armées. Les premiers affrontements remontent à septembre 1990, quand des forces de police moldaves se sont opposées aux séparatistes locaux dans la ville de Dubasari. Les forces de la XIV^e Armée soviétique (devenue russe), les cosaques et les volontaires de Transnistrie ont repoussé l'armée moldave, moins équipée et moins entraînée. La bataille la plus sérieuse a eu lieu à Tighina (ou Bender), sur le territoire moldave en juin 1992, peu avant la fin des hostilités. Le conflit a causé la mort de près d'un millier de personnes.

Du fait de l'imposition des cessez-le-feu au début des années 1990, on a pu parler d'un « conflit gelé ». En fait, cette expression peut s'avérer trompeuse car elle a tendance à faire oublier le fait que les situations locales ont grandement évolué depuis les débuts de la sécession. Les dynamiques locales doivent ainsi être prises en compte pour le règlement du conflit.

Les tentatives de résolution

Le conflit a fait l'objet d'une médiation internationale en 1992 sous l'égide de l'OSCE, avec la présence de la Russie, l'Ukraine et la Moldavie. La Transnistrie est reconnue comme une partie négociatrice à part entière. Le premier ministre russe d'alors, Evgueny Primakov, a proposé en 1997 un processus de résolution du conflit qui consiste à fédérer les deux entités.

C'est ce modèle qui a été également choisi dans le cas du plan Kozak. Dimitri Kozak, alors chef-adjoint de l'administration présidentielle, avait été envoyé en Moldavie afin de proposer un plan global de résolution du conflit. Sans entrer dans les détails, l'arrangement constitutionnel donnait un droit de veto à Tiraspol, ce qui était inconcevable pour beaucoup à Chisinau. La signature prévue a échoué au dernier moment, après un changement d'avis in extremis du président moldave Vladimir Voronine en novembre 2003.

Après la « Révolution Orange » de décembre 2004 en Ukraine, le nouveau président V. Iouchtchenko s'est davantage impliqué dans le conflit que ses prédécesseurs. Ces derniers avaient tendance à considérer ce problème comme périphérique. Les « Orangistes » ont souhaité faire de la Transnistrie un exemple réussi de coopération euro-ukrainienne. Le plan Iouchtchenko prévoyait un statut d'autonomie pour l'entité séparatiste, l'internationalisation des troupes de maintien de la paix, et la démocratisation du régime transnistrien (en encourageant la pluralisation de la vie politique et les ONG). Ces orientations ont permis quelques progrès, mais les forces en faveur du statu quo sont fortes.

La question économique

La Transnistrie a été autrefois le centre industriel de la Moldavie soviétique. A l'indépendance, elle regroupait 17% de la population moldave pour plus du tiers du PIB et près de 90% de l'énergie de la Moldavie.

Les autorités de Tiraspol se définissent aujourd'hui comme une « petite économie ouverte ». Néanmoins, elle est aujourd'hui en crise, comme le reste de la Moldavie. Elle s'appuie sur une quinzaine de grandes entreprises essentiellement dans la métallurgie ferreuse et l'industrie légère. Son économie, au départ étroitement liée aux marchés de la CEI (Communauté des Etats Indépendants), exporte maintenant vers de nombreux autres partenaires, tant aux Etats-Unis que dans l'UE ou le Moyen-Orient.

Les réformes économiques ont eu pour conséquence de former un « capitalisme de contrebande » par le biais de nombreux trafics et activités semi-légales. En un mot, on a assisté au développement d'une oligarchie locale, qui étend son influence sur le pouvoir politique.

Les évolutions politiques internes

La vie politique locale reste marquée par la figure d'Igor Smirnov. Arrivé de Sibérie en 1986, il a été « élu » à plusieurs reprises depuis l'indépendance, avec une très large avance. Des cas de fraudes sont avérés, et les élections ne sont pas reconnues par l'OSCE, malgré la participation à la surveillance du scrutin d'organisations de la CEI. Autre personne clé du régime, le ministre de la sécurité intérieure, en place depuis l'indépendance, Vladimir Antiufeev, est recherché par Interpol pour crime de guerre en Lettonie. Néanmoins, on a pu assister à une rotation des élites, certes limitée.

La Transnistrie essaie depuis peu de montrer un autre visage, plus « démocratique ». Ainsi, lors des élections de décembre 2005, le président du Parlement Grigori Marakuta, a été remplacé par le jeune Evgueny Shevchuk (né en 1968). Ce dernier appartient au parti d'opposition, « Renouveau », qui représente plutôt les intérêts oligarchiques de Transnistrie alors qu'Igor Smirnov est très lié aux intérêts oligarchiques russes. Cependant, même si on observe une pluralisation des partis politiques, ainsi que l'émergence d'ONG, on peut douter de la vigueur de ce mouvement de démocratisation.

Ainsi, le régime de Tiraspol peut être considéré au mieux comme un « autoritarisme concurrentiel ». Le pouvoir n'est pas réellement contraint par sa population, mais s'est doté des apparences d'une démocratie représentative. L'ouverture actuelle semble donc n'être que relative, tolérant tout au plus des

« dissidents dans le système ».

La puissance russe et la Transnistrie

La Russie a été un acteur à la fois avant et après le conflit. Durant les années 1990, Moscou a plutôt soutenu Tiraspol, comme le montrent les mécanismes de résolution des conflits. Cependant, la politique a parfois fluctué entre le soutien à la Transnistrie, d'une part, et le rapprochement avec la Moldavie en 2001-2003 d'autre part.

Par ailleurs, les dernières années ont vu un retour de la Russie sur la scène internationale, grâce à des changements économiques, internationaux et politiques. En effet, la situation intérieure est moins instable que celles qui ont prévalu depuis 20 ans. Cette ambition renouvelée apparaît dans le discours annuel de 2005 de Vladimir Poutine, qui s'est donné comme priorité de poursuivre une « politique civilisatrice sur le continent eurasiatique ». Cette déclaration montre les progrès de la rhétorique néo-eurasiste au sein des élites russes, dirigées par une forme de ressentiment anti-américain et la sensation de la puissance retrouvée.

Un soutien russe direct et multiforme

Moscou intervient directement dans les affaires transnistriennes en aidant à la construction de l'Etat et des institutions, notamment celles liées aux services de sécurité. Les dirigeants locaux s'appuient sur leurs liens avec divers niveaux de l'administration russe (ministères de la défense, groupes oligarchiques, etc.)

En outre, la Russie intervient souvent en faveur des entités séparatistes au sein du Conseil Ministériel annuel de l'OSCE. Elle encourage également les liens entre les différentes entités séparatistes de Géorgie et de Moldavie, réunies sous le sigle de « CEI-2 ».

Enfin, la Russie apporte un soutien économique à la Transnistrie. Les industries s'appuient sur des subventions masquées, notamment en matière énergétique via Gazprom. Les investissements russes se sont par ailleurs accélérés avec la vague de privatisation qui a commencé en 2003. Moscou a aussi exercé des pressions sur la Moldavie en introduisant des restrictions sur les exportations de fruits et de vin.

La politique européenne de voisinage et la Moldavie

La Politique Européenne de Voisinage (PEV) a été créée pour répondre aux défis d'une Europe élargie le 1er mai 2004. Les premières communications de la Commission européenne remontent à 2003, et la politique s'est mise en place à

partir de 2004. Les objectifs principaux de la PEV consistent à promouvoir la sécurité, la stabilité et la prospérité au-delà de l'UE. En un mot, il s'agit d'éviter l'apparition de nouvelles lignes de fracture en Europe.

De ce point de vue, la Transnistrie constitue bien un enjeu de sécurité pour l'UE : risques de déstabilisation régionale, présence non désirée de troupes militaires étrangères, criminalité transfrontalière... Il s'agit du conflit le plus proche de ses frontières de l'UE, puisqu'il est situé à 70 kilomètres de la Roumanie, qui fait partie de l'élargissement de 2007. La résolution du conflit serait en outre une opération concrète à même de favoriser l'émergence d'un espace euro-russe de sécurité.

Une implication plus grande de l'UE dans le domaine de la sécurité

L'UE est de plus en plus présente dans les tentatives de résolution du conflit, sous la pression d'évolutions institutionnelles internes (développement de la PESC/PESD, adoption d'une Stratégie de Sécurité Européenne) et de l'élargissement aux pays d'Europe Centrale et Orientale. Ces deux dernières années, l'Union a envoyé un représentant spécial pour le conflit, a ouvert une délégation de la Commission européenne à Chisinau, adopté un plan d'action dans le cadre de la PEV.

De plus, face aux divers trafics entre Tiraspol et le port d'Odessa, l'UE a souhaité davantage de contrôle des exportations transnistriennes. Ainsi, elle a lancé une opération de contrôle de la frontière sur le segment Transnistrie - Ukraine, qui est devenue effective le 1er décembre 2005. La mission doit fournir des conseils et former les douaniers afin d'améliorer leur capacité administrative. L'objectif est de prévenir la contrebande et les trafics, ce qui a pour conséquence de fragiliser la situation de la Transnistrie.

Les possibilités d'évolution de la Transnistrie

En guise de conclusion, la Transnistrie pourrait se diriger dans trois directions distinctes si elle devait quitter le statu quo.

L'un des scénarios verrait la « réunification » avec la Moldavie. C'est sur ce schéma que travaillent les organisations internationales, dans le cadre de la souveraineté moldave. Les modalités diffèrent selon les acteurs, les préférences allant de l'autonomie à la fédéralisation, selon les marges de manœuvre laissées à Tiraspol. Toutefois, il faut encore renforcer les liens entre les deux sociétés, afin de créer un désir de réunification.

L'« indépendance » pleine de la Transnistrie est également une possibilité. Elle

suppose sa reconnaissance par un grand nombre d'Etats et par les autorités internationales. Or, le principe de l'intangibilité des frontières, auquel les chancelleries internationales sont attachées, semble réduire les probabilités d'un tel scénario. Ce serait également un mauvais signal pour les Etats de l'Europe du Sud-Est.

Le « rattachement à la Russie » est également l'une des possibilités d'évolution de la Transnistrie. Ainsi, l'Etat de facto a tenu un référendum le 17 septembre 2006, qui évoquait la poursuite du cours de l'indépendance et une association libre avec la Russie. Cependant, le rattachement à la Russie paraît assez improbable, tout autant qu'avec l'Ukraine. Elle créerait aussi un précédent que nombre de diplomates souhaitent éviter.

De fait, à court terme, il est fort probable que le statu quo demeure, tant que certains acteurs n'ont pas d'incitation réelle au changement. L'UE a donc plus à gagner à changer le rapport de force local en rendant la Moldavie plus « attractive » pour les Transnistriens qu'en essayant de trouver un compromis fragile entre les deux parties.

Copyright 20 décembre 2006-Parmentier / www.diploweb.com

[Retour au Sommaire](#)

L'Ukraine, un pays à la recherche d'une place entre l'Europe et la Russie

samedi 7 juin 2008, par *François LE MOAL*

L'auteur :

Diplômé de l'IEP de Grenoble. Rédacteur au journal *Europa*.

Le 30 septembre 2007, les Ukrainiens étaient appelés aux urnes pour renouveler leur Parlement, soit seulement un an et demi après les dernières élections législatives, le 28 mars 2006, suite à la dissolution décidée par le Président Viktor Iouchtchenko, porté au pouvoir par la Révolution Orange en décembre 2004. Ainsi, après la volonté affichée de transformations rapides des institutions et d'ouverture à l'Europe, l'Ukraine semble encore marquer le pas et même hésiter sur le chemin à prendre pour son avenir. Mais qu'en est-il vraiment ? Où va l'Ukraine ? Pour y voir plus clair, retour sur 3 années rythmées de péripéties, de tensions et d'incertitudes...

DEPUIS SON INDEPENDANCE en 1991, personne ou presque n'était au courant de ce qui se passait en Ukraine. Quelques-uns savaient peut-être que c'est en Ukraine qu'a eu lieu la catastrophe de Tchernobyl, en 1986, du temps de l'URSS, et d'autres, amateurs de football, connaissaient sans doute Andreï Chevtchenko, mais rien de plus... jusqu'à un certain jour de novembre 2004.

La Révolution Orange et ses réalisations

Le 21 novembre 2004 se déroule le second tour de l'élection présidentielle, opposant le pro-européen Viktor Iouchtchenko, du parti Notre Ukraine, au Premier ministre Viktor Ianoukovitch, chef du Parti des Régions et soutenu par la Russie. La campagne électorale a été très dure, l'épisode le plus dramatique étant la tentative d'empoisonnement dont a été victime Viktor Iouchtchenko et, dont il porte désormais les séquelles sur le visage.

Conformément aux attentes, les oblasts - divisions administratives régionales de l'Ukraine - de l'Est, industriels et à majorité russophones, et la Crimée, ont largement voté en faveur de Viktor Ianoukovitch, tandis que l'Ouest, plus rural et ukrainophone, est acquis à la cause de Viktor Iouchtchenko. Les premiers

résultats donnent Viktor Ianoukovitch vainqueur ; il est aussitôt félicité par Moscou. Mais de nombreuses fraudes ont été observées par l'OSCE. Viktor Iouchtchenko apparaît sur la Place de l'Indépendance, à Kiev, où se sont rassemblés ses partisans, accompagné de personnalités politiques qui le soutiennent, comme Ioulia Timochenko (Bloc électoral Timochenko) et Alexandre Moroz (Parti Socialiste ukrainien). Il ne reconnaît pas la défaite et se déclare nouveau Président de l'Ukraine.

L'Union européenne, par la voix du Premier Ministre néerlandais Jan-Peter Balkenende, qui assure alors la présidence tournante, ne reconnaît pas non plus les résultats, et Javier Solana, Haut représentant pour la politique étrangère de l'Union européenne, appelle les protagonistes à trouver une « solution politique négociée », puis se rend à Kiev dans cet objectif. Une Table ronde est organisée pour apaiser les tensions. Les médiateurs principaux sont Valdas Adamkus, Président de la Lituanie, et Aleksander Kwasniewski, Président de la Pologne. Les Polonais semblent les plus actifs pour dénouer les fils de la crise, la Révolution Orange leur rappelant sans doute un parfum de Solidarnosc, en 1980 ; Lech Walesa, ancien leader du mouvement et Président de la Pologne de 1990 à 1995, et Bronislaw Geremek, son ancien Ministre des Affaires Etrangères, actuellement député européen, feront d'ailleurs le voyage pour apporter leur soutien à la population qui résiste des jours durant dans le froid et la neige.

Finalement, le 3 décembre 2004, les résultats de l'élection sont annulés et un nouveau second tour est fixé au 26 décembre. Viktor Iouchtchenko l'emporte avec 52% des voix et nomme Ioulia Timochenko au poste de Premier Ministre. Le camp orange a triomphé et prend enfin le pouvoir.

Viktor Iouchtchenko réserve sa première visite de chef d'Etat à Vladimir Poutine afin de préciser ses intentions, et lui fait savoir qu'en aucun cas il n'est prêt à rompre les liens qui lient son pays à la Russie, « partenaire stratégique éternel de l'Ukraine ». Puis il se rend à Strasbourg, au Conseil de l'Europe, où il réaffirme son espoir d'intégration à l'Union européenne et à Cracovie pour assurer de la garantie des approvisionnements en pétrole en provenance de la Mer Caspienne à travers l'Ukraine, après la révélation d'un projet russe qui consisterait à utiliser le pipe-line Odessa-Brody, pour transférer le pétrole de Sibérie vers la Turquie. La maîtrise du territoire ukrainien apparaît donc comme hautement stratégique pour chacun des ensembles régionaux - Union européenne et Russie -, et la direction politique prise par Kiev est ainsi suivie de très près par ses voisins et ses partenaires. Viktor Iouchtchenko multiplie les rencontres durant la première moitié de l'année 2005 et ses efforts semblent porter leurs fruits : un plan d'action pour l'établissement d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne permettra l'adhésion de l'Ukraine à l'OMC et un protocole d'accord

sur l'énergie est signé ; le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie) créé en 1996 pour contrecarrer l'hégémonie de la CEI, et donc de la Russie, est relancé pour une coopération en matière énergétique, alors que la Pologne et la Lituanie se joignent en août à l'Ukraine pour annoncer le lancement d'un « défi à Moscou », qui se traduit concrètement en décembre par la création de la Communauté de choix Démocratique : 8 pays - Estonie, Lettonie, Lituanie, Ukraine, Roumanie, Moldavie, Macédoine, Géorgie - se rassemblent pour réduire l'emprise de la Russie sur la région.

De son côté, le Premier ministre Ioulia Timochenko, l'égérie de la Révolution Orange, augmente les retraites de 57% et entreprend des réformes dans la fonction publique, dans le but d'atteindre les « standards européens », mais doit faire face à une très forte inflation (+15%) et une chute brutale de la croissance (2,6% contre 12,1% en 2004). Jouissant malgré tout d'une grande popularité auprès de la population, elle souhaite contester devant la justice les privatisations de 3000 entreprises réalisées au cours du mandat de Leonid Koutchma, le prédécesseur de Viktor Iouchtchenko, qui, lui, avait prévu de revenir seulement sur une quarantaine de cas litigieux... Alors qu'elle s'apprêtait à prendre en main ce dossier « chaud », elle est limogée en septembre 2005. Iouri Ekharounov, du parti Notre Ukraine, est nommé après un compromis avec les parlementaires du Parti des Régions. Mais ce changement de gouvernement surprenant est à rapprocher d'un évènement majeur dans la politique énergétique de l'Europe, la signature à Berlin entre le géant russe Gazprom et les compagnies allemandes E-On et BASF, d'un projet de construction d'un gazoduc entre la Russie et l'Allemagne sous la Mer Baltique, contournant ainsi l'Europe de l'Est et privant, l'Ukraine des redevances qu'elle percevait sur le transit du gaz. Pour sa part, le nouveau Président polonais Lech Kaczynski fait allusion au pacte germano-soviétique de 1938 pour qualifier cet accord. Iouri Ekharounov aura la lourde tâche de poursuivre les réformes, tout en trouvant un meilleur équilibre entre la pérennité des liens avec la Russie et l'ouverture progressive sur l'Europe.

Le gaz russe à l'origine d'instabilités et d'incertitudes

La nouvelle stratégie mise en place n'empêche pas le déclenchement de la crise du gaz ; le 1er janvier 2006, la Russie décide de couper les robinets vers l'Ukraine pour lui rappeler que le contrat qui lui offrait des tarifs préférentiels sur l'énergie est rompu depuis juin 2005, selon la thèse officielle. Mais il faut surtout y voir une manœuvre politique de la part de Vladimir Poutine, qui ne s'est jamais remis de son échec lors de la Révolution Orange. Il a perdu le contrôle d'un pays de l'« étranger proche », qui plus est l'Ukraine, souvent considérée - à tort ou à raison - comme le berceau de la civilisation russe, et devant de ce fait être

maintenue dans la sphère d'influence de Moscou. Rappelons que Vladimir Poutine, ancien membre du KGB, considère la dislocation de l'URSS comme « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle ». En utilisant l'« arme » du gaz, il a clairement voulu marquer les esprits des Ukrainiens - toute tentative politique d'éloignement par rapport à la Russie, et donc de rapprochement avec l'Occident, peut être source de danger - et a ainsi préparé le terrain pour le Parti des Régions de Viktor Ianoukovitch en vue des élections législatives du mois de mars, d'autant que le mécontentement au sein de la population est grand. Mais il est aussi parvenu à prouver aux Européens que la Russie, dont le sol regorge de gisements d'hydrocarbures à fort potentiel, est un partenaire indispensable en matière énergétique, d'autant plus que la question de la garantie des approvisionnements se posera de manière récurrente dans les années à venir avec la menace de la raréfaction des ressources. Les Polonais, les Hongrois, les Tchèques et les Slovaques, jusque-là largement dépendants de la Russie, ont décidé de prendre les devants en formulant une demande de diversification des approvisionnements auprès des institutions européennes.

Conformément aux prévisions, les élections législatives marquent un retour en fanfare de Viktor Ianoukovitch, qui recueille 32,14% des voix. En revanche, le parti du Président Viktor Iouchtchenko est sévèrement sanctionné lors de cette première consultation post-révolution, n'obtenant que 13,91% des suffrages. Il est même devancé par le Bloc Electoral de son ancien Premier Ministre Ioulia Timochenko, qui réalise un score de 22,29%. En terme de géographie des votes, nous nous retrouvons face à la même situation que lors de la présidentielle de 2004, avec le Parti des Régions solidement ancré à l'est du pays et le camp orange majoritaire à l'ouest, où l'on peut distinguer également deux zones, l'extrême ouest resté fidèle à Notre Ukraine et le centre-ouest autour de Kiev qui s'est orienté vers le parti de Ioulia Timochenko. Nous pouvons ainsi dire que nous n'avons plus seulement deux Ukraines, mais trois Ukraines. Loin derrière, le Parti Socialiste et le Parti Communiste obtiennent respectivement 5,69% et 3,66% des voix. Enfin, les autres formations, n'ayant pas passé la barre des 3% nécessaires pour siéger à la Verkhovna Rada, regroupent 22,31% des voix, un chiffre qui souligne le morcellement du paysage politique ukrainien et le désarroi d'une grande partie de la population qui se réfugie vers une autre forme de vote de protestation que le Parti des Régions.

Néanmoins, si nous additionnons les voix des partis qui ont participé au mouvement de décembre 2004 - Notre Ukraine, Bloc Timochenko, Parti Socialiste - nous obtenons un total de 41,89%, suffisant pour obtenir la majorité au Parlement ; l'esprit de la Révolution Orange, a certes, été ébranlé, mais il est toujours présent, et il s'agit plutôt d'un choix de personnalités, Ioulia Timochenko

ayant été préférée à Viktor Iouchtchenko. Elle prend alors l'initiative des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement dont elle espère prendre la direction. Mais le Président n'a aucune envie de retrouver l'égérie de la Révolution Orange comme Premier Ministre, la considérant trop radicale et excessive dans ses promesses, et elle lui reprochant un manque d'ambitions dans la conduite des réformes. Malgré tout, un accord de principe de coalition gouvernementale est signé dans la semaine qui suit le scrutin. Nous pourrions alors supposer que le camp orange est enfin reconstitué, mais les tensions qui avaient rythmé la campagne électorale refont très vite surface : le Parti Socialiste, par la voix d'Alexandre Moroz, accuse Notre Ukraine de retarder l'entrée en vigueur de l'accord, et Ioulia Timochenko partage son sentiment, estimant que les hésitations de Viktor Iouchtchenko ont pour origine l'éventualité de sa nomination au poste de Premier Ministre.

Il faut attendre le mois de juillet 2006, après de multiples tractations, pour la formation d'un nouveau gouvernement. Après avoir longtemps songé à une dissolution du Parlement, Viktor Iouchtchenko profite finalement d'un retournement de situation de dernière minute qui écarte Ioulia Timochenko : le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le Parti des Régions s'allient et constituent une majorité de 240 députés sur 450. Le leader pro-russe Viktor Ianoukovitch hérite ainsi du poste de Premier Ministre et Alexandre Moroz, pour sa part, devient Président du Parlement ; l'Ukraine entame alors une période de cohabitation. Afin d'éviter certaines crispations au cours de celle-ci, un « pacte d'union nationale » a été signé sur la conduite du pays, notamment sur les questions de politique étrangère ; le rapprochement avec l'Union européenne et le projet d'entrée à l'OMC ne sont pas remis en cause mais un référendum conditionnera l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, plutôt perçue comme une structure militaire qu'un organe de sécurité. Cet accord prévoit également « l'usage libre du Russe » pour la principale minorité ethnique et linguistique, très fortement présente à l'est.

Reprise du dialogue avec les Européens et maintien à distance vis-à-vis de la Russie

Or, dès février 2007 éclate une nouvelle crise politique. En effet, comme le craignaient certains experts, la cohabitation s'avère difficile et les députés du groupe Notre Ukraine, en désaccord avec la politique menée par le gouvernement, démissionnent les uns après les autres. Le Président Viktor Iouchtchenko, après avoir arraché l'accord de Viktor Ianoukovitch, décide en avril de dissoudre le Parlement ; les élections législatives sont fixées au 30 septembre 2007.

Pour la seconde fois en un an et demi, les Ukrainiens sont appelés aux urnes. Pour la plupart, il s'agira plutôt d'un vote par défaut que par conviction, car beaucoup de ceux qui ont participé à la Révolution Orange sont très déçus : certes, la démocratie et la liberté d'expression en sont ressorties renforcées, mais la vie quotidienne est de plus en plus difficile. Viktor Iouchtchenko est le premier visé par les critiques et s'attend à un nouvel échec pour son parti.

Le Parti des Régions demeure le premier parti ukrainien, avec 34,37% des voix, mais perd 11 sièges. Le Bloc Timochenko suit de près, avec 30,71% des suffrages et est incontestablement le grand vainqueur de ces élections. Quant à Notre Ukraine, le parti du Président, il se stabilise à 14,15%. Deux petites formations entrent aussi au Parlement : le Parti Communiste qui a progressé pour atteindre 5,39%, et le Bloc Litvine, aux positions politiques peu claires, avec 3,96%. En revanche, le Parti Socialiste chute à 2,86%, payant sans doute sa participation au gouvernement précédent, et ne sera plus représenté au Parlement.

Cette fois, Ioulia Timochenko apparaît plus légitime et propose la formation d'un gouvernement composé de membres de son parti et de Notre Ukraine. De son côté, Viktor Iouchtchenko avance l'idée d'une grande coalition entre les trois grandes formations, donc avec le Parti des Régions de Viktor Ianoukovitch, afin de préserver l'unité du pays, mais « la dame de fer » menace de retourner dans l'opposition si cette idée prenait forme. Les tractations risquent donc de se prolonger à nouveau pendant quelques semaines. La Russie, par l'intermédiaire de Gazprom, s'invite aux négociations en brandissant la menace de réduction des livraisons de gaz si l'Ukraine ne rembourse pas sa dette. Certains voient à travers cette intervention un moyen de pression pour éviter le retour de Ioulia Timochenko, d'autres la considèrent comme une simple recommandation avant le pic de consommation hivernal. La Commission européenne appelle les deux parties à trouver un terrain d'entente le plus rapidement possible pour ne pas se trouver dans la même situation qu'au début de l'année 2006. Un accord est finalement signé dans le courant du mois de décembre.

Entre-temps, le 5 octobre 2007, Viktor Iouchtchenko se rend à Paris pour rencontrer Nicolas Sarkozy et n'assiste donc pas à Douchanbe, la capitale du Tadjikistan, au dernier sommet de la CEI avec Vladimir Poutine en tant que Président de la Fédération de Russie. Le 10 octobre, il est convié par son homologue lituanien Valdas Adamkus à la « Conférence de Vilnius sur la sécurité énergétique 2007 : une énergie responsable pour des partenaires responsables », conférence au cours de laquelle il est question du développement de la politique énergétique de l'Europe, plus particulièrement entre la Pologne, les pays baltes et les états membres du GUAM. Enfin, le 21 octobre 2007, les élections législatives polonaises sont remportées par le parti libéral Plateforme Civique (PO) de Donald

Tusk, qui devient Premier Ministre. Celui-ci souhaite abandonner les méthodes de Jaroslaw Kaczynski - frère jumeau du Président Lech Kaczynski - et avoir des relations plus apaisées avec l'Allemagne et la Russie, participer plus activement à la construction européenne en étant l'un des premiers états membres à ratifier le Traité de Lisbonne, mais également développer des relations constructives avec l'Ukraine et la Géorgie, afin de contribuer à la politique de voisinage de l'Union européenne. En peu de temps, l'Ukraine semble être de plus en plus sollicitée par l'Europe communautaire et adhère volontiers à la PEV.

Le retour de Ioulia Timochenko, mais le cœur n'y est pas vraiment

Le 22 novembre 2007, quelques centaines de personnes se rendent sur la Place de l'Indépendance, à Kiev, pour célébrer le troisième anniversaire de la Révolution Orange, mais nous sommes bien loin de la foule en liesse, qui rêvait de jours meilleurs. Beaucoup critiquent la classe politique qui n'a pas tenue ses promesses en terme de lutte contre la corruption, de réforme des institutions et d'augmentation des salaires, et qui s'est surtout enfermée dans ses querelles intestines durant ces trois années, et même encore pour la nomination du gouvernement, certains députés pro-occidentaux de Notre Ukraine ne souhaitent pas voter en faveur de Ioulia Timochenko puisque son retour au pouvoir pourrait lui servir de tremplin à l'élection présidentielle, qui aura lieu en 2010 ou en 2011, contre Viktor Iouchtchenko. C'est seulement le 18 décembre 2007 qu'elle est nommée Premier Ministre.

L'Ukraine repart donc avec le même « duo » qu'il y a trois ans, juste après la Révolution Orange et semble reprendre le chemin qui la mène progressivement vers l'Europe. Mais les divergences de points de vue sur certains sujets cruciaux se multiplient et nuisent à la crédibilité du pays en dehors de ses frontières. Ainsi, alors que Viktor Iouchtchenko signe avec Vladimir Poutine à Moscou le 12 février 2008 un accord pour le remboursement de la dette gazière de 1,5 milliard de dollars, Ioulia Timochenko indique qu'elle n'en tiendra pas compte et est prête à de nouvelles négociations ultérieurement. Gazprom rappelle à l'ordre l'Ukraine le 3 mars 2008 par une réduction de 25% de ses livraisons de gaz. Deux jours plus tard, la « dame de fer » conclut un accord qui met un terme à cet ultime litige entre le deux pays. En outre, dans l'espoir d'une adhésion de l'Ukraine à l'OTAN lors du sommet de Bucarest, en Roumanie, du 2 au 4 avril 2008, Viktor Iouchtchenko multiplie les rencontres avec ses homologues des pays membres de l'Alliance Atlantique. Ses principaux soutiens proviennent des anciens pays satellites de l'URSS, en premier lieu la Pologne. Une réunion des Ministres des Affaires Etrangères des 26 états membres se tient au siège de l'OTAN à Bruxelles

le 6 mars 2008 pour faire un état des lieux. Il est peu probable que la demande de l'Ukraine, tout comme celle de la Géorgie, soit rapidement satisfaite. Pour l'Europe et les Etats-Unis, cet élargissement aux portes de la Russie serait inopportun et le temps serait plus favorable à l'ouverture du dialogue avec le nouveau Président Dimitri Medvedev, élu le 2 mars 2008. Le 12 février, Vladimir Poutine avait menacé de pointer ses missiles sur l'Ukraine si des bases de l'OTAN y étaient installées. Ioulia Timochenko, pour sa part, se montre prudente et propose l'organisation d'un référendum sur la question, sachant que la majorité de la population est hostile à l'adhésion. La bataille pour les prochaines élections présidentielles paraît déjà lancée.

Entre difficultés et lueurs d'espoir

Beaucoup de problèmes devront aussi être réglés d'ici là. L'Ukraine est en effet un pays malade, affecté de symptômes multiples. Nous avons évoqué les luttes de clans de la classe politique, la corruption et la très lente amélioration du niveau de vie, mais nous ne devons pas oublier la situation démographique catastrophique, avec le taux de natalité le plus bas d'Europe, deux fois inférieur au taux de mortalité, l'émigration, véritable hémorragie, qui lui a fait perdre 7 millions d'habitants depuis la chute de l'URSS, et les 600 000 personnes porteuses du virus du SIDA. Un rapport de l'ONU publié en 2001 prédisait une baisse de 40% de la population d'ici 2050. Il est presque inutile de rappeler que l'Ukraine porte encore pour longtemps les conséquences environnementales et sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, tellement celle-ci lui colle à la peau. Ses mines comptent parmi les plus meurtrières du monde, et un coup de grisou qui a fait 80 victimes dans la mine Zasiadko, près de Donetsk, dans la région du Donbass nous l'a malheureusement rappelé récemment. Son industrie héritée du régime communiste est souvent obsolète et source de pollution.

Mais il existe quelques lueurs d'espoir : l'agriculture commence sa modernisation et pourrait refaire de l'Ukraine le « grenier à blé » qu'elle était à l'époque soviétique. Les investisseurs étrangers misent sur son potentiel économique et permettent une plus grande diversification de l'industrie : les IDE des entreprises de l'Union européenne sont passés de 230 millions d'Euros en 2003 à 5,5 milliards d'Euros en 2006, alors que, par exemple, le géant indien de la sidérurgie Mittal a racheté la première aciérie ukrainienne en octobre 2005. Par ailleurs, l'adhésion de l'Ukraine à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) le 5 février 2008 a permis l'ouverture des négociations pour la mise en place d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne. Enfin, dans un registre totalement différent, s'agissant du sport, l'Ukraine, en collaboration avec la Pologne, s'est vue attribuer à la surprise générale l'organisation du championnat

d'Europe de football des nations de 2012, l'Euro 2012. Cette distinction est porteuse de symboles forts puisqu'elle est un moyen comme un autre de rapprocher l'Ukraine de l'Europe par l'intermédiaire de la Pologne et de montrer qu'elle y a toute sa place. Le défi est immense en terme d'infrastructures et le projet a déjà pris du retard, mais il peut être un élément favorable à la cohésion du territoire, à la valorisation de l'image du pays, à son essor économique. Il présente aussi une occasion de ressouder la population autour d'un enjeu collectif.

Copyright mai 2008-Le Moal / www.diploweb.com

La rédaction remercie A. Bon

Plus à ce sujet : Pierre Verluise, *20 ans après la chute de Mur. L'Europe recomposée*, Paris : Choiseul, 2009. [Voir](#)

[Retour au Sommaire](#)

Géorgie : objectifs russes

jeudi 28 août 2008, par *Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Docteur en géopolitique, directeur du site géopolitique www.diploweb.com, chercheur à l'IRIS

En contribuant à faire de la Géorgie une zone de fortes tensions, la Russie entend marquer la fin d'une époque et le début d'un nouveau moment géopolitique. D. Medvedev et V. Poutine s'inscrivent plus largement dans une quête de puissance, aussi bien sur le terrain énergétique que stratégique, par rapport à l'UE comme vis-à-vis de l'OTAN.

QUELS PEUVENT être les objectifs géopolitiques de la Russie dans le conflit qui l'oppose à la Géorgie ? Au risque d'une dégradation de son image en Europe, pourquoi choisir sciemment une stratégie de la tension au lieu de la négociation ?

La fin d'une partie, le début d'une autre

En contribuant à faire de la Géorgie une zone de fortes tensions, Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine veulent d'abord « siffler la fin de la partie ». Le 17 février 2008, la déclaration d'indépendance du Kosovo, bientôt reconnue par les Etats-Unis et la majorité des membres de l'Union européenne - en dépit des contestations de Moscou - a ouvert une boîte de Pandore facile à instrumenter : Transnistrie, Ossétie du Sud, Abkhazie... ce ne sont pas les « conflits gelés » qui manquent. A ce jeu, le Kremlin a des munitions pour que ses prises de position soient davantage prises en considération. Les années durant lesquelles les Occidentaux pouvaient « passer en force » semblent derrière nous. Depuis quelques temps déjà, une nouvelle phase s'esquisse. En effet, l'exécutif russe s'inscrit plus largement dans une quête de puissance, aussi bien sur le terrain énergétique que stratégique.

Objectif énergétique

Depuis le début des années 2000, la Russie développe progressivement une « arme énergétique ». [1] Dans le cas de la Géorgie, un premier objectif du Kremlin pourrait être de conduire la crise à un niveau suffisant pour nuire aux

projets occidentaux de construire sur le territoire géorgien des infrastructures destinées à évacuer - sans passer par la Russie - les hydrocarbures de la mer Caspienne, d'Asie centrale, voire à terme d'Iran. Pourquoi ? Parce que de tels projets démonétiseraient la place de Moscou sur l'échiquier énergétique mondial. Le Kremlin s'étant assuré le monopole sur les oléoducs et gazoducs de Russie, Moscou entend consolider son rang de puissance énergétique, non seulement avec ses produits mais avec ceux de son voisinage. Autrement dit, se rendre incontournable, pour qu'on lui reconnaisse le statut de grande puissance à laquelle elle aspire.

En signant des accords avec des républiques d'Asie centrale fin 2007, la Russie a réussi un doublé : capter la ressource de « l'étranger proche » pour la revendre - avec un bénéfice - aux Européens, et fragiliser le projet du gazoduc Nabucco imaginé par la Commission européenne pour accéder directement aux ressources de la Caspienne. L'Asie centrale devient ainsi une variable importante de la donne énergétique russe, permettant au Kremlin d'assurer ses livraisons tout en consolidant son ascendant sur l'UE, son premier client. En jouant l'escalade avec Tbilissi, la Russie fait de la Géorgie un « risque pays » élevé pour les entreprises occidentales tentées d'y construire les infrastructures d'exportation dont le Kremlin ne veut pas.

Compte tenu des responsabilités antérieures de D. Medvedev au directoire de *Gazprom* [2] , il y avait tout lieu d'envisager que son accession à la présidence voit la Russie affirmer son jeu d'« Empire énergétique ». La guerre russo-géorgienne en fait la démonstration.

Objectif stratégique

Le deuxième objectif du Kremlin peut être purement stratégique : déstabiliser la Géorgie au point de rendre plus difficile le début d'un processus d'adhésion à l'OTAN.

Il est vrai que le précédent sommet de l'Otan à Bucarest (avril 2008) s'est déjà soldé par un refus d'accorder à la Géorgie et à l'Ukraine un Plan d'action en vue de l'adhésion (MAP), en dépit des appels pressant de G. W. Bush à ne pas accorder ainsi de facto à la Russie un « droit de veto » déguisé sur les décisions de l'OTAN. Alexandre Adler s'en est réjoui à l'époque : « Il faut se féliciter très clairement qu'une conjonction franco-allemande, enfin reconstituée pour la circonstance, ait enterré le projet de candidature de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN. » [3] Accorder à l'Ukraine un MAP aurait été, selon cet auteur, « un acte de guerre, à tout le moins un acte de guerre froide caractérisé. » On pourrait pourtant se demander si la division de l'OTAN lors du sommet de Bucarest au

sujet de ces « candidatures à la candidature » n'a pas été interprétée par les stratèges russes comme une fenêtre de tir.

En effet, certains responsables géorgiens et ukrainiens ne perdaient pas espoir qu'un prochain sommet leur permette d'engager la procédure d'une adhésion à l'OTAN. Dès lors, réactiver la crise des nationalités dans le Caucase *via* l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie a du sens pour le Kremlin. Pourquoi ne pas saisir les occasions qui se présentent ?

Cette actualité pose au moins deux questions, l'une au sujet de la communauté euro-atlantique, l'autre à propos de la Russie.

Comment l'UE et l'OTAN vont-elles réagir ?

Les 21 pays membres de l'Union européenne qui sont aussi membres de l'OTAN sauront-ils trouver une analyse commune et une stratégie efficace face à la guerre russo-géorgienne ? Comment réagiront les pays membres de l'UE qui ne sont pas membres de l'OTAN ? L'Union européenne compte 27 Etats membres, tous forts d'une histoire différente, notamment vis-à-vis de la Russie. Et chaque pays rassemble des acteurs qui peuvent avoir des approches contradictoires. Les entreprises, les cercles d'experts, les réseaux d'influence, les différents ministères et la direction politique d'un État membre n'ont pas nécessairement les mêmes intérêts. Il en résulte le plus souvent à l'échelle d'un même pays non pas une mais des stratégies. Que dire, alors, à l'échelle de l'Europe communautaire ? Celle-ci est elle-même divisée en plusieurs institutions et cercles, qui cherchent chacun à faire valoir un point de vue, évidemment au nom de l'intérêt général. Face à la multitude d'acteurs et de stratégies des pays membres de l'Union européenne, un interlocuteur unique : la Russie. Celle-ci possède une excellente connaissance des sociétés européennes et des réseaux variés, habiles et déterminés. Et que feront les 5 membres de l'OTAN ... qui ne sont pas membres de l'UE, à commencer par les Etats-Unis ?

Russie : le retour ?

Deuxième question : la Russie est-elle déjà redevenue une puissance ? Début 2008, Anne de Tinguy (CERI) répondait avec prudence, notamment parce que le pays demeure marqué par la faiblesse des infrastructures et une tendance lourde à la dépopulation. [4] « Ces contraintes économiques et démographiques font de la Russie non pas une grande puissance qui pourrait se suffire à elle-même et peser sur le reste du monde, mais une puissance moyenne qui a besoin du monde extérieur pour diversifier et moderniser son économie et dont l'intérêt est de stabiliser ses positions internationales en s'appuyant sur des partenaires fiables. » [5] La guerre russo-géorgienne vient-elle modifier ces fondamentaux ?

Et si la Russie entendait (re)construire sa puissance non pas sur son pouvoir de séduction - le *soft power*, qu'elle utilise par exemple en Transnistrie avec Proriv - mais tout simplement sur l'usage de la force ? La deuxième guerre de Tchétchénie a largement démontré que la Russie conserve un culte pour l'usage de la force. D'ailleurs, la population russe ne soutient-elle pas massivement son gouvernement ? Ce qui amène à s'interroger : la Géorgie va-t-elle remplacer la Tchétchénie dans sa fonction sociale interne ?

Heureusement, l'"Histoire ne repasse pas les plats"

Avant d'être assassinée en 2006, Anna Politkovskaïa publiait en 2003 des lignes qui méritent une relecture : « Après un bref interlude eltsinien, la Russie, amputée des « républiques sœurs » de l'URSS, sentit qu'elle n'était pas capable de vivre confortablement sans traditions ni ambitions impériales. Elle eut besoin d'un « petit » et d'un « méchant » pour pouvoir se sentir grande et importante. La joie orgasmique d'être une puissance se nourrit de l'écrasement, de l'humiliation de l'autre, que l'on peut piétiner en toute impunité. Le principe est simple : ici, c'est la zone de résidence pour les « méchants » qu'il faut rééduquer, et là, par rapport à cet enfer, le reste du territoire russe, où vivent les « bons », semble un paradis [...] « Le Kremlin préfère attiser les braises du conflit pour qu'il ne s'éteigne pas. En effet, il s'agit d'un atout politique majeur, dans le jeu du pouvoir en place ». [6] Vladimir Poutine ne lui doit-il pas son premier mandat présidentiel ? Et son deuxième ? Quiconque a vécu en Russie sait combien le racisme anti-caucasiens y est partagé. Pour autant, « l'histoire ne repasse pas les plats ». Et, *last but not least*, la Géorgie est un Etat souverain. Il vrai que depuis Kremlin semble décidé à la démanteler puisqu'il a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud le 26 août 2008. Si l'Europe communautaire semble désarmée face à ce coup de force de Moscou, c'est peut-être parce que ses Etats membres comme ses institutions n'ont pas suffisamment développé l'analyse géopolitique de l'UE et de ses frontières durant les dernières années. Le retour au principe de réalité est violent.

L'attitude de la communauté internationale sera déterminante dans l'évolution de ce nouveau conflit. A l'échelle communautaire, il reste une question quelles en seront les incidences sur la négociation du nouveau partenariat stratégique UE-Russie, engagée le 27 juin 2008 ?

La présidence du Conseil de l'UE condamne fermement la reconnaissance par les autorités russes de l'indépendance de

L'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud (26 août 2008)

Déclaration de la présidence du Conseil de l'UE

"La Présidence du Conseil de l'Union européenne prend note de la décision prise par les autorités russes de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

Elle condamne fermement cette décision. Celle-ci est contraire aux principes d'indépendance, de souveraineté et d'intégrité territoriale de la Géorgie, reconnus par la Charte des Nations Unies, l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et les Résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Dans ce contexte, la présidence du Conseil de l'Union rappelle avec force son attachement au principe d'intégrité territoriale de la Géorgie dans ses frontières internationalement reconnues.

Elle appelle de ses vœux une solution politique des conflits en Géorgie. Elle examinera de ce point de vue les conséquences de la décision de la Russie."

Plus à ce sujet : Pierre Verluise, *20 ans après la chute de Mur. L'Europe recomposée*, Paris : Choiseul, 2009. [Voir](#)

Notes

[1] Cf. C. BAYOU et P. VERLUISE, « Russie, énergie et géopolitique », dans A. CIATTONI (dir.) *La Russie*. Paris : Sedes, 2007.

[2] Anecdote significative, cette entreprise co-finance pour la saison 2009 une équipe cycliste de très haut niveau baptisée Katioucha, comme les missiles de l'armée soviétique. (*Le Monde*, 17 juillet 2008)

[3] A. ADLER, « L'intérêt des Etats-Unis et celui de l'Europe dans l'Otan », *Le Figaro*, 5 avril 2008.

[4] Cf. G.-F. DUMONT, « La Russie en forte dépopulation », *Population & Avenir*, n° 684, septembre-octobre 2007, p. 3. Voir aussi ce qui se rapporte aux causes démographiques de la fin de l'URSS dans la conclusion de G.-F. DUMONT, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Ellipses, 2007.

[5] A. de TINGUY, *Moscou et le monde. L'ambition de la grandeur : une illusion ?*, CERI/Autrement, 2008, p. 207.

[6] A. POLITKOVSKAIA « Tchétchénie, le déshonneur russe », Paris, Buchet/Chastel, 2003

[Retour au Sommaire](#)

La crise en Russie

samedi 10 octobre 2009, par *Philippe CONDE*

L'auteur :

Docteur en Economie Internationale, ROSES/Faculté de sciences économiques,
Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Géopolitique de la Russie. Voici un vaste tour d'horizon de la crise économique en Russie et de possibles incidences politiques et diplomatiques.

« *La Russie ne sera jamais aussi forte qu'elle voudrait l'être mais ne sera jamais aussi faible que le voudraient les autres.* » Baron Otto Eduard Leopold von Bismarck (1815- 1898). [1]

DURANT les huit premières années du XXIème siècle, la Fédération de Russie a connu le plus long et le plus remarquable cycle d'expansion depuis la fin de l'URSS en 1991. La croissance économique annuelle moyenne a atteint 7% entre 2000 et juin 2008. Jusqu'en juillet 2008, le pays a accumulé environ 600 milliards de dollars de réserves de change (soit 40% de la richesse nationale), ce qui plaçait la Russie à la troisième place mondiale en la matière, derrière le Japon et la Chine. En janvier 2008, le pays effectuait son entrée dans le club des dix principales économies mondiales aux côtés du Brésil, de l'Inde, du Mexique ou de la Corée du Sud.

Le boom du cours des matières premières alimenté par une forte demande mondiale, dont celle provenant d'une économie chinoise en surchauffe, allié à une faiblesse historique du dollar américain ont fortement contribué au retour de la croissance russe. La flambée du cours du baril de pétrole, qui a atteint un pic de 147 dollars en juillet 2008, soit une multiplication par dix de son prix par rapport au printemps 1998, a joué un rôle décisif dans la sortie de crise de la Russie postsoviétique. Cette situation montre que l'économie russe demeure encore très dépendante du secteur énergétique qui représente 30% du PNB, 40% des recettes du budget fédéral (premier contributeur) et plus de 50% des devises du pays. Jusqu'en juillet 2008, en dépit de cette forte dépendance énergétique et des tensions sur le marché pétrolier, la majorité des analystes et des investisseurs restaient optimistes sur la poursuite de la croissance de l'économie russe et de

celle du cours de l'or noir.

Ce regain de puissance économique a entraîné un durcissement des positions diplomatiques russes, les dirigeants étant convaincus que la Russie n'avait plus besoin de l'Occident. En février 2007, la 43ème conférence sur la sécurité de Munich a permis au président Vladimir Poutine d'exprimer l'étendue des divergences avec l'Occident et les Etats-Unis en particulier (élargissement de l'OTAN, nucléaire iranien, bouclier antimissiles en Europe orientale, militarisation de l'espace par Washington, ingérence occidentale dans les affaires intérieures russes...). Selon le maître du Kremlin « *la Russie a une histoire de plus de mille ans. Et elle a pratiquement toujours usé du privilège de mener une politique extérieure indépendante. Nous n'avons toujours pas, aujourd'hui encore, l'intention de modifier cette tradition.* » [2]

Cependant, la guerre russo-géorgienne (8-12 août 2008) et la reconnaissance par Moscou des indépendances abkhaze et sud-ossète (26 août 2008) ont entraîné une forte indignation parmi les gouvernements occidentaux et miné durablement la confiance des investisseurs étrangers dans l'économie russe. A partir d'octobre 2008, la propagation de la crise financière américaine à l'ensemble du monde et l'effondrement des cours du pétrole sont venus réfuter la position officielle de Moscou selon laquelle le pays demeurait un « îlot de stabilité ».

Depuis janvier 2009, la Fédération de Russie et les pays occidentaux traversent une crise économique d'une ampleur inédite depuis les années 1990 pour la première et depuis les années 1930 pour les seconds [3].

Cette crise aura des répercussions sur les structures économique, sociale et politique de la Russie. Ainsi, le « contrat social » - moins de libertés politiques en échange d'une meilleure distribution des fruits de la croissance économique, mis en place par Vladimir Poutine lors de son accession au Kremlin en mars 2000 - pourrait-il connaître quelques ajustements.

Traditionnellement désintéressée par les affaires de la cité et méfiante envers les institutions du pays, la population russe pourrait, en temps de crise, demander d'exercer davantage ses droits garantis par la Constitution du pays.

Causes et effets présents et futurs

La guerre russo-géorgienne et la reconnaissance des républiques sécessionnistes de Géorgie par Moscou en août 2008 ont entraîné une fuite massive des capitaux étrangers de Russie. Avant la crise, les autorités russes avaient sous-estimé le degré d'intégration économique et financière de leur pays dans l'économie mondiale [4]. Or les investisseurs étrangers détenaient 70% des valeurs cotées sur la place moscovite.

L'appel de Condoleeza Rice, secrétaire d'Etat américaine, à sanctionner la Russie au lendemain de la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud a pu être interprété par les investisseurs, anglo-saxons particulièrement, comme un signal pour vendre leurs actifs russes.

Au cours des quatre derniers mois de 2008, le désengagement massif des investisseurs étrangers a provoqué l'effondrement de la place financière de Moscou qui a perdu 72% de sa valeur et a entraîné une fuite de capitaux évaluée par la Banque centrale de Russie à 132 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année (contre un afflux de 82,4 milliards en 2007).

La forte chute des valeurs boursières a fait fondre la capitalisation des groupes énergétiques et miniers russes qui s'étaient engagés, avec l'accord tacite du Kremlin, dans des politiques d'acquisitions agressives à l'étranger, afin de constituer de véritables groupes transnationaux.

A partir du mois d'octobre 2008, la crise financière internationale a progressivement contaminé la sphère réelle et engendré une récession économique mondiale. Les prix des matières premières et de l'énergie, principaux moteurs de la croissance russe, ont fortement chuté. Le cours du pétrole a perdu plus de 50% de sa valeur entre janvier 2008 (96 dollars le baril) et décembre 2008 (44,6 dollars le baril), mettant en péril la situation des finances publiques russes.

Cette nouvelle crise mondiale a révélé l'extrême vulnérabilité de l'économie russe aux fluctuations des cours des matières premières, en raison de son manque de diversification industrielle. Entre 2000 et juillet 2008, la flambée des cours de l'énergie a accentué la dépendance russe vis-à-vis du pétrole et du gaz. En 2006, les exportations de ces énergies fossiles représentaient 48% des ventes à l'étranger contre 35% en 1997. Au niveau des importations, pour les mêmes années, les produits alimentaires et les biens d'équipement et de transport constituaient respectivement 54,5% et 42,6% du total des achats sur le marché mondial [5]. En dépit de la forte dévaluation du rouble en 1998, qui a accru la compétitivité-prix des produits russes, les industriels n'ont pas réussi à améliorer leurs positions sur les marchés occidentaux. Ainsi, en 2008, les exportations de produits manufacturés, armements exclus, ont représenté moins de 10% du total, et étaient exclusivement destinées aux Etats de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et aux pays en voie de développement.

L'étude de la productivité montre que **la Russie n'est pas compétitive sur les marchés des pays développés.** Sur la période 1998-2007, malgré une augmentation annuelle de 6%, la productivité russe n'a atteint que 26% du niveau américain en 2007 [6]. Selon les branches, seules 10 à 40% des entreprises sont

compétitives et uniquement grâce à la faiblesse de leurs coûts. En 2007, les dépenses russes en recherche et développement se sont élevées à 1,4% du PIB, soit un niveau semblable à celui de la Chine. Mais contrairement à cette dernière, l'essentiel de la recherche est financé par l'Etat à des fins militaires. Comme à l'époque soviétique, le passage aux applications civiles demeure très problématique. Chaque année, seule une quantité infinitésimale de produits nouveaux est mise sur le marché, à la disposition des consommateurs et par conséquent, à la différence de la Chine, le nombre de brevets déposés demeure négligeable (1,6% des dépôts mondiaux contre 7,3% pour l'Empire du Milieu, en 2006).

Depuis octobre 2008, les mécanismes à l'œuvre dans l'économie russe contredisent donc l'idée de Jacques Sapir selon laquelle « *Le régime de croissance qui semble s'être mis en place en Russie ces dernières années marque une rupture avec le modèle rentier de production de matières premières qui semblait devoir s'imposer dans la période 1992-1998.* » [7]

Dès 2000, les autorités ont amorcé une diversification de l'économie, par le biais de la constitution de holdings publics dans les secteurs de l'aéronautique, de l'espace, du nucléaire ou des nanotechnologies, mais son impact sur la structure des exportations ne se vérifiera qu'à plus long terme [8] .

C'est la raison pour laquelle la Russie traverse une crise économique aussi profonde, comme nous le montrent les indicateurs présentés ci-dessous. Le déclin amorcé au dernier trimestre 2008 s'est accéléré durant les six premiers mois de 2009.

Russie : principaux indicateurs macroéconomiques 2006-2009

Ainsi, entre janvier et juin 2009, le PIB, la production industrielle et les investissements ont diminué de plus de 10%, par rapport à 2008. L'effondrement des cours du pétrole a entraîné un déficit du budget fédéral pour la première fois depuis 1999 (voir tableau ci-dessus).

A la fin du premier semestre 2009, les mesures de relance du gouvernement, évaluées à 96 milliards de dollars, n'avaient toujours pas réussi à stimuler l'économie puisque la production a continué de s'effondrer de 17,1% en mai contre 16,9% en avril en rythme annuel. La situation était particulièrement dramatique dans le secteur automobile : la production de camions a chuté de 71,8% et celle de véhicules de tourisme de 63,9% en rythme annuel au mois de

mai.

Dans ces conditions, la Banque Mondiale, tout comme le Ministère russe des finances, estiment que **le PIB de la Russie devrait se contracter de 8,5% en 2009.**

Cette mauvaise performance aura des conséquences néfastes sur le budget fédéral dont le déficit pourrait atteindre 9% du PIB sur l'ensemble de l'année 2009. La population est aussi durement touchée, par l'augmentation du chômage (de 6,1% à la fin 2008 à 9,7% en mai 2009) et de la pauvreté. D'après la Banque Mondiale « *la crise provoquera une redistribution des revenus et de la richesse. La part de la population vulnérable a atteint 20,9% contre 18,3% auparavant (soit une augmentation de 3,6 millions de personnes). Et la classe moyenne devrait perdre 6,2 millions de personnes, soit 10% de ses effectifs* ».

L'élite industrielle, majoritairement constituée d'oligarques ayant fait fortune pendant la transition des années 1990, a également subi les effets de la crise. Entre août et octobre 2008 les 25 russes les plus riches ont perdu 230 milliards de dollars en raison de la chute de leurs actifs cotés à la Bourse de Moscou [9]. En conséquence, comme la majorité d'entre eux s'était endettée vis-à-vis des banques privées et publiques russes, comme la Sberbank, mais aussi étrangères pour financer leur expansion à l'international, en déposant en garantie une partie des actions de leurs groupes, ils se sont trouvés dans l'incapacité d'honorer leurs engagements. Leurs entreprises tels les groupes sidérurgiques se sont trouvées en situation de faillite virtuelle et leurs propriétaires ont dû demander l'aide de l'Etat.

Les sociétés du groupe détenu par Oleg Deripaska, jadis première fortune de Russie, cumuleraient une dette bancaire de 25 à 28 milliards de dollars, dont 14 milliards pour Rusal (aluminium) et 1,3 milliard pour Gaz (automobile) [10]. Afin de sauver ces entreprises de la faillite, les autorités russes ont opéré des injections de fonds à hauteur de 50 milliards de dollars, ce qui donnera un droit de regard à l'Etat sur leur gestion. **La crise offre à l'Etat l'opportunité d'accroître son poids dans l'économie et d'engager une nouvelle redistribution de la propriété à son avantage.** Pour Olga Krychtanovskaïa, spécialiste des élites à l'académie russe des sciences « *Les problèmes des milliardaires entraînent le renforcement du rôle de l'Etat, car presque toutes les ressources naturelles sont concentrées entre ses mains* » [11]. **Les gagnants de la redistribution pourraient être les oligarques proches de Vladimir Poutine.** A l'issue de la crise, une oligarchie poutinienne pourrait remplacer celle qui a prospéré sous l'ère Eltsine, à moins que le président Medvedev ne parvienne à créer une nouvelle élite politique pour contrebalancer l'influence des

siloviki [12].

Contestation de la population et popularité de l'exécutif

Depuis décembre 2008, dans ce contexte de grave crise économique, les manifestations des salariés impayés ou licenciés tendent à se multiplier. Le 22 décembre, à Vladivostok, la police a violemment dispersé 3 000 manifestants qui protestaient contre l'augmentation des droits de douane sur les automobiles et les camions d'occasion, de respectivement 50% et 100%. Cette hausse est intervenue le 12 janvier 2009 et avait pour but de protéger l'industrie nationale [13].

Le 2 juin 2009, à Pikaliovo, petite ville de 22 000 habitants située à 200 kilomètres de Saint-Pétersbourg, les ouvriers de l'usine de ciment, détenue par le milliardaire Oleg Deripaska, ont bloqué l'autoroute fédérale menant à la capitale impériale pour réclamer leurs arriérés de plusieurs mois de salaire. Le problème n'a été résolu que par le déplacement, très médiatisé, du premier ministre Vladimir Poutine. Ce dernier a contraint l'oligarque à signer un contrat l'engageant à reprendre la production et a ordonné à la banque publique Vnechtorgbank de verser le montant correspondant aux arriérés de salaires sur le compte de l'usine.

Cette situation pourrait créer un précédent et servir de « modèle » pour d'autres villes minées par des problèmes socio-économiques. Cela pourrait être particulièrement le cas dans les cités où une seule entreprise emploie plus de 10% de la population comme Ouralvagonzavod (matériel militaire, ferroviaire, machinisme agricole...) à Nijni Taguil (Oural), Baïkalsk (cellulose et papier ; usine fermée depuis novembre 2008), dans la ville éponyme (région d'Irkoutsk, en Sibérie orientale), ou AvtoVAZ (Lada) à Togliati (région de Samara).

Mais en réalité, la probabilité pour qu'un tel scénario survienne à nouveau demeure très faible, puisque comme l'a justement remarqué Laure Delcourt « *ces manifestations restent strictement encadrées ; car les autorités n'entendent pas, comme l'a indiqué le président Medvedev, tolérer une instabilité sociale persistante dans un contexte de grave crise économique.* » [14]

Dans ce cas, les protestations qui viendront à se produire, d'ici au retour de la croissance prévue pour 2010, auront un impact extrêmement limité sur l'attitude des autorités dont la cote de confiance n'a que très faiblement diminué depuis le début de la crise.

En effet, en février 2009, selon un sondage du Centre d'étude de l'opinion publique russe (VTsIOM) 69% des personnes interrogées avaient une opinion favorable du président Dmitri Medvedev et 74% une opinion positive de son

premier ministre Vladimir Poutine. En juin 2009, malgré la forte dégradation de la situation économique et sociale (chute du PIB de 10,1% et augmentation du chômage, qui atteint 9,7% de la population active durant les cinq premiers mois de l'année), la popularité du président s'élevait à 68% et celle du premier ministre demeurait supérieure à 70% [15]. Selon Vladimir Belaeff, président du Global Society Institute de San Francisco, « *la question de l'adéquation des institutions politiques russes face à la sévérité de la crise présente doit avoir une réponse affirmative. Evidemment, il n'y a pas de système parfait, et comme aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et dans d'autres sociétés complexes, la Russie peut et devrait examiner continuellement et travailler à améliorer sa gouvernance. La gouvernance économique russe dans des conditions d'anxiété exceptionnelle est généralement plus efficiente [...].* » [16]

Le problème est que tous les sondages effectués auprès de la population russe, et ceux réalisés en février et juin 2009 ne font pas exception à la règle, révèlent **un fossé incommensurable entre la confiance dans les dirigeants de l'exécutif et dans celle de la politique menée**. Ainsi, en février 2009, même si 74% des sondés avaient une opinion positive du chef du gouvernement, 15% des personnes interrogées seulement approuvaient sa politique économique. De même en 2006, Vladimir Poutine, alors au Kremlin, jouissait de la confiance de 77% des sondés et 44% des personnes accordaient leur confiance au gouvernement dirigé par Mikhaïl Fradkov. Toutefois, 65% se disaient insatisfaits de l'état général des affaires dans le pays et 63% désavouaient la politique du gouvernement. De même, en 2005, l'examen de la popularité des institutions montrait que les russes continuaient de les considérer avec méfiance : l'Eglise orthodoxe réunissait 16% d'avis favorables, l'armée 14%, la Douma 2%, les partis politiques 1% et les exécutifs locaux 0,5% [17].

En fait, les différentes études sociologiques menées pendant la période postsoviétique montrent que **le fossé qui séparait, du temps de l'URSS, les élites politiques de la société ne s'est absolument pas réduit**. A partir de 2000, la mise en place d'un système fondé sur la « verticale du pouvoir » qui avait pour objectif de renforcer le pouvoir central, très affaibli sous l'ère Eltsine durant les années 1990, en permettant la transmission rapide des instructions du Kremlin vers les niveaux inférieurs de l'administration (régional, municipal, local) a surtout participé à éloigner davantage le pouvoir des citoyens. En septembre 2004, suite à la tragique prise d'otages dans une école de Beslan en Ossétie du Nord, la suppression de l'élection des gouverneurs au suffrage universel a accentué la dichotomie entre sphère étatique et sphère citoyenne. Depuis lors, les dirigeants régionaux ne rendent plus compte de leurs actions qu'au seul Président de la Fédération de Russie, et non plus à leurs administrés. Eugène B. Rumer

montre que « *Poutine a effectivement rétréci la base de soutien de la branche exécutive et l'a rendue hautement dépendante de sa popularité personnelle. Au lieu d'élargir la base de son soutien et de celui de son gouvernement, il a créé quelque chose qui ressemble à une **pyramide inversée** sur laquelle la fondation - la vaste bureaucratie gouvernementale - repose sur la pointe de la pyramide - Poutine* ». [18]

Autrement dit, l'édifice dans lequel Vladimir Poutine a investi une énergie si extraordinaire pendant les huit années de sa double présidence afin de remettre le pays en mouvement repose non pas sur une base mais sur une pointe, ce qui constitue un équilibre hautement instable et donc porteur d'incertitude. La population, épuisée par les soubresauts de la transition, semble se contenter de cet équilibre précaire préférable à l'état anarchique durant les années 1990. Et il a surtout permis d'accompagner un cycle de croissance économique robuste d'une durée de 8 ans, record inégalé depuis les années 1960 en Russie. Par ailleurs, cette relative stabilité a aussi participé au retour de Moscou sur la scène internationale. Ces raisons expliquent largement, quelles que soient les limites (elles sont nombreuses) du système mis en place, la reconnaissance du peuple russe envers Vladimir Poutine.

Le verrouillage du système politique, une des conséquences de la « verticale du pouvoir », par le clan des *siloviki*, c'est-à-dire par des personnes issues, comme Vladimir Poutine, de l'ancien KGB, mais aussi des ministères de l'intérieur et de la défense, offre une garantie de sa perpétuation, au moins à court terme. Il peut paraître intéressant d'analyser le comportement du système dans une situation inédite, celle de crise économique, tandis qu'il a déjà prouvé son efficacité relative en période de forte croissance économique (2000-2008).

Vers un nouvel accès d'autoritarisme du régime politique ?

Olga Krychtanovskaya montre que l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin s'est accompagnée de l'accession d'un nombre important de militaires et d'anciens membres des services secrets à tous les niveaux hiérarchiques du pouvoir, entre 10 et 70 %, selon les échelons. Elle met en avant l'émergence d'une « militocratie » potentiellement dangereuse parce qu'elle est caractérisée par un mode de gestion non démocratique qu'elle pourrait éventuellement appliquer à l'ensemble de la société [19].

Depuis 2000, **la Russie est devenue un pays moins démocratique au sens occidental**, puisque les partis politiques non loyaux au Kremlin ont été exclus de la Douma consécutivement à la loi augmentant de 5 à 7% le seuil légal de représentation et que les autorités ont limité l'accès de l'opposition aux médias

nationaux. D'autre part, l'élection des gouverneurs régionaux au suffrage universel a été supprimée au profit d'une nomination présidentielle selon des critères hautement opaques. Enfin, la séparation des pouvoirs telle que prévue par Montesquieu n'a jamais réellement existé, même sous les présidences de Boris Eltsine (1990-1999).

Depuis janvier 2009, **la grave récession dans laquelle est entrée la Russie a gelé les réformes politiques, qui pourraient mener à une plus grande libéralisation**, la priorité étant donnée à la stabilisation de la situation économique et sociale.

Un rapport publié par Public Projects Institute, un *think tank*, proche du parti du pouvoir, Russie Unie, dirigé par Vladimir Poutine montre que « *la crise financière requiert un leadership fort. Il serait plus honnête et réaliste de dire que la démocratisation du système politique russe ne peut être une priorité dans un avenir proche. [...] En temps de guerre et de crise, un système politique qui réussit devient charismatique et donc inévitablement plus autoritaire. Une tempête nécessite un capitaine* ». [20]

La popularité de Vladimir Poutine et la domination qu'exerce son parti sur la scène nationale et régionale plaident en faveur de la continuité du régime issu des réformes de l'an 2000. Si la crise venait à se prolonger au cours de l'année 2010 ou si la croissance économique devait être faible à court terme (entre 1% et 2% l'an), l'agitation sociale pourrait s'aggraver. Dans ce cas les autorités pourraient décider d'un renforcement sécuritaire et d'une nouvelle limitation des libertés individuelles, notamment à travers un contrôle plus strict des médias et un regain de propagande nationaliste, afin de prévenir tout risque de déstabilisation.

Toutefois, le pire n'étant jamais certain dans l'histoire des hommes, sous la pression des événements, dans le but de sauvegarder le système et de calmer l'anxiété de la population, on pourrait assister à une timide libéralisation. Depuis son accession au Kremlin, en mai 2008, le président Dmitri Medvedev s'emploie à véhiculer une image moins rigide, plus libérale et plus moderne que son prédécesseur. En février 2008, au cours d'une intervention télévisée le président a suggéré à ses concitoyens l'ébauche d'un « nouveau contrat social » qui serait fondé sur davantage d'ouverture de la part de l'Etat en échange du soutien du peuple. [21]

En juin 2009, il a rencontré les dirigeants de trois petits partis politiques : Yabloko, Patriotes de Russie et Cause juste. Il les a incités à ne pas perdre l'espoir d'une représentation parlementaire future, en les assurant de son engagement envers le pluralisme politique. En ce sens, la nouvelle loi impulsée par Dmitri

Medvedev, qui permet aux partis ayant obtenu entre 5% et 7% des voix aux élections législatives de décrocher un ou deux sièges à la Chambre basse du parlement, peut apparaître comme un progrès démocratique par rapport à l'ère Poutine.

Depuis les élections législatives de 2007, seuls quatre partis politiques sont représentés à la Douma. Deux d'entre-deux (Parti libéral démocrate et Russie juste) soutiennent le gouvernement, le parti communiste demeure dans l'opposition et le parti du gouvernement, Russie Unie, possède une majorité des deux tiers (315 sièges) à la Chambre basse, ce qui lui permettrait d'initier toute révision constitutionnelle ou de destituer le président Medvedev.

A moins de penser comme Vladimir Shveitser que sous l'effet de la crise économique et financière Russie Unie et Russie Juste n'éclatent en plusieurs petits partis aux intérêts divergents, Dmitri Medvedev continuera de se trouver prisonnier de la domination de Russie Unie, dans sa volonté de libéraliser plus en profondeur le système politique russe. [22]

Selon l'analyste Nikolai Petrov, les réformes entreprises par l'actuel président « *sont des changements limités, décoratifs dont l'objet est de démontrer que quelque chose change, quelque chose s'améliore, quelque chose va en se démocratisant, mais ils ne modifient aucunement l'ensemble du modèle politique.* » [23]

Des réformes ambitieuses comme le retour de l'élection des gouverneurs et/ou des sénateurs au suffrage universel sont a priori à exclure durant le mandat présidentiel, car cela supposerait un affrontement frontal entre Dmitri Medvedev et Vladimir Poutine (qui y demeure ouvertement opposé), aux conséquences potentiellement déstabilisatrices pour l'ensemble de la Russie.

C'est pourquoi, **l'ouverture politique restera limitée à court terme et constituera davantage une variable d'ajustement** qui sera fonction de l'évolution de la situation économique et sociale. Le but sera de canaliser les éventuels « mouvements d'humeur » de la population et de prévenir une crise de légitimité.

La crise économique n'a pas seulement des conséquences internes mais aussi des effets négatifs sur la capacité de projection extérieure de la puissance d'un pays, ce qui devrait pousser à une redéfinition des priorités. A cet égard, la recherche par le président des Etats-Unis, Barack Obama, d'une plus grande coopération de ses alliés européens montre que la crise issue des prêts hypothécaires (*subprimes*) américains a affaibli la position de Washington sur la scène internationale. A son tour, la Russie a dû réduire ses ambitions et adopter, au moins dans la phase aiguë de la crise, une posture moins offensive que celle

affichée dans les discours antérieurs, même si les désaccords persistent avec l'Occident (bouclier antimissiles, élargissement de l'OTAN).

Conséquences de la crise sur la diplomatie russe

En dépit de la crise, Moscou continuera d'être le partenaire privilégié et l'allié stratégique de la plupart des anciennes républiques soviétiques. En règle générale, ces Etats font face à des situations économiques et sociales plus sévères qu'en Russie, ce qui les a poussés à solliciter son assistance financière. Dans cette optique, un fonds anticrise de 10 milliards de dollars a été créé pour lutter contre les effets de la crise dans les pays de la Communauté économique eurasiatique (Eurasec, constituée depuis 2000 par la Russie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan). La Russie contribue à hauteur de 7,5 milliards de dollars, le complément étant financé par les autres partenaires. En février 2009, le Kirghizstan a reçu un prêt de 2 milliards de dollars et une aide non remboursable de 150 millions de dollars en échange de la fermeture de la base militaire américaine de Manas, réclamée de longue date par Moscou, toujours très sensible à la présence de troupes occidentales dans une région considérée comme sa zone d'influence exclusive. [24]

Par ailleurs, l'Arménie et l'Ukraine, dont les relations demeurent toujours tendues avec son grand voisin du nord en raison des crises gazières, ont aussi demandé l'aide de Moscou. Mais le creusement du déficit budgétaire russe a obligé la Russie à accroître ses exigences en matière d'octroi de prêts à taux préférentiels, même à ses plus proches alliés. Ainsi, en mai 2009, le Ministre des finances, Alexeï Koudrine, a invité les autorités bélarusses à modifier leur politique macroéconomique, jugée trop laxiste, afin de prétendre au déblocage de la dernière tranche de 500 millions de dollars d'un crédit de 2 milliards de dollars accordé au troisième trimestre 2008. [25] Nous pouvons aussi considérer que cette nouvelle exigence n'est pas seulement d'ordre strictement économique. **Le Kremlin s'attend à ce que les dollars investis auprès de ses alliés se traduisent rapidement en dividendes géopolitiques.** Or cette attente n'est que rarement comblée.

Selon Fiodor Loukianov, à défaut de la transformer en une puissance mondiale, la crise économique doit aider la Russie à acquérir les compétences d'une puissance régionale : « *Moscou possède encore toutes les conditions nécessaires pour jouer un rôle au sein des anciennes républiques soviétiques analogue à celui joué par Londres dans le Commonwealth britannique. Mais pour réaliser cela, la Russie doit d'abord sentir qu'elle peut agir comme un patron capable de donner sans attendre une récompense immédiate et faire preuve de magnanimité, tact et retenue.* » [26]

En ce sens, la Russie gagnerait beaucoup à utiliser davantage l'outil du *soft power* (moyens structurels, culturels et idéologiques), car cela lui permettrait d'influencer le comportement de ses alliés de manière indirecte mais souvent plus efficace que ne l'a été l'emploi de méthodes fortes depuis l'éclatement de l'URSS.

Depuis la « révolution orange » ukrainienne en 2004, **il semble que le Kremlin ait pris la mesure des avantages des méthodes douces pour influencer son « étranger proche »**. Ainsi, en 2006, Moscou a consacré 7 millions de dollars afin de promouvoir dans cette région une forme de « démocratie » qui lui soit bienveillante. Le projet russe de *soft power* est d'exporter son modèle politique de « démocratie souveraine » en le présentant comme une alternative à la démocratie libérale européenne. La langue russe encore largement utilisée dans l'espace postsoviétique et les minorités russes locales peuvent contribuer, en tant que relais, à la diffusion et au succès de cette entreprise.

Cette nouvelle approche commence à donner des résultats probants en Moldavie notamment où l'appui de la minorité russe de Transnistrie et la russophilie des élites intellectuelles et politiques moldaves ont joué en faveur de la préservation de l'influence de Moscou. Ceci a permis à la Russie d'obtenir de Chisinau l'engagement de demeurer en dehors de l'OTAN, tout en endossant le rôle d'ultime arbitre dans la résolution du conflit gelé de Transnistrie.

Après la guerre éclair russo-géorgienne du début août 2008, la Géorgie est aussi devenue un exemple important de mise en œuvre du *soft power* russe. Ainsi le Kremlin participe-t-il au financement de la couverture média des groupes d'opposition qui cherchent à destituer le Président Mikhaïl Saakashvili. L'objectif de cette campagne est de favoriser l'émergence d'un candidat présidentiel qui, à défaut d'être pro-russe, soit moins hostile à la Russie.

En Ukraine, contrairement à l'élection présidentielle de 2004, au cours de laquelle Vladimir Poutine avait ouvertement supporté le candidat « pro-russe » Viktor Yanoukovitch, le Kremlin ne soutiendra pas de candidat particulier en janvier 2010 mais favorisera plutôt une politique diplomatique ukrainienne qui prendra en compte les intérêts russes. En effet, comme dans le cas de l'actuel président géorgien, Moscou considère que tout autre président ukrainien que Viktor Youtchenko sera plus sensible au développement des relations économiques et politiques avec la Russie. Les autorités russes comptent aussi sur la russophilie d'une partie de la population ukrainienne pour influencer un vote favorable au renouveau des relations entre deux pays qui ont toujours en partage une histoire, une culture et des liens de sang. Les résultats de la prochaine élection présidentielle ukrainienne nous montreront dans quelle mesure l'analyse russe de la société ukrainienne s'est révélée juste.

En outre, toujours dans son rôle de puissance régionale, la Russie, tout en partageant les coûts avec ses alliés de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), veut continuer à renforcer sa présence militaire chez ses voisins, notamment en Asie Centrale [27]. Moscou voudrait transformer l'OSTC en une organisation intégrée sur le modèle de l'OTAN. La création d'une force d'action rapide en Asie centrale, sous commandement unifié, a pour objet d'accroître la présence russe dans cette région stratégique tout en renforçant la dimension militaire de l'OSTC.

Toutefois, les 1er et 2 août 2009 lors du sommet informel de l'OSTC au Kirghizstan, le Bélarus a refusé de signer l'accord sur la création de cette force. De son côté, le Kirghizstan a octroyé la permission à la Russie d'ouvrir un centre d'entraînement militaire conjoint situé au nord de la ville d'Osh (aux confins de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et de l'Afghanistan), dans une région particulièrement volatile qui est considérée comme un havre de paix pour différents groupes islamistes et une porte d'entrée pour l'héroïne afghane. L'accord entre la Russie et le Kirghizstan devrait être formalisé en novembre 2009 et permettre de mieux contrôler cette région importante pour la stabilité future de ce pays d'Asie Centrale.

Dans le même temps, l'avenir de l'OSTC demeurera incertain tant que ses membres ne s'accorderont pas sur davantage d'intégration. D'autre part, à la faveur des opérations anti-piraterie au large de la Somalie, la Russie tente de rétablir sa présence navale en Mer Méditerranée. Ainsi, elle a entamé la modernisation et l'expansion de l'ancienne base soviétique de Tartous en Syrie. Dans un futur proche, une fois achevés les travaux de réhabilitation, elle pourrait accueillir une douzaine de navires de guerre qui fourniraient un soutien aux opérations dans la corne de l'Afrique. Sa position stratégique permettrait à terme d'améliorer substantiellement les capacités opérationnelles de la marine russe. En effet, les navires stationnés là pourraient atteindre, en l'espace de quelques jours, la Mer Rouge à travers le canal de Suez et l'Océan Atlantique après le franchissement du détroit de Gibraltar. L'expansion navale russe en dehors de l'espace postsoviétique fait partie d'une stratégie approuvée en janvier 2009, consistant à consolider ses positions sur le territoire des pays amis. Dans cette logique, on ne peut exclure, à moyen terme, l'établissement d'une nouvelle base au Yémen. En dépit des vents adverses, Moscou prépare, avec les moyens du moment, l'après-crise. Ces mouvements ont pour **objectif de redonner à la Russie sa puissance passée en Méditerranée, voire dans le Golfe persique.**

Conclusion

Depuis septembre 2008, la crise économique et financière mondiale a

momentanément interrompu le bond en avant de l'économie russe qui avait redonné espoir en l'avenir économique et politique du pays, après la décennie perdue de la fin du XXème siècle.

Depuis la fin du premier semestre 2009, on constate une atténuation du choc. En juin 2009, la production a chuté en rythme annuel de 12,1% contre 17,1% le mois précédent. Environ 200 000 russes ont trouvé un emploi en juin, le nombre de chômeurs a diminué de 6,5 à 6,3 millions, représentant 8,3% de la population active. Mais, la situation demeure très fragile, car les ventes au détail ont baissé de 6,5%, ce qui constitue la plus forte chute annuelle depuis dix ans. La conquête de la confiance des consommateurs sera une bataille longue et progressive. En tout état de cause, la consommation qui avait été un des principaux moteurs de la croissance économique de la période 2000-2007, ne pourra jouer son rôle tant que la reprise économique ne sera véritablement installée.

Selon les prévisions du Ministère russe des finances et du Fonds monétaire international (FMI), le pays devrait sortir de la récession durant le troisième trimestre 2009 et la croissance économique devrait atteindre 1-1,6% en 2010. Mais cette croissance demeurera fortement tributaire de l'évolution des cours de l'énergie et des métaux sur le marché international. La hausse de ces cours sera elle-même dépendante des besoins chinois et du retour de la croissance dans l'Union européenne et aux Etats-Unis.

Ces multiples incertitudes montrent, une fois de plus, les dangers de la spécialisation russe fondée sur les matières premières et l'urgente nécessité de moderniser et diversifier la structure productive. Cette urgence est reconnue par les autorités russes puisque Dmitri Medvedev, lors de sa prise de fonction, en mai 2008, avait insisté sur le développement des quatre « i » : institutions, infrastructure, innovation et investissement. [28]

Un an après, en raison de la crise et de l'inertie du système, peu de progrès ont été réalisés. Dans le domaine de l'innovation le nombre de brevets déposés demeure insignifiant et celui des technologies russes utilisées dans l'économie a chuté de 60% entre 2000 et 2008. Selon Evguéni Iassine, ancien Ministre de l'économie durant les années 1990, la part des produits innovants ne représente que 0,5% en Russie contre 10 à 15% dans les pays développés. En conséquence, le pays doit multiplier par vingt ou trente les technologies avancées disponibles sur le marché.

Les investissements ont chuté de 18% au premier semestre 2009 et les investisseurs étrangers ont reculé devant le risque russe en retirant 132 milliards du pays en 2008.

L'état des infrastructures constitue l'autre obstacle majeur au retour d'une croissance plus élevée et plus équilibrée : 50% du réseau ferré a été construit avant 1916, un kilowatt heure d'électricité coûte 40% plus cher qu'en Allemagne et la pose d'un kilomètre d'asphalte sur une autoroute est quatre fois plus coûteux que dans l'Union européenne. Cette inflation de coûts peut s'expliquer par la structure monopolistique de l'économie et par l'existence d'un degré important de corruption endémique.

Enfin, les institutions demeurent très fragiles et incapables de jouer leur rôle d'allocation optimale des ressources, comme l'a démontré le très faible impact sur l'économie du plan de relance gouvernemental de 96 milliards de dollars. Les pratiques de **corruption** continuent, là aussi, à détourner une part importante des budgets alloués par l'Etat. [29]

C'est pourquoi, il est devenu impératif de réformer l'ensemble de l'administration d'Etat et de combattre farouchement la corruption.

La crise économique devrait fournir l'argument décisif en faveur de l'adoption d'un nouveau paradigme qui serait fondé sur l'innovation en économie et davantage de libéralisation en politique.

La diversification de la structure économique et une plus grande participation des citoyens à la vie de la cité, tout en tenant compte de la spécificité russe, sont parmi les moyens les plus efficaces pour développer le pays et renforcer son poids politique, à l'intérieur de sa zone naturelle, le continent eurasien, mais au-delà de peser sur le cours de l'histoire du monde.

Copyright octobre 2009-Condé/diploweb.com

BIBLIOGRAPHIE

Articles et ouvrages

BENAROYA F., « L'économie de la Russie », Collection Repère, Paris, 2006, 123 p.

BLANC H., « KGB Connexion. Le système Poutine », Paris : Hors Commerce, mars 2004, 327 p.

BRAUN A., « L'OTAN et la Russie : perceptions des menaces après la Géorgie », IFRI, mai 2009, 23 p.

DELCOUR L., « Actualités de la Russie et de la CEI », n°13, février 2009, IRIS.

DUMONT, G-F., VERLUISE P., « Géopolitique de l'Europe », éditions Sedes, 2009, 320 p.

FAVAREL-GARRIGUE G., ROUSSELET K., « La société russe en quête d'ordre », Collection CERI/AUTREMENT, 2004, 114 p.

COURRIER DES PAYS DE L'EST, « La Russie et son étranger proche. De l'usage du soft power », n°1055 mai-juin 2006.

GOMART T., KASTUEVA-JEAN T., « Russie. NEI. VISIONS 2007 », les études IFRI, 2007, 204 p.

GOMART T., KASTUEVA-JEAN T., « Russie. NEI. VISIONS 2008 », les études IFRI, 2008, 243 p.

KALIKA A., « L'empire aliéné », CNRS éditions, Paris, 2008, 218 p.

KRYCHTANOVSKAYA O., « Anatomîâ rossijskoï elity », Moscou, Zakharov, 2005, 384 pages.

MENDRAS M., « Russie, l'envers du pouvoir », Odile Jacob, Paris, 2008, 333 p.

OLLUS S.-E., BARISITZ S., « The Russian non-fuel sector : signs of Dutch disease ? Evidence from EU-25 import competition », Bofit Online n°2, 2007, 19 p.

OLLUS S.-E., « Natural resources - a blessing or a curse ? », Bofit Online n°7, 2007, pp 4-11.

RAVIOT J-R., « Qui dirige la Russie ? », Paris : Lignes de Repères, novembre 2007, 160 p.

RAVIOT J-R., « Démocratie à la russe », Ellipses, 2008, 158 p.

RUMER B., « Russian foreign policy beyond Putin », AP 390, IISS, 2007, 100 p.

SHVEITSER V., « Power and Parties in Post-Soviet Russia », Russia in Global Affairs, Vol. 7, n°2, April-June, 2009. <http://www.globalaffairs.ru/docs/20...>

SUTELA P., « The legacy of Putin era », Bofit Online n°6, 2008, pp 4-10.

SUTELA P., « Medvedev's economic policy guidelines », Bofit Online n°6, 2008, pp 36-40.

SUTELA P., « New conditions for growth », Bofit Online n°7, 2007, pp43-48.

TEKONIEMI M., « Economic growth from the regional perspective », Bofit Online n°7, 2007, pp12-20.

VERLUISE P., « 20 ans après la chute du mur », édition Choiseul, 2009, 253 p.

YAKEMTCHOUK R., « La politique étrangère de la Russie », L'Harmattan, 2008, 431 p.

Notes

[1] Baron Otto Eduard Leopold von Bismarck (1815- 1898). Artisan de l'unification de l'Allemagne par le déclenchement d'une série de guerres (notamment austro-prussienne en 1866 et franco-prussienne en 1870), premier chancelier de l'Empire allemand (1871 - 1890).

[2] Discours prononcé par Vladimir Poutine le 10 février 2007, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, in <http://www.alterinfo.net/Vladimir-P...>

[3] David Lightman, « Congressional Budget Office compares downturn to Great Depression », McClatchy Washington Bureau, in <http://www.mcclatchydc.com/251/stor...>, January 27, 2009.

[4] Cette position a été parfaitement illustrée par le vice-premier ministre Serguei Narychkine, lors du 3e Forum d'affaires russo-singapourien, le 1er avril 2008, pour lequel « La Russie reste un îlot de stabilité dans la tourmente financière mondiale, dans lequel les investisseurs peuvent travailler en toute tranquillité. »

[5] <http://devdata.worldbank.org/AAG/ru...> pour les données, calculs de l'auteur.

[6] Le cabinet McKinsey a étudié la productivité dans cinq secteurs clés de l'économie Russe, l'acier, le commerce de détail, la banque de détail, la construction résidentielle et l'énergie électrique. Le secteur de l'acier est le plus productif (33% du niveau américain) et le secteur électrique le moins productif (15% du niveau américain). La moyenne des cinq secteurs atteignant 26% du niveau américain. <http://www.mckinsey.com/mgi/reports...>

[7] <http://www.monde-diplomatique.fr/20...>

[8] Ces structures ont été mises en place sous la double présidence de Vladimir Poutine afin de restructurer l'industrie et de promouvoir l'innovation. Mais dès le départ, ces groupes ont fait l'objet de vives critiques quant à leur taille et à leur manque de transparence. A cause de leur propriété étatique, les investisseurs continuent de les considérer comme une source d'inefficacité et de corruption. Durant l'été 2009, le président Dmitri Medvedev a aussi émis des doutes sur l'efficacité de ces groupes et suggéré de les transformer en sociétés par actions, en vue d'une privatisation future.

[9] RBC Daily, October 22, 2008. Par ailleurs, le nombre de milliardaires russes est passé de 101 en 2008 à 49 en février 2009.

[10] Vedomosti, 13 mars 2009.

[11] <http://fr.rian.ru/russia/20081022/1...>

[12] <http://www.russiaprofile.org/page.p...>

[13] En Extrême-Orient, 90% des véhicules d'occasion sont importés du Japon et ce commerce constitue une source importante de revenus pour la population de cette région située à 9 300 km de Moscou.

<http://en.rian.ru/russia/20081223/1...>

[14] Laure Delcour, « Actualités de la Russie et de la CEI », n°13, février 2009, IRIS.

[15] <http://www.20min.ch/ro/news/monde/s...> et

<http://fr.rian.ru/russia/20090615/1...>

[16] Russia Profile Weekly Experts Panel : Is Russia's Political System Able to Handle the Crisis ? Introduced by Vladimir Frolov/Russia Profile. March 20, 2009.

<http://www.russiaprofile.org/page.p...>

'+Panel&articleid=a1237569894&print=yes

[17] Jean-Robert Raviot, « Démocratie à la russe », Ellipses, 2008.

[18] Eugene B. Rumer, « Russian foreign policy beyond Putin », AP 390, IISS, 2007.

[19] Olga Krychtanovskaya, « Anatomie de l'élite russe », Moscou, Zakharov, 2005.

[20] <http://www.moscowtimes.ru/article/1...>

[21] Intervention accordée à la chaîne Russia, le 15 février 2009.

[22] Vladimir Shveitser, « Power and Parties in Post-Soviet Russia », *Russia in Global Affairs*, Vol. 7, n°2, April-June, 2009.

[23] Nikolaï Petrov, analyste politique au Centre Carnegie de Moscou, in

<http://www.themoscowtimes.com/artic...>

[24] <http://www.themoscowtimes.com/artic...> Cependant, en juillet 2009, un nouvel accord a été signé entre le Kirghizstan et les Etats-Unis. La base militaire a été transformée en centre de transit et sera utilisée comme support logistique pour les opérations en Afghanistan.

[25] <http://www.themoscowtimes.com/artic...>

[26] <http://www.themoscowtimes.com/artic...> Fiodor Loukianov est éditeur de la revue géopolitique *Russia in Global Affairs*, consultable à l'adresse internet suivante : <http://eng.globalaffairs.ru/>

[27] L'OTSC est une organisation militaire fondée en 2000, sous l'égide de la Russie. Les Etats fondateurs sont la Russie, le Bélarus, l' Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, auxquels s'est joint l'Ouzbékistan en 2006. Elle a pour objet de garantir la sécurité de ses membres et de lutter contre le terrorisme et la mafia.

[28] Vedomosti, 8 mai 2009.

[29] Selon diverses organisations internationales (Banque Mondiale, FMI, OCDE), le coût annuel de la corruption en Russie s'élèverait à environ 300 milliards de dollars depuis 2005, soit 25% du PIB.

[Retour au Sommaire](#)

Quoi de neuf dans la stratégie de sécurité nationale de la Russie en 2009 ?

mercredi 29 juillet 2009, par *Rokas GRAJAUSKAS*

L'auteur :

Analyste au Centre for Eastern Geopolitical Studies (Lituanie, Vilnius)

Géopolitique de la Russie. La nouvelle stratégie russe est réduite à la portion congrue et semble plutôt vide en matière de contenu politique. On peut néanmoins observer une tendance certaine à la confrontation entre la Russie et l'Ouest. Le principe du jeu à somme nulle (zero-sum thinking) continue à être la règle.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le site diploweb.com est heureux de présenter la traduction en français d'un article de Rokas Grajauskas publié en anglais sous le titre « What is new in Russia's 2009 national security strategy ? » par le Centre for Eastern Geopolitical Studies (Lituanie, Vilnius) dans *Eastern Pulse* 6 (21), le 25 juin 2009.

DE LA courte guerre contre la Géorgie à la fin août 2008 a découlé un vrai travail sur la nouvelle stratégie de sécurité nationale qui a été adoptée le 12 mai 2009. Les derniers événements dans le Sud du Caucase ont poussé le gouvernement russe à reconsidérer certaines de ses priorités en matière de stratégie et de sécurité. Les retombées de la crise financière/économique ont cependant compliqué le contexte de la sécurité nationale pour nombre de pays et c'est notamment le cas pour la Russie. Etant donné qu'il est encore difficile de prévoir toutes les répercussions de la crise, il semble que ce ne soit pas le moment le plus adéquat pour publier un texte qui cadre les priorités de la stratégie de sécurité et de sécurité nationale jusqu'en 2020.

Le document qui a été largement rédigé par le Secrétaire du Conseil de Sécurité Nicolai Patrushev semble avoir été préparé à la hâte et fourni seulement des conseils stratégiques superficiels. Il n'est pas fondamentalement différent de celui sorti en 1997 et mis à jour pour la dernière fois en 2000. Pour ce qui est de la politique de sécurité extérieure c'est aussi à peu de chose près une redite du Rapport de Politique Extérieure adopté en juillet 2008 qui était surtout diplomatique et seulement une ébauche des priorités et principes principaux pour

mener la politique étrangère russe. D'un autre côté un regard plus appuyé sur cette stratégie révèle certains des préoccupations principales des dirigeants russes. Le rapport contient aussi quelques orientations relativement nouvelles.

Les principales orientations de la nouvelle stratégie.

La stratégie est innovante à au moins un titre important : il met l'accent sur la **dimension interne (nationale) de la sécurité**, c'est-à-dire sur le principe de « sécurité par le développement » [1]. La stratégie établit que « les objectifs de stratégies de sécurité nationale à moyen terme doivent améliorer la qualité de vie des citoyens russes, réduire les inégalités sociales et économiques et améliorer fondamentalement la situation démographique pour le long terme [2]. Il est aussi mentionné que les intérêts nationaux russes à long terme résident « dans le développement de la démocratie et de la société civile ». Cette entorse à la conception étreinte de la sécurité nationale comme un concept purement militaire ou géopolitique peut être perçue comme l'orientation la plus positive. La Russie a traditionnellement misé sur un lexique du « hard power » lorsqu'elle construit ses doctrines et stratégies, et en conséquence l'accent était toujours mis sur la nécessité d'un complexe militaro-industriel plutôt qu'une société civile [3].

D'un autre côté la stratégie contient un certain nombre de données à propos des menaces et défis de la sécurité extérieure.

Premièrement, en dépit du fait que l'adoption de la stratégie a été reportée du fait de la rencontre entre Barack Obama et de Dimitri Medvedev début avril, la version finale contient de violentes déclarations anti-américaines. En termes de menaces extérieures, le document fait les plus dures références envers les pays de l'ouest (essentiellement les États-Unis). La Russie est surtout inquiète par **les dangers relatifs à l'unipolarité et à l'unilatéralisme américain**. La stratégie pose que « la réapparition d'une force unilatérale dans les relations internationales aura un impact négatif dans la réalisation des intérêts nationaux russes ». Il est aussi affirmé une détermination claire pour établir un système international multipolaire et que l'objectif fondamental à long terme est de faire de la Russie « une puissance mondiale qui cherche à maintenir une stabilité stratégique et une coopération mutuelle bénéfique dans un monde multipolaire ».

La stratégie traduit le malaise russe lié au fossé grandissant entre sa puissance militaire et celle des États-Unis. Il est clairement établi qu'en terme de sécurité la stratégie principale est « la politique de certains pays visant à une suprématie militaire, particulièrement en terme de stratégie nucléaire ». On peut en particulier s'inquiéter du « développement d'infrastructures militaires très performantes de haute précision », tout comme de « la mise en place d'un

système de bouclier anti-missile mondial et de la militarisation de l'espace qui pourrait mener à une nouvelle course à l'armement ». La stratégie pose explicitement que « la capacité à maintenir la stabilité mondiale et régionale a été gravement hypothéquée par certains éléments du système de défense mondial contre les missiles des Etats Unis ». Il affirme cependant que la Russie « poursuivra une politique étrangère rationnelle et pragmatique » et s'engagera à éviter une « confrontation couteuse, en particulier une nouvelle course aux armements ».

Le Kremlin identifie clairement **la viabilité de l'OTAN et de son potentiel d'élargissement comme une menace pour la sécurité nationale**. La stratégie énonce clairement que la Russie trouve « inacceptable l'empiétement des infrastructures militaires de l'Alliance sur ses frontières », tout comme les tentatives de l'OTAN « d'endosser des responsabilités mondiales qui sont en contradiction avec le droit international ». La stratégie attire notre attention sur « le caractère insoutenable de l'architecture actuelle du système de sécurité régional et mondial organisé autour de l'OTAN ».

Deuxièmement, la stratégie établit clairement que « **la priorité de la politique étrangère russe est au développement d'une coopération bilatérale et multilatérale avec les Etats de la CEI** (Communauté des Etats Indépendants) ». Elle indique que Moscou promouvra une intégration régionale et subrégionale dans la zone, essentiellement à travers des organisations comme la CEI, l'Organisation du traité de sécurité collective (OSTC) et la Communauté Economique Eurasiatique (CEEAE). Il est intéressant que la stratégie établisse l'OSTC comme « le principal instrument interétatique pour combattre les menaces régionales et relever les défis de politico-militaires et de nature stratégique ».

Cette mise en valeur de l'OSTC pourrait indiquer un changement dans la perception de l'élite russe quant à la manière dont l'intégration post-soviétique doit être menée. Le processus d'intégration mené par la CEI n'avait jamais pu aller aussi loin car l'organisation n'avait pas grand-chose à offrir à ses membres, si ce n'est à la Russie. Le manque d'attractivité du marché russe a aussi compliqué les efforts d'intégration par le biais de la CEEAE. **C'est pourquoi le Kremlin préfère tenter une approche qui encourage l'intégration de la région par un système de sécurité puissant.**

La stratégie de sécurité trahit aussi une inquiétude liée à l'influence grandissante des forces extérieures dans la zone CEI. Elle insiste sur la concurrence croissante relative aux ressources énergétiques et exprime le souci de voir violer « l'équilibre actuel des forces stationnées près des frontières de la fédération de

Russie ». Le document annonce que la Russie prévoit de moderniser ses troupes aux frontières pour être préparé à un possible conflit militaire et prévenir le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains, la contrebande et le braconnage. Les frontières avec le Kazakhstan, l'Ukraine, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, tout comme les régions arctiques, de la mer Caspienne et d'Extrême orient nécessitent une attention toute particulière. [4]

Troisièmement, la Russie veut souligner l'**importance d'une politique étrangère et de sécurité multi-vectorielle**. La nouvelle stratégie établie que « la transition d'un bloc de confrontation au principe de diplomatie multi-vectorielle, les ressources énergétiques potentielles de la Russie l'utilisation pragmatique (de ce potentiel) ont accru les possibilités pour la Russie de renforcer son influence sur la scène internationale ». La Russie va s'engager pour « renforcer les capacités politiques de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) » et va prendre des mesures pour « renforcer la confiance mutuelle et les partenariats en Asie centrale ».

Il faut noter que l'accent mis sur la stratégie multi-vectorielle et l'OCS n'a rien de surprenant. La coopération stratégique avec la Chine est essentielle pour la stratégie multi-vectorielle de la Russie. C'est pourquoi la stratégie de sécurité nationale russe souligne l'importance du renforcement de la coopération au sein de l'OCS et encourage l'organisation à assumer plus de fonctions en matière de politique et de sécurité. D'un autre côté, un tel rapprochement avec la Chine pourrait être interprété comme un nouveau mouvement diplomatique vers l'Ouest. Les partenariats entre la Chine et la Russie ne vont pas sans problèmes et les échanges entre la Chine et les cercles politiques russes se développent. L'écart grandissant de puissance entre les deux Etats, la compétition pour les ressources énergétiques d'Asie centrale, et l'influence de plus en plus fort de la Chine dans l'Extrême orient russe pourraient accroître les tensions politiques à moyen et long termes. Une alliance stratégique entre ces deux pays est aussi improbable, particulièrement si on considère l'immense interdépendance entre la Chine et les pays occidentaux.

Quatrièmement, la stratégie fait référence à une **importance croissante de l'énergie dans les affaires internationales**. Le rapport soutient que la compétition pour les ressources énergétiques augmentera la probabilité de conflit et établis que « l'attentions des décideurs internationaux à long terme se focalisera sur la possession des ressources énergétiques ». La Russie se concentrera particulièrement sur de riches régions comme le Moyen-Orient, l'Arctique, la Mer Caspienne et l'Asie centrale.

Cinquièmement, le fait que la région arctique soit mentionnée comme une

région d'affrontement possible pour les ressources naturelles et un point particulièrement important. C'est la première fois que la Russie fait explicitement référence à ses ambitions sur l'Arctique dans un de ses documents officiels de doctrine de sécurité. L'importance de la région Arctique et la nécessité de la défendre pour les intérêts russes sont évoquées plusieurs fois dans la stratégie.

La Russie a accentué ses efforts pour renforcer sa position dans la région depuis quelques années maintenant. En mars 2009, le Conseil de Sécurité russe a posté sur son site web un document sous le titre : « Les clés de la politique de l'Etat russe dans l'Arctique jusqu'en 2020 et au-delà ». Le document expose brièvement la stratégie russe dans la région et affirme que le développement des réserves d'énergie avant 2020 est un objectif national vital [5]. Il envisage aussi le déploiement de militaires et de gardes aux frontières et sur les côtes dans l'Arctique « pour garantir la sécurité militaire russe dans certaines circonstances politiques et militaires » [6]. Moscou est entrain d'organiser une structure spéciale militarisée - le groupe armé de l'Arctique - pour défendre ses intérêts dans la région. [7] Selon le Conseil de Sécurité, « cela ne signifie pas que nous sommes en train de militariser l'Arctique. Nous sommes concentrés sur la création d'un système efficace de sécurité côtière, le développement d'équipements pour les frontières arctiques et la mise en place d'une force militaire suffisante ». Il a été signalé que la nouvelle structure serait placée sous la juridiction du service fédéral de sécurité (FSB) [8].

Jusqu'ici, la Russie a entrepris deux expéditions arctiques - jusqu'à la dorsale Mendeleïev en 2005 et la dorsale Lomonosov durant l'été 2007 - pour affirmer ses revendications territoriales. La Russie argue que la crête Lomonosov est dans le prolongement de son territoire, ce qui justifie qu'elle soit propriétaire de 1.2 millions de kilomètres de l'Arctique [9]. Moscou s'est engagé à soumettre les preuves justifiant les frontières extérieures du territoire continental russe aux Nations unies d'ici 2010. Cependant d'autres pays comme le Canada et le Danemark contestent ces revendications russes et sont en train de réunir des preuves pour étayer leurs propres revendications sur la dorsale Lomonosov. D'après la Convention des Nations Unies sur le droit maritime, les organes des Nations unies doivent évaluer les différentes réclamations avant toute décision définitive. Pourtant, la Russie semble se préparer à durcir sa position dans la région pour être capable de résoudre le problème par la force. Cela pourrait avoir de sérieuses et négatives conséquences et provoquer une course aux armements dans la région.

Les ressources énergétiques estimées de l'Arctique : [10]

Pétrole : 90 milliards de barils inexploités et qui seraient techniquement

exploitables (13% des réserves mondiales inexploitées)

Gaz : 47 trillions de mètres cubes de gaz naturel exploitables (30% du gaz naturel inexploité dans le monde)

Sixièmement, la stratégie reflète **l'évolution du rôle de l'armée dans la conception russe de la sécurité nationale**. Selon la stratégie, la Russie projette de « transformer la structures de forces armées pour garder ses capacités en matière de force stratégique nucléaire, pour améliorer la structure organisationnelle des forces terrestres, tout en en augmentant le nombre de troupes en alerte permanente ». Ceci s'inscrit en fait dans la continuité du plan de réforme militaire en cours depuis le milieu de 2008. Suite à la guerre de Géorgie, les cadres responsables de la défense russe ont annoncé qu'ils se chargeraient d'engager le plus ambitieux et systémique programme de modernisation depuis l'effondrement de l'Union soviétique avec pour objectif d'établir un système militaire plus efficace et prêt à combattre d'ici 2020 [11].

Ces développements posent en fait les fondements de la nouvelle doctrine militaire de la Fédération de Russie qui se prépareront cet automne (2009). Cette nouvelle doctrine est destinée à maintenir les forces nucléaires à un niveau d'alerte élevé tout en poursuivant sa réforme militaire. La réforme envisage la réduction du nombre des troupes russes et doit faire des forces armées russes une entité moins chère et plus efficace tout en se concentrant sur la résorption des conflits à l'échelle régionale.

*

En somme la nouvelle stratégie de sécurité est relativement creuse dans le sens où elle ne fournit que quelques idées sur la sécurité et la stratégie de leadership de la Russie en matière de réflexion politico-militaire. Le ton de la stratégie est surtout diplomatique et relativement peu agressive par rapport à certaines rhétoriques de ces dernières années. La stratégie porte l'accent sur des orientations internes de sécurité et évite certains des aspects les plus controversés de la récente politique étrangère et de sécurité russe. Par exemple, il n'y pas de mention explicite des « intérêts privilégiés » de l'espace postsoviétique.

D'un autre côté la stratégie exprime clairement l'existence d'une confrontation entre la Russie et l'Ouest et définit la zone CEI comme la zone principale pour les intérêts russes, établissant clairement que Moscou pourrait utiliser la force pour défendre ses intérêts dans la région. La stratégie affirme aussi la nécessité de créer un monde multipolaire et de détrôner les USA comme l'unique « superpower ». Le dernier objectif sera servi au mieux par un engagement pour

une politique étrangère et de sécurité multi-vectorielle et un renforcement des partenariats avec les puissances de l'Extrême orient et surtout avec la Chine. La stratégie déclare aussi que la Russie est prête à s'engager dans un combat pour l'Arctique. C'est particulièrement troublant car ce pourrait être la marque de l'amorce d'une campagne féroce pour le contrôle des ressources minérales de l'Arctique ou pour l'ouverture d'un passage au nord-ouest. L'UE et d'autres acteurs internationaux concernés devraient concevoir des politiques cohérentes en ce qui concerne la région et la possible confrontation à propos de ses limites. En fin de compte, seule une solution basée sur des fondements de droit peut déterminer le statut futur de la région arctique et empêcher l'usage de la force dans la ruée vers les ressources énergétiques de cette région.

Copyright juin 2009-Grajauskas/CEGS. Disponible en version originale sur le site www.cegs.lt See

NDLR : La rédaction remercie Tanguy Verluise pour sa traduction de l'anglais vers le français et Colette Millet pour sa relecture.

About the Centre for Eastern Geopolitical Studies (CEGS)

THE CENTRAL objective of the Centre for Eastern Geopolitical Studies is to become one of the leading think-tanks in Lithuania with emphasis on the post-Soviet space and Russia in particular. CEGS intends to contribute to the tradition of think-tanks in Lithuania through a dynamic synthesis of academic and intellectual potential.

One of the main objectives of CEGS is to deny the commonly spread perception that the CIS region and Russia are beyond rational understanding and generally unpredictable because of the nature of the socio-political processes in the region.

CEGS aims at strengthening the analytical potential and knowledge of the political, economic and social change in the CIS area. Lithuania is situated in a dynamic geopolitical environment ; therefore the need to analyze, understand and evaluate the threats and possibilities coming from the East is highly needed. So is the need to evaluate their impact on national interests of Lithuania and to create a long-term model of foreign policy toward the East.

Le site du the Centre for Eastern Geopolitical Studies [Voir](#)

Notes

[1] Pour la Stratégie de Sécurité Nationale de la Fédération de Russie jusqu'en 2020 - 13 mai 2009 (en russe) <http://www.scrf.gov.ru/news/437.html>

[2] La Stratégie de Sécurité Nationale de la fédération de Russie jusqu'en 2020 ; adoptée le 12 mai 2009 (en russe).

<http://www.scrf.gov.ru/documents/99.html>

[3] Fyodor Lukyanov, Une Stratégie de Sécurité Positive mais Déroutante, la Russie dans les affaires mondiales (en anglais). 20 mai 2009.

<http://eng.globalaffairs.ru/engsmi/...>

[4] La nouvelle stratégie russe de sécurité : plus précise et plus dure (en anglais), RussiaToday, 13 mai 2009 - <http://www.russiatoday.com/Politics...>

[5] La Russie mets en garde contre une guerre d'ici une décennie liée aux richesses en gaz et en pétrole de l'Arctique (en anglais). 14 mai 2009.

<http://www.timesonline.co.uk/tol/ne...>

[6] La Russie s'oppose à une présence militaire renforcée en Arctique (en anglais), RIA Novosti, 29 avril 2009. <http://en.rian.ru/world/20090429/12...>

[7] La Russie est décidée à renforcer sa puissance dans un monde dangereux (en anglais), UPI.com, 5 juin 2009. http://www.upi.com/Security_Industr...

[8] Ibid.

[9] La Russie met en garde contre une guerre d'ici une décennie liée aux richesses en gaz et en pétrole de l'Arctique

[10] Rapport de l'enquête géologique américaine (USGS), (en anglais)

<http://www.usgs.gov/newsroom/articl...>

[11] Roger McDermott, Les ambitieux plan de réforme militaire de Medvedev, Eurasia Daily Monitor, 4 Novembre 2009, The Jamestown Foundation (en anglais)

<http://www.jamestown.org/programs/e...>

[tt_news]=34079&tx_ttnews[backPid]=166&no_cache=1

[Retour au Sommaire](#)

Russie Europe : les risques du « redémarrage »

mardi 2 février 2010, par *Françoise THOM*

L'auteur :

Maître de Conférences en histoire à Paris IV Sorbonne

CE QUI FRAPPE l'historien lorsqu'il se penche sur les rapports Russie-Europe c'est la permanence des fantasmes que la Russie engendre dans l'imagination des Occidentaux et la capacité de la Russie à dicter les cadres conceptuels dans lesquels elle veut être pensée - et incomprise - à l'étranger. Ceci explique un autre mystère des relations entre Russes et Européens : l'imperméabilité à l'expérience des partenaires occidentaux. Les déboires successifs essuyés par les hommes d'affaires en Russie, les camouflets régulièrement infligés aux hommes d'Etat européens, les assassinats, les insultes aux diplomates, les nationalisations abusives, les manquements aux engagements pris, les violations du droit international, tout cela est oublié instantanément. A peine la Russie a-t-elle mené en août 2008 une guerre de conquête lui permettant d'occuper 20% du territoire d'un Etat voisin, la Géorgie, que les Etats-Unis parlent d'un « redémarrage », c'est-à-dire d'un effacement de l'ardoise - et donc l'oubli d'une utile expérience dont il eût fallu tirer les leçons - tandis que la France se hâte d'offrir à la Russie les moyens de sa prochaine guerre d'agression contre les Etats voisins en lui vendant des porte-hélicoptères Mistral. [1]

Rarement l'incompréhension réelle de la Russie a été aussi grande qu'aujourd'hui, et lourde de conséquences désastreuses pour l'Europe. La France en particulier s'engage sur une voie périlleuse. La Russie lui a trouvé un rôle exaltant : celui d'un partenaire dans la modernisation du grand voisin oriental. Nous nous rengorgeons de tant d'honneur, notre vanité nationale est flattée. L'encens russe nous monte à la tête et nous ne voyons pas les dures réalités. Nous croyons la Russie faible, handicapée par une démographie catastrophique, une économie sous-développée. Nous nous imaginons que devant tant de difficultés elle va se tourner vers l'intérieur, panser ses plaies. Nous croyons que la crise a mis un frein aux ambitions de Moscou. Nous sommes à cent lieues de percevoir le monde comme le font les élites russes. Nous ne voyons pas les conséquences qu'elles ont tirées de la crise.

Certes l'optimisme qui régnait en Russie au début de l'année 2008 a été tempéré. A l'époque la Russie se voyait en puissance émergente faisant partie du bloc

Brésil-Russie-Inde-Chine (BRIC) dont l'ascension irrésistible allait détrôner le monde occidental, et surtout les Etats-Unis haïs. Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères russe se félicitait sans vergogne du naufrage des valeurs occidentales. « Le vieil Occident a perdu son rôle de leader intellectuel et moral du monde », ajoutait le politologue S. Karaganov [2]. Le modèle autoritaire antidémocratique semblait en passe de s'imposer, revanche éclatante pour la Russie qui n'a pas digéré l'éclatement de l'URSS et la défaite de son régime à parti unique en 1991. Au printemps 2008 le président Dmitri Medvedev fraîchement élu, propose la mise en place d'un nouveau système de sécurité en Europe. Les Européens n'ont pas compris que cette démarche résultait de l'évaluation faite à Moscou de la nouvelle « corrélation des forces ». Aux yeux des dirigeants russes l'effacement américain était désormais acquis et il fallait que l'Europe en prenne acte et lui donne une forme institutionnelle. Pour les Russes, le droit est toujours la codification d'un rapport de forces. Celui-ci ayant évolué au détriment des Etats-Unis et en faveur de la Russie, l'architecture de sécurité européenne devait être modifiée en conséquence. Comme en Europe on traînait les pieds et on continuait à refuser de voir les « réalités », comme on dit en Russie, Moscou décida de faire une petite démonstration : la guerre russo-géorgienne avait avant tout pour objectif de montrer aux Européens que l'alliance avec les Etats-Unis ne valait plus rien. La Russie était en situation de force et pouvait agir unilatéralement dès qu'elle le souhaitait. Sitôt la démonstration finie, le président D. Medvedev remit sur le tapis sa proposition de nouveau système de sécurité européen. Les Occidentaux naïfs s'étonnaient de voir la Russie préconiser la sécurité collective tout en violant de façon flagrante les accords Medvedev- Sarkozy et en marginalisant l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le raisonnement russe tel que nous venons de le reproduire montre que, du point de vue de Moscou la position russe était parfaitement conséquente. D. Medvedev ne disait pas autre chose lorsqu'il déclarait le 1er octobre 2008 : **“L'ancien ordre mondial s'est effondré et un nouvel ordre mondial est en train d'apparaître, plus sûr et plus juste. La preuve en est l'action entreprise par la Russie en août dernier [2008] pour sauver le peuple d'Ossétie du Sud, pour protéger nos concitoyens et les intérêts de la Fédération russe »** [3]. Ainsi l'action unilatérale de la Russie était l'indice de l'émergence « d'un nouvel ordre mondial » qu'il était urgent de faire reconnaître par les Européens. La politique de « redémarrage » des relations russo-américaines proposée par le président B. Obama a été interprétée à Moscou comme l'indice de la prise de conscience par les Américains de leur faiblesse, et par conséquent comme une invitation à Moscou à pousser ses pions.

La guerre russo-géorgienne et la crise économique ont entraîné une évolution de l'analyse russe, mais pas celle que l'on croit naïvement en Occident. La crise a été

perçue comme une opportunité à ne pas manquer. D'abord, elle accélérât l'affaiblissement des Etats-Unis et leur désengagement de « l'étranger proche » de la Russie. Ensuite, elle a laminé les élites pro-occidentales qui s'étaient constituées dans les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) et au contraire renforcé les clans mafieux vivant de la prédation, qui sont d'orientation pro-russe. La crise présentait donc l'occasion rêvée de restaurer l'influence russe sur la périphérie déstabilisée par le choc. Cependant, la guerre russo-géorgienne et la crise ont aussi révélé aux dirigeants du Kremlin que l'archaïsme de l'économie et de la machine militaire russes pouvait être un obstacle à leurs ambitions de puissance. En Russie les revers, notamment sur le champ de bataille, sont le principal ressort de la modernisation. Ce fut le cas de Pierre le Grand après la défaite de Narva, d'Alexandre II après la guerre de Crimée, de Nicolas II après la guerre russo-japonaise. Dans ces trois cas, les réformes spectaculaires mises en oeuvre avaient pour but de faire de la Russie une grande puissance militaire capable de défier l'Europe, et non d'émanciper la société russe. La situation est analogue aujourd'hui. **Le programme de « modernisation » lancé par Medvedev a pour but de renforcer la puissance russe** et nullement de démocratiser le pays.

Il n'est que de voir les axes de cette modernisation pour s'en convaincre. Le système politique demeure inchangé, et les fraudes massives aux élections continuent de plus belle. En revanche le régime russe a entrepris une réforme militaire radicale dont les grandes lignes ont été définies par le président D. Medvedev en septembre 2008 : amélioration de la capacité de déploiement des troupes, des systèmes de commandement et de contrôle, de l'entraînement, développement d'un armement de haute technologie, amélioration de la situation matérielle des militaires, développement d'une flotte de sous-marins armée de missiles de croisière, création d'un système de défense dans l'espace. « La guerre peut éclater subitement et devenir tout à fait réelle. Des conflits locaux, larvés que l'on appelle même parfois conflits gelés, peuvent se transformer en véritable conflagration militaire... Un système garanti de dissuasion nucléaire répondant à diverses circonstances militaires et politiques doit être mis en place d'ici 2020 », a déclaré Medvedev aux généraux russes en introduisant la réforme [4]. La loi sur la Défense a été modifiée en octobre 2009. Désormais le président russe a le droit d'engager les forces armées sans l'autorisation du Conseil de la Fédération. Il peut faire intervenir les troupes en cas « d'attaque contre les forces armées russes à l'étranger », pour « défendre les citoyens russes à l'étranger », « défendre un Etat qui a demandé l'aide de la Russie » [5]. Ce dernier point est particulièrement important, car il montre que la Russie est prête à des interventions militaires même si le territoire russe n'est pas menacé. Précisons que la nouvelle doctrine militaire russe stipule aussi que la Russie est en droit de

recourir à l'arme nucléaire pour repousser une agression faisant appel aux armes conventionnelles et réserve à la Russie le droit de lancer des guerres préventives et la possibilité d'employer les armes nucléaires même dans un conflit local. Ainsi la Russie se dote d'un arsenal législatif justifiant les interventions militaires contre des Etats tiers. N'oublions pas non plus que Moscou a suspendu sa participation au Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). Qu'on compare le « raffut » médiatique qui avait accompagné l'annonce de la doctrine G.W. Bush et le silence presque total de la presse occidentale sur l'évolution de la doctrine militaire russe -et on peut mesurer l'efficacité de la machine de propagande poutinienne. Rappelons d'ailleurs à ce propos que le budget prévu pour la propagande à l'étranger en 2010 atteint 1,4 milliards de dollars, dépassant celui de l'aide aux chômeurs. Ce qui montre une fois encore les priorités du Kremlin [6].

L'innovation du régime medvedevien consiste en ceci : la Russie a décidé d'atteler les Européens de l'Ouest à la construction de son secteur de puissance. Nous retrouvons ici la politique de Pierre le Grand. Le contrat d'achat des Mistral présente un triple avantage. Premièrement la Russie acquiert des armements de haute technologie sans avoir à faire l'effort de les développer elle-même. Deuxièmement, elle réduit à néant la solidarité atlantique et la solidarité européenne. Troisièmement elle accélère la « vassalisation » du deuxième grand pays européen après l'Allemagne. Les déboires accumulés des géants de l'industrie française (le dernier en date étant la préférence donnée par Abou Dhabi à la filière nucléaire coréenne) ne peuvent que renforcer cette dépendance à l'égard de la Russie, pour laquelle les transactions économiques sont des instruments d'influence, les considérations proprement économiques et commerciales ne jouant qu'un rôle secondaire. Un expert russe a récemment comparé cette politique russe à celle de la Chine face aux Etats-Unis : selon lui, à Washington le lobby pro-chinois intéressé aux affaires avec la Chine est devenu si puissant que les Etats-Unis sont désormais incapables de s'opposer à Pékin. La même chose est déjà vraie pour l'Allemagne face à la Russie et elle le sera pour la France après la signature du contrat sur les Mistral [7]. Déjà la France ne sait plus dire « Non » à Moscou : elle rend la cathédrale Saint Nicolas à Nice à l'Eglise orthodoxe russe, elle s'engage à voler au secours d'Avtovaz, la compagnie automobile au déficit abyssal soutenue par Poutine, elle accepte de faire défiler ses troupes sur la place Rouge, oubliant, comme l'y invite l'historiographie poutinienne, que la victoire de l'Armée rouge a entraîné un nouvel asservissement pour la moitié de l'Europe. Nos gaullistes autrefois si soucieux d'indépendance nationale quand il s'agissait des Etats-Unis ne trouvent rien à redire à cette politique pourtant autrement dangereuse à terme pour notre liberté et celle de

l'Europe. Car la « schröderisation » de la classe politique européenne avance à pas de géant et le traité de Lisbonne qui fait la part belle aux grands Etats risque d'accélérer ce processus. C'est d'ailleurs l'analyse faite à Moscou.

Car il ne s'agit pas que de la menace militaire. Encore que celle-ci ne doive pas être sous-estimée : au moment où les Mistral seront livrés à la Russie, en 2012, V. Poutine risque d'être de nouveau président, avec une Constitution taillée sur mesure, comme nous venons de le voir, et le doigt prompt à la gâchette, comme le montre l'expérience. Le plus dangereux pour l'Europe est l'influence délétère qu'exercent sur les élites européennes les idéologues russes. Ce sont eux qui ne cessent de répéter que la nature des systèmes politiques importe peu, pourvu qu'ils soient « pragmatiques ». De susurrer que le souci des libertés fondamentales n'est qu'une hypocrisie utilisée par les Anglo-Saxons pour camoufler leur volonté de détruire les nations. Qu'en relations internationales seule l'approche « réaliste » et égoïste est payante, c'est-à-dire celle qui se fonde sur la prise en compte cynique du rapport de force. En Europe seuls doivent compter les grands pays, en partenariat bien sûr avec la Russie, seul importe l'intérêt national, défini bien sûr pour chacun par la Russie.

L'experte russe Lilia Chevtsova s'étonnait récemment de la facilité avec laquelle certains Européens se font les perroquets de la propagande russe [8]. Elle citait une remarque extatique adressée à V. Poutine par Thierry de Montbrial lors de la rencontre de Valdaï en 2007 : « Monsieur le président, vous êtes le premier dirigeant de l'histoire russe qui ait accumulé cette puissance et en même temps ait été désireux de la partager avec d'autres...Ceci prouve que vous êtes un démocrate » [9] ...Combien de fois avons-nous entendu que la Russie avait été « humiliée », que chaque pays avait le droit de défendre ses « valeurs », que nous n'avions pas à chercher à imposer notre démocratie libérale etc... Selon l'ex-chancelier G. Schröder, la Russie « a le droit de défendre ses intérêts de sécurité », c'est-à-dire d'interdire à l'Ukraine et à la Géorgie de choisir leurs alliances. En avril 2008 Jacques Sapir expliquait gravement dans le *Figaro* que la Russie était « une zone de stabilité et de croissance » dans une Europe en pleine crise financière, alors que « les banques russes n'avaient pas été contaminées par la crise » et qu'il fallait s'attendre « à des entrées massives de capitaux » en Russie [10]. Après la guerre russo-géorgienne le premier ministre français François Fillon s'est mis en quatre pour éviter des sanctions à la Russie, reprenant mot pour mot les arguments ressassés par la propagande russe depuis des années, assimilant les partisans d'une politique de fermeté à des ringards de la Guerre froide (dont bien sûr les Occidentaux auraient été largement responsables) : « Il y a deux options possibles : ou bien on veut à tout prix recréer la Guerre froide, on montre du doigt la Russie, on l'isole, on continue à la piétiner

comme ça a été le cas depuis une dizaine d'années - ce n'est pas la voie qu'a choisie la France, ce n'est pas la voie qu'a choisie l'Europe », ou on choisit l'option du dialogue (1er septembre 2008).

A force de marteler que la défense de la démocratie libérale était l'apanage des néo-conservateurs américains, les propagandistes russes en arrivent à inciter les Européens à renier les bases mêmes sur lesquelles s'est construite l'Europe pendant plus de cinquante ans. L'idée d'une égalité de droits entre les Etats européens, petits et grands, l'idée que le rapport de force est exclu entre Européens, l'idée d'une solidarité européenne, tout cela est dédaigneusement balayé de la main à Moscou. Si cette « philosophie » du Kremlin gagne du terrain, l'Europe risque de régresser prodigieusement et d'oublier les dures leçons tirées des deux guerres mondiales. On l'a vu dans les années 1930, la présence d'un Etat revanchard sur le continent européen peut réduire à néant toutes les tentatives de fonder un ordre international sur le droit et l'arbitrage. Comment expliquer qu'il se trouve tant d'Européens, notamment de Français, qui acceptent de devenir les apologistes du darwinisme social post-communiste russe appliqué aux relations internationales ? Nadejda Mandelshtam, la veuve du poète Osip Mandelshtam mort au Goulag, se demandait dans ses *Mémoires* pourquoi l'intelligentsia russe avait massivement pactisé avec le bolchevisme. Elle en était arrivée à la conclusion que c'était la fascination de la violence qui avait suscité cette complaisance chez les intellectuels. Aujourd'hui on a l'impression que c'est la brutalité russe, le torse nu et le langage cru de l'ex-président Poutine, qui exercent une séduction fatale sur nombre de dirigeants européens. Ceux-ci cherchent peut-être dans ce monde hobbesien un remède à l'étouffant « politiquement correct » distillé par les media et les institutions européennes - sans voir que ce remède est pire que le mal.

Aujourd'hui Moscou propose une alliance des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Russie contre les menaces « du Sud » [11]. La Russie se pose en rempart de la civilisation « du Nord ». Ce qui ne manque pas de sel quand on se souvient avec quelle persévérance Moscou a défendu le programme nucléaire iranien, contribuant grandement à l'émergence de cette « menace » du Sud, et avec quel enthousiasme elle célébrait, il y a un an encore, le naufrage de la civilisation occidentale. Visiblement la Russie table sur le « redémarrage », voire l'effacement total du disque dur des Occidentaux. Espérons qu'elle a tort.

Copyright février 2010-Thom/diploweb.com

Notes

[1] « Long de 200 mètres pour 32 de large, le porte-hélicoptères de classe

Mistral est le deuxième plus gros navire de guerre français, après le porte-avions Charles de Gaulle. Il peut accueillir six hélicoptères, quatre chalands de débarquement, 13 chars Leclerc, une centaine de véhicules et est aussi doté d'un hôpital de 69 lits. Deux navires de cette classe appartenant à la Marine française voguent déjà sur les océans : le Mistral et le Tonnerre. Selon des experts militaires, Moscou, en se dotant de tels bâtiments, entend accorder plus d'importance aux « forces d'attaque rapides », ce qui suscite l'inquiétude de la Géorgie, opposée à la Russie dans un bref conflit armé en août 2008. Ces navires peuvent être utilisés pour des opérations aéroportées, des missions de maintien de la paix, de secours ou de lutte contre la piraterie en mer, relèvent les agences russes. » Source : La Croix <http://www.la-croix.com/> Le-port-helicopteres-Mistral-a-Saint-Petersbourg/photo2/2402507/4085

[2] Cité in : Nezavisimaja Gazeta, 29/10/08

[3] http://www.kremlin.ru/appears/2008/10/01/1401_type63374type82634type122346_207081.shtml

[4] http://www.kremlin.ru/appears/2008/09/26/2013_type63374type63376type82634_206944.shtml

[5] gazeta.ru 8/12/09

[6] The Guardian, 18/12/09

[7] Fiodor Lukianov, « Integracia po poniatiam », gazeta.ru, 26/11/09

[8] Lilia Shevtsova, « The Kremlin Kowtow », Foreign Policy, JANUARY 5, 2010

[9] Lilia Ševtsova, « Druzja Rossii », Ežednevny žurnal, 29/06/09. La citation est retraduite du russe.

[10] J. Sapir, « Crise financière, la Russie au secours de l'économie européenne », Le Figaro, 4/04/08

[11] V. D. Rogozin, « Bez tarakanov russofobii », gazeta.ru, 15/12/09. Ceci au moment où une officine de propagande russe a couvert la Grande-Bretagne d'affiches représentant Obama et Ahmadinejad, avec la mention : « Lequel représente le plus grand risque nucléaire ? » V. The Guardian, 18/12/09

[Retour au Sommaire](#)

Russie - Union européenne : quelles stratégies en matière d'investissements ?

lundi 3 mai 2010, par *Laurence GABOULEAUD*

L'auteur :

Ingénieur Principal de l'Armement (France), stagiaire au CID en 2008-2009

Avant que la crise économique ne la frappe en 2009, la Russie affiche une croissance économique insolente. Grâce à l'exploitation de ses ressources en hydrocarbures (pétrole et gaz), elle dispose de réserves financières importantes. Par ailleurs, le gouvernement a repris en main le pays à travers la nationalisation des entreprises du domaine énergétique, la nomination de guébistes aux postes clés et le contrôle des oligarques. Les investissements russes à l'étranger s'inscrivent de fait dans la stratégie économique et politique du Kremlin. Ils permettent « d'ancrer » la Russie au sein de l'Union européenne. Ils sont choisis pour consolider la position déjà forte de la Russie dans le domaine énergétique, ou bien pour acquérir des savoir-faire dans des domaines stratégiques.

De son côté, l'Union européenne est attirée par ce grand voisin qui offre des perspectives de croissance intéressantes, mais elle se heurte à un cadre réglementaire de plus en plus strict vis-à-vis des investisseurs étrangers. Face à leur interdépendance, notamment dans le domaine énergétique, elle prône la mise en place d'un partenariat, mais les difficultés sont nombreuses. Tout en cherchant la voie qui mène à une coopération croisée, l'Union européenne et la Russie investissent pour gagner en autonomie et élargir leur sphère d'influence.

Mémoire de géopolitique rédigé au Collège interarmées de défense dans le cadre du séminaire « L'Union européenne et le lien transatlantique » dirigé par Pierre Verluise.

A la fin de cet article, vous trouverez un lien pour réagir.

INTRODUCTION

APRES l'effondrement de l'URSS en 1991, la Fédération de Russie doit faire face à une crise économique sans pareil. Son produit intérieur brut (PIB) s'effondre,

ses dettes augmentent et ses capitaux sont en fuite [1]. Pourtant, quinze ans plus tard, ses indicateurs économiques sont « au vert » et les prises de participation dans les entreprises de l'Union européenne sont régulières. Un renversement de situation qui mérite intérêt.

D'abord, il s'agit de comprendre comment la situation économique s'est assainie et le rôle important qu'a joué Vladimir Poutine à compter de son accession au pouvoir, en 2000. Qu'il s'agisse de fonds souverains, d'entreprises publiques, d'investisseurs privés ou même d'oligarques, les investissements à l'étranger semblent au service des intérêts et de la politique du gouvernement. Il faut dire que le Kremlin est omniprésent dans le domaine économique et qu'il a reconstitué « la verticale du pouvoir [2] ». Les domaines d'investissements visés dans l'Union européenne permettent à la Fédération de Russie soit de consolider sa position déjà forte dans le domaine énergétique, soit d'acquérir des compétences ou des savoir-faire dans des domaines de grande technologie et des secteurs stratégiques.

Dans le même temps, l'Union européenne a tout de suite exprimé son intérêt pour la Fédération de Russie. Elle a multiplié les initiatives pour établir des cadres de coopérations et d'échanges ; elle a cherché à établir des liens privilégiés. Il faut dire qu'il existe une réelle interdépendance entre l'Union européenne et la Russie qui justifie la recherche d'un partenariat. Mais au fur et à mesure que la Russie assainit sa situation économique, elle impose son rythme et ses méthodes. Elle durcit son cadre réglementaire et juridique vis-à-vis des investisseurs étrangers. Alors tout en affichant la volonté d'établir un partenariat et des coopérations croisées, l'Union européenne et la Russie investissent également pour réduire leur interdépendance et gagner en autonomie, voire pour élargir leur sphère d'influence.

Première partie

DES INVESTISSEMENTS RUSSES, DANS L'UNION EUROPEENNE, CIBLES ET AU SERVICE DU KREMLIN

Après des années 1990 particulièrement difficiles, la Russie affiche jusqu'en 2008 une reprise économique insolente. Pour une large part, les bons résultats proviennent du secteur énergétique, en particulier de l'augmentation du volume des exportations et de la hausse des cours du pétrole. La Russie a réussi la prouesse de rembourser ses dettes et de se doter de réserves financières qui lui permettent d'investir de plus en plus à l'étranger, notamment dans l'Union européenne.

Force est de constater que cette réussite s'est accompagnée d'un renforcement

du pouvoir présidentiel et d'une reprise en main par l'Etat des structures administratives comme des grands groupes industriels. Les choix « corporatistes » des patrons d'entreprises, la relation avec les oligarques et les déclarations du Président russe - ou de son premier ministre Vladimir Poutine - montrent combien l'Etat est présent, voire omniprésent. L'infiltration de guébistes aux plus hauts postes de la Russie suscite de nombreuses questions et réserves quant aux investissements russes à l'étranger.

L'Union européenne (UE) est la première visée par la stratégie d'investissements de la Russie. En bon joueur d'échec, cette dernière conclut de nombreux accords bilatéraux avec différents Etats membres de l'UE qui lui permettent de renforcer sa place dans le domaine énergétique et de développer des pans d'activités stratégiques. Les investissements russes au sein de l'Union européenne, par leur importance et les domaines couverts, semblent répondre directement à des objectifs économiques, stratégiques, voire politiques du Kremlin.

1. LA REPRISE ECONOMIQUE DE LA RUSSIE ET LA FORTE PROGRESSION DE SES INVESTISSEMENTS A L'ETRANGER

1.1. Après des années 1990 difficiles, la Russie affiche une croissance économique, grâce notamment à ses ressources importantes en hydrocarbures

La reprise économique de la Russie

Après la disparition de l'URSS en 1991, la Russie est confrontée, sous la présidence de Boris Eltsine, à une crise financière qui s'accompagne d'une grave récession économique et d'un « pillage » de ses ressources. Au plan international, elle perd son rang de « grande puissance » qu'elle occupe depuis des décennies.

A partir de 2000, et plus précisément avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, la Russie connaît un net redressement économique, grâce notamment à l'exploitation et à l'exportation de ses hydrocarbures. Son produit intérieur brut (PIB) augmente considérablement pour atteindre en 2007 plus de 1 290 milliards de dollars, ce qui la place au 9ème rang mondial, juste derrière la France (avec 1 800 milliards de dollars) et l'Italie [3]. Sa croissance économique est soutenue, avec un rythme annuel supérieur à 6 % depuis 1999. En 2007, elle est de 8,1% (+6,4% en 2005 ; +7,1% en 2006). Le budget de l'Etat est excédentaire depuis 2000, avec un excédent de 8,7% du PIB en 2007 (7,3% en 2006) [4].

En ce qui concerne son endettement, la Russie est parvenue à réduire considérablement sa dette extérieure en procédant à des remboursements anticipés. De l'Union soviétique, elle hérite de plus de 70 milliards de dollars de dettes [5], dettes qui s'alourdissent dans les années 1990 pour atteindre environ

160 milliards de dollars à la fin de 1998. En février 2004, le président russe annonce lors d'un discours : « Le problème de la dette extérieure est pratiquement résolu. [...] Au total, nous avons remboursé 50 milliards de dollars de notre dette extérieure, intérêts compris [6] ». Début 2005, elle poursuit en s'acquittant par anticipation de toute sa dette envers le Fonds monétaire international (FMI). A l'été 2005, elle rembourse, également par anticipation, 15 milliards de dollars au Club de Paris [7], remboursement le plus important jamais proposé par un pays créancier du Club de Paris. La dette publique totale est estimée à 3,6% du PIB en 2008 (11% fin 2005) [8].

Dans le même temps, la Russie réussit à constituer des réserves, notamment grâce aux exportations de produits énergétiques. En septembre 2007, elle dispose des troisièmes plus importantes réserves de change du monde après la Chine et le Japon. D'un montant d'environ 500 milliards de dollars, les réserves permettent d'alimenter les fonds souverains russes.

Face à cette reprise économique, et sachant que l'objectif affiché par le gouvernement russe est de multiplier par deux le PIB en volume en 10 ans [9], la question de la géopolitique des investissements russes présente un intérêt majeur, en particulier pour les zones telle que l'Union européenne qui reçoivent ces masses financières importantes.

Le rôle clé de l'énergie

L'énergie a joué un rôle clé dans la reprise économique de la Russie. Entre 2001 et 2004, 70 % de la croissance de sa production industrielle proviennent du secteur des ressources naturelles, et le secteur pétrolier représente à lui seul environ 45 % [10].

La Russie est en 2009 le premier producteur et exportateur mondial de gaz naturel. Elle détient environ 30% des réserves mondiales ce qui la place au premier rang devant l'Iran et le Qatar (avec chacun près de 15%), et loin devant les autres pays. Elle est aussi le deuxième producteur et exportateur mondial de pétrole, derrière l'Arabie Saoudite, avec 6% des réserves mondiales. Elle dispose également de 20% des réserves mondiales de charbon, de 14% des réserves mondiales d'uranium et elle est le premier producteur mondial de titane. Au total, la Russie est le premier exportateur mondial d'énergie [11].

Durant cette période de forte reprise économique, la croissance du PIB russe repose essentiellement sur les ressources naturelles, en particulier le pétrole. Selon le ministre russe des finances, les taxes sur les exportations énergétiques ont représenté, en 2003, 40% des recettes du budget fédéral [12].

Disposant de ressources naturelles importantes, la Russie a su en tirer profit dès

les années 2000 pour s'engager sur la voie de la croissance économique et revenir au premier plan de la scène internationale.

1.2. Des investissements à l'étranger en forte progression qui placent la Russie en tête des pays émergents

Des montants d'investissements encore modestes mais en forte progression

En 2007, Rosstat a enregistré le chiffre de 74,6 milliards de dollars pour les investissements russes à destination des pays étrangers, soit une croissance de 43,6% par rapport à 2006. En ce qui concerne la part des investissements directs à l'étranger [13] (IDE), les montants - en sorties - de la Fédération de Russie restent encore modestes au niveau mondial, comparés aux montants constatés aux Etats Unis (314 milliards de dollars en 2007) ou même en France (225 milliards de dollars en 2007). Cependant, d'environ 18 milliards de dollars en 2006, les flux ont plus que doublé pour atteindre 45 milliards de dollars en 2007. Proche de zéro il y a dix ans, le stock d'IDE est estimé à 157 milliards de dollars fin 2006 pour l'ensemble des groupes russes. La progression de ces dernières années est parmi les plus rapides du monde.

En termes de destinations, les flux d'IDE sont concentrés pour les 2/3 sur deux pays : Chypre et Luxembourg. Ces deux pays sont considérés comme des pays *offshore* au plan financier c'est-à-dire qu'une part de ces flux financiers repart soit directement vers la Russie, soit vers d'autres pays. Il est donc difficile de déterminer la véritable destination finale. Toutefois, une étude récente montre que l'Europe de l'Ouest est la principale destination, comptant pour 52% d'actifs à l'étranger, suivie par la Communauté des Etats Indépendants (CEI) avec 22% et l'Europe de l'Est avec 11% [14].

Une progression des IDE qui positionne la Russie en tête des pays émergents

Plus que le montant, c'est la forte progression des IDE (en sorties) de la Fédération de Russie qui est intéressante et qui la place depuis 2002 en tête des pays émergents. Dernière des pays BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine) en 2000, la Russie dispose en 2006, avec 157 milliards de dollars, du niveau le plus important de stocks d'IDE. Et l'année 2007 confirme cette tendance [15].

Les montants d'IDE, et surtout leur croissance régulière, révèlent une nouvelle stratégie d'investissements russes à l'étranger. **Après avoir exporté du pétrole, du gaz, des armements,... la Russie exporte maintenant des capitaux et s'installe ainsi dans l'économie des pays étrangers, en particulier ceux de l'Union européenne.**

2. DES INVESTISSEMENTS RUSSES SOUS CONTROLE DU KREMLIN

2.1. L'importance des fonds souverains et la stratégie associée

La stratégie double du gouvernement russe en matière de fonds souverains

Les fonds souverains appartiennent à des États disposant d'excédents de balances des paiements grâce à des exportations soit de ressources énergétiques - pays du Golfe, Russie, Norvège - soit de biens et services dont les prix sont très compétitifs - Chine, Singapour. Ils permettent à ces pays de réaliser des investissements de long terme en vue de faire face au tarissement de leurs ressources ou au renchérissement de leurs coûts de production [16]. Jusqu'à présent le montant global des investissements au travers des fonds souverains n'est pas aussi important que ceux réalisés par les compagnies d'assurance, les banques ou les fonds de pensions. Ils méritent toutefois une attention particulière car ils sont en forte augmentation, et également très liés à la politique du gouvernement qui investit. Fin 2008, l'ensemble des fonds souverains est estimé à 3 000 milliards de dollars [17].

En ce qui concerne la Russie, la stratégie en matière de fonds souverains est double. Le 1er janvier 2004 a été créé, à partir de taxes prélevées sur les compagnies pétrolières nationales, le fonds souverain de stabilisation russe (SFRF, Stabilization Fund of the Russian Federation). D'un montant d'environ 150 milliards de dollars, il devait prémunir la Russie des crises financières à venir. Début 2008, ce fonds a été divisé en deux entités distinctes : le « Fonds de réserve » (Reserve Fund) qui doit continuer à investir dans des actifs peu risqués avec pour objectif d'aider le pays à faire face aux fluctuations des prix du pétrole et du gaz ; et le « Fonds pour le bien-être national » (National wealth fund), fonds plus « agressif » qui doit effectuer des investissements plus diversifiés et plus risqués [18]. Les montants de ces deux fonds sont respectivement d'environ 125 milliards de dollars et 32 milliards de dollars début 2008. Au 1er janvier 2009, il est intéressant de noter que le « Fonds pour le bien-être national » a augmenté considérablement pour atteindre 88 milliards de dollars [19], à la différence du fonds de réserve qui est resté stable (137 milliards de dollars).

Malgré la crise financière, la Russie dispose donc de fonds lui permettant d'investir hors Russie. « La crise financière actuelle ayant fait baisser les cours de nombreux actifs occidentaux, ceux-ci se retrouvent désormais à la portée du gouvernement russe et des plus grandes entreprises du pays [20]. »

Des facteurs qui dérangent

Face aux investissements russes à l'étranger, les pays occidentaux font preuve d'une certaine méfiance sur au moins deux points.

Le premier tient au manque de transparence au sujet de l'utilisation des fonds

souverains. Pour certains, « le SFRF peut être comparé aux fonds souverains du Koweït, du Qatar, ou encore de la Chine par son fonctionnement opaque » [21]. La politique d'investissement associée à son nouveau fonds souverain manque de clarté. Il semble qu'il doit permettre d'investir, sous l'égide du ministre des Finances, en actions dans des projets pétroliers et dans des secteurs stratégiques pour la Russie, tels la défense, les technologies de l'information, l'aérospatial, l'aéronautique et les matières premières. « Alimentés par les réserves, les fonds souverains russes ne sont donc pas uniquement destinés à optimiser des capitaux disponibles, mais aussi à mettre un pied dans les secteurs stratégiques afin d'y exercer une influence davantage politique qu'économique, ce que redoute justement le G7 [22]. »

Le second tient au passé des investisseurs. De nombreux spécialistes de la Russie pointent du doigt la forte présence de guébistes (anciens membres des services de sécurité) et de « siloviki » (« hommes de forces ») non seulement au sein du gouvernement mais également à la tête des grandes entreprises et des régions. Il n'est pas nécessaire de rappeler que Vladimir Poutine a servi longtemps au KGB avant de devenir, en 1998, directeur du FSB (Service fédéral de sécurité, principal successeur de l'ancien KGB) [23]. Spécialiste des élites à l'Institut de sociologie de l'Académie des Sciences de Russie, Olga Kryshtanovskaïa « observe que, depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, militaires, kagébistes et anciens des services secrets ont infiltré tous les cercles du pouvoir : l'administration présidentielle, les ministres de la capitale et les institutions des régions de Russie. [24]" Cette infiltration des tchékistes, kagébistes,... aux postes clés de la Russie est relayée par de nombreux spécialistes de la Russie. Lorraine Millot [25] écrit « Au moins un quart des hauts fonctionnaires sont des siloviki (membres des structures de forces c'est-à-dire l'Armée, les services secrets et la police). [...] **Depuis que la Russie est passée au capitalisme, et même à l'ultra capitalisme, les tchékistes se sont aussi lancés dans le business.** »

Dans le cas de la Russie, les fonds souverains ne répondent pas uniquement à une logique de placement à long terme. Avec le « fonds pour le bien-être national », une part importante des investissements à l'étranger sert directement les objectifs économiques et politiques du gouvernement. Le réseau constitué par une forte proportion d'anciens membres des services de sécurité au niveau des postes clés (premier ministre, membres du gouvernement, chefs d'entreprises,...) suscitent alors des interrogations quant aux objectifs « à long terme » des investissements russes à l'étranger.

2.2. Une reprise en main des structures industrielles et étatiques par le Kremlin

Fin des privatisations et retour au nationalisme

Alors que le secteur énergétique a été largement privatisé dans les années 1990, sous la présidence de Boris Eltsine (1990 - 1999), les deux mandats successifs de Vladimir Poutine (2000 - 2008) ont donné lieu à une reprise en main par l'État. En 2009, l'État contrôle environ 30 % de la production pétrolière et 87 % de la production de gaz. [26]

Selon Catherine Locatelli [27], « la volonté de Poutine de réinstaurer un strict contrôle sur des parties importantes de cette industrie notamment concernant la régulation des taxes à l'exportation, les réserves en hydrocarbures [...] tout en privilégiant les compagnies dont il est l'actionnaire principal (Rosneft dans le pétrole et Gazprom dans le gaz) témoigne d'une « vision beaucoup plus nationaliste » de l'industrie pétrolière. Implicitement, l'objectif est de mettre le secteur pétrolier (et plus largement le secteur énergétique) au service des objectifs de développement de l'économie russe, voire au service de sa politique étrangère. »

Le géant Gazprom illustre à lui seul le poids de l'État dans le secteur de l'énergie. En 2005, l'Etat russe est devenu son actionnaire majoritaire avec 50,01% du capital. Sa place dans l'économie russe est primordiale. En effet, cette société produit 95% du gaz naturel russe et dispose d'une capitalisation boursière évaluée à 360 milliards de dollars, ce qui la positionne au 3ème rang mondial [28]. Gazprom possède en Russie la totalité de l'infrastructure de transport de gaz et toutes les stations de compression. Elle est aussi la seule entreprise autorisée légalement à vendre du gaz à l'extérieur de la Russie. Enfin, elle contribue à 25% du budget de l'Etat russe [29]. Au-delà de l'aspect actionnariat, Gazprom entretient des liens privilégiés avec le Kremlin. Dmitri Medvedev a pendant longtemps présidé le conseil d'administration de Gazprom jusqu'à son élection à la Présidence de la Fédération de Russie, et récemment, lors d'une audition d'Andris Piebalgs, Pierre Lequiller lachait « Gazprom, c'est M. Vladimir Poutine » [30]. Pour certains, cette relation étroite conduit à faire de « Gazprom un instrument de régulation politico-sociale en Russie » [31].

Contrôle des oligarques et son soutien aux investisseurs

Au-delà de l'exemple de Gazprom, l'empreinte du politique sur l'économie est très forte en Russie. Selon Ekaterina Yakovleva, « l'économie russe est loin de fonctionner selon les règles traditionnelles en vigueur dans les pays occidentaux ». Ainsi, lorsqu'en octobre 2003, le procureur général de la Fédération de Russie ordonne l'arrestation de M. Khodorkovsky - ancien PDG de Ioukos et oligarque estimé le plus riche de Russie (en son temps) - les opinions publiques russes et internationales y voient le signe d'une reprise en main des

grandes entreprises russes par le président Vladimir Poutine [32]. Certains comme Boris Berezovsky préfèrent l'exil aux poursuites judiciaires. D'autres, qui choisissent de rester, participent (de gré ou de force ?) au développement de la Russie. Ainsi Vagit Alekpérov - patron du géant pétrolier Lukoïl, « devenu propriétaire de 1 300 stations-services dans l'Est américain, envisage de traiter sur place le pétrole brut venant de Russie. Quant à Potanine - propriétaire de Nickel de Norilsk - il a investi près d'un milliard de dollar dans le nickel russe. En guise de mécénat, il a aussi créé 160 bourses de 1 200 roubles destinés aux meilleurs étudiants » [33].

La crise financière de 2008 - 2009 risque d'accentuer l'emprise de l'Etat sur les entreprises russes. « Le système financier russe étant mal développé, les grandes banques et entreprises russes n'ont pas trouvé en interne les finances nécessaires à leur développement. Elles ont donc emprunté sur les marchés internationaux. Dans la plupart des cas, il s'agit d'emprunts à court terme qui supposent d'être reconduits régulièrement. La crise financière actuelle ayant limité fortement cette pratique, le gouvernement russe a payé les dettes contractées par certaines entreprises (ex : Rusal, Norilsk) qui deviennent alors très dépendantes de l'Etat » [34].

Dans le même temps, la position du gouvernement russe vis-à-vis des investisseurs privés ou des oligarques a changé. En effet, il y a quelques années, la "fuite des capitaux" hors du pays était considérée par les autorités russes comme une tendance très négative. « Au contraire, les fonctionnaires gouvernementaux invitent désormais les entrepreneurs à racheter plus activement des compagnies étrangères [...] Les milieux d'affaires russes doivent être certains du soutien de l'Etat sur les marchés mondiaux, en particulier dans les secteurs où la concurrence globale est la plus forte [35] ». Selon Arkady Dvorkovitch, conseiller économique du président Dmitri Medvedev, le gouvernement soutiendra - à la fois diplomatiquement et financièrement - l'expansion des entreprises russes à l'étranger. [36] Ce soutien est confirmé dans la conception du développement économique et social du pays jusqu'en 2020, rendue publique début août 2008 par ses auteurs issus du ministère du Développement économique. Ce document souligne que « la Russie a toutes les raisons de figurer parmi les plus grandes économies du monde et qu'elle jouera dans un proche avenir un rôle important dans la division internationale du travail [37] ».

Cette omniprésence de l'Etat dans l'économie et derrière chaque investisseur, en particulier les oligarques, renforce l'idée que les investissements russes à l'étranger sont ciblés et au service des objectifs politiques du gouvernement. « On peut constater [...] que les décisions économiques sont dictées par une analyse

politique. En Russie aussi, au moins depuis 2000, la politique est au poste de commande. [38] »

3. DES INVESTISSEMENTS DANS L'UNION EUROPEENNE CIBLES PAR PAYS ET PAR DOMAINES

3.1. Des investissements qui installent la Russie au sein de l'Union Européenne.

Une dépendance des pays de l'ex-bloc soviétique qui évolue vers une relation économique

De par leur passé commun et des liens tissés du temps de l'URSS, la Russie dispose d'investissements importants dans son « étranger proche », terminologie utilisée par Moscou pour qualifier les pays issus de l'ex URSS [39]. Toutefois, d'après les données du service analytique de M&A-Intelligence, il semble que « les investisseurs russes sont deux fois plus actifs dans les Etats d'Europe de l'Est que tous les autres étrangers réunis [40]. » Les investissements les plus significatifs restent dans le domaine énergétique, la Russie étant le principal pourvoyeur. A vrai dire, les Etats limitrophes et enclavés d'Europe de l'Est tels que la Biélorussie, la Moldavie et surtout l'Ukraine sont les plus concernés [41]. Mais les Etats baltes restent très dépendants de leur grand voisin, « liés au seul réseau russe en matière d'électricité, liés à un seul pipeline de gaz de Russie et à aucune autre source d'approvisionnement [42] ». Ces investissements anciens lient de fait les pays de l'ex-bloc soviétique à la Russie, qu'ils soient dans l'UE ou pas. Ainsi, début 2009, la Bulgarie et une vingtaine pays de l'UE, ont été privés de gaz russe suite au conflit qui a vu la Russie couper le gaz à l'Ukraine.

Depuis qu'ils sont dans l'UE, les pays de l'ex-bloc soviétique restent réticents et méfiants vis-à-vis de la Russie, sans toutefois « fermer les portes ». En Estonie, la Russie reste un fournisseur important (le troisième) avec une part de marché de 10,23%, supérieur à son niveau de 2005 (9,20%) [43]. Malgré l'animosité entre la Russie et l'Estonie, renforcée par le contentieux lié au déplacement de la statue dite du Soldat de bronze (avril 2007), il est intéressant de noter que l'Estonie a vu ses exportations à destination de la Russie progresser de 17,26%, soit 3,5 fois plus vite que le rythme global de progression des exportations du pays. Au niveau des acquisitions, le sidérurgiste russe Severstal a acheté, en Lettonie, les usines de construction de wagons de Riga et de Daugavpils.

Une multitude d'accords bilatéraux qui « ancrent » la Russie dans l'Union européenne

La Russie privilégie les accords bilatéraux avec les Etats membres, en particulier dans le domaine énergétique. L'UE n'ayant pas réussi à établir une véritable

politique de l'énergie, elle laisse le champ libre à la Russie pour établir des relations privilégiées avec certains Etats membres et « s'installer » ainsi durablement en Europe de l'Ouest.

Le projet North Stream (ancien nom : North European Gas Pipeline, NGEPI) illustre à la fois le manque de cohésion de l'UE et la stratégie de la Russie d'établir des liens directs avec certains Etats membres. Ce projet concerne la réalisation d'un gazoduc qui doit relier la Russie à l'Allemagne, puis d'autres pays européens, via un tube qui traversera la mer Baltique. L'accord germano-russe a été conclu en septembre 2005 malgré la forte opposition de certains Etats membres, principalement la Pologne et les Etats baltes. Le Président polonais a d'ailleurs évoqué un accord signé "par dessus leurs têtes". Il est vrai que le tracé du gazoduc vise à éviter le transit du gaz russe par la Pologne, les Etats baltes et l'Ukraine, les privant ainsi des revenus du transit par leur territoire.

Cet exemple est loin d'être le seul. Pour compléter ce tracé nord européen, la Russie et l'Italie ont décidé mi-2007 de construire un autre gazoduc, South Stream, qui pourrait acheminer 30 milliards de m³ de gaz par an. Le projet sera financé, détenu et opéré conjointement par Gazprom et le groupe pétrolier et gazier italien Eni. Ce gazoduc traversera notamment la Bulgarie, la Hongrie, l'Autriche. Autant d'accords en perspective entre la Russie et ces pays.

Plus au centre de l'Europe, la Russie dispose avec l'Autriche d'un partenaire privilégié et de longue date en matière d'énergie. Par exemple, **Gazprom a racheté à l'autrichien OMV 50% des parts du terminal gazier Baumgarten qui devait servir de point d'arrivée à Nabucco, gazoduc censé contourner la Russie et considéré comme une solution alternative à la dépendance de l'UE vis-à-vis du gaz russe.**

Force est de constater qu'aujourd'hui, **la Russie a établi des liens solides et durables avec les Etats membres qui lui permettent de « s'installer » au nord, au sud, au centre de l'Union européenne.** Comme expliqué par Pierre Verluise [44], ces investissements russes répondent à une stratégie visant à « s'ancrer à l'Europe de l'Ouest ». Le risque est de voir ces accords bilatéraux diviser encore plus l'UE et de vouer à l'échec l'élaboration d'une politique européenne dans le domaine énergétique.

3.2. Des investissements ciblés sur des domaines de l'économie russe à renforcer ou à développer

Des investissements pour consolider la position de la Russie dans le domaine de l'énergie

Consciente de l'avantage acquis avec ses richesses en hydrocarbures, la Russie

investit au sein de l'Union européenne de façon méthodique et organisée pour maîtriser l'ensemble de la chaîne énergétique.

Dans le transit des hydrocarbures, la Russie cherche à prendre le contrôle des infrastructures de transport, stratégie qui vise à sécuriser son exportation. L'effondrement de l'URSS a fait perdre à la Russie la maîtrise de certaines voies de transit. La construction de pipelines est une alternative à l'éventuel blocage du transit des hydrocarbures vers l'Europe occidentale, son principal client. Ainsi, le projet de gazoduc nord-européen avec l'Allemagne, ou bien celui plus au Sud avec l'Italie, participent de cette stratégie. De même un accord russo-autrichien autorise à Gazprom à assurer directement le transit de son gaz via le territoire autrichien, sachant que le volume de gaz russe transitant annuellement via l'Autriche dépasse les 30 milliards de m³. **Le contrôle de voies de transit doit permettre à la Russie d'être un acteur incontournable**, à la fois dans le développement de nouvelles infrastructures et dans les tarifs du transit qui constituent un poids important du coût d'exportation de la société gazière [45]. L'idée de Moscou est bien de sécuriser les voies d'exportation et de trouver de nouveaux débouchés.

Au niveau du stockage, Gazprom et la firme autrichienne OMV ont signé un accord qui porte sur la coopération pour le développement d'un pôle gazier en Europe centrale, à Baumgarten, près de la frontière slovaque. Ce pôle gazier aura une capacité de stockage de quelque 2,5 milliards de m³ ce qui devrait faire de lui, dès 2011, le deuxième plus grand centre de stockage de gaz en Europe centrale. Sa construction sera assurée par Gazprom pour un coût estimé à 260 millions d'euro [46]. Plus au nord, Gazprom Germania prévoit d'aménager le plus grand site de stockage souterrain de gaz naturel en Europe au nord de Berlin, site qui serait alimenté par le gazoduc North Stream. En Belgique, un MOU (Memorandum Of Understanding) a été signé en 2006 entre les opérateurs gaziers Fluxys (filiale de Suez-Tractebel) et Gazexport (filiale à 100% du russe Gazprom) prévoyant la création d'une co-entreprise qui étudierait le développement d'un stockage souterrain de gaz naturel dans la partie nord du pays.

Dans le domaine du raffinage, la Russie négocie en 2009 avec la Serbie pour le rachat de la raffinerie NIS. Avec l'Allemagne, Gazprom - via sa filiale Gazprom Germania dont le siège est à Berlin - a conclu, en novembre 2007, un accord avec Dow Chemical dans le domaine du traitement du gaz naturel. Au niveau pétrolier, Lukoil - second groupe pétrolier pour son activité en Russie - étudie en 2009 le rachat d'une raffinerie en Italie.

En ce qui concerne la distribution, Gazprom a été autorisé à prendre une

participation importante dans les activités de distribution de gaz domestique en Autriche, et plus précisément à Salzburg et dans les provinces de Carinthie et de Styrie, ce qui représente, en termes de population, la moitié des neuf provinces autrichiennes. Gazprom vend son gaz au prix de 240 dollars les 1 000 m³ alors qu'actuellement le consommateur autrichien se voit facturer près de 1 000 dollars pour la même quantité. C'est le premier accord de ce type pour la Russie sur le marché européen. En France, Gazprom et Gaz de France ont prolongé jusqu'en 2030 leurs contrats existants de fourniture de gaz naturel, avec une augmentation du volume approvisionné à compter de la mise en service de North Stream.

Enfin, Soteg - fournisseur de gaz naturel et d'électricité du Grand Duché de Luxembourg - a annoncé en avril 2007 la signature d'un MOU (Memorandum Of Understanding) avec Gazprom Marketing&Trading visant à construire une centrale TGV (turbine-gaz-vapeur) à Eisenhüttenstadt (Allemagne). L'investissement global est évalué à 400 millions d'euros pour cette co-entreprise qui sera détenue à parts égales par les deux opérateurs.

La Russie cherche également à se diversifier en niveau des ressources et des technologies. Déficiant sur la filière du gaz liquide, Gazprom est actionnaire de la société hongroise MOL et finance en Croatie une société de déliquéfaction. Une manière pour elle d'acquérir des compétences qui lui font défaut. Elle cherche également à acquérir de nouvelles technologies afin d'exploiter les gisements de ressources naturelles difficiles d'accès.

Autant d'exemples qui montrent que la Russie ne se contente plus d'être un pays producteur d'énergie et qu'elle investit, au niveau européen, dans tous les secteurs du domaine énergétique. Cela peut être vu comme un développement industriel normal. Cependant les coupures de gaz, comme par exemple en Ukraine en 2006 puis en janvier 2009, assimilent ces investissements à une « arme énergétique » au service de deux objectifs : « la défense de ses intérêts économiques et le maintien dans son orbite des Etats issus de l'Union soviétique [47] ».

Des investissements ciblés sur des domaines stratégiques à développer.

Au-delà du domaine de l'énergie, de nombreux autres secteurs font l'objet d'acquisitions par des investisseurs russes. Mais il convient de distinguer les secteurs à bonne rentabilité financière des secteurs plus stratégiques.

Outre l'achat de villas à des prix exorbitants par des milliardaires russes, telle que la villa Leopolda de Villefranche-sur-Mer achetée par Mikhail Prokhorov pour un demi-milliard d'euros, les entreprises russes investissent largement dans l'immobilier, notamment en France et en Angleterre. Ainsi, la société de bâtiment

russe Stroïmontage envisage de construire en France près de 110 000 mètres carrés de logements pour un montant de 280 millions d'euros. "Paris représente un marché assez grand où la demande est prévisible et compréhensible. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que Stroïmontage souhaite contrebalancer les risques que représente la construction de logements en Russie [...] Elle espère que l'opération lui rapportera 341,9 millions d'euros [48] ».

Le secteur des produits de luxe est également visé. Certains y voient le désir des oligarques d'acquérir « du rêve », d'autres le moyen de camoufler divers trafics. Les exemples en France sont nombreux. En 2002, l'oligarque Nikolaï Tsvetkov, déjà propriétaire de la Manufacture impériale de Saint Pétersbourg, devenait l'actionnaire majoritaire du porcelainier Deshoulières. En octobre 2007, Sergueï Pougatchev a racheté Hédiard afin de « développer la marque à l'international et en faire un porte-parole de la gastronomie française ». En 2007, la maison de cognac charentais Croizet-Eymard ont été acquis par Russian Wine Trust, avec 59 hectares de vignoble. La filière française du cognac a alors exprimé son inquiétude quant à l'intérêt manifesté par les investisseurs russes, soupçonnés de camoufler la production de faux cognac en Russie. Alain Philippe, directeur général du BNIC (bureau national interprofessionnel du cognac), évoque "un risque que ces achats servent d'alibi pour vendre de faux cognacs" [49].

A côté de ces investissements très médiatisés et orientés principalement sur la rentabilité financière, on assiste à des acquisitions dans des domaines plus stratégiques, et les transactions font alors l'objet d'un soutien du gouvernement russe.

La haute technologie et les secteurs innovants sont particulièrement visés. Ainsi, l'ancien premier ministre russe Mikhaïl Fradkov a largement contribué à l'acquisition par le consortium russe Airbridge (KrasAir) de 99,95 % du capital du transporteur aérien hongrois Malev. En 2005, Vladimir Poutine a aidé le consortium Alfa Group à acheter des actions de Turkcell, important opérateur turc de téléphonie mobile. Dans le domaine aéronautique, la Vnechekonombank (VEB), banque de développement détenue à 100% par l'Etat et principal instrument financier public, possède désormais 5% d'EADS, depuis le rachat de ce paquet d'actions à la banque russe VTB en décembre 2007, pour environ 1 milliard d'euros. La Russie devient alors le 5ème actionnaire de référence du groupe et pour le Kremlin, elle pourrait aller plus loin et donner « au moins la minorité de blocage » à la partie russe [50]. Le pourcentage de 5%, même s'il est faible, permet de siéger au Conseil d'administration et d'avoir connaissance de la politique et de la stratégie industrielles du groupe. La Russie affiche sa volonté de redevenir un acteur de premier plan du domaine aéronautique. L'ensemble des industriels russe du domaine (Sukhoï, Mikoyan, Tupolev, Mig,...) sont désormais

regroupé au sein de OAK, Compagnie unifiée de construction aéronautique. La prise de participation d'EADS dans le même calendrier complète cette stratégie.

Les investissements dans le domaine alimentaire font également l'objet d'un soutien du gouvernement russe. Il faut dire que ces investissements contribuent à l'objectif public d'autosuffisance de la Russie. Ainsi, la société Willbin, première productrice et distributrice de produits laitiers en Russie, a bénéficié de la garantie de l'Etat lorsqu'elle s'est affrontée avec la société Danone pour acquérir des sociétés dans les pays de l'ex-bloc soviétique. Il s'agissait pour elle de récupérer le savoir-faire implanté par Danone en Europe centrale et orientale. Moyennant un salaire bien supérieur, elle a en outre « débauché » une soixantaine d'employés de ces entreprises.

Les investissements à l'étranger relèvent de trois logiques différentes. D'abord la stratégie d'entreprise qui cherche à développer des secteurs d'activités. Ensuite, les effets d'aubaine qui, face à une entreprise « sous-côtée », permettent d'augmenter la taille de l'entreprise ou d'acquérir des compétences techniques. Enfin, l'intérêt public qui vise le développement d'un Etat et l'accès à des compétences spécifiques. Dans le cas de la Russie, il semble que ces trois logiques convergent vers des objectifs communs et cohérents avec la stratégie politique et économique du gouvernement. Le Kremlin a en main toutes les cartes permettant de contrôler les investissements à l'étranger : reprise en main des grandes entreprises, pilotage « rênes courtes » des oligarques et soutien aux investisseurs. Pour autant, l'Union européenne a besoin de capitaux et la Russie en détient, il reste à voir quelle stratégie elle adopte en réponse.

Deuxième partie

UNION EUROPEENNE - RUSSIE : UNE RELATION QUI SE CHERCHE, ENTRE PARTENARIAT ET AUTONOMIE

De son côté, l'Union européenne est attirée par les atouts et les perspectives de croissance de la Russie. Dès la chute de l'URSS, elle multiplie les contacts et les investissements. Certes, elle se heurte à des difficultés au plan juridique et peine à investir durablement. Néanmoins, elle poursuit ses investissements en vue « d'arrimer » ce grand voisin et construire une relation privilégiée. Conscients de leur forte interdépendance, l'UE cherche, avec la Russie, à établir un partenariat mais le rapprochement est difficile : la première tente d'imposer ses normes et ses valeurs, la seconde n'envisage pas de se voir dicter des règles « étrangères » sur son territoire. La réglementation et la législation russes deviennent plus strictes vis-à-vis des investisseurs étrangers. Tout en cherchant la voie pour établir un partenariat, l'UE et la Russie travaillent à limiter leur

interdépendance et à gagner en autonomie. L'UE est soucieuse de sécuriser ses approvisionnements, en particulier en énergie. La Russie cherche à élargir sa sphère d'influence à l'Est.

1. L'UNION EUROPÉENNE RESTE ATTIRÉE PAR UNE RUSSIE EN PLEINE EXPANSION MAIS PEINE À INVESTIR DURABLEMENT

1.1. La Russie affiche encore des montants d'investissements étrangers faibles malgré des attraits certains

Des montants d'IDE (entrants) qui restent faibles

Selon le Service fédéral de statistiques russe (Rosstat), le flux des investissements étrangers pour l'année 2007 a été multiplié par 2,2 par rapport à l'année 2006, soit 120 milliards de dollars en plus. En ce qui concerne les investissements directs étrangers (IDE) dans la Fédération de Russie, ils ont atteint 52 milliards de dollars en 2007, soit une hausse de 62 % par rapport à 2006 [51]. Ce chiffre reste faible comparé aux entrées d'IDE des USA (233 milliards de dollars), de la Grande-Bretagne (224 milliards de dollars) ou même de la France (158 milliards de dollars). Cependant, la Russie connaît depuis 2003 une des augmentations les plus fortes des flux d'IDE. Partis de zéro en 2000-2001, les investissements directs représentent 41% du total des investissements étrangers en 2007. Et le stock d'investissements directs en Russie s'élève fin 2008 à 324 milliards de dollars, soit 25% du PIB [52].

Il convient de préciser qu'une partie importante de ces investissements provient de *zones offshores*. Il s'agit de capitaux d'investisseurs russes qui reviennent dans le pays (les flux croisés avec les *zones offshores* représentent 20% de son PIB). En 2007, trois pays étaient à l'origine de 62,4% des flux entrants dans le secteur non-bancaire : Chypre (11,6 milliards de dollars), les Pays-Bas (9,4 milliards de dollars) et les Iles Bermudes (8,4 milliards de dollars) [53]. Cette particularité russe doit modérer l'analyse sur la progression des flux d'IDE qui sont, de toute évidence, surestimés.

Malgré la crise financière qui sévit depuis le deuxième semestre de 2007, les entrées d'IDE ont continué de progresser dans les pays en transition de l'Europe du Sud-Est et de la Communauté d'États indépendants (CEI), et les flux d'IDE entrants devraient encore progresser en Fédération de Russie [54].

En ce qui concerne les domaines d'investissement, 90% des IDE sont dirigés vers quatre grands secteurs économiques en 2007 : l'extraction de matières premières, la distribution, l'immobilier et la production manufacturière, dont 50% vers le seul secteur de l'extraction. Le secteur de la distribution est en pleine expansion et fait partie des premiers secteurs destinataires d'investissements

directs. Au premier semestre 2008, on constate l'émergence du secteur de l'électricité (19% des IDE reçus). Le commerce et le service après vente pour des pièces automobiles sont également des destinations de plus en plus attractives pour les investisseurs étrangers, principalement à cause des faibles coûts de production, d'une main-d'œuvre très qualifiée et d'un marché intérieur en croissance. [55]

Les principaux pays investisseurs sont l'Allemagne dans le domaine énergétique (E.ON, BASF), la distribution (Métro AG) et l'agroalimentaire (Ehrmann), ainsi que le Royaume Uni et les Etats-Unis [56].

Pour un pays en pleine expansion comme la Russie, les flux d'IDE entrants restent faibles et le secteur énergétique reste encore le principal bénéficiaire. D'autres secteurs restent à investir et certains Etats membres, tels que l'Allemagne et le Royaume-Uni, sont déjà positionnés.

Des atouts qui attirent les investisseurs

Outre la croissance économique, plusieurs facteurs expliquent l'attrait des investisseurs étrangers pour la Russie.

D'abord l'importance de ses ressources naturelles, notamment pétrolières et gazières, en fait une zone particulièrement attractive. Selon les données de BP, la Russie détiendrait des réserves prouvées de pétrole de l'ordre de 48,6 milliards de barils, soit 4,6 % du total mondial. Elles intéressent d'autant plus les investisseurs étrangers que de nombreuses zones, comme le Moyen-Orient, leur sont fermées. Or les compagnies pétrolières internationales cherchent constamment à accroître et diversifier leur portefeuille de réserves. « A l'horizon 2010, Yukos comme TNK tablent pour l'ensemble de la Russie sur une production de 11 millions de barils/jour contre 8 millions de barils/jour en 2004 » [57]. Ces perspectives d'augmentation de la production à court terme expliquent pour une partie l'attrait des principaux acteurs étrangers du marché du pétrole et du gaz. En outre, ces derniers misent sur le besoin en infrastructures lourdes et modernes nécessaires à l'exploitation des futurs gisements, Gazprom ayant concentré ses efforts sur les gisements faciles d'accès.

Ensuite, le faible coût de sa main d'œuvre et le potentiel important du marché intérieur incitent les entreprises non seulement à investir mais à s'installer (ex : Renault). Dans des secteurs tels que la distribution de détail, les rendements sont potentiellement élevés puisqu'ils visent un marché de la consommation en forte expansion en Russie.

Enfin, la perspective de l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce devrait ouvrir de nouveaux débouchés, notamment dans les services financiers.

Autant d'éléments qui poussent les investisseurs à s'intéresser à la Russie malgré des difficultés constatées au quotidien.

1.2. Des investisseurs étrangers qui se heurtent à un protectionisme de l'Etat russe

Le durcissement progressif et généralisé du cadre réglementaire russe

Il convient dans un premier temps de souligner l'incertitude du cadre réglementaire russe. Dans les années 1995 - 2000, période de fortes privatisations des industries pétrolières au travers du programme *Loans for shares*, les modalités d'attribution des licences d'exploration et de développement n'ont a priori pas respecté les procédures légales. Il en résulte un risque sur le droit d'accès à la ressource russe. En effet, la majorité des licences n'a pas été obtenue à l'issue d'un processus d'appel d'offre comme l'exige la loi, il y a donc une incertitude forte sur la légitimité des détenteurs actuels de licences de développement et d'exploration. Depuis 2001, sur la base de ce vice de procédure, « l'Etat russe procède à des réaffectations discrétionnaires de certaines licences » [58], en particulier au profit de Rosneft et de Gazprom dont il est actionnaire majoritaire. On peut y voir une première reprise du contrôle de ce domaine par l'Etat qui ne souhaite pas voir les oligarques à la tête des grandes entreprises pétrolières faire affaire avec des investisseurs étrangers. L'affaire Youkos en est l'exemple le plus marquant.

Pour combler les lacunes du cadre réglementaire, le gouvernement propose diverses lois pour mieux reprendre en main le domaine énergétique. En 2003, la loi sur les accords de partage de production, signée en 1995, est ainsi modifiée afin de changer les conditions d'accès et de développement de la ressource pétrolière russe. La nouvelle loi établit que l'utilisation d'un accord de partage de production est limitée aux gisements pour lesquels aucun investisseur russe ne s'est déclaré prêt à assurer le développement sous le régime normal des licences. Les compagnies pétrolières internationales se trouvent obligées d'opérer dans un cadre législatif strictement russe, soit par la création d'une joint venture (comme BP le fait avec TNK), soit par l'entrée dans le capital des compagnies pétrolières russes existantes. Un autre exemple de durcissement est l'amendement apporté le 16 avril 2008 à la loi sur les sous-sols. Il est désormais écrit que, si au cours de la prospection d'un sous-sol, un investisseur étranger s'aperçoit que ce sous-sol a une valeur fédérale, le gouvernement russe peut lui retirer sa licence d'exploitation ou refuser de lui en redonner une.

Enfin, le Kremlin a récemment cadré plus fortement la possibilité d'investissement dans les industries extractives et dans d'autres secteurs stratégiques [59]. Depuis le 29 avril 2008, la Russie dispose d'une loi fédérale,

votée par la Douma, qui fixe les modalités de réalisation d'investissements étrangers dans les sociétés à caractère stratégique pour la défense nationale et la sécurité de l'Etat. Cette loi définit un certain nombre de secteurs ayant une importance stratégique pour la Fédération de Russie et dans lesquels les investisseurs étrangers ne sont autorisés à prendre qu'une participation minoritaire après contrôle et autorisation du Gouvernement. Cette loi prévoit que toute entreprise étrangère privée désirant acquérir plus de 50 %, et toute entreprise étrangère publique souhaitant acquérir plus de 25 %, d'une société russe dans l'un de ces secteurs devra obtenir une autorisation spéciale auprès d'une commission présidée par le Premier ministre. La liste concerne pas moins de 42 secteurs, peu de domaines en sont exclus. On y trouve ainsi le nucléaire, l'armement, l'aéronautique, l'espace, la prospection géologique des ressources naturelles, l'extraction dans les gisements d'importance fédérale, la pêche, l'édition, les médias à grand tirage, les grands opérateurs de télécommunication, ... Par ailleurs, il semble que « si la loi définit une procédure d'autorisation, elle ne définit pas véritablement une règle du jeu » [60]. On peut donc craindre que ces vides juridiques et réglementaires ouvrent la voie aux interprétations. Or, si on se réfère à la loi sur les modalités d'attribution des licences d'exploration et de développement, les interprétations ont systématiquement été arbitrées en faveur de l'Etat russe.

On constate donc une multiplication des contraintes institutionnelles et un durcissement des conditions d'accès des investissements étrangers sur le territoire russe. Si les investisseurs étrangers ont pensé un temps « faire leur marché » en Russie, le gouvernement a depuis quelques années pris les mesures nécessaires pour que ces investissements ne puissent pas aller à l'encontre des intérêts russes. Tout investissement important passera désormais par l'approbation du gouvernement russe et vraisemblablement au niveau le plus élevé. Comme l'écrit Catherine Locatelli, « Au bout du compte, les différents objectifs des acteurs russes pourraient se traduire par un seul résultat : **des investissements étrangers limités, réalisés aux seules conditions des acteurs russes.** [61] »

Des déconvenues pour les investisseurs en dépit d'annonces « alléchantes » du Kremlin

N'étant pas membre de l'OCDE, la Russie n'est pas soumise aux règles qui visent à assurer la liberté d'investissement et de circulation des capitaux. Au-delà du cadre législatif comportant des dispositifs faisant obstacles aux investissements étrangers dans certains secteurs, de nombreux exemples montrent que les investissements en Russie ne sont pas sans risque.

Tout d'abord, l'Etat est très présent dans les décisions d'investissements. L'exemple très médiatisé de la société Youkos en est l'illustration. Lorsque le groupe Youkos a été traîné devant les tribunaux en octobre 2003, de nombreux commentateurs ont dit que les entreprises occidentales hésiteraient davantage à investir en Russie. Certes, l'affaire Youkos a eu un impact à court terme sur les investissements, surtout dans le secteur pétrolier, et a contribué pendant quelque temps à freiner la croissance en Russie. Mais il semble que les investisseurs russes ont été plus affectés à court terme que les investisseurs étrangers. Cette affaire a montré les risques liés à l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale en Russie. Toutefois, vu le niveau élevé des prix des produits de base et l'essor de la consommation, ceux qui sont prêts à courir ces risques peuvent encore en tirer des profits considérables.

Ensuite, le Kremlin souffle le « chaud et le froid » en faisant des déclarations pour attirer les investisseurs tout en prenant des mesures propres à les faire fuir. L'affaire TNK-BP illustre parfaitement ces aspects. A l'occasion d'un discours à la foire de Hanovre le 10 avril 2005 en présence du chancelier allemand Gerhard Schröder, Vladimir Poutine annonçait : « Les perspectives de croissance et de diversification de notre économie nationale dépendent du degré de liberté économique dont disposent les entreprises étrangères implantées sur notre territoire national, mais aussi de la capacité de l'Etat à garantir un climat des affaires favorable, transparent et prévisible. » Cette annonce pouvait laisser croire que le gouvernement russe cherchait à mettre en confiance les investisseurs étrangers. Pourtant, le lendemain même de ce discours, la compagnie pétrolière TNK-BP, détenue à hauteur de 50 % par le britannique BP, annonçait qu'elle devait déboursier 936 millions de dollars pour arriérés d'impôts remontant à 2001 [62]. Le groupe britannique, qui cherchait à prendre une place importante dans le contrôle des ressources en hydrocarbures de Sibérie, se heurte régulièrement au système judiciaire et législatif russe. On peut citer le refus par l'administration russe de renouveler les visas des employés britanniques début 2008, en particulier celui du PDG Robert Dudley. En mars 2008, des perquisitions ont été conduites au siège de TNK-BP ainsi qu'au bureau de BP à Moscou. Et le PDG de TNK-BP a démissionné conformément aux souhaits exprimés par les quatre actionnaires (et oligarques) russes. Pour certains, ces pressions russes ont pour objectif de contraindre TNK-BP à ouvrir son capital à Gazprom qui ne cache pas sa volonté d'acquérir une partie de cette compagnie. Pour d'autres, elles reflètent l'état des relations entre la Russie et la Grande-Bretagne. Enfin, Jacques Sapir y voit plus un rapport de force destiné à obliger BP à renégocier les accords de production considérés comme défavorables à la Russie [63]. Quoiqu'il en soit, elles illustrent la reprise en main du secteur par le Kremlin.

Le décalage entre les annonces « à haut niveau » et les faits, le climat de tension auxquels sont soumis les investisseurs étrangers sont autant d'éléments qui suscitent la méfiance vis-à-vis du système russe dans son ensemble. Pour certains spécialistes de la Russie, cette méfiance est complètement justifiée. Ainsi, selon Hélène Blanc, « Poutine a mis en place un pouvoir fort [...] mieux axé sur l'application des lois. Malgré tout, après 10 ans d'anarchie institutionnelle, il est aujourd'hui difficile de faire jouer ces lois concrètement ; par conséquent, en Russie, tout investisseur - russe ou étranger - s'inquiète toujours un peu de savoir si le contrat sera « légalement » respecté ou s'il devra faire appel à une « krycha » (protection mafieuse) [64]. » Face à un Etat en reconstruction - voire en construction - le climat d'affaires en Russie n'a pas encore atteint un niveau de stabilité et de prévisibilité tel qu'il est attendu par les pays occidentaux.

Des exemples encourageants et des gestes d'apaisements

Pourtant, dans certains domaines, l'investissement étranger se porte bien. En janvier 2005, Alcoa rachète deux fonderies d'aluminium russes pour 257 millions de dollars. En mars 2005, Coca Cola fait l'acquisition de Multon, premier producteur russe de jus de fruits, pour une valeur estimée à 600 millions de dollars. En avril 2005, une filiale de Renault ouvre une usine près de Moscou pour un coût de 230 millions de dollars. Selon Jacques Sapir, « il n'y a pas d'entreprise moderne sans chaîne de sous-traitance. Et pour que la Russie bénéficie de cette chaîne de sous-traitance, elle doit favoriser l'installation de grands-groupes, tels que Renault, qui à leur tour feront s'installer des entreprises de sous-traitance. [65] » Là encore une stratégie par étapes dont doivent bénéficier, au moins dans un premier temps, les investisseurs étrangers.

Vis-à-vis des domaines dits stratégiques, et comme pour faire taire les critiques, les deux premiers dossiers examinés par la Commission gouvernementale, dans le cadre de la nouvelle loi adoptée par la Douma, ont donné lieu en octobre 2008 à des réponses positives. Ainsi Archangel Investment, filiale de De Beers, a été autorisée à racheter 49,99% des actions d'Archangelskgeoldobytcha, filiale de Loukoïl (à 99.37%). Et la Worlds Wing SA, filiale d'Alenia Aeronautica (qui fait partie du groupe Finmeccanica) a été autorisée à prendre 25% plus une action de la société Avions civils de Soukhoï (GSS).

Il semble qu'il y ait des « ouvertures » en Russie pour encourager les investisseurs étrangers. A vrai dire, la Russie a besoin de capitaux et de technologies innovantes pour se moderniser, elle doit donc veiller à se montrer plus attractive et plus prévisible.

2. FACE A LEUR INTERDEPENDANCE, L'UE ET LA RUSSIE CHERCHENT LA VOIE DU PARTENARIAT

2.1. UE - Russie, une forte interdépendance

L'UE, dépendante de la Russie en matière énergétique

Premier producteur mondial de gaz et deuxième producteur de pétrole, la Russie est un fournisseur incontournable pour une Europe qui souhaite sortir de sa dépendance à l'égard de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). En 2008, elle est le premier fournisseur d'hydrocarbures de l'Union européenne : premier fournisseur de gaz naturel des Vingt-sept (avec 40 % des importations, ce qui représente 19 % de la consommation totale de gaz de l'Union européenne) et le deuxième fournisseur de pétrole (avec 20 % des importations et 16 % de la consommation totale) [66].

La dépendance des pays européens à l'égard des hydrocarbures russes est assez variable : 55 % du gaz consommé par l'Autriche provient de Russie, contre 37 % en Allemagne, 23 % en Italie et 21 % en France. D'autres Etats affichent une dépendance moindre, tandis que l'adhésion de certains pays de l'ancien bloc de l'Est a indéniablement accru le poids de la Russie dans la consommation européenne d'hydrocarbures. Certains des nouveaux Etats membres achètent 90 % de leur énergie au voisin russe : plus de 90 % pour la Pologne, la quasi-totalité pour les Etats baltes. Et de nombreux pays d'Europe centrale ou orientale dépendent entièrement de la Russie pour leur approvisionnement en gaz, comme la Slovaquie ou les Pays Baltes, la part du gaz russe est de 94% en Bulgarie, 80 % en Pologne, 100% en Finlande. Cette dépendance énergétique de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie devrait fortement s'accroître dans les prochaines années.

La dépendance en matière de gaz est celle qui devrait augmenter dans les prochaines décennies, compte tenu de la hausse de la consommation dans l'Union européenne et de l'épuisement du gisement gazier en Mer du Nord. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande européenne de gaz devrait augmenter de 50 % d'ici 2020 et, selon le ministère russe de l'énergie, la Russie pourrait fournir 70 % du gaz importé par les pays européens (contre 40 % aujourd'hui) [67].

Face à l'augmentation de la consommation énergétique en Europe, l'UE a jugé, lors du lancement du partenariat énergétique, qualifié à l'époque de "Plan Prodi" en 2000, qu'elle avait intérêt à augmenter ses approvisionnements en provenance de Russie. Il s'agit pour elle de s'assurer de livraisons régulières en provenance d'un pays proche et en voie de stabilisation politique. L'idée est qu'à terme la Russie subviene à 40 % de la consommation énergétique européenne. [68]

La Russie dépendante de l'UE, son principal client

Réciproquement, l'UE est le premier partenaire commercial de la Russie, et la destination principale de ses exportations. En 2007, l'Union européenne a absorbé 56% des exportations russes [69].

En particulier, l'UE est le premier consommateur de produits énergétiques russes. Lors du Sommet de Paris, le 30 octobre 2000, la Russie estimait alors avoir besoin d'accroître ses livraisons d'hydrocarbures à l'Europe, source importante de devises pour une économie russe encore largement basée sur la rente pétrolière. Ainsi, en 2003, la Russie a dirigé vers l'UE 58 % de ses exportations de pétrole et 65 % de ses ventes de gaz.

En outre la Russie a également besoin de financement pour moderniser ses réseaux, que ce soit pour le gaz, le pétrole ou l'électricité. Elle a besoin des technologies et des investissements européens pour accroître ses capacités de production et moderniser un outil de production obsolète afin d'exploiter de nouveaux gisements, généralement difficiles d'accès, et réaliser les infrastructures nécessaires de sortie des hydrocarbures (gazoducs et oléoducs). Selon un rapport du Sénat, les besoins d'investissements sont évalués par la Commission européenne - dans le seul secteur énergétique russe - à 735 milliards de dollars d'ici 2030. Le fonds de stabilisation, créé par le gouvernement russe, ne permet pas de couvrir ce montant. La Russie va donc devoir se montrer plus attractive, plus prévisible et plus constante vis-à-vis des investisseurs étrangers si elle veut continuer à se positionner dans les premières places des pays fournisseurs d'énergie. « A l'évidence, les investisseurs européens sont nécessaires pour réussir l'adaptation des infrastructures russes. Dès lors, l'Europe n'est pas seulement un « consommateur payeur » mais un interlocuteur avec lequel la Russie doit compter [70] ».

2.2. UE - Russie : une relation de longue date mais un partenariat difficile à concevoir

Dès l'effondrement de l'URSS, l'UE a voulu établir un lien privilégié avec la Russie

Dès la chute de l'URSS, l'UE cherche à établir des coopérations avec la Russie.

En juin 1994, un accord de partenariat et de coopération (APC) est signé dans le but d'encadrer les échanges économiques et commerciaux. Entré en vigueur le 1er décembre 1997 pour une durée de dix ans reconductible, l'APC doit mettre en place les conditions pour la création d'une zone de libre-échange. Moscou doit harmoniser sa législation avec celle de la Communauté européenne en matière de normes et de droit (en particulier dans le domaine de la concurrence, de la fiscalité, de la protection de la propriété intellectuelle,...) , et renforcer la

coopération avec l'UE dans les secteurs prioritaires tels que le transport, l'énergie, les télécommunications,... Bruxelles, de son côté, accorde à la Russie un régime commercial spécial mêlant les notions de « pays à commerce d'Etat » et « pays à économie en transition ».

Pour soutenir le processus de transition en Russie, l'UE propose un programme d'aide communautaire, TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States-CEI). Il s'agit d'une aide financière d'assistance technique devant encourager "l'établissement de conditions favorables à l'économie de marché et renforcer la démocratie". La Russie a été le principal bénéficiaire du premier programme, TACIS I (1991 à 1999), avec 30,2 % des fonds alloués ce qui lui a permis de percevoir un montant de 1,2 milliard d'euros (hors programmes régionaux). Dans les faits, il est « l'instrument sur le terrain de la politique européenne à l'égard de la Russie ; mais il a également joué un rôle dans la définition progressive de cette politique, par la connaissance des réalités russes qu'il apportait à l'administration bruxelloise » [71].

Dès l'effondrement de l'URSS, l'UE s'est donc intéressée à son « grand voisin » et a voulu établir des relations privilégiées. Consciente des atouts de la Russie dans certains domaines, comme celui de l'énergie, elle a multiplié les accords et les aides. Mais elle a constamment mis en condition le partage de ces valeurs et de ses principes (liberté, libre-échange,...). D'une certaine manière, elle a tenté un « arrimage » de la Russie.

UE - Russie, un partenariat à réussir mais qui se heurte à de nombreux différends

Le partenariat avec la Russie est « le plus important, le plus urgent et le plus lourd des défis pour l'Union européenne », a déclaré le Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana, lors de sa prise de fonction en octobre 1999. Bruxelles souhaite établir un partenariat plus étroit avec la Russie afin d'obtenir une sécurité et une prévisibilité accrues. Cependant des exemples montrent que le chemin du partenariat « à l'européenne » peut être encore long.

Ainsi, en 2004, l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale constitue un premier sujet de tension. La Russie refuse par exemple l'extension automatique de l'accord de partenariat et de coopération (APC) aux futurs pays membres. Aussi, lorsqu'en 2006 l'Union européenne et la Russie expriment la volonté de lancer les travaux pour conclure un nouvel accord de partenariat en remplacement de l'APC arrivant à échéance, la Pologne, puis la Lituanie, bloquent pendant près de deux ans le mandat devant permettre le début des négociations. Il reste donc de part et d'autre des « arriérés » qui freinent la mise en place d'un véritable partenariat basé sur une confiance réciproque.

Certes, la création en mai 2003, lors du sommet de Saint-Pétersbourg, des quatre « espaces communs » peut être vue comme un nouveau départ. L'UE et la Russie ont en effet adopté une déclaration conjointe et ont convenu de renforcer leur coopération sur la base de quatre volets, baptisés « espaces communs ». Ces quatre espaces communs concernent les aspects économiques et commerciaux, les aspects « justice et affaires intérieures », les questions de sécurité internationale et les questions éducatives et culturelles. Mais les « feuilles de route » pour chacun de ces espaces, agréées au Sommet de Moscou en mai 2005, manquent de précision et n'abordent pas le différentiel de valeurs qui sépare les partenaires. Elles ne constituent pas un engagement réciproque tel qu'un partenariat l'exige et elles ne règlent pas le débat stratégique sur la place de la Russie dans l'espace européen. En particulier, les quatre espaces sont censés s'articuler avec la politique européenne de voisinage de l'UE (PEV) qui englobe, notamment, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie et le Sud-Caucase. Or, il existe un vrai différend entre l'UE et la Russie sur cette question de voisinage commun ; la Révolution orange de novembre-décembre 2004 en Ukraine, et la guerre en Géorgie en 2008 ont permis d'en mesurer l'ampleur.

Enfin, la Charte européenne de l'énergie constitue un point de divergence. Elle vise à établir un cadre juridique stable de coopération énergétique entre l'UE et la Russie, en particulier la protection des investissements. Elle doit garantir un traitement équitable et non discriminatoire des entreprises européennes « pour l'accès aux ressources énergétiques russes, alors que les autorités russes veulent avoir la possibilité d'acquérir et de contrôler des entreprises européennes de gaz et d'électricité et accéder au marché européen de l'énergie.[...] Pour les membres de la délégation du Sénat, l'établissement d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie répond aux intérêts des deux partenaires et serait de nature à rapprocher la Russie de l'Occident » [72]. L'Union européenne souhaite donc que soient respectés les principes posés. Mais le refus répété des autorités russes de ratifier l'accord de la Charte sur l'Energie fait craindre une réticence forte du gouvernement russe vis-à-vis d'une ouverture de la Russie dans le domaine de l'Energie.

Néanmoins, un partenariat « solide » permettrait d'accompagner efficacement les relations économiques et commerciales qui se sont développées ces dernières années. A titre d'exemple, l'UE envisage de développer des moyens de stockage pour le gaz et le pétrole. Le dimensionnement de ces moyens de stockage va s'appuyer sur une évaluation du risque de rupture en approvisionnement. Ce risque est d'autant plus fort que la confiance vis-à-vis des pays fournisseurs est faible. Un contrat énergétique avec la Russie l'engageant sur une quantité annuelle permettrait ainsi de dimensionner au juste besoin ces capacités de

stockage. A contrario, si l'UE manque de visibilité et de confiance dans ce fournisseur majeur, elle risque de dimensionner largement. Comme indiqué par M. Andris Piebalgs, « le mieux serait de nouer de bonnes relations avec les pays producteurs » et dans ce cadre, un système de *early warning* a été mis en place avec la Russie [73]. De son côté, la Russie bénéficie d'une position de choix entre deux grands « consommateurs », l'UE d'un côté et la Chine de l'autre. Selon Christophe-Alexandre Paillard, la Russie ne va pas pouvoir honorer la demande de l'UE [74]. Là encore, il conviendrait de s'y préparer ensemble et non de constater *a posteriori* cette incapacité. De son côté, sur la base d'un contrat, la Russie pourrait avoir l'engagement de l'UE sur une consommation annuelle et sur une progression, ce qui lui permettrait d'organiser les investissements nécessaires pour honorer la demande. Elle pourrait aussi bénéficier des technologies occidentales indispensables à l'exploitation de gisements difficiles d'accès, augmenter sa capacité de production et répondre à la demande.

Bien qu'intéressant pour les deux parties, le partenariat UE / Russie se heurte encore à des approches différentes. **Dans ses relations avec la Russie, l'UE calque un modèle européen de partenariat basé sur le partage de valeurs communes. La Russie quant à elle veut être reconnue comme une puissance à part entière et n'entend pas se faire imposer les règles et directives de l'UE.**

3. COMMENT L'UE ET LA RUSSIE INVESTISSENT POUR GAGNER EN AUTONOMIE ET EN INFLUENCE

3.1. La mise en sécurité de certains domaines par l'UE et certains Etats membres

La sécurité des approvisionnements dans le domaine énergétique

Dans le domaine de l'énergie, la sécurité des approvisionnements représente depuis longtemps une priorité pour l'UE. En 2000, face à sa dépendance vis-à-vis de l'OPEP, l'UE a annoncé, dans le cadre du dialogue énergétique avec la Russie, qu'elle prévoyait d'importer plus massivement des hydrocarbures russes. En 2005, la Russie est son principal fournisseur. Mais elle cherche depuis peu à mieux équilibrer ses importations pour plusieurs raisons.

D'abord, l'UE est inquiète vis-à-vis d'une rupture en hydrocarbures russes, en particulier une rupture de gaz. L'actualité de janvier 2009 a montré que l'approvisionnement des Etats membres dépend de pays de transits, tels que l'Ukraine ou la Biélorussie, avec lesquels la Russie n'hésite pas à utiliser « l'arme énergétique » pour arriver à ses fins [75], en coupant les arrivées de gaz par exemple. Même si l'ensemble des experts s'accorde à rejeter l'hypothèse d'un

chantage énergétique direct de la part de la Russie vis-à-vis de l'Union européenne, cette dernière subit des dommages lorsque la Russie « se fâche avec ses voisins ». Ensuite, il existe une inquiétude réelle quant à la capacité de la Russie à honorer la demande croissante de l'UE en matière de gaz. Parmi les experts du domaine, Christophe-Alexandre Paillard démontre, en partant d'hypothèses de capacité de production de la Russie et de consommation des pays clients, qu'« il manque, pour l'hypothèse la plus optimiste, 63 milliards de m³ si la Russie veut répondre à la demande de tous ses clients. C'est pratiquement 200 milliards de m³ qui manqueraient si l'hypothèse la plus catastrophique était retenue » [76]. Autant d'éléments qui montrent que « la diversification des sources paraît constituer la clé de la sécurité des approvisionnements et la meilleure stratégie pour l'Union européenne » [77].

L'UE craint également le contrôle des voies de transit par la société Gazprom.

Face aux nombreux investissements de Gazprom dans les sociétés de transit et de distribution des pays d'Europe centrale et orientale, l'UE a annoncé en 2002 le lancement du projet Nabucco qui vise à construire un gazoduc pour accéder aux ressources des pays producteurs d'Asie centrale. Le tracé doit traverser le territoire de la Turquie et contourner celui de la Russie.

Mais le lancement du projet « South Stream » - porté par la Russie - sème la confusion au sein de l'UE, la Russie s'étant assurée le soutien de plusieurs Etats membres comme l'Italie, la Bulgarie, la Hongrie, la Grèce et l'Autriche.

La diversification ne se limite pas aux fournisseurs, elle concerne également les types d'énergie. Par exemple, l'UE étudie l'utilisation plus massive de gaz liquide. Des liens pourraient être développés avec l'Algérie, le Nigéria ou le Qatar. L'énergie renouvelable est également valorisée. L'énergie nucléaire - qui place la France dans une relative position privilégiée - suscite encore de nombreux débats, en particulier en Allemagne.

La sécurité énergétique est donc devenue un enjeu pour l'UE. Le traité de Lisbonne consacre d'ailleurs une part importante à l'énergie et évoque une nécessaire « solidarité énergétique ». Les relations de l'UE avec les pays producteurs d'énergies - OPEP, Russie, Algérie, Norvège - mais également les pays de transit tels que l'Ukraine ou la Turquie ou avec les pays consommateurs sont au cœur de la stratégie commune, l'essentiel étant de parler d'une seule voie.

Les mesures de protection établies par l'UE et certains Etats membres

Les Etats européens se classent parmi les pays les plus largement ouverts aux investissements étrangers, selon l'indice de restriction aux investissements

directs étrangers conçu en 2007 par l'OCDE.

Cet indice mesure les discriminations à l'encontre des investissements étrangers. Il se base sur l'analyse des réglementations en vigueur en 2007 dans neuf secteurs économiques : transports, télécommunications, banques et assurances, électricité, construction, ... dans les pays de l'OCDE et dans plusieurs pays hors OCDE (Russie, Chine, ...).

Certains Etats, comme la France dès 2005 et l'Allemagne plus récemment, tentent de définir des règles de protection en matière de prise de participation.

En France, le décret du 30 décembre 2005 sur les secteurs stratégiques prévoit que les investisseurs étrangers voulant prendre le contrôle ou acquérir une minorité de blocage de 33,33 % dans des sociétés de onze secteurs d'activité considérés comme sensibles doivent solliciter au préalable une autorisation auprès des autorités françaises. Parmi les secteurs concernés, on trouve : la sécurité privée, la cryptologie, les activités exercées par les entreprises dépositaires de secrets de la défense nationale, les activités de recherche, de production ou de commerce d'armes... La Commission européenne, tout en reconnaissant la validité des objectifs de sécurité publique et de défense, a critiqué cette « liste positive » de onze secteurs. Elle a engagé en avril 2006 une procédure contre ce texte, l'estimant incompatible avec la liberté de circulation des capitaux dans l'UE.

L'Allemagne s'achemine elle aussi vers un dispositif de protection allant bien au-delà du secteur de la défense, mais en étant plus évasive et sans établir une liste précise de secteurs. Le gouvernement d'Angela Merkel a approuvé un amendement à la loi sur l'activité économique extérieure durcissant les conditions d'acquisition d'entreprises allemandes par des étrangers. Toute transaction touchant plus de 25 % du capital d'une entreprise travaillant pour la défense doit être déclarée au ministère fédéral de l'économie. Ce dernier dispose d'un délai d'un mois pour interdire l'acquisition, dans le cas où il s'agit de préserver les « intérêts de sécurité majeurs de la République fédérale d'Allemagne ». Ce dispositif législatif qui concernait jusqu'alors strictement le secteur de la défense pourrait être considérablement élargi. Mais le gouvernement allemand doit faire face à une forte opposition des entrepreneurs qui arguent que les investisseurs étrangers permettent de faire travailler 2 millions de personnes en Allemagne. En outre, ces transactions ouvrent la voie aux hommes d'affaires allemands à des marchés très prometteurs, notamment au marché russe.

On constate donc que les Etats membres ont choisi une certaine forme de protectionnisme mais leurs initiatives se heurtent souvent aux règles européennes et internationales. Si l'OCDE s'oppose au protectionnisme à l'égard des fonds

souverains, elle estime néanmoins que le projet de Berlin trouve le « juste équilibre » entre contrôle des investissements dans les secteurs stratégiques et ouverture des marchés de l'investissement [78]. **C'est principalement au niveau du droit communautaire que se trouvent les obstacles juridiques à la défense des entreprises** avec notamment l'interprétation de l'article 56 du traité qui pose « l'interdiction de restreindre la liberté de circulation des capitaux entre Etats membres et pays tiers ».

Toutefois, pour conserver une certaine autonomie dans le domaine énergétique, la Commission a présenté en septembre 2007 le troisième « paquet énergie » qui contient une clause de protection vis-à-vis d'acquisitions dans le domaine énergétique. Appelée « clause des pays tiers », ou « clause Gazprom » par certains experts, cette clause prévoit une réciprocité dans l'échange et l'investissement pour éviter une vente massive d'actifs énergétiques stratégiques de l'UE aux entreprises étrangères, comme le russe Gazprom. Cependant cette clause fait l'objet d'une controverse entre les Etats membres de l'UE qui ont conclu des contrats bilatéraux avec la Russie (l'Allemagne et l'Autriche y sont opposées) et la négociation est difficile.

L'équilibre au sein de l'UE entre les valeurs telles que la libre circulation des capitaux et les mesures de protection nécessaires sous peine de voir préempter des domaines stratégiques se heurte encore à des divergences d'intérêts entre Etats membres.

3.2. Une stratégie russe d'influence qui dépasse largement le cadre de l'Union européenne

Des liens tissés avec les pays disposant de ressources en énergie

L'Asie centrale post-soviétique intéresse particulièrement la Russie pour asseoir sa position dominante dans le domaine de l'énergie. Elle multiplie là-aussi les accords bilatéraux. Ainsi, « en l'espace de quelques années, Gazprom est parvenue à construire un quasi-monopole pour l'exploitation et le transport de gaz en Asie centrale. Les investisseurs occidentaux étaient parvenus à s'infiltrer dans le secteur de la production pétrolière mais ils se sont retrouvés exclus du secteur gazier. [79] » Gazprom a signé en mars 2008 des accords avec les entreprises nationales Kazmounaïgaz (Kazakhstan), Uzbekneftegaz (Ouzbékistan) et Turkmengaz (Turkménistan) qui lui permettent d'avoir une place de leader pour la fourniture de gaz centrasiatique. Certains pays affichent des ressources en hydrocarbures en quantité importante. Le Turkménistan, par exemple, dispose de réserves de gaz prouvées estimées à 3 000 milliards de m³ qui le place au 11^{ème} rang mondial (réserves potentielles de 20 000 milliards de m³ le placerait au 4^{ème} rang mondial) [80]. Gazprom est devenu l'opérateur de transit pour le

gaz turkmène, et le Turkménistan, qui produit 60 milliards de m³ de gaz par an, en vend 42 à Gazprom [81]. Les nouveaux gisements de gaz découverts dans le Sud est du Turkménistan devrait encore resserrer les liens avec la Russie. De son côté, le holding Lukoil a investi plus de 2 milliards de dollars dans l'extraction de pétrole au Kazakhstan, en y créant, avec la corporation nationale KazMunaiGaz, la Compagnie pétrolière de la Caspienne.

La Russie voit encore plus large. Vladimir Poutine a en effet multiplié les déplacements dans les autres pays fournisseurs d'énergie. Il a plusieurs fois exprimé son intérêt pour un renforcement du partenariat avec les autres pays producteurs, voire un cartel des pays producteurs, une sorte d' « OPEP du gaz » [82].

Une volonté d'influence à l'Est

La Russie appartient à de nombreuses organisations intergouvernementales en Asie centrale et en Eurasie. Elle tient à chaque fois un rôle majeur. Ainsi, elle est l'acteur « clé » de la Communauté des Etats Indépendants et des organisations qui en découlent, comme la communauté économique eurasiennne (EURASEC) [83] qui vise l'établissement d'une union douanière et la création d'un espace économique unique. En 2001, la Russie a rejoint l'Organisation de coopération de Shangai (OCS) qui offre un lieu d'échange entre le pays le plus vaste du monde (la Russie) et le pays le plus peuplé (la Chine). En 2004, la Russie adhère à l'Organisation de coopération centre-asiatique (OCCA). La participation de la Russie à autant d'organisations intergouvernementales montre combien elle entend développer son influence dans cette région du monde.

Avec la Chine, la relation est plus complexe. Les besoins en énergie de la Chine, principalement en pétrole mais aussi en gaz, la positionnent comme un client potentiel important pour le Russie. Lors de sa visite au printemps 2006, le Président Poutine a signé avec la Chinese National Petroleum Corporation un accord pour lancer le projet Altaï dont le coût est estimé à 14 milliards de dollars. Il s'agit de construire un gazoduc depuis le gisement de Sibérie occidentale de Kovytko pour amener 30 milliards de mètres cubes de gaz russe par an vers la Chine à compter de 2010. Il est vrai que depuis plusieurs années, les dirigeants russes expriment leur volonté de réorienter les exportations de gaz de l'Europe vers les Etats Unis ou vers l'Asie (Chine, Japon, Corée du Sud). En septembre 2007, Vladimir Poutine a d'ailleurs annoncé que la Russie exporterait 30 % de ses hydrocarbures vers l'Asie d'ici dix ou quinze ans [84]. Mais la Russie, qui doit faire face à une forte dépopulation à l'est, se méfie de ce voisin dont la population, déjà nombreuse, devrait encore augmenter pendant les prochaines années. L'émergence de la puissance chinoise, le renforcement de son influence,

notamment en Asie centrale, et surtout la pression démographique chinoise exercée sur les régions sous-peuplées de Sibérie suscitent une grande méfiance de la part de la Russie.

Autant d'actes et engagements qui montrent que **la Russie joue sur deux tableaux : elle tisse des liens en Asie centrale pour rester maître du jeu dans la fourniture et la distribution des hydrocarbures, et elle avance quelques pions pour élargir sa sphère d'influence à l'Est.**

CONCLUSION

Après des années 1990 catastrophiques, la Russie affiche une reprise économique insolente au début des années 2000, années qui coïncident avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Plusieurs facteurs expliquent ce retournement de situation. D'abord, l'exploitation et l'exportation de ses ressources en hydrocarbures, en particulier pétrole et gaz, lui ont permis d'assainir sa situation économique et de se doter de réserves financières importantes. Ensuite, le gouvernement s'est attaché à « reprendre en main » le pays : nationalisation des entreprises du domaine énergétique, choix judicieux de guébistes pour occuper les postes clés étatiques et industriels, contrôle des oligarques. Le Kremlin tient désormais toutes les cartes pour piloter son économie. Si les investissements russes à l'étranger peuvent être vus comme une volonté de s'intégrer dans l'économie mondiale, ils s'avèrent qu'ils répondent également à la stratégie économique et politique du gouvernement. Les différents accords bilatéraux, signés avec certains Etats membres, sont autant de liens qui permettent « d'ancrer » la Russie au sein de l'Union européenne. Les investissements sont choisis pour permettre à la Russie soit de consolider sa position déjà forte dans le domaine énergétique, soit d'acquérir des compétences et savoir-faire qui lui font défaut dans des domaines stratégiques.

De son côté, l'Union européenne est attirée par ce grand voisin qui offre des perspectives intéressantes : croissance économique, ressources naturelles à exploiter, faible coût de main d'œuvre, potentiel important du marché intérieur. Mais elle se heurte à un cadre réglementaire qui se durcit progressivement et qui réduit le champ possible d'investissements. Même si le Kremlin annonce régulièrement son intention d'établir un climat des affaires favorable, il met en place un contrôle plus strict vis-à-vis des investissements en provenance de l'étranger. L'Union européenne a cru à la démocratisation de la Russie et a cherché très tôt à établir des relations privilégiées. Face à leur interdépendance, notamment dans le domaine énergétique, elle prône la mise en place d'un partenariat. Pourtant les sujets de divergence sont nombreux et les incompréhensions mutuelles. L'Union européenne cherche à imposer ses valeurs,

tel que le libre-échange. La Russie, encore fragile au plan économique, n'entend pas se soumettre à des règles « étrangères ». En attendant qu'un partenariat ou une coopération croisée soient établis, chacun investit pour réduire son interdépendance et gagner en autonomie.

Si l'Union européenne cherche à se réformer pour être plus forte sur la scène internationale, la Russie poursuit le même objectif et souhaite à nouveau être un acteur de la décision. Les méthodes et moyens sont différents. Cependant la Russie, par sa position centrale entre Occident et Orient, est convaincue qu'elle a un rôle particulier à jouer sur l'échiquier mondial. Pour l'Union européenne, il est préférable que le débat séculaire entre « zapadnik » (pro occidentaux) et « slavianofily » (slavophiles) tourne à l'avantage des premiers [85].

Manuscrit clos en mars 2009

Copyright mai 2010-Gabouleaud/diploweb.com

Réagissez à cet article sur le blog géopolitique du diploweb [Réagir](#)

Notes

[1] Lire Pierre VERLUISE, *Le nouvel emprunt russe*, Paris, Première Ligne, 1995.

[2] Jacques SAPIR, *Le nouveau XXIème siècle*, Paris, Seuil, 2008, p. 139.

[3] Rapport d'information du Sénat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées à la suite d'une mission en Russie effectuée du 21 au 25 avril 2008 par un délégation chargée d'étudier La situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale, p. 13.

[4] Mission Economique de Moscou, *La fédération de Russie : fiche signalétique*, www.ubifrance.fr, 25 nov. 2008.

[5] La dette héritée de l'URSS, <http://russie.net>, 25 août 2006.

[6] NOUGAYREDE Nathalie, *L'économie russe se refait une santé grâce aux fortes rentrées de devises*, *Le Monde*, 1er oct. 2004.

[7] www.clubdeparis.org - Le Club de Paris est un groupe informel de gouvernements créanciers des pays industrialisés. Parmi les membres du Club de Paris, créanciers de la Russie, on trouve l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni,...

[8] Mission Economique de Moscou, *La fédération de Russie : fiche*

signalétique, www.ubifrance.fr, 25 novembre 2008.

[9] Bulletin de la Banque centrale européenne, La Russie : partenaire stratégique de la zone euro, novembre 2005.

[10] AHREND Rudiger et THOMPSON William, Économie russe : comment garder le rythme ?, www.observeurocde.org, Département des affaires économiques, mai 2005.

[11] Rapport d'information du Senat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées à la suite d'une mission en Russie effectuée du 21 au 25 avril 2008 par un délégation chargée d'étudier la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale - p 15.

[12] NOUGAYREDE Nathalie, L'économie russe se refait une santé grâce aux fortes rentrées de devises, Le Monde, 1er octobre 2004.

[13] On distingue en général trois types d'investissements à l'étranger : les investissements directs à l'étranger (IDE), les investissements de porte feuilles et les autres investissements (prêts ou crédits, dépôts bancaires, ...). Les IDE sont les plus significatifs au plan économique et politique car ils servent en général à l'acquisition ou à la création d'entreprise, ou à la prise de participations ; ils s'accompagnent d'une influence sur la gestion de l'entreprise. Ils sont un moyen d'internationaliser des firmes, en particulier les moyens de production. Pour les pays accueils, ils sont facteur de croissance. Les investissements de porte-feuille correspondent eux à des placements financiers.

[14] Deutsche Bank Research, Les investissements russes à l'étranger, www.dbresearch.com/, 30 avril 2008.

[15] CNUCED et les Services statistiques des pays concernés, Comparaison des pays émergents en 2007, 2008.

[16] GARRIGUES Daniel, rapporteur de la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union Européenne, L'Union européenne et les fonds souverains, rapport n°1056, mis en distribution le 21 juillet 2008.

[17] Classement des fonds souverains, <http://fonds-souverains.over-blog.com/> , 22 novembre 2008.

[18] GARRIGUES Daniel, Les fonds souverains, révélateurs de nos propres faiblesses, Rapport d'information N°963 déposé par la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 17 juin 2008, p. 5.

[19] Sources : www.minfin.ru/en/nationalwea... et www.minfin.ru/en/reservcefun...

- [20] GOURIEV Sergei et TSYVINSKI Aleh, Les russes arrivent - avec de l'argent, traduit de l'anglais par Bérengère Viennot, www.project-syndicate.org/, 2008.
- [21] ACHOUR Anouar, COMETTO Hélène, DESCAMPS Samuel, HAMMOND Christophe, LACOYE-MATEUS Alice, Les fonds souverains : conquête de la politique par la finance, Ecole de guerre économique, Stratégie des fonds souverains offensifs, décembre 2007.
- [22] ACHOUR Anouar, COMETTO Hélène, DESCAMPS Samuel, HAMMOND Christophe, LACOYE-MATEUS Alice, Les fonds souverains : conquête de la politique par la finance, Ecole de guerre économique, Stratégie des fonds souverains offensifs, décembre 2007.
- [23] DUGAIN Marc, Une exécution ordinaire, Gallimard, février 2007.
- [24] BLANC Hélène, KGB connexion , le système Poutine, Editions Hors commerce, mars 2004, p. 178.
- [25] MILLOT Lorraine, La Russie nouvelle, Actes Sud (Questions de sociétés), février 2008, p. 265 et p. 266.
- [26] Rapport d'information du Senat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées à la suite d'une mission en Russie effectuée du 21 au 25 avril 2008 par une délégation chargée d'étudier la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale, p. 15.
- [27] LOCATELLI Catherine, chargée de recherche CNRS, L'industrie pétrolière russe face aux investissements internationaux : contraintes et opportunités, LEPII-EPE (ex-IEPE), Université de Grenoble II, septembre 2004.
- [28] Rapport d'information du Senat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées à la suite d'une mission en Russie effectuée du 21 au 25 avril 2008 par une délégation chargée d'étudier la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale, p. 15.
- [29] PAILLARD Christophe-Alexandre, Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique, Ifri-Russie.Nei.Visons n°17, mars 2007, p. 10.
- [30] Compte-rendu n°23 de la Délégation à l'Union Européenne suite à l'audition, conjointe avec la Commission des Affaires économiques, de l'environnement et du territoire, de M. Andris Pielags (commissaire européen chargé de l'énergie). Séance du 12 décembre 2007 sous la présidence de M. Pierre Lequiller.
- [31] PAILLARD Christophe-Alexandre, Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique, mars 2007, p 11.

- [32] YAKOVLEVA Ekaterina, La dimension politique des investissements directs étrangers en Russie, www.ena.fr/, mémoire individuel de master en administration publique, CIL 2004.
- [33] BLANC Hélène, KGB connexion , le système Poutine, Editions Hors commerce, mars 2004, p. 198.
- [34] SAPIR Jacques, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Entretien réalisé au Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI), 54 Bd Raspail, 75 006 PARIS, le 12 mars 2009.
- [35] Investissements russes à l'étrangers, www.immobilierco.com/, du 5 septembre 2008.
- [36] GOURIEV Sergei, recteur de la Nouvelle école d'économie de Moscou, et TSYVINSKI Aleh qui enseigne l'économie à l'université de Yale. Extrait de l'article de Project Syndicate traduit de l'anglais par Bérengère Viennot, www.project-syndicate.org , 2008.
- [37] Investissements russes à l'étrangers, www.immobilierco.com/, du 28 août 2008.
- [38] SAPIR Jacques, Le nouveau XXIème siècle, SEUIL, mars 2008, p. 144.
- [39] Rapport d'information du Sénat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées à la suite d'une mission en Russie effectuée du 21 au 25 avril 2008 par un délégation chargée d'étudier la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale, p. 26.
- [40] KRANS Maxime, Pourquoi la Russie convoite les marchés étrangers, RIA Novosti, <http://fr.rian.ru/>, 28 août 2008.
- [41] LIZIN Anne-Marie (dir.) et ZEISLER Nicolas Zeisler (coord.), Gazprom, stratégie de la Russie, Luc PIRE (Voix politique), octobre 2006, p 34.
- [42] LIZIN Anne-Marie (dir.) et ZEISLER Nicolas Zeisler (coord.), Gazprom, stratégie de la Russie, Luc PIRE (Voix politique), octobre 2006, p 13.
- [43] Mission Economique de Tallin, Le commerce extérieur de l'Estonie en 2007, www.ubifrance.fr, 1er avril 2008.
- [44] VERLUISE Pierre, Une nouvelle Europe : Comprendre une révolution géopolitique, Paris, Karthala, 2006, p. 120.
- [45] La documentation française, dossier sur La Russie et l'Union européenne - Le partenariat énergétique : un succès, www.ladocumentationfrancaise.fr/ juin 2008.
- [46] FRANCOIS Renaud, Gazprom et Poutine conquièrent l'Europe, www.regard-est.com , le 1er décembre 2007.

- [47] Rapport d'information du Senat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées à la suite d'une mission en Russie effectuée du 21 au 25 avril 2008 par une délégation chargée d'étudier la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale. p 17.
- [48] Une entreprise russe prend pied en France, <http://www.immobilierco.com/> 8 février 2008.
- [49] Extrait de l'article Cognac - Objet de convoitise des investisseurs russes, <http://www.viti-net.fr>, 15 juin 2007
- [50] PRIKHODKO Sergueï, conseiller de Vladimir Poutine, déclaration du 12 septembre 2006.
- [51] Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Rapport 2008 sur les investissements dans le monde : Les sociétés transnationales et leur rôle dans les infrastructures, www.unctad.org/distatistics, Genève, le 24 septembre 2008, p. 16.
- [52] Mission Economique de Moscou, Les investissements directs étrangers en Russie, www.ubifrance.fr , décembre 2008.
- [53] Mission Economique de Moscou, Les investissements directs étrangers en Russie, www.ubifrance.fr , décembre 2008.
- [54] Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Rapport 2008 sur les investissements dans le monde : Les sociétés transnationales et leur rôle dans les infrastructures, www.unctad.org/distatistics, Genève, 24 septembre 2008, p. 12 et p. 27.
- [55] Mission Economique de Moscou, Les investissements directs étrangers en Russie, www.ubifrance.fr , décembre 2008.
- [56] Mission Economique de Moscou, Les investissements directs étrangers en Russie, www.ubifrance.fr , décembre 2008.
- [57] LOCATELLI Catherine, chargée de Recherche CNRS, L'industrie pétrolière russe face aux investissements internationaux : contraintes et opportunités, LEPII-EPE (ex-IEPE), Université de Grenoble II, sept. 2004
- [58] LOCATELLI Catherine, chargée de Recherche CNRS, L'industrie pétrolière russe face aux investissements internationaux : contraintes et opportunités, LEPII-EPE (ex-IEPE), Université de Grenoble II, sept. 2004, p 6.
- [59] CNUCED, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Rapport 2008 sur l'investissement dans le monde - Les sociétés transnationales et leur rôle dans les infrastructures. p 16.
- [60] Mission économique de Moscou, Nouvelle loi limitant les investissements

étrangers dans les secteurs stratégiques en Russie, www.ubifrance.fr/, octobre 2008.

[61] LOCATELLI Catherine, chargée de Recherche CNRS, L'industrie pétrolière russe face aux investissements internationaux : contraintes et opportunités, LEPII-EPE (ex-IEPE), Université de Grenoble II, septembre 2004.

[62] Les ambiguïtés du Kremlin, www.lepoint.fr/business-week..., du 28 avril 2005. Il semble qu'en 2001, l'associé russe au capital a déclaré ses bénéfices dans des paradis fiscaux considérés à cette époque comme parfaitement légaux.

[63] SAPIR Jacques, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Entretien réalisé au Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI), Paris, le 12 mars 2009.

[64] BLANC Hélène, KGB connexion , le système Poutine, Editions Hors commerce, mars 2004, p 161.

[65] SAPIR Jacques, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Entretien réalisé au Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI), 54 Bd Raspail, 75 006 PARIS, le 12 mars 2009.

[66] Union européenne - Russie : quelles relations ?, <http://www.senat.fr/>, site consulté en octobre 2008.

[67] La documentation française, dossier sur La Russie et l'Union européenne - Le partenariat énergétique : un succès, www.ladocumentationfrancaise.fr, juin 2008.

[68] La documentation française, dossier sur La Russie et l'Union européenne - Le partenariat énergétique : un succès, www.ladocumentationfrancaise.fr, juin 2008.

[69] Mission Economique de Moscou, La fédération de Russie : fiche signalétique, www.ubifrance.fr/, 25 novembre 2008.

[70] LIZIN Anne-Marie (dir.) et ZEISLER Nicolas Zeisler (coord.), Gazprom, stratégie de la Russie, Luc PIRE (Voix politique), octobre 2006, p 13.

[71] La documentation française, dossier sur La Russie et l'Union européenne - Le programme TACIS : un instrument financier, www.ladocumentationfrancaise.fr, juin 2008.

[72] Rapport d'information du Senat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées à la suite d'une mission en Russie effectuée effectuée du 21 au 25 avril 2008 par une délégation chargée d'étudier la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale, p. 50.

[73] Compte-rendu n°25 de la Commission des Affaires économiques, de l'environnement et du territoire suite à l'audition de M. Andris Pielags (commissaire européen chargé de l'énergie). Séance du 12 décembre 2007, p. 13.

[74] PAILLARD Christophe-Alexandre, Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique, Ifri Russie.Nei.Visons n°17, mars 2007.

[75] En janvier 2006 et de nouveau en mars 2008, Moscou a exigé que l'Ukraine paie ses dettes et s'aligne sur le prix mondial du gaz et non plus sur les tarifs réservés naguère aux pays du bloc soviétique. En janvier 2007 ce fut au tour de la Biélorussie de subir la même pression. Dans les trois cas, la Russie n'a pas hésité à interrompre brutalement ses livraisons.

[76] PAILLARD Christophe-Alexandre, Gazprom : mode d'emploi pour un suicide énergétique, Ifri Russie.Nei.Visons n°17, mars 2007, p. 7.

[77] MANDIL Claude, ancien directeur de l'Agence internationale de l'énergie, Sécurité énergétique et Union européenne : Propositions pour la présidence française, mémorandum remis au Premier ministre, le 21 avril 2008.

[78] Les fonds souverains, révélateurs de nos propres faiblesses, rapport d'information N°963 déposé par la Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union Européenne et présenté par M. Daniel GARRIGUE, le 17 juin 2008, p. 25.

[79] LIZIN Anne-Marie (dir.) et ZEISLER Nicolas Zeisler (coord.), Gazprom, stratégie de la Russie, Luc PIRE (Voix politique), octobre 2006, p. 29.

[80] Source : www.diplomatie.gouv.fr, données sur le Turkménistan.

[81] Source : www.regard-est.com, dépêche d'Hélène Rousselot publiée le 16 mars 2007.

[82] Rapport d'information du Sénat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées sur la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale. Annexe au procès-verbal de la séance du 25 juin 2008, p. 20.

[83] EURASEC est une organisation intergouvernementale créée en 2000. Elle est composée de six Etats membres (Biélorussie, Fédération de Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan) et de trois pays observateurs (Arménie, République de Moldavie et Ukraine).

[84] Rapport d'information du Sénat n°416 au nom de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées sur la situation intérieure, ainsi que le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale. Annexe au procès-verbal de la séance du 25 juin 2008, p. 20.

[85] Cf. ROMER Jean-Christophe, La géopolitique de la Russie, Economica,

janvier 1999.

[Retour au Sommaire](#)

Ukraine : feu la Révolution Orange ?

mercredi 14 juillet 2010, par *François LE MOAL*

L'auteur :

Diplômé de l'IEP de Grenoble. Rédacteur au journal *Europa*

Après avoir été porté par la Révolution orange en 2004, Viktor Iouchtchenko a beaucoup déçu. Ses affrontements avec son alliée, Ioulia Timochenko, ont ouvert un boulevard à son rival Viktor Ianoukovitch. Un point pour Moscou.

LE 7 février 2010, Viktor Ianoukovitch, candidat du Parti des Régions, remporte les élections présidentielles en Ukraine. Le président sortant, Viktor Iouchtchenko, porté au pouvoir par la Révolution Orange durant l'hiver 2004-2005, est éliminé dès le premier tour. C'est Ioulia Timochenko, son Premier Ministre, avec laquelle il s'est fâché peu après le début de son mandat, qui a défendu au second tour les couleurs du mouvement dont elle fut l'égérie.

Pour la presse, Viktor Ianoukovitch a pris sa « revanche ». S'agit-il pour autant de la mort de la Révolution Orange ? Après avoir rappelé le contexte dans lequel se sont déroulées les élections, puis précisé la nouvelle politique mise en œuvre, nous nous demanderons si l'esprit de la Révolution Orange survit encore en Ukraine.

L'économie au cœur d'une campagne sans ferveur

Début 2010, l'Ukraine présente une situation économique inquiétante : tous les indicateurs sont brusquement passés au rouge. Elle subit de plein fouet la crise mondiale depuis la fin de l'année 2008. Sa monnaie, la *hrvynia* s'effondre et perd la moitié de sa valeur en trois mois par rapport au dollar. La classe moyenne émergente, qui, pour une large partie, avait effectué des emprunts en devises étrangères, se retrouve dans de grandes difficultés pour payer ses crédits. Par ailleurs, les banques commencent à manquer de liquidités et la baisse de la demande mondiale provoque une chute de la production industrielle de l'ordre 26,4% en 2009, d'où une forte hausse du chômage, particulièrement dans les bassins sidérurgiques de l'est du pays. Sans compter l'inflation galopante, de 22,3% en 2008, puis de 12,3% en 2009. Alors qu'elle affichait encore une

croissance de 7,9% en 2007, puis de 2,1% en 2008, l'Ukraine voit son PIB chuter de 14,1% en 2009.

Le Fonds Monétaire International (FMI) vient en aide à l'Ukraine, parmi d'autres pays européens gravement touchés, comme la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, plus tard la Roumanie, et lui accorde un prêt de 16,5 milliards de dollars en novembre 2008. La première tranche, de 4,5 milliards de dollars, est ainsi versée immédiatement, la deuxième, de 2,8 milliards de dollars en mai 2009, la troisième, de 3,3 milliards de dollars en août 2009. En revanche, elle se voit refuser la quatrième tranche, prévue en novembre 2009, car elle n'a pas respecté les clauses du contrat dans sa politique économique. Le FMI attendait la mise en place d'une politique d'austérité, passant par la maîtrise des dépenses et le règlement progressif de ses dettes. Mais le Président Viktor Iouchtchenko fait voter une loi à la fin du mois d'octobre 2009 pour l'augmentation de 20% des minima sociaux. Le FMI, par la voix de son président Dominique Strauss-Kahn, se dit « inquiet » face à cette mesure qui paraît déraisonnable dans une telle situation.

Un moment crucial

Cette décision intervient à un moment crucial. En effet, nous sommes alors à un peu plus de deux mois des premières élections présidentielles depuis la Révolution Orange. Viktor Iouchtchenko, qui avait incarné l'espoir de tout un peuple, est au plus bas dans les sondages, et tente le tout pour le tout. Il a beaucoup déçu et est bien mal parti pour briguer un second mandat consécutif. Son Premier Ministre, Ioulia Timochenko, se montre défavorable à cette loi. Il s'agit d'un nouveau désaccord entre ces deux figures politiques, qui s'ajoute à une liste déjà longue en 5 ans, notamment sur les relations avec la Russie.

Depuis son limogeage de ce poste de Premier Ministre en septembre 2005, Ioulia Timochenko poursuit son combat politique au sein de son propre parti et a bien l'intention de reprendre le flambeau de la Révolution Orange. Des dissensions se produisent également au sein même de la formation politique de Viktor Iouchtchenko, Notre Ukraine ; c'est le cas d'Arseni Iatseniouk, Président du Parlement, la *Verkhovna Rada*, de décembre 2007 à novembre 2008, et d'Anatoliy Hrytsenko, Ministre de la Défense du premier gouvernement issu de la Révolution Orange.

Face à ces divisions, le leader de l'opposition, Viktor Ianoukovitch, rival de Viktor Iouchtchenko lors des présidentielles de 2004, apparaît comme le candidat favori. En outre, il espère que les succès de sa formation, le Parti des Régions, enregistrés aux élections législatives de 2006 et de 2007 (32,12%, puis 34,18% des voix) vont lui profiter.

Enfin, Sergueï Tigipko, ancien Ministre de l'Economie, qui avait participé à la campagne présidentielle de Viktor Ianoukovitch de 2004, se présente sous l'étiquette du Parti Travailleiste Ukrainien et prône pour une troisième voie.

Au total, pas moins de 18 candidats sollicitent les suffrages de près de 37 millions d'électeurs. Les Ukrainiens disposent donc d'un large choix, avec des propositions très diverses. Mais ils ne se font guère d'illusions. Une large partie de ceux qui avaient voté pour Viktor Iouchtchenko et même manifesté dans le froid en 2004 sur la Place de l'Indépendance, à Kiev, ne croient plus à ses promesses. Certains pensent se reporter sur Ioulia Timochenko, toujours apparue plus combative, ou vers d'autres candidats, mais sans grande conviction. Viktor Ianoukovitch, régulièrement en tête des sondages, compte ainsi sur le rejet des dirigeants sortants et la démobilisation du camp adverse pour tirer son épingle du jeu.

Au soir du 1er tour

Le soir du premier tour, le 17 janvier 2010, Viktor Ianoukovitch est crédité de 35,32% des suffrages, devant Ioulia Timochenko, avec 25,05%. Quant à Viktor Iouchtchenko, il arrive en cinquième position, recueillant 5,45% des voix, à quelques encablures d'Arseni Iatseniouk (6,96%). Intercalé à la troisième place, Sergueï Tigipko, avec 13,06% des voix, peut jouer les trouble-fête.

D'une part, Ioulia Timochenko est distancée de 10 points par Viktor Ianoukovitch. D'autre part, Arseni Iatseniouk et Viktor Iouchtchenko n'ont pas donné de consignes de votes en sa faveur. Mais selon les analystes politiques, elle peut l'emporter au second tour grâce au report des voix des électeurs des « oranges ». Pour Viktor Ianoukovitch, les réserves sont plus faibles mais il voit déjà le premier tour comme un « référendum pour l'équipe issue de la Révolution Orange. Le peuple a rendu son jugement et ce jugement était juste ». Ioulia Timochenko proposera même à Sergueï Tigipko de devenir son Premier Ministre en cas de victoire mais celui-ci ne se prononcera jamais sur cette offre.

Le gagnant est ...

Finalement, le 7 février 2010, Viktor Ianoukovitch recueille 48,95% des suffrages, contre 45,47% pour Ioulia Timochenko. Elle prétendra que des fraudes ont été commises, alors que les observateurs de l'OSCE présents sur place ont jugé le scrutin « transparent et honnête ». En outre, les dirigeants étrangers adressent tous des messages de félicitations, aussi bien Dmitri Medvedev, dès les premiers instants, que Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, José-Manuel Barroso et Barack Obama, pour ne citer qu'eux. Elle dépose malgré tout alors un recours devant la Cour suprême administrative le 16 février, avant d'y renoncer le 20 février, estimant que celle-ci ne sera pas en mesure de rendre un verdict équitable. Entre

temps, Viktor Ianoukovitch forme un gouvernement de coalition autour du Parti des Régions, avec le Parti Communiste et le Bloc Litvine.

L'analyse géographique des élections présidentielles nous permet de distinguer, comme à chaque échéance électorale, une nette séparation du territoire en deux parties : l'ouest et le centre du pays votant à une large majorité en faveur de Ioulia Timochenko, et l'est et Crimée acquis à la cause de Viktor Ianoukovitch. Le clivage entre « deux Ukraines » se confond avec l'ouest ukrainophone plutôt pro-européen et l'est russophone et plus industrialisé. Cependant, lorsque nous étudions de plus près la carte électorale, nous pouvons remarquer que la « frontière » n'est pas si étanche que nous pourrions le croire. En effet, Viktor Ianoukovitch réalise quelques scores honorables dans certains *oblasts* - régions - de l'ouest comme ceux de Jitomir, de Soumy, et même en Transcarpathie, à l'extrême ouest du pays, frontalière avec la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie. Pour les analystes politiques, le clivage géographique ukrainien n'est pas figé. Il a subi des évolutions car le thème majeur du scrutin n'est plus la diplomatie, et plus particulièrement les relations avec la Russie, mais l'économie et le traitement de la pauvreté. Par un discours plus modéré vis-à-vis de la Russie, qui détient de nombreux intérêts économiques en Ukraine, Viktor Ianoukovitch a ainsi su séduire une partie de l'électorat de l'ouest.

L'Ukraine retourne-t-elle dans le giron de la Russie ?

A l'aube de la Révolution Orange, les élections présidentielles, présentées comme une étape cruciale pour l'avenir du pays, étaient suivies avec une grande attention afin de savoir de quel côté allait pencher « le pendule ukrainien » [1], entre l'UE et la Russie. Cette fois, les deux candidats principaux - Viktor Ianoukovitch et Ioulia Timochenko - ne sont pas présentés de manière réductrice, entre le premier qui bénéficierait du soutien de Moscou, et le second, uniquement tourné vers l'ouest. Par exemple, ils partagent dorénavant le même avis sur deux points essentiels : la poursuite de l'intégration européenne et le report *sine die* d'une adhésion à l'OTAN. Or, l'Ukraine ne semble plus constituer l'enjeu géostratégique majeur qu'elle était, sur la route du gaz entre l'Europe et la Russie. Avec une instabilité politique chronique et des querelles entre les deux têtes de l'exécutif, l'Ukraine a, il est vrai, rarement été en mesure de prouver qu'elle était un interlocuteur crédible et donc présenter une feuille de route claire. Dans son discours de victoire prononcé en russe, Viktor Ianoukovitch indique vouloir poursuivre l'ouverture de l'Ukraine à l'Europe, tout en retrouvant des relations de bon voisinage avec la Russie. Nous allons voir comment il opte pour une voie médiane dans les domaines de l'économie, de l'énergie et de la défense.

Tout d'abord, le rapprochement de l'Ukraine et de l'Union européenne connaît une certaine accélération sous l'impulsion de Viktor Iouchtchenko. Après l'Accord de Partenariat et de Coopération, en vigueur depuis 1998, un Plan d'Action bilatéral est mis en place dès 2005 dans le cadre de la Politique de Voisinage de l'UE pour renforcer les coopérations économiques et politiques. En 2008, un Accord d'Association est signé, pour prendre le relais l'année suivante. Cependant la situation se dégrade fortement, les réformes attendues ne sont pas appliquées, et l'atmosphère régnant lors du sommet UE-Ukraine de Kiev de décembre 2009 s'en ressent [2].

Comme son prédécesseur, Viktor Ianoukovitch effectue sa première visite de chef d'Etat le 1er mars 2010 à Bruxelles pour manifester son intention de relancer le processus d'intégration de l'Ukraine à l'UE, « la priorité clé de sa politique extérieure », par la création d'une zone de libre-échange. Cette volonté semble se confirmer dès les jours suivants, avec le refus du vice-Premier Ministre chargé de l'Economie, Sergueï Tigipko, d'entrer dans l'union douanière créée par la Russie, aux côtés du Kazakhstan et du Belarus.

Les crises du gaz, au cours desquelles la Russie décide de couper les vannes pour faire pression, contribuent sans doute le plus à décrédibiliser l'Ukraine.

La première crise, survenue le 1er janvier 2006, est perçue par Vladimir Poutine comme un moyen de favoriser la victoire de Viktor Ianoukovitch aux élections législatives du mois de mars. Elle est aussi une façon de rappeler à l'Ukraine que « le contrat qui lui offrait des tarifs préférentiels sur l'énergie est rompu depuis juin 2005 » [3]. Elle révèle également la dépendance et la vulnérabilité de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie en matière d'énergie. Une politique commune est envisagée mais rien de concret n'est avancé.

La deuxième crise du gaz survient trois ans après et dure près de 3 semaines. Elle touche de plein fouet des pays totalement dépendants de la Russie, comme la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie et la Bosnie-Herzégovine. L'Union européenne joue alors le rôle de médiateur dans les négociations entre l'Ukraine et la Russie, et comprend qu'il est nécessaire d'agir afin d'éviter une nouvelle fois les conséquences d'un conflit extérieur [4].

Géopolitique des tubes

La Russie, par l'intermédiaire du géant Gazprom, avait déjà proposé à l'Allemagne de contourner l'Ukraine, principal pays de transit du gaz russe vers l'Europe, dans le cadre du projet *North Stream*, signé le 8 septembre 2005. Ce gazoduc de près de 3000 km doit relier directement les deux pays sous la Mer Baltique, entre les ports de Wyborg (Russie) et Greifswald (Allemagne) d'ici 2011. De plus, le projet de gazoduc *South Stream*, en partenariat avec l'Italien ENI,

prévu pour 2015, consiste au contournement de l'Ukraine par le sud, via la Mer Noire. En quelques mois durant l'année 2009, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Grèce et la Slovénie valident le passage du gazoduc sur leurs territoires.

En revanche, le projet concurrent *Nabucco*, déjà lancé en 2004 par l'Union Européenne, se heurte à quelques difficultés. Dans le cadre d'une diversification de l'approvisionnement, il doit acheminer le gaz de la Mer Caspienne vers l'Europe, plus précisément de l'Azerbaïdjan à l'Autriche. La Turquie, la Bulgarie, la Roumanie la Hongrie et l'Autriche ont signé un accord en juillet 2009. Cependant, il tarde à se concrétiser, du fait d'entraves diverses. Par exemple, des groupes énergétiques comme l'Autrichien OMV ou le Bulgare Bulgargaz sont également engagés dans le projet *South Stream*, alors que le Français GDF en est écarté par la Turquie pour des raisons diplomatiques en février 2008 [5].

L'évolution de la « géopolitique des tubes » dans cette région nous montre clairement que l'Union européenne est loin de diminuer de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Bien au contraire, Moscou a su profiter du manque d'unité et de cohésion de l'Union européenne pour promouvoir auprès d'elle ses projets de contournements de l'Ukraine et renforcer ainsi ses positions. Enfin, Vladimir Poutine a proposé, le 30 avril 2010, une fusion de Gazprom avec l'opérateur ukrainien Naftogaz pour prendre le contrôle des gazoducs du pays. Viktor Ianoukovitch sera-t-il prêt à accepter ?

Les relations avec l'OTAN et avec la Russie

L'adhésion à l'OTAN faisait partie des promesses de Viktor Iouchtchenko en 2004. Un « dialogue intensifié » est alors ouvert. Le Président américain George W. Bush est tout à fait favorable à l'intégration de l'Ukraine, mais également de la Géorgie de Mikhaïl Saakachvili dans le cadre de la stratégie d'endiguement - *containment* - de la Russie. Tandis que la France et l'Allemagne émettent des réserves. Finalement, l'Ukraine n'obtient pas le statut de candidat pour l'adhésion lors du sommet de l'OTAN d'avril 2008 à Bucarest. Milieu 2010, Barack Obama, souhaite avant tout entretenir des relations apaisées avec la Russie, sans pour autant rejeter définitivement la perspective d'une intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'Alliance Atlantique.

Pour ce qui concerne la présence de la flotte russe de la Mer Noire, Viktor Iouchtchenko avait également promis son départ du port de Sébastopol pour 2017, conformément à la Constitution. Cependant le 21 avril 2010, Viktor Ianoukovitch signe avec Dmitri Medvedev un **accord de prolongement du bail de la flotte russe de 25 ans**, soit jusqu'en 2042, en échange d'une réduction de 30% du tarif du gaz. La séance de ratification du texte à la *Rada* se déroule le 29 avril 2010 dans une atmosphère particulièrement tendue. Des députés de

l'opposition étendent un drapeau ukrainien géant sur leurs bancs, lancent des œufs en direction du Président du Parlement, Volodimir Litvine, et d'autres en viennent aux mains. A l'extérieur, des manifestants protestent contre cette mesure qui, selon eux, pourrait mettre à mal la souveraineté de l'Ukraine vis-à-vis de son grand voisin russe.

Viktor Ianoukovitch a voulu rapidement restaurer la crédibilité de l'Ukraine auprès de l'Union européenne, mais l'acte politique le plus significatif a d'ores et déjà été conclu avec la Russie. Celui-ci pourrait mettre un terme aux crises du gaz qui ont envenimé la période orange. Le nouveau chef de l'Etat souhaite d'abord apporter la stabilité. Il espère ensuite tirer profit de la situation géographique particulière de l'Ukraine, par l'adoption d'une nouvelle politique étrangère qui n'est pas sans rappeler celle de Leonid Koutchma, à qui il espérait succéder en 2004. Mais la Révolution Orange en avait voulu autrement.

La fin des révolutions colorées dans les pays d'ex-URSS ?

Il serait intéressant de savoir si l'arrivée de Viktor Ianoukovitch au pouvoir signifie que la page de la Révolution Orange est définitivement tournée, en rappelant ce qu'elle a apporté à la vie politique ukrainienne. Nous pourrions ensuite élargir la réflexion à l'ensemble des révolutions colorées qui se sont déroulées dans d'autres républiques d'ex-URSS, notamment la Géorgie.

Incontestablement, la Révolution Orange a enfin permis l'ancrage de la démocratie, ce qui en fait presque une exception dans les républiques d'ex-URSS, hormis les pays baltes. Le pluralisme politique, les débats ouverts, à la télévision comme dans la rue, et la liberté d'expression en sont les principaux marqueurs. Les citoyens ont vraiment fait preuve de véritable maturité politique et de conscience civique, avec une participation de près de 70% aux deux tours des élections présidentielles de 2010. La bonne tenue du scrutin a d'ailleurs été soulignée par les observateurs de l'OSCE présents sur place. La victoire de Viktor Ianoukovitch pourrait alors ne pas être vue comme une revanche qui remettrait l'Ukraine dans le giron russe, mais simplement comme une alternance, propre à tout système politique démocratique.

Cependant, la nature et l'évolution des autres révolutions colorées suscitent certaines questions quant à l'avenir et à la viabilité d'un tel mouvement. A l'instar de la Révolution Orange, trois d'entre elles ont été couronnées de succès : la « Révolution des bulldozers » en Serbie en 2000 qui a fait chuter Slobodan Milosevič, la Révolution des Roses en Géorgie en 2003, et la Révolution des Tulipes au Kirghizstan en 2005. A moyen terme, la première semble porter ses

fruits puisque la Serbie vient d'ouvrir des négociations d'adhésion à l'UE. La deuxième provoque la frustration de la population et se retrouve confrontée à la Russie dans un conflit armé en août 2008. La troisième s'est terminée dans le sang en avril 2010, du fait des dérives autoritaires de son leader. D'autres tentatives ont eu lieu, en Azerbaïdjan en 2005 ou de la Révolution « Jean » au Belarus en 2006, mais elles ont été très vite étouffées. Le dernier soulèvement, en Moldavie en avril 2009, a eu le mérite d'aboutir à la dissolution du Parlement et à la tenue de nouvelles élections législatives en juillet 2009.

Plusieurs facteurs peuvent être mis en avant pour expliquer ce tournant. Certes la Russie revient sur la scène politique internationale et cherche à mieux contrôler son « étranger proche », mais elle a surtout freiné la contagion des révolutions colorées. En effet, elle en a saisi la méthodologie employée. Nous pourrions même leur reprocher leur caractère mécanique et leur manque de spontanéité, d'originalité. Leur analyse révèle ainsi qu'elles devaient se dérouler dans un cadre clairement déterminé au préalable et reposaient avant tout sur la mise en place de mouvements de jeunesse - Otpor (« *Résistance* ») en Serbie, Kmara (« *Assez* »), Pora (« *Il est temps* ») en Ukraine, Magam (« *C'est le moment* ») en Azerbaïdjan - financées par des ONG et des fondations américaines ou européennes. Les jeunes azéris ne pourront pas « faire leur révolution », car ils ne recevront pas de subventions. Les compagnies pétrolières occidentales sont déjà bien implantées dans le pays et profitent d'une ressource abondante ; c'est « la stabilité contre la démocratie » [6].

Le rapprochement des révolutions colorées avec les révolutions de velours de 1989 est donc plutôt hâtif car elles ne sont pas forcément endogènes [7], d'où l'échec de certaines d'entre elles.

Copyright juillet 2010-Le Moal/Diploweb.com

Plus

. Voir l'entretien de Pierre Verluise avec Florent Parmentier, "UE : quel partenariat oriental ?" publié sur le Diploweb.com en 2013

Notes

[1] Vicken CHETERIAN, « Le pendule ukrainien », Le Monde diplomatique, n°607, octobre 2004

[2] « Grande frustration parmi un grand nombre d'Etats de l'UE envers l'Ukraine », France-Ukraine.com, 2 décembre 2009, <http://www.france-ukraine.com/Grand...>

[3] François LE MOAL, « L'Ukraine, un pays à la recherche d'une place entre l'Europe et la Russie », Diploweb.com, 7 juin 2008, <http://www.diploweb.com/L-Ukraine-u...>

[4] François LE MOAL, « De l'eau dans le gaz », Journal Europa, 22 janvier 2009, http://www.journaleuropa.info/FR_ar...

[5] « Gazoducs : évincé du projet Nabucco, GDF se tourne vers South Stream », Les Echos.fr, 7 février 2008, <http://archives.lesechos.fr/archive...>

[6] « Révolutions, mode d'emploi », ARTE France, 2006, Documentaire réalisé par Tania Rakhmanova

[7] NDLR : Les "révolutions" de 1989 ne sont pas toutes endogènes. Le cas de la Roumanie est éclairant à ce sujet puisque l'URSS y a joué un rôle déterminant. Cf. C. Durandin (dir.) *Roumanie, vingt ans après : la "révolution" revisitée*, publié sur le [diploweb.com](http://www.diploweb.com), 2010 <http://www.diploweb.com/Roumanie-vi...>

[Retour au Sommaire](#)

Russie-Europe : un regard empreint de méfiance

vendredi 15 octobre 2010, par *Céline BAYOU*

L'auteur :

Chargée de cours à l'INALCO, rédactrice à la revue *Grande Europe* et co-rédactrice en chef de la revue *Regard sur l'Est* (www.regard-est.com).

Géopolitique des relations Russie-Union européenne. User de l'arme énergétique, notamment comme d'un levier diplomatique, est quasiment un aveu de faiblesse de la part de Moscou : la Russie dépend du marché client européen mais aussi des techniques européennes, et elle doit éliminer le risque lié au transport des hydrocarbures. Beaucoup d'incertitudes pour un pays qui a retrouvé sa superbe grâce à la hausse des prix des hydrocarbures. Indéniablement, c'est cette augmentation des cours mondiaux de l'énergie qui, en rendant sa confiance à la Russie, l'a rendue moins encline à la coopération avec l'Europe communautaire, ou du moins à une coopération qu'elle juge inégale.

L'intransigeance de la Russie actuelle est liée à sa perception d'un partenaire européen qui a tenté de lui imposer ses valeurs sans contrepartie et d'une manière selon elle inadaptée et humiliante. Dès qu'elle s'est redressée, la Russie s'est éloignée du modèle libéral occidental pour s'orienter vers celui d'un Etat national fort. Il faudra un peu plus que les quelques discours techniques de D. Medvedev pour juger d'un véritable infléchissement. Dès lors, la Russie n'a plus vu l'UE comme un partenaire stratégique mais comme une menace pour ses ambitions en Europe.

ALORS QUE, formellement et dans leur contenu, les relations entre la Russie et l'Union européenne (UE) ont gagné en substance depuis vingt ans, le regard que porte la Russie sur l'Europe demeure ambivalent et empreint d'une certaine méfiance. Cette attitude traduit bien la difficulté qu'un pays peut rencontrer pour se positionner face à un partenaire dont l'identité, tout comme la sienne, est également multiple et en construction. Les deux partenaires se caractérisent en effet par une incertitude dans leur auto-définition : la Russie reste en proie à son interrogation pluriséculaire portant sur son européanité ; quant à l'Europe, elle n'est pas uniquement l'UE, pas non plus l'Occident. La Russie, en regardant

l'Europe, se voit-elle comme dans un miroir ou observe-t-elle un Autre, exclusif et peu amène ?

Des frontières à dessiner, des portes à ouvrir

La question n'est pas nouvelle pour la Russie qui, dès le XVIIIe siècle, s'est employée à affirmer son européanité en définissant les limites symboliques du continent : mandaté par Pierre le Grand, le géographe Vassili Tatichtchev a tracé la frontière le long du fleuve et des Monts Oural, choix visant non pas tant à exclure ce qui se trouvait à l'est de cette limite qu'à inclure tout ce qui se trouvait à l'ouest dans la civilisation européenne, synonyme alors de modernité (jusqu'alors, les Européens plaçaient Moscou en Asie) . Depuis, la Russie n'a eu de cesse de s'interroger sur son rapport à l'Europe. Le tournant de notre siècle pose avec encore plus d'acuité cette question : quelle est la place de la Russie par rapport à l'UE/Europe et quel degré d'intégration le pays peut-il (veut-il) envisager dans cet ensemble qu'il craint de voir se transformer en une forteresse située à ses portes ?

Après une longue période durant laquelle l'URSS et la CEE se sont superbement ignorées, des tentatives ont été lancées à partir des années 1970 afin d'établir un partenariat finalement reconnu comme indispensable. Ce n'est pourtant qu'en juin 1988 qu'a été annoncée la reconnaissance mutuelle des deux entités, suivie en mars 1989 d'une déclaration établissant des relations officielles et, en décembre de la même année, de la signature d'un Accord de commerce et de coopération. En Russie soviétique, le débat sur l'européanité avait alors été relancé -concomitant à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en 1985 -, sous la forme d'une opposition entre le mode de vie soviétique et le mode de vie européen ; la République socialiste soviétique de Russie se percevait alors comme intrinsèquement européenne, par opposition à d'autres républiques soviétiques, mais avait besoin de se débarrasser de ses oripeaux soviétiques. Porteur d'espoir, le premier Secrétaire du Parti communiste s'emparait alors du concept de Maison commune européenne (établissant une filiation avec le Général de Gaulle et faisant oublier que Leonid Brejnev avait lancé ce concept en 1981). Quelques années plus tard, en février 1996, la Russie adhérait au Conseil de l'Europe et le ministre des Affaires étrangères de Boris Eltsine, Evguéni Primakov, évoquait à cette occasion un pas important vers une véritable unification de l'Europe. L'idée était reprise un an plus tard par le premier président de Russie, convoquant le vaste chantier d'une « nouvelle grande Europe, sans ligne de division ».

Le ton change avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, au début des années 2000. Il serait simpliste de n'y voir que l'effet de la rhétorique du nouveau maître du Kremlin. Moins faible, plus sûre d'elle, la Russie se redresse alors et entend

désormais faire entendre sa voix ; celle-ci est certes arrogante mais elle exprime aussi une déception, qui n'a rien de nouveau mais se trouve renforcée par les évolutions en cours de l'UE. Guennadi Seleznev, alors président de la Douma, déclare ainsi en octobre 2000 : « Bien avant la période soviétique, l'Europe regardait la Russie comme une parvenue, une Cendrillon dont la place se trouvait au fond des cuisines enfumées de la civilisation occidentale. De son côté, la Russie méprisait du fond de son âme l'Europe, comme une belle-fille méprise une belle-mère hautaine » . De fait, il reprochait alors à l'Europe de n'avoir jamais, depuis le XVIIIe siècle et la tentative de Pierre le Grand, ouvert ses portes à la Russie. Cette idée d'une fenêtre ou d'une porte à peine entrouverte, du maintien d'un mur, de lignes de partage et de division entre Europe et Russie est une récurrence du discours russe. Elle est plus que jamais réactivée par un Vladimir Poutine qui cherche à redonner confiance à une Russie qui s'est jugée humiliée et rabaisée.

Des élargissements exclusifs

La Maison commune européenne si chère à M. Gorbatchev a bien fini par se construire, mais sans la Russie ; ce mouvement s'est traduit non par un rapprochement des deux parties mais par une avancée vers l'est de l'Europe. A tel point que les nouveaux Etats membres, après s'être pliés au diktat de la sacro-sainte reprise de l'acquis communautaire, se sont parfois demandé ce qu'ils allaient apporter à cette Europe figée dans son modèle. *De facto*, la Russie s'est sentie exclue de ce processus et repoussée. Là où l'on trouvait hier une ligne (séparant l'Est de l'Ouest), il y a aujourd'hui des espaces s'organisant dans un mouvement de recomposition régionale qui n'en finit pas de redessiner l'Europe. L'UE attire l'extérieur et se dilate par un phénomène de contamination ou d'exportation de ses normes et valeurs. Moscou a dû faire contre mauvaise fortune bon cœur et voir adhérer à l'UE des anciennes démocraties populaires mais aussi trois ex-républiques soviétiques (les Etats baltes). Si, avec les élargissements de 2004 et 2007, l'UE a basculé vers l'est, déplaçant alors son centre de gravité vers l'est et le nord-est, la Russie a bien compris alors que son ouest penchait encore plus vers l'ouest et elle a craint que cette pente ne la repousse, elle, plus à l'est, à la fois dans un isolement et un rejet qu'elle appréhende. Sentiment renforcé par le fait qu'elle perçoit l'UE à vingt-sept comme un partenaire plus agressif à son encontre qu'il n'était lorsqu'il réunissait quinze Etats de la « Vieille Europe ». Si l'élargissement est vécu comme une unification du continent par les Européens de l'ouest, par les Russes il est perçu comme l'érection d'un nouveau mur.

Aujourd'hui, ce mouvement de recomposition du continent touche des territoires

dont l'UE elle-même ne sait trop s'ils ont vocation à être intégrés (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, voire Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie). L'Ukraine, par exemple, relève désormais de la frontière indirecte entre Russie et UE, balançant (on l'a vu encore lors de la dernière élection présidentielle en janvier 2010) entre l'influence de ces deux entités, entre l'attraction/répulsion de l'une et de l'autre . On assiste actuellement à un chevauchement de « l'étranger proche » des deux protagonistes, celui de la Russie et celui de l'UE s'élargissant. Les pays de l'entre-deux sont dès lors un enjeu. Dans l'imaginaire russe, cette frontière en devenir est perçue comme un instrument d'exclusion et de périphérisation. La Russie se voit reléguée dans le rôle de l'Autre. Le questionnement russe, en la matière, dépasse largement le cadre de sa perte d'influence, argument qu'elle peut de toute façon difficilement avancer, sous peine de se voir soupçonnée d'atavisme impérialiste ; en réalité, la question que ces élargissements ont posée avec acuité est bien celle de la place de la Russie par rapport à - ou dans - l'UE/Europe.

Les valeurs en lieu et place de la géographie

La classique influence normative de l'UE, que l'on a pu voir à l'œuvre, notamment, durant toute la période des négociations d'adhésion au début des années 2000, fonctionne parfaitement sur les pays qui ont donc vocation (ou du moins aspiration) à intégrer l'Union. Cette influence normative ne peut s'exercer sur la Russie puisque celle-ci, où prédomine une logique de puissance classique, n'a pas cette vocation, ni cette aspiration ; pour Moscou, l'UE n'incarne pas un modèle fascinant.

Lorsqu'elle abandonne l'idée que sa place en Europe serait déterminée par la géographie et qu'elle se penche sur l'argument des valeurs, la Russie s'éloigne parfois encore plus de l'Europe : une définition proposée de l'Europe consiste à la voir comme réunissant les Etats membres de l'UE et de l'OTAN et les pays qui pourraient en être membres s'ils le désiraient. Dès lors, la Russie ne serait donc pas européenne ! L'UE elle-même n'aide pas à trouver une réponse : le Traité de Maastricht (1992), reprenant l'article 237 du Traité de Rome (1957), affirme que « tout Etat européen peut en devenir membre », sans définir une seule fois le terme « européen ». D'où l'expression du dilemme russe, qui a pu constater, durant les procédures de reprises de l'acquis communautaire des pays candidats, combien l'Union se présentait comme un ensemble de règles et de normes : dès lors, la Russie peut-elle s'ouvrir à l'Europe sans perdre son identité ?

On a vu, au cours des vingt dernières années, s'exprimer le traditionnel complexe russe, imbrication ou alternance entre affirmation de puissance et sentiment d'infériorité. Lorsqu'ils dirigeaient l'URSS puis la Russie, M. Gorbatchev et B. Eltsine avaient en partage la conscience de la faiblesse de leur pays sur la scène

internationale ; ils ont eu alors l'ambition de faire accepter celui-ci au sein de la « communauté » occidentale. L'Ouest, prenant avantage de cet aveu d'impuissance, en a profité pour stabiliser l'Europe autant que faire se pouvait. Notamment en élargissant l'OTAN en dépit des promesses du président américain George Bush qui s'était, en privé, engagé auprès de son homologue soviétique à ce que l'Alliance ne s'étende pas si l'URSS autorisait les démocraties populaires à s'émanciper .

Vladimir Poutine, lui, a vite changé de registre, affirmant dans un contraste saisissant la force retrouvée de la Russie. Au nombre des objectifs du nouveau maître du Kremlin, l'Ouest a vite compris qu'il devait compter avec celui qui consisterait à empêcher d'autres pays que les Etats baltes d'adhérer à l'Alliance atlantique. On a pu alors entendre de nouveaux discours (du moins jusqu'aux révolutions de couleurs), insistant sur l'égalité des partenaires, mettant en regard l'UE s'élargissant et la Russie avec sa CEI, et précisant qu'entre l'Union et la Russie il n'y aurait ni meneur, ni mené. La potentielle reprise des normes européennes a été ouvertement rejetée par V. Poutine, ne voyant aucune justification à l'application des valeurs communautaires dans une Russie dotée de sa voie propre... Le Président a eu quelque espoir, après le 11 septembre 2001, de voir en effet s'établir une nouvelle relation entre son pays et l'Ouest, dont l'Europe, par l'identification d'un ennemi commun. Mais la Révolution des roses en Géorgie (2003), la Révolution orange en Ukraine (2004), le projet américain d'installation en Pologne et République tchèque d'un bouclier anti-missile (2007), officiellement pour se protéger de la menace iranienne mais *de facto* déployé à la proximité de la frontière russe, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (février 2008) ou la guerre en Géorgie (août 2008) ont évincé ces espoirs d'une véritable relation d'égalité. Tout particulièrement, les tentatives de l'UE en vue de jouer un rôle concurrent de la Russie dans l'espace post-soviétique auraient, dans une certaine mesure, provoqué la prise de distance du partenaire russe . Le pays entend bien garder une partie de sa zone d'influence, ce qu'il a montré à maintes reprises (crises du gaz russe avec l'Ukraine, guerre en Géorgie, réticences à tout élargissement ultérieur de l'OTAN, etc.).

Il est trop tôt sans doute pour y voir un infléchissement de cette position, mais force est de noter néanmoins la nouvelle tonalité des déclarations de l'actuel président russe, Dmitri Medvedev : de plus en plus assimilé par les politologues russes à un « occidentaliste », le chef de l'Etat aurait actuellement tendance à exprimer le choix d'une voie plus européenne pour la Russie : peu de discours récents dans lesquels il n'évoque les « standards de vie européens » et de plus en plus d'appels lancés à ses ministres en vue d'appliquer les règlements techniques communautaires. A la fin de 2009, il s'est par exemple adressé à l'Assemblée

fédérale et a demandé au gouvernement de V. Poutine de hisser les infrastructures du pays (routes, bâtiments, etc.) au niveau européen, dénonçant au passage très explicitement la réponse qui lui est généralement faite à propos de la « voie russe », belle excuse pour ne pas accélérer la modernisation. Pour le Président, la norme est européenne, de nouveau parce qu'elle est assimilée à la modernisation du pays : qu'il s'agisse de calculer le niveau des retraites, d'établir la consommation énergétique, de retenir les standards de transmission télévisée ou de déterminer le numéro de téléphone des services urgentistes, la référence est communautaire ! Tendances de fond, manipulation à destination de la scène politique interne et/ou internationale, poudre aux yeux, processus exclusivement technique ? Il est encore difficile d'en déduire quoi que ce soit dans un contexte politique russe particulièrement brouillé en ces temps de cohabitation déroutante entre le Président et son Premier ministre.

L'Alliance atlantique, trublion des relations avec l'Europe ?

Si, globalement, l'UE n'est pas ressentie comme une menace directe aux yeux de Moscou, en revanche, la perspective d'adhésion d'un Etat de l'entre-deux à l'OTAN provoque de grandes inquiétudes au Kremlin. On l'a constaté lors des précédents élargissements. La juxtaposition faite par la Russie entre les deux institutions, UE et OTAN, résulte en partie de l'approche développée par les pays candidats eux-mêmes, qui ont eu tendance à voir dans la première une pourvoyeuse de *soft security*, seule la seconde étant jugée apte à leur apporter la *hard security* qui pourrait notamment les prémunir contre un nouveau danger venant de l'Est.

Complexe depuis le début des années 1990, la relation Russie-OTAN s'était récemment améliorée, avec la reprise d'un dialogue soutenu autour de quelques projets concrets (notamment la coopération en Afghanistan). C'est pourquoi l'adoption, en janvier 2010, par D. Medvedev, de la nouvelle doctrine russe de défense en a surpris plus d'un : elle place en effet l'élargissement de l'OTAN en toute première place sur la liste des menaces extérieures pesant sur la Russie (il est qualifié d'« atteinte à la sécurité nationale »). Le texte assimile à des menaces les revendications territoriales faites à la Russie et à ses alliés, les tentatives d'ingérence dans les affaires internes, les démonstrations de force militaire lors d'exercices d'entraînement menés sur des territoires attenants à ceux de la Russie ou de ses alliés, et ce à des fins qualifiées de provocation. Certes, l'OTAN n'est pas l'Europe mais l'absence de l'Europe en tant que telle sur ces sujets navre une Russie qui, du coup, présente comme idéal son traité sur la nouvelle architecture de sécurité en Europe (également élaboré par D. Medvedev), tout en fustigeant la faiblesse de l'OSCE. Il faut bien y voir la traditionnelle stratégie

russe visant à instaurer de nouvelles divisions au sein des principaux forums de coopération (OSCE et OTAN) entre les Etats-Unis et l'Europe mais aussi une réaction de défense qui traduit une véritable incompréhension. Jugeant qu'elle a un droit de regard sur sa périphérie, qui relève, selon sa terminologie, de sa sphère d'influence, la Russie cherche à garantir ce droit par l'assentiment des Occidentaux, quitte à s'enfermer dans une doctrine que nombre d'observateurs russes jugent dépassée en ce qu'elle persiste à percevoir l'Ouest comme une menace. Quitte, d'ailleurs, à oublier où se cachent les vraies menaces (au Sud, à l'Est ?). Il conviendrait sans doute de réfléchir aux raisons qui ont pu mener à un tel entêtement.

« L'arme énergétique », pour qui et contre qui...

On le sait, la Russie est le premier fournisseur de gaz de l'UE (elle contribue à 44 % des importations communautaires de gaz et à 24 % de la consommation gazière totale ; on estime qu'elle détient entre 25 et 30 % des réserves mondiales de gaz). Elle est également un fournisseur essentiel de pétrole (contribuant à 30 % des importations communautaires et à 27 % de la consommation de pétrole de l'UE ; on estime qu'elle détient 45 % des réserves mondiales prouvées de pétrole, hors OPEP et Etats-Unis). Cette domination énergétique lui permet de dégager un excédent confortable et en constante augmentation dans ses échanges commerciaux avec l'UE. Mais la relation commerciale entre les deux partenaires reste très inégale, à deux égards : d'une part, parce qu'elle ne pèse pas du même poids pour chacun ; l'UE est en effet le premier partenaire commercial de la Russie. En 2005, elle absorbait 56,2 % des exportations russes et était à l'origine de 44,8 % de ses importations. Pour l'UE en revanche, le poids commercial de la Russie est bien moindre : la Russie est le troisième partenaire commercial de l'UE (après les Etats-Unis et la Chine). En 2008, la Russie n'a absorbé que 8 % des exportations de l'UE et lui a fourni 11,4 % de ses importations. D'autre part, parce que la structure par produits de ces échanges enferme la Russie dans un profil de « pétro-Etat » qui la cantonne d'autant plus dans cette position périphérique redoutée : 28 % des importations communautaires en provenance de Russie sont constituées de produits énergétiques (2008). Mais ce sont 63 % des exportations pétrolières russes et 65 % de ses exportations gazières qui se dirigent vers l'UE. Ainsi, et V. Poutine l'a fréquemment rappelé, c'est bien plus la Russie qui est dépendante de la fiabilité de son client que l'UE qui est fragilisée par sa dépendance aux hydrocarbures russes.

Pourtant, les conflits gaziers qui se sont déroulés ces dernières années ont terni l'image de la Russie en Europe. Il n'est plus question de confiance aujourd'hui,

dans une UE qui s'interroge sur les véritables desseins du Kremlin en matière énergétique. La réponse apportée par la Russie (V. Poutine, D. Medvedev et les dirigeants du secteur gazier parlent, en la matière, d'une seule voix) est univoque : la Russie ne cherche plus à plaire, elle est un Etat désormais autosuffisant qui conclut des partenariats sur la base de règles du jeu bien définies, conformes avant tout à ses propres intérêts économiques . Deux projets sont actuellement ardemment défendus par la Russie pour approvisionner l'Europe en gaz, qui pourraient couvrir la totalité des besoins (malgré la baisse actuellement observée de la demande, l'Agence énergétique internationale estime que les besoins de l'Europe en gaz doubleront d'ici 2020) : le *Nord Stream* et le *South Stream* ont vocation à éliminer le risque que font courir pour la sécurité des approvisionnements les pays de transit. Moscou tente du même coup de disqualifier les projets concurrents soutenus par l'Ouest (notamment le gazoduc Nabucco, qualifié de « chimérique et dépourvu de contenu » par le Kremlin). Mais, simultanément, la Russie développe une autre direction énergétique, vers l'Orient cette fois, alternative aux livraisons traditionnelles vers l'Europe. Cette politique pragmatique est un outil d'affirmation de puissance et de maîtrise à long terme de la stratégie énergétique du pays. Elle est officiellement justifiée par la volonté de choisir, parmi les clients, le plus offrant (on jugerait le pays peu inspiré de ne pas le faire !) et de réduire le risque auprès d'un client unique. En outre, la Russie a depuis quelques années repris la main face aux compagnies internationales désireuses d'exploiter les ressources naturelles de son sous-sol. Elle n'est pas la seule (le Venezuela fait de même) et ce mouvement dépasse largement le seul secteur des hydrocarbures puisqu'il concerne en fait toute la sphère des investissements étrangers.

On est donc là en présence d'un cas typique de nationalisme pétrolier et gazier qui répond à l'interrogation russe portée sur sa propre dépendance face aux hydrocarbures. Pour certains , l'accusation fréquemment portée contre la Russie de faire désormais systématiquement usage de « l'arme énergétique » dans sa relation à l'Europe revient à dire que le pays utilise cette arme contre lui-même puisque c'est lui qui est le plus dépendant ! Aux termes de ce raisonnement, la Russie aurait avant tout intérêt à se débarrasser de cette structure d'échanges extérieurs typique d'un pays en développement, facteur de faiblesse car soumis à trop d'aléas conjoncturels. Moscou l'a d'ailleurs exprimé à ses partenaires chinois lors des négociations énergétiques : la Russie vendra son pétrole à la Chine mais, en échange, elle veut acquérir des technologies nouvelles. Trop miser sur l'arme énergétique serait une stratégie de court terme. Le report de trois ans, récemment annoncé, de la mise en exploitation du champ gazier de Shtokman illustre bien cet argument : sous l'effet de la crise, de la baisse de la demande de gaz russe en Europe et de la réduction des importations américaines de GNL,

Gazprom, qui détient 51 % de ce gisement, doit donc attendre des jours meilleurs avant de lancer l'un des plus vastes champs gaziers du monde (3 900 milliards de m³ de gaz naturel et de condensé). Car Shtokman est également l'un des gisements les plus onéreux à développer (15 milliards de dollars pour la première phase de développement) du fait de son positionnement, à 700 km des côtes, dans une région polaire. Gazprom a dû faire appel à Total (qui détient 25 % du gisement) et à Statoil (24 %) pour envisager de pouvoir exploiter le gisement. On voit bien, à travers cet exemple, que la sécurité énergétique est un enjeu autant pour la Russie que pour l'Europe : la richesse de la Russie (et, partant, son arrogance) est attachée à un atout naturel loin d'être pérenne en réalité, et ce, quelles que soient les réserves prouvées ou estimées.

User de l'arme énergétique, notamment comme d'un levier diplomatique, est quasiment un aveu de faiblesse de la part de Moscou : la Russie dépend du marché client européen mais aussi des techniques européennes, et elle doit éliminer le risque lié au transport des hydrocarbures. Beaucoup d'incertitudes pour un pays qui a retrouvé sa superbe grâce à la hausse des prix des hydrocarbures. Indéniablement, c'est cette augmentation des cours mondiaux de l'énergie qui, en rendant sa confiance à la Russie, l'a rendue moins encline à la coopération avec l'Europe, ou du moins à une coopération qu'elle juge inégale. L'intransigeance de la Russie actuelle est liée à sa perception d'un partenaire européen qui a tenté de lui imposer ses valeurs sans contrepartie et d'une manière selon elle inadaptée et humiliante. Dès qu'elle s'est redressée, la Russie s'est éloignée du modèle libéral occidental pour s'orienter vers celui d'un Etat national fort (il faudra un peu plus que les quelques discours techniques de D. Medvedev pour juger d'un véritable infléchissement). Dès lors, la Russie n'a plus vu l'UE comme un partenaire stratégique mais comme une menace pour ses ambitions en Europe.

Copyright 2010-Bayou/Agir

Cet article est extrait du n°41 de la revue Agir, "Recomposer l'Europe", Paris, Société de Stratégie, mars 2010. Ce numéro a été réalisé avec le concours de Pierre Verluise.

Plus :

La préface et le sommaire du n°41 de la revue Agir [Voir](#)

Le site *Regard sur l'Est* dont Céline Bayou est co-rédactrice en chef [Voir](#)

[Retour au Sommaire](#)

Le « nihilisme juridique » russe et la géopolitique Russie-Occident

dimanche 23 janvier 2011, par *Jean-Sylvestre MONGRENIER*

L'auteur :

Chercheur à l'Institut français de géopolitique (Université de Paris VIII) et chercheur associé à l'Institut Thomas More, auteur de *La Russie menace-t-elle l'Occident ?* (Paris, Choiseul, 2009), Prix du Festival de Géopolitique et de Géoéconomie de Grenoble

La guerre russo-géorgienne d'août 2008 et la poussée militaire russe dans le Sud-Caucase, l'accaparement des dirigeants occidentaux par la gestion de la crise économique et l'arrivée au pouvoir de l'Administration Obama ont conjugué leurs effets pour imprimer un nouveau cours aux relations russo-occidentales. Dès lors, la Russie a été présentée comme une puissance tout à la fois fragile et pleine de promesses, offensée par le prosélytisme occidental mais malgré tout inoffensive. Le nouveau procès de Mikhaïl Khodorkovski et la sentence prononcée le 30 décembre 2010 mettent en lumière la réalité du « système russe » dont les caractéristiques sont pleinement résumées par l'expression de « nihilisme juridique ». C'est aussi sur le plan des relations internationales que la nature de ce régime politique doit être prise en compte.

En pied de page, une biographie de Mikhaïl Khodorkovski.

La Russie est aujourd'hui une démocratie. François Fillon, le 27 novembre 2009.

La démocratie russe a disparu, et son gouvernement est une oligarchie dirigée par les services secrets. Robert Gates, le 8 février 2010

MIKHAIL KHODORKOVSKI est un ancien magnat du pétrole qui, après avoir fait ses premiers pas comme entrepreneur sous Mikhaïl Gorbatchev, avait amassé une importante fortune pendant la présidence de Boris Eltsine pour devenir l'un de ces « oligarques » décriés en Russie et à l'étranger, plus discret que Boris Berezovsky mais jouant à l'époque un rôle de premier plan. A l'intersection de la finance, du politique et du monde des affaires, Khodorkovski était notamment le patron de Ioukos, la principale firme pétrolière privée de Russie, et il s'était engagé dans l'élaboration d'un partenariat énergétique avec des *majors*

américaines [1] (Exxon-Mobil). Simultanément il négociait la construction de nouveaux oléoducs depuis l'Extrême-Orient russe vers la Chine (un projet repris par le pouvoir russe). Khodorkovski entendait aussi œuvrer à la libéralisation politique et économique de la Russie au moyen de diverses ONG et d'un soutien financier aux forces d'opposition, de droite comme de gauche, ce qui l'a amené à entrer en conflit avec Vladimir Poutine, lui-même propulsé par Eltsine et la « Famille » (ce fait ainsi que les turpitudes financières de la municipalité de Saint-Pétersbourg dont le maire, Anatoli Sobtchak, avait employé Poutine, sont fréquemment occultés [2]). Sur fond d'attentats terroristes et de nouvelle guerre de Tchétchénie, Poutine est porté à la présidence [3] (il est élu au premier tour, le 26 mars 2000, avec près de 55% des voix) et ne tarde pas à se présenter comme le représentant d'une « voie russe » spécifique, en opposition au modèle occidental.

Une vendetta politico-judiciaire

Si l'on accorde crédit à la mystification vertuiste colportée jusqu'en France, le président Poutine aurait dès lors entrepris de restituer au peuple les richesses confisquées aux oligarques de la période Eltsine. On assiste en fait à **une rude lutte pour le contrôle des rentes** entre divers groupes d'intérêts politico-mafieux bien souvent issus des structures de force » et services de sécurité (les « *siloviki* ») [4]. Les grandes fortunes de la période Eltsine doivent se soumettre et accepter le démantèlement partiel de leurs *trusts* au profit des nouveaux hommes forts ou se réfugier à l'étranger en préservant ce qui peut l'être de la spoliation pure et simple. Entre Poutine et Khodorkovski, le conflit se noue le 17 février 2003, lorsque le président russe accueille les principaux hommes d'affaires du pays pour traiter de la corruption. Alors que les uns et les autres se limitent à des propos convenus sur ce mal national, le patron de Ioukos se lance dans un exposé argumenté pour prôner une action déterminée. En guise de réponse, Poutine le menace d'un contrôle fiscal. Dans les mois qui suivent, un groupe de réflexion proche du Kremlin, le Conseil de stratégie nationale, publie un rapport intitulé *La Russie à la veille d'un coup d'Etat oligarchique*, rapport selon lequel Khodorkovski et un groupe d'hommes d'affaires s'apprêterait à subvertir les pouvoirs présidentiels pour mettre en place une république parlementaire et oligarchique. Des mesures énergiques et préventives sont recommandées [5].

Au mois de juillet 2003, Platon Lebedev, proche collaborateur de Khodorkovski, et Alexeï Pitchouguine, responsable du service de sécurité de Ioukos, sont arrêtés [6]. Le conflit est ouvert. Le 25 octobre 2003, un commando du FSB (la branche interne de l'ex-KGB) procède à l'arrestation de Khodorkovski, en transit sur le tarmac de l'aéroport de Novossibirsk (Sibérie). Inculpé pour fraude fiscale

et détournements de fonds, il est condamné à huit ans de réclusion à l'issue d'un procès aux allures de vendetta politique. Khodorkovski est interné à Tchita (Sibérie), à proximité de la frontière russo-chinoise (14 septembre 2005), et ce bien que la loi autorise pour de tels faits un emprisonnement à proximité de son domicile. La peine arrivait à échéance en 2011, quelques mois avant la prochaine élection présidentielle. L'acharnement politico-judiciaire dont l'ex-magnat du pétrole est l'objet a conduit le pouvoir à organiser un nouveau procès pour vol de 218 millions de tonnes de pétrole (soit la quasi-totalité de la production de Ioukos et près du 1/5e de la production nationale !) et blanchiment de 23 milliards de dollars. Contre toute vraisemblance et dans une atmosphère surréaliste rapportée par les observateurs, Khodorkovski a été reconnu coupable et condamné, le 30 décembre 2010, à 14 ans de prison ; ce n'est donc pas avant 2017 qu'il pourrait sortir de prison [7].

Dans les semaines précédant ce verdict inique, un collectif de personnalités françaises en avait appelé au président Dmitri Medvedev pour faire respecter la « primauté du droit » et les « droits humains fondamentaux », préalable indispensable à la constitution de la Russie comme « force positive pour le développement d'un monde de plus en plus interconnecté [8] ». Porté à la présidence en mars 2008, Medvedev avait tenu divers propos relatifs au « nihilisme juridique » et au développement de l'Etat de droit en Russie comme condition et composante de la modernisation qu'il appelle de ses vœux (on omet que Poutine a lui-même préconisé cette « modernisation »). De fait, la Russie est marquée par l'héritage soviétique, son mépris pour le droit réduit à une forme d'hyper-légalisme (la loi comme simple courroie de transmission du parti-Etat idéocratique) et les pratiques tchékistes ; **elle n'est pas un Etat de droit** fondé sur la primauté des libertés fondamentales et règles de juste conduite.

L'autoritarisme patrimonial contre l'Etat de droit

Avant que le tribunal moscovite ne condamne une nouvelle fois Khodorkovski, quelques proches de Medvedev se sont bien hasardés à prendre sa défense. Le jour même, Igor Iourguens, conseiller à la présidence, espérait un « jugement juste, pragmatique et rationnel » afin de donner un « signal positif » à l'étranger. « L'acquiescement serait une bonne nouvelle » poursuivait-il. Dans les semaines précédant le verdict, d'autres personnalités se sont exprimées. Ancien responsable gouvernemental, Arkadi Dvorkovitch a émis des doutes sur les accusations portées contre Khodorkovski, tout comme German Gref, ex-ministre de l'économie. Las. Poutine avait tranché à la mi-décembre 2010 : « La place des voleurs est en prison [9] ». Dans le *duumvirat* qu'il forme avec Medvedev, le premier ministre semble bien être le « mâle dominant » campé par les

télégrammes diplomatiques américains (livrés par *Wikileaks*). Il faut bien admettre que le discours selon lequel Medvedev représentait une alternative politique à Poutine n'est pas confirmé et il ne s'est d'ailleurs guère trouvé de spécialistes de la politique intérieure russe pour accréditer un tel scénario. Les dirigeants occidentaux sont ainsi renvoyés à la brutalité des faits [10] : aux yeux de tous, il est aujourd'hui évident qu'entrer frontalement en conflit avec Poutine mène à la prison et au déni des règles de juste conduite en matière de respect des personnes et des biens.

L'affaire Khodorkovski et le nihilisme juridique dont elle témoigne posent la question du régime russe, question guère abordée par le discours officiel des diplomaties occidentales, tournées vers le « *reset* », encore que les précisions apportées par les livraisons de *Wikileaks* ainsi que les protestations de nombreux dirigeants occidentaux rassurent quelque peu l'observateur qui craignait de ne pas avoir vu ce qu'il voyait [11]. En usant d'Eltsine et de sa « polyarchie chaotique » comme repoussoir, sans respect des réalités historiques [12], Poutine a mis en place **un système de pouvoir étroitement sous contrôle**, au mépris des libertés acquises dans les années antérieures. Il s'agit là d'une forme d'autoritarisme fondé sur des relations de type patron-client, le contrôle de la rente et sa redistribution dans les réseaux d'affidés, une combinaison d'ouverture sélective à l'économie mondiale (exportation de produits de base et importation de produits de consommation) et de verrouillage politique interne. Le pouvoir n'est que faiblement assujéti au respect des règles de droit, le système des partis est écrasé par l'existence d'une formation hégémonique (« Russie Unie ») et la société civile peine à se développer en toute autonomie (menaces sur la liberté de l'information, restriction des libertés effectives à la seule sphère personnelle, pour autant que l'on ne se mêle pas de politique active, en opposition au pouvoir). Appréhendé selon les catégories de la science politique, le « système russe » relève de **l'autoritarisme patrimonial**, un concept développé dans le sillage des travaux de Max Weber sur le patrimonialisme [13].

Des limites du « *Reset* »

Ainsi que le rappellent les auteurs de la « lettre à M. Medvedev » (cf. note 8), la question du régime politique n'est pas neutre sur le plan des relations extérieures et plus précisément des rapports à instaurer entre les régimes constitutionnels-pluralistes [14] des pays occidentaux d'une part, l'autoritarisme patrimonial russe d'autre part : « Des partenariats stables et fiables avec la Russie ne peuvent exister que lorsque nos valeurs fondamentales communes sont partagées et appliquées : là où les droits de l'homme sont protégés, les droits de propriété sont garantis et la justice l'emporte sur la corruption ». En l'absence de telles

conditions préalables, les relations relèvent sur le plan économique, de seules logiques de marché (des combinaisons conjoncturelles d'intérêts), et, sur le plan diplomatique, de convergences ponctuelles sur diverses plages de coopération. Non point d'un véritable partenariat.

En janvier 2011, le bilan d'étape du « *reset* » doit être apprécié selon ces logiques : l'exercice de communication des diplomaties occidentales (les pays membres de l'OTAN et de l'UE) ne vise pas à décrire la réalité de la Russie (« une oligarchie dirigée par les services secrets » selon Robert Gates, secrétaire à la Défense des Etats-Unis) mais à permettre et **justifier le dégage ment de plages de coopération sur un certain nombre de questions concrètes** (négociations nucléaires stratégiques, antimissiles, Iran, Afghanistan). Nonobstant la présence de Medvedev au dernier sommet de l'OTAN (Lisbonne, 19-20 novembre 2010) et les inévitables raccourcis médiatiques (« La Russie, nouvelle alliée ? »), **la Russie est un « adversaire-partenaire » qui joue de son pouvoir de blocage et de nuisance pour tenter de se hisser au-dessus de son statut de « puissance seconde »**, les Occidentaux cherchant inversement à neutraliser ce mode négatif de pouvoir et ouvrir des espaces de coopération afin de se concentrer sur les tâches stratégiques essentielles (prolifération nucléaire et lutte contre le terrorisme islamique en Afghanistan et sur d'autres fronts).

Indéniablement, les lignes ont bougé sur le nucléaire stratégique [15] (signature du traité START-3), l'Iran (nouvelle résolution du Conseil de sécurité, votée le 9 juin 2010) ou encore l'Afghanistan (accord sur le principe d'une aide russe accrue à l'Armée nationale afghane et ouverture d'une « route nord » pour la logistique de l'OTAN), mais il ne faut pas surestimer la portée de ces mouvements réciproques. **Une tendance ne fait pas une trajectoire** et, de part et d'autre, chacun sait qu'il sera difficile de développer une coopération d'ensemble, fondée sur une commune représentation du souhaitable, dans la conception d'un nouvel ordre de sécurité, de Vancouver à Vladivostok. C'est là que **le « pragmatisme » se heurte à ses limites**, les divergences en termes de valeurs fondatrices, d'organisation des pouvoirs publics et de représentations géopolitiques limitant le champ des probables.

Sur les antimissiles et la possible coopération entre l'OTAN et Moscou, rien n'est acquis, loin s'en faut. Pour prix de leur coopération, les dirigeants russes entendent se faire reconnaître une forme de sphère d'influence en Europe médiane, avec un droit de regard sur les politiques étrangères et de défense des pays concernés, mais cette perspective est formellement exclue par les Occidentaux [16]. Alors que Moscou cherche à marginaliser les instances euro-atlantiques (OTAN et UE), en développant un réseau de relations bilatérales, et mise sur les oppositions d'intérêt entre les pays membres de ces instances, les

Occidentaux s'emploient à renouveler et renforcer l'Alliance atlantique, espace de manœuvre et de réassurance indispensable pour que l'Europe ne soit pas transformée en une « péninsule eurasiatique ». Réuni à Astana, les 1 et 2 décembre 2010, le dernier sommet de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a donné quelque idée des divergences entre Russes et Occidentaux quant à l'organisation de la sécurité en Europe et en Eurasie, **Moscou cherchant à jouer des différentes instances auxquelles elle participe** - OSCE, Conseil OTAN-Russie, structures UE-Russie mais aussi OCS (Organisation de coopération de Shanghai) - **pour rehausser son statut et jouer des divisions entre les autres membres** [17].

Un conglomérat de régimes à caractère autoritaire et patrimonial

L'essentiel semblant préservé dans ce jeu d'ambivalences, faudrait-il donc considérer que le discours lénifiant de la diplomatie publique est une fiction utile et nécessaire ? Nenni. **Pour être comprise et soutenue, une grande politique doit être plus vraie que la réalité ; elle requiert de la clarté dans les principes et valeurs qui la fondent** [18], ce qui n'exclut pas le secret dans sa mise en œuvre pratique (la nécessaire clarté morale doit être distinguée de la revendication de « transparence », illusoire parce que incompatible avec les règles de la praxéologie). En l'occurrence, cette absence de franchise des discours publics et leurs effets émoullissants contribuent à occulter la réalité des processus en Russie et dans une partie de ce que les dirigeants russes considèrent être leur « étranger proche ». Précédemment décrites, les logiques de pouvoir en Russie ont leurs prolongements extérieurs et les dirigeants du Kremlin travaillent à la consolidation de l'autoritarisme comme de leurs intérêts économiques, étroitement mêlés, dans l'*hinterland* eurasiatique des Européens.

La guerre russo-géorgienne d'août 2008 et la mise en action d'un jeu d'incitations positives (accords énergétiques, exportations de capitaux, clientélisme) et négatives (menaces plus ou moins ouvertes, manœuvres de déstabilisation, embargos et *boycotts*) ont produit leurs effets en Ukraine où, une fois passé l'optimisme de commande en guise de réponse à l'arrivée au pouvoir de Viktor Ianoukovitch [19], **les diplomaties européennes ont été surprises par la rapidité du rapprochement entre Kiev et Moscou** (prolongation du bail de la base navale de Sébastopol jusqu'en 2042 moyennant une baisse du prix du gaz de 30%) et elles restent excessivement prudentes face à de multiples signes inquiétants dans le domaine des libertés fondamentales (pression sur l'information, menaces sur l'opposition et ses chefs, retour des agents russes en Crimée, etc.). Quant à la Biélorussie, la personnalité d'Alexandre Loukachenko et les modes de fonctionnement de ce régime l'amènent naturellement à se

réorienter vers la Russie, le jeu oscillatoire entre Bruxelles et Moscou ne visant qu'à accroître la marge d'action du pouvoir biélorusse [20].

Ces mêmes involutions se retrouvent au sein de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), une alliance post-soviétique centrée sur la Russie, dans la CEI (Communauté des Etats indépendants) ou encore dans l'ensemble OCS qui inclut la Chine populaire, ces différentes configurations constituant des conglomérats de satrapies et de régimes à caractère autoritaire. S'il ne faut certainement pas exagérer la cohérence interne et le degré de cohésion de leurs membres - l'OTSC elle-même n'est guère fonctionnelle et l'OCS est fondée sur un illusoire *statu quo* russo-chinois, rehaussé par un anti-occidentalisme plus ou moins explicite et une forme molle de « *counterbalancing* » des Etats-Unis -, il serait réducteur d'analyser ces solidarités entre autoritarismes comme de simples et transitoires associations d'intérêts politico-mafieux. Les rapports réciproques entre autoritarismes et leur rassemblement dans ces différentes organisations ont une influence sur la scène internationale (voir le soutien diplomatique et les liens d'affaires avec différents régimes-parias de par le monde) et ils peuvent être source d'aggravation des tensions, les dirigeants russes et chinois pratiquant une **diplomatie opportuniste** et cherchant à se placer sur le fléau de la balance dans les conflits entre l'Occident et diverses puissances du « Sud ». Pour nous résumer, **les différences dans les modes de gouvernement des hommes ont une influence sur les perceptions des enjeux de sécurité et les relations avec les autres acteurs du système international** [21].

Relativisme et pluralisme des valeurs

Les rhétoriques officielles à l'endroit de la Russie ont des incidences autres que la mésinterprétation des tendances à l'œuvre et la mauvaise évaluation du rapport des forces. Elles contribuent aussi à l'indifférentisme des opinions publiques occidentales ainsi qu'à la fragilisation accrue du socle culturel et spirituel sans lequel un peuple, ou une communauté politiquement organisée de peuples, ne peut prétendre persévérer dans l'être. De fait, le discours cynique des dirigeants russes selon lequel tous les régimes politiques se valent entre en résonance avec le relativisme et le pluralisme des valeurs au cœur de la post-modernité occidentale. Il n'est que trop aisé de pratiquer un « mixte » d'hyper-moralisme et d'angélisme chimérique, en faisant l'impasse sur la nature individuelle et collective des hommes, pour rejeter une forme politique nécessairement imparfaite (si les hommes étaient des anges, il n'y aurait ni formes politiques et modes de gouvernement, ni forces armées et services de sécurité), et se replier sur la sphère personnelle.

Avant d'être libérales, pluralistes et constitutionnelles, les démocraties

occidentales sont d'abord des régimes politiques qui se doivent d'assurer la concorde intérieure et la sécurité extérieure des collectivités en charge, dans un monde où la dialectique du danger et de la vulnérabilité entre les hommes et les sociétés qu'ils forment est une donnée d'expérience. Pour ce faire, il faut **s'inscrire dans les rapports de puissance, discriminer l'ami de l'ennemi** (au sens public de ces termes), recourir à la force et parfois à la violence armée. Le fait qu'un régime politique donné serait bien en mal d'abolir les conditions naturelles du politique (« Polémos est père et roi de toutes choses ») n'implique en rien l'égalitarisme, la confusion des systèmes de valeur et l'illégitimité de toute hiérarchisation (tous les régimes politiques ne se valent pas). En cela, l'« impérialisme » pris dans son acception la plus large et la moins précise, à savoir l'ensemble des phénomènes de force et de puissance, est une dimension irréductible des relations entre les unités politiques ce qui, en dernière instance, nous amène à préférer l'« impérialisme » des bons à celui des mauvais [22].

Dire les choses telles qu'elles sont

Au total, **les développements de l'affaire Khodorkovski ont au moins pour vertu de nous ramener à la nature du « système russe »**, aux corrélations entre pouvoir intérieur et pouvoir extérieur, à leur impact sur les relations avec les puissances occidentales. La relance diplomatique entre la Russie et l'Occident a permis de développer des plages de coopération mais **les attentes doivent être strictement limitées**, du fait même de l'hétérogénéité des acteurs et de leurs représentations géopolitiques, des oppositions entre les systèmes de valeurs qui fondent leurs régimes respectifs et commandent l'identification de leurs intérêts (il n'existe pas d'« intérêts » en soi et pour soi, intelligibles indépendamment du contexte géopolitique et de leur arrière-plan historique). Non seulement l'invocation tous azimuts du « pragmatisme » ne saurait pallier les insuffisances d'une vision fragmentaire des réalités mais de surcroît, un tel discours est l'expression des tendances nihilistes de la science politique moderne, telles qu'elles ont été mises en évidence par Léo Strauss ou encore Eric Voegelin.

Plus largement, les oppositions entre les régimes politiques et les systèmes de valeurs dans ce monde polycentrique et déséquilibré seront l'une des lignes de force de la géopolitique planétaire, en combinaison avec d'autres paramètres comme les rivalités classiques de puissance, les conflits identitaires et territoriaux ou encore la lutte pour l'accès aux ressources raréfiées dans une ambiance malthusienne, ces paramètres déterminant des alignements variables selon les contextes et les périodes (une vision totalisante qui négligerait les différents ordres de grandeur des situations géopolitiques et leurs multiples dimensions serait erronée). Le système international est et demeurera hétérogène, mais le

fait que nombre de réalités géopolitiques ne rentrent pas dans les catégories des « idéologies douces » ne doit pas conduire à leur négation ou à leur édulcoration. Et si l'on va au fond des choses, rien n'oblige à aimer ce qui est inévitable ou du moins semble l'être.

Copyright Janvier 2011-Mongrenier/Diploweb.com

Les destinées de Khodorkovski

Par Jean-Sylvestre Mongrenier

NÉ LE 26 juin 1963, Mikhaïl Khodorkovski est le fils d'un couple d'ingénieurs chimistes résidant à Moscou. Doué pour les disciplines scientifiques, il intègre l'Institut Mendeleïev des technologies chimiques de Moscou et il en sort diplômé à 23 ans. Bien qu'issu d'une famille ne portant guère crédit aux fallacieuses promesses du marxisme-léninisme, il affiche un certain conformisme, et ce d'autant plus que les origines juives de sa famille peuvent jouer contre son désir de réussite sociale et professionnelle. La décomposition de la « Russie-Soviétie » s'accélère mais Khodorkovski n'est pas aux avant-postes de la dissidence ; la chimie ne le porte pas à la philosophie morale et politique. C'est au sein des Jeunesses communistes (les *Konsomols*), sous le regard désapprobateur de ses parents, qu'il entend œuvrer aux « lendemains qui chantent ». De fait, le « *Konsomol business* » lui permet de s'initier aux rudiments du marché, dans l'atmosphère d'ébullition et de déliquescence des années Gorbatchev.

Glasnost et Perestroïka

Parvenu au faite du pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev lance une forme de « nouvelle économie politique », comme Lénine au lendemain de la guerre civile, soit un ensemble confus de réformes (*Glasnost* et *Perestroïka*) plus ou moins inspirées par Iouri Andropov [23], son « parrain » au cœur de l'oligarchie partitotchékiste qui monopolise le pouvoir en « Russie-Soviétie ». En butte aux rigidités du PCUS et à l'hostilité de certains de ses cadres, Gorbatchev s'appuie sur les responsables des *Konsomols* pour mettre en place un réseau de « coopératives », laboratoires de la privatisation économique partielle qu'il planifie pour donner de l'oxygène à un système soviétique épuisé. Le « *Konsomol business* » aurait aussi et surtout servi de levier pour préserver les positions économiques et financières de la *nomenklatura* dans un avenir incertain. C'est dans ce contexte que Khodorkovski entame son ascension socio-économique.

Sa première expérience entrepreneuriale consiste à ouvrir un café étudiant, expérience pour partie décevante en raison du site choisi, en marge des axes de

passage et des lieux de festivités « *underground* ». Toutefois, le commerce de *blue-jeans* et de boissons alcoolisées, plus encore celui d'ordinateurs d'occasion (achetés à bas prix sur les marchés occidentaux), sont sources de profits. **En 1998, Khodorkovski bénéficie de fonds en provenance de ramifications du Parti-Etat pour fonder sa propre banque, la Menatep.** Muni d'une autorisation officielle, il gère des fonds publics et spéculé sur les marchés, une bonne part de son activité consistant, semble-t-il, à transformer les roubles d'entreprises et de personnalités nomenklaturistes en devises étrangères. Selon diverses informations qui restent à corroborer, le personnage aurait même été impliqué dans la disparition du « trésor de guerre » du Parti. Toujours est-il qu'au tout début des années 1990, Khodorkovski est déjà un homme riche.

Une des figures de l'oligarchie

Les années Eltsine sont aussi celles des « **oligarques** », ces personnalités bien souvent issues de la *nomenklatura*, voire des « organes de sécurité » (le KGB), qui mettent à profit leur ingéniosité et leurs réseaux clientélistes pour bâtir des fortunes et prospérer à l'intersection du capital et du politique (les accointances avec la Loubianka, i.e. l'ex-KGB, sont de règle). Moins exposé médiatiquement que Boris Berezovski (l' « âme damnée » de la famille Eltsine), Khodorkovski est l'une des figures de l'oligarchie des plus engagées dans les temps nouveaux. Tout en participant au partage des dépouilles, il entre dans le gouvernement d'Eltsine comme vice-ministre de l'énergie (1993), ce qui lui permet d'observer avec attention le secteur, et sa banque contribue au financement occulte de la première guerre de Tchétchénie (1994-1996). En retour, la Menatep se voit confier l'argent de la reconstruction.

Avec Vladimir Potanine, un « oligarque » de premier plan [24], il propose à Eltsine de financer les déficits étatiques par le truchement de prêts gagés sur les actions des entreprises publiques les plus intéressantes, celles qui sont engagées dans l'exploitation et l'exportation des produits de base. Cette formule, dite « Prêts contre actions », est officialisée par le décret du 31 août 1995. C'est sur cette base juridico-financière et à l'issue d'un schéma frauduleux que Khodorkovski peut, en 1995, prendre possession de **Ioukos**, le second groupe pétrolier russe (après Rosneft, sous contrôle étatique). On retrouve notre homme dans le groupe d' « oligarques » qui finance et organise la victoire électorale d'Eltsine, lors de l'élection présidentielle de 1996, et il est aussi partie prenante de la spéculation sur les bons du Trésor russe (les GKO), jusqu'au krach boursier du 17 août 1998. La Menatep ferme ses portes et des milliers d'épargnants sont ruinés.

Début des années 2000

Au début des années 2000, Khodorkovski est l'homme réputé le plus riche de

Russie (classement *Forbes*, 2001). Certains des observateurs et journalistes étrangers qui l'approchent décrivent une personnalité transformée, apparemment soucieuse de rompre avec les pratiques qui ont permis l'ascension des « oligarques [25] ». Il entend faire du groupe Ioukos (3% du PIB russe) une *major* d'envergure planétaire, gérée selon les règles du « gouvernement d'entreprise ». Aussi recrute-t-il des cadres occidentaux qui viennent s'installer à Moscou même. Il rend publique la structure de l'actionnariat (fait peu fréquent en Russie), verse des dividendes aux actionnaires et investit dans l'extraction de l'or noir [26]. Transparence et bonne gouvernance sont devenues les maîtres mots de Khodorkovski. Une aimable plaisanterie ?

L'action de l'« oligarque » se déploie aussi dans la société civile russe qui, difficilement, émerge des décombres de l'URSS. Alors que l'« *Open Society* » de George Soros, confrontée à l'hostilité de l'appareil d'Etat, se retire de Russie, **Khodorkovski crée sa propre fondation, « Russie nouvelle »**. L'idée est de contribuer à la diffusion, dans les écoles russes, du savoir informatique et de la Net-économie ainsi qu'à l'extension des principes de la démocratie de marché dans les profondeurs du pays. Les ambitions politiques affleurent quand bien même il est difficile d'imaginer Khodorkovski se poser en compétiteur électoral de Poutine pour briguer la présidence. L'« oligarque » se propose de financer l'ensemble des forces politiques qui ne sont pas intégrées au « système Poutine », de l'Union des Forces de Droite aux communistes, en passant par les libéraux de Iabloko. Ce faisant, Khodorkovski incarne peut-être malgré lui une voie occidentale, alternative à la « voie russe » bientôt mise en avant par Poutine (l'heure est encore à un « partenariat » Russie-Occident, cimenté par la guerre contre le terrorisme).

Les observateurs se réfèrent volontiers à cette journée du 17 février 2003 au cours de laquelle le président russe accueille les principaux hommes d'affaires du pays pour traiter de la corruption. Alors que les uns et les autres se limitent à des propos convenus sur ce mal national (tous les protagonistes de cette « table ronde » sont impliqués), Khodorkovski se lance dans un exposé argumenté, chiffres et graphiques à l'appui, pour prôner une action déterminée. A l'évidence, il ne peut ignorer qu'en Russie, le contrôle et l'exercice du pouvoir reposent sur la corruption et le détournement de fonds. En guise de réponse, Poutine fait allusion aux frasques de Ioukos et il l'aurait menacé d'un contrôle fiscal.

Quand on franchit la ligne jaune...

En toile de fond du conflit de pouvoir entre les deux hommes, **trois grandes initiatives prises par Khodorkovski semblent avoir précipité les choses** : le projet de fusion entre Ioukos et Sibneft [27] qui aurait porté son groupe pétrolier

au premier rang en Russie (devant Rosneft, sous contrôle étatique) et au quatrième rang mondial ; l'échange prévu de parts avec le groupe américain Exxon-Mobil, censé mettre Ioukos à l'abri des convoitises du Kremlin ; la construction d'un oléoduc depuis Angarsk (Sibérie orientale) jusque Daqing (Chine populaire), un projet qui aurait battu en brèche le monopole étatique de Transneft sur les tubes russes. D'aucuns n'excluent pas non plus les répercussions du début des années 1990, lorsque la Menatep s'enrichissait avec des fonds financiers occultes (l'argent de noyaux de pouvoir partito-tchékistes ?).

Un groupe de réflexion proche du Kremlin, le Conseil de stratégie nationale, publie un rapport intitulé *La Russie à la veille d'un coup d'Etat oligarchique*, rapport selon lequel un groupe d'hommes d'affaires, emmené par Khodorkovski, s'apprêtait à subvertir les pouvoirs présidentiels pour mettre en place une république parlementaire et oligarchique. Des mesures énergiques et préventives sont recommandées : « Nous avons très peu de temps pour changer la nature de l'évolution du pays. Si nous n'arrêtons pas l'oligarchie maintenant, nous manquerons le rendez-vous de la modernisation efficace du pays (...) [28] ».

Dès le mois de juillet 2003, de très proches collaborateurs de Khodorkovski, Platon Lebedev et Alexeï Pitchouguine, sont arrêtés. Le conflit est ouvert. Le 4 juillet, le patron de Ioukos se rend à l'ambassade des Etats-Unis en Russie, pour l'anniversaire de la déclaration d'indépendance. Le 25 octobre 2003, un commando du FSB procède à l'arrestation de Khodorkovski, en transit sur le tarmac de l'aéroport de Novossibirsk (Sibérie). Inculpé pour fraude fiscale et détournements de fonds, il est condamné à huit ans de réclusion et interné à Tchita (Sibérie), à proximité de la frontière russo-chinoise (14 septembre 2005). Son sort est scellé pour de longues années.

Copyright Janvier 2011-Mongrenier/Diploweb.com

Plus

Yves Lacoste, préface du livre de Jean-Sylvestre Mongrenier, *La Russie menacée l'Occident ?* (Paris, Choiseul, 2009), Prix du Festival de Géopolitique et de Géoéconomie de Grenoble [Voir](#)

Jean-Sylvestre Mongrenier publie régulièrement des analyses sur le site de l'Institut Thomas More [Voir](#)

Notes

[1] Suite aux attentats du 11 septembre 2001 et à leurs effets sur l'étroite relation entre Washington et Riyad, les dirigeants américains et russes

évoquaient alors un possible partenariat énergétique Washington-Moscou. C'est dans ce contexte géopolitique, sur fond de « guerre contre le terrorisme », que Khodorkovski s'efforçait de mener à bien un projet d'échange d'actions entre Ioukos et Exxon-Mobil. Il visait ainsi à mettre Ioukos à l'abri du pouvoir russe et du retour à une « économie de commande ».

[2] A la tête du Comité des relations extérieures de Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine était en charge des échanges extérieurs, des privatisations, de la levée des taxes municipales sur les nouvelles entreprises et du contrôle des casinos. Son nom apparaît dans diverses affaires et enquêtes menées par les douanes et la justice de la République Fédérale d'Allemagne. Sur ces questions, voir Thierry Wolton, *Le KGB au pouvoir. Le système Poutine*, Buchet-Chastel, 2008, pp. 133-137. Sobtchak sera ensuite amené à fuir la justice russe et Poutine entrera dans l'administration présidentielle.

[3] Sur les destins comparés de Khodorkovski et de Poutine ainsi que les circonstances et l'arrière-plan de ce conflit voir J.-S. Mongrenier, *La faillite de la « Russie nouvelle » : l'affaire Khodorkovski comme révélateur*, Institut Thomas More, 10 mars 2009.

[4] Sur les jeux de pouvoir et les réseaux d'oligarques s'organisant autour de Poutine, voir Pierre Avril, « Les nouveaux oligarques russes », *Le Figaro*, 9 novembre 2010.

[5] Cf. Laure Mandeville, *La reconquête russe*, Grasset, 2008, pp. 233-234.

[6] Pitchouguine a été condamné à la prison à vie, le 25 juillet 2007, pour meurtre. Lebedev a connu et subit encore le même sort que Khodorkovski.

[7] La défense de Mikhaïl Khodorkovski a déposé vendredi 31 décembre 2010 un appel préliminaire de sa condamnation à six ans de prison supplémentaires. Sur la lecture politique du verdict, voir Marie Mendras, « Russie. Un président aux ordres », *Le Monde*, 11 janvier 2011.

[8] Collectif composé entre autres d'André Glucksmann, Bernard Kouchner, Noëlle Lenoir, Hervé Mariton, et Hubert Védrine, « La Russie, pays de droit ? Lettre à M. Medvedev », *Le Monde*, 15 décembre 2010.

[9] Poutine s'est ainsi exprimé sur la chaîne *Rossiya 1*, le 16 décembre 2010, dans « Discussion avec Vladimir Poutine », une émission transformée en institution politico-médiatique au fil des années.

[10] La condamnation de Khodorkovski et Lebedev a provoqué des remous diplomatiques en Occident. Angela Merkel s'est dite « déçue par le verdict et par la lourde peine » à l'encontre des dirigeants de Ioukos. « Cela contredit les intentions souvent exprimées par la Russie de progresser vers un Etat de droit », a-t-elle ajouté. Le président du Parlement européen, Jerzy Buzek, s'est dit « très déçu de la façon dont l'Etat de droit et les droits de l'Homme sont

traités en Russie » et évoqué le « très long chemin à parcourir ». Le département d'Etat américain s'est montré inquiet de « ce qui semble être une utilisation abusive du système judiciaire pour servir des fins impropres » et rappelé qu'il n'y aura pas d'économie moderne en Russie sans justice libre ». Plus en retrait, la France a fait part de ses « préoccupations ». Il est vrai que l'information est tombée au moment même où était conclu l'accord portant sur la construction de bâtiments de projection et de commandement français (de type Mistral) pour la marine russe.

[11] Sur le discours positif des diplomaties occidentales engagées dans le « reset », discours relayé par l'un ou l'autre spécialiste, voir Natalie Nougayrède, « La Russie « wikifiée » ou l'envers de la com », *Le Monde*, 31 décembre 2010.

[12] Boris Eltsine exerce le pouvoir alors qu'un système totalitaire en place depuis plus de soixante-dix ans - tout à la fois parti-Etat, trust monopolistique et Eglise inversée - finit de s'effondrer. N'en déplaise à ceux qui pensent que le modèle français d'économie mixte et administrée développé dans l'après-guerre constituait une solution de rechange, on ne voit guère comment ce processus d'effondrement et de mutation aurait pu être indolore. Le gorbatchévisme et la « thérapie de choc » d'Egor Gaïdar ne sont pas les causes mais des effets et réponses à l'épuisement puis à l'effondrement du système soviétique. Par ailleurs, la « thérapie de choc » mise en œuvre au sommet début 1992 ne doit pas occulter le maintien du soviétisme et du dirigisme économique dans la plupart des 89 « sujets » de la Russie, chacun constituant à son échelle une « mini-URSS ».

[13] Le « néo-patrimonialisme » tel qu'il est défini dans l'analyse comparative des systèmes politiques est considéré comme caractéristique des pays en développement.

[14] La référence à la « démocratie » ne suffit pas à caractériser et qualifier les régimes politiques occidentaux. Ces régimes sont fondés sur une combinaison d'Etat de droit, de respect des libertés fondamentales et de volonté populaire. Aussi recourons-ici au concept aronien de « régime constitutionnel-pluraliste ».

[15] Signé à Prague le 8 avril 2010, le traité START-3 prévoit la réduction de chacun des arsenaux nucléaires stratégiques russes et américains à 1 550 ogives (une réduction de 30%) et 800 vecteurs. Le Sénat américain a ratifié ce traité le 23 décembre 2010 (71 voix contre 26) et la Douma russe a amorcé le processus de ratification. Toutefois, les parties diffèrent sur le lien établi ou non entre les arsenaux offensifs et les antimissiles (absence de contrainte pour les Etats-Unis, lien contraignant pour la Russie).

[16] Lors du COR (Conseil OTAN-Russie) organisé à Lisbonne en novembre 2010 dans le prolongement du sommet atlantique, Medvedev n'a jamais accepté que le lancement d'une « analyse commune » qui « permettra de

prendre des décisions ». Moscou revendique une « part égale » dans le projet et aurait proposé un découpage de l'aire Vancouver Vladivostok en zones de responsabilité pour l'interception de missiles balistiques ennemis, ce qui reviendrait à entériner la volonté russe de faire reconnaître une sphère exclusive d'intérêts en Europe centrale et orientale. De retour à Moscou, Medvedev n'a pas tardé à adresser une mise en garde aux Alliés (cf. Pierre Avril, « Moscou menace d'un retour à la guerre froide », *Le Figaro*, 1er décembre 2010). Si une coopération entre l'OTAN et la Russie dans le domaine des antimissiles devait voir le jour, elle serait probablement limitée à l'alerte avancée, au partage de l'information et à un ensemble de mesures de sécurité et de confiance.

[17] Alors que les pays occidentaux membres de l'OSCE (Europe et Amérique du Nord) entendent que cette instance soit le cadre de promotion des valeurs et pratiques libérales (démocratie et liberté électorales, droits de l'Homme et libertés fondamentales) dans l'espace Vancouver-Vladivostok, conformément à la charte de Paris (1990), la Russie et ses alliés de l'OTSC sont soucieux de garantir le statu quo politique, d'éviter de nouvelles « révolutions de couleur » et d'instrumentaliser l'OSCE comme alternative à l'OTAN dans le domaine de la sécurité. Cf. Régis Genté, « Le sommet de l'OSCE tourne au dialogue de sourds entre Russes et occidentaux », *Le Figaro*, 2 décembre 2010.

[18] Comment expliquer aux opinions publiques que l'on pourrait simultanément contribuer au réarmement de la Russie, déployer des hommes sous drapeau de l'UE sur les lignes de front russo-géorgiennes afin de garantir la souveraineté de Tbilissi menacée par l'invasion russe d'août 2008 et, à l'autre extrémité de l'isthme Baltique-mer Noire, travailler dans le cadre de l'OTAN à des plans de défense des pays baltes ? Sur ce dernier point, voir Natalie Nougayrède « Aigle gardien : les plans secrets de l'OTAN pour défendre les pays baltes », *Le Monde*, 8 décembre 2010.

[19] Viktor Ianoukovitch a été élu à la présidence ukrainienne le 7 février 2010, avec en toile de fond une déception de beaucoup d'Ukrainiens suite aux déchirements des leaders de la « révolution orange », ainsi qu'aux atermoiements des Européens quant à l'entrée de l'Ukraine dans l'UE et, dans une moindre mesure, à l'obtention du statut de candidat à l'OTAN. En France, dans les milieux autorisés, cette élection a parfois été accueillie comme une « divine surprise ». Depuis l'élection de Ianoukovitch, la Russie et l'Ukraine ont signé un accord militaro-gazier (adopté par la Rada le 27 avril 2010), des chaînes privées se sont vues retirer leurs canaux de diffusion au bénéfice de proches du pouvoir (les journalistes ukrainiens ont reçu le soutien de Lech Walesa, de l'Institut international de la presse, basé à Vienne, et de l'association française Reporters sans frontières) et la rivale politique de Ianoukovitch, Ioulia Timochenko, est assignée à résidence (décembre 2010). Les obstacles qui demeurent sur le plan gazier entre Russes et Ukrainiens

(projet non-abouti de fusion entre le russe Gazprom et l'ukrainien Naftogaz) s'expliquent plus par la défense des intérêts économiques des « oligarques » ukrainiens que par la volonté de promouvoir l'indépendance de l'Ukraine face aux appétits de Moscou. Sur ce plan, la convergence d'intérêts avec l'UE n'en est pas moins réelle ; l'hostilité du pouvoir ukrainien au projet de gazoduc South Stream, qui permettrait de contourner son territoire, va dans le sens du projet UE de gazoduc Nabucco (accès direct au gaz de la Caspienne par l'axe Bakou-Tbilissi-Ceyhan).

[20] Le 19 décembre 2010, Loukachenko a été élu pour la quatrième fois à la présidence de la Biélorussie avec un score à la soviétique dénoncé par les instances adéquates de l'OSCE ; cinq de ses compétiteurs ont été emprisonnés. Malgré des conflits récurrents avec les dirigeants russes, il avait au préalable signé un accord portant sur la création d'un espace économique commun avec Moscou et Astana (9 décembre 2010), la Russie renonçant à lui imposer des droits pétroliers à l'exportation (la Biélorussie importe du pétrole russe à un prix préférentiel et le réexporte au prix du marché). Rappelons que Minsk participe aussi à l'OTSC. En dépit des oppositions personnelles, la nature du régime et les logiques de situation vont dans le sens de liens préférentiels entre la Biélorussie et la Russie. Cf. Pierre Avril, « Les retrouvailles de Minsk et de Moscou », *Le Figaro*, 22 décembre 2010.

[21] C'est à la mesure des involutions politiques et économiques de nombreux pays de l'aire post-soviétique qu'il faut juger les leçons de libéralisation politique et économique prodiguées à la Géorgie, parfois par ceux-là mêmes qui se montrent beaucoup moins loquaces dans d'autres cas de figure. La Géorgie est l'une des républiques post-soviétiques qui a procédé au plus grand nombre de réformes et le maintien de cette orientation, dans des conditions géopolitiques éprouvantes (guerre et amputation du territoire national, occupation russe, épuration ethnique et flux de réfugiés). Ses dirigeants démontrent ainsi que d'autres futurs sont possibles dans l'aire post-soviétique. C'est là une des dimensions du conflit russo-géorgien, irréductible aux différends territoriaux et à la question des alliances.

[22] Ainsi défini, l'« impérialisme » lato sensu n'est en rien une spécificité de l'histoire européenne et occidentale. Depuis Sumer et Akkad, chroniqueurs et historiens relatent l'ascension et la chute de différentes formations politiques (cités-Etats, empires et Etats territoriaux) du fait de dénivellations énergétiques et des tentations induites. Il est probable que les formations des temps premiers (bandes, chefferies et tribus d'avant l'Histoire) étaient elles-mêmes engagées dans divers conflits, partiellement contenus dans leur extension et leur ascension par la faiblesse des densités humaines et le moindre niveau d'organisation des groupes humains. Certains archéologues et paléo-anthropologues évoquent cependant le déroulement de « guerres préhistoriques ». Cf. Lawrence H. Keeley, *Les guerres préhistoriques*, Editions

du rocher, 2002.

[23] Le « bon » Andropov - réputé ouvert, amateur de jazz et de whisky, si l'on en croit les éléments biographiques insidieusement distillés par la propagande -, était ambassadeur en Hongrie en 1956, lors de l'insurrection de Budapest. Après avoir couvert nombre de pays de l'Est, il est porté à la tête du KGB (1967) puis il succède à Brejnev (1982) et meurt six mois plus tard. Andropov prônait le retour au caporalisme de Lénine afin de surmonter les contradictions du soviétisme. Mikhaïl Gorbatchev se présentait comme son disciple.

[24] Membre des Konsomols et du Parti (il prend sa carte en 1987), Vladimir Potanine entame une carrière au ministère du Commerce extérieur (très lié à la Loubianka), sur les pas de son père, lorsque s'effondre l'URSS. Il se lance ensuite dans le négoce de matières premières puis crée sa propre banque, Oneximbank, et gère des fonds publics. Il fait partie des personnalités ralliées à Vladimir Poutine et n'a donc pas été inquiété.

[25] C'est, entre autres exemples, le cas de Laure Mandeville, grand reporter au Figaro et auteur de *La reconquête russe* (Grasset, 2008).

[26] Les grandes compagnies russes du secteur des hydrocarbures n'ayant guère investi dans la production (le contrôle des hydrocarbures de la Caspienne conditionne le respect des engagements contractés), ce fait mérite d'être souligné.

[27] Sibneft est dirigée par Roman Abramovitch, proche de la « Famille » dans les années 1990. Après le démantèlement de Ioukos, principalement au bénéfice de Rosneft, il revend Sibneft à Gazprom.

[28] Cf. Laure Mandeville, *op. cit.*, pp. 233-234.

[Retour au Sommaire](#)

Belarus : une main de fer

dimanche 13 février 2011, par *Philippe CONDE*

L'auteur :

Docteur en Economie internationale, chercheur associé à l'IPRIS (Lisbonne)

L'élection du 19 décembre 2010 a montré que même si les résultats ont été faussés, le président bélarusse Alexandre Loukachenko bénéficie encore du soutien de la majorité du peuple. Les ménages craignent de perdre leurs avantages sociaux, principalement les agriculteurs et les retraités tandis que les entreprises souhaitent conserver leurs subventions.

Ce qui prend à contrepied les calculs d'une poignée de pays membres de l'UE et de la Géorgie. Combien de temps le Belarus peut-il encore rester un "conservatoire du soviétisme" ?

LE 19 décembre 2010, le président Alexandre Loukachenko a été réélu pour un quatrième mandat présidentiel consécutif en Belarus. La communauté internationale devra traiter pendant encore cinq ans avec le dernier « dictateur » d'Europe, qualifié ainsi par les Etats-Unis pour son régime liberticide.

Le président sortant, à la tête de son pays depuis 1994, a remporté une victoire écrasante avec 79,7 % des votes laissant loin derrière son principal « adversaire », l'opposant Andreï Sannikov avec seulement 2,56 %. Aucun des huit autres candidats n'a atteint 2%.

Répression de l'opposition

Ce résultat, largement anticipé par les analystes politiques, a provoqué le rassemblement d'au moins 10 000 manifestants sur la place de l'Indépendance et la dénonciation des fraudes alors que certains tentaient de donner l'assaut au Parlement.

Ils ont immédiatement dû faire face à une dure riposte des troupes du Ministère de l'intérieur : 639 manifestants, dont les 7 candidats de l'opposition ont été brutalement interpellés.

Loukachenko a personnellement ordonné à la police de réprimer les émeutes qui

ont suivi les élections [1].

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont critiqué les manquements démocratiques du processus électoral et ont vigoureusement condamné les violences de l'après-scrutin. En conséquence, ils ont demandé la libération immédiate des personnes emprisonnées. De son côté, la Russie a conservé un silence embarrassant durant toute une journée.

Au lendemain du scrutin, le président russe Dmitri Medvedev a considéré le vote et la répression des opposants comme une affaire intérieure de son voisin.

En dépit des critiques occidentales, trois candidats de l'opposition et vingt-cinq manifestants sont toujours privés de liberté et risquent jusqu'à quinze ans de prison ferme.

La timide réaction russe face aux événements et les félicitations tardives du Kremlin pour la réélection de Loukachenko n'ont pas empêché Minsk de condamner 11 citoyens russes à des peines de prison de 10 à 15 jours [2], ce qui à son tour a provoqué la colère de Moscou.

Loukachenko entend assurément maintenir une poigne de fer sur son pays durant les cinq prochaines années d'exercice de son pouvoir. Cependant, s'il veut survivre politiquement et éviter un total isolement, nous considérons qu'il ne dispose que de deux options réalistes : la coopération avec l'Union européenne ou l'intégration avec la Russie et le Kazakhstan dans l'espace économique commun (EEC).

Belarus-UE : la coopération est-elle encore possible ?

Avant les élections, Bruxelles restait optimiste quant à la possibilité d'éloigner Minsk de Moscou. L'UE avait mis sur la table une offre d'aide économique de 3 milliards d'euros à répartir sur les trois prochaines années, à la condition que le scrutin présidentiel respecte les normes démocratiques de l'OSCE.

Cette proposition s'est inscrite dans la continuité du fragile rapprochement opéré depuis 2008 lorsque Bruxelles a suspendu l'interdiction de séjour dans l'Union européenne pour les officiels bélarusses, Loukachenko compris, et a invité Minsk à rejoindre le partenariat oriental, un nouveau programme européen pour développer les relations avec les voisins d'Europe de l'Est. C'était l'époque où le président Bélarusse jouait la carte de l'Europe contre la Russie et promettait une certaine libéralisation, ce qui avait irrité Moscou. Après la suspension de l'interdiction de séjour, l'Union européenne (UE) a rédigé une liste de cinq critères constituant une base de travail pour décider de l'abandon ou de la poursuite des sanctions contre le régime de Loukachenko [3]. En octobre 2010,

Bruxelles a réintroduit une interdiction de séjour de 12 mois, les autorités biélorusses n'ayant pas satisfait à ces critères, comme cela devait être encore le cas lors de l'élection du 19 décembre 2010. La promesse d'une aide de 3 milliards d'euros n'a, semble-t-il pas, impressionné Loukachenko.

Ainsi, pour les cinq ans à venir, l'UE n'a d'autres choix que de renforcer les sanctions prises à l'encontre du Belarus.

Le 31 janvier 2011, les ministres des Affaires étrangères réunis à Bruxelles ont décidé de l'interdiction de séjour sur le territoire de l'Union et du gel des avoirs de 158 officiels biélorusses (dont Loukachenko) impliqués dans la violente répression post-électorale. Il n'a pas été question de suspendre le partenariat oriental avec le Belarus, comme l'avaient demandé au lendemain du scrutin la chancelière allemande Angela Merkel et des membres du Parlement européen.

La présente interdiction rappelle celle déjà instituée après l'élection de 2006 lorsque Loukachenko et quarante autres officiels avaient été interdits de séjour sur le territoire de l'Union européenne.

Les relations entre Minsk et Bruxelles devraient atteindre leur plus bas niveau si l'UE reste ferme sur l'observation de ses principes démocratiques. Loukachenko pourra cependant continuer de rêver au besoin de coopération dans les domaines de la sécurité frontalière, du crime organisé international ou de l'immigration illégale, lesquels pourraient lui donner une certaine marge de manœuvre, bien que très limitée, vis-à-vis de Bruxelles. Dans la mesure où les relations entre le Belarus et l'Union européenne vont inévitablement se détériorer et qu'il n'y a pas de révolution en vue à Minsk dans un futur proche, Loukachenko pourrait se trouver le dos au mur ...du Kremlin.

L'intégration dans le EEC

Au lendemain de l'élection, Loukachenko a déclaré : *« j'aurai de la patience et je supporterai toutes les souffrances pour m'assurer que nous ne nous éloignerons pas de la Russie. »* Par ailleurs, il a promis à Moscou que son pays serait le premier à ratifier tous les accords nécessaires à la création d'un espace économique unifié (EEC) entre son pays, la Russie et le Kazakhstan. Dans les faits, le 21 décembre 2010, les dix-huit accords signés entre Moscou et Astana au début du mois ont été votés par la chambre basse du Parlement. En agissant aussi rapidement, Minsk s'attendait à ce que Moscou, comme promis dix jours avant le scrutin par la Ministre du Développement économique russe, Elvira Nabiullina, supprime les taxes sur le pétrole, ce qui aurait fait économiser au Belarus environ 4 milliards de dollars. Depuis lors, le Belarus s'est engagé à rétrocéder à la Russie toutes les taxes collectées sur la réexportation des produits raffinés vers

l'Europe [4].

La création d'un espace économique commun permettra la libre circulation des biens, des services, des capitaux et du travail entre le Belarus, la Russie et le Kazakhstan. Une politique macroéconomique commune sera mise en place pour réguler la nouvelle union. L'ultime étape d'intégration de l'espace économique commun consistera, comme cela a été fait au sein de l'Union européenne au 1er janvier 1999, à mettre en place une monnaie unique.

Malgré des échanges rhétoriques durs, des disputes autour des prix du gaz ou le refus de Minsk d'honorer la promesse de reconnaître les anciennes républiques autonomes de Géorgie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, il semblerait que le Belarus n'ait d'autre choix que d'intensifier l'intégration avec la Russie dans l'espace économique commun. En novembre 2010, le Fonds monétaire international (FMI) a souligné : « *Le Belarus récupère de la crise économique globale mais il y existe encore de sérieuses vulnérabilités.* »

Nous devons nous rappeler que l'économie bélarusse demeure non réformée depuis l'époque soviétique. Si une timide libéralisation a bien eu lieu au début des années 1990, la situation s'est inversée à partir de 1996 et l'arrivée au pouvoir de Loukachenko. Depuis le milieu des années 1990, le Belarus continue de vivre grâce à des subventions massives accordées par la Russie en échange d'une fraternité éternelle et d'une vague intégration économique et politique avec Moscou.

La majeure partie de cette aide financière consiste en des importations énergétiques bon marché et en l'exportation de biens bélarusses à prix surévalués vers son voisin oriental. En 2007, les subventions énergétiques ont atteint 5,8 milliards de dollars, soit 41 % du budget bélarusse. C'est pourquoi l'économie bélarusse de type soviétique (le secteur public couvre 70% du PIB, l'écrasante majorité des entreprises est non rentable et les ménages reçoivent des avantages de l'Etat) est profondément dépendante de la bonne volonté russe. Ces subventions expliquent plutôt bien les raisons pour lesquelles Loukachenko jouit encore d'un soutien important parmi les bélarusses.

Le Kremlin perd patience

Cependant, depuis le début de 2010, le Kremlin a très clairement perdu patience face aux excentricités et aux volte-face de Loukachenko. La Russie cherche à acquérir les trois plus grandes raffineries, qui sont utilisées depuis plusieurs années pour réaliser des profits importants en réexportant le pétrole brut russe subventionné sur le marché européen. Dans le même temps, Moscou exerce une énorme pression sur Loukachenko pour le contraindre à ouvrir le marché

bélarusse aux entreprises russes, étape obligatoire du processus d'intégration. Dans l'éventualité où le président bélarusse continuerait d'user de ses vieilles méthodes, son pays pourrait se trouver isolé d'autant que le kremlin a une autre carte en main : l'oléoduc *Droujba* (amitié).

En 2014-2015 quand le gazoduc *Nord Stream* qui relie la Russie à l'Allemagne via la mer baltique sera pleinement opérationnel, Moscou pourra fermer l'oléoduc *Droujba* qui alimente le Belarus (et l'Europe) en pétrole et en droits de passage. Ceci pourrait certainement donner le coup de grâce à l'économie non réformée de Minsk, à moins que Loukachenko ne s'enferme dans son pays au dépend du bien-être de son peuple et ne parte mendier énergie et assistance auprès de pays tels que l'Iran et le Venezuela [5].

Conclusion

L'élection du 19 décembre 2010 a finalement montré que même si les résultats ont été faussés, le président bélarusse bénéficie encore du soutien de la majorité du peuple. Les ménages craignent de perdre leurs avantages sociaux, principalement les agriculteurs et les retraités tandis que les entreprises souhaitent conserver leurs subventions, ce qui constitue une réaction normale.

Il est grand temps pour les politiciens de Minsk d'opérer des choix cruciaux et difficiles, s'ils veulent réellement voir leur pays se développer et s'intégrer dans l'économie mondiale.

Ainsi, durant les cinq prochaines années, le dernier « dictateur » d'Europe devra faire face à un agenda serré pour survivre politiquement comme ses ruses, mondialement connues, ne fonctionneront plus.

Il devrait alors expliquer à ses citoyens que l'inefficacité du système actuel conduira le pays à moyen terme au bord de l'effondrement. Il devrait aussi leur exposer les avantages, en terme de bien-être, d'une intégration avec la Russie (et le EEC) et les raisons pour lesquelles elle serait supérieure à une intégration avec l'Union européenne.

Copyright pour la version française Février 2011-Condé/Diploweb.com

Cet article a été initialement publié en anglais par Philippe Condé, sous le titre "Lukashenko's iron fist on Belarus", in IPRIS Viewpoints 37, February 2011.

En anglais sur le site du Portuguese Institute of International Relations and Security (IPRIS) [Voir](#)

Notes

[1] « *Je leur ai demandé [i.e. à la police] de ne pas provoquer ou de ne pas être à l'initiative de troubles, mais j'ai dit que si quelqu'un leur crachait à la figure, alors il faudrait lui répondre avec force.* » « Lukashenko says ordered heavy-handed reaction to protesters », *RIA Novosti*, 20 December 2010.

[2] Les onze détenus russes ont été libérés le 28 décembre 2010 mais deux jours plus tard, deux d'entre eux ont été de nouveau arrêtés. En cas d'inculpation, ils risquent jusqu'à 15 ans de prison.

[3] Les cinq critères concernent le progrès dans les réformes du code électoral afin de le mettre en conformité avec les engagements de l'OSCE et les normes internationales pour des élections démocratiques, des actions concrètes pour respecter les valeurs démocratiques, le règne de la loi, le respect des droits de l'Homme et des libertés élémentaires (liberté d'expression, de la presse, de réunion et d'association politique).

[4] Dans une certaine mesure, cette décision a pu expliquer le comportement de défi du président Loukachenko vis-à-vis de l'Ouest et en particulier la raison du refus de l'aide européenne de 3 milliards d'euros. Le 20 janvier 2011, lors de la rencontre entre le premier ministre bélarusse Mikhaïl Myasnikovich et son homologue russe Vladimir Poutine à Moscou, ce dernier a confirmé son engagement. Les deux premiers ministres ont aussi abordé la libération des deux citoyens russes toujours détenus à Minsk.

[5] « Chavez offers Minsk 200 years of oil », *The Moscow times*, Monday 18 October 2010.

[Retour au Sommaire](#)

URSS-Russie, 1991-2011 : quels héritages stratégiques à l'égard de l'Union européenne ?

mardi 1er février 2011, par *Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Directeur du site géopolitique *Diploweb.com*. *Distinguished Professor* de Géopolitique à l'ESC Grenoble. Auteur de nombreux ouvrages dont *Géopolitique des frontières européennes*, Argos 2013, à paraître en anglais en avril 2014 chez Eska.

A l'occasion du 6e Festival de géopolitique, consacré à l'Eurasie, le Diploweb.com remet à la Une cet article qui aborde une question clé : existe-t-il des héritages stratégiques de l'URSS dans les calculs de la Russie post-soviétique à l'égard de l'Union européenne ? Cet article a été initialement mis en ligne en 2011.

English

AVEC des modalités différentes, les années Gorbatchev (1985-1991) comme les années Poutine (2000 -) ont le même objectif majeur : l'ancrage à la sphère occidentale et plus particulièrement ouest-européenne. À l'époque soviétique la manœuvre passe par le développement d'un rideau de fumée via la *glasnost* pour multiplier l'endettement extérieur tout en organisant la fuite des capitaux. Depuis le début du XXIe siècle, la Russie poutinienne utilise les hydrocarbures et ses investissements pour se remettre en position de force à l'égard des pays membres de l'Union européenne. Dans les deux cas, il s'agit bien d'ancrer la zone russe à la sphère de modernité et de prospérité de l'Europe de l'Ouest.

I. La stratégie soviétique

Au milieu des années 1980, le Secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev (1985-1991), doit faire face à une crise systémique à laquelle il tente d'apporter une réponse stratégique. Alexandre Zinoviev en explique ainsi le ressort : « Avec la venue de Gorbatchev, les dirigeants soviétiques proposent à l'Occident la forme de mensonge qui convient à ce dernier. Ils se sont mis à jouer la volonté de mener des réformes qui supprimeraient tous les griefs nourris par les Occidentaux envers l'Union

soviétique. Nous assistons à une campagne grandiose visant l'opinion internationale, telle que l'histoire n'en a jamais vue ». [1] M. Gorbatchev remporte ce succès médiatique, explique Michel Heller, parce qu'il sait « se conformer à l'image que l'on attend de lui. C'est exactement le leader communiste que le monde occidental espère depuis la Révolution d'Octobre 1917 : pacifique, libéral et démocrate, tout en restant fidèle socialiste ». [2]

Réputée communiste, l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev affiche bientôt des centaines de mini-partis d'innombrables tendances. Étiquetée totalitaire, l'URSS se déclare subitement attachée à l'idéal démocratique et à l'État de droit. Classée économie planifiée, l'URSS produit alors par la bouche de Mikhaïl Gorbatchev un discours de « réforme » en faveur de l'économie de marché. Crainte comme une menace militaire, Moscou sature maintenant les Occidentaux de propositions de désarmement... et obtient le retrait des Pershing américains déployés en Europe de l'Ouest. Mikhaïl Gorbatchev impose ainsi une nouvelle grille de lecture de l'Union soviétique.

Pour révolutionner l'image de l'URSS, la direction soviétique se donne une allure occidentale, en avouant dans la presse des secrets précédemment bien gardés : la prostitution, la toxicomanie, les accidents ferroviaires ou aériens. En présentant de façon très maîtrisée des réalités finalement très banales, il s'agit de redonner de la valeur aux informations de source soviétique ... pour assurer une meilleure diffusion de la parole du Kremlin.

Aussi bien en Union soviétique qu'à l'étranger, « il s'agit de maîtriser le Verbe afin de le transformer en une arme puissante entre les mains du Secrétaire général » [3], écrit M. Heller. Il précise : « Tout est fait pour endiguer le flot d'informations vraies pour le mêler au mensonge, l'adapter aux besoins du moment. [...] L'une des réussites les plus magnifiques de la *glasnost* est d'avoir libéré les correspondants étrangers en poste en URSS de la nécessité de trouver des nouvelles. Toutes les « nouveautés », toutes les « nouvelles à sensation » leur tombent, préfabriquées, de sources soviétiques : par le biais des agences de presse *TASS* et *Novosti*, aux « briefings » dans les ministères, lors de conversations de confiance avec les leaders soviétiques. Plus n'est besoin, à présent, d'autres sources qu'officielles. [...] Jamais, auparavant, même dans les conditions de la censure la plus stricte, on était parvenu à contrôler aussi formidablement la presse étrangère. » [4]

Un diplomate français confie lors d'un entretien au Quai d'Orsay : « Après avoir parasité les peuples d'Union soviétique, puis des pays d'Europe de l'Est, la direction soviétique fait tout pour parasiter le troisième cercle : l'Europe de l'Ouest. À cet égard, l'endettement délibéré est un processus d'ancrage

magistral. » [5] Les Soviétiques ont effectivement compris qu'à partir d'un niveau de crédit conséquent, le débiteur tient son créancier. Parce que le débiteur peut facilement le mettre en danger, en suspendant ses remboursements. Le rapport de force est donc, paradoxalement, en faveur du débiteur.

Or, l'endettement extérieur soviétique fait plus que tripler de 1985 à 1991 [6]. Au mois de décembre 1991, la dette extérieure soviétique atteint 70 milliards de dollars. Elle se répartit alors de manière presque égale entre les banques et les créanciers publics étrangers. Tous font grise mine lorsque l'URSS suspend le remboursement de sa dette, le 4 décembre 1991.

Les pays ouest-européens viennent largement en tête des pays créanciers, avec plus de 75% des créances soviétiques. À elles seules, l'Allemagne et la France supportent 46 % de la dette extérieure soviétique. L'Allemagne en détient 36% et la France 10%. La France se trouve donc au deuxième rang mondial des créanciers. Ce qui ne manque pas d'ambition, voire de prétention. L'Italie occupe le troisième rang avec 7%, et le Royaume-Uni le quatrième avec 5%. Ainsi, ces quatre piliers de la Communauté économique européenne supportent à eux seuls près de 60% de la dette soviétique. Il est à noter que l'engagement des États-Unis et du Japon reste pour chacun inférieur à 2,5% du total. Il paraît donc possible d'évoquer une surexposition des Européens en matière de risques sur la Russie.

Parallèlement, la fuite des capitaux soviétiques a sans cesse pris de l'ampleur depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. Au 1er décembre 1991, soit quelques jours avant la suspension de paiement d'une dette extérieure de 70 milliards de dollars, les spécialistes évaluent entre 25 et 100 milliards de dollars les capitaux soviétiques déposés à l'étranger, à l'abri des créanciers. Ces capitaux en fuite représentent une menace potentielle pour la stabilité des marchés financiers. Des mouvements coordonnés pourraient avoir des incidences majeures. Quoi qu'il en soit, le 4 décembre 1991, Moscou annonce la suspension du paiement de sa dette extérieure. Les caisses sont vides... et pour cause.

L'endettement délibéré et la fuite des capitaux mis en œuvre durant les années Gorbatchev pourraient être deux moyens utilisés de manière simultanée au service d'une même stratégie : l'ancrage de la zone soviétique à la sphère de prospérité occidentale. Ce ne serait, dès lors, pas un hasard, si l'Europe de l'Ouest, espace stratégique prioritaire pour les Soviétiques, se trouve dans la situation la plus difficile. Les États-Unis, eux, attendent la chute du mur de Berlin pour promettre leur premier milliard.

Cette stratégie soviétique, si brillante soit-elle, n'a effectivement pas empêché la chute du rideau de fer, l'éclatement du bloc de l'Est en 1989... et l'implosion de l'URSS le 8 décembre 1991.

II. La stratégie poutinienne

La Russie connaît de 1999 à l'été 2008 une croissance économique ininterrompue. Le taux de croissance du PIB atteint 6,4% en 2005, 7,4% en 2006 et 8,1% en 2007. Sous l'influence de clans issus du FSB - héritier du KGB - les années Poutine (2000 -) voient l'émergence d'un modèle productif russe spécifique, caractérisé par la mise au pas des oligarques des années Eltsine (1990-1999), la réappropriation de la rente par l'État et la mise en place d'institutions de développement dirigées par la puissance publique, au service d'un projet politique... et géopolitique. Au-delà des ruptures, on peut y lire une certaine continuité avec un modèle historique « russo-soviétique », notamment parce que le FSB est associé à cette stratégie.

Depuis 2004, en coupant à plusieurs reprises les flux de gaz et de pétrole pour dicter ses conditions à ses voisins - notamment l'Ukraine et la Biélorussie - la Russie s'affirme comme « une superpuissance énergétique prête à se servir de l'arme énergétique à des fins tant économiques que politiques. Dans le même temps, ces [...] crises ont révélé aux yeux des Européens la forte dépendance énergétique de l'Union européenne vis-à-vis de la Russie », constate un rapport de la délégation pour l'Union européenne du Sénat. [7] La reprise en main du secteur énergétique par l'État russe a été un préalable, et la société *Gazprom* [8] en devient le symbole.

La nouvelle diplomatie énergétique russe s'articule autour de trois objectifs : sécuriser les voies d'exportation, acquérir des actifs à l'étranger - notamment par des Fonds souverains - et faire monter les enchères en annonçant son intention de diversifier les débouchés en direction de l'Asie ou des États-Unis, tout en nouant des alliances de revers avec d'autres pays producteurs.

Depuis le début des années 2000, au nom de la défense des intérêts russes, le Kremlin s'est progressivement (re)mis en position d'imposer son contrôle sur l'exploitation des matières premières et des ressources naturelles de son territoire et son monopole sur le transit, tout en profitant de l'ouverture des marchés européens pour s'y implanter. [9] Ce qui lui permet de s'aménager des positions de force pour l'avenir, afin d'atteindre le vieil objectif d'un ancrage européen.

Dans un mémoire de géopolitique réalisé à l'École de guerre sous ma direction, l'Ingénieur Principal de l'Armement Laurence Gabouleaud a mis à jour la stratégie du Kremlin visant à ancrer la Russie non seulement par les oléoducs et gazoducs mais encore par les investissements [10]. Elle écrit : « Consciente de l'avantage acquis avec ses richesses en hydrocarbures, la Russie investit au sein de l'Union européenne de façon méthodique et organisée pour maîtriser

l'ensemble de la chaîne énergétique.

Dans le transit des hydrocarbures, la Russie cherche à prendre le contrôle des infrastructures de transport, stratégie qui vise à sécuriser son exportation. L'effondrement de l'URSS a fait perdre à la Russie la maîtrise de certaines voies de transit. La construction de pipelines est une alternative à l'éventuel blocage du transit des hydrocarbures vers l'Europe occidentale, son principal client. Ainsi, le projet de gazoduc nord-européen avec l'Allemagne, ou bien celui plus au Sud avec l'Italie, participent de cette stratégie. De même un accord russo-autrichien autorise à Gazprom à assurer directement le transit de son gaz via le territoire autrichien, sachant que le volume de gaz russe transitant annuellement via l'Autriche dépasse les 30 milliards de m³. Le contrôle de voies de transit doit permettre à la Russie d'être un acteur incontournable, à la fois dans le développement de nouvelles infrastructures et dans les tarifs du transit qui constituent un poids important du coût d'exportation de la société gazière. L'idée de Moscou est bien de sécuriser les voies d'exportation et de trouver de nouveaux débouchés.

Au niveau du stockage, Gazprom et la firme autrichienne OMV ont signé un accord qui porte sur la coopération pour le développement d'un pôle gazier en Europe centrale, à Baumgarten, près de la frontière slovaque. Ce pôle gazier aura une capacité de stockage de quelque 2,5 milliards de m³ ce qui devrait faire de lui, dès 2011, le deuxième plus grand centre de stockage de gaz en Europe centrale. Sa construction sera assurée par Gazprom pour un coût estimé à 260 millions d'euros. Plus au nord, Gazprom Germania prévoit d'aménager le plus grand site de stockage souterrain de gaz naturel en Europe au nord de Berlin, site qui serait alimenté par le gazoduc North Stream. En Belgique, un *Memorandum Of Understanding* (MOU) a été signé en 2006 entre les opérateurs gaziers Fluxys (filiale de Suez-Tractebel) et Gazexport (filiale à 100% du russe Gazprom) prévoyant la création d'une co-entreprise qui étudierait le développement d'un stockage souterrain de gaz naturel dans la partie nord du pays.

Dans le domaine du raffinage, la Russie négocie en 2009 avec la Serbie pour le rachat de la raffinerie NIS. Avec l'Allemagne, Gazprom - via sa filiale Gazprom Germania dont le siège est à Berlin - a conclu, en novembre 2007, un accord avec Dow Chemical dans le domaine du traitement du gaz naturel. Au niveau pétrolier, Lukoil - second groupe pétrolier pour son activité en Russie - étudie en 2009 le rachat d'une raffinerie en Italie.

En ce qui concerne la distribution, Gazprom a été autorisé à prendre une participation importante dans les activités de distribution de gaz domestique en Autriche et plus précisément à Salzburg et dans les provinces de Carinthie et de

Styrie, ce qui représente, en termes de population, la moitié des neuf provinces autrichiennes. Gazprom vend son gaz au prix de 240 dollars les 1 000 m³ alors qu'en 2009 le consommateur autrichien se voit facturer près de 1 000 dollars pour la même quantité. C'est le premier accord de ce type pour la Russie sur le marché européen. En France, Gazprom et Gaz de France ont prolongé jusqu'en 2030 leurs contrats existants de fourniture de gaz naturel, avec une augmentation du volume approvisionné à compter de la mise en service de North Stream.

Enfin, Soteg - fournisseur de gaz naturel et d'électricité du Grand Duché de Luxembourg - a annoncé en avril 2007 la signature d'un MOU avec Gazprom Marketing&Trading visant à construire une centrale TGV (turbine-gaz-vapeur) à Eisenhüttenstadt (Allemagne). L'investissement global est évalué à 400 millions d'euros pour cette co-entreprise qui sera détenue à parts égales par les deux opérateurs.

La Russie cherche également à se diversifier en niveau des ressources et des technologies. Déficient sur la filière du gaz liquide, Gazprom est actionnaire de la société hongroise MOL et finance en Croatie une société de déliquéfaction. Une manière pour elle d'acquérir des compétences qui lui font défaut. Elle cherche également à acquérir de nouvelles technologies afin d'exploiter les gisements de ressources naturelles difficiles d'accès.

Autant d'exemples qui montrent que la Russie ne se contente plus d'être un pays producteur d'énergie et qu'elle investit, au niveau européen, dans tous les secteurs du domaine énergétique. » Sans oublier qu'après la parenthèse de la révolution orange (2004), Moscou retrouve début 2010 à la présidence de l'Ukraine un dirigeant pro-russe, ce qui a son importance puisque une majorité des flux de gaz russe à destination de l'Union européenne passe encore par l'Ukraine.

Fin 2008-début 2009, la Russie entre cependant brutalement en récession. [11] En 2010, l'État annonce des privatisations afin de remplir les caisses, mais l'expérience invite à penser que le Kremlin saura utiliser les circonstances et ses réseaux pour faire des choix pertinents.

Notons, cependant, que **l'Union européenne semble avoir - enfin - depuis peu compris les risques d'une libéralisation inégale des marchés énergétiques**. Il faut, semble-t-il, y voir l'apport de certains nouveaux États membres d'Europe balte et centrale. En effet, la transposition progressive de la troisième directive [12] de l'UE sur le gaz impose notamment le découplage, par les États membres, des activités de production, de distribution et de transport. Le processus est en cours dans les États baltes et en Pologne. C'est un camouflet pour le monopole russe Gazprom qui tempête et menace [13].

Quoi qu'il en soit, avec des moyens différents, l'objectif de la Russie de V.

Poutine reste le même que celui de M. Gorbatchev : ancrer la Russie à la sphère de prospérité européenne. Et les réseaux d'influence russes, en partie renouvelés, se démènent pour arriver à cette fin, notamment à travers la publication d'articles et d'ouvrages démontrant combien il serait vital de développer une alliance avec la Russie. Et nous n'avons pas encore tout vu. [...]

Copyright 2011-Verluisse

Cet article a été initialement publié sous le titre "L'ancrage européen de la Russie" dans le numéro 45 de la revue Agir sur la Russie publié en février 2011 sous la direction d'Eric Brunat

Plus

Marina Glamotchak a développé ultérieurement une argumentation qui va dans une direction assez proche, "L'enjeu énergétique dans les Balkans. Stratégie russe et sécurité européenne", éd. Technip, 2013.

Avec l'effondrement du communisme qui a provoqué la rupture des équilibres issus du bipolarisme militaire de la guerre froide, la mutation du monde économique a, entre autres bouleversements, initié un nouveau rapport de force. Au point qu'un nouveau « Grand jeu » se déroule avec, cette fois, pour toile de fond l'approvisionnement énergétique de toute une partie de l'Europe.

C'est ce nouveau « Grand jeu » que Marina Glamotchak nous décrit ici de façon magistrale avec la double expertise qui est la sienne : celle d'une spécialiste de l'énergie et d'une experte des Balkans. C'est que les Balkans représentent pour les Russes un enjeu essentiel : les exportations d'hydrocarbures constituent une source majeure de revenus en même temps qu'un excellent instrument d'influence géopolitique. Les positions qu'ils ont acquises dans le domaine de l'énergie, y compris le projet du gazoduc South Stream, doivent les aider à contrecarrer les mesures prises par l'Union européenne pour diversifier ses approvisionnements, principalement gaziers. L'Union Européenne veut échapper à une forme de dépendance envers Moscou ; une dépendance qui pèse encore sur certains pays de l'ancien bloc de l'Est, alimentant des tensions à répétition. Or, hormis l'élaboration de cinq projets concurrentiels de gazoducs du Corridor du Sud, L'Union européenne, a mis en place avec les pays de l'Europe du Sud-Est une « Communauté de l'énergie » .

« Pour les différentes nations des Balkans, l'avenir géopolitique et énergétique décrit par l'auteur est également passionnant. Ou bien ils se tourneront vers l'Union européenne, ou bien vers la Russie, pensera-t-on en général. Mais Marina Glamotchack laisse entrevoir une troisième hypothèse : ils feront les deux et la

Russie, par le biais de l'énergie et grâce à South Stream, se retrouverait en quelque sorte "membre honoraire" de l'Union européenne » indique Georges-Henri Soutou, Membre de l'Institut, dans sa préface.

Table des matières : 1. La diplomatie énergétique russe, un exercice de puissance. 2. Les intérêts et la politique énergétique russes dans les Balkans. 3. Les relations Russie-Serbie : l'âme slave à l'épreuve de l'énergie. 4. La Croatie, sur le point d'entrer dans l'Union européenne, retire son « niet » aux capitaux russes. 5. Les intérêts énergétiques russes en Bosnie-Herzégovine. 6. Monténégro : les capitaux russes ne s'intéressent pas qu'à l'énergie. Annexes, cartes.

Voir ce livre sur le site ces éditions Technip

Notes

[1] Alexandre Zinoviev, *Le Gorbatchevisme ou les pouvoirs d'une illusion*, L'Age d'Homme, 1987, pp. 11-12.

[2] Michel Heller, *Le 7e Secrétaire, splendeur et misère de Mikhaïl Gorbatchev*, Olivier Orban, 1990, p. 371.

[3] Michel Heller, *Ibid.*, p. 128.

[4] Michel Heller, *Ibid.*, p. 101 et p. 143.

[5] Entretien avec Pierre Verluise, Paris, Quai d'Orsay, 1991.

[6] Toutes les données ci-après concernant l'endettement extérieur soviétique puis la fuite des capitaux soviétiques sont extraites des informations rassemblées auprès de la Banque de France, de la Banque centrale de Russie, des banques françaises et des experts rencontrés entre 1991 et 1994 par Pierre Verluise, pour *Le nouvel emprunt russe*, éd. Odilon Média, 1996, 210 p.

[7] Pozzo di Borgo, Yves, « Union européenne - Russie : quelles relations ? » *Les rapports du Sénat*, n° 307, 2006-2007, 100 p.

[8] Cf. Locatelli, Catherine, « Les stratégies d'internationalisation de Gazprom », *Le courrier des pays de l'Est*, n°1061, documentation française, mai-juin 2007, pp. 32-44.

[9] Cf. Bayou, Céline et Verluise, Pierre, « Russie, énergie et géopolitique », in Ciattoni, Annette (dir.) *La Russie*, Paris, Sedes, 2007, pp. 81-110.

[10] Ingénieur Principal de l'Armement Laurence Gabouleaud, *Russie-Union européenne : quelles stratégies en matière d'investissements ?*, mémoire de géopolitique rédigé à l'École de guerre dans le cadre du séminaire « L'Union européenne et le lien transatlantique » dirigé par Pierre Verluise, publié sur le site géopolitique www.diploweb.com le 3 mai 2010 à l'adresse

<http://www.diploweb.com/Russie-Unio...> .

[11] Cf. Philippe Condé, La crise en Russie, publié sur le site géopolitique www.diploweb.com le 10 octobre 2009 à l'adresse <http://www.diploweb.com/La-crise-en...>

[12] Directive 2009/73/CE, qui doit être transposée par les États membres d'ici le 3 mars 2011.

[13] Céline Bayou, Russie : L'Union européenne porte un coup à Gazprom, mis en ligne sur le site Regard sur l'Est le 1er novembre 2010 à l'adresse <http://www.regard-est.com/home/brev...>

[Retour au Sommaire](#)

Russie : carte stratégique

vendredi 8 février 2013, par *Atelier de cartographie de SciencesPo*

Voici une carte extraite du n°57 de *Questions internationales*, La Russie, au défi du XXI^e s, La Documentation française, Septembre-Octobre 2012, p. 51. A la différence des représentations habituelles en France, cette carte est centrée sur la Russie, ce qui conduit à prendre conscience du poids relatif de l'Asie quand on se place à Moscou.



La Russie et son environnement stratégique (2012)
Routes maritimes ; Effectifs de militaires déployés ; Organisation
de coopération de Shanghai ; OTAN ; Bases, etc

[Retour au Sommaire](#)

Euro 2012 : Pologne-Ukraine-Russie, les clés du match

mercredi 13 juin 2012, par *Philippe de SUREMAIN, Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Philippe de Suremain est Ministre plénipotentiaire hors classe, Ambassadeur de France en Ukraine de 2002 à 2005. Pierre Verluise est docteur en géopolitique, directeur du *Diploweb.com*

Géopolitique de l'Ukraine. Philippe de Suremain, Ambassadeur de France en Ukraine de 2002 à 2005 répond aux questions de Pierre Verluise, directeur du *Diploweb.com*.

P. de Suremain met en perspective les relations Pologne - Ukraine, l'affaire Timochenko, le tropisme européen de l'Ukraine, les perspectives politiques de V. Ianoukovitch et les relations avec la Russie.

L'Euro 2012 attire l'attention sur l'Ukraine de façon polémique. Comment en est on arrivé là ?

L'Euro 2012 repose presque sur un malentendu. La localisation de cette échéance sportive autour du ballon rond a été décidée peu après la Révolution orange en Ukraine, fin 2004. La Pologne qui avait soutenu ce processus politique a reçu le droit d'organiser l'Euro 2012. Elle a décidé de partager son organisation avec son voisin ukrainien. Un « beau geste » qui était surtout un geste géopolitique pour marquer et resserrer les liens entre les deux pays et inclure l'Ukraine dans les préoccupations et l'organisation des réseaux d'infrastructures de l'UE. Bref, il s'agissait de défendre par le biais du sport la candidature explicite mais non finalisée de l'Ukraine auprès de l'UE. Un pari audacieux qui se termine en fiasco puisque les évolutions politiques à Kiev depuis quelques années ne sont pas celles espérées à Varsovie. Pis, le procès contre Ioulia Timochenko, ancienne égérie de la Révolution orange, génère au printemps 2012 des demandes de boycott de l'Euro 2012. Ce qui gâche la « fête » de juin 2012, non seulement en Ukraine mais encore en Pologne. Cette affaire Timochenko est non seulement honteuse mais d'une bêtise à pleurer. Le Président Viktor Ianoukovitch a un comportement

suicidaire, tout le monde sait que les dossiers de l'accusation sont vides. Pourquoi s'enfermer dans un procès qui se présente comme une vengeance personnelle, sauf à vouloir prouver son autorité et sa force ? Il ne suffit pas d'intimider pour gouverner.

Comment appréhender les relations Pologne - Ukraine ?

Entre la Pologne et l'Ukraine se trouve une longue et douloureuse histoire, génératrice d'affinités profondes mais aussi de ressentiments hérités d'un passé relativement récent, avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. La réconciliation a été activement poursuivie de part et d'autre et la Pologne a su se présenter comme l'avocat le plus convaincant de l'Ukraine, et aussi son meilleur exemple. Sans doute l'entrée de la Pologne dans la zone Schengen a-t-elle un moment freiné les échanges transfrontaliers puisque que la Pologne devenait ainsi une partie de la frontière extérieure de l'UE, mais par osmose l'UE est de plus en plus présente en Ukraine et se diffuse via la Pologne.

La Lituanie incarne aussi une relation historique malgré la distance qui maintenant la sépare de l'Ukraine. Vilnius est un modèle de ce que Kiev souhaiterait être, une success story dont il y a beaucoup d'enseignement à tirer.

Comment comprendre le tropisme européen de l'Ukraine ?

Beaucoup d'Ukrainiens sont favorables à l'Europe et admettent mal qu'aucune perspective d'adhésion ne leur soit ouverte, ce qui est vécu comme un rejet de notre part. Les autorités successives de l'Ukraine en ont joué, se gardant bien de préciser quelles contraintes entraînent l'intégration et d'engager les réformes nécessaires, laissant l'opinion dans une profonde frustration. Pourquoi serait refusée aux Ukrainiens qui s'estiment plutôt plus avancés que d'autres ce qui est proposé aux Balkans occidentaux ? Les politiques de voisinage puis de partenariat oriental ont été accueillies comme des succédanés alors que la pression russe augmente. Mais renvoyer la responsabilité d'une telle situation aux Européens d'une part, aux Russes de l'autre ne suffit pas à définir une stratégie. La diplomatie multivectorielle ou la politique de la godille, ce ne sont que des caches misère. Et pourtant, crise ou non, la majorité ne voit pas d'alternative à l'Europe dans les conditions présentes. Sauf à désespérer.

Quelles sont les perspectives pour le Président Viktor Ianoukovitch ?

Le retour improbable de V. Ianoukovitch au pouvoir s'explique avant tout par le désarroi de l'opinion après la Révolution orange et non par son adhésion. Un double risque, que cette désillusion entraîne une désaffection pour la politique, ou pire, pour la démocratie et que les extrêmes - nationalistes en particulier - prennent consistance, alors que la tolérance traditionnellement prévalait.

Mais l'opposition se rassemble, s'organise et a des chances de succès dans une campagne électorale loyale. Ce que l'on va voir : la transparence du scrutin d'octobre 2012 sera révélatrice.

Il ne faut pas négliger le rôle qu'on joué les classes moyennes. Celles-ci ont des intérêts à défendre, tout particulièrement les Petites et Moyennes entreprises. L'essor spectaculaire d'Internet, les nouvelles formes de mobilisation, la prise de conscience tardive mais réelle de la jeunesse sont autant de facteurs de changement, là comme ailleurs. Il n'est pas sûr que le pouvoir actuel à Kiev en prenne toute la mesure. Favoriser la langue Russe au détriment de l'Ukrainien a relancé la question linguistique, qui ne se posait pas vraiment. C'est un risque mal calculé que jusqu'à présent aucun dirigeant n'avait pris. La Russie ne se laissera pas séduire pour autant. Les concessions faites à la Russie par l'accord de Kharkiv sans réelle contrepartie - par exemple au sujet de la base navale de Sébastopol - sont mal supportées. L'idée qui prévaut en Ukraine est que l'intérêt national a été bradé. Qu'on ne sous-estime pas les évolutions en profondeur qui travaillent la société ukrainienne. Et qu'on ne se méprenne pas sur son endurance qui n'est pas faite de passivité. Décidemment, la corruption n'est pas la solution.

La Révolution orange s'est inscrite dans un mouvement complexe qui a été appelé les « révolutions de couleur » aux frontières de la Russie comme de l'Europe. Quel bilan provisoire ?

Les « révolutions de couleur » ne sont pas toutes de la même couleur et les confondre serait faire preuve d'un dangereux daltonisme. La Révolution orange a été le fait d'une classe moyenne portée par une vive croissance économique et l'aspiration à l'Etat de droit. En Géorgie, les petites gens me semblent avoir été les principaux acteurs. En Asie centrale, les conditions étaient toutes autres. Et si la force des revendications était comparable, les ressorts en étaient à tous égards différents, de l'espoir au désespoir.

Que la Russie soit préoccupée par l'instabilité sur ses frontières et par le souci de préserver une influence régionale est compréhensible, mais prétendre se voir reconnaître une zone d'intérêt prioritaire sur sa périphérie pour assurer sa sécurité est sans doute illusoire si cette prétention se fonde sur le hard power. La question se pose moins de l'avenir de la Russie que de celui de son régime. La dérive autoritaire et passéiste de V. Poutine est de moins en moins tolérée par la partie la plus éclairée de son opinion. Sa connivence avec la Chine qui a ses propres problèmes et aussi une véritable stratégie de puissance risque de ne lui être que d'un secours très relatif.

Copyright Juin 2012-Suremain-Verluisse/Diploweb.com

Plus

. **Voir l'entretien de Pierre Verluise avec Florent Parmentier, "UE : quel partenariat oriental ?"** publié sur le *Diploweb.com* en 2013

. **Voir sur le *Diploweb.com* l'article de François de Jabrun "Les incertitudes de l'identité ukrainienne", accompagné de son Atlas de l'Ukraine**

. **Voir sur le *Diploweb.com* l'entretien de P. Verluise avec S. Wilkanowicz, Président de la Fondation Znak, "Les relations entre l'Union européenne élargie, l'Ukraine et la Russie"**

[Retour au Sommaire](#)

La chute de l'économie russe est-elle durable ?

mercredi 27 juin 2012, par *Christophe-Alexandre PAILLARD*

L'auteur :

Administrateur civil hors classe. Auteur des *nouvelles guerres économiques* (Ophrys, octobre 2011), co-auteur et coordinateur du numéro 59 de la revue *Géoéconomie* (Choiseul, novembre 2011), « Ruée sur les minerais stratégiques »

Géopolitique de la Russie. La Russie n'a pas encore terminé sa transition vers une économie de marché. Vingt ans après l'implosion du système soviétique, on peut dire qu'en voulant aller d'un point A (l'économie soviétique) à un point B (une économie de marché idéalisée), la Russie a atteint un point C difficile à définir : le pays se situe encore dans une situation de transition du système communiste vers un futur incertain. Certaines distorsions de l'économie soviétique sont demeurées alors que d'autres ont laissé place à un excès inverse. Au surinvestissement a succédé un sous-investissement face aux besoins du pays.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter un extrait du livre de Christophe-Alexandre Paillard, *Les nouvelles guerres économiques*, éd. Ophrys, 633 p.

APRES l'implosion de l'URSS en décembre 1991, la décennie 1990 fut marquée par la transition difficile et chaotique de la Russie vers l'économie de marché. Touché par une grave crise économique en 1998, le pays a connu une phase de croissance importante à partir des années 2000, permise initialement par une dévaluation du rouble et surtout, par la hausse des prix du pétrole et du gaz naturel après 1999, comme de celle de nombreuses autres matières premières, à l'exemple du titane. Les prix globaux du pétrole ont plus que quintuplé entre 2000 et 2011. Or, la Russie est le deuxième producteur mondial de pétrole et le premier producteur mondial de gaz naturel. Un des principaux bénéficiaires de la manne pétrolière a été l'État russe lui-même, qui a pu doubler le nombre de bureaucrates et tripler les dépenses militaires sur cette même période. Les années Poutine correspondent en effet à une présence plus marquée de la Russie sur la scène internationale. Les performances macroéconomiques des huit années de cette présidence sont impressionnantes : on peut mentionner la diminution drastique de l'endettement, la chute de l'inflation (qui était de 65 % en 1999),

l'augmentation du niveau de vie, une hausse de 70 % du produit intérieur brut et le passage au statut de puissance émergente au sein du groupe des BRICs.

Début 2008, certains analystes comptaient la Russie parmi les pays dont l'économie était appelée à dépasser celle des États-Unis et de l'Union européenne avant 2030. La crise financière mondiale, dont les origines se trouvent sur le marché hypothécaire des États-Unis, a certes mis du temps pour atteindre la Russie, mais elle l'a frappée plus lourdement que d'autres pays. Les indicateurs de l'économie boursière et financière ont montré une perte de 70 % de la valeur des indices de la Bourse de Moscou après mai 2008, une perte de 66 % de la valeur de l'action de *Gazprom* qui contribuait pour 25 % du budget russe en 2007 entre mai et décembre 2008 et d'importantes fuites de capitaux. L'économie réelle est plus touchée encore, avec une chute de la production industrielle, une chute de 2,2 % du PIB en 2009 et une hausse du taux de chômage.

Cette crise est grave et se poursuit en 2011. Son évolution est clef pour l'Europe du fait de notre proximité géographique et stratégique. Or, malgré certaines réalités du miracle économique russe, il est clair que derrière la croissance des années 2000-2008 se cachait en réalité une économie très vulnérable et très dépendante aux exportations de matières premières. L'absence de diversification, la dépendance aux matières premières, les problèmes lourds de gouvernance et l'insuffisance de main-d'oeuvre qualifiée expliquent que la crise actuelle était prévisible. Tout indique qu'elle sera de longue durée.

I. La croissance russe repose sur des bases économiques fragiles

I.1 Une croissance tirée par la hausse des prix des matières premières

Depuis 1999, la hausse des prix des hydrocarbures a été la condition indispensable à la stabilisation économique et politique de la Russie. Plus des 2/3 des exportations et la moitié du budget fédéral proviennent de leur exportation. L'économie russe est donc très dépendante de leur prix international, en hausse entre 2000 et l'été 2008. Ils sont d'ailleurs de nouveau à la hausse en 2011. Les recettes nées de l'exportation des matières premières ont mené à une hausse de la consommation et des investissements étrangers. Si la relance de la croissance russe après 1998 fut rendue possible grâce au commerce extérieur, c'est la demande domestique qui a été le « moteur immédiat » de la croissance entre 2003 et 2008. Cette demande domestique n'a pu augmenter qu'avec la hausse des profits privés et publics tirés de la vente de pétrole, de gaz et de métaux à l'étranger.

Ces profits ont tout d'abord profité à la classe des oligarques qui ont investi la

majeure partie de leur fortune à l'étranger. Selon *Forbes Magazine*, il y avait 33 particuliers russes avec une fortune supérieure à un milliard de dollars à l'arrivée de Vladimir Poutine. En 2008, il y en avait 88. Les oligarques sont d'ailleurs parmi les plus grands perdants de la crise : les dix plus grosses fortunes de Russie ont perdu près de 150 milliards de dollars en 2008-2009. L'État russe a toutefois su profiter considérablement des profits tirés de l'exportation de matières premières. Entre 2000 et 2008, la Russie a remboursé ses dettes extérieures et créé un fonds de stabilité, aujourd'hui utilisé pour limiter les effets de la crise.

Depuis 2003, l'intervention de nouveau marquée de l'État dans l'économie russe a cependant pesé sur la croissance. L'État joue un rôle de régulateur, de producteur, d'entrepreneur et de consommateur. C'est un peu la renaissance de la tradition soviétique symbolisée par l'affaire *Ioukos*. L'extension et la réappropriation de la propriété publique sont devenues générales. Ainsi, le système bancaire russe est dominé par quatre grandes banques étatiques.

On peut également citer la liste établie en 2004 par décret présidentiel sur laquelle figurent 1 064 entreprises publiques qui ne peuvent être privatisées et des sociétés par action dans lesquelles la part de l'État ne peut être réduite. Même s'il n'est pas facile d'évaluer dans quelle mesure cette évolution a eu un impact négatif sur l'économie, on peut penser que les investissements, notamment dans l'industrie gazière et pétrolière, seraient plus importants si la situation avait été différente.

Globalement, la croissance du PIB russe a été tirée par la demande extérieure. La croissance de la demande interne est restée nettement en retrait. La politique des dépenses publiques (santé, éducation, infrastructures) et de redistribution des revenus a été négligée. Aucun schéma de croissance s'appuyant sur la demande effective totale n'a été préparé.

I.2 Une économie peu diversifiée

Sachant que la Russie est le premier exportateur mondial de gaz naturel et le deuxième exportateur de pétrole, il n'est peut-être pas surprenant qu'avec les métaux, plus de 80 % des exportations russes dépendent d'industries basées sur les matières premières. Il s'agit d'exportations peu manufacturées ; ce qui ne poserait pas problème si l'innovation existait dans d'autres domaines. Elle permettrait de soutenir la croissance à long terme dans une situation de chute des prix des matières premières. Le pouvoir russe est pourtant bien conscient de ce problème : *"We know that one of our main tasks is the diversification of the economy. That it is essential to depart from a model based on raw materials"* (discours de Vladimir Poutine à Novossibirsk du 11 janvier 2005).

En fait, malgré des plans ambitieux pour diversifier l'économie, l'économie russe peine à modifier sa structure de production, à stimuler les investissements dans toutes les branches de l'économie et à renforcer le capital technologique et humain russe. On peut considérer que la Russie est touchée par la maladie hollandaise ou *Dutch disease*. Travailler dans l'industrie n'est pas attractif, et la fuite des cerveaux est massive. À la lumière des récents développements démographiques (la population russe devrait passer de 141 millions d'habitants en 2011 à 112 millions en 2050), le manque de main-d'oeuvre qualifiée de la Russie va probablement s'aggraver. Si la Russie maintient un potentiel scientifique important, elle ne représente que 0,2 % des brevets déposés au Japon. Les dépenses en recherche et développement sont relativement faibles et sont inférieures à la moyenne de l'OCDE.

II. La faiblesse de la bonne gouvernance économique finit par pénaliser le redressement de l'économie russe

Malgré la croissance des années 2000-2008, la mise en place de réformes économiques a tardé. La corruption est endémique. Les structures administratives sont inefficaces. L'influence croissante de l'État sur l'économie limite toute prise de risque. Du fait des prix élevés du pétrole, les acteurs politiques et économiques ne se sont pas engagés sur la voie des réformes. La Russie se trouvait en 2008 à la 147^e place du *Corruption Perception Index* de *Transparency International*, alors qu'en 2004, elle occupait la 90^e place.

Les scores de la Russie sur un autre index, le *Doing Well in Business Index* de la Banque mondiale, sont également médiocres, notamment du fait de la mauvaise protection des droits de propriété.

Lorsque l'exécutif souhaite soutenir certaines branches de l'économie, il le fait le plus souvent au travers de l'accroissement des investissements étatiques et des droits protecteurs. Ainsi, les instruments les plus importants de la politique de réforme sont l'intervention étatique et le protectionnisme et non la compétition et l'ouverture à des investissements étrangers. L'intervention politique dans l'économie et l'importance des régulations ne contribuent pas à créer la confiance au sein des institutions internationales et favorisent la méfiance pour l'expansion d'entreprises russes à l'étranger. Les dirigeants russes eux-mêmes semblent être plus préoccupés par leur image intérieure qu'extérieure. Le conflit en Géorgie a aggravé cette impression en limitant plus encore les investissements étrangers. À l'occasion de la visite du président Sarkozy à Moscou en février 2008, et donc avant que la Russie ne soit atteinte par la crise, un diplomate européen avait déclaré à un journaliste de *Libération* que « *l'économie russe est une économie du tiers monde. Les russes exportent leurs matières premières et importent les biens*

à forte valeur ajoutée. Ils ont vraiment besoin de l'Occident pour se moderniser, et ils ont vraiment beaucoup à perdre s'ils continuent à n'en faire qu'à leur tête¹ ». Pourtant, afin de croître durablement à un taux élevé, la Russie devrait accroître son taux d'investissement et créer les conditions pour que les entreprises domestiques ou étrangères investissent davantage en Russie, notamment dans le secteur des services.

II.1. Les implications politiques et les perspectives de sortie de la crise

Touchée par la hausse de l'inflation et des impayés, la population russe est menacée par le chômage qui croît rapidement. En découle une colère sociale de plus en plus visible, avec la multiplication des manifestations, de Moscou à Vladivostok, en 2008 et 2009. Celles-ci sont restées très encadrées et ont donné lieu à de nombreuses interpellations, expliquant leur réduction en 2010 et 2011. Selon Katia Malofeeva, économiste de la banque russe d'investissement *Renaissance Capital*, « pour apaiser les craintes de la population, le gouvernement ne touchera aux dépenses sociales qu'en dernier. Mais les budgets devront bel et bien être revus à la baisse² ». Le ministère des Finances peine effectivement à boucler ses budgets. Le retour à des prix plus élevés des matières premières en 2011 a au moins permis de limiter le choc budgétaire. Toutefois, les mécontentements sociaux sont aggravés par la répartition très inégale des richesses : les 10 % les plus riches ont 70 % des revenus russes et la Russie garde un coefficient de Gini élevé de 0,413.

Il faut ajouter les inégalités spatiales : beaucoup de villes russes sont mono-industrielles et sont donc touchées encore plus fortement par la crise.

Il reste à voir aujourd'hui comment les politiques russes vont réagir si les protestations augmentent en ampleur sur le modèle du monde arabe, à moins d'un an des élections présidentielles. Le régime va-t-il faire des concessions et consolider les libertés publiques ou va-t-il prendre des mesures plus autoritaires ? Pour l'instant la cote de popularité du pouvoir en place est restée relativement stable malgré la crise, mais ceci pourrait évoluer.

II.2 Les politiques mises en oeuvre : une sortie rapide de la crise actuelle est-elle envisageable ?

On pourrait considérer que la crise financière et économique actuelle est une chance, comme celle de 1998, pour restructurer et assainir le système russe, en favorisant la modernisation et la compétitivité de l'économie. Tout indique toutefois que les autorités sont plus préoccupées par la maîtrise des répercussions économiques et sociales immédiates de la crise : création d'une commission spéciale anticrise fin 2008, série de mesures pour soutenir l'économie

et le rouble, mécanismes de soutien aux entreprises, augmentation des indemnités de chômage, etc. Ces mesures sont entre autre financées par le fonds de stabilité créé par le gouvernement. Des débats importants au sein de la direction russe portent sur la manière dont il faut utiliser ce fonds qui demeure le troisième fonds souverain du monde. Des divisions internes semblent se renforcer dans cette situation de crise et le président Medvedev a limogé plusieurs gouverneurs régionaux. Même dans un scénario où les prix des matières premières augmenteraient rapidement - ce qui reste crédible à l'heure actuelle - les problèmes structurels de l'économie russe persisteront si des réformes plus fondamentales ne sont pas entreprises.

Conclusions

La Russie n'a pas encore terminé sa transition vers une économie de marché. Vingt ans après l'implosion du système soviétique, on peut dire qu'en voulant aller d'un point A (l'économie soviétique) à un point B (une économie de marché idéalisée), la Russie a atteint un point C difficile à définir : le pays se situe encore dans une situation de transition du système communiste vers un futur incertain. Certaines distorsions de l'économie soviétique sont demeurées alors que d'autres ont laissé place à un excès inverse. Au surinvestissement a succédé un sous-investissement face aux besoins du pays.

En réalité, la crise actuelle était parfaitement prévisible. L'analyse de la structure de l'économie russe semble bien indiquer qu'elle sera durable, même dans un scénario dans lequel les prix des matières premières augmenteraient rapidement. Néanmoins, la façon dont le pouvoir politique va réagir aux problèmes futurs n'est pas facile à prévoir. Ce qui est certain, c'est que la crise de l'économie russe que nous observons aura des conséquences politiques et poussera les dirigeants à prendre des choix difficiles. La tendance à un virage vers l'autoritarisme, observable depuis 2003, se poursuivra-t-elle ? Comment la posture de la Russie sur la scène internationale va-t-elle changer si la crise se poursuit ? Ces questions ne trouvent pas de réponse à ce jour.

Copyright 2011-Paillard/Ophrys

Plus

Christophe-Alexandre Paillard, *Les nouvelles guerres économiques*, éd. Ophrys, 2011, 633 p.

Un livre recommandé par le Diploweb.com : Pierre Verluise, Directeur du *Diploweb.com* : "Christophe Alexandre Paillard offre ici un impressionnant tour

d'horizon des problématiques géopolitiques d'aujourd'hui, voire de demain. Cette lecture sera bénéfique à tous ceux qui veulent construire leur compréhension sur du solide."



Les liens entre les problématiques économiques et les questions de sécurité ont toujours été étroits. Avec la mondialisation et l'extrême sophistication des rapports économiques mondiaux, il est de plus en plus nécessaire de disposer de points de repère clefs pour comprendre les nouveaux enjeux géoéconomiques du monde.

Voir plus sur le site des éditions Ophrys [Voir](#)

[Retour au Sommaire](#)

Quelle Union eurasiatique ?

jeudi 30 janvier 2014, par *Bertrand SLASKI, Emmanuel DREYFUS*

L'auteur :

Emmanuel Dreyfus est chargé de mission junior chez CEIS depuis mars 2013. Il y mène des activités d'analyse et de conseils sur l'espace CEI. Titulaire d'un master 2 d'histoire contemporaine consacrée à la problématique identitaire moldave (Paris IV) et d'un master 2 de relations internationales, mention UE, sécurité et défense (Paris I), il est par ailleurs licencié de russe (INALCO).

Emmanuel Dreyfus, chargé de mission junior chez CEIS, revient, dans cette note stratégique, sur l'Union douanière réunissant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan et plus généralement sur les dynamiques d'intégration économique, politique et militaire actuellement déployées dans l'espace post-soviétique. Cette étude soulève notamment l'attention sur la possible émergence d'un nouveau bloc géopolitique structuré autour de la Russie, s'inscrivant dans un mouvement général de retour de Moscou sur la scène internationale. Cette note coordonnée par Bertrand Slaski, consultant senior chez CEIS, est proposée par le pôle Etudes et Solutions Stratégiques.

Cette note a été initialement publiée par la CEIS en octobre 2013, sous le titre "De l'Union douanière à l'Union eurasiatique - Etat et perspectives d'intégration dans l'espace post-soviétique". Elle ne peut donc tenir compte des événements postérieurs, notamment en Ukraine depuis le mois de novembre. Ce tableau sera cependant très utile pour mettre en perspective l'actualité, ses ruptures et ses zones d'incertitudes.

Introduction

LA présente note est consacrée à l'Union douanière (UD) formée par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, qui représente à ce jour l'expérience la plus aboutie d'intégration dans l'espace post-soviétique. Conçue en 2007 et mise en place à partir de 2010, l'UD, tant dans la forme que dans le fond, présente de réelles innovations par rapport aux multiples et infructueuses tentatives qui l'ont précédée. Un double processus d'évolution la caractérise : d'une part, elle pourrait bientôt s'ouvrir à d'autres États issus de la décomposition du bloc

soviétique ; d'autre part, elle pourrait connaître d'importantes évolutions à court terme sur le plan de son organisation interne.

Patronnée par la Russie et soutenue par la Biélorussie et le Kazakhstan, l'Union Douanière pourrait en effet représenter la première étape d'une nouvelle entité régionale en construction, (« l'Union eurasiatique »). La portée de cette structure dépasserait alors de loin, tant quantitativement que qualitativement, tous les mécanismes mis en œuvre jusqu'à ce jour dans le même espace.

Après avoir rappelé les grandes étapes de la mise en place de l'UD, ainsi que son fonctionnement, nous examinons le bilan de cette entité, trois ans après sa fondation. La seconde partie de cette note s'intéresse aux possibles évolutions de l'UD. Quels seraient les pays susceptibles de se porter candidats à une intégration ? Sur quels critères l'Union eurasiatique, prônée par V. Poutine, pourrait-elle se substituer à l'UD ? La conclusion traite des perspectives de réussite de ce projet, pris dans son ensemble.

Cette note attire ainsi l'attention sur la portée internationale de ce projet, en étudiant les fondements, les réalités et les perspectives de la dynamique actuelle d'intégration eurasiatique.

I. Historique, mécanismes généraux et résultats de l'Union douanière

A. Historique de l'UD.

Contexte général : une volonté de réaffirmation de la Russie envers un « étranger proche » qui s'éloigne.

Le projet ayant abouti à l'Union douanière (UD), rassemblant autour de la Russie plusieurs Nouveaux Etats Indépendants (NEI), a été mis en place à partir de 2008. Il s'inscrit dans un processus général de réaffirmation de la Russie sur la scène internationale, notamment au sein de son « étranger proche ». Cette tendance est l'une des caractéristiques majeures du second mandat de V. Poutine (2004-2008).

L'espace post-soviétique connaît effectivement à partir du début des années 2000 d'importantes évolutions, qui peuvent laisser penser que la Russie y perd de d'influence. A cet égard, l'adhésion en 2004 de trois anciennes Républiques soviétiques, les pays baltes, à l'Union européenne et surtout à l'OTAN, est significative. Avec ces intégrations, le territoire russe est pour la première fois directement frontalier de pays membres de l'organisation nord-atlantique.

Quoique les États baltes n'aient jamais caché leur volonté d'intégrer les structures euro-atlantiques, et se soient montrés dès 1991 déterminés quant à leur refus de participer à toute organisation postsoviétique, ce rapprochement de l'UE et de l'OTAN a été perçu fort négativement par Moscou.

L'espace CEI (Communauté des Etats Indépendants) à proprement parler connaît lui aussi d'importantes évolutions. Plusieurs NEI (Nouveaux Etats indépendants) sont ainsi touchés par des vagues inédites de contestation contre leurs dirigeants, généralement issus de l'appareil soviétique, et qui ont souvent conservé des liens forts avec Moscou. La révolution des roses, la révolution orange et celle des tulipes, ponctuent respectivement l'actualité politique en Géorgie (2003), en Ukraine (2005) et au Kirghizstan (2005).

Ces révolutions, au moins celles d'Ukraine et de Géorgie, partagent certains traits communs, directement liés aux rapports entre la Russie et ses voisins de l'« étranger proche ». Elles ont eu comme effet de chasser du pouvoir des proches de Moscou (Eduard Chevardnadze en Géorgie, Leonid Koutchma en Ukraine), pour y installer des équipes à l'orientation euro-atlantiste prononcée. La Moldavie n'a pas connu de révolutions de couleur, car le président communiste, candidat heureux à sa réélection, s'était lui-même emparé des thèmes pro-européens des manifestants ukrainiens et géorgiens. Élu en 2001 sur un programme d'intégration à l'Union Russie-Bielorussie, Vladimir Voronine s'est fait réélire en 2005 sur un programme d'adhésion à l'Union européenne, sur fond de tension avec la Russie.

L'influence de Moscou paraît donc décliner dans les années 2000 dans plusieurs pays de l'espace CEI, au profit d'un horizon euro-atlantique qui devient le cheval de bataille de certains gouvernements, particulièrement ceux de Kiev et de Tbilissi. De véritables bras de fer vont alors surgir entre la Russie et les États cherchant à se rapprocher de Bruxelles et de Washington. Ces épreuves de forces se manifesteront de différentes façons, aussi bien sur le plan économique - ainsi les guerres du gaz entre l'Ukraine et la Russie - que sur le plan militaire, comme en témoigne la guerre russo-géorgienne de l'été 2008.

Dans ce contexte, les différentes structures d'intégration ou de coopération post-soviétiques sont des échecs globaux. La CEI, fondée en 1991, et regroupant à partir de 1994 l'ensemble des NEI (avec l'adhésion de la Géorgie et de la Moldavie) ne parvient pas à générer une dynamique commune à l'ensemble des États qui la composent. Ces derniers, parfois en situation de conflits ouverts ou larvés (c'est par exemple le cas entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan), poursuivent des buts économiques et politiques souvent différents, allant en tout cas à l'encontre d'un quelconque processus intégrateur, à tel point que la CEI est souvent

davantage perçue comme une structure permettant plutôt de faciliter la désintégration des républiques post-soviétiques (« *un instrument du divorce* » dira même l'homme politique moldave Marian Lupu) que d'œuvrer réellement à leur rapprochement. En 1995, les chefs d'État russe, biélorusse et kazakh s'associent en vue de former une coopération douanière, initiative rejointe par la suite par le Tadjikistan et le Kirghizstan, et qui aboutit à la création de la Communauté économique eurasiatique (Eurasec) en 2000. Si les objectifs de l'Eurasec présentent des synergies avec ceux de l'actuelle Union Douanière, les moyens qui sont donnés à cette nouvelle organisation ne lui permettent pas d'atteindre ses visées. Comme la CEI, l'Eurasec adopte un certain nombre de traités qui ne sont pas concrétisés. La zone douanière entre la Russie et la Biélorussie, lancée en 1995, présente un degré d'intégration poussée. Les deux pays ont ainsi adopté un tarif douanier commun, mais qui se solde également par un échec, du fait de nombreux différents survenus, relatifs par exemple aux restrictions imposées par Minsk à l'égard de nombreux produits importés de Russie, ou à la contrebande de marchandises provenant de ou transitant par la Biélorussie à destination de la Russie [1].

Structure	Année	Membres	Objectifs
CEI	1995	Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan	Coopération douanière, harmonisation des politiques économiques, promotion des échanges commerciaux
Eurasec	2000	Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan	Coopération économique, harmonisation des politiques économiques, promotion des échanges commerciaux
Union Douanière	2010	Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Ouzbékistan	Harmonisation des politiques douanières, promotion des échanges commerciaux

Principales structures d'intégration dans l'espace post-soviétique

Cliquer pour agrandir l'image

Ainsi, les différentes initiatives d'intégration post-soviétique apparues au cours des années 1990 n'aboutissent pas, ou peu. Il convient de souligner que ces échecs sont également liés à la situation intérieure des NEI, et notamment de la Russie durant la décennie 1990. Il est ainsi possible de penser à des faits marquants comme la crise constitutionnelle russe de 1993, l'éclatement de la guerre de Tchétchénie en 1994, la fronde des régions qui remet en question l'autorité de Moscou sur l'ensemble du territoire de la Fédération et plus généralement les bouleversements générés par la chute du système soviétique. La priorité des États de la CEI, Russie en tête, est, durant les années 1990, davantage tournée vers leur propre stabilisation que vers leur intégration mutuelle.

La remise en cause de la Russie au sein de son étranger proche est également

attestée par l'apparition d'organisations rassemblant plusieurs NEI, mais dans lesquelles la Russie n'est pas partie, comme le GUAM, fondée en 1996 et rassemblant la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, ou encore l'Organisation de coopération centre-asiatique, rassemblant à sa fondation en 2002 les 5 pays d'Asie centrale.

Face au morcellement de son influence dans l'espace post-soviétique, les réactions de Moscou sont diverses. D'une part, pour contrer les révolutions de couleur, la Russie développe un certain « *soft power* » visant à maintenir ou à retrouver la présence qu'elle avait auparavant dans les pays de la CEI : création de structures de promotion de la langue et de la culture russe, multiplication des initiatives de rapprochements interparlementaires, apparition de mouvements de jeunesse (Proriv, Nachi) calqués sur le mode de fonctionnement de ceux ayant contribué aux mouvements de contestation en Géorgie ou en Ukraine. Mais de manière générale, le « *hard power* » reste de mise, comme en témoignent les embargos « sanitaires » décrétés en 2006 contre la Moldavie et la Géorgie, en réalité pris par Moscou pour dénoncer les orientations pro-européennes de ces deux États. Les guerres du gaz qui ont marqué les relations entre Kiev et Moscou sous la présidence Ioutchenko s'inscrivent dans le même registre. Ces initiatives russes s'avèrent globalement peu productives : l'embargo sur les vins moldaves en 2006 n'a pas empêché le rapprochement de Chisinau avec Bruxelles, notamment à propos du conflit transnistrien. Celui sur les vins géorgiens n'a pas infléchi l'orientation euro-atlantique de Tbilissi. Enfin, les guerres du gaz avec l'Ukraine n'ont pas empêché l'ouverture en 2008 entre Kiev et Bruxelles des négociations relatives à l'accord d'association.

Le projet d'UD est donc mis en place dans un contexte post-soviétique de relâchement des liens entre Moscou et les NEI, que ni les différentes structures d'intégration post-soviétique, ni les initiatives menées bilatéralement par la Russie à l'encontre de ses voisins ne semblent pouvoir enrayer. Cette tendance, associée à une volonté réaffirmée de la Russie poutinienne de rétablir son influence au sein de son étranger proche, permet notamment de comprendre l'ambition qui caractérise le projet d'UD, et *a fortiori* le projet d'Union eurasiatique, tant dans la forme que dans les visées.

Les grandes dates de la mise en place de l'UD.

Le projet d'UD « rénovée », ayant abouti à la structure réunissant actuellement la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, a été de nouveau suggéré lors du sommet tripartite CEI-OTSC-Eurasec, tenu à Douchanbé en octobre 2007. Conscient de l'inefficacité de l'ensemble des accords de facilitations douanières existants au sein de l'Eurasec ou de la CEI, les chefs d'État russe, biélorusse et kazakh

prennent finalement la décision de créer, *au sein de l'Eurasec*, une union douanière les rassemblant.

Il convient d'insister sur le fait que le retour à l'idée d'UD était partagée tant par Moscou que par Minsk et Astana.

Pour la **Russie**, la perspective de pouvoir raffermir son influence sur ses voisins postsoviétiques est déterminante. Cet aspect prend encore plus d'importance après le lancement en juin 2009 du programme de Partenariat oriental, proposé par Bruxelles à destination de six anciennes républiques soviétiques, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Si ce partenariat ne propose pas de perspectives d'intégration à ses associés, il envisage néanmoins un rapprochement dans de nombreux domaines, et constitue le projet de loin le plus accompli de pénétration européenne au sein de l'étranger proche de la Russie. C'est dans le cadre du Partenariat oriental que sont actuellement négociés les accords d'association entre l'UE et plusieurs NEI, accords en concurrence frontale avec l'intégration à l'UD de ces pays proposée par la Russie : le cas ukrainien, qui sera abordé ultérieurement, est éloquent.

Sur un plan économique, l'UD avec la Biélorussie et le Kazakhstan doit permettre à la Russie de réduire l'accès de son marché aux produits européens ou chinois, transitant dans le premier cas via la Biélorussie, dans le second cas via le Kazakhstan. Cette structure donne également la possibilité aux entrepreneurs russes de disposer d'un accès facilité aux marchés biélorusse et kazakh. Si elle est étendue à d'autres pays centrasiatiques - cette perspective est d'actualité au moins pour le Kirghizstan et le Tadjikistan - l'UD peut permettre à la Russie d'avoir *de facto* un meilleur contrôle des frontières de ces pays d'Asie centrale. Cet enjeu est double. Sur le plan sécuritaire, le développement de l'intégration douanière entre Moscou, Bichkek et Douchanbé peut notamment créer les conditions d'une lutte plus efficace contre le trafic de stupéfiants en provenance d'Afghanistan, transitant via les États d'Asie centrale et à destination de la Russie, premier consommateur d'héroïne au monde en 2010. [2] Par ailleurs, l'intégration des pays d'Asie centrale à l'UD peut potentiellement permettre à Moscou de contrebalancer la présence économique et commerciale croissante de Pékin dans cet espace.

L'intérêt de la **Biélorussie** pour l'UD s'explique tant par des motifs d'ordre politique, tenant essentiellement à la nature du régime d'Alexandre Loukachenko, que par des considérations d'ordre économique. Au vu du système économique biélorusse, largement basé sur l'importation à bas prix de matières premières russes, l'intégration à l'UD paraît logique : elle doit permettre de faciliter d'une part l'accès aux énergies russes, d'autre part l'export des produits biélorusses, non compétitifs sur le marché mondial, vers les autres pays de l'UD. Plus

généralement, il convient de souligner que la marge de manœuvre de Minsk est en réalité étroite : la survie du régime d'A. Loukachenko, dépend notamment de l'accès aux ressources énergétiques russes bon marché. Tout refus de la part de Minsk aurait effectivement entraîné la fin des régimes préférentiels accordés par Moscou, et aurait mis en péril le maintien du système politique et économique biélorusse actuel.

En ce qui concerne le **Kazakhstan**, il faut rappeler que l'idée d'Union eurasiatique avait été évoquée pour la première fois par Astana en 1994, et qu'*in fine*, la paternité de ce projet revient au Président de ce pays, Noursoultan Nazarbaev. Si la volonté personnelle de N. Nazarbaev est capitale pour comprendre le souhait d'Astana de participer dès le début à l'UD, force est de constater que les cercles économiques kazakhs se sont montrés assez réticents envers ce projet, bénéficiant d'ailleurs d'un soutien limité de la part de la population kazakhe, qui en 2011 ne se prononçait qu'à 48% en faveur de l'UD, contre 55% en Russie [3]. En dépit de perspectives prometteuses portées par le projet d'UD, comme une meilleure protection face aux produits chinois, ou un accès facilité et sans taxes aux oléoducs et aux gazoducs russes et biélorusses menant vers l'Europe occidentale, l'UD paraissait économiquement peu rationnelle pour le Kazakhstan. En effet, les tarifs douaniers kazakhs étaient globalement peu élevés, et les opérateurs économiques de ce pays, tout comme la population, ont craint, à juste titre, que l'entrée dans l'UD n'amène à un renforcement des taxes douanières et conséquemment à une augmentation générale des prix. Par ailleurs, avec la suppression des barrières douanières, de nombreux entrepreneurs kazakhs se sont retrouvés exposés à une concurrence accrue de marchandises en provenance de Russie. Pour conclure, il apparaît que la participation du Kazakhstan à l'UD était la moins justifiée économiquement, ce qui se constate d'ailleurs aujourd'hui de façon évidente.

Les présidents russe, biélorusse et kazakhe soutiennent ainsi tous trois, en vertu d'intérêts divers, la mise en place de l'UD. Deux caractéristiques majeures de cette structure apparaissent dans les propos tenus par V. Poutine lors du sommet de Douchanbé :

« *En ce qui concerne l'Eurasec, les résultats sont révolutionnaires ; nous nous sommes mis d'accord sur la création d'une union douanière et d'un organe transnational, une Commission qui aura en charge les régulations douanières. [...] D'ailleurs, si l'Union douanière est initialement composé de trois États, la Fédération de Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, tous les autres membres de l'Eurasec ont montré leur intérêt pour cette structure. C'est pour cette raison que nous avons décidé de mener toutes les négociations dans le cadre de l'Eurasec, et de ne pas fonder une autre organisation au sein de l'espace post-soviétique* » [4].

Tout d'abord, le Président russe insiste sur l'existence d'un organe transnational propre à l'UD, la Commission, qui sera chargée de « *s'occuper des réglementations douanières* ». L'existence de cet organe laisse supposer que les mécanismes de l'UD ne soient pas le fait d'accords intergouvernementaux mais d'une structure « supérieure ». Cela amène à deux présupposés : d'une part, la perspective d'une intégration plus poussée, dans la mesure où les États de l'UD sont désormais membres d'une organisation qui subsume certaines de leurs prérogatives. D'autre part, l'existence d'un organe transnational laisse supposer, au moins formellement, qu'il y aura plus d'équité entre les États au sein de l'UD, puisque cet organe sera censé représenter l'ensemble des intérêts des pays membres.

Le second point important sous-entendu dans les propos de V. Poutine est que l'UD formée au sein de l'Eurasec et initialement composée de la Russie, du Kazakhstan et de la Biélorussie est ouverte à d'autres États, ce qui laisse à penser que le projet nourrit en fait une ambition d'intégration régionale plus conséquente.

Lors du sommet de Douchanbé d'octobre 2007, les dirigeants russe, biélorusse et kazakh parviennent donc à un accord prévoyant la création de l'UD, dotée d'un organe décisionnel supranational, la Commission de l'UD. Celle-ci est créée le 12 décembre 2008. Les instigateurs du projet prévoient alors d'échelonner son lancement sur trois ans, afin de laisser aux Parlements des pays membres le temps de ratifier les accords passés.

Le 25 janvier 2008, des agréments supplémentaires sont conclus, ayant principalement trait au calcul des tarifs douaniers applicables aux pays tiers à l'Union douanière, aux taxes à l'exportation vers ces États ainsi qu'aux mesures particulières de protection à prendre face aux importations en provenance du reste du monde. A la suite de ces accords, un tarif douanier commun est finalisé à l'été 2009.

Il convient de souligner que ce tarif douanier commun était en très grande partie inspiré de celui en vigueur en Russie, et *de facto* en Biélorussie, dans la mesure où les deux pays avaient harmonisé une majeure partie de leurs tarifs (95%), dans le cadre de la zone douanière lancée en 1995. Ainsi, après l'adoption du tarif douanier de l'UD, Moscou a dû, par rapport à sa tarification nationale, augmenter ses tarifs sur 14% de ses lignes douanières et les baisser sur 4% de ces dernières.

Pour sa part, Minsk a dû augmenter 7% de ses tarifs et baisser 18% de ces derniers.

Mais c'est bien au Kazakhstan que l'adoption du tarif douanier de l'UD a provoqué le plus de remous. Astana a dû réviser à la hausse 45% de ses tarifs, et

à la baisse seulement 10% de ces derniers [5].

Cette forte adéquation entre les tarifs douaniers russes et ceux adoptés dans le cadre de l'UD s'explique bien évidemment par la prééminence économique de la Russie au sein de l'UD. Par ailleurs, et ce point mérite d'être mentionné, le code et le tarif douanier commun qui seront en vigueur au sein de l'UD étaient globalement en adéquation avec les standards de l'OMC. Rappelons que la Russie négociait son entrée à l'OMC tout en menant les travaux de lancement de l'UD, et que l'appartenance à ces deux structures était, selon Moscou, non pas contradictoire mais complémentaire. Par ailleurs, du point de vue de Moscou, l'entrée de la Russie dans l'OMC pourrait faciliter celles du Kazakhstan et de la Biélorussie. L'OMC considère d'ailleurs que l'intégration de la Russie favorisera celle de Minsk et d'Astana. A cet égard, on pourra citer les propos tenu par le directeur du département des accessions à l'OMC, Chiedu Osakwe, qui le 9 novembre 2011 déclarait à Genève que « *la finalisation de l'accord sur l'adhésion de la Russie aura des conséquences positives, y compris en terme d'adhésion pour la Biélorussie et le Kazakhstan* » [6].

La mise en application d'un tarif douanier commun au 1er janvier 2010 marque le lancement effectif de l'UD, laquelle couvre un territoire représentant 82% de l'ancienne Union soviétique, 170 millions d'habitants et un PIB global de 2280 Md\$, soit 83% du potentiel de l'ex-URSS. Il convient de souligner la prééminence occupée par Moscou dans cette structure. D'une superficie (17M km²) représentant 85% de celle de l'UD (20Mkm²) et comptant 143,5M d'habitants (84% de la population de l'UD), la Russie représente 88% du PIB de l'Union douanière (soit 2015Md\$ [7]). Cette asymétrie, dont nous abordons plus loin les conséquences, pourrait constituer l'un des obstacles majeurs à la pleine réalisation du projet eurasiatique.

Le calendrier de mise en place a été relativement rapide. L'adoption d'un tarif douanier unique a été suivie par celle d'un code douanier commun, qui entre en vigueur le 1er juillet 2010. Au même moment, les postes de contrôles douaniers existant entre la Russie et la Biélorussie sont fermés, et redéployés vers les frontières externes à l'UD de la Biélorussie. Un an plus tard, le 1er juillet 2011, les contrôles douaniers sont supprimés entre la Russie et le Kazakhstan. Une partie importante du personnel des douanes kazakhes travaillant aux frontières terrestres avec la Russie a d'ailleurs été redéployée aux frontières avec la Chine, afin de prévenir un éventuel afflux clandestin de produits chinois sur le territoire de l'UD.

L'espace économique commun (EEC) rentre enfin en vigueur le 1er janvier 2012. Suite à ce lancement, l'organe supranational de l'UD, désormais officiellement EEC, est rebaptisé Commission Économique Eurasiatique (CEEAA) et connaît

d'importants changements.

B. Mécanismes décisionnels de l'Union douanière

Contrairement aux précédentes structures d'intégration post-soviétique, l'UD est doté d'un système de décision et de contrôle transnational, cherchant à se rapprocher de celui à l'œuvre en Union européenne. La Commission Économique Eurasiatique (CEEAA) représente ainsi une forte innovation : on passe de mécanismes selon lesquels l'exécution des traités est fondée sur la volonté propre des pays et se fait le plus souvent sur la base du bilatéralisme, à une structure dans laquelle, *du moins en théorie*, les États délèguent leurs compétences à une entité qui les dépasse.

Fonctionnement de la Commission Economique Eurasiatique

Le conseil suprême économique eurasiatique

Le conseil suprême économique eurasiatique est constitué des Chefs des États membres ou de leur gouvernement. Se réunissant deux fois par an, cet organe fixe les grandes orientations de la CEEA. C'est également lui qui tranche lorsque la Commission doit adopter des décisions de nature politique.

La CEEA

En novembre 2011, les membres du Conseil suprême économique eurasiatique s'entendent sur la création de la CEEA. Elle remplace la Commission de l'Union douanière et a commencé à fonctionner le 2 février 2012, comme on l'a vu. Basée à Moscou et employant quelques 1 000 personnes ne travaillant que pour cet organe, la CEEA est actuellement le noyau de l'Union douanière. Les cadres de son activité sont régis par un traité fondateur et basés sur des accords internationaux ainsi que sur les décisions du conseil économique suprême eurasiatique.

Concrètement, la CEEA est composée de deux organes. Tout d'abord, le Conseil de la Commission, dans lequel siègent trois Vice-premiers ministres de chacun des États-membres. Le conseil est actuellement dirigé par le vice-premier ministre biélorusse, Sergei Roumas. En cas de désaccord relatif à une régulation prise par la CEEA ou à son application, un État peut s'adresser à cette instance qui statuera par consensus.

On trouve ensuite le collège de la commission, qui est composé de huit membres et d'un président, actuellement l'ancien ministre russe du Commerce et de l'Industrie, Victor Kristenko. Chacun des membres du collège occupe la fonction de ministre de la CEEA dans des domaines divers : ministre en charge de l'Intégration et du Développement économique, ministre en charge de l'Economie

et des Finances, ministre en charge du Commerce...

Ces deux organes sont dotés de pouvoirs décisionnels. Les membres du conseil et du collège de la commission sont nommés par le conseil suprême économique eurasiatique, pour une durée de quatre ans, susceptibles d'être prolongée.

La commission dispose en outre de 23 départements (dans lesquels siègent les 9 membres du collège) dotés de fonctions plus techniques, dont le rôle est de proposer des mesures au conseil et au collège de la CEEA. Ces départements sont en charge de questions variées, ayant par exemple traités aux règles phytosanitaires, aux politiques en matière de commerce avec l'extérieur, de propriété intellectuelle...

Après que l'un des départements a élaboré une nouvelle proposition, celle-ci est soumise pour consultation aux États-membres, puis pour approbation au conseil et au collège de la Commission. Les décisions les plus importantes de la CEEA sont approuvées par le Conseil économique suprême eurasiatique, c'est à dire par les chefs d'États des pays membres de l'UD, ce qui limite le caractère supranational de la prise de décision au sein de l'UD.

A ce jour, plus de 900 réglementations ont été adoptées par la CEEA.

La Cour de la CEEA

Les décisions prises par la CEEA ont force de loi (toutefois, aucune sanction financière ou autre n'est pour l'instant prévue [8]), et en cas de litige portant par exemple sur leur non-application ou sur leur contestation, un instrument légal, la Cour de la communauté économique eurasiatique (Cour de l'Eurasec) peut être saisi.

Basée à Minsk, dirigée par la biélorusse Anna Sokolovskaya et composée de 10 juges (deux par pays membres de l'Eurasec) dotés d'un mandat de 6 ans, la Cour a commencé à fonctionner le 1er janvier 2012. Chargée de l'application des mesures prises dans le cadre de l'Eurasec, elle est à ce titre compétente pour traiter des litiges surgissant dans l'UD et l'espace économique eurasiatique. Cette juridiction peut être saisie tant par les États membres de l'Eurasec (notamment ceux de l'UD), les différents organes de l'Union douanière et de l'espace économique commun, ainsi que par les opérateurs économiques basés dans les pays membres de l'Eurasec ou commerçant avec des pays membres de l'Eurasec. La Cour a ainsi déjà été saisie à plusieurs reprises, tant par des opérateurs économiques contestant des décisions de la CEEA que par des entités étatiques des pays membres de l'UD [9].

Schéma du processus décisionnel au sein de l'UD [10] :

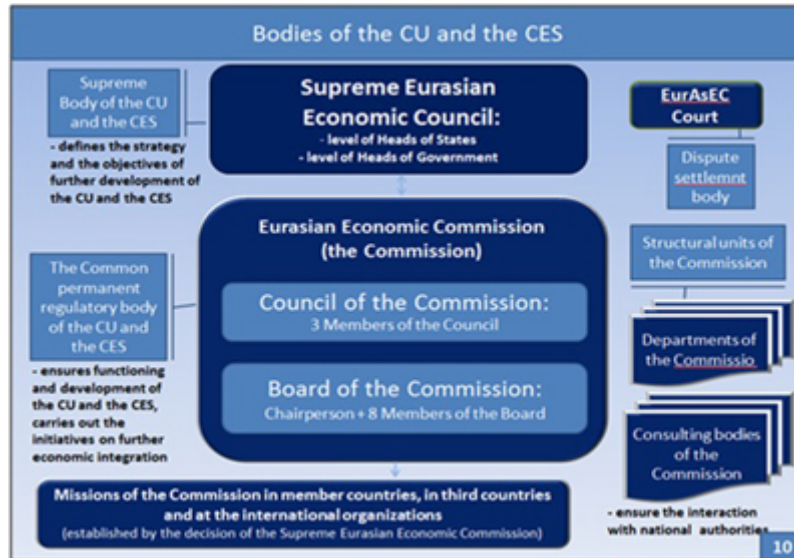


Schéma du processus décisionnel au sein de l'UD

L'UD de l'Eurasec comprend donc actuellement trois pays, partageant un tarif douanier commun depuis le 1er janvier 2010 et un code douanier commun depuis le 1er juillet 2010, entre lesquels les contrôles douaniers ont été abolis le 1er juillet 2011, pour être relégués aux frontières extérieures de l'UD. Les revenus douaniers de l'UD, collectés par chacune des douanes des pays membres sont mutualisés et répartis comme tel : 88% reviennent au budget russe, 7,3% au budget kazakh et 4,7% au budget biélorusse. Si l'adoption d'un code douanier commun avait déjà été expérimentée entre au moins deux pays de l'espace post-soviétique, la Russie et la Biélorussie, l'UD présente une importante innovation vis à vis des précédentes tentatives, dans la mesure où elle est dotée d'un organe de décision, la CEEA, dans lequel la logique supranationale et consensuelle est censée l'emporter sur la logique bilatérale. Comme on l'a vu, la Cour de l'Eurasec, est pour sa part chargée de veiller à l'application des différents traités constituant la base de fonctionnement de l'Eurasec et de l'UD, et de régler les litiges relatifs à la mise en place des dispositions de la CEEA.

L'UD constitue actuellement la structure post-soviétique dans laquelle les mécanismes d'intégration ont été les plus poussés, tant dans la forme que dans le fond. Pour autant, que peut-on dire des conséquences exactes de la mise en place de l'UD sur ses États membres ?

C. Quels impacts l'UD a-t-elle eu sur ses membres, trois ans après son lancement ?

Le développement de l'UD s'est accompagné d'un net développement des échanges entre les États-membres, ainsi que d'autres éléments positifs. Cet accroissement ne doit toutefois pas masquer plusieurs difficultés survenues et qui

se devront d'être résolues afin de donner à l'UD une existence pérenne et cohérente. Au-delà de ces difficultés, plusieurs interrogations, plus générales, méritent d'être posées sur la pertinence de l'Union douanière.

Un accroissement de l'intégration entre les pays membres de l'UD.

La mise en place de l'UD a permis un renforcement de l'intégration entre ses pays membres, s'exprimant surtout par un développement des échanges commerciaux entre Minsk, Astana et Moscou. Entre 2010 et 2012, leur volume a ainsi augmenté de 87%, alors que ceux enregistrés avec le reste du monde représentaient une croissance de 50%. Plus précisément, en 2010, le volume des échanges, d'un montant de 47Md\$, accuse un accroissement de 29% par rapport à 2009. En 2011, le volume des échanges totalise 63Md\$, soit une amplification de 33% par rapport à 2010. En 2012, la somme atteint 68,5Md\$, soit une progression de 8,7% par rapport à l'année précédente [11].

De meilleures conditions de commerce

La dynamisation du commerce intra-UD s'explique notamment par la suppression des taxes douanières entre les pays membres : si *de facto* (du fait des accords de libre-échange déjà existants), ces taxes étaient déjà très faibles entre les pays, leur suppression a permis un accroissement des échanges dans certains secteurs. Les exportations de pétrole et de gaz en provenance de Russie et du Kazakhstan (jusqu'en 2011), et à destination de la Biélorussie ont ainsi fortement augmenté. Minsk profite à ce titre de sa localisation géographique : en effet, une grande partie du pétrole russe (61% des exportations russes vers la Biélorussie en 2012 [12]) qui lui est vendue est raffinée en Biélorussie puis vendue aux pays de l'Union européenne. Un accord a d'ailleurs été trouvé entre les deux pays : l'ensemble des taxes à l'exportation réalisées sur les produits issus du pétrole russe raffiné en Biélorussie est reversé directement au budget russe. Cette suppression des taxes (et en contrepartie l'augmentation des taxes à l'importation depuis les pays tiers) a également généré une croissance des exportations biélorusses et russes vers le Kazakhstan, les premières étant notamment composées de véhicules et machines-outils (respectivement 22,3 et 20% des exportations biélorusses au Kazakhstan en 2012) [13], les secondes de carburant, machines-outils et de métaux (respectivement 23,6%, 15,2% et 11,7%) [14].

Outre la suppression de taxes douanières et la disparition des contrôles douaniers, la baisse des barrières non tarifaires entre les pays membres de l'UD a également influé sur le développement des échanges commerciaux. Certains problèmes anciens, sans disparaître, sont en effet moins aigus. Corruption des douaniers, temps d'attente parfois très long pour l'exécution des formalités

douanières, ou encore infrastructures de transport différentes entre deux pays : les opérateurs économiques russes, biélorusses ou kazakhs associaient souvent le passage de frontière à une pénible épreuve.

Il faut avoir vu les files de camions, stationnant parfois depuis plusieurs semaines dans les terminaux douaniers situés entre les différents pays de la CEI, pour comprendre à quel point cet aspect du problème est fondamental. De façon générale, la suppression des contrôles douaniers entre les pays de l'UD a été perçue de façon positive par les entrepreneurs, et est souvent considéré comme l'un de ses avancées les plus bénéfiques.

Le développement des échanges commerciaux au sein de l'UD tient également du fait que les entrepreneurs russes, biélorusses et kazakhs, outre le fait de disposer d'un marché élargi, peuvent désormais s'enregistrer et opérer dans les trois pays de l'UD sans discrimination, avec, en théorie, un accès égal aux appels d'offres tant publics que privés.

Cette disposition a notamment profité au Kazakhstan, où de nombreux entrepreneurs russes se sont établis, ainsi que des opérateurs venus de pays tiers et commerçant avec la Russie depuis le Kazakhstan, notamment du fait que la TVA y est plus faible qu'en Russie (respectivement 12 et 18%). Par ailleurs, elle pourrait avoir à terme des conséquences structurellement positives sur l'attractivité économique et commerciale des pays membres de l'UD. Dans la mesure où ils disposent de climat d'affaires différents, dans le classement Doing Business 2013 de la Banque Mondiale, sur 185 pays, le Kazakhstan est classé 49ième, la Biélorussie 58ième et la Russie 112ième [15], on peut supposer que les États de l'UD, mis en situation de concurrence, prennent chacun des mesures pour améliorer leur climat d'affaires, afin de demeurer ou de devenir les plus attractifs économiquement de la structure dans laquelle ils sont intégrés.

Le renforcement et la création d'autres mécanismes d'intégration aux côtés de l'UD.

Le renforcement de l'intégration depuis la mise en place de l'UD se manifeste également par l'apparition ou le développement de structures annexes à l'UD/CEEA, mais qui témoignent clairement d'une dynamique en marche.

L'activité de la Banque eurasiatique de développement (EDB) atteste de ce mouvement [16]. Cette institution a certes été fondée en 2006, par la Russie et le Kazakhstan, c'est à dire avant la mise en place de l'UD, et comprend aujourd'hui plusieurs membres qui ne sont pas parties de cette organisation, comme le Tadjikistan, le Kirghizstan ou l'Arménie. Des développements récents au sein de cette structure tendraient néanmoins à montrer que la mise en place de l'UD à renforcer son activité : c'est ainsi l'EDB qui gère le fond anticrise de l'Eurasec, et

qui pour le moment a alloué deux crédits d'un montant de 1,24Md\$ à Minsk en 2011, et la même année de 70M\$ à Douchanbé. L'EDB semble ainsi appelée à jouer un rôle moteur dans le processus eurasiatique ; en témoigne le travail de vulgarisation qu'elle propose, via la publication d'un extensif périodique trimestriel consacré à l'actualité des mécanismes d'intégration post-soviétiques.

D'autres initiatives attestent d'un renforcement de l'intégration eurasiatique, dans la foulée de la mise en place de l'UD. Ainsi, la mise en place par les trois opérateurs ferroviaires des pays de l'UD d'une société conjointe de transport, l'United Transport Logistics Company (UTLC). Selon un accord signé en juin 2013 à Saint-Pétersbourg, les pays membres de l'UD puiseront dans les réserves de leurs opérateurs ferroviaires historiques respectifs afin de doter cette nouvelle société en matériel, qui fonctionnera ensuite en fonds propres. La UTLC, dont les investissements atteindront 6,2Md\$ d'ici 2020 pourrait, selon plusieurs estimations, contribuer à une croissance de 11,3Md\$ du PIB de l'espace économique commun (à l'horizon 2020), dont un apport de 5Md\$ au PIB russe, de 5,3Md\$ au PIB kazakhe (cette société devrait notamment permettre à Astana de renforcer ses exportations à destination de l'Europe) et de 1Md\$ à la Biélorussie. [17]

Par ailleurs, les pays membres de l'UD ont mis en place en janvier 2013 un centre pour l'innovation, nommé « centre conjoint de l'Eurasec pour l'innovation technologique », dont les fonctions seront notamment de favoriser les activités de recherche et de développement, la commercialisation des différentes innovations et les transferts de technologies. [18]

L'UD est-elle rationnelle économiquement ?

Une croissance des échanges qui coïncide avec la mise en place de l'UD, mais qu'il faut replacer dans un contexte mondial.

La forte progression du commerce entre Minsk, Moscou et Astana constitue pour l'heure la réalisation la plus significative de l'UD. Comme constaté précédemment, entre 2010 et 2012, le volume des échanges intra-UD avait augmenté de 87% (tandis que les échanges avec le reste du monde accusaient une progression de 50%). Si plusieurs mesures importantes de l'UD ont joué un rôle certain dans cette dynamique, il semblerait que cette dernière soit aussi et surtout liée à un contexte mondial de reprise de l'activité économique et commerciale, après la crise de 2008.

La progression des échanges intra-UD par année montre effectivement que la croissance est forte en 2010 et 2011, respectivement 29% et 33%, mais moins

significative en 2012, où elle n'atteint que 8,7%. Dit autrement, la croissance du commerce intra-UD, si elle coïncide avec la mise en place de l'UD, n'est pas uniquement (et de loin) une conséquence des dispositions de cette structure. Le futur le dira, mais il se pourrait fort que la croissance des échanges commerciaux soit une conséquence de court terme, aussi bien due à une facilitation des échanges entre les pays qu'à une dynamique mondiale de retour à la croissance. De nombreux indicateurs montrent d'ailleurs un ralentissement général des échanges entre les pays de l'UD.

Une forte asymétrie économique et politique.

Contrairement à l'Union européenne, l'UD comporte un pays dépassant de loin, ne serait-ce que sur le plan démographique et économique, les autres parties la constituant : alors que la population et le PIB kazakhs (respectivement 16,8 millions de personnes et 202Md\$) représentent 1/10 de leurs équivalents russes (143,5 millions de personnes et 2015Md\$), la disproportion est encore plus forte pour la Biélorussie, d'une population de 9,464 millions de personnes et d'un PIB de 63,27Md\$. [19]

Ainsi, en 2012, alors que la Russie représente 65% du volume commercial de l'UD, la part du Kazakhstan n'y est que de 25% et celle de la Biélorussie de 10%.

Cette asymétrie, inexistante à un tel niveau dans les autres regroupements douaniers mondiaux, pourrait à terme créer un problème de fonctionnement.

Tout d'abord, elle induit arithmétiquement une forte disproportion des échanges entre les membres de l'UD. Dans ce cadre, Astana a ainsi vu le déficit de sa balance commerciale vis à vis de Moscou s'aggraver, cette dernière passant de 8,5Md\$ en 2011 à 11Md\$ en 2012 [20].

Par ailleurs, il est à supposer qu'eu égard à la prééminence économique de la Russie au sein de l'UD, et malgré les volontés affichées d'équité entre les États membres prévalant à la formation de ses structures décisionnelles, les grandes orientations de l'UD soient avant tout dirigées vers la préservation des intérêts russes. C'est notamment ce qu'il s'est passé lors du calcul du tarif douanier unique, largement inspiré sur celui en vigueur en Russie.

Certaines difficultés qu'éprouve le Kazakhstan suite à son entrée dans l'Union douanière semblent directement liées cette asymétrie.

Le relèvement des tarifs douaniers a ainsi conduit à une forte inflation des prix au Kazakhstan, de l'ordre de 7% en 2011 et 6% en 2012, directement ressentie par la population : certains produits de première nécessité comme le sucre, l'huile végétale ou encore la viande et les produits laitiers auraient ainsi vu leur prix presque doublé, ce qui a notamment amené le gouvernement à augmenter le

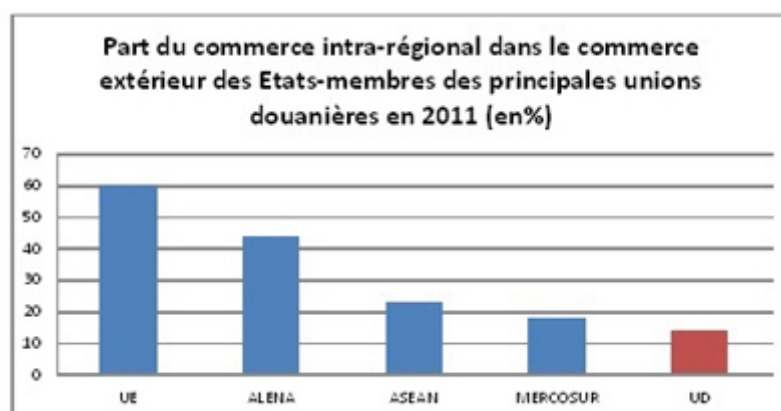
salaires des fonctionnaires et les pensions des retraités [21].

L'Union douanière et plus généralement l'Union eurasiatique se heurteraient donc à ce premier problème : le poids incontournable de la Russie. Outre les inégalités dans les relations économiques et commerciales, cette asymétrie pourrait également avoir des conséquences politiques. En fait, elle constitue l'une des difficultés récurrentes des processus d'intégration post-soviétique, parfois perçus par les NEI comme des tentatives russes de recréation d'un empire.

Une intégration économique faible

Une autre interrogation pouvant être posée à l'égard de l'Union douanière concerne l'intensité de l'intégration économique de ses pays membres : chacun de ces derniers commerce effectivement davantage avec les pays tiers qu'avec ceux de l'Union douanière : en 2012, le montant des échanges internes à l'UD atteignent 68,6MD\$, alors que ceux réalisés avec le reste du monde représentent 939,3MD\$. Seuls 10% des exportations réalisées dans l'UD ont comme destination l'UD. En ce qui concerne les importations, ce taux est de 17%. Alors qu'en 2012 les échanges avec la Biélorussie et le Kazakhstan ne comptent que pour 8,3% du commerce extérieur russe, les échanges avec la Russie et la Biélorussie ne représentent que pour 19,6% du commerce extérieur kazakh. Si le volume des échanges avec les autres pays de l'UD est plus élevé pour la Biélorussie, il demeure inférieur à ses échanges avec le reste du monde, dans la mesure où il représente 48% du commerce extérieur biélorusse (dont 47% avec la Russie) [22].

Ainsi, en comparaison des autres grands regroupements douaniers mondiaux, l'UD est celui dans lequel le degré d'intégration commerciale est le moins fort, comme le montre le document suivant [23] :



Un autre indicateur témoignant de la faible intégration économique intra-UD est la part des investissements directs à l'étranger (IDE) réalisés entre les pays

membres : Moscou et Minsk ne représentent que 5% des IDE réalisés au Kazakhstan (les principaux investisseurs dans ce pays en 2012 étant les Pays-Bas, la Chine, le Canada et la France), alors que la Biélorussie et le Kazakhstan ne comptent que pour 0,5% des IDE réalisés en Russie (les principaux investisseurs dans ce pays en 2012 étant Chypre, les Pays-Bas, Luxembourg et la Chine).

Ces constatations amènent à l'interrogation suivante : quel est le sens de promouvoir une intégration douanière et économique entre des pays qui commercent davantage, et de loin, avec des pays tiers ? D'aucuns répondront que l'UD a notamment été conçue pour renforcer les échanges entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, et que cet objectif a pour l'heure été rempli. Mais au vu du ralentissement des échanges observé depuis 2012, il convient de se demander si cette croissance s'inscrira dans la durée, ou si elle n'était qu'une conséquence de court-terme, tant liée à une embellie mondiale qu'à une facilitation des échanges entre pays membres.

Des échanges peu diversifiés.

La structure des échanges commerciaux au sein de l'UD suscite également certaines interrogations. Ces derniers sont en effet majoritairement constitués de ventes de matières premières et de produits issus de l'industrie lourde. Ainsi, au titre de l'année 2011-2012, la répartition des produits est la suivante : les hydrocarbures représentent 37% des échanges, les véhicules, camions et autres moyens de transport 21%, les métaux et produits sidérurgiques 13% [24].

Certaines catégories de produits à hautes valeurs ajoutés, comme les technologies de pointe, sont donc *grosso modo* absents des échanges intra-UD, alors que des biens non compétitifs (en terme de qualité et/ou de coût) sur le marché mondial remplacent les produits auparavant importés d'Europe ou de Chine. C'est par exemple le cas au Kazakhstan où certains produits russes, comme les voitures, remplacent progressivement les produits européens, souvent de meilleure qualité mais devenus trop onéreux du fait du relèvement des tarifs douaniers.

Les échanges intra-UD paraissent donc pour le moment peu diversifiés, ce qui pourrait être problématique à moyen terme, car les systèmes économiques et productifs des trois pays membres ont tous besoin de modernisation, ce que la nature protectionniste de l'UD pourrait ralentir. Cela pourrait laisser supposer que l'innovation dans certains secteurs, et notamment ceux de la haute technologie, ainsi que le processus de modernisation du secteur industriel, soient ralentis, puisque davantage protégés de la concurrence mondiale.

Le bilan de ces trois années d'existence de l'UD est donc mitigé. Modèle

d'intégration post-soviétique le plus poussé, l'UD, par sa structure décisionnelle partiellement supranationale, présente une grande nouveauté par rapport aux tentatives qui l'ont précédée. Ce mode de fonctionnement témoigne entre autre d'une réelle volonté de donner une légitimité à l'Union. Économiquement parlant, l'UD a permis un net développement des échanges commerciaux entre ses pays membres et avec le reste du monde. La suppression des taxes douanières (notamment pour les hydrocarbures) et des contrôles douaniers a ainsi eu un effet positif sur cette croissance. Outre le renforcement des échanges entre Moscou, Minsk et Astana, le développement de l'UD s'est accompagné d'un renforcement de la dynamique intégratrice dans le domaine économique et commercial, par la mise en place de diverses initiatives. Les négociations en cours relatives à l'instauration de zone de libre-échange entre l'Union douanière et des pays comme l'Inde ou le Vietnam montrent par ailleurs que d'une part, l'existence de l'UD en tant qu'entité propre est reconnue par des États tiers, d'autre part que cette structure peut être considérée comme attractive [25]. Ces réussites doivent être soulignées : elles attestent de la crédibilité de l'UD envers des pays qui n'en sont pas membres, et de la volonté de ses dirigeants à l'inscrire sur la scène économique mondiale.

Toutefois, en dépit de ses succès initiaux, la modération semble devoir s'imposer : d'une part, l'augmentation initiale des échanges au sein de l'UD doit être placée dans un contexte mondial de reprise de la croissance suivant la crise de 2008. Si leur croissance se maintient, elle a néanmoins fortement baissé, et la majorité des indicateurs montrent clairement un vif ralentissement du commerce intra-UD. Par ailleurs, toujours sur le plan économique, l'UD témoigne d'une faible intégration économique entre ses pays membres, ce qui appelle à des doutes quant à sa rationalité. Enfin, et cet aspect est aussi bien politique qu'économique, l'asymétrie existante dans l'UD entre la Russie et ses deux autres membres pourrait compromettre la viabilité de cette structure.

II. Vers un renforcement, tant quantitatif que qualitatif de l'Union douanière et de l'intégration post-soviétique ?

La dynamique d'intégration post-soviétique, renforcée avec la mise en place de l'UD et de l'espace économique commun, pourrait encore se développer dans les années à venir, à la fois quantitativement et qualitativement. D'une part, d'autres pays pourraient rejoindre l'UD. D'autre part, cette dernière, encore de nature essentiellement économique, serait appelée à devenir une véritable union politique, c'est en tout cas le souhait de son partisan principal, V. Poutine. Cette partie sera ainsi consacrée à la dynamique de renforcement des processus d'intégration post-soviétique, devant mener à l'Union eurasiatique à partir de

2015.

Le premier sous-ensemble sera dédié à la possible extension géographique de l'UD. A l'heure actuelle, trois États, d'ailleurs déjà membres de l'Eurasec, pourraient rejoindre l'UD : il s'agit du Kirghizstan, du Tadjikistan et de l'Arménie (membre observateur de l'organisation). Pour le moment, l'entrée d'autres anciennes républiques soviétiques dans l'UD semble plus hypothétique. Le cas de l'Ukraine sera cependant abordé, tant ce pays est fondamental dans le projet poutinien d'intégration eurasiatique.

Une seconde partie sera consacrée aux fondements du projet d'Union eurasiatique censé se substituer à l'UD et à l'espace économique commun à partir de 2015.

Le dernier sous-ensemble évaluera les limites pouvant affaiblir la réalisation du projet d'Union eurasiatique.

A. Une Union ouverte à d'autres pays ?

Lors du sommet de Douchanbé de 2007, durant lequel l'idée d'UD avait été remise sur la table, V. Poutine avait clairement indiqué que si cette structure était initialement limitée à 3 pays, elles pourraient en accueillir d'autres par la suite.

Des adhésions probables : Kirghizstan, Tadjikistan et Arménie.

Le Kirghizstan.

A l'heure actuelle, le Kirghizstan est le seul État se trouvant dans des négociations avancées pour son intégration à l'UD. Dès 2010, Bichkek a manifesté son intérêt pour l'UD. En décembre 2010, Almazbek Atambaiev, alors Premier-ministre kirghize, avait déclaré que « Le Kirghizstan et la Russie partagent un passé commun, et avec optimisme, un avenir commun. Nous considérons le Kirghizstan comme un membre de l'UD et de l'EEC. [...] La Russie est le principal partenaire stratégique du Kirghizstan. Nous serons des amis avec tous les pays dans le monde, mais la Russie est un partenaire stratégique, et il n'y aucune alternative. » [26]

Le 19 octobre 2011, dans le cadre d'un sommet de la CEI organisé à Saint-Pétersbourg, un groupe de travail pour l'accession du Kirghizstan à l'UD a été fondé. Depuis, les consultations se poursuivent entre Bichkek et la CEEA : une feuille de route pour l'adhésion du Kirghizstan à l'UD devrait être adoptée d'ici la fin 2013, et de façon vraisemblable, son intégration pourrait avoir lieu en 2015. [27]

Sur le plan économique, l'intégration du Kirghizstan pourrait permettre aux pays

de l'UD, Russie et Kazakhstan surtout, d'avoir un meilleur contrôle sur les frontières kirghizes et ainsi de limiter l'entrée de marchandises chinoises dans le territoire douanier commun : l'une des bases sur laquelle repose l'économie kirghize est effectivement la réexportation de produits chinois (qui représentaient 55,8% du total des importations kirghizes en 2012 [28]) vers le Kazakhstan et la Russie. Au-delà de cette considération, cette adhésion représente essentiellement un gain politique et « arithmétique » : l'extension de l'UD à un autre État.

Du point de vue kirghize, l'entrée dans l'UD procède surtout d'une absence de choix. Vu sa dépendance multiple à l'égard de la Russie et du Kazakhstan, le Kirghizstan n'a guère d'alternatives. A titre informatif, il est possible de rappeler qu'en 2012, l'UD représentait 26% du commerce kirghize [29] et que selon plusieurs estimations, près de 800 000 citoyens kirghizes travailleraient à l'étranger (en Russie et Kazakhstan essentiellement), soit 1/3 de la population active. Les transferts d'argent de ces travailleurs migrants contribueraient à près de 30% du PNB du pays [30] (6,5Md\$ en 2012). Plusieurs perspectives proposées, comme la liberté de mouvements des personnes, joueraient de fait un rôle majeur dans la volonté de Bichkek à rejoindre l'UD.

Tadjikistan.

Le Tadjikistan pourrait également à moyen terme rejoindre l'UD.

En décembre 2012, au cours d'un sommet de la CEEA, le Président tadjik aurait fait montre de l'intérêt de son pays à rejoindre l'UD [31]. La motivation du Tadjikistan pour l'UD est globalement la même que celle du Kirghizstan, à ceci près que la dépendance économique de Douchanbé à l'égard des pays de l'UD est encore plus forte que celle de Bichkek. Si Moscou, Minsk et Astana représentent quelques 25% du commerce extérieur du Tadjikistan, le poids de la Chine dans l'économie de ce dernier est moindre que pour le Kirghizstan (respectivement 34,5% et 50,3%), et surtout, l'économie tadjike est encore plus basée sur le transfert de fonds des migrants travaillant en Russie. Sur ce point précis, l'agence RIA Novosti indique qu'en 2012, près de 800 000 travailleurs tadjiks (soit plus de 15% de la population active du pays) ont envoyé de Russie et du Kazakhstan quelques 3,8Md\$ au Tadjikistan, une somme qui représenteraient la moitié du PIB du pays (7Md\$ en 2012). Ces travailleurs feraient vivre plus de 50% des familles tadjikes [32].

Comme pour le Kirghizstan, les perspectives d'une libre circulation des travailleurs avec les pays membres de l'UD jouent un grand rôle dans l'intérêt de Douchanbé pour l'UD. Et encore une fois, du point de vue russe, l'intégration du Tadjikistan, si elle peut indirectement permettre un meilleur contrôle des frontières de ce pays, notamment celles avec l'Afghanistan (Douchanbé et Kaboul

partagent une frontière longue de 1 700km), constitue surtout un gain politique.

Il semble nécessaire d'attirer l'attention sur les problèmes sécuritaires et économiques posés par l'éventuelle entrée du Kirghizstan et du Tadjikistan dans l'UD, et plus précisément par l'incapacité de ces pays à gérer efficacement leurs frontières. Pour le Kirghizstan, le problème principal a trait à un possible afflux de produits chinois sur le territoire de l'UD. Un grand nombre de marchandises y rentrent illégalement puis sont redirigées vers les pays de l'UD en tant que marchandises kirghizes. Vu la différence globale de prix des produits fabriqués en Chine de ceux au sein de l'UD, et notamment en Russie, cela risquerait de créer une situation de forte concurrence.

En ce qui concerne le Tadjikistan, les appréhensions viennent surtout du trafic de stupéfiants, héroïne notamment, en provenance d'Afghanistan et transitant notamment par ce pays d'Asie centrale avant d'atteindre la Russie. Il convient d'insister sur l'ampleur des problèmes posés par la consommation d'héroïne en Russie. Elle représente 20% de la consommation mondiale de cet opiacé. Selon plusieurs sources officielles russes, il y aurait près de 8,5 millions de personnes dépendantes à la drogue en Russie (soit 6% de la population totale du pays), dont 90% d'entre eux à l'héroïne. Ce stupéfiant, dont le marché représenterait annuellement le montant de 6Md\$, entraînerait ainsi la mort de 30 à 40 000 Russes par an [33]. Les jeunes sont particulièrement touchés, avec les conséquences induites sur le renouvellement de la population en Russie, un sujet risquant fort de devenir une question de sécurité nationale à l'avenir. Dans la perspective d'une intégration du Tadjikistan dans l'UD, ces chiffres pourraient prendre une proportion encore plus dramatique, du fait de la suppression des contrôles douaniers, et possiblement, à terme, des contrôles migratoires.

Il incomberait ainsi à la Russie soit de financer la sécurisation des frontières tadjikes et kirghizes, soit de participer directement à leur surveillance, ce qui dans les deux cas implique des coûts supplémentaires pour Moscou, et ce qui dans au moins un cas, revient à une baisse relative de souveraineté pour Bichkek et Douchanbé. Il faut observer ici que la Russie semble pousser ses intérêts sécuritaires via l'OTSC (ODKB). Elle multiplie en effet les initiatives pour donner une nouvelle existence et consistance à cette organisation militaire régionale, notamment via des actions dans le domaine de la sécurité aux frontières. Ce choix permet certainement à Moscou d'éviter certaines critiques de ses anciens satellites d'un retour hégémonique du grand frère.

Arménie.

Cet État du Caucase entretient depuis la chute de l'Union soviétique des relations fortes avec la Russie, tant pour des raisons historiques que pour des motifs plus

pragmatiques. En situation de conflit avec son voisin azerbaïdjanais, l'Arménie est un pays enclavé. Ses frontières sont fermées avec deux de ses quatre voisins, l'Azerbaïdjan et la Turquie. Ne disposant que de peu de ressources naturelles, sans accès à la mer et placé dans une situation géopolitique problématique, Erevan a depuis son indépendance en 1991 systématiquement favorisé une politique d'amitié à l'égard de la Russie, très présente en Arménie. Moscou y dispose d'une importante base militaire, celle de Gyumri, forte de 5 000 hommes et dont la présence a en 2010 été prolongée jusqu'en 2044 [34]. La Russie est le premier partenaire commercial de l'Arménie (en considérant les données par pays, non par bloc), représentant 21,7% de ses échanges extérieurs. Elle est de manière générale fortement impliquée dans de nombreux secteurs cruciaux de l'économie arménienne. Par ailleurs, Erevan dépend intégralement de Moscou pour son approvisionnement en gaz, dont le réseau de distribution, Armrosgazprom, est détenu à 80% par Gazprom, qui souhaite d'ailleurs racheter les 20% restant détenus par l'État arménien [35]. Enfin, de la même façon que pour le Kirghizstan et le Tadjikistan, de nombreux immigrés arméniens travaillent en Russie (qui attire toujours la majorité des migrants arméniens). La relation de dépendance de l'Arménie à l'égard de la Russie est donc forte et multiple, concernant aussi bien les domaines commerciaux qu'économiques, énergétiques et sécuritaires.

En dépit de cette relation, l'Arménie, membre actif de l'OTSC et disposant du statut d'observateur de l'Eurasec, avait jusqu'alors montré un intérêt limité envers l'Union douanière et le projet d'Union eurasiatique, et s'était engagé avec Bruxelles pour la signature d'un accord d'association. Les négociations pour la signature de cet accord ayant été finalisées en juillet dernier [36], celui-ci aurait logiquement dû être signé en novembre prochain à Vilnius, lors du sommet du Partenariat oriental. En signant l'accord de libre-échange complet et approfondi (DCFTA), Erevan cherchait notamment à réduire la tutelle qu'exerce Moscou à son égard, tout en restant par ailleurs un fort allié, notamment sur le plan politique et militaire, du grand frère russe. Le Président Serge Sarkissian a provoqué la surprise en déclarant contre toute attente lors d'un entretien avec son homologue russe à Moscou le 3 septembre dernier que son pays avait finalement choisi d'intégrer l'Union douanière et à terme l'Union eurasiatique [37]. Si l'Arménie maintenait effectivement ce nouveau cap, l'accord d'association avec l'UE, se trouvant pourtant à un point de négociations avancées ne pourrait être signé, ce qui constituerait une victoire symbolique importante pour la Russie.

Un pays fondamental dans le processus eurasiatique, mais qui semblerait privilégier Bruxelles à Moscou : l'Ukraine.

[NDLR : Rappel, ce texte a été initialement publié en octobre 2013, il ne pouvait donc pas tenir compte de la prise de distance de Kiev à l'égard de l'UE en novembre 2013] L'Ukraine est de loin le pays envers lequel Vladimir Poutine a déployé le plus d'énergie pour le pousser à intégrer l'UD. Outre son intérêt économique (dépassant de loin celui du Kirghizstan, du Tadjikistan, de l'Arménie ou de pays déjà membres de l'UD comme la Biélorussie et le Kazakhstan), l'adhésion de Kiev à l'UD, et plus généralement au projet d'Union eurasiatique, donnerait à cette initiative un sens qui lui manque présentement à de nombreux égards. L'intégration de ce pays européen, berceau historique de la nation russe, au potentiel économique fort, constituerait une justification de poids à l'entreprise eurasiatique envers la population russe, se montrant bien plus indifférente, voire franchement hostile à l'intégration des républiques d'Asie centrale, musulmanes, et faibles économiquement. Sur le plan extérieur, l'adhésion à l'UD et au projet eurasiatique de l'Ukraine constituerait une victoire de taille de Moscou vis à vis de Bruxelles et de Washington, engagés depuis plusieurs années, et à des degrés différents en faveur d'un arrimage de cet État aux structures occidentales.

Si sous la présidence de Viktor Ioutchenko (2005-2010), la potentialité d'un tropisme ukrainien envers l'UD en construction semblait exclue, l'élection de Victor Ianoukovitch en janvier 2010 a ouvert une période d'incertitude quant aux choix que fera Kiev entre Bruxelles et Moscou. Hâtivement présenté en Occident comme pro-russe, V. Ianoukovitch a effectivement été élu sur la base d'un programme de rapprochement avec la Russie, dont les relations avec l'Ukraine s'était fortement distendues sous la présidence de son prédécesseur. Il est vrai que certaines promesses symboliques du candidat Ianoukovitch, comme celle de faire du russe la seconde langue officielle d'Ukraine, partiellement réalisée par l'adoption d'une loi à portée régionale à l'été 2012, a renforcé l'image pro-russe du nouveau Président.

Plusieurs événements liés à l'actualité ukrainienne ont, de façon directe et indirecte, pu faire suggérer que l'Ukraine se tournait vers l'Est. Un exemple significatif est la prorogation pour une durée de 25 ans du bail de la flotte russe basée à Sébastopol, en Crimée, qui pourra ainsi y demeurer jusqu'en 2042. Cette prolongation, fixée selon les termes de l'accord de Kharkov, signé dans la ville du même nom en avril 2010, a été acceptée en échange d'une réduction de l'ordre de 30% du tarif du gaz vendu par la Russie. L'accord de Kharkov lui-même a suscité des réactions globalement négatives en Union européenne, où la crainte d'un retour de Kiev dans le giron russe s'est particulièrement faite entendre.

Par ailleurs, le procès puis la condamnation en octobre 2011 de l'ancienne Première-ministre ukrainienne Ioulia Timochenko à 7 ans de prison a contribué à

un net refroidissement des relations entre Bruxelles et Kiev, entre autres illustré par l'appel de nombreuses personnalités européennes à suspendre les négociations sur l'accord de libre-échange [38].

Parallèlement à ce contexte de ralentissement des relations UE-Ukraine, la Russie a fait montre d'une grande insistance pour attirer son voisin slave dans l'UD. De façon positive tout d'abord, Moscou a vanté à de maintes reprises les avantages dont bénéficierait Kiev en intégrant l'UD : réduction substantielle du prix des hydrocarbures, gains significatifs de croissance du PIB, développement des partenariats russo-ukrainiens dans certains domaines comme l'industrie, l'aéronautique ou les technologies. Il est également plausible que la structure décisionnelle prévalant au sein de l'UD ait été pensée et mise en œuvre afin de rassurer l'Ukraine : dans l'UD, dont les décisions et les politiques sont adoptées *a priori* sur un mode consensuel et de façon transnationale, Kiev serait un associé de Moscou participant pleinement aux orientations de cette structure, et non un vassal.

Conjointement à cette promotion de l'UD, la Russie a signalé à l'Ukraine qu'en cas de signature de l'accord d'association, l'ensemble des accords de libre-échange liant Moscou (et à fortiori les autres pays signataires des accords de libres échanges de la CEI, pays de l'UD en tête) à Kiev seraient rompus, l'argument principal étant qu'il faudrait prendre des mesures protectionnistes contre les marchandises importées des pays de l'UE par l'Ukraine. La Russie a même récemment, vraisemblablement à titre d'avertissement, décrété des embargos sanitaires sur les produits ukrainiens, le dernier datant du mois d'août 2013 et interdisant provisoirement l'importation des célèbre confiseries de la marque ukrainienne Roshen [39]. Au vu du caractère politique des embargos « sanitaires » décidés par Rospotrobnadzor (les précédents moldave et géorgien de 2006 sont éloquentes), il est possible qu'ils ont été émis afin de montrer à l'Ukraine les mesures que prendront la Russie (et à fortiori l'UD) en cas de signature par Kiev d'un accord d'association avec l'UE. Le 21 août 2013, Sergei Glaziev, le conseiller du Président russe, a ainsi indiqué que l'UD devrait probablement mettre fin à son accord de libre échanges avec l'Ukraine si ce pays signait l'AA avec l'UE, arguant de problèmes liés à la réexportation de produits européens via l'Ukraine vers l'UD, et à la non-adéquation entre les règlements phytosanitaires en vigueur en UE et au sein de l'UD [40].

Kiev a longtemps cherché un compromis lui permettant de bénéficier des avantages de l'AA et de ceux de l'UD et a ainsi tenté de négocier une participation simultanée dans ces deux entités. Sans vouloir remettre en cause le processus de rapprochement avec Bruxelles, fondamental pour l'économie ukrainienne, en grand besoin d'investissements et de modernisation, Kiev visait une forme de

participation à l'UD. Cette intégration duale a été rejetée par les deux blocs : alors que Bruxelles indiquait que l'instauration d'une zone de libre-échange avec l'Ukraine était incompatible avec son intégration dans l'UD, Moscou insistait pour une participation entière de l'Ukraine à l'UD, et non un format spécifique de type « 3+1 » proposé à plusieurs reprises par Kiev.

De récents développements montreraient qu'a priori, Kiev a finalement fait le choix d'un rapprochement avec l'UE, au détriment de son intégration eurasiatique. Après de longues tergiversations, il semblerait bien que l'accord d'association soit signé au sommet à venir du Partenariat oriental, qui se tiendra en novembre 2013 à Vilnius. Du fait de la densité de cet accord, sa signature aurait notamment pour effet de rendre impossible toute participation poussée de l'Ukraine à l'UD-Union eurasiatique, et surtout de rapprocher très fortement l'Ukraine de l'Union européenne. Ce rapprochement substantiel de Kiev avec Bruxelles, avec en corollaire son éloignement de Moscou sera lourd de conséquences sur le processus d'intégration eurasiatique. [NDLR. Au vu des développements de novembre-décembre 2013 et janvier 2014, ce point est à reconsidérer].

B. De l'Union douanière à l'Union eurasiatique.

L'Union eurasiatique selon V. Poutine

D'ici quelques années, l'UD pourrait être assimilée à une structure plus vaste et aux compétences beaucoup plus importantes : il s'agit de l'Union eurasiatique, que V. Poutine évoque pour la première fois dans un programme publié par le journal Izvestia en octobre 2011 [41]. Dans cet article, V. Poutine revient tout d'abord sur les réalisations de l'UD, près de deux ans après son lancement et quelques mois avant sa transformation formelle en espace économique commun. Soulignant les nombreux impacts positifs qu'aurait suscités la mise en place de l'UD sur ses membres, V. Poutine met en exergue la grande innovation qui la caractérise par rapport aux structures qui l'avaient précédée, comme la CEI ou l'Eurasec : la présence d'organes transnationaux. Par ailleurs, le Président russe fait à plusieurs reprises références à l'UE, qui aurait, de façon non exclusive, servi de modèle à la construction de l'UD. Il déclara ainsi « Il a fallu 40 ans aux Européens pour passer de la CECA à l'Union européenne. La mise en place de l'UD et de l'espace économique commun est bien plus rapide, car elle s'inspire de l'expérience de l'UE et d'autres organisations régionales, en prenant en compte leurs réussites et leurs échecs ».

Dans un second temps, le chef d'État russe indique que le processus ne s'arrêtera pas à l'UD, et qu'il s'agira désormais de poursuivre « un but plus ambitieux, c'est

à dire passer à l'étape suivante, plus profonde d'intégration : l'Union eurasiatique ». Se défendant d'emblée de vouloir restaurer l'Union soviétique, V. Poutine affirme qu'il s'agira de créer une intégration forte reposant sur de « nouvelles valeurs et de nouvelles bases politiques et économiques ». L'Union eurasiatique serait ainsi appelé à devenir un nouvel acteur mondial, jouant notamment le rôle de pont entre l'Europe et l'Asie pacifique. Ouverte à tous les États, et avant tout à ceux issus de la décomposition du bloc soviétique, la participation à l'Union eurasiatique ne serait pas, toujours selon V. Poutine, contradictoire avec l'intégration à d'autres structures régionales, UE notamment : cette précision semble notamment adressée à l'Ukraine, qui n'a pas arrêté de façon définitive son choix entre rapprochement avec Bruxelles ou participation au projet eurasiatique. Il convient par ailleurs de souligner qu'elle est démentie par la réalité : Moscou a clairement fait savoir à Kiev que l'intégration à l'UD ne serait pas possible si l'Ukraine se rapprochait de l'UE en signant le DCFTA.

Le programme d'Union eurasiatique annoncée par V. Poutine en octobre 2011 marque par l'étendue de son ambition, et témoigne de la volonté du Président russe de créer un nouveau pôle d'influence mondiale qui serait structurée autour de la Russie. Quoique plusieurs aspects de ce projet doivent être pour l'heure considérés comme purement déclaratifs, le processus initié par la mise en place de l'UD est appelé à se renforcer de façon concrète dans un futur proche, les membres de cette structure ayant effectivement décidé de passer d'ici 2015 au quatrième stade de leur intégration, c'est à dire l'union économique. Après la conclusion d'accords de libre-échange (stade 1), puis d'union douanière (stade 2) puis d'espace économique commun (stade 3, stade actuel), apparaîtrait donc le quatrième stade de l'intégration, celui d'une union économique, en occurrence l'Union économique eurasiatique.

Schéma récapitulatif des 4 stades de l'intégration économique : [42]

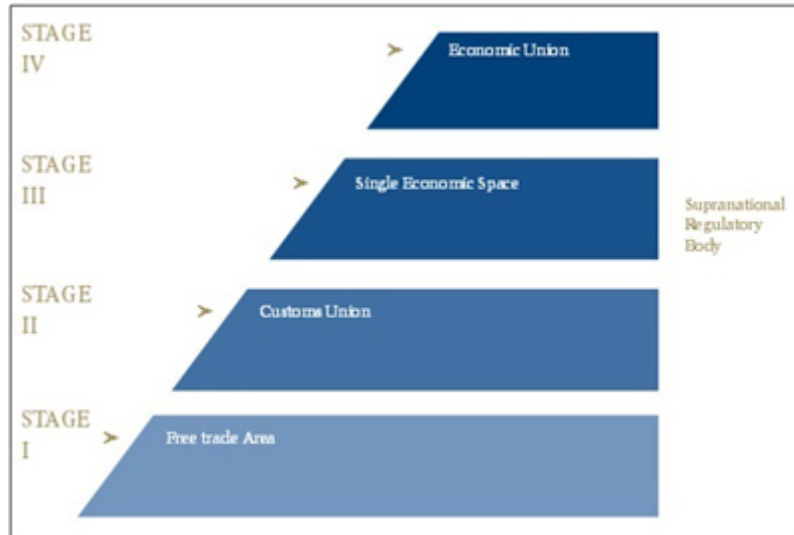


Schéma récapitulatif des 4 stades de l'intégration économique

Le passage de l'Union douanière à l'Union eurasiatique.

L'Union économique eurasiatique présentera une étape de plus dans le processus d'intégration économique comparativement à l'Union douanière et à l'espace économique commun en ce sens qu'elle envisage l'instauration des fameuses « 4 libertés » sur son territoire. Ces dernières, fondamentales dans l'histoire de la construction européenne sont la liberté de mouvement des marchandises, des services, des capitaux et des personnes. Si la liberté de circulation des marchandises existe déjà au sein de l'espace économique commun, avec de nombreuses limites, les trois autres ne sont pas encore développées. La CEEA travaille actuellement à la mise en place totale de ces quatre libertés pour l'horizon 2015.

Liberté de mouvements des marchandises

Quoiqu'elle soit censée être totale depuis la mise en place de l'espace économique commun en janvier 2012, de nombreuses limites grèvent encore sa pleine réalisation [43].

La CEEA envisage ainsi que d'ici 2015, l'ensemble des barrières au mouvement des marchandises soient levées. Il s'agit des barrières dites « physiques », en l'espèce, les entraves posées par les États membres et limitant le mouvement de certains bien particuliers comme les médicaments, le matériel médical et certaines matières premières. Cette catégorie comprend également les barrières posées par les États contre un accès égal au marché à tous les opérateurs économiques de l'UD, qu'ils soient résidents de l'État dans lequel ils tiennent leur activité ou non. Autrement dit, la préférence nationale existe encore au sein de

l'UD, et la CEEA se fixe le but de la faire disparaître d'ici 2015.

Les barrières dites « techniques » devront aussi être supprimées d'ici 2015 : concrètement, la CEEA pousse à l'adoption de règlements sanitaires et phytosanitaires communs à l'ensemble des pays de l'UD, afin de faciliter le commerce entre les États membres. L'adoption de standards unifiés de qualité permettrait également de faire l'économie de certaines entraves à la liberté des marchandises, jaillissant par exemple lorsqu'un pays A considère que le produit d'un pays B ne respecte pas les normes du pays A. Cette entrave à la liberté des marchandises surgit souvent entre la Russie et la Biélorussie. Généralement pour des raisons d'ordres politiques, Moscou bloque, au motif de manquements à ses propres règlements sanitaires, l'importation de produits biélorusses. Le dernier exemple en date remonte au 28 août dernier : Rospotrobnadzor a annoncé que des produits laitiers biélorusses ne respectaient pas les normes russes, et que leurs importations pourraient être suspendues. La cause réelle de ces menaces d'embargos serait plutôt liée à l'emprisonnement par les autorités biélorusses d'un grand capitaine d'industrie russe, Vladislav Baumgertner, survenu quelques jours plus tôt [44].

Enfin, la CEEA s'engage pour la suppression des barrières dites fiscales, encore existantes du fait que certaines catégories de produits ne sont pas soumis au tarif douanier commun, mais au tarif douanier des États-membres. C'est par exemple le cas pour le Kazakhstan, qui a pu maintenir de façon transitoire ses tarifs sur plusieurs catégories de marchandises.

Liberté de mouvements des services.

La CEEA compte également prendre des mesures afin de dynamiser le commerce des services entre les États membres, fortement à la traîne par rapport au commerce des marchandises, alors même que la part des services dans les PIB des États-membre oscillent entre 55 et 60%.

Liberté de mouvements des capitaux.

La CEEA cherche également à renforcer les mouvements de capitaux entre les pays membres, et ce notamment dans le but de favoriser les investissements directs étrangers réciproques, qui demeurent faibles, ne représentant que 9,36% de l'ensemble des IDE réalisés sur le territoire de l'UD.

A cet effet, plusieurs initiatives devraient être prises prochainement, visant notamment à réduire les entraves monétaires en se dirigeant vers une politique monétaire commune, et en développant l'usage de la monnaie régionale « la plus forte », comprendre le rouble russe, dans les échanges financiers entre pays membres.

La CEEA propose également d'instituer un système de reconnaissance mutuelle des autorisations administratives délivrées pour l'exercice d'activités professionnelles dans le domaine de la finance.

Liberté de mouvements des personnes

La quatrième liberté que la CEEA compte mettre en place dans le cadre de l'Union eurasiatique économique est la liberté de mouvements des personnes. La CEEA insiste sur le besoin d'une harmonisation de la politique de visa entre les pays membres, en vue de supprimer les contrôles migratoires entre les frontières internes de la future Union économique eurasiatique.

Parallèlement à ces innovations majeures, deux autres mesures peuvent être évoquées. Si ces dernières doivent pour le moment être considérées comme hypothétique, elles sont régulièrement évoquées et leur mise en place constitueraient une étape décisive dans le processus d'intégration post-soviétique.

Il s'agit tout d'abord de l'idée d'instaurer une monnaie commune au sein de la future Union économique eurasiatique, notamment exprimée par le président du collège de la CEEA, Victor Kristenko, le 19 novembre 2011, au lendemain de l'accord sur la création de l'espace économique commun [45]. Si l'ensemble des dirigeants concernés admettent que cet horizon n'a rien d'immédiat, et que N. Nazarbaev a fait montre à plusieurs reprises de sa réserve quand à cette idée, et de son refus que cette monnaie commune puisse être le rouble, elle revient régulièrement lors de divers sommets consacrés à l'intégration eurasiatique. Elle peut ainsi être considérée comme une perspective de long terme pour les États de l'UD.

Parallèlement à cette éventualité, l'idée d'un Parlement eurasiatique, qui se substituerait à l'Assemblée inter-parlementaire de l'Eurasec (appelé quant à elle à devenir assemblée inter-parlementaire de la CEEA avec la possible intégration du Kirghizstan et du Tadjikistan) a également été mentionnée.

Évoquée par le Président de la Douma, Sergei Narishkine, lors d'un déplacement à Astana en avril 2012 [46], cette perspective, qui fait l'objet de discussions régulières entre des groupes de parlementaires russes, biélorusses et kazakhs demeure pour le moment dans le registre hypothétique. Toutefois, elle pourrait être étudiée plus sérieusement à l'avenir, si les résultats de l'Union économique eurasiatique s'avèrent concluants.

Vers un possible renforcement de l'intégration militaire.

Il est nécessaire d'attirer l'attention sur le fait que parallèlement au

développement d'une union d'abord économique puis politique, la dynamique intégratrice n'échappe pas au domaine militaire : l'ensemble des membres actuels et à venir (au moins pour le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Arménie) de l'UD sont également membres de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Fondée en 2002 à Chisinau, cette structure, reconnue à l'ONU comme organisation internationale, promeut un rapprochement des instances militaires des États y participant, notamment pour faire face aux menaces communes auxquels ils sont exposés, comme le terrorisme, le trafic de stupéfiants et surtout les problèmes inhérents au retrait des troupes américaines d'Afghanistan en 2014.

L'OTSC a ainsi organisé à Bichkek en mai dernier un sommet informel consacré à l'Afghanistan, au cours duquel V. Poutine a notamment déclaré que les États membres devront suivre « l'évolution de la situation en Afghanistan pour décider de ce que nous devons faire ensemble afin de réagir à un changement de la situation et d'assurer inconditionnellement la sécurité de nos peuples et de nos pays" [47]. Les mesures que devrait prendre l'OTSC pour contenir les dangers suscités par la situation en Afghanistan seraient, selon les dires de son secrétaire général Nikolai Bordiouja de deux types. D'une part, l'organisation intensifierait sa coopération avec les autorités afghanes, dans des domaines tels la formation du personnel ou encore la mise en place de projets conjoints. D'autre part, un net renforcement de l'OTSC aussi bien capacitaire que décisionnel serait mis en œuvre [48].

Les résolutions prises au cours du dernier sommet de cette organisation à Bichkek en mai dernier, attestent de cette volonté de consolidation. Lors de cet événement, il a ainsi été décidé que, dans le cadre de l'OTSC, la Russie aiderait le Kirghizstan à procéder à la modernisation de ses équipements militaires. [49]. Douchanbé devrait également profiter de cette dynamique. L'OTSC soutiendra effectivement le Tadjikistan dans le développement de ses possibilités de défense, notamment le long de sa frontière avec l'Afghanistan, en fournissant entre autres des armes et du matériel aux troupes chargées de la protection frontalière. [50].

Il faut donc s'attendre à un développement de l'OTSC dans les années à venir, procédant tant des menaces auxquelles les États de cette organisation sont confrontés que du processus intégrateur actuellement à l'œuvre dans l'espace CEI.

Les perspectives de la présente dynamique d'intégration post-soviétique dépassent pour le moment toutes celles qui avaient été entreprises précédemment. À un projet d'union économique eurasiatique, déjà partiellement réalisé, se rajouterait celui d'une union politique entre ses États membres. Ces derniers pourraient éventuellement être liés par une instance transnationale, le

Parlement eurasiatique, semblable à celui existant en Union européenne, le Parlement européen, et gage d'un processus décisionnel auquel les citoyens des États membres participeraient.

En parallèle à ce renforcement de l'intégration économique et potentiellement politique, un approfondissement des synergies dans le domaine de la défense est également à prendre en compte. Si l'ensemble de ces ambitieux projets était pleinement réalisé, il signifierait que la Russie est parvenue à structurer autour de son territoire un ensemble régional cohérent, puissant économiquement (sur le plan des ressources naturelles notamment) et situés entre deux pôles majeurs des relations internationales contemporaines que sont l'UE et la Chine. Il montrerait également que la Russie est parvenue à devenir un modèle attractif, envers des voisins auparavant réticents à toute tentative d'intégration structurelle avec Moscou, souvent perçue comme une manifestation cachée et supplémentaire d'un néo-impérialisme russe ne cherchant à asseoir que ses propres intérêts.

C. Les limites à l'établissement

Plusieurs réserves peuvent être formulées envers les projets d'intégration eurasiatique. Elles tiennent d'une part du problème récurrent posé par le poids de la Russie. D'autre part, il convient de se demander dans quelle mesure le projet d'intégration est soutenu par les élites, mais aussi par les populations des pays intéressés. Enfin, plus concrètement, il faut s'interroger sur les possibilités réelles d'extension de l'Union eurasiatique, qui paraissent en définitive limitées.

Une union ou une fédération d'États vassaux autour de la Russie ?

La réserve la plus évidente pouvant être prononcée vis à vis du projet d'Union eurasiatique est la même que celle constatée pour l'UD : le profond déséquilibre existant entre la Russie et les autres membres, effectifs ou à venir de l'Union. Ce problème, fondamental dans l'intégration post-soviétique, pourrait menacer l'avenir du processus de construction eurasiatique, fortement promu par V. Poutine. Représentant, de ses propres dires, l'une des priorités absolues de son troisième mandat [51], il semblerait susciter moins d'enthousiasme parmi les autres parties intéressés. Si Minsk et Astana sont favorables au volet économique de l'intégration, leur regard envers d'autres développements de ce processus, notamment sur le plan politique et monétaire, est beaucoup plus mesuré.

En ce qui concerne le Kazakhstan par exemple, la crainte d'une perte de souveraineté au profit d'une ingérence russe *de facto* dans ses affaires est forte. Le fait que l'UD est peu prise en compte les points de vue kazakhs dans l'élaboration du tarif douanier commun, ou encore que le siège de la CEEA soit situé à Moscou, alors que N. Nazarbaev insistait pour qu'il soit à Astana (ce qui

semble d'ailleurs plus cohérent dans une perspective eurasiennne) a contribué à alimenter ces réticences.

Plusieurs personnalités politiques kazakhes ont ainsi rejeté l'hypothèse de la création d'un Parlement eurasiatique, évoquée par S. Narishkin. Le conseiller du Président kazakh a ainsi déclaré en septembre 2012 que cette perspective était pour le moment hors de propos, et que S. Narishkin n'avait exprimé qu'une opinion personnelle [52].

Plus récemment, N. Nazarbaev a réitéré qu'il n'était pas question de donner à la CEEA des compétences de nature politique, déclarant à l'issue d'une rencontre avec ses homologues russe et biélorusse à Astana en mai 2013 : « Je souhaiterais une fois de plus mettre l'accent sur le fait qu'il n'y a aucun plan qui, envisageant le transfert de compétences politiques à des instances supranationales, remettraient en cause l'indépendance des États. Il ne s'agit que d'intégration économique » [53].

Le Président biélorusse a également fait montre de sa volonté de temporisation vis à vis de la création d'un Parlement eurasiatique indiquant en décembre 2012 à Minsk que « la création d'une assemblée interparlementaire, comme celle existante au sein de la CEI était envisageable, mais qu'il faudrait d'abord voir quels seraient les bénéfices d'une nouvelle structure. Pour le moment, aucun » [54].

Cette méfiance des leaders kazakh et biélorusse procède essentiellement de la peur d'une perte de souveraineté. En effet, il paraît pertinent de se demander comment la prise de décisions pourrait être réellement consensuelle et intégrer les intérêts de tous les participants dans une union où un pays, la Russie, joue un rôle surdimensionné sur tous les plans. Ainsi, contrairement à l'UE, où le transfert de certaines compétences a été possible, notamment du fait de l'absence d'un État surpassant tous les autres dans les domaines économiques, politique, démographiques et militaires, il est à craindre que l'Union eurasiatique, si elle est créée, soit en fait une fédération de vassaux regroupés autour de la Russie, sans réel autre contre-pouvoir décisionnel que Moscou.

Un projet durable ?

Il est nécessaire de se demander si le projet de formation d'Union eurasiatique survivra aux évolutions des pouvoirs actuellement en place dans les pays de la CEEA.

Le régime d'A. Loukachenko se maintient tant que ce dernier peut garantir le pacte social le liant à son peuple, reposant sur une économie de facto largement

subventionnée par la Russie. Si pour une raison ou pour une autre, Minsk n'était plus en mesure de maintenir ce système, il y a fort à parier que des changements politiques majeurs pourraient intervenir. Sans parler de révolutions de couleur, il est possible qu'avec un changement de régime, la Biélorussie se montrerait moins tournée vers l'intégration eurasiatique et privilégierait une politique davantage multivectorielle. D'ailleurs, l'intégration eurasiatique ne bénéficie pas d'un soutien massif de la part de la population biélorusse. Celle-ci est partagée à égalité entre partisans d'une intégration avec l'UE et partisans d'une intégration avec la Russie (selon les données recueillies en juin 2013 par le Belarus Independent Institute of Socio-Economic and Political Studies) [55].

En ce qui concerne le Kazakhstan, cette question semble plus concrète. N. Nazarbaev est âgé, d'une santé déclinante, et la question de sa succession est ouvertement posée. Il semble vraisemblable que les nouvelles élites de cette République, souvent formées en Occident, soient animées d'un tropisme post-soviétique moins fort que celui du Président actuel, et que le pragmatisme puisse l'emporter sur l'idéologie. Aussi, lorsqu'il quittera le pouvoir, il est possible qu'Astana s'associe avec moins de vigueur (et encore, les réserves kazakhes sont déjà existantes face à une intégration politique ou monétaire) au projet poutinien d'Union eurasiatique. D'ailleurs, une partie de l'opposition kazakhe a lancé en avril 2013 l'idée d'un référendum pour la sortie du pays de l'UD [56]. L'adhésion des Kazakhs au projet d'Union eurasiatique doit donc être considérée comme une question ouverte : alors que l'entrée dans l'UD a eu des conséquences négatives sur le quotidien de la population (augmentation des prix), les perspectives d'une intégration monétaire, voire politique, sont rejetées par la majorité de la classe politique locale, N. Nazarbaev en tête.

L'adhésion à l'idée d'UD doit aussi être posée du point de vue russe. Là encore, il semblerait que l'évidence ne soit pas de mise. Le projet d'Union eurasiatique, évoqué par V. Poutine avant sa réélection pour un troisième mandat en 2012, est l'un des axes majeurs de sa politique, et il pourra éventuellement le rester s'il est réélu en 2018. Cette option demeure hypothétique : la côte de popularité de V. Poutine, quoique persistante, est en baisse et les Russes sont en majorité opposés à sa réélection pour un quatrième mandat [57].

Par ailleurs, au vu des conséquences qu'il pourrait entraîner, le projet d'Union eurasiatique peut être dur à défendre auprès de l'opinion publique. Si les Russes sont attachés au maintien des intérêts et de la présence de leur pays dans les États de l'étranger proche, il ne sont pas forcément disposés à « payer » pour des voisins plus pauvres et moins développés, comme c'était le cas durant la période soviétique vis à vis des Républiques d'Asie centrale.

Il est d'ailleurs pertinent de s'interroger sur les capacités de la Russie à supporter

quasiment à elle seule le fardeau économique représenté par les Républiques d'Asie centrale potentiellement membres (Kirghizstan et Tadjikistan), mais aussi par la Biélorussie, dont le système économique ne se maintient que grâce à la « générosité » russe. Cette question mérite effectivement d'être posée alors même qu'une partie non négligeable de la population et de la classe politique se prononce en faveur d'un abandon par le centre de certaines périphéries trop coûteuses, comme les régions du Caucase du Nord [58]. Plus généralement, la Russie demeure marquée par de profondes inégalités économiques et sociales entre ses différentes régions, inégalités qu'elle doit corriger prioritairement pour s'assurer un développement solide et pérenne. Dès lors, peut-elle se permettre, à l'heure actuelle, de soutenir financièrement la participation d'États peu développés à la dynamique eurasiatique ? A cet égard, il est possible d'établir une comparaison avec les réactions qu'a suscité le soutien de certains États comme la France et l'Allemagne à d'autres pays européens en crise comme la Grèce. La dénonciation de ces mécanismes de solidarité, constaté par une partie des opinions publique et de la classe politique européenne pourrait bien se répéter dans le contexte de l'Union eurasiatique.

Il est également opportun de se demander comment réagirait la population russe face aux conséquences de la mise en place d'une des quatre libertés, la liberté de mouvement des personnes. Si d'importants flux migratoires n'ont pas été enregistrés en provenance de Biélorussie ou du Kazakhstan (selon la CEEA, en 2011, le nombre de migrants économiques allant d'un pays de l'UD à l'autre représentait 60 000 personnes, soient 1% du chiffre total de migrants économiques dans les pays de l'UD [59]), il en va autrement du Tadjikistan et du Kirghizstan, où une grande partie de la population travaille déjà en Russie. En cas de participation de ces pays à l'Union eurasiatique, une augmentation du nombre de migrants est ainsi à anticiper, ce que ni la population russe (surtout celle de Moscou et de Saint-Pétersbourg, principales villes concernées par l'immigration centrasiatique), ni les élites ne soutiennent. Des durcissements des conditions d'entrée et de séjours en Russie pour ces migrants sont d'ailleurs à prévoir, et font partie du programme de l'ensemble des candidats aux élections municipales de Moscou de septembre 2013), dont celui de l'opposant russe le plus médiatisé, Alexei Navalnyi [60]. Dans ce contexte, on peut raisonnablement douter du succès de la mise en application en 2015 de la liberté de mouvements des travailleurs au sein de l'Union eurasiatique économique

En définitive, une union eurasiatique avec quels pays ?

Une question doit enfin être posée sur l'étendue que pourrait réellement avoir

L'Union eurasiatique. En considérant que les trois pays formant l'UD demeurent associés à ce projet, il n'y aurait pour le moment que trois autres États dont l'adhésion peut être qualifiée de probable, et non de certaine : le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Arménie. Il a déjà été montré précédemment que si leur intégration avait surtout une valeur politique pour les promoteurs de l'Union eurasiatique, V. Poutine en tête, elle est d'un intérêt économique objectivement douteux, et le soutien dont elle pourrait bénéficier de la part de la population russe semble limité.

Mis à part l'adhésion potentielle de ces trois États, il n'est pour le moment pas possible de se prononcer au sujet d'une adhésion d'autres anciennes républiques soviétiques au projet d'union eurasiatique, du moins sur une base volontaire.

L'Ukraine semblerait *in fine* avoir choisi le rapprochement avec Bruxelles. [NDLR : Rappel, cette étude est antérieure au revirement de novembre 2013] La Moldavie, dirigée depuis 2010 par une coalition pro-européenne, est également en négociation avec l'UE pour la signature d'un accord de libre échange et devrait, au moins à moyen terme, maintenir une orientation pro-européenne. Quoique l'opposition communiste, puissante, et qui milite désormais pour une participation de Chisinau au projet d'union eurasiatique, puisse éventuellement reprendre le pouvoir aux prochaines élections parlementaires en 2014, la perspective d'une volteface de Chisinau vers Moscou paraît peu probable. Le parti communiste moldave avait ainsi déjà fait campagne en 2001 pour une adhésion à l'Union Russie-Biélorussie, avant de se faire réélire en 2005 sur un programme tourné vers l'intégration européenne.

Mise à part l'Ukraine, l'Arménie et la Moldavie, il paraît pour l'heure inopportun d'évoquer la participation d'autres NEI aux projets eurasiatiques. Ni le Turkménistan, ni l'Ouzbékistan, ni au Caucase la Géorgie et l'Azerbaïdjan n'ont effectivement fait part de leur volonté de rejoindre ce processus d'intégration.

Selon nos pronostics, l'Union eurasiatique, si elle était réalisée, comprendrait 6 États postsoviétiques. Il manquerait à cet ensemble des régions stratégiques comme l'Ukraine pour être vraiment cohérente, tant politiquement qu'économiquement.

Conclusion

Plus de 20 ans après la chute de l'Union soviétique, faisant suite à plusieurs tentatives qui se sont dans l'ensemble toutes soldées par des échecs, une nouvelle dynamique intégratrice a vu le jour dans l'espace CEI. Nourrissant le but de rassembler des États qui n'en formaient qu'un auparavant, afin de créer un

nouveau pôle économique, politique et militaire faisant le pont entre l'Europe et le Pacifique et axé autour d'une Russie de retour sur la scène internationale, le processus eurasiatique a déjà abouti à certaines réalisations qu'il convient de reconnaître à leur juste valeur. Novatrice dans sa forme, l'UD, trois ans après sa mise en place, a ainsi contribué à renforcer les échanges commerciaux de ses États membres, tant entre eux qu'avec le reste du monde. En parallèle de l'UD, d'autres initiatives économiques intégratrices se sont développées. Censée subir d'importantes évolutions dans un futur proche, l'actuelle UD deviendrait d'ici 2015 une véritable union économique, l'Union économique eurasiatique (UEE), dont les perspectives ambitieuses ont été présentées. Sur un plan quantitatif, elle pourrait de façon probable être rejointe par plusieurs pays. Sur un plan qualitatif, elle devrait, selon les vœux de V. Poutine, son promoteur et artisan principal, se transformer en une union politique, qui disposerait par ailleurs d'un pendant militaire déjà existant, l'OTSC. Si, contrairement aux précédentes expériences, l'UD et d'autre part le projet d'Union eurasiatique sont basés sur des volontés nationales plus fortes et des systèmes de fonctionnement mieux élaborés, plus complets, consensuels et in fine plus efficaces, de nombreux défis se dressent aujourd'hui sur la route de leurs pleines réalisations.

Sur le plan économique, tout d'abord, l'ensemble des pays composants ou qui composeront vraisemblablement l'UEE souffrent de sérieux retards qui devront rapidement être rattrapés. Si les volontés de modernisation sont suffisamment fortes et que ses pays parviennent à devenir réellement attractifs, l'UEE pourrait être un cadre positif, qui contribuerait à leur développement économique. Mais si les nombreux blocages constatés demeurent, l'UEE risque de devenir un carcan renforçant la stagnation de ces membres, pour peu à peu perdre de sa substance puis disparaître. Les profondes inégalités existantes entre les membres actuels et à venir du projet constituent une autre faiblesse : une union économique digne de ce nom ne peut fonctionner sur des bases saines lorsque le PIB par habitant de l'un de ses membres est 15 fois plus élevé que celui d'un autre membre.

Sur le plan politique, les pronostics paraissent plus hasardeux à engager. Quoique de réels efforts aient été entrepris pour faire de l'UD et de l'UEE à venir une plateforme où le processus décisionnel tient *a priori* compte de l'ensemble des membres et ce de façon équitable, il semble clair que c'est Moscou qui donnera les grandes orientations à suivre au sein de l'hypothétique Union eurasiatique. Les leçons de l'Histoire, ainsi que des facteurs objectifs et des éléments concrets amènent à la supposition suivante. La structure qui apparaîtra, peut être, du processus d'intégration eurasiatique ressemblera davantage à une fédération de vassaux gravitant autour de la Russie et au service de ses intérêts qu'à une véritable union d'États égaux. Les pays voisins de la Russie semblent conscients

de cette dimension, et chercheront à priori à maintenir une indépendance et une autonomie somme toute récemment acquises, ce qui limite les possibilités d'une intégration politique poussée.

En définitive, au vu de la centralité de Moscou dans la dynamique actuelle d'intégration eurasiatique, la réussite ou l'échec de ce projet sera un excellent indicateur de l'image que donne la Russie d'elle-même au reste du monde, et à son étranger proche en particulier. L'intérêt manifesté par plusieurs États envers l'UD, qu'ils en soient déjà membres ou qu'ils soient appelés à le devenir rapidement serait à nos yeux un intérêt *par défaut, voire contraint*. La stratégie actuellement employée par Moscou pour associer d'autres États, Ukraine notamment, au processus eurasiatique va d'ailleurs dans ce sens : elle procède davantage d'une démonstration des risques qu'encourent ces pays à ne pas rejoindre le navire plutôt qu'à une promotion des bénéfices durables dont ils profiteraient en s'y associant. Si la Russie parvient à devenir, comme elle l'a été à d'autres époques pour une partie du monde, un réel modèle économique, social, politique et culturel, alors elle pourra prétendre à devenir un nouveau pôle majeur des relations internationales, attirant sur une base libre et consentie des États, qui seront peut-être situés au-delà des frontières de son étranger proche.

Copyright Dreyfus-octobre 2013/CEIS

Plus

La note sur le site de la CEIS

Notes

[1] « Union douanière de l'Eurasec : début difficile », Russian Higher School of Economics, 2010 (publications.hse.ru)

[2] « Production et consommation d'opium et d'héroïne dans le monde », RIA Novosti, 30/06/10

[3] « Nombreux sont ceux qui critiquent l'UD », article paru dans le quotidien Vzgliad, 18/11/11 (vz.ru/politics/2011/11/18/539817.html)

[4] Discours prononcé par V. Poutine lors du sommet de Douchanbé, 6/10/07 (archive.kremlin.ru/text/appears/2007/10/147269.shtml)

[5] « Union douanière : premiers résultats et perspectives de développement », 20/01/12, Institut kazakh de recherches économiques (economy.kz/files/vse%20stati/56%20toxanova.pdf)

[6] « Russia blazes WTO trail for Kazakhstan and Belarus », KyivPost, 11/11/11 (kyivpost.com/content/russia-and-former-soviet-union/russia-blazes-wt-

-trail-for-kazakhstan-and-belarus-116734.html)

[7] « Countries profile », Worldbank (worldbank.org/en/country)

[8] Interview de Tatiana Valovaia, membre du collège de la CEEA, 31/05/12, Rossiskaia Gazeta (rg.ru/2012/05/31/eep.html)

[9] En avril 2013, la Cour a ainsi reçu la plainte d'une entreprise ukrainienne contestant la décision de la Commission de l'Union douanière du 9 décembre 2011 No. 904 « Sur les mesures visant à protéger les intérêts économiques des producteurs de cylindres en acier forgés pour trains de laminoir dans l'Union douanière ». En mai 2013, la cour économique suprême de la République du Bélarus d'interprétation des dispositions de la décision de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011 No. 728 « Sur la procédure de franchise douanière pour certaines catégories de marchandises importées sur le territoire douanier commun de l'Union douanière ».

[10] « Eurasian Economic Commission », United Nations Economic Commission for Europe Committee on Trade, Fifht Session, Geneva, 18-19 June 2012.

[11] Rapport annuel de la Commission économique eurasiatique, 2012 (eurasiancommission.org/ru/Documents/EEC_AR2012.pdf)

[12] « Structure du commerce entre les pays membres de l'UD en 2012 », 22/06/13, Proved (провед.рф/economics/customs-union.html)

[13] Idem

[14] Idem

[15] Classement Doing Business 2013, World Bank (doingbusiness.org/rankings)

[16] Site internet : eabr.org/e/

[17] « Agreement about launching United Transport and Logistics Company », 20/06/13, RZD-Partner (rzd-partner.com/news/logistics/agreement-about-launching-united-transport-and-logistics-company/)

[18] « Russia, Belarus and Kazakhstan set up interstate high-tech center », 29/07/13, Marchmont (marchmontnews.com/Finance-Business/Central-regions/19808-Russia-Belarus-and-Kazakhstan-set-up-interstate-high-tech-center-.html)

[19] Selon la Banque Mondiale, en 2012 (worldbank.org/en/country)

[20] Will Ukraine Join (and Save) the Eurasian Customs Union ?, Arkady Moshes, 04/13 (ponarseurasia.org/sites/default/files/policy-memo-pdf/pepm_247_Moshes_April2013.pdf)

[21] « Inflation rate reaches 7% for 11 months in Kazakhstan », Export.by,

07/12/11 (export.by/en/?act=news&mode=view&id=38323), “Kazakhstan inflation rate is 6% in 2012”, 03/01/13 (bnews.kz/en/news/post/117929/) et “Salary raise for public sector employees may affect inflation”, 11/07/11 (en.tengrinews.kz/kazakhstan_news/Salary-raise-for-public-sector-employees-may-affect-inflation-Kazakhstans-3062/)

[22] Selon la direction générale pour le commerce de la Commission européenne, 2012 (ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/)

[23] « Quelle est l’efficacité de l’UD », 03/13, Da Vinci Analytical Group (davinci.org.ua/docs/CU140313.pdf)

[24] Structure du commerce entre les pays membres de l’UD en 2012, 22/06/13, Proved (провед.рф/economics/customs-union.html)

[25] « India to commence negotiations with Customs Union of Belarus, Kazakhstan and Russia », 02/04/13, India Briefing et « Vietnam-Customs Union FTA negotiations see progress », 14/09/13, Vietnam+

[26] « Le Kirghizstan est disposé à adhérer à l’Union douanière avec la Russie », 29/12/10, Xin Hua (colisee.org/article.php?id_article=3463)

[27] « Kirghizstan/Union douanière : une feuille de route adoptée en 2013 », 03/04/13, RIA Novosti (fr.rian.ru/world/20130403/197977865.html)

[28] Selon la direction générale pour le commerce de la Commission européenne, 2012 (ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/)

[29] Idem

[30] « Kyrgyzstan : Labor Migrants Grapple with Russian-Language Requirement », 1/02/13, Eurasia.net (eurasianet.org/node/66491)

[31] « Union douanière : le Tadjikistan prêt à s’engager dans la procédure d’adhésion », 19/12/12 (fr.ria.ru/world/20121219/196988835.html)

[32] “Tajik Migrants in Russia Send \$3.8 Bln Home”, 25/01/13, RIA Novosti (en.rian.ru/world/20130125/179026395/Tajik-Migrants-in-Russia-Send--8-Bln-Home.html)

[33] “Over 8 Mln Russians are drug addicts”, 17/09/13, RIA Novosti (en.rian.ru/russia/20130917/183511725/Over-8-Mln-Russians-Are-Drug-Addicts—Govt-Report.html)

[34] “Russie-Arménie : prolongation de l’accord sur la base russe”, 20/08/10, RIA Novosti (fr.rian.ru/ex_urss/20100820/187267572.html)

[35] “Gazprom planning to increase its stake in ArmRosgazprom to 100 per cent”, 17/06/13, site de Gazprom (gazprom.com/press/news/2013/june/article164617/)

- [36] "EU-Armenia free trade area negotiations successfully concluded", 24/07/13, Arka
(arka.am/en/news/economy/eu_armenia_free_trade_area_negotiations_successfully_concluded/?sphrase_id=806583)
- [37] « L'Arménie adhérera à l'Union douanière Biélorussie-Kazakhstan-Russie », 03/09/13, RIA Novosti (fr.rian.ru/world/20130903/199197624.html)
- [38] "Tymoshenko jailing hits EU agreement", 10/11, UkraineBusiness insight (<http://www.ukrainebusinessinsight.c...>)
- [39] "Russia Bans Imports From Ukrainian Candy Maker Roshen", 30/07/13, RIA Novosti (en.ria.ru/russia/20130730/182498506.html)
- [40] « Les personnes opposées à l'UD sont loin de la réalité », 21/08/13, Vesti (vesti.ua/politika/13773-glazev)
- [41] « Le nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie, un futur qui commence aujourd'hui », 03/10/11, Izvestia
- [42] Eurasian Economic Integration : facts and figures
(eurasiancommission.org/ru/Documents/broshura26Body_ENGL_final2013_2.pdf)
- [43] « La CEEA va publier un livre blanc sur les mouvements des marchandises et des services au sein de l'UD », 03/06/13, Finance.obozrevatel (finance.obozrevatel.com/analytics-and-forecasts/31407--ek-sozdaet-beluyu-knigu-tovarov-i-uslug-dlya-ts.htm)
- [44] "Russia hints at 'milk war' after Belarus takes 'potash war' hostage", 28/08/13, Russia Today (rt.com/business/russia-belarus-potash-milk-108/)
- [45] « Selon V.kristenko, une union monétaire pourrait être introduite au sein de l'espace économique commun », 19/11/11
(newsru.com/finance/19nov2011/evrazes.html)
- [46] « Naryshkin Calls for Establishment of Eurasian Parliament » ; 25/04/12, RIA Novosti (en.ria.ru/russia/20120425/173043817.html)
- [47] « Afghanistan : l'OTSC devra assurer sa sécurité suite au retrait de la coalition », 28/05/13, RIA Novosti (fr.rian.ru/world/20130528/198410499.html)
- [48] « Pourquoi tant d'hésitations à l'OTSC ? », 02/07/13, RIA Novosti.
(fr.rian.ru/presse_russe/20130702/198675902.html)
- [49] « Russie : une arme secrète de défense collective », 24/05/13, RIA Novosti.
(fr.rian.ru/presse_russe/20130524/198380525.html)
- [50] « L'Afghanistan : une priorité pour l'OTSC », 19/09/13, La voix de la Russie
(french.ruvr.ru/2013_06_19/Nikolai-Bordiouja-le-probleme-afghan-est--un-des-principaux-pour-l-OTSC-8407/)

- [51] « La coopération eurasiatique, priorité de la Russie », 19/10/11, RIA Novosti (fr.rian.ru/world/20111019/191578027.html)
- [52] « Speaking about creation of Eurasian Parliament is premature : Yertysbayev », 20/09/12, TengriNews. (en.tengrinews.kz/politics_sub/Speaking-about-creation-of-Eurasian-Parliament-is-premature-Yertysbayev-13123)
- [53] « Nazarbayev : Customs Union stands only for economic integration », 29/05/13, Interfax (interfax.co.uk/ukraine-news/nazarbayev-customs-union-stands-only-for-economic-integration-2/)
- [54] « No need to hurry with Eurasian parliament, Lukashenko says », 11/12/12, Belta (news.belta.by/en/news/president?id=701433)
- [55] « Belarus Independant Institute of Socio-Economic and Political Studies » (www.iiseps.org/)
- [56] « Opposition starts collection of signatures for withdrawal of Kazakhstan from Customs Union », 04/04/13, GlobalPost (globalpost.com/dispatch/news/asianet/130404/opposition-starts-collection-signatures-withdrawal-kazakhstan-customs-u)
- [57] « Sondage : les Russes fatigués de Poutine », 11/04/13, RIA Novosti (fr.rian.ru/presse_russe/20130411/198049533.html)
- [58] « Le Caucase sous perfusion », 14/03/12 (lecourrierderussie.com/2012/03/14/caucase-sous-perfusion/).
- [59] « Rapport annuel de la CEEA, 2012 (en russe) », Eurasiancommission.org (eurasiancommission.org/ru/Documents/EEC_AR2012.pdf)
- [60] « Navalny Rises as Head of Post-Soviet Generation », 05/08/13, The Moscow Times (themoscowtimes.com/opinion/article/navalny-rises-as-head-of-post-soviet-generation/484031.html)

[Retour au Sommaire](#)

J.O. Russie, Poutine, Caucase, Sotchi...

Que signifient ces mots ?

jeudi 6 février 2014, par *Pierre VERLUISE*, *Régis GENTE*

L'auteur :

Journaliste indépendant, Régis Genté est installé depuis plus de dix ans à Tbilissi, capitale de la Géorgie située au cœur du Caucase. Il couvre l'actualité du Caucase et de l'Asie centrale pour *Radio France Internationale*, *Le Figaro*, *France 24*. Entretien avec Pierre Verluise, Directeur du *Diploweb.com*.

Géopolitique des J.O de Sotchi. Entretien avec Régis Genté à l'occasion de son livre "Poutine et le Caucase", éd. Buchet Chastel. Une analyse nourrie par dix années de pratique professionnelle dans le Caucase.

Pierre Verluise : Vous intitulez votre livre "Poutine et le Caucase". Il sort en librairie peu avant l'ouverture des JO d'hiver de Sotchi. Par-delà le "timing", quelle était la nécessité de publier ce livre ?

Régis Genté : Le Caucase a joué un rôle tout à fait déterminant pour Vladimir Poutine, en tant que Président de la Fédération de Russie, et pour lui il est extrêmement important que ces JO se tiennent précisément au Caucase. V. Poutine sait qu'il est fortement critiqué pour sa politique, la nature du régime qu'il a instauré, et notamment son action au Caucase. Et tout indique, du début à la fin, comme l'a encore montré la libération de M. Khodorkovski le 20 décembre 2013, que V. Poutine veut faire venir le monde entier à Sotchi, au Caucase donc, afin de faire valider sa politique, caucasienne notamment, parce que c'est elle qui fait le plus problème. Il s'agit de la faire valider par les leaders politiques du monde. C'est capital pour Poutine parce que sa grande ambition est de mettre ou remettre la Russie sur le devant de la scène internationale et que ces questions que j'appelle de "légitimité" sont un obstacle pour ce faire. Si les B. Obama, F. Hollande, A. Merkel, D. Cameron, mais aussi les Xi Jinping ou les présidents des ex-républiques soviétiques, venaient à Sotchi, ils valideraient, légitimeraient, par leur présence, la politique de Poutine au Caucase. Que ce soit par exemple la relance, par V. Poutine, de la guerre en Tchétchénie, la seconde, à l'automne 1999, ou la guerre contre la Géorgie durant l'été 2008, qui a abouti à la reconnaissance unilatérale par Moscou des deux républiques séparatistes

géorgiennes que sont l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. L'Abkhazie jouxte Sotchi, les compétitions olympiques se dérouleront à une quinzaine de kilomètres du territoire abkhaze. Pour un chef d'Etat étranger, honorer de sa présence ces JO c'est entériner les modifications de frontières imposées par la force par la Russie en 2008 à son voisin géorgien. Publier ce livre en 2014, c'est saisir l'occasion de ces Jeux pour raconter autrement Poutine mais aussi, pour les gens qui s'intéressent à la géopolitique, de montrer comment une région comme le Caucase est utilisée par la Russie pour servir ses ambitions et sa stratégie.



Régis Genté

publie "Poutine et le Caucase", éd. Buchet-Chastel. Droits réservés

P.V. : Pour vous, l'enjeu de ces JO va donc au-delà d'une question d'image ?

R.G. : Oui. Certes, comme pour tout hôte des JO ou d'une grande compétition sportive, et notamment pour les pays émergents, il s'agit de se faire pleinement accepter au rang des grandes nations, de celles qui sont en un sens "respectables". Il faut faire la démonstration que l'on est un pays moderne, capable d'organiser un événement d'importance planétaire. Mais pour la Russie, il s'agit aussi, et peut-être d'abord, de faire légitimer son action au Caucase. L'enjeu est donc plus qu'une question d'image, il s'agit de légitimité. Si la Russie était encore plus importante, économiquement notamment, peut-être qu'on ne l'embêterait pas et que les Obama, Merkel et autres Hollande ne bouderaient pas ces JO... comme les Bush et Sarkozy n'ont pas boudé les JO de Pékin en 2008.

P.V. : Pourquoi insistez-vous tant sur la question de la légitimité ?

R.G. : C'est Poutine lui-même qui insiste sur cette question. Par exemple, en juillet 2007, quelques jours après que Sotchi se soit vue confier l'organisation des JO d'hiver de 2014, lors de la session du CIO de Guatemala Ciudad, M. Poutine s'adresse à un groupe de jeunes Russes et leur dit : « *Si nous avions échoué à restaurer l'intégrité territoriale, si nous avions échoué à arrêter la confrontation dans le Caucase comme nous l'avons fait il y a cinq sept ans, si nous avions échoué à changer radicalement la situation économique, si nous avions échoué à résoudre les problèmes sociaux, nous n'aurions eu qu'une petite chance d'accueillir les Jeux olympiques.* » Et il conclut, le choix du CIO est le « *signe que nous sommes sur les bons rails.* » Nous voyons bien là combien les JO doivent servir à faire valider sa politique et combien sa politique caucasienne pose problème, au sujet de la Tchétchénie en l'occurrence. Je rappelle par ailleurs au début de mon livre ce qui s'est passé le 6 octobre 2013, jour où la flamme olympique est arrivée sur la terre russe. Dix personnes seulement ce jour-là ont l'honneur de porter ladite flamme, dans et autour du Kremlin. Vous imaginez que le choix de ces dix personnes a été réfléchi et certainement validé à très haut niveau. Il y a parmi ces dix personnes un paralympique, un jeune pianiste prodige, une jeune fille qui a sauvé quelqu'un de la noyade et... un pilote de chasse de l'armée russe qui a participé à la guerre contre la Géorgie en 2008 ! Vous voyez combien il faut encore là expliquer au monde que la guerre de 2008 était affaire de pacifisme, ce qui n'est évidemment pas vrai. Un mot encore sur la seconde guerre de Tchétchénie, la guerre de Poutine, si sale, si brutale, avec ses sinistres camps de filtration et ses dizaines de milliers de morts : dès le début, le Kremlin essaie de faire croire qu'il s'agit de lutte contre le terrorisme islamiste. Il s'agit en réalité de faire oublier qu'il s'agit, pour les Tchétchènes, d'un combat anti-colonial.

P.V. : Lorsqu'on parle de légitimité, on pense surtout à la légitimité interne, vis-à-vis du peuple. L'action au Caucase de Poutine est-elle problématique de ce point de vue ?

R.G. : Oui et non. Cela dépend de comment l'on prend le problème, sachant que cette question n'a peut-être pas exactement le même sens chez les Russes que chez nous. Au départ, cela pose problème. Parce que si nous regardons de près la carrière de M. Poutine, en tant que Président, c'est-à-dire depuis de son ascension fulgurante vers le Kremlin à partir de l'été 1999, nous sommes frappés de voir combien celle-ci est étroitement liée au Caucase, comment des moments cruciaux de celle-ci se jouent au Caucase. A commencer par la prise de pouvoir suite à une série cinq d'attentats, qui font près de trois cent morts, en septembre 1999, et qui servent de justification à la relance de la guerre en Tchétchénie. Or, de très forts soupçons pèsent sur le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie

(FSB), dont M. Poutine est issu et qu'il a dirigé juste avant de devenir Premier ministre début août 1999, dans l'organisation de ceux-ci. L'attentat déjoué de Riazan, le 22 septembre 1999, apporte des preuves que le FSB se préparait à commettre cet attentat... pour faire porter la responsabilité aux Tchétchènes. Autrement dit, de très forts soupçons pèsent jusqu'à aujourd'hui sur le fait que l'ascension vers le Kremlin de Poutine est le résultat d'une cynique mise en scène destinée à installer un inconnu à la tête de la Russie, pour préserver les intérêts de la famille B. Eltsine et des oligarques, pensent les uns, pour que les guébiistes s'emparent des rênes du pays estiment les autres. Ensuite, dans la foulée de ces événements et avec la relance de la guerre en Tchétchénie, il va créer un Etat où les médias sont repris en main, les gouverneurs des régions nommés par le Kremlin et non plus élus par le peuple des républiques de la Fédération, où le sécuritaire justifie tout, où le citoyen n'est rien face à l'Etat. Et souvent ces mesures autoritaires se trouvent "justifiées" par la politique au Caucase : la chaîne de télévision NTV tombe dans l'escarcelle de l'Etat après avoir trop dit la vérité sur les attentats de septembre 1999, les gouverneurs ne sont plus élus après la crise de la prise d'otage de l'école de Beslan (en septembre 2004) par des rebelles islamistes Nord Caucasiens. Certes, M. Poutine va ensuite apparaître comme légitime en remettant l'Etat sur ses pieds, après le chaos de l'époque Eltsine, en améliorant les performances économiques, ce qui est surtout dû toutefois à l'augmentation des cours du pétrole [1].



Le prix du pétrole, 2000-2013

Cliquer pour agrandir. Source : INSEE

P.V. : Quid de sa légitimité au Caucase ?

R.G. : Elle est éminemment problématique. En Tchétchénie bien sûr où, comme je l'explique dans un chapitre que j'ai intitulé "Pax Poutina", cela ne tient que parce que le Kremlin achète la loyauté de la république à coup de milliards. Problématique dans toute la moitié orientale du Caucase russe parce que, et cela fait partie du bilan de M. Poutine, après sa relance de la guerre en Tchétchénie la rébellion s'est étendue aux républiques voisines : au Daghestan, qui est aujourd'hui la république la plus instable de la région, en Kabardino-Balkarie, en

Ingouchie, etc. Il y a eu près de 500 morts en 2013 au Caucase du nord du fait de l'insurrection. Et même du côté de Sotchi, qui est beaucoup plus calme que dans la moitié orientale de la région, les gens ne sont pas contents. J'ai fait ce livre aussi parce que je me suis rendu compte que les JO se déroulent exactement 150 ans après ce que Moscou considère généralement comme la victoire finale sur le Caucase, à savoir la bataille de Krasnaïa Poliana, sur les tribus circassiennes. Et en plus, une bonne partie de ces JO se déroulent précisément là où a été remportée, et fêtée le 21 mai 1864 (selon l'ancien calendrier russe), cette victoire, à Krasnaïa Poliana. C'est pour cela que leader de la rébellion islamo-nationaliste du Nord Caucase Dokou Oumarov a appelé en juillet 2013 tous ses frères d'armes à empêcher ces "danses sataniques sur les os de nos ancêtres". Il faisait évidemment référence aux Circassiens tués à la fin des guerres du Caucase et à ceux qui ont été contraint à l'exil, en direction de l'empire ottoman, et dont peut-être 700 000 sont morts pendant la traversée de la mer Noire.

P.V. : C'est pourquoi vous parlez dans votre livre de ces JO comme d'un nouvel épisode dans les interminables guerres du Caucase...

R.G. : Absolument. Dans mon premier chapitre, je tente d'ailleurs de montrer ce qu'on pourrait appeler la guerre symbolique, mémorielle, que Poutine mène à ce sujet. Mais en plusieurs endroits du livre je rappelle et montre combien cela s'articule aussi avec l'incapacité de M. Poutine à définir ce qu'est la Russie, à savoir un Etat-nation ou un empire multiethnique. On a l'impression qu'il tend lui-même vers la première solution, ou du moins qu'il s'y laisse entraîner par le nationalisme russe. Mais cela pose des gros problèmes de violence entre Slaves et Caucasiens. Je ne sais pas combien de temps cela pourra durer. Dans le même temps, de façon schizophrénique, il rappelle en permanence que la Fédération de Russie est multiethnique mais il semble incapable d'aller au-delà de la bien pensance hérité de l'URSS, celle très déclarative de "l'amitié entre les peuples".

P.V : Nous observons avec son troisième mandat que M. Poutine se dote d'une sorte d'idéologie qui s'appuie fortement sur l'orthodoxie, cela ne fait-il pas que creuser l'écart avec les populations caucasiennes, souvent musulmanes ?

R.G : En effet. Cela fait partie des facteurs aggravants. En même temps, cet ersatz d'idéologie a une fonction simple : mettre la Russie sur le devant de la scène internationale en prenant systématiquement le contrepied de l'occident, en se posant comme un leader d'un monde qui se dit traditionaliste, respectueux des valeurs nationales etc. Cela a été l'unique raison de l'adoption de deux lois dites "contre la propagande homosexuelle". Ce tournant idéologique se veut un des piliers de la stratégie russe pour s'assurer un retour sur le devant de la scène

internationale.

P.V. : Quels sont les autres piliers ?

R.G : Celui-ci, l'idéologique, sert aussi à se trouver des alliés dans le monde occidental, dans les franges traditionalistes ou nationalistes, d'où l'accueil chaleureux qu'a reçu la française Marine Le Pen (Front national) à Moscou durant l'été 2013, reçu par le numéro 2 de la Douma etc. Quels autres piliers ? Le gaz bien sûr, nous l'avons vu avec la façon dont le Kremlin a mis la pression sur l'Arménie ou l'Ukraine pour qu'elles ne signent pas d'accord d'association avec l'UE, en maintenant des prix élevés qui ont été revus à la baisse une fois qu'Erevan et Kiev ont renoncé à signer à Vilnius l'accord d'association avec l'UE. Un autre pilier a été l'emploi de la force. On a souvent mal compris le sens de la guerre de 2008, certains croyant même que la haine réciproque entre V. Poutine et le Président géorgien d'alors Mikheïl Saakachvili avait joué un rôle décisif. Or, il me paraît évident que la guerre de 2008 a surtout servi à Moscou à expliquer à l'occident qu'il n'était plus question de prendre des décisions sans elle. Ayant couvert cette guerre, je me souviens que chaque jour j'avais à commenter les déclarations des messieurs Poutine, Medvedev ou Lavrov évoquant le Kosovo, l'Irak, les bombardements de l'Otan sur la Serbie... Et dans mon livre j'explique que le premier papier que j'ai fait sur cette guerre, sans savoir encore qu'il y aurait une guerre, date de la mi-février 2008, quelques jours avant la reconnaissance par une partie de la « communauté internationale » de l'indépendance du Kosovo, lorsque M. Poutine a alors promis une "préparation maison" pour le Caucase. Ce jour-là, dans le Caucase, chacun a compris combien ces mots étaient lourds de menace. Ceux qui disent, et ils sont nombreux, que la responsabilité du conflit revient à Saakachvili, seulement à lui, se trompent. Ce qui ne veut pas dire que Saakachvili n'a pas commis d'erreurs. En tous cas, entre le conflit de 2008 et la position de la Russie sur le dossier syrien depuis plusieurs années, la continuité est évidente et le but identique : remettre à tout prix la Russie sur le devant de la scène internationale.

P.V. : Quelles sont les relations avec la Géorgie aujourd'hui ? Le nouveau gouvernement à Tbilissi a adopté une position beaucoup moins frontale vis-à-vis de Moscou...

R.G. : Oui, mais cela n'empêche pas Moscou d'être agressive. Le jour même où la Géorgie initiait l'accord d'association avec l'UE, le 28 novembre 2013 lors du sommet du Partenariat Oriental de Vilnius, les gardes frontières russes se remettaient, après deux mois de pose, à installer des barbelés sur la "limite administrative" entre la province séparatiste de l'Ossétie du Sud et le reste de la

Géorgie. Bref, Moscou signifiait qu'elle n'apprécie guère ces liens que Tbilissi entend sceller avec l'Europe. D'ailleurs, je peux vous dire qu'aujourd'hui les responsables géorgiens veulent réduire au maximum la durée entre le paraphe de Vilnius et la signature de l'accord d'association proprement dit. Ils espèrent signer en un temps record, probablement en septembre 2014, afin de réduire la période pendant laquelle la Russie ou des forces anti-occidentales en Géorgie, que ce soit des hommes politiques membres de la coalition au pouvoir ou la puissante église orthodoxe nationale, pourraient tenter de faire dérailler le processus. Alors oui, le vin géorgien est revenu sur le marché russe, on parle de rétablir des vols réguliers entre Moscou et Tbilissi etc., mais sur le fond, le libre choix de sa grande stratégie pour la Géorgie, rien n'a changé.

P.V. : M. Poutine tient plus que tout à son projet d'Union eurasienne ?

R.G. : Il semble oui. D'Union eurasienne, d'Union douanière, etc. On a vu comme je le disais avec les pressions exercées sur l'Arménie et l'Ukraine, mais aussi la Moldavie. Il s'agit de créer une aire que la Russie dominerait. Ce qui me frappe toujours, c'est que cela se passe inmanquablement sur fond de non-désir de vivre ensemble. M. Poutine doit convoquer les présidents arménien ou ukrainien pour emporter l'adhésion de ces pays à ses projets, il n'y a manifestement pas de désir de ces peuples de rejoindre ces unions. Je ne veux pas dire qu'ils sont forcément contre, les Arméniens pour des raisons historiques et donc sécuritaires ne veulent certainement pas rompre avec la Russie. Mais ce que je veux dire c'est que les projets russes, comme l'Union eurasienne, ne suscitent pas un désir de vivre ensemble, un attrait en soi. Je le constate partout dans la région, au Kazakhstan par exemple, où les gens sont très russifiés, c'est à reculons que l'on est entré dans l'Union douanière. Les hommes d'affaires kazakhs se plaignent de s'être fait avoir. Leur marché est ouvert aux concurrents russes, mais des obstacles sont en permanence créés pour les entrepreneurs kazakhstaniens qui veulent aller à la conquête du marché russe.

P.V. : Ces Unions ne sont donc pas un facteur de stabilité pour le Caucase ?

R. G. : Certainement pas non. Il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Ukraine. Euromaidan est une contestation qui dépasse la question du choix entre Union européenne et Union douanière "russe". Il est clair qu'au fond c'est un choix de société et de gouvernance dont il est question. Les Ukrainiens, de l'Est comme de l'Ouest, rejettent leurs politiques, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition d'ailleurs. Même si le Président Yanoukovitch représente le pire en matière de gouvernance post soviétique, laquelle sied si bien à M. Poutine.

Copyright Février 2014-Genté-Verluisse/Diploweb.com

Plus

Régis Genté, *Poutine et le Caucase*, coll. Document, Paris, éd. Buchet Chastel, 2014.



Le 21 mai 1864, dans la vallée de Krasnaïa Poliana, le Grand-duc Michel Nikolaïevitch offrait un banquet pour célébrer la fin de la conquête du Caucase par la Russie tsariste, là même où les tribus circassiennes venaient d'être massacrées. Cent cinquante ans après exactement, en février 2014, s'ouvrent les XXIIe Jeux olympiques d'hiver à Sotchi, dont une partie des compétitions se déroulent précisément à Krasnaïa Poliana. C'est là que Vladimir Poutine, en héritier de la Russie impériale, invite le monde entier à un nouveau banquet. Quel symbole ! Car le Caucase est bien le lieu, pour Poutine, de l'affirmation de la force et de la grandeur de la Russie. La guerre en Tchétchénie, le soutien aux indépendantismes d'Ossétie du Sud ou d'Abkhazie, allant jusqu'à la guerre contre la Géorgie, et aujourd'hui les JO à Sotchi, ne visent qu'à replacer la Russie sur le devant de la scène internationale. Et, finalement, la trêve olympique de Sotchi pourrait rester dans l'histoire comme un nouvel épisode des interminables conflits du Caucase, comme une façon de poursuivre la guerre par d'autres moyens en tâchant de sceller symboliquement les victoires du passé. Spécialiste de l'ancien espace soviétique, c'est à un véritable voyage au Caucase que nous convie Régis Genté, dans les pas des grands dirigeants russes, des derniers Tsars à Vladimir Poutine.

Le livre de Régis Genté, *Poutine et le Caucase*, sur le site des éditions Buchet Chastel, avec un podcast de RFI

Notes

[1] NDLR : La stratégie de G. W. Bush en Afghanistan et surtout en Irak contribue à la hausse des prix du pétrole, à l'avantage notamment de la Russie.

[Retour au Sommaire](#)

Le Kazakhstan et l'Union eurasiatique : quels sont les enjeux de l'adhésion ?

mardi 13 janvier 2015, par *Hélène ROUSSELOT*

L'auteur :

Documentaliste et traductrice de russe, Membre de l'association LRS (Littérature russe et d'expression russe). Responsable « Asie Centrale » au Comité de rédaction de la revue en ligne regard-est.com

L'incessante promotion de l'idée eurasiatique, par leur président N. Nazarbaev ne convainc manifestement pas tous les Kazakhstanais. Certains se montrent défiants à l'égard de cette adhésion à une institution incluant la Russie, de peur de voir celle-ci exercer une forte ingérence dans leur pays.

L'UNION eurasiatique rassemblant la Biélorussie, le Kazakhstan et la Russie, se substituera à l'Union douanière et à l'Espace économique commun à partir de janvier 2015. L'accord scellant la constitution de cette Union sur la base de l'Union douanière (elle-même formée au sein de la Communauté économique eurasiatique) [1], a été signé par les présidents kazakh, russe et biélorusse, à Astana, le 29 mai 2014. La prochaine adhésion du Kazakhstan à cette nouvelle organisation régionale soulève des protestations au sein de ce pays centrasiatique dont le président Noursoultan Nazarbaev est pourtant à l'initiative de l'idée d'intégration depuis une vingtaine d'années.

À en croire les discours du président kazakh, l'Union douanière a déjà apporté des bénéfices économiques substantiels à son pays. Or, si le Kazakhstan a bénéficié d'investissements étrangers et ce grâce à un plus grand marché que celui du seul Kazakhstan : l'Union douanière compte 169,8 millions de consommateurs, tandis que les Kazakhstanais ne sont que 17 millions, les principaux investisseurs ne sont ni biélorusses, ni russes.

Mais des données officielles d'une part et les protestations d'activistes et de responsables kazakhstanais d'autre part incitent à examiner plus précisément la rationalité économique de ce processus. Le volet politique de l'Union eurasiatique est également source d'inquiétude pour certains Kazakhstanais, notamment depuis le début de la crise ukrainienne à l'automne 2013.

Bilan de l'adhésion du Kazakhstan à l'Union douanière

Astana a déjà vu le déficit de sa balance commerciale vis-à-vis de Moscou s'aggraver.

Le supposé renforcement de l'intégration entre les pays membres de l'Union douanière aurait entraîné un développement des échanges commerciaux entre Minsk, Astana et Moscou. Mais il semblerait que le Kazakhstan n'en ait pas pleinement profité. Astana a vu, en effet, le déficit de sa balance commerciale vis-à-vis de Moscou s'aggraver, en passant de 8,5 en 2011 à 11 milliards de dollars en 2012. Le Kazakhstan qui a dû revoir plus de 50% de ses tarifs douaniers, globalement plutôt à la hausse [2], se trouve bel et bien exposé à une concurrence accrue de marchandises en provenance de Russie. Celles-ci, croissantes jusqu'en 2012, consistent en carburant (malgré ses richesses en hydrocarbures, le Kazakhstan ne produit pas suffisamment d'essence notamment pour sa propre consommation), en machines-outils et en métaux (respectivement 23,6%, 15,2% et 11,7%, en 2012) [3]. Puis, au cours des huit premiers mois de l'année 2014 par rapport à la même période de 2013, elles ont baissé de 21% (les importations de Biélorussie ne varient pas pendant cette période, après avoir augmenté en 2012). Pour les périodes janvier-août 2013 et 2014, le tableau ci-dessous montre que les exportations du Kazakhstan vers les deux autres pays de l'Union douanière diminuent fortement, voire très fortement avec la Biélorussie. Et si les échanges du Kazakhstan avec des pays hors CEI diminuent aussi, ils régressent moins fortement que ceux du Kazakhstan avec la Russie.

Les échanges commerciaux du Kazakhstan avec la Biélorussie et la Russie en millions de dollars

	exportations		Variations en %	importations		Variations en %
	Janvier-août 2013	Janvier-août 2014		Janvier-août 2013	Janvier-août 2014	
Biélorussie	45,5	20,3	-55,4	397,1	398,3	0,3
Russie	4 072,5	3 302,5	-18,9	11 127,3	8 713,9	-21,6
Pays hors CEI	49 986,8	47 797,3	-4,3	16 938,9	15 405,9	-9

Source : Agence des statistiques du Kazakhstan.

Ces réductions des échanges du Kazakhstan se traduisent par un excédent de la balance commerciale en baisse. Il est de 46 810,4 en 2011, puis de 43 148,0 en 2012 et enfin de 33,84 milliards de dollars en 2013. Ses exportations totales ont diminué de 4,04% en 2013 par rapport à 2012 (elles s'établissaient à 83,41 milliards de dollars en 2013), tandis que ses importations totales étaient de 49,58

milliards, soit 1,02% de plus qu'en 2012 [4].

La part des pays hors CEI (donc hors Union douanière) dans les importations du Kazakhstan s'accroît pendant cette période puisqu'elle est de 58,1% en janvier-août 2014 (contre 53,3% pour la même période de 2013) et celle de ses exportations est de 88,6% (contre 87% pour la même période de 2013). De plus, les principaux partenaires économiques du Kazakhstan sont la Chine et l'UE et leurs parts dans les échanges du Kazakhstan augmentent. Elles sont respectivement 14,6% et 45,7% de ses échanges commerciaux sur la période janvier-août 2014, contre 17,2% et 40,5% pour la même période de 2013. Ces chiffres peuvent par conséquent soulever la question du bien-fondé de la promotion d'une intégration douanière et économique du Kazakhstan avec la Biélorussie et la Russie, puisqu'il commerce davantage avec des pays tiers.

Le Kazakhstan avec la Biélorussie ne comptent que pour 0,5% des IDE réalisés en Russie.

Du reste, les données relatives aux investissements directs étrangers (IDE) renforcent la pertinence de cette question. Moscou et Minsk ne représentent que 5% des IDE réalisés au Kazakhstan. Les principaux investisseurs dans ce pays étaient en 2012 les Pays-Bas, la Chine, le Canada et le France. Réciproquement, le Kazakhstan avec la Biélorussie ne comptent que pour 0,5% des IDE réalisés en Russie. Ce qui abonde dans le sens du politicien et journaliste kazakh Amirjan Kosanov qui souhaite voir son pays coopérer plutôt avec des pays pouvant opérer des transferts de technologie vers son pays, par crainte de voir son pays touché par une économie russe en piteux état.

Les bénéfices attendus de l'adhésion du Kazakhstan à l'Union eurasiatique

Comme le soulignent B. Slaski et E. Dreyfus dans leur article « Quelle Union eurasiatique ? », l'Union douanière devait accorder au Kazakhstan un « accès facilité et sans taxes aux oléoducs et aux gazoducs russes et biélorusses menant vers l'Europe occidentale » ainsi qu'une meilleure protection face aux produits chinois depuis 2010. Mais, sur ce dernier point, les données de l'Agence pour les statistiques du Kazakhstan n'indiquent pas une telle évolution, puisque les importations chinoises au Kazakhstan croissaient en valeurs absolues et en pourcentage des importations totales du Kazakhstan. Ces importations chinoises atteignaient 7,444 milliards de dollars en 2012 (soit 16,1% des importations totales du Kazakhstan), puis 8,364 milliards de dollars en 2013 (soit 17,1% des

importations totales du Kazakhstan) et 5,441 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de l'année 2014 (avec une part de 18% dans les importations totales du Kazakhstan). L'Union eurasiatique, quant à elle, devrait permettre aux produits kazakhstaniens d'accéder plus facilement aux infrastructures russes et européennes et ce, peut-être, grâce à la facilitation des transports Asie-Europe par voies terrestres, alors qu'ils se font, pour l'heure, plutôt par voie maritime. Mais, la signature par les chemins de fer russes et chinois à la mi-octobre 2014 d'un mémorandum pour le projet de construction de lignes à grande vitesse entre Moscou et Pékin, pourrait modifier un peu la donne.

Par ailleurs, ce rapprochement économique avec la Russie qui est le 156ème membre de l'Organisation Mondiale du Commerce depuis le 22 août 2012, pourrait simplifier l'entrée du Kazakhstan à l'OMC, de l'avis cette dernière et de celui de la Russie. De plus, les banques centrales des trois pays se sont mises d'accord pour échanger des informations et un travail d'harmonisation fiscale serait en cours entre les trois pays, où la TVA est de 18% en Russie et de 12% au Kazakhstan (de 20% en Biélorussie). Ce qui marque un premier point de dissymétrie entre les trois partenaires.

Des acteurs économiques ainsi que la population kazakhstanaise avaient anticipé un renforcement des taxes douanières et donc une augmentation générale des prix, suite à l'entrée de leur pays dans l'Union douanière. En théorie, les consommateurs kazakhstaniens pouvaient aussi compter sur une augmentation de la concurrence entre produits de consommation. Dans les faits, force est de constater que l'inflation est à la baisse depuis 2011. De l'ordre de 7% en 2011, elle atteint 6% en 2012, 4,8% en 2013, année où elle était la plus faible depuis 15 ans. En revanche, elle pourrait remonter pour atteindre les 6,9% fin 2014 [5].

D'autres bénéficiaires d'une intégration eurasiatique plus poussée pourraient être des Kazakhs de régions frontalières entre la Russie et le Kazakhstan. Des initiatives, apparemment locales, se font jour notamment dans la région de Saratov (en Russie) qui compte environ 3% de Kazakhs. Elle a vu naître le centre d'information « Evrazia-Povolje » (« Eurasie-région de la Volga »), dirigée par une historienne russe, en septembre pour promouvoir la coopération transfrontalière entre la Russie et le Kazakhstan. Au niveau national, cette intégration se manifeste par le forum annuel de coopération régionale, auquel participent les deux chefs d'État. Le dernier en date s'est tenu en septembre 2014, dans la ville pétrolière d'Atyrau, sur le bord de la mer Caspienne, au Kazakhstan. Ce forum annuel, qui est le onzième du nom (Moscou et Astana n'ont donc pas attendu la mise en place de l'Union douanière en 2007 pour l'instaurer) et consacré au domaine pétrolier, a présenté un projet de création d'un pôle d'innovation gazochimique sur la base du complexe d'Orenbourg (en Russie) ainsi qu'un projet de

centre de formation d'ingénieurs pour le secteur des hydrocarbures.

Ces exemples de développement de l'intégration et de la coopération eurasiatique ne doivent pas masquer de remarquables dissymétries structurelles et de diverses natures entre les deux voisins. Les plus immédiatement repérables sont celles qui ont trait à leurs superficies, démographies et produits intérieurs bruts, difficilement comparables. La superficie du Kazakhstan (2,7 millions km²) représente 13,5% de celle de l'Union douanière (soit environ 20 millions de km²), sa population compte pour 10,4% de celle de l'Union et son PIB - pour 9,3% de celui de l'Union en 2013.

En raison de ces dissymétries relevées entre le Kazakhstan et la Russie, des consensus entre la Russie et le Kazakhstan paraissent difficilement réalisables, ce qui alimente encore la méfiance de Kazakhs vis-à-vis de la participation de leur pays à une telle organisation. Et les cercles économiques kazakhs n'ont, du reste, pas caché leur réticence envers le projet d'Union eurasiatique. Quant à l'ensemble de la population kazakhstanaise, au vu de son soutien à l'Union douanière (48% en faveur de l'Union douanière, contre 55% en Russie, en 2011 [5]), on peut supposer qu'elle n'est pas plus enthousiaste vis-à-vis de l'Union eurasiatique.

Les besoins en matière d'intégration sont par conséquent divergents entre les deux pays, ce qui explique un décalage d'agendas des priorités entre les partenaires de la future Union eurasiatique. Pour la Russie, l'intérêt des processus d'intégration se mesure sur le long terme, tandis qu'au Kazakhstan, un plus court terme domine.

L'opposition kazakhstanaise et l'adhésion à l'union eurasiatique

À l'approche de la signature de l'accord sur l'Union eurasiatique, en mai 2014, s'était tenu un forum anti eurasiatique, à Almaty.

Des opposants à l'Union douanière dénonçaient l'influence de la Russie sur les autorités du Kazakhstan, ainsi que les ambitions politiques personnelles du président Nazarbaev, décidé à faire adhérer son pays à l'Union, aux dépens des intérêts de son pays.

Il réunissait écrivains et opposants politiques tels que Tolegen Joukeev (né en 1949, ingénieur du pétrole, l'un des pères du projet d'exploitation du champ pétrolifère de Tengiz). S'y étaient exprimées des revendications, comme la demande d'un référendum sur l'entrée du Kazakhstan dans l'Union eurasiatique.

Soulignons que ce projet n'avait pas fait l'objet de débat dans les médias et que l'entrée dans l'Union douanière n'avait pas été non plus sanctionnée par un référendum. Quelques jours plus tard, des opposants à l'Union dénonçaient l'influence de la Russie sur les autorités du Kazakhstan, ainsi que les ambitions politiques personnelles du président Nazarbaev, décidé à faire adhérer son pays à l'Union douanière, aux dépens des intérêts de son pays, selon l'économiste kazakh Toktar Esirkepov.

L'incessante promotion de l'idée eurasiatique, par leur président N. Nazarbaev ne convainc manifestement pas tous les Kazakhs. Certains se montrent défiants à l'égard de cette adhésion à une institution incluant la Russie, de peur de voir celle-ci exercer une forte ingérence dans leur pays. (Rappelons ici que plus de 29 Kazakhs ont été victimes d'actes racistes et 7 en sont morts en Russie, en 2014). Certains opposants kazakhs inquiets de voir la Russie mettre en œuvre des ambitions impérialistes, n'hésitent pas à aller jusqu'à évoquer la volonté russe de reconstituer une seconde URSS. Ce qui leur fait dire que la perte de souveraineté du Kazakhstan le ravalerait alors au rang de « province de la Russie ». Comme pour leur répondre, des experts russes dénoncent, eux, une rumeur orchestrée par des nationalistes kazakhs accusant la Russie de vouloir déstabiliser le Kazakhstan. Une telle perte de souveraineté signifierait plus certainement une encore moins grande latitude pour organiser des mouvements de protestation à l'égard du pouvoir, les autorités kazakhstanaïses pouvant alors compter sur un soutien du Kremlin pour les contrer. Et la nouvelle crise ukrainienne advenue à l'automne 2013, alimente encore les réticences des nationaux-patriotes et anti-eurasiatiques kazakhstanaïses.

Parmi ces derniers, outre Amirjan Kosanov déjà cité, les plus visibles dans les médias russophones sont Kazbek Beïsebaev (ancien membre du ministère des Affaires étrangères du Kazakhstan), Boulat Abilov (ingénieur des mines, ancien conseiller présidentiel et président du parti Azat), et Moukhtar Taïjan, économiste, qui se situe plutôt dans la mouvance des nationaux-patriotes. Selon le jeune opposant Janbolat Mamaï, les nationalistes kazakhstanaïses auraient réussi à faire pression sur N. Nazarbaev pour exclure la composante politique du projet d'Union eurasiatique, à savoir un parlement eurasiatique, une monnaie commune, la double nationalité, et une surveillance conjointe des frontières. Mais, les perspectives d'une intégration monétaire et politique, sont rejetées par la majorité de la classe politique, N. Nazarbaev en tête. De fait, à l'issue d'une rencontre avec ses homologues russe et biélorusse à Astana en mai 2013, le président kazakh avait réitéré qu'il n'était pas question de donner à la Commission Économique Eurasiatique [6] des compétences de nature politique. Il déclarait alors : « Je souhaite une fois de plus mettre l'accent sur le fait qu'il n'y a

aucun plan qui, envisageant le transfert de compétences politiques à des instances supranationales, remettraient en cause l'indépendance des États. Il ne s'agit que d'intégration économique » [7]. Pour N. Nazarbaev, ce sont les domaines économiques qui doivent être les moteurs de cette intégration.

Pourtant des Kazakhstanais à l'instar d'A. Kosanov craignent que le Kazakhstan ne soit entraîné par la Russie dans un plus isolement, en raison des tensions entre la Russie et l'Occident. Du reste, cette accentuation d'un relatif isolement pourrait compromettre le programme « La voie vers l'Europe » lancé par N. Nazarbaev en 2008 et dont l'objectif est de développer la coopération bilatérale du Kazakhstan avec des pays européens et l'Union européenne. En supposant que l'Union eurasiatique ne soit qu'économique, A. Kosanov pose aussi la question de savoir comment séparer l'économique du politique et du géopolitique dans un monde globalisé.

Copyright Janvier 2015-Rousselot/Diploweb.com

Plus

Voir sur le Diploweb.com tous les articles consacrés à la Russie et à la CEI et les cartes à propos de cette zone

Notes

[1] Pour de plus amples détails sur la formation de cette organisation, Cf. Bertrand SLASKI, Emmanuel DREYFUS, Quelle Union eurasiatique ? 30 janvier 2014 (<http://www.diploweb.com/Quelle-Union-eurasiatique.html>).

[2] « Regional Trade Integration and Eurasian Economic Union », Banque européenne de Développement et de reconstruction, www.ebrd.com/downloads/research/transition/tr12d.pdf, p. 66.

[3] [Proved провэд.рф/economics/customs-union.html](http://proved.gov.kz/economics/customs-union.html), 22 juin 2013.

[4] Kursiv, 5 mars 2014.

[5] Tengrinews.kz, 4 novembre 2014.

[6] La Commission économique eurasiatique est l'organisme de réglementation supranationale permanente de l'Union douanière et de l'Espace économique unique ; elle fonctionne depuis le 2 février 2012.

[7] Kursiv, 29 mai 2013.

[Retour au Sommaire](#)

Carte de l'Internet : quelle hiérarchie des puissances ?

mercredi 13 mai 2015, par *Charlotte BEZAMAT-MANTES, Laurent BLOCH, Pierre VERLUISE*



La carte de l'Internet : quelle hiérarchie de puissances ?

Des acteurs inégaux... et de remarquables moyens de renseignement. Réalisation pour *Diploweb.com* par C. Bezamat-Mantes

Cette carte de l'Internet présente des acteurs inégaux... et de remarquables moyens de renseignement.

Concernant les acteurs, la carte distingue les cyberpuissances, les 4 cyberdragons, les déserteurs du cyber-espace, un acteur secondaire et un quasi-absent.

Les moyens de renseignements sont les câbles sous-marins, les points d'accès de la NSA aux stations d'atterrissage des câbles, et un modèle de sous-marin américain capable de faire des branchements secrets sur des câbles immergés.

Il importe également de comprendre la géopolitique de la donnée. Reste à savoir que faire ?

La carte et la légende ont été conçues par C. Bezamat-Mantes, L. Bloch [1] et P. Verluise. La carte a été réalisée par C. Bezamat-Mantes.

Notes

[1] Laurent Bloch vient de publier, "La révolution Cyberindustrielle en France", coll. Cyberstratégie, éd. Economica, 2015

[Retour au Sommaire](#)

Vers un Internet russe ?

jeudi 3 décembre 2015, par *CASSINI, Florian CARRELET*

L'auteur :

Le cabinet de conseil CASSINI, spécialisé dans l'analyse géopolitique et cartographique, propose une étude réalisée conjointement avec Florian Carrelet, Master 2 recherche à l'Institut Français de Géopolitique.

La géopolitique de l'Internet est un axe majeur de la transformation du monde. Voici trois cartes inédites pour présenter "La Russie et la crainte d'un Internet sous domination occidentale" ; "Moscou et la Sibérie, centres d'un Internet russe en mutation" ; "L'Internet russe : l'émergence d'une puissance régionale".

La Russie et la crainte d'un Internet sous domination occidentale (carte I)

Les 23 et 24 avril 2014 s'est tenue à São Paulo la conférence NetMundial, en présence de 900 participants, dont 111 pays, avec l'objectif de poser un cadre législatif mondial pour encadrer Internet.

À cette occasion, le principe de *multistakeholderism*, une gouvernance d'Internet donnant la parole aux gouvernements mais également à la société civile et au secteur privé, s'est imposé. Autre élément important : le communiqué final de la conférence n'a pas explicitement condamné la surveillance de masse ni défendu la neutralité du Net.



Carte. La Russie et la crainte d'un Internet sous domination occidentale

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception : F. Carrelet pour Cassini/Diploweb.com

La peur d'un Internet occidentalisé

Pour Moscou, la gouvernance multi-acteur et l'absence de condamnation explicite de l'espionnage de masse de la quasi-totalité des pays de l'OCDE renforcent la position dominante américaine dans le cyber-espace. Washington dispose en effet d'une influence considérable dans le domaine des normes, des infrastructures (concentration des data centers), du matériel informatique, et des services (via les géants du Net comme Google ou Facebook).

En outre, des alliances avec des États alliés lui permet d'accroître ses moyens de cyber-surveillance, comme l'accord UKUSA, un réseau d'espionnage qui lie les pays anglo-saxons dans le cyber-renseignement.

Pour l'ensemble de ces raisons, Moscou, dont les capacités dans le domaine de l'Internet sont bien moindres, conteste les conclusions de la conférence NetMundial.

Moscou et la Sibérie, centres d'un Internet russe en mutation (carte II)

Jusqu'à la chute de l'URSS, le secteur de l'informatique fait l'objet d'un contrôle drastique et d'une paranoïa de la part des autorités. La période du capitalisme sauvage qui s'ensuit voit bien des dynamiques publiques et privées se mettre en place, mais elles ne porteront leurs fruits qu'au début des années 2000. Ainsi, en 1999, 1% de la population russe utilise Internet contre 35,8% aux États-Unis.



Carte. Moscou et la Sibérie, centres d'un Internet russe en mutation

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception : F. Carrelet pour Cassini/Diploweb.com

Développement de l'Internet

Ce n'est qu'avec l'ancrage du capitalisme au sein de la société russe qu'Internet s'est démocratisé car les intérêts économiques liés au commerce international, concentrés à Moscou, nécessitaient l'utilisation d'un réseau de télécommunication performant. Aujourd'hui, le pays comble son retard en matière de connectivité Internet, et tente de gommer les disparités territoriales.

À l'ouest, où se concentrent les populations et les centres de pouvoir, le réseau est performant et d'importants investissements sont réalisés dans la construction

de *data center* pour stocker et protéger les données des citoyens et de l'administration russe.

Tandis qu'à l'est, en Sibérie notamment, des antennes satellitaires sont installées pour étendre le réseau et ouvrir de nouvelles perspectives avec les pays voisins.

L'Internet russe : l'émergence d'une puissance régionale (carte III)

Depuis quelques années, le gouvernement russe est en train d'établir un cadre législatif favorable et, par l'intermédiaire de Rostelecom, la compagnie nationale des télécommunications, un monopole économique sur la totalité des infrastructures qui servent au fonctionnement d'Internet en Russie.



Carte. L'Internet russe : l'émergence d'une puissance régionale

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception : F. Carrelet pour Cassini/Diploweb.com

Une vision régionale

En parallèle, Moscou met ses infrastructures Internet à disposition des pays alentours (Mongolie, Kazakhstan, Ukraine, Biélorussie, etc.), dans le but d'affirmer son influence régionale.

Dans le même temps, par l'intermédiaire d'autres sociétés sous contrôle gouvernemental comme VKontakte (l'équivalent russe de Facebook), Yandex (l'équivalent russe de Google), Elbrus et Baïkal (fournisseurs de matériels informatiques), Moscou organise un véritable écosystème de l'Internet russe qui se pose en concurrent des géants américains. Ainsi, faute de s'imposer dans le cyberspace mondial, le Kremlin tente de reprendre le contrôle de l'Internet et des flux de données à une échelle nationale ([la Russie](#)) et régionale (Asie, Europe de l'est).

Copyright Décembre 2015-Carrelet/Diploweb.com

Plus

Les cartes haute qualité au format pdf



Carte. La Russie et la crainte d'un Internet sous domination occidentale

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception : F. Carrelet pour Cassini/Diploweb.com



Carte. Moscou et la Sibérie, centres d'un Internet russe en mutation

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception : F. Carrelet pour Cassini/Diploweb.com



Carte. L'Internet russe : l'émergence d'une puissance régionale

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Conception : F. Carrelet pour Cassini/Diploweb.com

CASSINI

Le cabinet de conseil CASSINI est spécialisé dans l'analyse géopolitique et cartographique. Voir [le site de CASSINI](#)



[Retour au Sommaire](#)

Platform-M, le robot combattant russe

mardi 29 septembre 2015, par *Thierry BERTHIER*

L'auteur :

Chaire de Cybersécurité & Cyberdéfense Saint-Cyr - Thales

En une semaine, la Russie de V. Poutine a réalisé un tour de force en s'imposant à la table de discussion au sujet de l'avenir de la Syrie, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Une autre raison de s'intéresser à la Russie, Platform-M, le robot combattant. De quoi s'agit-il ?

LES autorités russes viennent d'annoncer très officiellement que l'unité de robots de combat Platform-M a été intégrée pour la toute première fois à un dispositif opérationnel déployé à l'occasion d'une campagne d'exercices militaires. Cette unité composée exclusivement de robots a participé à l'ensemble des exercices qui ont eu lieu mi-juin 2015 dans la région de Kaliningrad et a donné entière satisfaction. Platform-M est une plate-forme robotisée « télécommandée » de combat dédiée au renseignement, à la détection et à la neutralisation de cibles fixes et mobiles. Très polyvalente, elle peut être utilisée en soutien, en appui feu, en défense d'une base militaire, ou dans une mission plus offensive de prise de contrôle d'une zone urbaine tenue par l'ennemi. Ces robots sont apparus publiquement le 9 mai 2015 à Kaliningrad lors des défilés de la grande parade militaire célébrant la victoire russe de 1945.

Les exercices de la flotte de la Baltique

Les exercices de la flotte de la Baltique de juin 2015 interviennent en réponse aux exercices *Saber Strike 2014 et Baltops 2014* organisés par l'OTAN dans la même zone quelques mois plus tôt. Les exercices occidentaux répondaient eux-mêmes déjà à des manœuvres russes plus anciennes. Depuis deux ans environ, on assiste à une multiplication et à une intensification de ce type d'exercices en nombre d'hommes engagés et en moyens déployés.

Cette dernière campagne russe a permis de mesurer l'efficacité réelle d'un groupe de combat robotisé engagé aux côtés de forces russes conventionnelles. Chaque robot Platform-M peut être doté de fusils d'assauts de type Kalachnikov, de quatre lance-grenades ou de missiles antichar en fonction de la nature de la

mission. Selon le scénario retenu pour l'exercice, des commandos parachutistes russes, appuyés par des troupes de marine, des avions de combat SU34, SU24 et des hélicoptères MI-24, devaient reprendre au plus vite le contrôle d'une zone géographique tombée aux mains d'insurgés disposant eux aussi d'armements lourds. A l'issue de l'exercice, le bureau de communication de la région militaire ouest précisait que l'unité de robots Platform-M avait reçu comme objectif principal la neutralisation des groupes armés insurgés engagés en contexte urbain et qu'elle avait procédé au traitement des cibles fixes et mobiles. Le groupe de Platform-M a également construit un passage sécurisé dans un champ de mines laissé par l'ennemi. .

Durant sa mission, l'unité de robots a été accompagnée et a collaboré avec une escadrille de petits drones de reconnaissance de type Grusha BPLA déployés à proximité de la zone d'intervention. Au niveau fonctionnel, ce dispositif s'avère très cohérent : des drones de petit format apportent de l'agilité en milieu urbain puis fournissent des renseignements et de la reconnaissance aérienne en temps réel. Des algorithmes de traitement d'images détectent et localisent les cibles fixes et mobiles puis transmettent leurs positions aux Platform-M pour traitement.

Coûteux en vies humaines, le combat urbain peut tirer grand avantage d'un tel dispositif. Les gains sont potentiellement importants et variés : baisse de la létalité, économie d'effectifs engagés, optimisation des munitions, vitesse de déplacements accrues, agilité en milieu encombré ou en environnement dégradé (nucléaire, bactériologique, chimique), résilience du dispositif (la panne d'un des robots ne stoppe pas l'intervention des autres), baisse du stress des personnels, effet psychologique sur un adversaire équipé d'armes conventionnelles et affrontant une unité robotisée. Dotés d'outils de vision nocturne (infrarouge, thermique), les robots Platform-M sont utilisables de jour comme de nuit sans perte des capacités opérationnelles. Téléguidés par un opérateur humain depuis un poste de contrôle distant, ils possèdent toutefois une forme d'autonomie durant la phase de combat lors de l'acquisition des cibles. On peut supposer qu'il existe, en marge de l'exploitation de l'unité, une intense activité de R&D algorithmique afin de créer une coopération de type multi-agents (peu supervisée) entre les robots du groupe. D'une façon générale, les progrès de l'intelligence artificielle orientent les dispositifs vers plus d'autonomie et de coopération non supervisée.

Une tradition russe en robotique militaire née de la conquête spatiale

Comme toute grande puissance militaire, la Russie oriente les évolutions de son armée vers une technologisation globale avec le développement de drones de

combat et d'observation. Cette orientation stratégique ne fait d'ailleurs que répondre à l'hyperactivité américaine dans le domaine de la robotique militaire. La course au robot combattant est bel et bien lancée.

La Russie possède un savoir-faire important dans le domaine de la robotique civile et militaire. La guerre froide et la conquête spatiale ont contribué à forger cette expertise nationale mise en sommeil durant presque deux décennies mais réactivée aujourd'hui par des tensions internationales que certains considèrent comme une guerre froide 2.0. Les premiers rovers lunaires soviétiques contenaient déjà les racines technologiques des actuels robots russes. Dès 1964, les forces aériennes russes disposaient d'un appareil de reconnaissance longue portée DBP-1 sans pilote capable de mener des missions d'observation en Europe occidentale. En 1973, l'Union Soviétique lançait un vaste programme de recherche et développement de robotique industrielle. Douze ans plus tard, en 1985, l'URSS possédait plus de 40 % des robots industriels mondiaux dépassant le score du leader américain. On peut donc parler d'une véritable tradition de robotique russe qui s'est transmise aujourd'hui malgré les turbulences géopolitiques et budgétaires. Les transferts de technologies du secteur spatial russe vers celui de la robotique militaire ont permis de limiter le retard de développement par rapport aux concurrents américains, japonais et coréens. Selon l'Amiral Aleksandr Vitko, commandant la flotte de la Mer Noire, il est question de diminuer fortement le volume de soldats issus de la conscription pour les remplacer par des soldats professionnels hautement qualifiés, capables de superviser des unités robotisées. La « technologisation » de l'armée russe est bien en marche et elle induit une course à l'intelligence artificielle dans les systèmes d'armes.

Vers l'armement autonome ?

A l'heure actuelle, Platform-M est un système d'armes télécommandé par des superviseurs humains donc doté de très peu d'autonomie. Ses concepteurs (les chercheurs du *Progress Scientific Research Technological Institute of Izhevsk*) souhaitent que les robots évoluent vers d'avantage de capacités d'adaptation au terrain et au contexte de combat. Les machines devront pouvoir coopérer entre elles et savoir se réorganiser de manière autonome en cas de neutralisation d'une partie de l'unité. L'objectif est de rendre l'unité de combat adaptative et résiliente. L'optimisation globale en temps réel des actions de chaque robot sous-entend un système de calcul centralisé puissant embarquant un haut niveau d'intelligence artificielle (IA). L'évolution d'un système d'arme vers plus d'autonomie requiert plus d'IA. Il est aujourd'hui évident que ce principe simple va provoquer une course au développement de l'IA au sein de tous les grands

laboratoires engagés dans des programmes de robotique militaire. C'est déjà le cas aux États-Unis avec l'hyperactivité de la Darpa et des sociétés avec lesquelles elle travaille comme par exemple la célèbre Boston Dynamics, filiale de Google.

L'augmentation de l'autonomie et de l'IA dans les systèmes d'armes suscite également quelques oppositions. L'Institut américain *Futur of Life Institute (FLI)* a publié une lettre ouverte [1] en date du 28 juillet 2015 dénonçant les dangers que représentent les armes autonomes et demandant leur interdiction immédiate à l'échelle mondiale [2]. A l'origine de cette pétition, on retrouve l'astrophysicien britannique Stephen Hawking, le Directeur de Tesla et Space X, Elon Musk, le cofondateur d'Apple, Steve Wozniak et le linguiste Noam Chomsky. Tous s'accordent pour dénoncer l'avènement des robots tueurs dont l'autonomie est rendue aujourd'hui possible par les récents progrès de l'intelligence artificielle. La pétition qui a recueilli à ce jour plus de 10 000 signatures dénonce le risque potentiel de détournement des armes autonomes par des groupes terroristes ou des armées irrégulières et souligne les dangers inhérents à l'autonomie des systèmes.

Pour autant, la course à l'IA d'armement ne sera pas ralentie par ce type d'initiative [3]. Si une réflexion éthique globale sur l'autonomie des armes semble aujourd'hui nécessaire, les enjeux stratégiques, militaires, politiques et économiques portés par ces technologies de rupture demeurent hautement prioritaires pour les États.

Septembre 2015-Berthier/Diploweb.com

[Retour au Sommaire](#)

L'Ukraine, une crise politique qui révèle les tensions qui traversent le continent européen

samedi 14 décembre 2013, par *Philippe de SUREMAIN*

L'auteur :

Philippe de Suremain est Ministre plénipotentiaire hors classe, Ambassadeur de France en Ukraine de 2002 à 2005.

Géopolitique de l'Ukraine. P. de Suremain met brillamment en perspective la crise politique ukrainienne dans son contexte géopolitique. Cette crise est un révélateur des tensions qui traversent notre continent. Il en dégage le sens et précise les enjeux.

EN REFUSANT *ex abrupto* de signer fin novembre 2013 à Vilnius l'accord d'association qu'Ukrainiens et Européens croyaient acquis, le Président ukrainien Victor Ianoukovitch a provoqué une onde de choc dont nul n'a prévu les conséquences. Un moment de vérité. Pour l'Ukraine, pour l'Union européenne, pour la Russie. La réaction immédiate de la rue par son ampleur a changé la donne. Tous les acteurs se sont trouvés pris à contre pied.

En Ukraine, c'est l'irruption d'une crise latente depuis longtemps qui a créé la surprise, en résonance avec la Révolution Orange, tout aussi spontanée, dirigée contre le même homme, au nom des mêmes valeurs : indépendance, justice et démocratie. Mais le contexte a changé.

En 2004, c'est une élection truquée qui a soulevé les foules sous la conduite de leaders reconnus, Victor Youchenko et Youlia Timochenko.

En 2013, c'est le choix de la Russie contre l'Europe par un Chef d'Etat légitimement élu qui a indigné l'opinion, obligeant l'opposition et ses dirigeants à surmonter leurs divisions pour faire front.

Le drapeau européen a remplacé la bannière orange

La détermination des manifestants est à la mesure de leur exaspération devant la corruption du pouvoir, incapable de mener les réformes promises et de ce fait

discrédité à l'intérieur comme à l'extérieur. Ceci au point que nombre d'oligarques, dérangés par l'irrépressible avidité de la « la famille » du Président, sa verticale du pouvoir, semblent se démarquer de celui qu'ils croyaient leur rempart : l'actuelle liberté de ton des médias qu'ils contrôlent surprend. Les voilà qui viennent en appui aux réseaux sociaux d'une redoutable efficacité. Les étudiants ont donné l'impulsion, rejoints par les plus âgés, alors que c'était l'inverse en 2014. Le drapeau européen a remplacé la bannière orange, mais dans les deux cas **ce sont bien les revendications politiques et éthiques et non sociales qui s'expriment, une mobilisation civique pour un choix de société**. Ce qui reste à traduire en un programme qui permette enfin de transformer l'essai. Cette crise est aussi un révélateur des tensions qui traversent notre continent, entre l'U.E et la Russie, entre celles-ci et l'Ukraine, à qui il faut faire sa place.

Moscou redoute l'effet de contagion

Le Kremlin a fait de l'Ukraine une question existentielle, non seulement par nostalgie du statut perdu de super puissance et de la grandeur impériale, mais aussi par souci de préserver la nature du régime : la verticale du pouvoir intimide plus qu'elle séduit et ne propose pas un modèle très attrayant aux pays en transition. Le Président Poutine qui a perçu la Révolution Orange comme un revers majeur et garde en mémoire les manifestations de décembre 2011 à Moscou redoute l'effet de contagion d'un pays aussi proche de la Russie gagné par l'osmose européenne. L'échec infligé aux Européens, préparé par une guerre économique préventive est sans nul doute un succès pour Moscou, mais en tirera-t-elle tout le bénéfice escompté si l'instabilité perturbe le principal de ses voisins ? L'Ukraine n'est pas l'Arménie et l'objectif prioritaire que s'est fixé le Président Poutine d'une Union Eurasienne qui contrebalance l'U.E. ressentie comme une menace n'est pas gagnée. La Russie a-t-elle à terme les moyens de ses ambitions ? Les Européens ont été eux aussi désarçonnés par la volteface de Viktor Yanoukovitch qu'ils n'ont pas su prévenir. Persuadé que le refus par la Rada de permettre la libération de Youlia Timochenko obligerait l'UE à s'opposer à la signature de l'accord d'association, le voilà lui-même contraint à en assumer l'échec. L'activisme des plus fervents avocats de l'Ukraine, les nouveaux entrants, **Pologne en tête** a prévalu sur les réticences des anciens, tous devenus plus conscients de la portée politique de l'évènement, du fait même de l'opposition russe.

La situation présente doit inciter les Etats membres à plus de cohésion vis à vis de la Russie.

Il n'est plus temps d'esquiver l'attraction qu'exerce l'Europe, malgré ses états d'âme sur ceux qui aspirent à la rejoindre et tout le moins à y puiser leur inspiration et y trouver leur modèle. La politique de voisinage quelque peu improvisée et qu'a refusée en son temps la Russie (pas de voisinage commun) puis le partenariat oriental, mieux ciblé mais mal financé n'ont pas été à la mesure de l'enjeu. La situation présente doit inciter les Etats membres à plus de cohésion vis à vis de la Russie qui dépend autant, sinon plus de l'UE que celle-ci de la Russie. Ce qui suppose de notre part une vision commune de l'Ukraine, carrefour stratégique de notre continent, appelé à être la clé de voûte de la future Europe plutôt que le champ clos de ses vieilles rivalités.



Atlas de l'Ukraine, Francois de Jabrun
Cartes de l'Ukraine à travers les siècles

C'est dire l'enjeu que représente l'Ukraine pour les Européens qui ne peuvent plus la traiter par préterition. C'est surtout constater la responsabilité des Ukrainiens eux-mêmes à un moment crucial de leur histoire. L'avenir immédiat est des plus incertains, avec un Président qui joue sa survie face à une population dont la légendaire patience atteint ses limites. Quelle que soit l'issue de cette crise qui peut dégénérer dans la violence, ce qui avait jusqu'à présent évité, l'Ukraine n'est pas près de quitter l'actualité.

Manuscrit clos le 14 décembre 2013

Décembre 2013-Suremain/Diploweb.com

[Retour au Sommaire](#)

L'OSCE et la crise ukrainienne

samedi 26 avril 2014, par *Maxime LEFEBVRE*

L'auteur :

Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès de l'OSCE.
Professeur à Sciences Po. Maxime Lefebvre vient de publier « La construction de l'Europe et l'avenir des nations » (A. Colin).

Dans la crise ukrainienne, quel est le rôle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ? Le Représentant permanent de la France auprès de l'OSCE répond en cinq points. Puis il ouvre le débat : l'OSCE va-t-elle devenir l'enceinte où se traitent les différents avec la Russie ? Voici un document de référence sur une organisation trop souvent méconnue.

AVANT la crise ukrainienne, l'OSCE était une organisation un peu dormante, prise entre les débats ronflants sur la « communauté de sécurité » (grand thème du sommet d'Astana de 2010) et la réalité d'un fossé croissant entre les Occidentaux d'une part, la Russie et de rares affidés d'autre part. La crise en Ukraine a remis cette organisation au centre du jeu, sans en faire autre chose qu'un mécanisme dans les rouages compliqués de la géopolitique européenne.

Une organisation unique dans l'architecture de sécurité européenne

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est un produit de la guerre froide, et plus précisément de la période de la détente, où il était question d'amorcer un dialogue est-ouest en Europe (1973-1975). L'Acte d'Helsinki de juillet 1975, avec ses dix principes (le « décalogue »), a été à l'époque un « big deal », confirmant les frontières issues de la Seconde guerre mondiale (demande soviétique), et faisant accepter les principes des droits de l'homme (demande occidentale), qui ont été au fondement de l'ingérence occidentale dans la situation des pays de l'Est (cf. les « Helsinki watch », ancêtre de *Human rights watch*). Pour certains, le processus de la CSCE a apporté une contribution non négligeable à la défaite finale du camp soviétique dans la guerre froide.

Après la fin de la guerre froide, l'OSCE (la « conférence » est devenue « organisation » en 1994) a connu un fort développement. Les engagements

d'Helsinki ont été étendus (Charte de Paris sur la sécurité en Europe). Des instruments de maîtrise des armements ont été mis au point (traité de désarmement sur les forces conventionnelles en Europe, document de Vienne sur les mesures de transparence et de confiance, traité « ciel ouvert » permettant le survol des Etats parties). Des « structures autonomes » ont été mises en place (Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme à Varsovie, Haut Commissaire aux minorités nationales, Représentante pour la liberté des médias, Cour de conciliation et d'arbitrage). Des missions se sont déployées sur le terrain.

L'OSCE est une organisation légère, presque fragile, plastique et traversée de tensions politiques.

Malgré cette montée en puissance, l'OSCE reste une organisation légère, presque fragile, plastique et traversée de tensions politiques. Elle n'a pas la personnalité juridique. Son budget est dérisoire (moins de 150 millions de dollars, un millième du budget de l'Union européenne). Son effectif est faible (300 personnes dans le siège des institutions, à Vienne, Varsovie et La Haye). Sa structure est éclatée, comprenant, outre les institutions, une quinzaine de missions ou de bureaux de terrain (Europe orientale, Caucase, Asie centrale, Balkans).

Le territoire couvert par l'OSCE est immense : **57 Etats participants de Vancouver à Vladivostok**, le dernier Etat admis étant la Mongolie ; à quoi s'ajoutent 11 pays partenaires (6 au sud de la Méditerranée, 5 en Asie - le Japon mais pas la Chine). L'OSCE offre une lecture particulière de la géopolitique européenne, qui est l'héritage de la guerre froide (la dimension est-ouest, OTAN contre pacte de Varsovie) et de l'Empire soviétique (d'où la présence de l'Asie centrale). En même temps, c'est une organisation qui a sa spécificité et son utilité par rapport aux organisations « occidentales » (UE, OTAN) ou au Conseil de l'Europe, qui ne comprend « que » 47 Etats membres. **C'est la seule enceinte multilatérale en Europe où parlent à la même table, d'égal à égal, les Etats-Unis et la Russie.**



Maxime Lefebvre
Ambassadeur, Représentant permanent de la France auprès
l'OSCE

Le rôle de l'OSCE dans la crise ukrainienne

L'OSCE a été mobilisée dans la crise ukrainienne de cinq manières différentes.

L'OSCE est d'abord un forum, une enceinte pour **dialoguer et échanger**. C'est l'héritage de la CSCE, qui n'était au départ qu'une conférence. Les ambassadeurs se réunissent chaque semaine dans deux formats différents : le conseil permanent pour traiter des questions politiques, le forum de coopération en matière de sécurité pour traiter des questions militaires. L'Union européenne s'exprime d'une seule voix, ce qui oblige les pays européens à se concerter en amont pour définir des positions communes, à l'avantage de réduire le temps du débat au conseil permanent (d'autant qu'une bonne dizaine de pays en moyenne ont l'habitude de s'aligner sur l'intervention de l'UE), et n'empêche pas de temps en temps les délégués nationaux de l'UE de prendre la parole, quand ils en éprouvent la nécessité.

Dans le cas de la crise ukrainienne, l'OSCE a eu **une fonction tribunicienne**, amenant l'Ukraine et les Occidentaux (Etats-Unis, UE) à dénoncer la violation par la Russie des principes fondateurs du droit international, de l'Acte d'Helsinki et de la Charte des Nations Unies (non recours à la force, respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats). Comme à l'ONU, cette dénonciation s'est

étendue de l'univers (plus ou moins) feutré des réunions diplomatiques à des polémiques publiques, en particulier de la part des Etats-Unis et de la Russie.

Le deuxième rôle de l'OSCE est celui d'**une force de médiation**. L'OSCE est impliquée dans différentes négociations en Europe (Transnistrie, Haut Karabakh, Géorgie). Elle est en général représentée par le pays en présidence (la Suisse depuis le 1er janvier 2014, et pour un an), sauf dans le cas du Haut Karabakh (format particulier du « groupe de Minsk » et des trois coprésidents français, américain et russe). La fonction de Secrétaire général (actuellement l'Italien Lamberto Zannier) est plus faible à l'OSCE qu'au Conseil de l'Europe, à l'OTAN ou à l'UE (« Haut Représentant ») : il est sous l'autorité de la présidence.

Le basculement de la crise interne vers une gestion internationale de la question ukrainienne.

Dès le début de sa présidence, la Suisse a cherché à s'imposer dans un rôle de médiateur dans la crise ukrainienne, qui n'était encore qu'une crise interne (le pouvoir de V. Ianoukovitch contre les manifestants du Maïdan). Mais Madame C. Ashton - Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité - cherchait aussi de son côté à jouer ce rôle de médiation, et finalement ce sont les trois ministres du « triangle de Weimar » (France, Allemagne, Russie) qui ont imposé le 21 février 2014 un accord entre le pouvoir et l'opposition ukrainienne, prévoyant le retour à la Constitution de 2004 et l'avancement des élections présidentielles à la fin 2014 au plus tard. **C'est la première fois depuis sa création que le « triangle de Weimar » se manifestait ainsi par un rôle actif et concret.** Même si l'accord (paraphé, dans sa version initiale, par un représentant de la Russie), est devenu caduc dès le lendemain, avec la poursuite des manifestations et la fuite puis la destitution de V. Ianoukovitch, il a symbolisé le basculement de la crise interne vers une gestion internationale de la question ukrainienne.

La présidence suisse s'est emparée de ce « momentum » en nommant un « envoyé spécial » (le diplomate Tim Guldemann, ambassadeur de Suisse à Berlin), en proposant la création d'un « groupe de contact » (discours de M. Burkhalter, ministre suisse des affaires étrangères, au Conseil de sécurité de l'ONU), et en mobilisant tous les instruments de l'organisation pour stabiliser l'Ukraine (rôle du bureau de l'OSCE à Kiev pour lancer des projets concrets, rôle de la représentante pour la liberté des médias, rôle du BIDDH pour superviser les nouvelles élections). Avec l'escalade de la crise (soulèvement organisé de la Crimée, annexée par la Russie après un référendum hâtivement tenu le 16 mars

2014), la présidence suisse a cherché à mettre au point un groupe de contact à Vienne, où l'on a commencé à discuter du mandat d'une mission de stabilisation de l'OSCE. Finalement, sous la pression des Etats-Unis et de l'UE, qui ont décidé une stratégie de « riposte graduée » de sanctions contre la Russie, et sur fond de négociations continues entre les capitales, un accord a pu être trouvé le 21 mars 2014 à Vienne sur le déploiement d'une « mission spéciale de surveillance » de l'OSCE en Ukraine, ne couvrant pas explicitement la Crimée. C'est le premier accord dans la phase internationale de la crise, et le premier pas dans la désescalade.

Le troisième rôle de l'OSCE tient aux **instruments de maîtrise des armements et aux mesures de confiance**. Cette dimension de l'OSCE, qu'on appelle parfois « première dimension » ou « première corbeille » (par rapport à la deuxième dimension, économique, et à la troisième, humaine), est en crise depuis plusieurs années, reflétant les blocages du processus de désarmement au niveau mondial. La Russie a suspendu en 2007 l'application du traité sur les forces conventionnelles en Europe, et l'OTAN a suspendu à son tour le traité vis-à-vis de la Russie en 2011. Malgré cela, la première dimension n'est pas « morte », et la crise ukrainienne l'a montré. Le traité « ciel ouvert » de 1992, qui permet le survol réciproque des Etats parties, est toujours d'application, et des survols ont pu être effectués normalement durant la crise ukrainienne. Le « document de Vienne » sur les mesures de confiance et de sécurité, dont la négociation remonte à la guerre froide, comprend des dispositions diverses qui ont été mobilisées par les Occidentaux : inspections demandées par un Etat hôte sur son territoire (l'Ukraine), inspections demandées dans un Etat tiers (les Occidentaux en Russie), demande de consultations à un Etat pour rendre compte d'activités inhabituelles (les Occidentaux vis-à-vis de la Russie). La Russie a critiqué un certain acharnement occidental, poussé par les Etats-Unis, elle s'est justifiée avec des arguments souvent de mauvaise foi, mais elle n'a jamais remis en question la validité de ces mécanismes de confiance. C'est au moins quelque chose qui a pu être sauvé dans le choc énorme que représente cette crise pour le système de la sécurité européenne.

Un quatrième rôle de l'OSCE est l'**activité concrète et opérationnelle de ses structures exécutives**, qui jouissent d'une large autonomie dans le système OSCE. A partir du moment où l'OSCE a été clairement investie, grâce au leadership de la présidence suisse, d'un rôle dans la crise, tous les moyens opérationnels de l'organisation ont été mobilisés. Le BIDDH a lancé une mission d'évaluation sur la situation des droits de l'homme, et une mission d'observation électorale pour superviser les élections présidentielles prévues le 25 mai 2014. La Représentante pour la liberté des médias, Dunja Mijatovic (Bosniaque), s'est

rendue plusieurs fois en Ukraine, y compris en Crimée, pour suivre cet aspect des choses. La commissaire aux minorités nationales, Astrid Thors (finlandaise), s'est elle aussi enquisse de la dimension interethnique, et s'est en particulier alarmée de la situation des Tatars de Crimée. Par des visites de terrain, des rapports, des prises de position publiques, ces institutions exercent un droit de regard qui est d'une certaine façon celui de la communauté internationale. Leurs critiques et leurs recommandations ont beaucoup plus de poids que celles des Occidentaux, car elles tirent leur légitimité de la configuration très inclusive de l'organisation et des principes et des engagements auxquels ont souscrit tous les pays participants dans le passé (même si certains ont tendance à les oublier ou à les négliger aujourd'hui).

Le cinquième et dernier rôle de l'OSCE est celui de sa **présence de terrain**. L'OSCE a une quinzaine de missions de terrain dans des zones qui se caractérisent par leur instabilité : les Balkans, l'Europe orientale, le Caucase, l'Asie centrale. En Ukraine, la « mission » est devenue un bureau de coordination de projets, l'Ukraine ayant souhaité, comme beaucoup de pays de l'OSCE, réduire la tutelle et le droit de regard que pourraient incarner ces missions un peu trop intrusives à leur goût. Mais ce bureau a pu lancer, au moment de la montée en puissance de la crise, un projet de « dialogue national » qui a en fait été l'embryon de la mission spéciale de surveillance. Celle-ci a pu commencer à se déployer dès le lendemain de l'accord du 21 mars 2014. Très vite, un premier palier de **100 observateurs de terrain**, déployés sur tout le territoire ukrainien (mais en pratique **pas en Crimée, barrée par les forces russes**), a été atteint. La mission, dont le mandat couvre une période initiale de 6 mois, a vocation à rester sur le terrain au-delà de cette durée et pourra monter jusqu'à 500 observateurs. Son mandat dépasse la simple observation, car elle a aussi un rôle de stabilisation, de mesures de confiance, de veille en matière de droits de l'homme et de relations interethniques. C'est pourquoi, l'accord de Genève du 17 avril 2014, négocié entre Etats-Unis, Russie, Ukraine et UE, en pleine escalade des tensions du fait du soulèvement « spontané » des régions orientales de l'Ukraine, confie à la mission de surveillance la mise en œuvre de nombreuses mesures de désescalade (désarmement des milices, évacuation des bâtiments publics, etc.). C'est à travers cette mission de l'OSCE que se cristallise un début d'accord pour tenter de réduire les tensions géopolitiques et idéologiques entre Occidentaux et Russes en Ukraine.

L'OSCE a-t-elle un avenir après la crise ukrainienne ?

Il y a longtemps qu'on percevait le retour d'une dialectique de confrontation avec la Russie.

La crise ukrainienne est loin d'être terminée. Il est probable qu'elle continuera d'accaparer une bonne part de l'attention à l'OSCE. Quelle que soit l'évolution des choses (une rechute dans la confrontation, un accord solide sur l'avenir de l'Ukraine, ou simplement une stabilisation mal assurée), quelques défis vont se poser de toutes les façons à cette organisation.

Il y a longtemps qu'on percevait le retour d'une dialectique de confrontation avec la Russie. Ce n'est sans doute pas le retour à la CSCE de l'époque de la guerre froide, mais il est de fait qu'il est de plus en plus difficile de s'entendre sur des principes communs, tant la Russie bafoue de plus en plus les engagements pris, aussi bien ceux de la sécurité collective (non recours à la force, respect de l'intégrité territoriale des Etats) que ceux au titre des droits de l'homme. En même temps, l'existence d'une enceinte inclusive où l'on peut à la fois dialoguer, échanger, et s'entendre sur des accords et des coopérations de portée limitée, montre précisément son utilité dans une telle période de tensions. **L'OSCE va peut-être devenir de plus en plus l'enceinte où se traitent les différends avec la Russie** : tensions politico-militaires, sécurité énergétique, différences de conception sur les intégrations économiques régionales, question des droits de l'homme, etc.

Il faut aussi s'interroger sur la manière de gérer la Russie et les complexités de l'espace postsoviétique.

A l'OSCE, l'Occident représente une force écrasante : une quarantaine de pays en comptant les membres de l'OTAN et de l'UE et les « like minded » (Suisse, Monaco, Andorre, Balkans occidentaux, Moldavie, Géorgie, etc.). Mais la Russie est une force avec laquelle il faut compter, et elle n'est pas complètement isolée. Dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant le coup en Crimée, **deux pays ont voté contre avec la Russie (Arménie et Biélorussie), et huit se sont abstenus ou n'ont pas pris part au vote (Asie centrale, Mongolie, Serbie, Bosnie)**. La montée des tensions avec la Russie se traduit par une **remobilisation de l'OTAN** (et du leadership américain) dans la sécurité européenne, en particulier au titre des engagements de la défense collective (article 5 du traité de Washington). Mais il faut aussi s'interroger sur la manière de gérer la Russie et les complexités de l'espace postsoviétique. **Pour l'OTAN, mais aussi pour l'UE qui avait beaucoup misé sur la politique du « partenariat oriental », un détour par la case OSCE peut devenir plus utile.**

L'OSCE peut-elle pour autant redevenir le terrain de rencontre des contraires, le berceau de nouveaux « big deals » comme celui de l'Acte d'Helsinki ? Si [la crise ukrainienne](#) s'apaisait et trouvait un début de solution, il faudrait songer à revisiter les principes communs qui ont fondé l'organisation, pour tenter de les réaffirmer et de les refonder. A défaut d'une telle ambition, il faudrait au moins réussir à s'entendre sur des mesures utiles de coopération et de confiance, sur des principes de coexistence. L'ébranlement par la crise ukrainienne des fondations de la « maison commune » (comme l'a un jour appelée M. Gorbatchev) est tel cependant que tout mouvement de rapprochement des intérêts et des positions sera entravé par des réactions de défiance et de rejet. Le défi sera long à relever.

Manuscrit clos le 24 avril 2014

Copyright Avril 2014-Lefebvre/Diploweb.com

Plus

. Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement du G7 sur l'Ukraine, 26 avril 2014, sur le site de l'Elysée

. Maxime Lefebvre, *La construction de l'Europe et l'avenir des nations*, éd. A. Colin (2013)

Ce livre a été présenté [sur le Diploweb](#) par le Professeur Serge Sur

La 4e de couverture rédigée par l'éditeur

L'Europe ne peut être comprise sans prendre en compte la diversité et l'identité des nations qui la composent. La crise de la zone euro, l'importance toujours redécouverte de la relation franco-allemande sont là pour le montrer. Les différences entre la latinité et la germanité, entre le nord et le sud, entre l'est et l'ouest, entre les grands et les petits pays sont toujours bien présentes malgré l'approfondissement de la construction européenne depuis plus d'un demi-siècle.

L'Europe ne se fera pas contre, mais avec les nations. Elle ne peut ni se transformer en État fédéral, ni se déterminer uniquement en fonction de la mondialisation, des Nations Unies ou de l'Occident. Elle ne sortira de ses difficultés actuelles que si elle parvient à réinventer la coexistence de ses nations et à renforcer sa cohésion, en particulier à partir de l'union monétaire. En remettant les nations au cœur de la réflexion, cet ouvrage livre de nouvelles perspectives, pleines d'espoir pour le projet européen.

Voir le livre de Maxime Lefebvre, *La construction de l'Europe et l'avenir des nations* sur le site des éditions Armand Colin.

[Retour au Sommaire](#)

Ukraine : géopolitique d'un Etat tampon

vendredi 2 mai 2014, par *Patrice GOURDIN*

L'auteur :

Docteur en histoire, professeur agrégé de l'Université, Patrice Gourdin enseigne les relations internationales et la géopolitique auprès des élèves-officiers de l'Ecole de l'Air. Auteur de *Géopolitiques, manuel pratique*, Paris, 2010, Choiseul, 736 pages. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique auquel est adossé le *Diploweb.com*.

Dans l'est de l'Ukraine, les forces ukrainiennes ont lancé une opération militaire tôt ce 2 mai sur un symbole des séparatistes pro-russes, la ville de Slaviansk.

Dans ce contexte, voici une magistrale étude géopolitique de l'Ukraine, à la fois solidement documentée, puissamment pensée et clairement écrite. Elle fera grincer des dents parce qu'elle déconstruit des discours et éclaire des stratégies tout en pointant des insuffisances, mais elle fera référence. Bonne lecture.

VLADIMIR POUTINE, l'instigateur des massacres en Tchétchénie (y compris des Russes résidant à Grozny) et de la violation de l'intégrité territoriale de la Géorgie, s'en prend aujourd'hui à l'Ukraine. L'exacerbation des rivalités pour le pouvoir sur ce territoire risque de mener à un affrontement sanglant entre Ukrainiens, susceptible de s'internationaliser. Certaines caractéristiques de ce pays, de ses habitants et de ses liens avec son principal voisin peuvent nous aider à comprendre.

L'Ukraine est un carrefour pluriculturel en proie à de graves difficultés économiques, sociales et politiques. Les habitants de la région ne maîtrisent plus leur destin depuis le XIIIe siècle. La population est hétérogène et la nation ukrainienne ressort comme plus potentielle que réelle. La Russie estime que le contrôle de ce pays est indispensable à la renaissance de sa puissance. Cela divise tant les Ukrainiens que la communauté internationale. Les tenants d'une Ukraine indépendante conservant son intégrité territoriale se trouvent aujourd'hui réduits à la même impuissance.



**Patrice Gourdin, Docteur en
histoire, professeur agrégé
de l'Université**

I - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES MATÉRIELLES D'UNE PUISSANCE

A priori, l'Ukraine détient des atouts naturels, mais un examen critique en montre les limites.

Avec une superficie de 577 400 km² (603 550 km² moins la Crimée, perdue le 20 mars 2014 après la ratification par la Douma du traité de rattachement à la Russie de cette région et de la ville de Sébastopol) [1], l'Ukraine bénéficie d'une taille importante à l'échelle européenne (Russie exclue). Constitué principalement par une fraction de l'immense plaine qui s'étend d'Allemagne en Russie d'Europe, le relief n'est guère accidenté. Le vaste plateau de Volhynie-Podolie, à l'ouest, n'atteint pas 500 m d'altitude. Quant aux montagnes, moyennement élevées - Carpates à l'ouest (culminant au mont Hoverla, 2 061 m), Crimée au sud (ce prolongement de la chaîne du Caucase ne dépassant pas ici 1 500 m) -, elles se trouvent à la périphérie. Aucun obstacle naturel ne protégea les régions prospères des convoitises des voisins et du passage des hordes. Composé d'une côte basse et sableuse (exception faite de la Crimée), le littoral, contrôlé par le khanat des Tatars puis les Turcs, demeura longtemps inaccessible. Conquis par les Russes à la fin du XVIII^e siècle, il n'échut donc que tardivement à l'Ukraine. Aussi, avec la perte de la Crimée et celle, possible, des régions de l'est et du sud, renouerait-elle avec l'enclavement, ce qui ne pourrait qu'accentuer ses difficultés économiques.

Kiev, sa capitale, fondée aux alentours du Ve siècle, idéalement placée au centre

du pays, occupe un site éminemment favorable : un carrefour aisé à défendre. Elle fut édifée sur des collines surplombant le Dniepr, non loin du confluent avec la Desna et s'étendit progressivement sur les deux rives du fleuve, segment clé de la route de l'ambre. Ajoutant au commerce les fonctions de commandement politique, religieux et intellectuel, elle acquit une importance considérable au Xe siècle en devenant la capitale de la Rus, mais elle déclinait déjà lorsque les Mongols la détruisirent en 1240. Elle recouvra un rôle de premier plan avec l'affermissement de la domination russe, consécutif à l'échec de la révolte du Cosaque Khmel'nitski, en 1654. Après cette date, elle redevint une grande cité prestigieuse, mais au cœur d'une contrée qui demeura dépendante de Moscou jusqu'en 1991. Sa physionomie actuelle résulte essentiellement des aménagements de la période stalinienne - avant et après la Seconde Guerre mondiale -, même s'il y eut des ajouts sous Leonid Brejnev et depuis l'indépendance.

Hormis le sud, qui jouit d'un climat méditerranéen, le pays se trouve dans l'aire du climat continental, mais dans sa nuance tempérée, ce qui favorisa l'installation humaine et les activités agricoles. Ces dernières bénéficient en outre d'une excellente hydrographie, exception faite pour la Crimée, déficitaire en eau. Le pays est traversé ou bordé par plusieurs fleuves qui se jettent dans la mer Noire : le Dniepr, au centre, qui parcourt le pays du nord au sud, le Dniestr à l'ouest, le Boug méridional au sud-ouest et la rive gauche du delta du Danube, au sud. À l'est, le Donets, un affluent du Don, débouche sur la mer d'Azov. Cette eau abondante combinée à la très grande fertilité des sols (tchernoziom et loess dominant) explique la présence de cultures sur plus de la moitié de la superficie du pays, avant tout dans la partie centrale, mais aussi dans les provinces orientales de Dnipropetrovsk et de Kharkiv. Les régions qu'occupe aujourd'hui l'Ukraine furent des greniers à blé des siècles durant, du moins lorsqu'elles étaient épargnées par les guerres, dont leurs richesses furent souvent un des enjeux. Le pays demeure un important producteur agricole : 16 millions de tonnes de blé (8e rang mondial, 2,4% de la production mondiale, 5% des exportations mondiales), 21 millions de tonnes de maïs (8e rang mondial, 2,4% de la production mondiale, 16% des exportations mondiales), 11 millions de tonnes de graines de tournesol (1er rang mondial, 50% de la production mondiale), 18,4 millions de tonnes de betteraves à sucre (5e rang mondial, 6,8 % de la production mondiale) et 19 millions de tonnes de pommes de terre (5e rang mondial, 5,9 % de la production mondiale). Lorsque le sol n'est ni exploité ni urbanisé, la steppe boisée le recouvre, hormis au sud, moins humide, où l'on trouve la steppe au sens propre, c'est-à-dire exclusivement herbeuse. Celle-ci constituait le domaine par excellence des nomades et sa bordure septentrionale marqua durant de longs siècles la frontière avec les populations sédentaires slaves. Les Russes

colonisèrent tardivement cette steppe : à l'issue des conquêtes réalisées sous le règne de Catherine II (1762-1796).

Le sous-sol de l'Ukraine renferme des matières premières qui fondèrent l'industrialisation précoce (activités de transformation de type proto-industriel dès le XVIIIe siècle) et massive de la région. La production de charbon - à usage thermique - du bassin du Donets a diminué de moitié (88 Mt, 11% de la production mondiale) depuis l'indépendance (1991) et ne dispense pas le pays d'importer du coke pour son industrie métallurgique. Le minerai de fer de la région de Kryvyï Rih (80,6 Mt, 2,7% de la production mondiale) engendra une sidérurgie puissante, aujourd'hui en pleine régression (33 Mt d'acier, 2% de la production mondiale), tout comme les entreprises métallurgiques et mécaniques. Ajoutons du gaz naturel (90 Mds m³, 2,7% de la production mondiale), de l'uranium (900 t, 1,6% de la production mondiale) ou des minerais comme le manganèse (0,6 Mt, 3,9% de la production mondiale). Industries chimiques ou agro-alimentaires, usines textiles ou d'armements, l'ensemble du secteur secondaire - avant tout localisé dans la partie orientale du pays et autour de Kiev - accuse une dépendance énergétique totale vis-à-vis Russie. Une entreprise publique, Naftogaz, achète à la Russie le gaz naturel indispensable pour le commercialiser ensuite. L'aménagement hydroélectrique des fleuves ne permet pas d'assurer plus de 5% de la production totale d'électricité. Depuis 1991, les gouvernements successifs ont tenté d'assurer l'indépendance énergétique par la mise en valeur des réserves nationales d'hydrocarbures. Mais le déficit budgétaire et l'instabilité politique détournent les investisseurs, tant nationaux qu'étrangers, hormis les... Russes !

Prospère avant l'industrialisation et durant la première révolution industrielle, l'Ukraine était la première région économique de l'Empire russe avant la Première Guerre mondiale et la principale destinataire des investissements occidentaux dans ce pays. Elle produisait la moitié des céréales, 80% des betteraves à sucre, possédait l'essentiel du cheptel du pays, assurait 90% des exportations de blé, 19% de la production industrielle nationale (déjà avec prépondérance de l'industrie lourde et sucrière, au détriment de l'industrie de biens de consommation, notamment le textile) ; le bassin du Donets extrayait 70% du charbon et la région de Kryvyï Rih 75% du minerai de fer russes. En dépit des ravages occasionnés par deux guerres totales, une guerre civile et l'impitoyable volontarisme stalinien, la république d'Ukraine produisait un quart de la "richesse" de l'Union soviétique. Mais aujourd'hui, du fait de son obsolescence et de ses liens étroits avec la Russie, cet héritage matériel ne vaut plus grand-chose. Pire, il entrave le développement du pays : marché russe comme principal voire unique débouché, chantage russe permanent à la fourniture de gaz, attractivité

quasi nulle pour les capitaux occidentaux, finances exsangues interdisant d'investir pour pallier l'obsolescence des équipements et des activités. Cela s'appelle une impasse. Pourtant, Kiev dispose d'universités et de centres de recherche de qualité qui pourraient fournir à un coût raisonnable la main-d'œuvre qualifiée et hautement qualifiée indispensable à la modernisation du pays. Cela s'appelle du gâchis.

L'Ukraine répond aux critères définissant un "pivot géopolitique".

Le territoire de l'Ukraine occupe une partie de l'isthme européen septentrional qui relie la mer Baltique et la mer Noire (par le bassin du Dniepr), ainsi que la mer Baltique et la mer Caspienne (par le bassin de la Volga). Il se trouve donc en situation de carrefour, sur le plan tant économique que culturel ou stratégique. Le contrôle des échanges entre la Scandinavie, (bois, peaux et ambre, principalement) et l'Asie - par l'intermédiaire de l'Empire byzantin - (cire d'abeille, miel, soieries et or, pour l'essentiel) fonda sa prospérité, son rayonnement et sa puissance sous la dynastie des Riourikides. Au IXe siècle, les Varègues, des Vikings qui se livraient au commerce, à la piraterie et au mercenariat, prirent le contrôle du bassin du Dniepr, soumettant les Slaves orientaux qui l'occupaient depuis le IVe siècle. Leur chef, Riourik (?-879) possédait Novgorod et son fils, Oleg le Sage (882-912), fonda la dynastie qui régna jusqu'au XIIIe siècle sur ce qui devint la principauté de Kiev au Xe siècle. En 980, le prince Vladimir Ier Sviatoslavitch, prit le titre de grand prince de Kiev et fit de cette ville la capitale de son royaume en 988. Il se convertit alors au christianisme de rite byzantin. Cela renforça les liens entre la région et le monde grec ainsi qu'avec le monde européen occidental. Mais l'avantage conféré par la situation de carrefour suscitait bien des convoitises : le contrôle de cet État prospère stimula rivalités internes (favorisées par le système successoral : fondé sur le principe de frère à frère, il engendra de longs et violents conflits entre oncles et neveux) et ambitions étrangères. La dislocation territoriale débuta en 1169 et installa la route commerciale dans un état d'insécurité latent. Le sac de Constantinople par les Croisés de la IVe Croisade, en 1204, précipita la ruine du commerce du royaume de Kiev. Les Mongols, en s'emparant de la capitale en 1240, portèrent le coup de grâce et les échanges commerciaux par l'isthme européen septentrional cessèrent définitivement. La terre devint la seule source de richesse. Une partie de la population chercha refuge au nord, entre Rostov et Souzdal. Une autre fraction fuit en Galicie-Volhynie, à l'ouest, où elle fonda, en 1252, sous la direction des rescapés de l'élite kiévienne, un royaume qu'absorba la Pologne en 1352. Depuis le XIIIe siècle, la région, dépourvue d'une

construction étatique forte capable d'assurer sa sécurité, pâtit de sa situation avantageuse. Disputée par les États voisins, elle subit le passage et/ou l'occupation de nombreuses armées. Sa partie centrale échappa longtemps à tout contrôle affermi, demeurant une zone de confins militaires (c'est l'un des sens du mot *oukraïna*) et de refuge pour des proscrits politiques, des persécutés religieux ou des hommes libres tentant d'échapper au servage. La portion du littoral de la mer Noire qu'elle possède actuellement, ne lui appartenait pas : elle fut conquise sur l'empire Ottoman par les Russes, qui la mirent ensuite en valeur. Odessa, Sébastopol et la Crimée sont donc pour Moscou des symboles de la gloire militaire et de la modernité impériales russes.

Ce rôle de zone tampon contribue à expliquer l'insigne faiblesse dont fait preuve ce grand corps malade qu'est l'Ukraine contemporaine.

L'Ukraine répond aux critères définissant un "pivot géopolitique". L'Américain Zbigniew Brzezinski, qui classe ce pays dans cette catégorie, propose cette dénomination pour « les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur motivation qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques. Le plus souvent, leur localisation leur confère un rôle clé pour accéder à certaines régions ou leur permet de couper un acteur de premier plan des ressources qui lui sont nécessaires. Il arrive aussi qu'un pivot géopolitique fonctionne comme un bouclier défensif pour un État ou une région de première importance. » (*Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, 1997, Bayard p. 74). Ce rôle de zone tampon contribue à expliquer l'insigne faiblesse dont fait preuve ce grand corps malade qu'est l'Ukraine contemporaine.

II - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES D'UN PEUPLE

Dépourvue des bases matérielles de la puissance, l'Ukraine n'en affiche pas davantage les ressorts humains.

Avec 45 500 000 habitants (dont 2 800 000 à Kiev), l'Ukraine n'a pas la force du nombre. En outre, sa population régresse d'environ 0,35% par an : elle comptait 52 100 000 habitants en 1991. Et elle vient de subir l'amputation d'environ 2 millions de personnes avec la perte de la Crimée. Le taux de fécondité du pays a culminé en 1986 à 2,13 enfants par femme. Il chuta de manière vertigineuse jusqu'à 1,08 enfants par femme en 2001, pour remonter timidement jusqu'à la crise économique de 2008. Depuis cette date, il stagne aux alentours de 1,53

enfants par femme. La mortalité (15‰) l'emporte sur la natalité (11‰), ce qui entraîne un vieillissement de la population : seuls 14% des Ukrainiens ont moins de 15 ans.

En 2012, le PIB par habitant était de 3 971 dollars [2] (à peu près le même que celui de l'Albanie : 3 821 dollars) et l'indice de développement humain était de 0,740 (78e sur 187 pays évalués), comparable à celui de la Macédoine et à peine supérieur à celui de l'île Maurice. Une carte établie à partir des données 2013 fait, de plus, apparaître une fracture économique et sociale entre les 24 (25, moins la Crimée) régions administratives (*oblasts*) du pays (Mathilde Gérard, « Pourquoi l'est de l'Ukraine n'est pas la Crimée », *Le Monde*, 16 avril 2014). Avec un PIB par habitant supérieur à 6 000 euros par an, la capitale, Kiev (dont le statut administratif est particulier), affirme une prospérité que l'on ne retrouve nulle part ailleurs dans le pays. Cela illustre l'avantage en général conféré aux capitales par le cumul de l'excellence et des fonctions de commandement dans la plupart des domaines. Ensuite, six *oblasts* s'affichent en tête, avec un PIB par habitant compris entre 2 100 et 3 400 euros par an : Kiev, Kharkiv, Poltava, Donetsk, Dnipropetrovsk et Zaporijia. Mis à part celui de Kiev, ils se situent tous à l'est du pays, dans la partie la plus industrialisée du pays, qui assure aussi une part non négligeable de la production agricole (notamment celui de Poltava) et voisine la Russie. Cinq *oblasts* ont un PIB par habitant compris entre 1 600 et 2 100 euros par an : Lougansk, Tcherkassy, Mikolaïv, Odessa et Lviv. La moitié des *oblasts* (12), disposent de moins de 1600 euros par an. Parmi eux, tous ceux de l'ouest à l'exception de celui de Lviv, auxquels il faut rajouter ceux de Tchernihiv et Soumy au nord-est, Kirovohrad au centre, et Kherson au sud. La Crimée en faisait également partie, ce qui contribue à expliquer l'adhésion d'une partie de la population à son annexion par Moscou. La croyance aux lendemains qui chantent semble y avoir survécu à la chute de l'URSS. Toutefois, les scores électoraux ne résultent pas exclusivement de ces inégalités économiques régionales : bien que "favorisés", les électeurs des *oblasts* de Kiev, Poltava et Tcherkassy votent en faveur des pro-Occidentaux (majoritaires dans tous les *oblasts* de l'ouest), tandis que les "deshérités" des *oblasts* de Kherson et de Crimée apportent leurs suffrages aux pro-Russes (majoritaires dans tous les *oblasts* de l'est). Depuis l'indépendance, ces déséquilibres propulsent le thème de la décentralisation au cœur du débat politique. La Constitution adoptée en 1996, comme celles de 2004 et 2010, a consacré la centralisation de l'État ukrainien. Cela pose la question de la perception et de la redistribution des impôts et des taxes. Les habitants des régions relativement prospères de l'est, Donetsk et Dnipropetrovsk en tête, se montrent sensibles à la question des transferts, réputés leur être défavorables. Le Parti des Régions, fondé en 1997 et dirigé par Viktor Ianoukovitch, prenait la suite de partis qui militaient en faveur de la décentralisation et d'une plus grande

maîtrise locale des ressources fiscales. Pourtant, lorsque ce dernier parvint au pouvoir, en 2010, il ne modifia pas les institutions du pays sur ce point. La décentralisation apparaît comme un argument durant les campagnes électorales, mais les oligarques qui soutiennent les organisations porteuses de cette revendication n'y trouveraient qu'un intérêt tactique. En effet, ils contrôlent des entreprises du secteur minier et de l'industrie lourde, dépendantes de l'aide publique. De bonnes relations avec (ou le contrôle sur) le pouvoir central permettant de l'obtenir, il n'apparaîtrait pas utile d'affaiblir ce dernier. Ajoutons que les pouvoirs régionaux, d'une part, pourraient adopter des budgets plus conformes aux demandes des électeurs et, d'autre part, ne disposeraient pas forcément de moyens nécessaires à ces grandes entreprises.

Les habitants se dissocient en fonction de leur origine ethnique. L'élément slave domine largement, avec environ 70 à 80% d'Ukrainiens et 15 à 20 % de Russes, ainsi que des Biélorusses et quelques Polonais. En outre, il se trouve plusieurs groupes témoins de l'histoire mouvementée de la région : Moldaves et Bulgares, notamment. Auxquels il convenait d'ajouter les quelque 250 000 Tatars de Crimée jusqu'à ces dernières semaines (0,5 % de la population totale de l'Ukraine, mais plus de 10% de celle de la presqu'île). Hormis la marginalisation des Tatars, dont la solution n'est plus du ressort de Kiev, la principale question que pose cette hétérogénéité est celle du statut des citoyens ukrainiens d'origine russe. Depuis l'indépendance de l'Ukraine, en 1991, ces derniers constituent une minorité dont le sort fait l'objet de controverses et offre un champ infini aux manœuvres de déstabilisation comme aux actes d'ingérence. Agissements facilités par l'inégale répartition spatiale de cette minorité : peu voire pas du tout présente dans les régions occidentales du pays, elle se concentre avant tout dans les provinces méridionales et orientales, géographiquement les plus proches de la Russie. Cela résulte de deux raisons principales. D'une part, la conquête de la rive nord de la mer Noire (baptisée "Novorossia"-Nouvelle Russie) au XVIIIe siècle fut pérennisée par une politique active de colonisation, menée par des Russes. D'autre part, l'essor de l'industrie (sur les bassins du Donets et du Donbass) ainsi que du réseau ferré et de l'urbanisation qui l'accompagnaient reposa essentiellement sur des Russes.

Faute d'homogénéité ethnique et d'histoire commune, la langue constitue le fondement principal de l'identité nationale ukrainienne, ce qui en fait un sujet politiquement très sensible.

Cette diversité ethnique s'accompagne de la pratique de plusieurs langues, dont le nombre de locuteurs recoupe les effectifs humains. Quelques noyaux parlent le

biélorusse, le moldave, le hongrois ou le polonais. Les éléments turcophones étaient localisés en Crimée. À partir d'un tronc commun slave oriental, trois langues émergèrent à une date indéterminée : le russe, le biélorusse et l'ukrainien. Longtemps exclusivement parlée (depuis la conversion de 988, la langue écrite savante était le slavon) la langue ukrainienne, fixée dans sa forme littéraire écrite par le poète et peintre Taras Chevtchenko (1814-1861), prédomine largement. Sa pratique fut tantôt autorisée, tantôt interdite avec plus ou moins de rigueur. Faute d'homogénéité ethnique et d'histoire commune, la langue constitue le fondement principal de l'identité nationale ukrainienne, ce qui en fait un sujet politiquement très sensible. Les tensions résultent avant tout de ce que le russe est pratiqué par plusieurs millions de personnes, qui entendent continuer à en user alors que les nationalistes ukrainiens les plus radicaux tentent d'en faire interdire l'utilisation. Après plusieurs textes plus ou moins libéraux, l'ex-président Ianoukovitch avait fait adopter, en juillet 2012, une loi qui permettait de déclarer deux langues officielles dans les régions où une minorité linguistique dépassait les 10 %. Ainsi, le russe avait été déclaré deuxième langue officielle dans les régions d'Odessa, Kharkiv, Sébastopol, Dnipropetrovsk, ou encore Donetsk. Pour certaines villes de l'ouest du pays, le hongrois, le moldave et le roumain avaient également été déclarés langues officielles. Sous l'influence d'extrémistes nationalistes de droite qui exploitèrent l'exacerbation du sentiment anti-Ianoukovitch, le Parlement (la Rada) vota, le 23 février 2014, l'abrogation de ce texte. Même si le président de la Rada, Oleksander Tourchinov, qui est aussi le chef de l'État par intérim, opposa son veto à la promulgation ce texte polémique, le mal était fait : les pro-Russes et le Kremlin disposent désormais d'un redoutable argument pour susciter l'inquiétude des russophones et élargir le clivage entre ceux-ci et les ukrainophones. Or, les premiers sont essentiellement concentrés dans les parties orientale et méridionale du pays, celle qui jouxte la Russie et celle qui borde la mer Noire. Dans la mesure où nombre d'Ukrainiens pratiqu[ai]ent le russe et l'ukrainien, la querelle linguistique peut apparaître davantage comme une machine à susciter du clivage que comme un enjeu vital. Toutefois, lorsque l'on compare les cartes, celle qui coïncide le plus exactement avec celle des résultats électoraux est celle des aires ethnolinguistiques. La mouvance pro-russe remporte systématiquement la majorité des suffrages dans les 9 (8 sans la Crimée) *oblasts* où l'on pratique majoritairement voire exclusivement la langue russe depuis le XVIIIe siècle : Kharkiv, Lougansk, Dnipropetrovsk, Donetsk, Odessa, Mykolaïv, Kherson et Zaporijia. Les deux premiers incorporèrent l'empire russe sous Pierre Ier le Grand, en 1709. Les autres, conquis au détriment des Tatars et des Turcs ottomans, furent regroupés par Catherine II, sous le nom de "Nouvelle Russie", en 1764. L'utilisation de ce vocable dans les discours officiels russes depuis avril 2014 joue donc sur un

souvenir historique et les observateurs seraient bien avisés de noter que cette année coïncide avec le 250^e anniversaire de la décision de la Grande Catherine. Quelle preuve plus éclatante de la renaissance de la puissance russe que la réintégration de ce territoire dans la Fédération de Russie Vladimir Poutine pourrait-il administrer *urbi et orbi* ?

À ce litige linguistique s'ajoutent de fortes tensions religieuses héritées de l'histoire complexe de la région. Hormis quelques communautés juives et les Tatars de Crimée, musulmans sunnites, la plupart des Ukrainiens sont chrétiens de rite orthodoxe, ce qui explique que la religion, élément de dissociation essentiel vis-à-vis des Polonais, des Hongrois ou des Tatars, n'ait pas joué de rôle dans l'affirmation de l'identité ukrainienne face aux Russes. Néanmoins, la discorde règne car les uns sont affiliés au patriarcat de Moscou, d'autres à celui de Kiev et certains font allégeance à Rome. Le grand prince de Kiev, Vladimir Ier Sviatoslavitch, qui convola à cette occasion avec la sœur de l'empereur Basile II, Anna Porphyrogénète, se convertit au christianisme byzantin en 988 et contraignit ses sujets à l'imiter. Cela lui valut de passer à la postérité sous le nom de Vladimir Ier *le Saint*. Après la disparition de la principauté de Kiev, en 1240, une grande partie de ses terres et de ses populations passèrent progressivement sous le contrôle du grand duché de Lituanie, tandis que le clergé orthodoxe se tournait vers le patriarcat de Moscou. Or, en 1385, par le traité de Krevo, la Pologne et la Lituanie s'unirent. Cette fusion s'accompagna de la conversion au christianisme romain du souverain du nouvel État, le prince lituanien Ladislas Jagellon, qui avait épousé la princesse Hedwige, héritière du trône de Pologne. L'ouest de l'Ukraine se polonisait, une partie des habitants se rallièrent à l'Église d'Occident ; mais l'est demeura fidèle au christianisme byzantin. Toutefois, au début du XVe siècle, l'Église orthodoxe d'Ukraine, qui disposait de sa propre hiérarchie, se détacha de Moscou. Les réformes religieuses du XVIe siècle se répercutèrent jusqu'aux confins européens. La Pologne catholique, plus étroitement liée encore à la Lituanie par l'Union de Lublin, conclue en 1569 face à la poussée russe, renforça son emprise sur les régions ukrainiennes. Elle offrit à la Compagnie de Jésus une base arrière pour mener une activité missionnaire intense. Celle-ci, conformément à la stratégie de conquête des élites mise en œuvre par l'ordre qu'avait fondé Ignace de Loyola, attira une partie de l'aristocratie ukrainienne au catholicisme. Le désir de préserver leur statut et leurs biens contribua également à la conversion de ces nobles. Parmi les résultats les plus curieux qu'obtinrent les Jésuites, s'inscrit sans conteste l'*Union de Brest(-Litovsk)*, conclue en 1596 : le clergé orthodoxe de Galicie reconnut l'autorité du pape, tout en obtenant le droit de conserver sa liturgie de type byzantin. Ainsi peut-on résumer l'originalité de l'uniatisme. Les fidèles orthodoxes se rapprochèrent alors de Moscou et demandèrent son appui. Cette fracture

religieuse, est l'un des avatars du schisme d'Orient intervenu en 1054. Les Vénitiens instrumentaliserent cette rupture pour pousser les combattants de la IV^e Croisade à piller Constantinople en avril 1204. Le pape Innocent III commença par condamner cet acte barbare, puis chercha à en tirer partie pour latiniser l'Orient. Ce projet de réunification religieuse sous l'autorité de Rome fit long feu et renforça la détestation des orthodoxes envers les chrétiens d'Occident, uniates compris (environ 6 millions de fidèles, dont l'église fut interdite et persécutée entre 1946 et 1989). Les Polono-Lituanien catholiques introduisirent le servage à partir du XVI^e siècle dans les régions de l'ouest, ce qui ajouta une motivation sociale au clivage confessionnel. Quant à la séparation entre les tenants du patriarcat de Moscou (environ 12 500 000 fidèles) et ceux du patriarcat de Kiev (environ 12 500 000 fidèles), elle plonge ses racines dans les aléas de l'église orthodoxe des régions ukrainiennes en proie aux rivalités entre l'ensemble polono-lituanien et la Moscovie après la destruction de la principauté de Kiev. Elle resurgit lors de la proclamation de l'indépendance du pays, en 1991. Elle tient autant au nationalisme qu'à des rivalités personnelles et à des litiges matériels (propriété des biens ecclésiastiques, notamment). Elle alimente les tensions actuelles, comme on put le constater avec les propos peu amènes qu'échangèrent les chefs des deux églises à la veille de Pâques, le 19 avril 2014. Le patriarche russe Kirill exhorta ses fidèles en ces termes : « Nous devons aujourd'hui prier pour le peuple russe qui vit en Ukraine, pour que le Seigneur fasse la paix sur la terre ukrainienne (...), qu'il mette fin aux desseins de ceux qui veulent détruire la sainte Russie ». Filaret, le patriarche de Kiev, déclarait pour sa part : « Le pays qui nous avait garanti l'intégrité territoriale [accord quadripartite de Budapest, 1994] a commis une agression. Dieu ne peut pas être du côté du mal, c'est pour cela que l'ennemi du peuple ukrainien est condamné à l'échec ».

L'appareil d'État ukrainien est rongé par l'autoritarisme, la corruption et des antagonismes personnels qui recourent souvent des rivalités d'intérêts.

De création récente (1991), l'État ukrainien est faible, ce qui reflète les lacunes du mouvement national ukrainien depuis le XIX^e siècle : l'inexpérience politique, l'incapacité à concevoir des institutions politiques stables, sans oublier le déficit en cadres qualifiés aptes à gouverner et administrer un pays. Accaparé par des membres de l'ex-nomenklatura soviétiques et des oligarques, l'appareil d'État est rongé par l'autoritarisme, la corruption et des antagonismes personnels qui recourent souvent des rivalités d'intérêts. Il en résulte l'atomisation des partis, une grande instabilité de la vie politique et la cristallisation de vives oppositions

régionales, particulièrement marquées lors des consultations électorales ou des débats sur l'avenir du pays, comme on l'observe actuellement. L'affirmation des identités nationales, au XIXe siècle, fut assortie de la revendication d'un État propre à chaque nation. Mais il arrive que des populations s'entremêlent sur un même territoire. De là naquirent et naissent encore d'innombrables et parfois inexpiables conflits dès lors qu'une ethnie majoritaire confisque (ou donne l'impression de confisquer) le pouvoir et les ressources au détriment de la (ou des) minorité(s) qui réside(nt) à l'intérieur des mêmes frontières. Hormis un accord politique garantissant un partage équitable, il n'existe pas de solution satisfaisante. Cette "équité" semble, parfois, passer par un système de type fédéral avec redistribution. Ainsi fonctionnait l'URSS : les peuples constitutifs (les "nationalités") étaient à la fois citoyens égaux d'un même État et distincts les uns des autres par l'appartenance à une République (ou un territoire autonome) formée en tenant compte de leur histoire et de leur culture. Le gouvernement fédéral veillait à (ou donnait l'impression de) rééquilibrer les niveaux de vie entre les différentes entités. Toutefois, ce système explosa en 1991 : la façade fédérale masquait un fonctionnement totalitaire. Le parti communiste contrôlait l'ensemble de l'édifice politique et réprimait les aspirations nationalistes sans jamais parvenir à les éradiquer complètement. Dès que l'emprise du "centre" faiblit, elles resurgirent, menant le pays à sa dislocation. Aussi l'ex-URSS ne survécut-elle pas à la libéralisation politique lancée par Mikhaïl Gorbatchev en 1986 : 15 États lui succédèrent fin 1991. La nostalgie qui se manifeste actuellement dans les *oblasts* russophones d'Ukraine, résulte de la persistance, sous un autre régime politique et économique, des maux économiques, sociaux et moraux qui avaient détruit le système soviétique de l'intérieur. Pourtant la fédéralisation, sous ses différentes formes, est loin de stabiliser automatiquement les pays qui y recourent (*cf.* le Nigeria passé de 2 États en 1960 à 36 depuis 1999, ou l'Union indienne, engagée dans un redécoupage territorial quasi continu depuis son indépendance en 1947). D'une part, en dépit de leur multiplication, les États fédérés connaissent à leur tour des revendications internes. Le processus tourne à l'atomisation du pays, génératrice d'affaiblissement. D'autre part, la répartition du budget suscite d'incessantes récriminations. Tout bien considéré, la forme institutionnelle s'avère secondaire, le plus important réside dans le respect du principe d'égalité entre tous les habitants et dans l'existence d'une autorité capable de l'appliquer. Il paraît donc hautement improbable que la fédéralisation de l'Ukraine (à laquelle les autorités provisoires de Kiev se sont engagées dans la "feuille de route" signée à Genève le 17 avril 2014) résolve la crise qui oppose les parties occidentale et orientale du pays : faute d'une gouvernance compétente et irréprochable acceptée par tous les Ukrainiens, la fédéralisation accélérerait la décomposition du pays, pour le plus grand profit de la Russie qui apparaîtrait (ou

serait présentée) comme le recours salvateur. Ce que Moscou semble en passe de faire en suscitant dans les régions russophones, à l'aide de ses forces spéciales, un mouvement rompant avec Kiev et cherchant à organiser un référendum d'autodétermination le 11 mai 2014. Ainsi pourrait elle rééditer le processus qui lui a permis d'annexer la Crimée et restaurer la province de "Nouvelle Russie" créée par Catherine II.

III - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES D'UNE NATION

Tous les Ukrainiens subirent le régime soviétique, mais ceux de la partie occidentale participent de la culture européenne, fruit d'une longue incorporation à la Pologne puis, pour certains, à l'Autriche.

La question de l'existence d'une identité ukrainienne se pose, et l'histoire n'apporte pas de réponse tranchée : chacun l'interprète à sa manière.

En revanche, ceux de l'est se rattachent à la Russie et à sa civilisation. Ceux du centre mêlent les deux apports aux influences cosaques et, enfin, ceux de Crimée -notamment les Tatars - présent[ai]ent leurs propres caractéristiques. La question de l'existence d'une identité ukrainienne se pose, et l'histoire n'apporte pas de réponse tranchée : chacun l'interprète à sa manière. En outre, la guerre civile (1917-1922) et la Seconde Guerre mondiale suscitent nombre de querelles mémorielles : le nationalisme, la résistance antibolchévique doivent-ils occulter l'antisémitisme ou la collaboration avec les nazis ? Et, sur ces questions sensibles, dispose-t-on de tous les documents permettant d'éviter la manipulation de ces épisodes particulièrement complexes ? Circonstance aggravante, ces polémiques sont étroitement liées aux affrontements de personnes qui dominent la vie politique actuelle. La nation ukrainienne semble donc aujourd'hui se trouver au mieux à l'état embryonnaire.

En dépit de toutes les contorsions intellectuelles, il faut se rendre à l'évidence : avant l'indépendance en faveur de laquelle les Ukrainiens votèrent en majorité dans toutes les régions du pays en 1991, le sentiment national ukrainien était faible. En témoignent l'existence éphémère (1846-1847), de la Confrérie des saints Cyrille et Méthode, ainsi que son recrutement limité à quelques intellectuels de Kiev, dont l'historien Kostomarov (1817-1885). Qu'il s'agît d'un phénomène marginal résultait largement de l'histoire : en 1240, les envahisseurs mongols mirent fin à l'État indépendant qui contrôlait l'espace aujourd'hui revendiqué comme ukrainien et toutes les tentatives ultérieures d'y faire revivre

une entité politique échouèrent jusqu'en 1991. Il est en outre permis de s'interroger sur la nature "ukrainienne" de certaines de ces entreprises, notamment durant la période des Cosaques (XVIe-XVIIIe siècles). Ces derniers étaient d'origine hétéroclite et, comme leur nom l'indique ("cosaque" est un terme turco-tatare signifiant "guerrier libre") leur dénominateur commun n'était pas la communauté ethnique et culturelle, mais le rejet (qui variait au gré des circonstances et des rapports de force) des constructions politiques qui tentaient de dominer la région (Pologne, Empire ottoman, Russie), ainsi que le refus du servage imposé par l'aristocratie polonaise catholique. Ce fut d'ailleurs pour tenter de souder l'ensemble de ces éléments que l'hetman Khmel'nitski, lorsqu'il déclencha la grande révolte de 1648 contre la Pologne (toile de fond du roman historique d'Henryk Sienkiewicz, très lu en Pologne : *Par le fer et par le feu*, paru en 1884), utilisa pour la première fois dans un sens politique le vocable "Ukraine", jusque là cantonné à son acception géographique. L'échec sanctionna son entreprise, comme celles qui suivirent (notamment la révolte de Mazepa en 1708-1709), d'ailleurs. Bien plus, contraint à chercher un allié face à ce qui était l'une des plus grandes puissances européennes de l'époque, Khmel'nitski convainquit les Cosaques de signer avec la Russie, en 1654, l'accord de Pereïaslav. Aujourd'hui encore, ce texte fait polémique : s'agissait-il d'une démarche de circonstance (thèse défendue par les nationalistes ukrainiens), ou de l'acte d'allégeance qui scellait la réunification, sous l'autorité de Moscou, des héritiers de l'État kiévien (interprétation de l'historiographie russe) ? Donc, au fil des siècles écoulés depuis 1240, le trait dominant des habitants des régions ukrainiennes réside dans la diversité des sujétions et des confessions, fruit d'une longue rivalité d'influence entre plusieurs puissances, notamment entre la Pologne et la Russie de part et d'autre du Dniepr (avec stabilisation par le traité d'Androusovo, en 1667) ; entre l'Empire russe et l'Empire ottoman le long de la steppe pour le contrôle du littoral des mers Noire et d'Azov (acquis au premier après la signature du traité de Küçük Kainardji, en 1774 et connu par la suite sous le nom de "Nouvelle Russie").

Pour autant, faire de la principauté de Kiev et donc de l'Ukraine contemporaine le berceau de la Russie et nier ainsi l'existence d'une spécificité ukrainienne prête à discussion. Certes, le débat peut sembler... byzantin ! Mais il s'agirait d'une grave erreur de perspective : cette controverse se trouve au cœur des **représentations géopolitiques** qui s'affrontent aujourd'hui et suscitent les plus vives inquiétudes de la communauté internationale. L'essentiel de la querelle, porte sur la filiation : quelle fut la postérité de la principauté de Kiev ? L'histoire russe présente cette dernière, aussi dénommée Rus, comme le premier État russe et en fait l'origine de la Russie contemporaine. Continuité qui permet d'affirmer l'appartenance de ce territoire et de sa population à la Russie, et que réfute l'histoire ukrainienne en

faisant valoir deux arguments. D'une part, l'Ukraine actuelle est l'héritière de la principauté de Kiev, entité prospère grâce à son agriculture et à son commerce, urbanisée, anéantie en 1240, mais prolongée par le royaume de Galicie (sur le territoire de la Galicie et de la Volhynie modernes), qui fut largement intégré à l'ensemble polono-lituanien entre les XIVe et XVIIIe siècles, jouissant d'un respect relatif de ses minorités et du poids des aristocraties locales, avant de subir la domination russe à partir du règne de Pierre le Grand (1682-1725) et surtout de Catherine II (1762-1796). D'autre part, la Russie d'aujourd'hui résulte de l'expansion de la principauté de Moscou, entité vassale (et initialement fidèle) des Mongols formée au XIIIe siècle par une branche latérale des Riourikides, isolée de l'Occident (donc coupée des territoires correspondant à l'Ukraine contemporaine), rurale, muée en puissance impériale à la fin du XVe siècle et soumise à un régime autocratique depuis le règne d'Ivan IV le Terrible (1547-1584). En réalité, Moscou dut attendre le troisième démembrement de la Pologne, en 1795, pour régner sur l'essentiel du territoire aujourd'hui ukrainien. Les habitants furent désarmés, puis soumis au servage et à une intense russification. La Galicie et la Bucovine passèrent sous le contrôle de l'Autriche jusqu'en 1918. Cela valut à leurs habitants le bénéfice d'un traitement relativement moins sévère, qui en fit le foyer de la renaissance religieuse (uniaste) et culturelle ukrainienne au XIXe siècle. La politique ouverte à l'affirmation de l'identité ukrainienne adoptée, pour des raisons tactiques, par le gouvernement bolchevik dans les années 1920 fut brutalement interrompue par Staline à partir de 1929 et la répression, atténuée sous Khrouchtchev, reprit sous Brejnev et perdura jusqu'à la libéralisation gorbatchévienne. Il s'avère donc impossible d'apporter une conclusion scientifique au débat, ce qui est le propre des représentations géopolitiques : les brassages humains et les frontières mouvantes ne permettent pas plus d'attribuer avec certitude à l'Ukraine actuelle un passé spécifique qu'une communauté pluriséculaire de destin avec la Russie. Sans oublier que le concept de nation et la forme politique d'État-nation sont des notions récentes (fin du XVIIIe siècle au plus tôt) et que toute lecture de l'histoire antérieure s'appuyant exclusivement sur celles-ci est entachée d'anachronisme : les États antécédents étaient des États "personnels", regroupant des populations plus ou moins hétérogènes sous l'autorité d'un seul et même individu, de qui elles tiraient leur "unité".

La mémoire des événements tragiques survenus au XXe siècle entretient aussi de profondes fractures. En ordre dispersé, les partisans de l'indépendance de l'Ukraine (parmi lesquels le très controversé Simon Petlioura), tentèrent en vain et au prix de sanglants affrontements assortis de pogroms, de réaliser leur projet lors de la guerre civile qui déchira l'Empire russe entre 1917 et 1922. À l'issue, les Ukrainiens connurent à nouveau le partage entre la domination polonaise et la

domination russe. La majeure partie d'entre eux passa sous le joug du totalitarisme soviétique. Un joug particulièrement douloureux du fait de **la famine planifiée par Staline en 1932-1933** pour briser le sentiment identitaire qui se développait depuis le début des années 1920. Les autorités soviétiques avaient alors laissé se développer les cultures nationales sous la responsabilité de cadres autochtones (période dite de la "korenizatsia" - l'indigénisation). Elle demeure comme une plaie ouverte dans la mémoire ukrainienne qui la baptisa *Holodomor*, ce qui signifie "extermination par la faim". Pour masquer le caractère intentionnel de ce massacre, l'histoire officielle russe souligne encore aujourd'hui que l'ensemble de l'URSS souffrit de famine meurtrière entre 1931 et 1933. La polémique fait rage depuis 1991, en Ukraine comme sur la scène internationale, pour décider si l'on doit ou non qualifier l'*Holodomor* de "génocide". Dans un article très bien documenté, le journaliste Benoît Hopquin rapporta la conclusion la plus convaincante, celle de l'historien Nicolas Werth, l'un des meilleurs connaisseurs français de la période : « "Est-ce un génocide ? Plutôt oui. Par rapport aux autres famines qui ont touché l'Union soviétique, celle-ci se distingue par la volonté d'éradiquer le nationalisme et de punir des paysans. Elle est aggravée volontairement.

Les crimes du communisme soviétique furent cause du bon accueil réservé par une partie de la population aux troupes du totalitarisme rival, le nazisme, lorsqu'elles envahirent l'URSS, le 22 juin 1941.

Il y a une spécificité", estime-t-il » (« Le tabou de l'"Holodomor" ukrainien », *Le Monde*, 25 novembre 2006). Quoi qu'il en soit, les crimes du communisme soviétique furent cause du bon accueil réservé par une partie de la population aux troupes du totalitarisme rival, le nazisme, lorsqu'elles envahirent l'URSS, le 22 juin 1941. Rappelons que, en application du Pacte germano-soviétique (23 août 1939), Moscou contrôlait depuis 1939 l'ensemble des régions peuplées d'Ukrainiens. Environ 150 000 Ukrainiens collaborèrent activement et prirent part à la lutte contre les résistants prosoviétiques ou polonais ainsi qu'à l'extermination des Juifs (victimes de massacres récurrents dans l'histoire de la région, notamment lors de la révolte de Khmel'nitski, en 1648). La division SS *Galicie* formée au printemps 1943, compta 26 000 hommes. La plupart se recrutèrent à l'ouest de l'Ukraine, dont les idéologues nazis jugeaient la population "intégrable" au IIIe Reich, contrairement à celle des régions orientales, qui furent, en conséquence, soumises à une guerre de prédation et à d'innombrables massacres. Dans ce contexte, des nationalistes proclamèrent un

éphémère État ukrainien à Lviv le 30 juin 1941. Stepan Bandera, chef de l'*Organisation des nationalistes ukrainiens* (OUN, créée en 1929 par Yevhen Konovalets) fit partie du gouvernement alors installé et collabora à la création de la *Légion ukrainienne*, un ensemble de deux unités de combat, le bataillon *Roland* et le bataillon *Nachtigall*, placé sous le commandement de la *Wehrmacht*. Toutefois, Hitler refusa de reconnaître ce nouvel État et, en juillet 1941, fit arrêter puis déporter ses instigateurs. Ainsi Bandera se retrouva-t-il au camp de concentration de Sachsenhausen. Et la *Wehrmacht* démantela la *Légion ukrainienne* à l'automne 1941. En 1942, l'OUN riposta par la création de l'*Armée insurrectionnelle ukrainienne* (UPA), qui affirma lutter pour l'indépendance de l'Ukraine, tout à la fois contre la Pologne, l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. En septembre 1944, alors que l'armée Rouge progressait à leurs dépens, les Allemands libérèrent Bandera pour tenter d'utiliser à leur profit les combattants de l'UPA. Sans grand succès, car Bandera, anticipant la défaite du III^e Reich, mena avant tout le combat pour sa propre cause : l'indépendance de l'Ukraine. La lutte armée se prolongea contre les forces soviétiques et polonaises communistes jusqu'en 1954. Après le 8 mai 1945, de nombreux soldats de la division SS *Galicie* continuèrent à combattre l'Armée rouge en intégrant l'UPA. Ces engagements sanglants et contradictoires font de Stepan Bandera une figure très controversée : certains ne veulent retenir que sa lutte pour l'indépendance et le considèrent comme un héros national, d'autres voient avant tout le criminel, qui collabora avec les nazis et fut un antisémite virulent. Le 22 janvier 2010, le président Viktor Iouchtchenko (élu majoritairement avec les suffrages des populations de l'ouest) signa un décret élevant Bandera à la dignité posthume de "Héros d'Ukraine". Cela provoqua une vague de protestations au sein de la population russophone d'Ukraine, dans la fédération de Russie, et parmi les Juifs du monde entier. Pour tous ceux-ci, Bandera demeure un collaborateur nazi responsable du massacre de milliers de personnes - juives et non-juives - pendant la Seconde Guerre mondiale. Viktor Ianoukovitch (élu majoritairement avec les suffrages des populations de l'est) fit annuler cette disposition le 12 janvier 2011. Dans le discours qu'il prononça devant la Douma le 18 mars 2014 lors du pseudo-débat sur l'intégration de la Crimée et de Sébastopol dans la Fédération de Russie, Vladimir Poutine déclara sous les ovations : « la Crimée [...] sera un foyer pour tous les peuples qui y vivent. Ce qu'elle ne sera et ne fera jamais, c'est suivre la voie de Bandera ! » Pour lui, comme pour une partie de la population russophone d'Ukraine, « des nationalistes, des néo-nazis, des russophobes et des antisémites ont mené ce coup d'État [i. e. le renversement de Viktor Ianoukovitch] » et ce sont les « héritiers idéologiques de Bandera, le complice d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale » (*Address by President of the Russian Federation*, 18 March 2014, eng.kremlin.ru/news/6889). Cela explique

l'usage quotidien des qualificatifs de "fascistes" et de "nazis", ainsi que l'utilisation de la croix gammée sur les banderoles ou les affiches, pour stigmatiser les dirigeants provisoires de Kiev et leur politique. De fait, parmi les manifestants qui luttèrent pour le départ de Viktor Ianoukovitch, figuraient d'authentiques extrémistes de droite se réclamant du combat nationaliste de Bandera et cachant mal leur antisémitisme, notamment le parti *Svoboda* ("Liberté") - bien implanté dans l'*oblast* de Lviv où il était en tête aux élections législatives de 2012 et qui a 37 députés sur les 450 que compte la Rada - ainsi que les groupes *Pravyy Sektor* ("Secteur droite") et *Spilna Sprava* ("Cause commune"). Passé le feu de l'insurrection, personne n'est en mesure d'évaluer avec certitude l'audience de cette mouvance. Mais, depuis février 2014, Moscou en tire argument et suscite, dans les régions russophones d'Ukraine, des "Fronts du salut" pour contrer les "fascistes" de Maïdan. Ce qui rappelle la manière dont, pour effacer l'ensemble de ses turpitudes, l'URSS instrumentalisa l'antifascisme, processus magistralement analysé par François Furet (*Le passé d'une illusion*, Paris, 1995, Robert Laffont-Calmann-Lévy, notamment chapitres VII & IX). Afin de s'inscrire dans la filiation de la lutte contre le IIIe Reich (et pour en accaparer le prestige), les pro-Russes ont choisi comme signe de ralliement un ruban noir et orange, inspiré du ruban de la médaille pour la victoire sur l'Allemagne nazie dans ce que l'on appelait en URSS et que l'on continue d'appeler en Russie la "Grande Guerre patriotique" de 1941-1945. Cette décoration reprenait les couleurs de l'ordre de Saint-Georges, "martyr et victorieux", institué par Catherine II, en 1769, pour récompenser les mérites militaires.

La population ukrainienne semble communier dans le rejet de sa classe dirigeante. Mais cela ne suffit pas, en l'état actuel des choses du moins, à fonder un sentiment national reposant sur un incontestable vouloir vivre ensemble. En effet, **la tradition démocratique fait cruellement défaut**, ce qui contribue à éclairer les aléas de la vie politique du pays depuis son indépendance. En premier lieu, il s'avère difficile d'évaluer l'état de l'opinion publique, faute que cette dernière existe réellement. Héritage du totalitarisme soviétique, l'inculture politique d'une partie de la population fait de celle-ci la proie de la propagande, comme on peut l'observer parmi les russophones de Crimée ou de l'est du pays. Ensuite, le règlement des différends politiques par la voie électorale, processus normal dans une démocratie mature, ne fonctionne pas correctement en Ukraine. Toutes les élections, depuis le référendum pour l'indépendance, ont été entachées de soupçons de fraude. Lorsque cette dernière sembla plus massive qu'à l'habitude, elle provoqua des manifestations et même un changement politique imposé : la "révolution orange" de 2004, qui fit échouer l'élection truquée de Viktor Ianoukovitch. L'absence de culture du débat démocratique entraîna également, entre novembre 2013 et février 2014, le rejet par des manifestations

de rue de la politique de rapprochement avec Moscou adoptée brusquement en lieu et place d'un resserrement des liens avec l'Union européenne. Les autorités provisoires de Kiev procèdent de la même culture de la désinformation lorsqu'elles qualifient les activistes pro-Russes de "terroristes". Le terme a de quoi frapper les esprits, vise peut-être à rallier le soutien de l'Occident, mais ne correspond pas à une réalité politique observable. Autre signe d'immaturation démocratique, le pays se trouve sous la coupe d'une poignée d'oligarques, bénéficiaires des privatisations des années 1990, liés à diverses organisations politiques et contrôlant une partie des élus. Rinat Akhmetov (propriétaire des principales industries lourdes du sud-est du pays) et Dmytro Firtash (actif dans le commerce du gaz naturel ainsi que dans l'industrie chimique et maître de la production de titane) financent le Parti des Régions et auraient influencé la politique du président Viktor Ianoukovitch. Notamment, jugeant trop coûteuse l'adaptation de leurs entreprises aux normes de l'UE, ils auraient contribué à la rupture des négociations avec Bruxelles fin 2013. Certains, comme Petro Porochenko (magnat de la confiserie, également engagé dans divers secteurs industriels) ou Viktor Pintchouk (qui a bâti sa fortune à partir des tubes en acier) seraient plutôt favorables au rapprochement vers l'UE. Toutefois, tous redouteraient les conséquences d'une révolte populaire et ont adopté un profil bas depuis la "révolution de Maïdan". Enfin, cette inexpérience démocratique nourrit des projets politiques antagonistes : nationalistes d'extrême-droite, pro-occidentaux de circonstance ; nationalistes libéraux, partisans d'un rapprochement durable avec l'Union européenne et/ou les États-Unis ; habitants des régions orientales, "clients" de l'ex-président Ianoukovitch et des oligarques qui le soutiennent ; habitants des régions orientales, convaincus que des institutions de type fédéral amélioreraient leur triste sort, pourtant "meilleur" que celui des habitants des régions occidentales ; populations russophones qui ne jurent que par le rattachement à la Russie, sur le "modèle" de la Crimée. La population se retrouve donc très divisée et, dans ce contexte, la fédéralisation risquerait fort d'aggraver les problèmes au lieu de les résoudre. Ce qui ferait un grand gagnant : la Russie.

IV - L'UKRAINE, OU LES APPARENCES DE LA SOUVERAINETÉ

L'Ukraine dépend de l'extérieur, ce qui n'est pas la marque d'un État indépendant. Ce fut d'ailleurs le choix de l'entité étrangère qui lui baillerait l'aide financière dont elle a cruellement besoin qui déclencha [la crise actuelle](#). Au-delà des apparences médiatiques, l'Ukraine ne mobilise guère la communauté internationale. *A priori* parce qu'il s'agit (ou semble s'agir) d'un enjeu essentiellement pour [la Russie](#).

Tout, dans le dossier ukrainien, intéresse Moscou. En premier lieu, la stabilité politique, du moins comprise comme le maintien au pouvoir de Vladimir Poutine et de ses affidés. Il se trouva doté d'une majorité confortable au Parlement en 2011, puis réélu président en 2012 dans des conditions contestables et contestées. Par conséquent, il redoute la contagion d'une victoire remportée à ses frontières par tout mouvement favorable à la démocratie et hostile à la corruption ainsi qu'à la fraude. L'agitation qui secoue les régions orientales depuis le 6 avril 2014 pourrait bien viser à perturber les élections présidentielles ukrainiennes prévues pour le 25 mai, afin de démontrer que le pays n'est plus gouvernable et donc discréditer les démocrates ainsi que les élections qu'ils organiseraient. Ajoutons la solidarité ethnoculturelle avec les minorités russophones adeptes du christianisme orthodoxe et acceptant l'autorité du patriarcat de Moscou, soutien fervent et constant de Vladimir Poutine.

« L'effondrement de l'Union soviétique a été une catastrophe géopolitique majeure du XXe siècle. » Vladimir Poutine, 25 avril 2005

Ensuite, instrumentalisant le sentiment d'humiliation ressenti par une partie des élites dirigeantes et de la population, Vladimir Poutine s'est fait le chantre de la grandeur russe perdue et se pose en héros de sa restauration. Cela entraîne une série d'actions politiques et/ou militaires. D'abord, la conservation par tous les moyens des "sujets" composant la Fédération de Russie, comme la Tchétchénie. Puis la reprise et l'amplification de la politique entamée dès 1992 en vue de constituer une zone d'intérêt exclusif sur cet "étranger proche" constitué des anciennes républiques soviétiques juridiquement sinon toujours effectivement indépendantes depuis 1991. De plus, la création et/ou l'entretien de foyers d'instabilité par le biais des conflits "gelés" comme en Moldavie (Transnistrie) ou dans le sud Caucase (Abkhazie, Ossétie du Sud, Haut Karabakh). Enfin, la récupération de territoires considérés comme russes, telle la Crimée qui, rappelons-le, n'avait jamais été ukrainienne avant 1954, date à laquelle Nikita Khrouchtchev l'"offrit" à la RSS d'Ukraine, sans que cela revêtît alors la moindre importance politique réelle. Les événements ont montré qu'il fallait prendre au sérieux les propos tenus par Vladimir Poutine, dans son discours annuel sur l'état de la Russie, le 25 avril 2005 : « l'effondrement de l'Union soviétique a été une [et non pas "la", comme on le lit parfois. Cf. texte officiel en version anglaise : *the collapse of the Soviet Union was a major political disaster of the century*] catastrophe géopolitique majeure du XXe siècle » (archive.kremlin.ru/eng/speeches/2005/04/25/2031_type70029type82912_87086.s

html). Il affirmait plus loin : « nous désirons accroître l'indépendance de la Russie et renforcer sa souveraineté. Nous sommes une nation libre. Et notre place, dans le monde d'aujourd'hui, je tiens à le souligner avec insistance, dépendra uniquement de notre force et de nos succès » (*ibidem*). Il est difficile d'être plus explicite.

Par ailleurs, Moscou défend des intérêts économiques. La Russie dépend des revenus de ses ventes de pétrole (275 millions tonnes par an) et de gaz naturel (200 milliards de mètres cubes par an) : celles-ci assurent plus de la moitié de ses recettes d'exportation et une part importante de ses rentrées budgétaires. Toutefois, la vulnérabilité russe semble faible, du moins à court terme (le fonds de stabilisation pétrolier du pays disposerait de 75 milliards de dollars) : seule une baisse significative et durable des cours mondiaux pourrait affecter Moscou, mais la bonne tenue de la demande mondiale rend cette hypothèse baissière des plus improbables. Par ailleurs, au moyen de l'interruption des flux exportés, les hydrocarbures constituent également pour la Russie un moyen de pression sur l'extérieur. Mais dont il convient d'user avec habileté et prudence car l'Ukraine et la partie occidentale de l'Europe sont des partenaires indispensables pour Gazprom, le bras armé énergétique du Kremlin. Autre motivation au moins en partie économique, le désir, depuis 2011, de mettre sur pied une union douanière : l'Union eurasiatique. Celle-ci n'a rallié aujourd'hui que l'Arménie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Or, la Russie estime que l'Ukraine en est un maillon indispensable.

Enfin, Moscou défend ses intérêts stratégiques. D'une part, elle a tout fait pour conserver la presqu'île de Crimée, jugée essentielle pour ses forces navales (bail de 20 ans signé en 1997, prolongé en 2010 jusqu'en 2042, annexion déguisée en autodétermination en 2014). L'argument militaire semble d'ailleurs un peu court, dans la mesure où la flotte russe de mer Noire est très modeste et où, pour sortir de cette mer, il faut passer par des détroits (Bosphore et Dardanelles) contrôlés par la Turquie, un État membre de l'Alliance atlantique et de son bras armé, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). D'autre part, comme lors de son intervention en Géorgie en août 2008, la Russie redoute que l'Alliance atlantique ne profite des dispositions pro-occidentales des dirigeants pour s'élargir encore vers l'est. De son point de vue, exprimé avec véhémence le 10 février 2007 à la conférence de Munich sur la sécurité, l'avancée de l'OTAN vise exclusivement à encercler la Russie : « l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré »

(archive.kremlin.ru/eng/speeches/2007/02/10/0138_type82912type82914type82917type84779_118123.shtml). Les protestations de bonnes intentions des Occidentaux ne sont pas forcément à prendre pour argent comptant. **L'histoire montre une propension de la Russie à l'expansion**, lorsqu'elle est stable et forte. Tout un courant en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest pense qu'il s'agit là de la nature de la Russie. Par conséquent, elle serait vouée à se montrer expansionniste pour toujours et il conviendrait de s'en préserver. Dans cette perspective, que ses difficultés aient été mises à profit pour l'entourer préventivement d'un réseau serré d'alliés ne semble pas totalement invraisemblable. Mais rien ne permet de l'assurer avec certitude, car tous les dirigeants occidentaux ne partagent pas cette vision de la Russie. En tout cas les élargissements successifs de l'Alliance atlantique (1999 : Hongrie, Pologne, République tchèque ; 2004 : Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie ; 2009 : Albanie, Croatie) peuvent s'interpréter à la manière de Vladimir Poutine. Lui-même est-il foncièrement convaincu de ce qu'il dit, ou instrumentalise-t-il la situation au profit de ce qu'il considère comme l'intérêt de la Russie ? Sentiment d'humiliation et peur de l'encerclement appartiennent à la caisse à outils de base de toute analyse de la politique extérieure de la Russie depuis la fin de la Guerre froide. Qu'y a-t-il de fondé et qu'est-ce qui ressortit aux éléments de langage d'une communication de désinformation ? Impossible de le savoir avec précision, d'autant que chacun y a recours, qu'il soit favorable ou défavorable à la vision du monde développée par le Kremlin.

En substituant l'origine ethnique à la souveraineté et à l'intégrité territoriale, le président russe agit comme le Führer : il rejette des principes du droit international.

Comparaison n'est pas raison et le parallèle avec la crise des Sudètes et les accords de Munich n'est pas totalement avéré. Certes, Vladimir Poutine, en parlant de « compatriotes » russes ayant besoin d'être protégés, rappelle fâcheusement Hitler et ces *Volksgenossen* (« compatriotes ») qu'il prétendait défendre lorsqu'il formula ses revendications envers les Sudètes de Tchécoslovaquie. En substituant l'origine ethnique à la souveraineté et à l'intégrité territoriale, le président russe agit comme le Führer : il rejette des principes du droit international. Circonstance aggravante, ces principes sont consacrés par la Charte des Nations unies, dont la Russie est censée être l'un des éminents garants du fait de sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité. Toutefois, et Moscou ne se fait pas faute de le rappeler, [les États-Unis ne](#)

sont pas exempts de tout reproche en matière de respect du droit international, la preuve par la guerre d'Irak (2003), par exemple. Les opérations de déstabilisation menées par des éléments des forces spéciales russes (par exemple le colonel Strelkov - qui ressemble au colonel Orlík de P.E. Jacobs - de sa véritable identité Igor Girkin, du GRU, identifié en Crimée en mars 2014, et en avril 2014 à l'œuvre à visage découvert avec ses hommes à Sloviansk) rappellent l'incident de Gliwice (Gleiwitz), qui fournit à l'Allemagne le prétexte pour attaquer la Pologne.

Font surtout écho à 1938 l'expansionnisme russe et la passivité des Occidentaux, qui rappellent l'état d'esprit qui régnait à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui frappe, mais ce n'est pas spécifique à la question tchécoslovaque en 1938, c'est la même dévaluation de la parole solennellement donnée.

Le 31 août 1939, déguisés en soldats polonais, des prisonniers de droit commun encadrés par des membres du *Sicherheitsdienst* (SD), le service de renseignement de la SS, sous les ordres d'Alfred Naujocks, attaquèrent un poste de radio allemand et diffusèrent un message hostile à l'Allemagne, afin de faire croire à une agression polonaise. Hitler envahit la Pologne le 1er septembre 1939. Font surtout écho à 1938 l'expansionnisme russe et la passivité des Occidentaux, qui rappellent l'état d'esprit qui régnait à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui frappe, mais ce n'est pas spécifique à la question tchécoslovaque en 1938, c'est la même dévaluation de la parole solennellement donnée. En effet, soucieux de faire progresser la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et le désarmement nucléaire, les États-Unis avaient poussé les anciennes républiques socialistes soviétiques devenues États indépendants à renoncer à la détention des armes nucléaires ex-soviétiques qui étaient stationnées sur leur sol. Étaient concernés la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine. Dans la mesure où ils renonçaient à une garantie pratiquement absolue de sécurité, ces pays reçurent un certain nombre d'assurances. Signé à Budapest le 5 décembre 1994, un mémorandum fixa les "Garanties diplomatiques découlant de l'adhésion de l'Ukraine au Traité de non prolifération nucléaire". On peut y lire : « La Fédération de Russie, le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique réaffirment leur engagement, conformément aux principes de l'Acte final de Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [Helsinki, 1975], de respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières existantes de l'Ukraine » (un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/49/765). **Comme en 1938, force est de constater que les garanties n'engagent que ceux qui les croient,**

surtout lorsque les garants soit ne respectent pas leur parole, soit ne veulent pas prendre de risque. Moscou se défausse en usant d'une argutie qui ne trompe personne, mais arrange tout le monde : « un nouvel État est apparu [...] avec lequel nous n'avons signé aucun accord », déclarèrent officiellement les autorités russes le 4 mars 2014. Ajoutons deux facteurs essentiels qui font que le monde en 2014 n'est pas le même qu'en 1938 : le droit international est mieux (ou moins mal, selon les points de vue) respecté ; la détention des armes nucléaires par les principales puissances modifie les règles du recours à la force.

Comme d'habitude, l'UE réplique a minima, sur le plus petit dénominateur commun

L'Union européenne (UE), directement concernée par la stabilité du continent européen, réplique a minima, comme à son habitude. Nous sommes de nouveau confrontés à l'impuissance résultant de l'oxymore qu'est cette "fédération d'États souverains" (Jacques Delors). Le préambule du traité sur l'UE actuellement en vigueur, celui de Lisbonne, signé en 2007, affirme les États membres de l'UE « résolus à mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune [PESC...] afin de promouvoir la paix, la sécurité et le progrès en Europe et dans le monde. » L'UE dispose même d'une « politique de sécurité et de défense commune » (PSDC) qui « assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. » En dépit de ces dispositions institutionnelles dépourvues d'ambiguïté, **les États membres de l'UE ne manifestent guère d'empressement à intervenir fermement dans le dossier ukrainien.** Pourtant, à lire le concept stratégique adopté le 12 décembre 2003 (et reconduit en 2008 : *Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité. Assurer la sécurité dans un monde en mutation*, Bruxelles, 11 décembre 2008 : consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/FR/reports/104632.pdf) à Bruxelles par les États membres, cela devrait être le cas. La priorité y est en effet donnée au voisinage immédiat : « Même à l'ère de la mondialisation, la géographie garde toute son importance. Il est dans l'intérêt de l'Europe que les pays situés à ses frontières soient bien gouvernés. Les voisins engagés dans des conflits violents, les États faibles où la criminalité organisée se répand, les sociétés défailtantes ou une croissance démographique explosive aux frontières de l'Europe constituent pour elle autant de problèmes. Si elle accroît notre sécurité, l'intégration des États adhérents aura également pour effet de rapprocher l'Union européenne des zones de troubles. Notre tâche doit être de promouvoir, à l'Est de l'Union européenne et aux frontières du bassin méditerranéen, un ensemble de pays bien gouvernés avec lesquels nous pourrions

avoir des relations étroites, fondées sur la coopération » (*Une Europe sûre dans un monde meilleur. Stratégie européenne de sécurité*, Bruxelles, 12 décembre 2003 : consilium.europa.eu/uedocs/cmsUpload/031208ESSIIFR.pdf). Avec l'Ukraine, on ne saurait être davantage au cœur du sujet. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov cherche à discréditer l'UE en feignant d'ignorer la nature fondamentalement pacifique de la construction européenne. Ainsi a-t-il accusé à plusieurs reprises l'UE de vouloir étendre sa "sphère d'influence" en orchestrant les manifestations de l'opposition au président Ianoukovitch à Kiev. Par ailleurs, Moscou sait que l'UE, regroupement pour le moment à finalité essentiellement économique, dépend en partie de la Russie qui lui fournit une part de ses matières premières énergétiques (avant tout 133 milliards de mètres cubes de gaz qui couvrent 25 % de ses besoins, pour une facture totale de 35 milliards d'euros en 2013), lui achète des produits agricoles et des biens manufacturés, place une partie de ses capitaux dans certains pays membres. Pour compliquer encore davantage la situation, certains États sont plus engagés que d'autres. L'Allemagne arrive en tête des dépendants (notamment : achat de gaz, vente de biens manufacturés, y compris des armements, intérêts dans l'exploitation des hydrocarbures avec E.ON et BASF), avec le Royaume-Uni (notamment : la City est la principale place boursière bénéficiaire des placements russes, intérêts dans l'exploitation des hydrocarbures avec BP) et la France (notamment : vente de biens manufacturés, y compris des armements comme les navires de projection et de commandement classe *Mistral*, intérêts dans l'exploitation des hydrocarbures avec Total et GDF-Suez).

En procédant comme elle le fait à chaque fois qu'un problème sécuritaire survient, l'UE prend le risque de passer à la postérité comme exemple d'un nouvel adage : Si vis bellum, para pacem.

Cela ne peut qu'entretenir **la tendance habituelle de l'UE à se borner à un plus petit dénominateur commun**, ce qu'encouragent d'ailleurs ses institutions. L'histoire nous apprend que la volonté de préserver la paix ne peut résulter d'une politique commandée par les seuls intérêts mercantiles et, surtout, dépourvue d'une réelle capacité de recours à la force. En procédant comme elle le fait à chaque fois qu'un problème sécuritaire survient, l'UE prend le risque de passer à la postérité comme exemple d'un nouvel adage : *Si vis bellum, para pacem*. D'autant que la crise ukrainienne ne survient pas à des milliers de kilomètres de ses frontières, comme celles qui éclatèrent en Afrique subsaharienne et où elle n'a brillé ni par sa détermination ni par son engagement.

L'UE ne semble pas non plus pouvoir compter (ou se défausser, selon les points

de vue) sur les États-Unis, comme ce fut le cas de la majeure partie de ses membres au temps de la Guerre froide par le biais de l'OTAN. Commençons par rappeler une évidence géographique : la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie et la Roumanie, tous membres de l'UE et de l'Alliance atlantique, ont une frontière commune avec l'Ukraine, alors que la côte est des États-Unis se trouve séparée des rivages européens par plusieurs milliers de kilomètres d'océan Atlantique. Les risques induits par la crise ukrainienne ne menacent donc pas directement la population et le territoire américains. En outre, les États-Unis jouissent, pour l'instant, de l'autosuffisance énergétique grâce aux gaz de schistes et demeurent peu engagés dans les échanges commerciaux et financiers avec Moscou. Ils n'ont donc guère à perdre sur le plan économique. De plus, la puissance américaine surclasse de très loin la Russie dans tous les domaines, ce qui permet à Washington d'appréhender la situation avec sérénité sinon indifférence. L'opinion publique américaine manifeste peu d'appétence pour les engagements extérieurs et le président, qui, rappelons-le, est avant tout l'élu du peuple américain, le sait. À en croire deux sondages récents, si elle ne nourrit aucune illusion au sujet de la Russie, l'opinion publique, très partagée et aussi très incertaine quant à l'attitude à adopter, soutient les seules sanctions économiques et politiques (Lesley Clark, « U.S. voters agree Putin won't stop at Crimea, but they're unsure what to do », *McClatchyDC*, April 14, 2014 ; Carol J. Williams, « Poll : Americans want more sanctions on Russia, no arms for Ukraine », *The Los Angeles Times*, April 28, 2014).

Le calcul russe paraît simple : les Occidentaux manquent de détermination. [...] Donc, la voie serait libre en Ukraine, ce que semble confirmer la modération pour ne pas dire l'absence de réaction significative après l'annexion de la Crimée.

Pourtant, la passivité - au moins apparente - de Barack Obama suscite de nombreuses réserves ou critiques car il semble bien que l'on assiste à un nouvel épisode de la rivalité russo-américaine relancée depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 1999. Selon certains, Moscou chercherait, en Ukraine, à infliger aux États-Unis une "défaite symbolique", afin de démontrer que la puissance américaine est en déclin et que les relations internationales demeurent régies par les rapports de force. En tout cas, Vladimir Poutine mène une intense campagne anti-américaine à l'occasion de cette crise ukrainienne. Il prétend agir en réaction aux manipulations de l'Occident, et place la "révolution de Maïdan" dans la continuité des autres "révolutions de couleur" (toutes assimilées à des complots contre la Russie, notamment la "révolution orange" ukrainienne de

2004) et des interventions à ses yeux “contestables” : au Kosovo, parce qu’il y a eu violation de l’intégrité territoriale et atteinte à la souveraineté de la Serbie ; en Irak, parce qu’il s’agissait d’“une guerre impérialiste américaine” ; en Libye, où le renversement de Kadhafi aurait outrepassé le mandat consenti par Moscou avec l’adoption de la résolution 1973, en 2011. Le calcul russe paraît simple : les Occidentaux manquent de détermination (la diminution de leurs budgets de défense en serait la preuve) et ils ont besoin de l’appui de Moscou sur des dossiers beaucoup plus importants que l’Ukraine : la guerre civile en Syrie, le désengagement en Afghanistan et le nucléaire iranien. Donc, la voie serait libre en Ukraine, ce que semble confirmer la modération pour ne pas dire l’absence de réaction significative après l’annexion de la Crimée. Toutefois, Vladimir Poutine devrait observer que les États-Unis sont en retrait sur la Syrie pour cause de métastases djihadistes, que les négociations sur le nucléaire iranien évoluent de manière plutôt satisfaisante pour l’instant et que le recours aux drones et aux forces spéciales contre les djihadistes réduit l’intérêt d’une présence sur le territoire afghan. En outre, certaines composantes de la coalition hétéroclite qui a renversé le président Ianoukovitch émettent des relents nauséabonds, incompatibles avec la démocratie, ce qui n’incite guère à l’engagement total.

Obama ? Un animal politique à sang froid qui, d’un coup d’œil très sûr, prend l’exacte mesure des enjeux et des rapports de force.

Bref, il ne semble pas assuré que Barack Obama soit le président faible et indécis que certains se plaisent à portraiturer. Il est peut-être bien plutôt cet animal politique à sang froid qui, d’un coup d’œil très sûr, prend l’exacte mesure des enjeux et des rapports de force. Dans cette perspective, l’Ukraine pauvre, désunie, impuissante et désarticulée, pour laquelle la Russie se discrédite et met en péril son économie, nécessite-t-elle plus que des condamnations, des sanctions économiques et quelques gesticulations militaires ? La Pologne, véritable État-nation, est un pivot géopolitique européen autrement plus solide : économiquement dynamique, politiquement stable et uni, culturellement ancré dans les valeurs occidentales, intégré dans l’Alliance atlantique puis l’UE. Ajoutons que Vladimir Poutine méconnaît probablement la culture de guerre de l’adversaire qu’il méprise. Il tirerait le plus grand profit de la lecture de ce qui suit : « La guerre étrangère [...] est un choix que l’on refuse autant que l’on peut, car la guerre écarte de l’état normal de paix, détourne du bonheur promis contractuellement à l’Américain. On retarde la guerre, on l’évite tout en recherchant les moyens de la gagner sans vraiment la faire [...] Mais si on la fait, on la fait totalement [...] l’Amérique se veut une force pour le bien, qui, bien que

regrettant l'usage de la violence, l'exerce si le devoir l'y contraint : elle le fait alors librement, rapidement et puissamment, pour rétablir la paix publique, le droit et les valeurs » (Vincent Desportes, *L'Amérique en armes. Anatomie d'une puissance militaire*, Paris, 2002, Economica, pp. 334-335).

La discrétion chinoise traduit, semble-t-il, un profond embarras. Pékin se trouve en face d'une alternative déplaisante. Ou bien elle demeure fidèle à sa ligne diplomatique classique : non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays, respect de l'intégrité territoriale et elle peut ainsi écarter toute critique au sujet de ses agissements au Tibet et au Xinjiang. Mais cela suppose qu'elle condamne la Russie, son alliée de circonstance face à l'Occident. Ou bien elle privilégie ses convergences avec Moscou, en particulier le refus de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais elle prend le risque de s'isoler sur la scène internationale tout en renforçant sa mauvaise image.

*

PAUVRE UKRAINE, TROP FAIBLE ET TROP PROCHE DE LA RUSSIE

Alors que l'Ukraine venait de proclamer son indépendance, l'un des meilleurs spécialistes de la région, Andreas Kapeller, écrivait : « Partout en Europe au XIXe siècle de nombreux groupes ethniques qui n'avaient pas d'État propre, pas de structure sociale complète, pas de langue littéraire autonome et pas de culture de grande civilisation sont devenus des nations. Certains comme les Tchèques et les Finlandais ont rapidement et avec succès mené à bien le processus de construction nationale, d'autres connurent d'importants retards et des rechutes. Les Ukrainiens appartiennent à ce second groupe. Il s'ensuit qu'ils ne sont pas encore à ce jour solidement intégrés en tant que nation et que souvent ils ne sont pas considérés comme tels par les étrangers » (*Petite histoire de l'Ukraine*, Paris, 1997, Institut d'Études Slaves, p. 34). En 2014, il ne semble pas nécessaire de changer un mot de cette analyse et c'est pourquoi la Russie semble avoir des chances raisonnables de réussir son entreprise de destruction de l'Ukraine indépendante. Mais cela ne se produirait probablement pas sans effusions de sang : les Ukrainiens sont trop faibles pour préserver leur embryon d'État-nation, mais leur frange nationaliste extrémiste serait assez déterminée pour mener la lutte armée, fût-elle désespérée (Petlioura et Bandera en témoignent). **S'il était pétri de culture classique et non empreint de celle de la brutalité et de la manipulation propre aux guébistes de tous les pays, l'autocrate russe saurait que l'hybris (cette démesure qui pousse certains à exiger plus que ce que le destin leur a attribué) signa toujours la perte des humains**

qui en furent affectés. En effet, les dieux déchaînent alors contre eux Némésis, la déesse de la vengeance équitable, celle qui ramène l'humain à sa juste place. La communauté internationale tente tout pour que ce retour au réel se fasse sans conflit, mais rien n'est assuré à ce stade de la crise. Espérons que, avec l'épisode ukrainien, la présidence Poutine ne s'inscrira pas dans nos livres d'histoire comme la pire catastrophe géopolitique du début du XXIe siècle !

(Manuscrit clos le 30 avril 2014)

Copyright Avril 2014-Gourdin/Diploweb.com

Notes

[1] NDLR : Cependant, l'ONU n'a pas reconnu ce rattachement de la Crimée à la Russie, aux dépens de l'Ukraine.

[2] NDLR : Il s'agit ici des données en dollars. En parité de pouvoir d'achat (PPA) le chiffre est presque doublé.

[Retour au Sommaire](#)

La Russie. L'empire sans limites ?

mardi 3 juin 2014, par *Laurent CHAMONTIN, Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Écrivain et russophone, Laurent Chamontin est auteur de *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon, Éditions de l'Aube, 2014). Né en 1964, il est diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe. Pierre Verluise est Directeur du *Diploweb.com*.

La venue en France de V. Poutine les 5 et 6 juin invite à mettre la Russie en perspective. Ce pays vient de créer l'Union économique eurasiennne (UEE) avec la Biélorussie et le Kazakhstan, deux anciennes républiques soviétiques.

Voici un entretien exclusif avec Laurent Chamontin, auteur de "L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe", éd. de l'Aube. Un ouvrage recommandé par le *Diploweb.com*. L'auteur répond ici avec profondeur et sans langue de bois aux questions de P. Verluise. L'actualité aux frontières de la Russie donne à cet échange une densité singulière.

Pierre Verluise : En quoi la relation des Russes à l'espace est-elle spécifique ? Pourquoi écrivez-vous que la Russie est "génétiquement continentale" ?

Laurent Chamontin : Pour les États géants, le processus de délimitation et d'occupation du territoire national pose des problèmes tout à fait particuliers : c'est pourquoi il est pleinement justifié de considérer l'espace comme un acteur historique à part entière, comme je l'ai fait dans le cas russe.

C'est que pour prendre et tenir, il ne suffit pas de s'imposer aux populations existantes, il faut aussi développer les moyens concrets d'occuper tout le territoire, et se prémunir du risque de fractionnement spatial par création de baronnies locales.

Dans cette catégorie des États géants, la Russie occupe une place à part : c'est le cas par excellence de création d'une civilisation agraire dans l'aire stratégique des nomades, dont il lui faudra subir le joug entre 1240 et 1480. S'ensuit une phase de reconquête patiente, fondée sur l'expansion démographique et

l'importation de technologies européennes, qui permettra d'atteindre le Pacifique (1639), la Crimée (1783) et l'Asie centrale (fin du XIXe siècle).

Cette histoire dramatique, le risque de fractionnement mentionné plus haut et les formes politiques héritées des mongols ne préparent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, une civilisation du compromis. L'histoire du développement de l'Empire à partir de la principauté de Moscovie est essentiellement celle d'une affirmation sans partage.

La Russie est loin d'être débarrassée de la nostalgie de l'empire patrimonial, ce système qui a connu son apogée sous Pierre le Grand, sous lequel le pays et ses habitants étaient considérés comme propriété du souverain.

Au total, la civilisation russe est génétiquement continentale, car malgré les tentatives de Pierre le Grand et de quelques autres, elle émane d'un berceau situé au milieu des terres, à bonne distance des ennemis potentiels (polonais, turcs, suédois...) et les influences maritimes ne jouent dans son développement qu'un rôle d'appoint.

Après avoir été source d'insécurité à l'apogée de la menace nomade, le territoire y est devenu un refuge, même si sa taille en fait un défi permanent jusqu'à aujourd'hui : la préoccupation d'en garder le contrôle est en particulier à l'arrière-plan de la décision de Vladimir Poutine de nommer lui-même les gouverneurs de province, ou de la guerre de Tchétchénie. Et l'aménagement du territoire figure parmi les questions sur lesquelles l'URSS s'est cassé les dents...

P. V. : En quoi le pouvoir russe est-il une émanation de la société ? La Russie est-elle aujourd'hui encore une forme d'empire, tant dans l'acception spatiale que politique du mot, ne serait-ce que par la tendance patrimoniale du pouvoir ?

L. C. : En Russie, l'idée d'un État recherchant le bien collectif peine à s'imposer ; il y a une tradition solidement établie selon laquelle le pouvoir surplombe la société sans se reconnaître d'obligations vis-à-vis d'elle, avec une tendance marquée à privilégier les canons sur le beurre, qui a fini par coûter cher à l'URSS. Et en arrière-plan, un substrat anthropologique égalitaire et autoritaire, qui donne à la relation avec les autorités cette religiosité si déconcertante.

Ce substrat ne s'érode que lentement, car le fait continental ralentit les échanges - ainsi, encore aujourd'hui, la population sort peu des limites de l'ex-URSS - mais

il s'érode cependant, en liaison aussi avec un niveau d'éducation très élevé. Il y a aujourd'hui des plages de liberté réelle, que certains ne se privent pas d'utiliser au maximum, comme l'illustrent les manifestations de 2011 - 2012, ou l'activité actuelle de l'opposant Alexeï Navalny. Mais il s'agit de « zones grises », que les autorités ne se privent pas de réinvestir selon leur bon vouloir. Au total, le pays est loin d'être débarrassé de la nostalgie de l'empire patrimonial, ce système qui a connu son apogée sous Pierre le Grand, sous lequel le pays et ses habitants étaient considérés comme propriété du souverain.

P. V. : L'occidentalisation de la Russie a-t-elle un sens ou s'agit-il d'un faux semblant, d'un jeu de dupes ?

L. C. : Les emprunts de la Russie aux civilisations occidentales sont légion. Ce qu'elle refuse d'importer avec une belle constance, c'est l'État libéral et son système de garanties juridiques. Ce fait est à la source de problèmes bien visibles : la corruption, un aveuglement récurrent sur l'état réel du pays... Mais il a sa pesanteur : outre les éléments déjà mentionnés, ayons à l'esprit un sondage récent selon lequel il est « parfaitement acceptable de déformer l'information pour protéger les intérêts de l'État », pour 55% de l'opinion russe [1].

Encore une fois, l'indépendance vis-à-vis de l'État est possible, mais elle reste très précaire. Il en sera sans doute ainsi jusqu'à ce que les générations qui ont connu l'URSS à l'âge adulte passent la main, dans une dizaine d'années. Au delà, une évolution d'ampleur pourra peut-être se produire, mais elle ne conduira pas à « dérussifier » la Russie. Du reste, les sociétés occidentales sont loin d'obéir à un modèle unique...

P. V. : Russie et démocratie, ces deux mots peuvent-ils faire système ? Quel État de droit à Moscou et dans ses provinces ? Quel contrat entre la société et l'État ?

En Russie, la notion de contrat avec la société reste absente de la conception du pouvoir

L. C. : La démocratie à la russe reste à inventer - je parle bien d'une compétition ouverte, où tous les candidats ont leur chance. De ce point de vue, l'Ukraine, qui malgré ses particularités partage l'héritage politique du monde russe, pourrait être une sorte de laboratoire... Mais, significativement, le Kremlin arrive à mobiliser sa base électorale contre son voisin, car la tentative révolutionnaire en cours [NDLR : 2013-2014] est surtout vue comme une menace de « désordre », de

même d'ailleurs que la démocratie en soi : c'est encore la pesanteur anthropologique que l'on touche ici du doigt.

La notion de contrat avec la société, inséparable de la démocratie telle qu'elle s'est développée en Occident à partir du XVIIIe siècle, est donc absente dans l'aire qui nous occupe. On ne s'étonnera donc pas que la légitimité fonctionnelle de l'État russe soit très problématique, comme l'a montré Marie Mendras : en effet celui-ci ne garantit pas « la santé, l'éducation, la gestion des infrastructures, la justice, l'ordre public » [2] ; sa pérennité repose sur un compromis boiteux - un peu de bien-être matériel contre la non-ingérence dans le champ politique - et les citoyens s'efforcent en fait d'avoir affaire à lui le moins possible.

C'est un point sur lequel il faut insister, car il va à l'encontre des images de « pouvoir fort » construites par les communicants du Kremlin, et il contribue fortement aux travers bien connus : taux de mortalité infantile élevé, initiative individuelle et économie lourdement handicapées par la corruption, faiblesse des garanties juridiques, etc.

Quant à la différence de conditions entre Moscou et les provinces, je pense qu'il s'agit d'une différence de degré et non de nature ; mais pour expérimenter les imperfections de l'État de droit, il vaut sans doute quand même mieux être dans la capitale qu'au fin fond de la province...

P. V. : De votre point de vue, cela fait-il sens de compter la Russie au nombre des pays émergents ? Moscou aujourd'hui est-elle une forme de village Potemkine ?

L. C. : La distinction pays émergent / pays développé est commode mais assez mal adaptée à la Russie, dans la mesure où il y a bien eu une expérience de modernisation à partir de 1917, qui a connu comme on sait des résultats mitigés.

Certains des traits des pays développés sont bien là : il s'agit d'une économie à très haut niveau de technicité, servie par une population éduquée. Mais comme nous venons de le mentionner, la corrélation entre niveau d'éducation et démocratie rencontre ici une exception importante, au moins jusqu'à aujourd'hui ; et la priorité longtemps accordée aux canons sur le beurre a conduit à sur-développer le complexe militaro-industriel à un coût social exorbitant, au détriment de l'économie civile. Le résultat est visible à l'exportation : aéronautique, armement, technologie nucléaire, et d'un autre côté des matières premières minérales ou agricoles, qui pour le coup rappellent nettement les pays en développement.

Outre ce legs encombrant du passé, il faut compter ici encore avec l'influence du

territoire, qui contribue à compliquer l'intégration de cette économie continentale aux échanges internationaux, à déconnecter les acteurs russes de l'émulation générale. Quand on est au cœur du bassin de la Volga, ou dans l'Oural, il faut faire un certain nombre de kilomètres pour étudier les ressorts de la compétitivité européenne. Nous sommes ici à l'opposé des interactions incessantes entre sociétés européennes, dont le rôle décisif a été mis en lumière par Paul Kennedy [3].

Moscou est-elle pour autant un village Potemkine ? C'est clairement une vitrine, comme toute capitale. Pour autant je crois qu'il est devenu relativement plus simple de se déplacer en province, et donc de voir l'envers du décor. Pour le village Potemkine, je citerais plutôt les Jeux Olympiques de Sotchi, avec leur « emplacement pour manifestants », concession de pure mauvaise grâce aux usages de la vie internationale, qui servait à masquer le fait que la liberté d'expression n'est pas sans risques en Russie.

P. V. : Quelle est la conception russe de la frontière ?

L. C. : Ici comme ailleurs, la frontière joue un rôle de filtrage et de protection. La question est de savoir de quoi elle protège : la spécificité russe est ici encore l'empire patrimonial, dont le pouvoir n'admet aucune restriction. La délimitation du territoire est une concession aux nécessités qui limitent la portée de toute entreprise humaine, et elle a pour but de protéger la vérité décrétée par le souverain. Il ne s'agit pas seulement de considérations sur l'imaginaire historique : les restrictions récentes d'accès à Internet ont un lien direct avec la confiscation des imprimés à la frontière que décrivait Custine en 1839.

P. V. : Que nous apprend la crise ukrainienne au sujet des relations que V. Poutine entretient avec "l'étranger proche" de la Russie ?

L. C. : Nous sommes en présence d'un affrontement très classique entre le centre et les marges (de même que la Krajina croate, l'Ukraine porte un nom qui signifie « confins »).

V. Poutine est l'héritier d'une longue tradition d'affirmation exclusive de l'État aux dépens de toute légitimité alternative, appuyée sur l'isolation vis-à-vis de l'extérieur permise par l'éloignement - c'est ce que j'appelle le vase clos.

Le fait que Moscou soit une puissance excentrée entretient une insécurité permanente liée au risque de marginalisation, d'où une tendance systématique à

pousser ses pions le plus loin possible. C'est un facteur que l'on retrouve dans son intérêt ancien pour les détroits turcs, comme aujourd'hui dans son attitude vis-à-vis du Japon aux îles Kouriles, car celles-ci ferment la mer d'Okhotsk ; dans le cas de l'Ukraine, il y a les fameux gazoducs, qui transportent 60% du gaz russe à destination de l'Europe, et, avec Sébastopol, un accès commode à la mer Noire : autant de raisons d'y être intransigeant.

À cette dimension purement géographique se superpose la dimension culturelle. Vladimir Poutine n'est ni Ivan le Terrible, ni Joseph Staline, mais il est l'héritier d'une longue tradition d'affirmation exclusive de l'État aux dépens de toute légitimité alternative, appuyée sur l'isolation vis-à-vis de l'extérieur permise par l'éloignement - c'est ce que j'appelle le vase clos.

Dans ce contexte, les entités frontalières ouvertes sur l'Europe sont conçues comme des facteurs de déstabilisation et doivent être mises au pas. L'Ukraine, marquée par l'influence polonaise et austro-hongroise, dont les districts occidentaux ne sont entrés dans la sphère russe qu'en 1944, est dans ce cas. Cela peut paraître étrange, mais il y a une continuité structurelle profonde entre ses déboires actuels et l'assujettissement de Novgorod par Ivan le Grand et Ivan le Terrible, aux XVe et XVIe siècles...

Il faut noter en l'occurrence que le risque de déstabilisation n'a rien d'imaginaire : avec le compromis boiteux évoqué plus haut (un peu de bien-être contre la non-ingérence dans le champ politique), une croissance en berne, et les images des ukrainiens visitant la villa de Yanoukovitch en fuite, il y a de quoi être nerveux... L'autoritarisme est certes bien accepté en Russie, mais nul ne peut dire ce qui adviendrait si le contrat implicite entre la société et l'État n'était plus respecté par ce dernier.

Ce que l'on voit enfin dans la crise ukrainienne, c'est une grande différence entre Russie et Chine : avec Deng Xiaoping, cette dernière a su se réinventer à partir de ses marges - les points de contact avec la modernité que sont Hong Kong, Taïwan et la diaspora. La Russie de son côté est en train de choisir le repli sur soi, et sa réinvention reste des plus hypothétiques.

P. V. : Que répondez-vous à ceux qui jouent la petite musique d'une adhésion de la Russie à l'Union européenne ? Seriez-vous favorable à un axe Paris-Berlin-Moscou pour résister aux tendances hégémoniques des Etats-Unis ?

L. C. : Si vous le permettez, je vais prendre le temps de répondre en détail à cette question d'une actualité brûlante. Autant le dire tout de suite, je ne vois pas un seul argument en faveur de l'adhésion de la Russie à l'Union européenne...

Le premier terme du problème est l'Union européenne, qui ne peut pas faire l'économie d'une réflexion en profondeur sur ce qu'elle est. Quand on prend comme modèle le système américain, on oublie que dans ce dernier cas l'État fédéral était présent dès le départ, et que sa construction a eu lieu à une époque où la complexité institutionnelle était incomparablement moindre qu'aujourd'hui.

En Europe, nous sommes à l'opposé : la tentative fédéraliste revient, dans un monde devenu extrêmement complexe, à bâtir une superstructure qui coifferait des États - Nations dont l'édification remonte pour certains d'entre eux au Xe siècle.

D'où nécessairement un fonctionnement peu lisible, fait de l'application de procédures très sophistiquées et parfois très bloquantes. L'Europe est, par essence, un objet difficile à vendre à une heure de grande écoute.

Ceux qui la construisent sont par ailleurs tentés de passer par pertes et profits leurs particularités nationales pour aboutir à une forme de consensus minimum ; ce qui est évacué ainsi, c'est plus qu'un supplément d'âme, c'est une identité à laquelle peu d'européens pourraient renoncer. La manière d'illustrer les billets de banque fournit un exemple caricatural de ce problème : l'Euro est une monnaie qui affaiblit le sentiment identitaire national sans le remplacer par autre chose.

Il ne s'agit pas malgré les apparences d'un sujet anecdotique : je renvoie sur ce point à « L'illusion économique » d'Emmanuel Todd, qui aide à comprendre les difficultés de l'Europe en insistant sur la variété et la pesanteur du fait anthropologique.

Ajouter aux problèmes de l'UE l'intégration d'un Etat gazier et pétrolier de 17 millions de km2 ouvert sur les aires turco-persane et chinoise serait une fuite en avant catastrophique.

Je mentionnerai enfin une question peu visitée qui est celle de la diversité linguistique. L'essence de la politique, c'est de parler avec les gens. Il n'est pas imaginable un seul instant qu'un politicien puisse établir un contact avec ses électeurs en parlant l'anglais (hors des îles britanniques, bien entendu) ou en recourant à un traducteur. Ce simple fait suffit à mon sens à enterrer l'idée d'un exécutif européen, sauf à passer la démocratie par pertes et profits...

Tout ceci pour dire que l'Europe est pour l'instant un rêve fédéral profondément embourbé, qui n'est pas à même de répondre aux défis qui lui sont posés. Parmi ceux-ci, les nécessités de plus en plus criantes de la diplomatie et de la sécurité, que les crises actuelles dans les mondes russe et arabe, qui sont tous deux à nos

portes, ne permettent plus d'ignorer.

Ajouter à ces problèmes l'intégration d'un Etat gazier et pétrolier de 17 millions de km² ouvert sur les aires turco-persane et chinoise serait une fuite en avant catastrophique (de même d'ailleurs que celle de l'Ukraine ou de la Turquie).

Dans la suite de ce qui a été dit plus haut, la Russie est l'autre terme du problème. D'abord parce que, pour paraphraser Churchill, elle a toujours le choix entre l'Europe et le Grand large, cette dernière expression étant à prendre au sens métaphorique, puisqu'il est ici question d'un océan de plaines. La tentation de tourner le dos à l'Europe, dont on voit bien l'actualité, est une option viable, même si de l'extérieur nous en voyons mieux les inconvénients que les bienfaits.

Par ailleurs, le sentiment de l'exceptionnalité est profondément ancré dans la mentalité russe : on peut dire pertinemment que la distinction entre « eux » et « nous » y est affirmée avec d'autant plus d'insistance que, dans une perspective longue, les frontières du pays sont floues et changeantes.

Il devient clair que la Russie n'est absolument pas soluble dans une structure supranationale.

Ajoutons à cela une expérience aussi singulière que la vie en vase clos face à un pouvoir sans contrepoids, qui isole forcément de la culture européenne, et le climat de renaissance nationale sur fond de récit d'humiliation qui prévaut actuellement, et il devient clair que la Russie n'est absolument pas soluble dans une structure supranationale.

Il y a encore la question des valeurs : les résultats du sondage cité plus haut se passent de commentaires... Et le Kremlin dispose ainsi d'une marge de manœuvre inaccessible aux Occidentaux depuis les années 1960 pour soutenir des régimes anti-démocratiques, à laquelle il n'a aucune raison de renoncer.

Le dernier obstacle est le fossé culturel qui existe entre l'Europe et la Russie, dont la crise ukrainienne montre la profondeur : la première sous-estime gravement l'inquiétude russe en matière de sécurité liée à une hypothétique Ukraine membre de l'UE et de l'OTAN, la seconde a bien du mal à inspirer confiance, en raison de son caractère agressif et de son rapport au droit problématique. Que les deux parties s'entendent sur l'avenir de l'Ukraine sera déjà bien assez compliqué : pour ce qui est d'un partenariat plus poussé, on verra un autre jour. En tout cas, je ne vois pas de raison de se couper des États-Unis : dans un XXI^e siècle dangereux, la relation privilégiée avec eux est l'un des meilleurs atouts de l'Europe...

P. V. : De l'autre côté, quid des relations entre la Russie (presque "vide") et la Chine (presque "pleine") ?

L. C. : L'écart de densité de population entre la Sibérie et la Chine utile dont elle est frontalière est évidemment très important : hors de la région de Novossibirsk, on décompte du côté russe de l'ordre de 1 habitant par kilomètre carré. L'URSS a échoué dans sa tentative de peuplement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient.

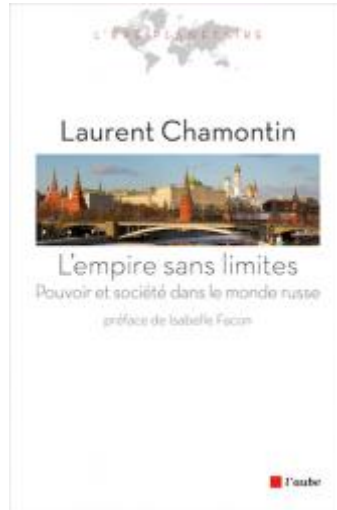
À court terme, ce déséquilibre n'est pas gênant, même si l'immigration chinoise le long de la frontière commune est visible : Moscou et Pékin trouvent un intérêt partagé à exercer une forme de condominium sur l'Asie centrale, et pourraient même dans les prochaines années se coordonner pour faire pièce aux Occidentaux.

La situation peut devenir plus préoccupante à long terme pour le Kremlin, qui avait profité de l'époque des Traités inégaux pour annexer le bassin de l'Amour aux dépens de son voisin. La montée en puissance de la Chine entrainera un déséquilibre grandissant, d'autant que la Russie n'a toujours pas trouvé la recette de la croissance. C'est dire que Moscou prend un gros risque en se coupant des Occidentaux, celui de renoncer à un contrepois qui peut s'avérer utile face à Pékin. Très concrètement, développer l'Extrême-Orient en s'appuyant sur des capitaux japonais et occidentaux serait pour la Russie la meilleure manière de préparer l'avenir. Il faudrait pour cela régler définitivement la question des Kouriles avec le Japon ; mais, selon Céline Pajon, l'annexion de la Crimée a été mal ressentie par Tokyo et cette perspective a été reportée *sine die*...

Copyright Juin 2014-Chamontin-Verluisse/Diploweb.com

Plus

Laurent Chamontin, *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon), Éditions de l'Aube, 2014



L'URSS a disparu à jamais, entraînant dans sa chute l'idéologie qui en faisait l'avant-garde éclairée du monde moderne. Pour autant, le passage à la démocratie et à l'économie de marché n'a pas produit les effets escomptés : les populations de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine peuvent certes voyager, surfer sur Internet ou acheter une voiture, mais leur position vis à vis de l'État demeure précaire, et il n'y a pas eu de décollage économique à la chinoise. Cet ouvrage rend ce paradoxe intelligible en mettant en évidence le lien, éclipsé un temps par le communisme, qui relie le monde russe actuel et la civilisation dont il est issu, où l'individu, pris dans la démesure du territoire, peine à trouver sa place.

Voir le livre de Laurent Chamontin, L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe sur le site des éditions de L'Aube

Notes

[1] Madeleine Leroyer, « Accents d'Europe », RFI, 10 avril 2014.

[2] In « Russie, l'envers du pouvoir », Odile Jacob, 2008.

[3] « Naissance et déclin des grandes puissances », Payot, 1991

[Retour au Sommaire](#)

Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ?

Entretien avec A. Arjakovsky

samedi 12 juillet 2014, par *Antoine ARJAKOVSKY, Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Antoine Arjakovsky est Directeur de recherches au Collège des Bernardins, et auteur de « Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014). Pierre Verluise est Directeur du *Diploweb.com*, auteur de « Géopolitique des frontières européennes », Paris, Argos, 2013. Egalement disponible en anglais, "The Geopolitics of the European Union Borders, Where should expansion stop ?" Eska, 2014.

Longtemps absente des "écrans radars", l'Ukraine est devenue un enjeu géopolitique. Il importe de mieux connaître son identité bi-culturelle et bi-nationale, quelle est sa compréhension des valeurs européennes, mais aussi les méthodes de "guerre de l'information" utilisées à son sujet depuis plusieurs mois.

Directeur de recherches au Collège des Bernardins et auteur de « Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014), Antoine Arjakovsky répond aux questions de Pierre Verluise, Directeur du *Diploweb.com*.

Pierre Verluise : En quoi l'Ukraine est-elle pluriculturelle et binationale ?

Antoine Arjakovsky : Comme je l'explique dans mon livre « Russie-Ukraine : De la guerre la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014) les Ukrainiens prennent conscience d'eux-mêmes comme formant une communauté essentiellement bi-culturelle, bilingue et œcuménique. Les deux pôles en question du pays sont les pôles ukrainien et russe. Il y a certes d'autres cultures (grecque, tatare, juive, roumaine ou polonaise) qui ont marqué l'histoire de l'Ukraine, mais ces deux pôles russe et ukrainien dominent largement les autres et déterminent l'identité de l'Etat-nation ukrainien.

Cette révolution de la dignité et la centaine de morts tombés place Maïdan ont bouleversé l'Ukraine.

J'insiste sur le fait que la prise de conscience de cette appartenance à un Etat-nation bi-culturel s'est approfondie pendant les événements de ces sept derniers mois. Lors des premiers entretiens que m'a accordé Arsène Yatséniouk ce dernier, actuel premier ministre du président Petro Porochenko, ne comprenait la russité de l'Ukraine orientale que comme une survivance dommageable du passé. Aujourd'hui en soutenant le projet de loi permettant aux régions qui le veulent d'avoir le russe comme deuxième langue officielle il montre qu'il a évolué. Le fait que des russophones aient donné leur vie au nom de la liberté et de la justice sur Maïdan, ou encore que des juifs, des Tatars musulmans ou des chrétiens de toutes les confessions se soient rassemblés sur cette même place de l'Indépendance à Kiev pour chanter l'hymne ukrainien ont bouleversé les représentations que les Ukrainiens avaient d'eux-mêmes. L'une des thèses de mon analyse est que les Ukrainiens expérimentent aujourd'hui sur le plan de la constitution de l'unité nationale ce que les Français ont connu entre 1789 et 1791.

Nous avons pourtant du mal en France à comprendre cette bi-nationalité de l'Etat car depuis le roi François Ier, et malgré la parenthèse de l'édit de Nantes, l'Etat français a voulu identifier le territoire, la langue et la religion catholique puis laïque. De plus les Ukrainiens eux-mêmes avaient du mal jusqu'à présent à nous expliquer de façon consensuelle qui ils étaient ! Mais, comme je l'ai dit, cette révolution de la dignité et la centaine de morts tombés place Maïdan ont bouleversé le pays. Et nous savons quant à nous qu'il existe d'autres modèles de développement des Etats-nations, le Canada étant probablement pour l'Ukraine le cas le plus marquant.



Antoine Arjakovsky - Directeur de recherches au Collège

**des Bernardins et auteur de « Russie-Ukraine : de la guerre
à la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014)**

Je creuse dans mon livre cette question en racontant l'histoire singulière de l'Ukraine qui est largement ignorée en France en raison du poids de la vision impériale de l'histoire russe dans nos manuels et dans nos chaires universitaires. Heureusement qu'il y a eu quelques historiens russes, malheureusement ils se comptent sur les doigts d'une seule main, comme Georges Fedotov, qui surent, mais seulement après la Deuxième Guerre mondiale, reconnaître l'identité propre de l'Ukraine par rapport à la Russie. Mais ils ne sont toujours pas enseignés dans les cours d'histoire en Russie ce qui explique les discours délirants à Moscou sur l'appartenance de l'Ukraine au monde russe (« rouskij mir ») de personnalités comme Nikita Mikhalkov ou le patriarche Kirill. Malheureusement les meurtres perpétrés en Ukraine aujourd'hui, en Crimée comme dans le Donbass, sont la conséquence de cette mythologie du « monde russe ». Comme dans les romans de Dostoïevski ce ne sont pas les élites qui mettent en pratique ces idées mais de simples citoyens russes « possédés » par leur force d'attraction, comme Igor Guirkine, chef militaire des mercenaires du Donbass, ou Pavlo Goubarev, gouverneur auto-proclamé de Donetsk. Même si nous ne disposons pas encore de toutes les preuves, il y a de fortes présomptions de penser également que le massacre d'Odessa du 2 mai 2014 a été préparé par des forces pro-russes avec la complicité de la police locale en vue de déstabiliser la région. [1]

P. V. : A Kiev, beaucoup se réclament des « valeurs européennes ». Comme vous le savez, beaucoup des citoyens de l'Union européenne doutent de ces valeurs si l'on en croit leur abstention massive aux élections pour le Parlement européen. Qu'entend-on à Kiev par « valeurs européennes » ? En quoi l'Union européenne en est-elle - ou non - l'incarnation ?

A. A. : Les Ukrainiens sont bien informés, surtout à l'Ouest de Kiev, sur la réalité de l'Union européenne. Ils connaissent en particulier les difficultés économiques des Européens de l'Ouest. On estime à plus de 700 000 le nombre d'Ukrainiens vivant dans la seule Italie ! Aussi sont-ils au fait par exemple des difficultés qu'ont les Italiens à mettre en pratique à Lampedusa leurs discours sur les droits de l'homme. Mais l'important pour un peuple est d'avoir un horizon d'avenir qui soit juste et fondé sur la démocratie (ce que les Européens de l'Ouest continuent à soutenir malgré l'érosion de leur participation aux élections européennes). L'ex-président ukrainien Victor Yanoukovytch a provoqué la colère de son peuple en novembre 2013 parce qu'il a voulu mettre un terme à l'espérance collective des Ukrainiens de rejoindre un espace politique dont l'idéal juridique est la Convention européenne des droits de l'homme. En faisant bastonner, sur ordre de Moscou, le 30 novembre 2013 de jeunes manifestants pacifiques, il a réveillé la

conscience européenne et chrétienne des Ukrainiens.

P. V. : Depuis le dernier trimestre 2013, quelles ont été les méthodes et les objectifs de la « guerre de l'information » au sujet de l'Ukraine ?

A.A. : Tout le chapitre 3 de mon livre est consacré à ce sujet. J'ai été très surpris cet hiver 2013-2014 que les médias occidentaux relayent sans discernement les informations des agences de presse russe. C'est la raison pour laquelle j'ai voulu réagir par mon livre et par quantité d'articles parus dans *Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*, *La Croix*, *Ouest France* ou encore sur les plateaux télévisés.

Pourtant malgré tout ce travail d'information réalisé avec d'autres experts américains ou européens comme Timothy Snyder, Galia Ackerman ou Anne Applebaum, même après les élections présidentielles en Ukraine du 25 mai 2014, qui ont révélé contre la thèse martelée par les médias pro-russes d'une « révolution fasciste à Kiev » que 2% seulement des Ukrainiens soutenaient des partis extrémistes, les médias occidentaux ont continué à relayer les informations venant d'organes de presse russe.

Le président Poutine affirme lui-même vouloir restaurer une « URSS 2.0 ».

Cette naïveté a une double cause. Selon moi, les médias occidentaux ont « cru » depuis vingt ans que le communisme s'était effondré en Russie, et qu'en conséquence, l'information en régime démocratique devenait nécessairement objective. Mais ce sont deux mythes ! Le communisme ne s'est pas du tout effondré malgré ce qu'en disent les diplomates et les politologues patentés. Bien au contraire, le président Poutine affirme lui-même vouloir restaurer une « URSS 2.0 ». La meilleure preuve de cet attachement au léninisme est que le corps du fondateur de l'Union soviétique se trouve toujours au Kremlin. Ce n'est pas un hasard non plus que l'un des premiers gestes des manifestants à Kiev en décembre 2013 fut de déboulonner la statue du dictateur russe sur l'avenue centrale de la capitale ukrainienne. Il aurait suffi pourtant que les journalistes et les experts occidentaux lisent un seul livre d'Anna Politkovskaïa, la journaliste russe assassinée en 2006, « Qu'ai-je fait ? » (Paris, Gallimard, 2008), pour comprendre que le système d'information en Russie repose entièrement sur les principes de la propagande et non pas sur ceux de l'information. Même les blogueurs sur internet sont aujourd'hui pourchassés par le Kremlin. Il faut dire qu'à l'ouest, sans que nous ayons la distance suffisante pour l'admettre, notre information repose également sur l'idéologie critique des Lumières, ce qui a le don d'exaspérer les élites qui à l'Est sont pour la plupart devenues anti-modernes.

P. V. : Comment définiriez-vous la Russie de Vladimir Poutine ? Comment comprenez-vous ses relations avec l'Église orthodoxe russe, et réciproquement ?

A. A. : Ici encore c'est tout un chapitre de mon livre que je ne peux résumer en quelques phrases. Ma thèse principale est que nous ne pouvons répondre à ces questions que si l'on fait appel à la théologie du politique. Bien souvent la science politique classique - et j'ajouterais la géopolitique aussi ! [2] - sont devenues aveugles pour avoir mis de côté la part symbolique (comprise seulement comme ténébreuse) de l'intelligence humaine et de la vie des peuples. Or ce n'est pas parce que nous avons à faire à du mythe qu'il faut immédiatement congédier l'irrationnel de nos analyses.

La Russie est une nation qui, déboussolée après la chute de l'URSS, a voulu retrouver dans le tsarisme, et sa théologie politique (autocratie, orthodoxie, peuple) les fondamentaux de son identité.

Si la réalité était uniquement faite de rationalité, et si des philosophes n'avaient pas attiré l'attention de leurs contemporains sur les énigmes du monde intelligible, l'humanité aurait disparu depuis longtemps ! Heureusement des historiens comme Raoul Girardet, ancien professeur l'IEP de Paris, ont montré la voie par leurs analyses sur les mythologies politiques nationalistes. Mais selon moi ce dernier n'est pas allé assez loin dans la compréhension de la logique propre au mythe. C'est pourquoi je suggère d'inventer, avec certains de mes collègues chercheurs au Collège des Bernardins, une nouvelle discipline, la théologie du politique.

Pour répondre brièvement à votre question ce ne sont pas des arguments uniquement conceptuels qui permettent de « définir » le régime poutinien et ses liens avec l'Église orthodoxe russe. Certes Vladimir Poutine est un ancien membre du KGB soviétique instrumentalisant la hiérarchie de l'Église russe [3], qui collabora elle-même avec « les organes », afin d'asseoir son pouvoir. Mais il y a plus que cela. Il y a aussi une nation qui, déboussolée après la chute de l'URSS, a voulu retrouver dans le tsarisme, et sa théologie politique (autocratie, orthodoxie, peuple) les fondamentaux de son identité. Il y a aussi une Église qui s'interroge sur son rapport à l'État après la chute de la théologie pseudo-chrétienne de la symphonie byzantine...

P. V. : Pourquoi le projet russe d'Union eurasiatique n'attire-t-il pas l'Ukraine ? Pourquoi préférez-vous un accord d'association avec l'Union

européenne ? Les deux projets - Union eurasiatique et Union européenne - sont-ils incompatibles ? Pourquoi ?

A. A. : Les Ukrainiens depuis vingt ans ont souhaité tenir ensemble leur attachement à la civilisation européenne et leurs affinités historiques avec la Russie. Mais Vladimir Poutine a voulu que cela cesse en raison de son projet de constitution d'une Union eurasiatique en janvier 2015, Union eurasiatique pensée comme un contre-modèle huntingtonien à la civilisation décadente de l'Occident. C'est la raison pour laquelle il a engagé en août 2013 une guerre douanière avec l'Ukraine pour éviter que celle-ci signe le traité d'association avec l'Union européenne. Pour lui le rapprochement à ses frontières de la civilisation occidentale (qu'il associe à tort ou à raison avec l'OTAN) est intolérable car il considère que si l'UE levait ses barrières douanières en matière commerciale et de visa avec l'Ukraine, la Russie perdrait son leadership et sa liberté. Elle ne serait plus en mesure de créer un marché concurrent à celui des 506 millions d'habitants de l'UE.



Antoine Arjakovsky lors d'une conférence au Collège des Bernardins.

P. V. : Depuis le début de cette nouvelle crise ukrainienne, quels ont été les « idiots utiles » du Kremlin en Europe occidentale ?

A. A. : Lénine qualifiait d' « idiots utiles » ceux qui à l'Ouest soutenaient l'Union soviétique sans comprendre que cette dernière ne partageait pas du tout leurs idéaux démocratiques et pacifiques. Dans mon livre je ne mentionne que quelques uns des Européens qui prennent fait et cause pour la Russie poutinienne sans comprendre qu'ils se tirent une balle dans le pied. Vous trouverez quelques noms dans l'ouvrage.

Mais j'aurais pu en ajouter bien d'autres. Je pense en particulier à l'interview délirante donnée par Vladimir Poutine à Gilles Bouleau de *TF1* et Jean-Pierre Elkabach d'*Europe 1* à l'occasion de la venue en France le 6 juin 2014 du président russe. Non seulement en 40 minutes d'entretien les deux hommes n'ont

pas été capables d'interroger le président russe sur les mensonges avérés de ce dernier lors de son annexion de la Crimée (mars 2014) mais ils ont tout fait pour le faire apparaître, malgré ses propos impérialistes et misogines, comme un homme d'Etat respectable et respectueux (cf les propos en *making off* de G. Bouleau sur le site mytf1.fr). La seule lecture de *La Russie selon Poutine* d'Anna Politkovskaïa ou des travaux de Marie Mendras sont en mesure de « convaincre » le plus virulent des « anti-poutinophobes » pourvu qu'il soit honnête intellectuellement. Ici encore il faut faire appel à la mythologie dominante dans la science politique actuelle selon laquelle il faut « laisser dans le monde globalisé un espace civilisationnel au monde russe, quelle que soit l'étrangeté barbare de ses gouvernants ». Cette « théorie » civilisationnelle, qui a séduit autant le président Poutine que le président Chirac, est très difficile à discuter car il s'agit d'un mythe porteur d'antinomies. Huntington dit que, d'un côté le monde devient civilisationnel mais que, d'un autre côté, ces civilisations sont toutes nécessairement porteuses de conflit. Il dit cela parce qu'il « croit » que l'homme est un loup pour l'homme et qu'il n'existe pas de valeur universelle. C'est ce genre de croyances pavées de bonnes intentions que je cherche à démasquer. Car elles sont sources de guerres.

Comme je ne pratique pas la langue de bois je sais que mes propos peuvent irriter certaines personnes. C'est pourquoi je tiens à préciser deux points. D'une part je ne suis pas russophobe. Bien au contraire c'est par fidélité à mes origines russes que je tiens à ce que la vérité soit dite et c'est par souci de construire la paix que je propose dans mon livre des alternatives politiques au président Poutine alors que beaucoup d'experts ne lui voient plus aucune alternative que la violence. D'autre part je comprends parfaitement qu'on puisse être perplexe par rapport à une réalité fort complexe et difficile à comprendre dans un contexte de guerre de l'information. Aussi je ne reprends pas l'expression de Lénine pour accabler les personnes incriminées mais uniquement pour les pousser à se remettre en question et retrouver le chemin de l'intelligence critique.

P. V. : Avez-vous des preuves de l'action de services secrets étrangers (russes, mais aussi américains, voire polonais, etc.) en Ukraine ?

A. A. : Les services secrets européens, américains et russes sont tous présents en Ukraine. Mais il faut ici encore faire preuve de discernement « logique » par rapport à tous les « mythes » sur le rôle des services secrets occidentaux dans le déclenchement de la révolution orange en 2004 ou de la révolution de la dignité en 2013. Comment sincèrement croire que les révoltes ukrainiennes aient pu être téléguidées de Paris ou de New York alors qu'elles ont mobilisé à chaque fois des millions d'Ukrainiens pendant des mois, sous la neige, prêts à risquer leur vie ? Les Russes ont voulu financer une manifestation pro-Yanoukovytch au mois de

janvier 2014. Elle a duré une demi-journée et on a su immédiatement combien de grivnas (monnaie ukrainienne) les manifestants avaient été payés ! Je trouve ridicules les médias occidentaux qui se permettent de donner du crédit à de tels scénarios. En revanche la découverte des archives du président Yanoukovytch à Mejguirie, les communications interceptés entre les mercenaires russes et tchéchènes en Ukraine avec les services secrets de l'armée russe, ou encore les armes laissées par les terroristes russes à Sloviansk, ont révélé de façon tangible les liens étroits entre le précédent régime ukrainien et le Kremlin. Toutes ces preuves ont été publiées dans la presse ukrainienne.

P. V. : Quels sont les pays de l'OTAN et / ou de l'UE qui apportent à l'Ukraine de la « révolution de la dignité » le soutien le plus franc ? A l'inverse, quels sont les pays les plus réservés, voire ceux qui seraient prêts à jouer les « idiots utiles » du Kremlin ?

A. A. : D'une façon générale il n'y a que dix pays au sein de l'assemblée des Nations Unies qui aient soutenu la Russie sur l'annexion de la Crimée, des pays comme l'Ouganda ou la Corée du Nord.

Il y a un rapport évident entre l'indépendance énergétique et la liberté politique.

De même au printemps dernier l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a été très claire dans sa condamnation du régime de Poutine en excluant la Russie de tous ses organes décisionnels. Cela dit il y a un rapport évident entre l'indépendance énergétique et la liberté politique. Les Américains sont les plus clairs dans leur soutien au nouveau gouvernement ukrainien. Tandis que le gouvernement serbe a clairement affirmé le 6 juillet 2014 qu'en « raison de sa dépendance énergétique » il s'opposait à toute sanction à l'égard de la Russie. Et pourtant des pays comme la Pologne ou les pays Baltes savent qu'il vaut mieux trouver des alternatives au gaz russe que de céder sur la question du soutien à l'Ukraine, quitte à être moins bien chauffé durant l'hiver 2014-2015. Pour eux le combat des Ukrainiens est un combat pour l'avenir de l'Europe, pour l'avenir du modèle européen, pour l'avenir de valeurs comme la justice, la liberté et la vérité. Il est heureux que les Britanniques, malgré leur euro-scepticisme, soient très clairs également sur ce point. Leur combat contre le fascisme dans les années 1930-40 les a instruit qu'il vaut mieux être très honnête aujourd'hui, même si c'est douloureux, que victime demain.

P.V. : La France doit-elle livrer à la Russie les deux navires de guerre de classe Mistral, suite au contrat signé à l'époque de N. Sarkozy ? Sinon,

que faire ?

A. A. : Pour la raison que je viens d'exposer je m'oppose résolument à la livraison des deux navires de guerre par la France à la Russie. Comment la France en tant qu'Etat membre de l'OTAN peut-elle à la fois cesser toute coopération militaire avec la Russie comme elle l'a annoncé au mois de mars 2014 et en même temps donner à la Russie de la corde pour se faire pendre ? C'est juste impensable ! Sans parler du fait que la France a signé le Mémorandum de Budapest en 1994. La France a donné sa parole d'honneur à l'Ukraine qu'elle garantirait l'intégrité de ses frontières en contrepartie de sa dénucléarisation. Les diplomates français ont beau vouloir minimiser aujourd'hui ce document en expliquant qu'il ne s'agit que de « garanties négatives », ce type de discours est inutile. Car il ne convaincra personne. De plus il y a des solutions alternatives. L'OTAN pourrait acheter ces navires. Et pourquoi pas avec l'aide de certaines banques comme la BNP ? Dans le pire des cas, si le gouvernement français devait les vendre, il serait impératif que ne soit pas installé le suréquipement de pointe de ces navires.

En tous cas j'invite la diplomatie française à soutenir toutes les initiatives en faveur d'un règlement international du statut de la Crimée. Je compte organiser au mois d'octobre 2014 à Paris avec l'appui de plusieurs institutions une conférence qui traitera de ce sujet. Et j'invite tous les experts à se joindre à la proposition d'Arsène Yatséniouk qui consiste à promouvoir un nouveau référendum en Crimée, supervisé cette fois par l'Ukraine et par la communauté internationale, Russie comprise, qui permettrait aux Criméens de déterminer leur avenir en toute liberté.

P. V. : Pour l'évolution à venir de l'Ukraine, quelle différence faites-vous entre la fédéralisation (voulue par V. Poutine) et la décentralisation (préférée par le chef du gouvernement A. Yatséniouk) ?

A. A. : Dans un cas (la fédéralisation) la Russie demande à l'Ukraine ce qu'elle n'est pas prête de réaliser pour elle-même, c'est-à-dire une autonomisation de ses régions où les gouverneurs pourraient même avoir une action internationale.

Tandis que dans l'autre cas (la décentralisation) l'Ukraine propose la formation d'un Etat-nation où le pouvoir ne fonctionnerait pas uniquement du haut vers le bas, mais aussi de bas en haut puisque les préfets seraient remplacés par les présidents des conseils régionaux.

P. V : Faut-il envisager une forme de « finlandisation » de l'Ukraine ? Quels en seraient les contraintes et les avantages ?

A. A. : La « finlandisation » de l'Ukraine a été le modèle adopté par la communauté internationale lors de la signature en 1994 du Mémorandum de

Budapest par Boris Eltsine, Léonide Koutchma, John Major, Bill Clinton, puis par François Mitterrand et Jiang Zemin. L'Ukraine ne faisait partie d'aucune alliance, devenait neutre et même renonçait, pour la première fois dans l'histoire, à l'arme nucléaire. Ce modèle a manifestement échoué. J'expose dans mon livre les alternatives possibles aujourd'hui.

P. V. : A long terme, la Russie n'a-t-elle pas un intérêt stratégique à se rapprocher géographiquement de l'UE et à pouvoir faire plus facilement des affaires avec l'UE, via l'Ukraine ?

A. A. : Bien sûr ! Le mythe eurasiatique n'a de vérité que dans la mesure où la Russie se souvient de ses sources européennes.

P. V. : Quel est le véritable objectif de Maïdan et du gouvernement Yatséniouk : l'association ou l'adhésion à l'UE ? Quels seraient les pays de l'UE les plus réservés sur une adhésion de l'Ukraine à l'UE ? Quels seraient les pays les plus favorables ?

A. A. : Aujourd'hui il est question d'association avec l'Union européenne, et c'est déjà énorme pour les Ukrainiens. Ils ont un grand travail à réaliser pour parvenir à une association heureuse. Pour l'avenir je suis assez favorable aux thèses de Philippe Herzog sur une construction politique européenne à plusieurs cercles. Pour cela il faudrait que nous sortions de notre conceptualisme pseudo universel et égalitariste. La dynamique de la construction européenne se doit de respecter les espaces-temps de chaque nation.

Elle doit aussi se comprendre comme un échange de dons pour être profitable à tous et à chacun. Les Ukrainiens en particulier ont beaucoup à apporter à l'Europe. Il ne s'agit pas seulement d'un marché de 45 millions d'habitants et du plus grand pays d'Europe en superficie, où de plus tout est à construire. Les Ukrainiens ont aussi une culture très riche et chez certains un sens de l'humanité qui est passé par le feu du totalitarisme. Pour l'instant les Européens, minés par une forte vague de scepticisme à l'égard de la culture politique et économique moderne, sont incapables de voir tout ceci. J'espère qu'avec le temps, et grâce à la création d'une multitude de ponts qui vont s'établir dans les années à venir, nous serons en mesure de réaliser que l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne serait une véritable chance pour tous les Européens.

P. V. : Et l'OTAN : « N'en parlez jamais, y penser toujours » ?

A. A. : Je suis personnellement, comme Catherine Durandin, en faveur d'une réforme de l'OTAN. Nous entrons aujourd'hui dans une période extrêmement délicate où on ne pourra plus repousser au lendemain la question délicate de l'avenir de la sécurité européenne.

Mais il est clair que l'attitude du président Poutine est aux antipodes de ce qu'il faudrait faire pour favoriser de nouveaux rapports de confiance entre les anciens pays membres du bloc de Varsovie et les pays membres de l'OTAN. Après l'annexion (provisoire) de la Crimée en mars 2014, et la guerre hybride menée dans le Donbass, de plus en plus d'Ukrainiens veulent désormais, tout comme le gouvernement finlandais, faire partie de l'OTAN.

P. V. : Quelles différences faites-vous depuis le dernier trimestre 2013 entre l'approche des Etats-Unis et l'approche de l'Union européenne à propos de la crise ukrainienne ? Les réseaux républicains n'ont-ils pas dans une certaine mesure contribué à créer une situation géopolitique qui a contraint le président Obama - démocrate - à s'engager plus qu'il ne l'aurait voulu initialement ?

A. A. : Il y a une grande unanimité chez les Américains au sujet de l'attitude de fermeté à adopter à l'égard de la Russie. C'est ce que je tire de ma lecture de la presse américaine ou des déclarations d'Hillary Clinton qui n'a pas hésité à comparer Vladimir Poutine envahissant la Crimée à Adolphe Hitler annexant les Sudètes. Le président Obama n'a pas besoin des pressions de John McCain pour comprendre que Vladimir Poutine a menti par exemple sur « les hommes verts de Crimée » ou sur l'indépendance, affirmée par le Kremlin, des terroristes russes de Sloviansk à l'égard de la Russie. C'est peut-être parce que les médias américains comme le *Washington Post* ou le *New York Times* sont plus professionnels que les médias européens. A moins que ce ne soit en raison de la faible dépendance de ces médias américains à l'égard des multinationales commerçant en Russie ? Je me réjouis en tous cas que *Diploweb.com* soit en mesure de faire connaître mes propres analyses sur ce sujet et vous en remercie.

Copyright Juillet 2014- Arjakovsky-Verluisse/Diploweb.com

Plus

Antoine Arjakovsky, Russie - Ukraine. De la guerre à la paix ? (Paris, Parole et Silence, 2014)



Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? » (Paris, Parole et Silence, 2014)

Depuis le 21 novembre 2013 les événements s'enchaînent en ex-URSS à une vitesse et dans des proportions telles qu'ils menacent aujourd'hui le monde d'une nouvelle guerre froide. L'Ukraine s'est dans un premier temps révoltée contre un Etat corrompu et manipulé par la Russie au nom de son attachement à la civilisation européenne et aux valeurs de justice et de dignité. La Russie, se sentant menacée, a réagi en déclenchant une guerre de l'information sans précédent, en annexant la Crimée et en déstabilisant l'Ukraine orientale. L'Assemblée générale de l'ONU et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ont vigoureusement condamné l'agression du Kremlin. Mais en raison de l'oubli de la logique propre au mythe politique, une grande confusion règne au sein de l'opinion publique européenne. Quels sont, à la lumière de la mythologie politique, les vrais enjeux du conflit entre la Russie et l'Ukraine ? Quelles en sont les causes profondes ? Quelles conséquences cette guerre pourrait entraîner pour l'Europe et pour le monde ? Et surtout, comment retrouver le chemin de la paix ?

Voir sur le livre d'Antoine Arjakovsky, Russie-Ukraine : de la guerre à la paix ? » sur le site de l'éditeur

Notes

[1] en.odfoundation.eu/a/3632,report-destabilization-of-the-situation--n-the-south-of-ukraine-who-masterminded-the-sanguinary-events-in-odessa

[2] NDLR : Toute une école de la géopolitique accorde une large place à l'étude

des représentations.

[3] NDLR : La collaboration de la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe avec l'Etat soviétique ne doit pas faire oublier que des prêtres orthodoxes ont été déportés et martyrisés au goulag.

[Retour au Sommaire](#)

Russie et « Étranger proche » : retour sur une année dramatique

mardi 18 novembre 2014, par *Laurent CHAMONTIN*

L'auteur :

Écrivain et russophone, Laurent Chamontin est auteur de *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon, Éditions de l'Aube, 2014). Né en 1964, il est diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe.

Géopolitique et carte de la Russie. Le refus de l'accord d'association avec l'UE par V. Yanoukovitch le 21 novembre 2013 donnait le signal d'une crise diplomatique majeure avec la Russie. C'est aujourd'hui l'occasion pour Laurent Chamontin, auteur de *L'empire sans limites. Pouvoir et société dans le monde russe* (éd. de l'Aube), de revenir sur la situation particulière des pays de « l'Étranger proche ». Ceux-ci, devenus indépendants il y a presque un quart de siècle, doivent toujours compter avec un voisin russe incontournable et resté fort jaloux de sa prérogative impériale. Cependant, une lecture purement géopolitique de la crise ukrainienne ne suffit pas à rendre compte de cet épisode extrême : c'est aussi d'une crise de modernisation qu'il s'agit, qui pourrait bien opposer durablement une Russie conservatrice et une Ukraine révolutionnaire.

Avec une carte inédite réalisée par Charlotte Bezamat-Mantes, La Russie et son "Etranger proche".

CONSIDERONS successivement les Etats de « l'Etranger proche et leur grand voisin » (I), l'autre face du conflit : la question de la modernisation (II), enfin une crise à l'issue incertaine qui s'annonce durable (III).

I) Les Etats de « l'Etranger proche et leur grand voisin »

LA CRISE ukrainienne repose crûment la question de la marge de manœuvre dont disposent les pays de « **l'Étranger proche** », cette zone tampon qui, selon le dictionnaire russe de référence [1], se compose de **l'ensemble des quatorze anciennes républiques soviétiques non russes**.

A) « L'Étranger proche » : propagande impériale ou réalité stratégique ?

C'est à un objet étrange et fondamental que nous avons affaire avec ce discret oxymore : une trouvaille sémantique qui renvoie à un passé commun, et en même temps à la nostalgie du temps où la Russie était le centre d'un empire qui n'avait pas encore éclaté. Que le terme devienne proverbial au début des années 1990 dans la bouche du ministre russe des affaires étrangères n'est évidemment pas un hasard [2], alors que les forces centrifuges identifiées par H. Carrère d'Encausse en 1978 [3] finissent d'achever l'URSS.

Du fait de cet éclatement, il ne faut pas attendre de la notion d'Étranger proche qu'elle dise grand-chose de chacun des pays auxquels elle fait référence : que l'on considère la démographie, le niveau de développement économique ou la culture politique [4], c'est la disparité qui domine, des pays baltes à l'Asie centrale en passant par le Caucase, l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie.

Si l'on ajoute à cela la diversité des situations géopolitiques (influence chinoise à l'est, européenne à l'ouest, turque et iranienne au sud, et aussi, dans ce dernier cas, la pénétration islamiste [5]), on peut être tenté de se poser des questions sur l'intérêt qu'il y a à conserver cette expression dans le vocabulaire des relations internationales... au risque de méconnaître qu'elle a effectivement **un sens du point de vue russe** .

Il faut d'abord noter à cet égard que la disparition de l'URSS n'empêche nullement la persistance d'un espace relativement intégré qui s'enracine à la fois dans la géographie et dans l'histoire. Y contribuent le statut de *lingua franca* conservé par le russe et la présence de minorités russes dans toutes les républiques, mais aussi la rémanence du modèle politique russe, caractérisé par un État qui ne se reconnaît pas de responsabilités vis-à-vis de la société dont il émane, avec ce que cela entraîne : corruption, inefficacité, captation des ressources par des oligarques...

Y contribue également l'intégration économique de l'ancien espace soviétique, que ce soit par le biais des flux migratoires vers une Russie relativement riche par rapport à ses voisins, ou par celui des échanges de biens via des circuits et des infrastructures communes qui n'ont pas disparu, loin s'en faut.

La source de la crise actuelle n'est donc pas tant un supposé déterminisme géographique que la difficulté qu'il y a à dépasser les antagonismes et à établir avec le Kremlin une relation de confiance dans l'Étranger proche.

Il faut enfin mentionner - par exemple dans le cas des gazoducs biélorusses et ukrainiens - le rôle crucial des anciennes républiques dans le transit des exportations russes, inséparable d'une configuration géographique qui fait de la Russie une puissance continentale excentrée.

À l'issue de ce rapide survol, nous pouvons nous faire une meilleure idée de ce qui confère son unité à **l'Étranger proche : celui-ci apparaît comme la zone d'intérêts vitaux par excellence de la Russie, une zone dont la cohésion paradoxale est matérialisée par les multiples points d'appui que le Kremlin entretient loin de ses frontières**, du Kirghizstan et du Tadjikistan à Kaliningrad, en passant par l'Arménie et bien sûr la Crimée et la Transnistrie.

Il importe à ce point de souligner que « zone d'intérêts vitaux » et « zone d'influence exclusive » sont deux concepts tout à fait différents : en pratique, comme nous l'avons déjà relevé, les influences russes sont loin d'être seules à s'exercer dans l'Étranger proche - **c'est une autre manière de dire que l'URSS a disparu.**

De ce fait, si l'État russe, structuré à partir d'un centre isolé se projetant dans toutes les directions, connaît un problème très spécifique de contrôle de ses débouchés, il ne s'ensuit pas par exemple que le transit par les gazoducs ukrainiens doit nécessairement se traduire par l'assujettissement de l'Ukraine.

La source de la crise actuelle n'est donc pas tant un supposé déterminisme géographique que la difficulté qu'il y a à dépasser les antagonismes et à établir avec le Kremlin une relation de confiance dans l'Étranger proche. En contrepoint, l'accord signé en 1863 par la Belgique et les Pays-Bas pour assurer l'accès au port d'Anvers à partir de la mer du Nord, accès qui suppose de transiter par les eaux territoriales néerlandaises, paraît bien relever d'une autre sphère culturelle.

B) Russie et États de l'Étranger proche : une asymétrie structurelle

Il est commode pour explorer les facteurs qui entretiennent la défiance entre la Russie et ses voisins de commencer par un thème très riche, celui de la différence de taille et de statut entre celle-ci et ses voisins.

Il y a ici une asymétrie qui est pour partie inévitable, en premier lieu sur le plan stratégique : cohabitent d'un côté un pays-continent nucléarisé, pour qui l'option du repli sur soi reste toujours plus ou moins viable, et de l'autre des États qui, eux, ne peuvent ignorer leur puissant voisin ; c'est l'une des hypothèques qui pèse par exemple sur l'Union Économique Eurasiatique, dans laquelle l'égalité du Kazakhstan et de la Biélorussie avec leur partenaire russe peut difficilement être

autre que formelle, tant le poids de cette dernière est écrasant, surtout si on pense que la géographie l'interpose fatalement entre les autres membres.

Une passion bien russe pour le rang, qui conduit à évaluer en permanence « lequel est le plus fort ».

Cet état de fait complique d'autant plus l'instauration de la confiance que la Russie est actuellement en plein traumatisme post-impérial. Le recul de celle-ci en termes de puissance relative au XXI^e siècle, à l'issue de l'effondrement extrêmement brutal de l'URSS, ne la prédispose pas, c'est le moins qu'on puisse dire, à accorder spontanément sa considération à des États jeunes de taille plus restreinte que la sienne, d'autant que ceux-ci ont joué un rôle déterminant dans le processus d'éclatement de l'Empire. C'est le cas en particulier de l'Ukraine, qui pour ne rien arranger se trouve en compétition avec son voisin pour l'héritage symbolique de la Rus' de Kiev.

Cette conjoncture amère s'ajoute d'ailleurs à **une passion bien russe pour le rang, qui conduit à évaluer en permanence « lequel est le plus fort »**, à l'opposé du concept anglo-saxon de transaction « qui suppose une égalité sommaire entre les parties » [6]. Et, à ce jeu-là, la perception des diplomates du Kremlin est sans doute influencée par **une vision essentiellement militaire de la puissance : dans un État qui s'affirme beaucoup plus par sa force brute que par sa capacité à penser le développement de la société, il pourrait difficilement en être autrement**. En d'autres termes, même sans le contexte traumatique évoqué plus haut, la reconnaissance réelle des petits pays pose dans le cas russe une difficulté particulière [7] ; Staline, parlant du Vatican, disait déjà « Le Pape, combien de divisions ? » - un exemple qui illustre combien cette tendance peut pousser à la myopie, si l'on pense au rôle de l'Église en Pologne dans les années 1980.



Carte. La Russie et son "Etranger proche"

Carte et légende conçues par L. Chamontin, P. Verluise, C. Bezamat-Mantes. Réalisation C. Bezamat-Mantes. PDF en pied de page

II) L'autre face du conflit : la question de la modernisation

A) Le rôle essentiel des blocages de la société russe

Du côté de Moscou, cette disproportion en matière de taille et de statut se complique d'une imprévisibilité indissociable du caractère même de l'État : celui-ci, en effet, surplombe traditionnellement la société dont il émane et ne se reconnaît que difficilement des obligations vis-à-vis d'elle. Qu'une organisation de mères de soldats demandant des comptes sur la présence de combattants russes en Ukraine ait pu être classée « agent de l'étranger » par le Kremlin [8] en fournit un exemple qui est loin d'être isolé.

Autre illustration de la faiblesse des contrepoids démocratiques : **le véritable lavage de cerveau infligé aux spectateurs des grandes chaînes de télévision russes au sujet de l'Ukraine, que l'on peut sans exagération comparer à la propagande du temps de la Guerre de Corée, avec toutefois le style plus contemporain de la télé-poubelle.** Le délire sur les « fascistes », à mettre en regard de la déroute de l'extrême droite aux élections présidentielles ukrainiennes, est **rendu possible par un fonctionnement en vase clos typique de la société russe** [9] : l'isolement géographique vis-à-vis du reste du monde est pour le pouvoir un auxiliaire précieux dans son effort pour imposer sa vérité aux dépens de toute autre - et au mépris des faits.

L'action de Moscou en Crimée et en Ukraine a fonctionné « comme un mécanisme compensateur.

Il faut s'arrêter un peu plus sur cette volonté féroce de ne pas se laisser voler la vedette par la révolution ukrainienne ; celle-ci ne peut en fait se comprendre sans tenir compte du caractère profondément ambivalent de la population russe vis-à-vis de ses dirigeants, comme l'explique l'un des plus grands sociologues moscovites [10] : « La montée actuelle du patriotisme (...) ne peut s'expliquer sans la sensation très massive d'humiliation, de dépendance vis-à-vis des autorités, sans le sentiment permanent de discrimination, d'écrasement, d'arbitraire, d'impuissance et de haine vis-à-vis du pouvoir, d'irrespect et de haine. » **L'action de Moscou en Crimée et en Ukraine a fonctionné « comme un mécanisme compensateur.** Enfin le pouvoir agissait aux yeux de cette majorité comme il devait, pas moralement, mais comme il faut, 'en défendant les nôtres'. (...) Mais il n'est pas possible de construire un système de gouvernement durable sur cette base. Aux premiers signes de crise il commencera assez vite à se déliter. »

On ne saurait mieux mettre en évidence **les ressorts internes qui alimentent**

la fuite en avant du Kremlin, menacé par la faiblesse de sa légitimité fonctionnelle vis-à-vis d'une population à laquelle il peine à garantir « la santé, l'éducation, la gestion des infrastructures, l'ordre public [11] ». Avec l'annexion de la Crimée, c'est - si l'on peut dire - une forme de victoire morale que le pouvoir met en scène, qui permet d'enrayer l'érosion de la cote de popularité de V. Poutine, mise à mal par une stagnation économique qui se prolonge depuis la crise de 2008 [12]. Que le droit international fasse les frais de l'opération n'est pas perçu comme un problème, tant dans une société où les garanties juridiques ne signifient pas grand-chose, ce type de transgression fait partie des prérogatives des puissants.

B) Une crise qui ne survient pas par hasard sur la façade occidentale de la Russie

Du côté des États échappés à l'orbite de la Russie, ce voisin énorme et imprévisible suscite une méfiance inévitable, perceptible jusque dans les réactions des dirigeants du Kazakhstan ou de la Biélorussie, peu suspects de sentiments pro-occidentaux mais néanmoins réservés vis-à-vis des agissements russes en Crimée et dans le Donbass, autant que leur position le leur permet [13]. Cette méfiance vient d'ailleurs de recevoir un nouvel aliment avec l'instrumentalisation des minorités russes héritées de l'Empire à laquelle le Kremlin n'hésite plus à recourir.

La société russe poutinienne, alliage d'autoritarisme, de corruption et de stagnation économique, en regard duquel l'Occident fait toujours aujourd'hui figure d'Eldorado.

Cependant, au delà de cette constatation, les positions des pays de l'Étranger proche sont comme nous l'avons déjà relevé extrêmement variées : il y a les pays baltes, protégés par leur appartenance à l'OTAN ; l'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, où les régimes autoritaires prédominent, où la Russie doit faire preuve de prudence face à un partenaire chinois en position de force ; et il y a enfin une façade occidentale, avec des pays n'appartenant pas à l'OTAN, exposés cependant aux influences de l'Ouest.

Que les crises récentes surviennent dans cette dernière zone n'est assurément pas un hasard : au-delà des causes conjoncturelles et des menées américaines destinées à contester l'influence du Kremlin, l'antagonisme russe avec la Géorgie et l'Ukraine met en cause des populations qui, grâce à leur relative proximité avec l'Europe, sont à même de distinguer, derrière l'intention hégémonique bien

visible dans le cas russe, **le caractère répulsif du modèle de société, alliage d'autoritarisme, de corruption et de stagnation économique, en regard duquel l'Occident fait toujours aujourd'hui figure d'Eldorado.**

En dernier ressort, c'est à n'en pas douter cette contestation de la Russie en tant que modèle qui est à l'origine de la crise ukrainienne : les images du « retour de la Crimée dans le giron de la Patrie » ou d'un « mouvement pro-russe du Donbass » fortement suscité par Moscou ont pour fonction essentielle de **masquer au public russe** ce que l'éviction de V. Yanoukovitch ou les infortunes de députés véreux jetés dans des bacs à ordures pourraient fort bien lui rappeler : **qu'en Russie, autant qu'en Ukraine, la légitimité fonctionnelle des pouvoirs en place est des plus douteuses.**

Avec la fin de la Guerre froide et l'entrée des pays d'Europe centrale dans l'UE et l'OTAN, le Kremlin a perdu le premier glacis de cette « frontière épaisse [14] » qui le séparait de l'Ouest et de ses influences déstabilisatrices ; presque un quart de siècle après, avec l'Ukraine, c'est le second qui vacille, ce qui met l'État dans une véritable impasse : **on voit mal comment celui-ci, qui éprouve les pires difficultés à fédérer la société russe autour d'une vision d'avenir, pourrait en proposer une à ses voisins...** d'où une fuite en avant dans les certitudes rassurantes de la force armée, qui contribue à consolider à son encontre la cristallisation de l'identité ukrainienne.

III) Une crise à l'issue incertaine qui s'annonce durable

A) Russie : pas de retour en arrière, malgré les risques

Au total, le régime de V. Poutine semble pouvoir se reposer sur une certaine promesse de longévité, tant il bénéficie d'un réel soutien dans une population pour qui « démocratie » est surtout synonyme de « désordre ». On peut raisonnablement supputer que ce conservatisme foncier va perdurer tant que les générations qui ont connu à l'âge adulte l'URSS et le chaos des années 1990 resteront aux commandes, ce qui nous amène vers 2025, avant une éventuelle remise en cause.

Cependant, les fragilités mises en évidence ci-dessus pourraient devenir critiques, surtout si la crise économique s'approfondit. De ce point de vue, avoir sacrifié au bras de fer avec l'Ouest les quelques tentatives en cours de constitution d'un « soft power » russe a bien sûr un effet absolument négatif, que mesurent la chute du rouble comme la fuite des cerveaux et des capitaux. Il est difficile de prévoir ce qui pourrait arriver si l'économie russe, exposée à ces phénomènes ainsi qu'aux sanctions occidentales, ne permettait plus au pouvoir de garantir un niveau de vie minimum à la population ; il est cependant probable qu'encore une

fois l'exportation du chaos l'emporterait sur les remises en cause internes.

B) L'Ukraine est en situation difficile et n'a pas le droit à l'erreur

Le fait d'avoir tourné le dos à la Russie fait-il de l'Ukraine un pays occidental ?

Du côté ukrainien, il faut insister sur l'affirmation incontestable de l'identité nationale, dans la continuité de la déclaration d'indépendance de 1991 et de la révolution orange. Il faut noter également la consistance du mouvement révolutionnaire, mesurée par deux fois lors des élections présidentielles et législatives, sans toutefois oublier d'en pointer les incertitudes. Celles-ci sont décelables en particulier dans la faiblesse, peu relevée, des taux de participation à ces scrutins ; qu'il faille compter avec plus de 40 % de citoyens sceptiques ou passifs dans un contexte aussi dramatique dit assez que là aussi, l'État doit partir à la recherche d'une légitimité jusqu'à présent bien problématique - comme le signale sans doute la maladresse colossale de l'abrogation du statut de la langue russe en Crimée, qui a offert au Kremlin un prétexte en or pour intervenir.

Le défi à relever est de taille, dans la mesure où le modèle de pouvoir du monde russe est constitutif de l'héritage culturel de l'Ukraine.

Le défi à relever est de taille, dans la mesure où le modèle de pouvoir du monde russe est constitutif de l'héritage culturel de l'Ukraine [15] ; **le fait d'avoir tourné le dos à la Russie ne fait pas de celle-ci un pays occidental**, et elle se retrouve, certes avec l'aide de l'Ouest, à devoir tout inventer dans une aire où individu, propriété et contrôles institutionnels manquent de racines. Assurément, la messe n'est pas dite, d'autant que Kiev pourra compter, comme nous l'avons montré ci-dessus, avec l'hostilité vigilante d'un voisin incontournable, qui avec la création d'entités séparatistes dans le Donbass aura sans doute réussi à distraire de son influence l'une de ses régions les plus riches.

Conclusion : Pour l'Union européenne, l'occasion d'un réveil salutaire ?

C'est peu de dire que l'Union européenne a été prise à froid par la crise russo-ukrainienne ; le Narcisse post-moderne, l'hédoniste de la guerre à zéro mort imaginait paresseusement que les États post-soviétiques s'aligneraient à plus ou

moins long terme sur son mode de vie, d'autant que ses dépenses militaires étaient au plus bas et que l'OTAN s'était judicieusement abstenue d'installer des bases aux frontières de la Russie.

La redécouverte, à l'occasion de la signature d'un banal traité d'association, d'un militarisme que ni Seconde guerre mondiale, ni Guerre froide n'ont réussi à éroder n'en est que plus brutale et conduit à des réactions excessives de deux sortes. Schématiquement, il y a d'un côté ceux qui s'émeuvent légitimement du révisionnisme russe en matière de traités, et tendent un peu vite à agiter le spectre des accords de Munich ; ceci ne contribue pas à faire comprendre le contexte d'un conflit du XXI^e siècle, en vérité très différent de celui des années 1930 : une guerre larvée certes meurtrière, mais informée par les impératifs de la compétition médiatique, de plus limitée par la dissuasion nucléaire et la conscience d'interdépendances fort difficiles à remettre en cause ; on notera à ce sujet qu'aucune coupure de gaz n'est intervenue à cette date [16], et que la Russie reste membre du Partenariat pour la paix de l'OTAN.

D'un autre côté, certains prennent la défense de Moscou contre l'impérialisme américain, ce qui satisfait **un anti-américanisme dont J.F. Revel avait exploré les impasses** [17], et qui est devenu hors de saison dans le monde multipolaire ; cette position présente l'inconvénient d'occulter, avec la voix des Ukrainiens, la question incontournable de la modernisation de l'espace post-soviétique.

Cet objectif reste le seul susceptible de fédérer Union européenne, Ukraine et Russie - qui ne représenteront *ensemble* que 8 % de la population mondiale en 2050 [18] et devraient adapter leurs ambitions à cet horizon ; du côté de l'Europe, au-delà de la diminution de la dépendance vis-à-vis du gaz russe, la stabilisation de cet espace, comme d'ailleurs celle du monde arabe, est une priorité d'ordre stratégique, qui mériterait de primer sur la construction d'institutions supranationales à la légitimité problématique.

Copyright Novembre 2014-Chamontin/Diploweb.com

Plus

. La carte La Russie et son "Etranger proche" au format pdf



Carte. La Russie et son "Etranger proche"

Carte et légende conçues par L. Chamontin, P. Verluise, C. Bezamat-Mantes. Réalisation C. Bezamat-Mantes.

. Laurent Chamontin, *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon), Éditions de l'Aube, 2014

L'URSS a disparu à jamais, entraînant dans sa chute l'idéologie qui en faisait l'avant-garde éclairée du monde moderne. Pour autant, le passage à la démocratie et à l'économie de marché n'a pas produit les effets escomptés : les populations de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine peuvent certes voyager, surfer sur Internet ou acheter une voiture, mais leur position vis à vis de l'État demeure précaire, et il n'y a pas eu de décollage économique à la chinoise. Cet ouvrage rend ce paradoxe intelligible en mettant en évidence le lien, éclipsé un temps par le communisme, qui relie le monde russe actuel et la civilisation dont il est issu, où l'individu, pris dans la démesure du territoire, peine à trouver sa place.

Voir le livre de Laurent Chamontin, *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* sur le site des éditions de l'Aube

Notes

[1] Entrée « зарубезье », « Толковый словарь русского языка С. И. Ожегова », version en ligne <http://slovarozhegova.ru> (en russe).

[2] Sophie Tournon, « Retour sur le concept d'un Étranger proche russe », 15 décembre 2010, Regard sur l'Est, <http://www.regard-est.com/home/brev...> .

[3] Hélène Carrère d'Encausse, *L'empire éclaté*, Flammarion, 1978.

[4] En matière de culture politique, cf. les classements de « Nations in transit », freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2014#.VE0L9kvbkb8 .

[5] René Cagnat, « Où va l'Asie centrale ? Entre Chine, Russie et Islam », Diploweb, 1er juin 2014, <http://www.diploweb.com/Ou-va-l-Asi...> .

[6] Hedrick Smith, *The Russians*, Quadrangle / The New York Times Book Co., 1975, trad. française : *Les Russes - la vie de tous les jours en Union Soviétique*, Belfond, 1976.

[7] Développement inspiré par une réflexion de Jean-Marc Huissoud lors du Festival de Géopolitique de Grenoble (2014).

[8] lexpress.fr/actualite/monde/europe/russie-une-ong-de-meres-de-s-l-dats-russes-classee-agent-de-l-etranger_1571631.html

[9] Voir dans mon ouvrage la richesse inépuisable de ce thème.

[10] « Крымский эффект » (« L'effet Crimée »), Radio Svoboda, interview de Lev Goudkov et de Maxim Troudolyubov (Quotidien Vedomosti) avec la participation du député Vyatcheslav Nikonov (Russie Unie), 3 juin 2014,

levada.ru/03-06-2014/krymskii-effekt, traduction de l'auteur.

[11] Marie Mendras, Russie, l'envers du pouvoir, Odile Jacob, 2008.

[12] Voir l'évolution de la cote de popularité de V.Poutine sur levada.ru/29-1-2014/oktyabrskie-reitingi-odobreniya-i-doveriya

[13] Voir par exemple

bbc.co.uk/russian/international/2014/04/140422_belarus_lukashenko_ukraine_v
iew.shtml ou

lb.ua/news/2014/05/31/268423_nazarbaev_vsled_lukashenko_priznal.html

[14] Concept présenté par Sabine Dullin, La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques, 1920 - 1940, EHESS, 2014.

[15] Voir mon ouvrage à ce sujet.

[16] 10 novembre 2014.

[17] Jean-François Revel, L'obsession anti-américaine. Son fonctionnement, ses causes, ses conséquences, Plon, 2002.

[18] ONU, « World population prospects », 2010, in G. Chaliand, Vers un nouvel ordre du Monde, Seuil, 2010.

[Retour au Sommaire](#)

L'avenir des relations entre la Russie et la communauté euro-atlantique

samedi 7 février 2015, par *Igor DELANOË*

L'auteur :

Igor Delanoë est docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Nice-Sophia Antipolis. Ses recherches portent sur les questions de sécurité et de défense russe, les intérêts de la Russie en Méditerranée et au Moyen-Orient, ainsi que la flotte de guerre russe. Chercheur associé au *Harvard Ukrainian Research Institute* (université de Harvard). Il enseigne actuellement l'histoire au Collège universitaire français de Saint-Pétersbourg (Russie).

Géopolitique et géostratégie des relations Russie - Communauté euro-atlantique. Alors que les rencontres diplomatiques au plus haut niveau se succèdent, l'auteur met la crise en perspective et réfléchit à une issue. Le consensus transatlantique et les sanctions n'ont jusqu'à présent permis aucune avancée en vue de résoudre la crise ukrainienne. Elles ont au contraire contribué à raidir l'élite politico-militaire russe autour d'un discours nationaliste.

Pour Igor Delanoë, il convient ainsi de désidéologiser les rapports UE-Russie, et en ce sens, réengager le dialogue avec Moscou dans le cadre de l'UEE pourrait permettre de régénérer une relation usée par une décennie d'incompréhension et de méfiance.

LA CRISE ukrainienne marque un tournant dans les relations qu'entretiennent la Russie et la communauté euro-atlantique depuis 1991 [1]. La crise ukrainienne a induit une profonde crise de confiance entre l'Union européenne (UE) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'une part, et la Russie d'autre part, et questionne l'avenir de leur partenariat. A l'exception du champ de la coopération scientifique et culturelle, presque tous les autres domaines de coopération entre Moscou et ses partenaires occidentaux ont été atteints par la crise : l'économie, avec les sanctions, la coopération militaire, la diplomatie, réduite à ses canaux élémentaires, et même la coopération en matière de sécurité nucléaire, pourtant une des clefs de voûtes des relations américano-russes depuis la disparition de l'URSS [2]. La crise ukrainienne consacre l'échec de l'intégration de Moscou dans l'espace sécuritaire euro-atlantique tout en jetant la lumière sur

les incohérences de la politique européenne vis-à-vis de son voisinage oriental et l'incongruité de la politique d'extension de l'OTAN. Elle est le fruit d'une absence de gestion coordonnée entre Bruxelles et Moscou des différents défis posés par les pays du voisinage partagé [3] qui ont été le théâtre au cours des années 2000 d'une lutte à somme nulle pour l'influence entre Européens et Russes. Au-delà, la crise ukrainienne se déroule à un moment charnière pour l'identité des trois acteurs. L'UE doit faire face à la fois à une vague micronationaliste en Grande-Bretagne (Ecosse), en Belgique (Flandres) et en Espagne (Catalogne), et à des forces centrifuges avec les potentiels 'Brexit' et 'Grexit'. Alors que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) dirigée par l'OTAN depuis 2003 en Afghanistan s'est terminée en décembre 2014, le retrait du théâtre afghan repose avec plus d'acuité la question de la raison d'être de l'Alliance atlantique. La Russie semble pour sa part se tourner vers l'Asie et cherche à étoffer son partenariat non seulement avec Pékin, mais aussi avec Tokyo et Séoul. La crise ukrainienne et le fossé grandissant qui s'établit entre la Russie et la communauté euro-atlantique viennent ainsi catalyser un « pivot » asiatique russe amorcé dès le début des années 2010. Les incompréhensions entre Moscou et Occidentaux sont grandes, et la refondation des liens entre la Russie et la communauté euro-atlantique apparaît aujourd'hui comme un défi sécuritaire majeur et indispensable. Se pose ainsi la question de la nature des relations que souhaitent entretenir à l'avenir Russes et Occidentaux.

Restaurer la confiance : une étape indispensable

Les origines de la défiance

Peu après son arrivée au pouvoir en 2000 et avant les attentats du 11 septembre, Vladimir Poutine cherche à se rapprocher de l'UE et de l'OTAN, un choix qui ne s'en trouve que consolidé après les attaques du World Trade Center [4]. En 2002, le président russe tempère les réactions de son appareil sécuritaire au sujet d'une possible extension de l'Alliance aux pays Baltes, tandis que l'élargissement de l'UE à l'Est recevait un accueil neutre à Moscou [5]. Toutefois, l'idée d'insérer la Russie au sein d'un espace euro-atlantique élargi s'éloigne à partir de 2003 à mesure que surgissent des sujets de divergences avec Washington : retrait unilatéral des Etats-Unis du traité ABM (2002), invasion de l'Irak (2003), révolutions de couleurs en Géorgie (2003) et en Ukraine (2004), intégration des Etats baltes, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'OTAN (2004). A compter de la fin de la première moitié des années 2000, la sauvegarde du régime devient une priorité pour le Kremlin qui entend prévenir toute forme de soulèvement populaire du type de celui des révolutions de couleur.

Vladimir Poutine, qui considère que les intérêts de la Russie n'ont pas été suffisamment pris en compte par la communauté euro-atlantique, place alors son pays sur une trajectoire indépendante de celle de l'Occident, et en 2007, le président russe critique fermement l'ordre mondial post-Guerre froide dans son discours, depuis devenu célèbre, prononcé à Munich. Le conflit russo-géorgien d'août 2008 et la crise syrienne qui éclate en 2011 constituent encore des dossiers sur lesquels Russes et Occidentaux entretiennent des approches divergentes. En 2013, c'est encore l'absence de dialogue effectif entre Moscou et Bruxelles combiné à une approche à somme nulle au sujet de l'Ukraine qui a conduit à une crise grave qui consacre désormais une forme de « schisme russo-occidental » [6].

La crise ukrainienne consacre en outre l'échec d'une stratégie russe qui consistait, dans ses relations avec Bruxelles, à privilégier ses liens avec Paris, Berlin et Rome.

Au terme des années 2000, le Kremlin a opéré un glissement vers une conception westphalienne de l'ordre international, fondée sur la non-ingérence dans les affaires des Etats souverains ainsi que sur l'équilibre entre les puissances, tout en revendiquant une « sphère d'influence » dans son « étranger-proche », ce que la communauté euro-atlantique a toujours refusé de lui reconnaître [7]. Ce glissement a pu d'autant plus s'opérer que vu de Moscou, la Russie semble être assimilée par Bruxelles et Washington à un objet de politique étrangère plus qu'à un partenaire stratégique avec qui l'on traite d'égal à égal. La crise ukrainienne consacre en outre l'échec d'une stratégie russe qui consistait, dans ses relations avec Bruxelles, à privilégier ses liens avec Paris, Berlin et Rome. Conscient des limites de sa propre puissance, le Kremlin défend un ordre mondial polycentrique où il trouverait toute sa place en incarnant une voie alternative, celle de l'Eurasie, qui lui permet d'escamoter l'éternelle dialectique russe entre l'Occident et l'Orient, entre l'Europe et l'Asie. En ce sens, **le projet géopolitique porté par Vladimir Poutine d'Union économique eurasiatique (UEE), effective depuis le 1er janvier 2015**, évite à la Russie d'être satellisée par l'UE et par la Chine, tout en offrant à Moscou la possibilité de traiter d'égal à égal avec Bruxelles et Pékin.

Le sauvetage de l'Ukraine : une opportunité de coopération

Convaincu d'avoir perdu l'Ukraine avec la chute de Viktor Ianoukovitch, Moscou a procédé à l'annexion de la Crimée en mars 2014 : cette annexion constitue un symptôme et non une cause de la crise que traversent les relations russo-

occidentales. Il ne faut pour autant pas que les relations entre Moscou et l'Occident se réduisent à la crise ukrainienne, et que les sanctions ne deviennent un outil de politique étrangère occidentale vis-à-vis de la Russie. Le sauvetage de l'Ukraine pourrait constituer un champ de coopération entre Russes et Occidentaux et représenter une première étape vers la reconstruction de leurs relations.

L'Ukraine est au bord de la faillite économique : le PIB y a reculé de 8,2% en 2014, et les prévisions de la Banque Mondiale annonce encore une récession à -2,3% en 2015

Le temps joue contre l'Ukraine : les intérêts du pays ont depuis longtemps été sacrifiés sur l'autel de la bataille géopolitique que se livrent la Russie et la communauté euro-atlantique [8]. Pour autant, ni l'UE, ni le Kremlin, ne peuvent sauver à eux-seuls l'Ukraine. Le pays est au bord de la faillite économique : le PIB y a reculé de 8,2% en 2014, et les prévisions de la Banque Mondiale annonce encore une récession à -2,3% en 2015 [9]. Le Fond monétaire international (FMI) a accordé à l'Ukraine au mois d'avril 2014 une aide financière de \$17 milliards, elle-même suivie par une aide macrofinancière européenne de €3 milliards, plus une aide au développement de €8 milliards accordée par différentes institutions de l'UE [10]. Toutefois, l'entrée en vigueur de l'accord d'association économique signé en juin 2014 par Kiev et Bruxelles est prévue pour le 31 décembre 2015 [11], et elle devrait induire des coûts de mise en conformité avec les normes et réglementations européennes que l'Ukraine ne pourra que très difficilement assumer. Les réformes structurelles qui devraient être entreprises vont accroître sensiblement l'impopularité du gouvernement ukrainien et celle du président Petro Poroshenko, déjà fortement affaibli et attaqué sur son aile droite par les éléments guerriers les plus radicaux qui appellent à une victoire complète sur les séparatistes, et qu'incarne notamment le premier ministre Arseni Iatseniouk. Le gouvernement ukrainien né des décombres de Maïdan n'est ainsi pas à l'abri lui-même de faire face à un soulèvement populaire à court ou moyen terme. Au plan énergétique, un arrangement temporaire a été trouvé par Bruxelles, Moscou et Kiev pour pourvoir l'Ukraine en gaz jusqu'au 31 mars 2015. Toutefois, dès le 1er avril, les tensions risquent de reprendre autour du tarif payé par les Ukrainiens à Gazprom, sans compter que le pays est toujours lié jusqu'en 2019 par un accord gazier signé en 2009 avec la Russie [12].



L'Ukraine, une unité paradoxale menacée

Cliquer sur la vignette pour agrandir la carte. Réalisation :
Matthieu Seynaeve

Toutefois, le défi le plus délicat qui attend Kiev est celui de **ressusciter le projet de nation ukrainienne**. Cette nation est aujourd'hui en train de se construire contre la Russie, mais Moscou ne constitue pour autant pas le principal obstacle à la réalisation de ce projet. Le déficit d'élite politique en Ukraine représente en effet un défi bien plus sérieux. La nomination de ministres d'origine américaine, lituanienne et géorgienne dans le second gouvernement Iatseniouk symbolise l'incapacité du pays à faire émerger une élite politique indigène et non oligarchique [13]. La confiscation du pouvoir par des oligarques kleptocrates et corrompus avaient servi de terreaux à Maïdan dont les espoirs ont néanmoins dû être déçus par l'arrivée au pouvoir des nouvelles autorités ukrainiennes. Le chantier de la cohésion nationale est immense : il s'agit de refonder le lien entre le centre (Kiev) et les périphéries (les régions). La fracture entre l'Ukraine de l'Ouest, nostalgique des années polonaises (1921-1939), et celle de l'Est, ancrée au passé soviétique, est plus grande que jamais [14]. La faiblesse du pouvoir central ouvre la voie à la féodalisation de l'Ukraine, surtout à l'Est, où les milices privées et les bataillons financés par des oligarques se substituent à l'autorité publique. L'amnésie autour de la fusillade intervenue sur la place Maïdan le 20 février 2014, et qui a précipité la chute de Viktor Ianoukovitch, et autour de l'incendie de la maison des syndicats à Odessa au cours duquel quarante séparatistes ont péri, est porteuse de germes pour de futures dissensions. La solution de la fédéralisation de l'Ukraine, tant décriée par l'UE et Washington à l'été 2014 au prétexte qu'elle émanait de Moscou, apparaît pourtant aujourd'hui comme la moins pire des solutions pour tenter de conserver l'Ukraine continentale dans ses frontières actuelles.

Vers la reconstruction des relations la Russie et la communauté euro-atlantique

Echec et fin du Partenariat oriental ?

Le Partenariat Oriental (PO) est une initiative polono-suédoise lancée le 7 mai 2009

lors du sommet de Prague, et qui vise à accélérer l'association politique et économique avec les pays du « voisinage partagé ». Intervenant dans le contexte post conflit russo-géorgien d'août 2008 et suite à la crise gazière russo-ukrainienne de 2009, cette initiative doit aboutir à terme à l'établissement d'une zone de libre-échange approfondi et complet (ou *Deep and Comprehensive Free Trade Area*, DCFTA) mais n'inclus cependant pas de perspectives d'adhésion à l'UE [15]. Face à cette initiative, Moscou a mis en avant son projet d'intégration politique et économique, l'UEE. Il convient de souligner que la Suède, la Lituanie et la Pologne entretiennent tous, pour différentes raisons historiques, des relations compliquées avec la Russie, et que ces pays se sont retrouvés malgré cela depuis la fin des années 2000 à la tête de la principale initiative européenne en matière d'association politique et économique avec les Etats du « voisinage partagé » entre l'UE et la Russie. Dès lors, quelles pouvaient être les chances de succès d'une initiative polono-suédoise mise en œuvre sous présidence lituanienne et s'apparentant à un choix exclusif proposé à un Etat clef de la géopolitique russe comme l'Ukraine ? Le désintéressement de Bakou pour un plus grand rapprochement avec l'UE, le refus d'Erevan de signer l'accord d'association avec Bruxelles en septembre 2013 ainsi que la crise ukrainienne apportent une réponse partielle à cette question et signent l'échec du PO tout en étant symptomatiques de l'érosion du *soft power* européen.

Dans la perspective de reconstruire les relations entre la Russie et l'UE, il convient de réfléchir à des mesures préalables de confiance qui favorisent l'émergence des conditions nécessaires à la réactivation du dialogue bilatéral. A ce titre, une première étape pourrait consister en l'abolition du régime de visa qui permettrait une plus grande circulation des personnes entre la Russie et les pays de l'UE. La Russie s'est récemment déclarée favorable à la poursuite des négociations sur le sujet [16]. Une autre mesure consisterait à résoudre le double-standard concernant les minorités russes des pays Baltes. Les Russes, qui représentent environ 35% des 2 millions d'habitants de la Lettonie, environ 25% des 1,3 millions d'Estoniens et près de 6% de la population de la Lituanie ne disposent pas tous de la citoyenneté dans leur pays de résidence. En Lettonie, ce sont ainsi près de 270 000 personnes qui n'ont pas de citoyenneté, et ne peuvent donc pas voter et sont écartées de certains emplois, ce qui fait d'eux des citoyens de seconde zone [17]. Ce double-standard, tolérée par Bruxelles, alimente un profond mécontentement, si ce n'est un ressentiment, au sein de ces populations, tout en donnant du crédit aux discours des éléments russes les plus hostiles à l'UE.

'Neither foes nor friends' : la co-évolution comme modus vivendi

Depuis la « Maison commune européenne », appelée de ses vœux par Mikhaïl

Gorbatchev à la fin des années 1980, jusqu'au concept d'espace sécuritaire commun de Vancouver à Vladivostok qui émerge au début des années 1990, les tentatives d'intégrer la Russie et l'Europe au sein d'un même espace politique et sécuritaire se sont avérées infructueuses. De même, l'idée de « grande Europe », de Lisbonne à Vladivostok a échoué, et le « pivot russe » vers l'Asie entamé dès 2012, tout relatif qu'il puisse être, pourrait ainsi plutôt annoncer la « grande Asie », de Shanghai à Saint-Pétersbourg. Il n'est pas dans l'intérêt de l'UE de voir la Russie s'isoler : a minima, un tel scénario condamnerait l'Ukraine à l'instabilité, et ferait peser de fortes tensions sur l'équilibre sécuritaire européen tout entier. Si les relations entre Washington et Moscou semblent compromises au minimum jusqu'à la fin du mandat de Barack Obama, la situation paraît en revanche plus ouverte en ce qui concerne les relations entre les Européens et les Russes.

Une co-évolution : les deux acteurs entretiennent une compétition dans leur voisinage partagé, mais en même temps, ils sont conscients de leur interdépendance.

Il convient cependant de désidéologiser les rapports qu'entretiennent Moscou et Bruxelles, et que l'UE conçoive une relation qui ne vise pas à terme à changer le paysage politique en Russie en faveur de ses intérêts. Ce schéma, proche de celui qui caractérise les liens entre Pékin et Washington dans le Pacifique, s'apparenterait à une co-évolution : les deux acteurs entretiennent une compétition dans leur voisinage partagé, mais en même temps, ils sont conscients de leur interdépendance [18]. Le réalisme, substitué à l'idéologie, permet en outre de surmonter le potentiel crisogène inhérent à leur lutte pour l'influence. Travailler sur les éléments de convergences permettrait de plus de sortir de la logique actuelle de « perdant-perdant » qui favorise les puissances américaine et chinoise, et conduit à marginaliser Russes et Européens. Aujourd'hui, la Russie est le troisième partenaire économique de l'UE : elle reçoit 7% des exportations européennes et compte pour 11% des importations de l'Union. Toutefois, 63% du commerce entre la Russie et ses partenaires européens sont représentés par les exportations des hydrocarbures, ce qui déséquilibre profondément les rapports économiques tout en faisant émerger un immense potentiel de commerce encore largement inexploité [19]. L'interdépendance énergétique structure les relations entre les pays européens et la Russie : 39% du gaz naturel importé par l'UE vient des champs gaziers russes, tandis que 50% du revenu fédéral et 70% des revenus des exportations totales de la Russie proviennent du secteur énergétique [20]. Même si l'on assiste à un déclin de la demande gazière européenne, croire que

l'on pourra se passer à moyen et long terme du gaz naturel russe ou imaginer que l'on pourra le remplacer par le gaz naturel liquéfié (GNL) américain, relève du mythe [21].

Si Bruxelles et certaines capitales européennes rechignent à rouvrir les discussions avec le Kremlin dans un cadre bilatéral, **travailler avec l'UEE permettrait en revanche de rouvrir le dialogue avec la Russie dans un cadre multilatéral**. Ce serait en outre une reconnaissance explicite par l'UE de la capacité de la Russie à disposer de son propre mécanisme d'intégration régionale, et donc de transcender le jeu à somme nulle qui a jusqu'à présent prévalu dans les relations UE-Russie [22]. En matière sécuritaire, l'absence d'une architecture de sécurité euro-russe entretient une forme de logique de confrontations, dont le dossier le plus emblématique demeure celui du bouclier anti-missiles de l'OTAN (BMD). Le BMD dont des éléments de détection sont déployés en Turquie et dont les éléments intercepteurs sont en cours de déploiement en Roumanie, continue d'être perçu par Moscou comme un projet qui compromet la crédibilité de ses propres forces stratégiques. La création d'un centre de coopération conjoint pour la défense anti-missile, mis en œuvre par des spécialistes otaniens et russes, où les données d'alerte avancée pourraient être partagées, pourrait contribuer à diminuer sensiblement les tensions sur ce dossier. En outre, Moscou et la communauté euro-atlantique disposent d'une série d'intérêts sécuritaires convergents : la gestion de l'Afghanistan post-2014, la lutte contre le terrorisme international, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs composants, les questions de désarmement, la lutte contre les trafics illicites internationaux.

Conclusion

Si les relations entre Moscou et la communauté euro-atlantique ne doivent se réduire à la crise ukrainienne, il apparaît cependant difficile de refonder une relation de confiance en l'absence de résolution de ce conflit. Le chantier de la refondation des liens entre la communauté euro-atlantique et la Russie paraît cependant très vaste tant la défiance est aujourd'hui grande. Et pourtant, Russes et Européens ont plus à perdre qu'à gagner à s'affronter sur l'Ukraine. Oser de nouvelles propositions qui ne soient pas le plus petit dénominateur commun aux Européens et aux Américains pour sortir de l'impasse ne signifie pas rompre la solidarité occidentale. Le consensus transatlantique et les sanctions n'ont jusqu'à présent permis aucune avancée en vue de résoudre la crise ; elles ont au contraire contribué à raidir l'élite politico-militaire russe autour d'un discours nationaliste. Il convient ainsi de désidéologiser les rapports UE-Russie, et en ce sens, réengager le dialogue avec Moscou dans le cadre de l'UEE pourrait

permettre de régénérer une relation usée par une décennie d'incompréhension et de méfiance.

Copyright Février 2015- Delanoë/Diploweb.com

Plus

. Voir sur le *Diploweb.com* tous les articles et toutes les cartes à propos de la Russie.

Notes

[1] Par communauté euro-atlantique, nous entendons l'ensemble formé par les Etats membres de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique. Cet ensemble forme un groupe d'Etats qui, avec toutefois des nuances qu'il ne faut pas sous-estimer, a adopté une posture relativement homogène vis-à-vis de la Russie sur le dossier ukrainien.

[2] "Russia ends US nuclear security alliance", The Boston Globe, 19 janvier 2015.

[3] Biélorussie, Moldavie, Ukraine, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan.

[4] Dmitri Trenin, "Russia's Breakout from the Post-Cold War System. The Drivers of Putin's Course", Carnegie Paper, Moscou, décembre 2014, p. 7.

[5] Jeffrey Mankoff, "US-Russian Relations. The Path Ahead After the Crisis", Potomac Paper, n° 22, décembre 2014, p. 8.

[6] Thomas Gomart, "Les conséquences du schisme russo-occidental", Revue des Deux Mondes, février 2015, pp. 69-84.

[7] "U.S. rejects 'sphere of influence' for Russia", The New York Times, 7 février 2009.

[8] Igor Delanoë, « Les enjeux de la crise ukrainienne en mer Noire », Revue internationale et stratégique, Iris, n° 96, hiver 2014, pp. 39-47.

[9] Voir le site de la Banque Mondiale : <http://www.worldbank.org/en/publica...>

[10] Jeffrey Mankoff, "US-Russian Relations. The Path Ahead After the Crisis", art.cit., pp. 26-27.

[11] Les négociations entre l'Ukraine et l'Union européenne au sujet du DCFTA ont débuté en 2008. L'Ukraine a finalement signé le 27 juin 2014 le dernier volet économique de l'accord d'association qui prévoit la mise en place d'une zone de libre-échange avec l'UE au 31 décembre 2015. Le volet politique de l'accord a pour sa part été signé le 21 mars 2014.

[12] Aux termes de cet accord, Kiev s'est engagé jusqu'en 2019 à acheter annuellement 52 milliards de mètres cube (mmc) de gaz naturel à un prix alors fixé à \$500 pour 1 000 mètres cube. Cet accord est assorti d'une clause selon laquelle l'Ukraine paye pour le volume, qu'elle le consomme ou non ; il s'agit de la clause « take it or pay for it anyway ». Kiev dispose d'une marge de manœuvre de l'ordre de 20%, et s'est donc engagée à acheter à Gazprom au minimum 41,6 mmc par an. "Gazprom insists Ukraine pay for 80% of contracted gas", Ria Novosti, 12 janvier 2012.

[13] L'américaine d'origine ukrainienne Natalie Ann Jaresko a été nommée ministre des Finances. Alexandre Kvitachvili, géorgien d'origine ukrainienne, a été nommé ministre de la Santé. Enfin, Aivaras Abromavičius, lituanien d'origine ukrainienne, a reçu le portefeuille de ministre de l'Economie et du Commerce.

[14] Philippe Moreau Defarges, "Séparatismes européens, collusion et/ou collision", in Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, Ramses 2015, Paris, Dunod, Ifri, 2014, p. 214.

[15] Dominik Tolksdorf, « Le Partenariat Oriental de l'Union européenne », in Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, Ramses 2015, op. cit., p. 222.

[16] « Abolition des visas Moscou prêt à reprendre le dialogue avec l'UE », Ria Novosti, 15 janvier 2015.

[17] "Disquiet in Baltics over sympathies of Russian speakers", Reuters, 23 mars 2014.

[18] Ivan Krastev, Mark Leonard, « The New European Disorder », European Council on Foreign Relations, n° 117, novembre 2014, p. 6.

[19] Igor S. Ivanov (Ed.), Perspectives and Challenges for Building Greater Europe, Russian International Affairs Council, Moscou, Spetzkniga, 2014, p.15.

[20] Marie-Claire Aoun, "La Russie et l'Union européenne. Y a t'il encore un avenir pour un partenariat énergétique ?", in Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, Ramses 2015, op. cit., pp. 136-137.

[21] Voir sur le GNL, Leonardo Maugeri, "Falling Short : a Reality Check for Global LNG Exports », Discussion Paper, Harvard Belfer center for Science and International Affairs, n° 11, décembre 2014, 44 pages.

[22] Ivan Krastev, Mark Leonard, « The New European Disorder », art. cit., p. 7.

[Retour au Sommaire](#)

Russie - UE : L'économie peut-elle venir au secours de la diplomatie ?

dimanche 15 février 2015, par *Julien VERCUEIL*

L'auteur :

Julien Vercueil est maître de conférences de sciences économiques à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales de Paris (INALCO) où il enseigne l'économie des États post soviétiques. Il est directeur de recherches au Centre de Recherches Europe Eurasie de l'institut et rédacteur en chef adjoint de la « Revue de la Régulation ».

L'auteur présente d'abord un tableau très éclairant des causes de la crise économique en Russie. Puis il s'interroge sur les opportunités que l'économie pourrait offrir pour sortir de l'impasse diplomatique des relations Russie - UE sur fond de guerre en Ukraine.

L'ÉCONOMIE de la Russie commence l'année 2015 en difficile posture. Depuis 2012, la croissance montrait des signes d'essoufflement. Celui-ci a été confirmé en 2013 avec un taux de croissance à peine supérieur à 1 %, loin des ambitions de l'exécutif [1]. **L'année 2014 devait être celle du redressement : elle aura été celle du basculement dans la crise.** Les résultats préliminaires font apparaître une stagnation du PIB en 2014, tandis que le rouble cédait plus de 40 % vis-à-vis du dollar, diminuant d'autant la valeur en dollars du PIB de la Russie [2]. L'inflation a doublé et dépasse désormais les 11,5 % en rythme annuel. Les taux d'intérêts sont montés à des niveaux tels qu'ils découragent désormais l'investissement privé. Les arrêts et suspensions d'activité, les licenciements et le chômage partiel ont commencé à toucher des secteurs clés, comme la construction et la production automobile. Sapée par la stagflation, l'incertitude et la baisse du pouvoir d'achat, la demande domestique a cessé de croître à l'automne 2014. L'indice de confiance des ménages a décroché à partir du troisième trimestre 2014 et atteint désormais ses niveaux les plus bas depuis 2009. Seul dans ce contexte, le solde extérieur s'est redressé. Cela est lié au décrochage des importations, plus abrupt que celui des exportations sous l'effet du tassement de la demande intérieure, à la dégringolade du rouble et à l'interaction sanctions-contre sanctions.

Les causes de la crise économique doivent être soigneusement démêlées

Pour l'essentiel, les sanctions occidentales dans le cadre de la crise ukrainienne ne sont intervenues que fin juillet 2014. Elles ont ciblé le refinancement à moyen et long terme des principaux acteurs publics des secteurs financier et pétrolier et les transferts de technologies vers le complexe militaro-industriel et vers les industries d'exploitation pétrolière et gazière. **Elles ne peuvent être la cause des phénomènes qui sont apparus au premier semestre** : atonie de la consommation des ménages et déclin de l'investissement des entreprises, accélération brutale (un doublement en rythme annuel) des fuites de capitaux, effondrement des investissements directs étrangers (-40 % de janvier à juin 2014). A partir de septembre 2014, en revanche, elles ont joué un rôle de catalyseur des difficultés financières des « majors » des secteurs bancaire et des hydrocarbures endettés en devises, qui avaient besoin de renouveler leurs emprunts.

Dans sa dimension systémique, la crise économique subie actuellement par la Russie s'explique par des facteurs qui ne sont pas liées aux sanctions.

Indirectement, **les sanctions occidentales ont également contribué au gel de nombre de projets d'investissement ou d'exportation vers la Russie en accélérant le retrait des établissements financiers occidentaux**, qui ont préféré le risque de « surconformité » aux réglementations occidentales plutôt que s'exposer aux effets de la « jurisprudence BNP » [3]. Mais dans sa dimension systémique, la crise économique subie actuellement par la Russie s'explique par des facteurs qui ne sont pas liées aux sanctions. Ces facteurs sont les suivants.

. La cause profonde est **l'absence de politique de modernisation économique en Russie depuis quinze ans**. De 1999 à 2008, le pouvoir s'est contenté de surfer sur la vague montante des prix du pétrole, sans lutter systématiquement contre **la polarisation croissante de l'économie autour des secteurs rentiers** des hydrocarbures et de la haute finance. En prenant le contrôle des principaux acteurs de ces deux secteurs (les cinq principales banques, le premier producteur de gaz et les principaux producteurs de pétrole hormis Lukoil, sont des entreprises dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement), l'État s'était pourtant donné les moyens d'une telle politique. Mais au lieu de la mener à bien, il a contribué à l'amplification et à l'extension aux finances publiques de cette sur-dépendance. Les recettes des budgets locaux et fédéraux ont

progressivement dépendu pour moitié des revenus du secteur énergétique. Les dépenses sociales puis militaires, principales bénéficiaires de l'accroissement du budget de l'État, doivent l'essentiel de leur augmentation entre 1999 et 2008 à la multiplication par 15 des prix du pétrole durant cette période.

. Un premier facteur déclencheur est **l'élévation du niveau d'incertitude géopolitique et stratégique provoquée par l'annexion de la Crimée en mars 2014**, puis le conflit militaire dans le Donbass à partir de mai-juin 2014. Ce climat de conflit a immédiatement exercé un effet de gel sur les courants d'affaires entre l'Europe occidentale et la Russie. Les fuites de capitaux sont principalement le fait d'acteurs économiques russes qui préfèrent placer leurs économies en devises fortes, si possible au delà du rayon d'action d'un pouvoir politique aux décisions jugées imprévisibles. La conjoncture se dégradant, la région apparaît aux entreprises comme une économie de plus en plus risquée produisant des rendements de plus en plus faibles. En conséquence, son attractivité s'effondre. Début août 2014, les contre-sanctions économiques russes à l'égard des pays occidentaux illustrent et aggravent à la fois l'incertitude concernant la politique menée par la Russie. Elles pénalisent les consommateurs russes, en diminuant la diversité et en renchérissant les prix des produits alimentaires (épargnant partiellement les boissons alcoolisées, laissées à l'écart des mesures de rétorsion) [4]. En même temps, elles ont stimulé les comportements d'adaptation de la part des acteurs russes et étrangers, sous forme de maquillage ou de contrebande, exploitant les failles du contrôle administratif et les occasions de corruption. En accélérant l'inflation, l'embargo sur les importations alimentaires a alimenté la défiance progressive de la population envers le rouble, qui a éclaté au grand jour en décembre 2014 sous l'effet d'autres événements.

La **forte chute des cours mondiaux du pétrole** à partir de septembre 2014 est un facteur aggravant. Elle achève de démentir les prévisions optimistes de nombre d'économistes proches du pouvoir en Russie, pourtant infirmées par le simple raisonnement économique et par les données statistiques qui remontent mois après mois du terrain. Divisant par deux le montant des recettes en devises récoltées par les exportateurs de pétrole et de produits pétroliers, **cette chute réduit la base sur laquelle repose la stabilité macroéconomique en Russie**. Elle fragilise la situation financière des grandes compagnies énergétiques qui se sont lancées depuis plusieurs années dans d'ambitieux plans de conquête, financés par un endettement en dollars avec pour garantie implicite la poursuite de bénéfices substantiels qui ne peuvent être engrangés que si les cours du pétrole sont suffisamment élevés. A 60 dollars le baril, cette garantie s'affaiblit et la charge financière de l'endettement en devises s'alourdit dans le résultat

comptable. Il devient alors d'autant plus important que le taux de change du rouble ne cède pas de terrain face au dollar.

Or c'est précisément ce moment que choisit la Banque centrale de Russie pour annoncer la fin du soutien inconditionnel au taux de change du rouble, qui commence à mordre sérieusement sur ses réserves en devises, lesquelles ne se reconstituent plus à un rythme aussi élevé qu'auparavant. Les autorités monétaires affichent ainsi une confiance excessive dans leur capacité à piloter le taux de change non plus directement par des interventions sur le marché des changes, mais indirectement, via le contrôle de l'inflation. Dans le contexte de l'accélération de l'inflation provoquée par l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux, **cette politique n'est pas crédible**, quel que soit le niveau des réserves de change. Du fait de la libre circulation des capitaux à court terme qui a cours en Russie depuis 2006, la sanction est immédiate : à partir de septembre 2014 la chute du rouble s'accélère par à-coups. On assiste même à un mouvement de panique le 16 décembre 2014, durant lequel les particuliers se précipitent dans les bureaux de change pour convertir leurs roubles en dollars ou en euros, contribuant à la chute du change de 20 % en un jour et forçant la Banque centrale de Russie à relever son taux directeur au niveau prohibitif de 17 %.

Les paramètres critiques pour les perspectives économiques de la Russie

L'effondrement de son taux de change appauvrit [la Russie](#). Mais il protège aussi son économie de la concurrence de certaines importations, notamment dans l'industrie des biens de consommation. Les discussions se développent en Russie sur les nouvelles possibilités de substitution aux importations et certains secteurs ont déjà montré des capacités de rebond dans le nouveau contexte concurrentiel. La dépréciation rend également les prix de ses actifs plus attractifs pour les investisseurs étrangers, dont le pouvoir d'achat en devises sur le territoire russe a presque été multiplié par deux en un an. Pour tenter de dessiner le devenir possible de la trajectoire économique de la Russie, il faut s'interroger sur les principaux paramètres qui la gouvernent.

Le modèle de croissance de l'économie russe n'a pas changé : il repose toujours sur la capacité de l'économie à tirer bénéfice d'entrées importantes de devises grâce à des cours élevés des matières premières exportées.

Lors de la précédente chute du taux de change, en 2009, le PIB de la Russie avait

connu un plongeon de 8 %, puis avait rapidement rebondi. Ce rebond avait été tiré par la remontée des prix des matières premières, qui avaient retrouvé en quelques mois des niveaux proches de ceux précédant la crise des *subprimes*. Le modèle de croissance de l'économie russe n'a pas changé depuis lors : il repose toujours sur la capacité de l'économie à tirer bénéfice d'entrées importantes de devises grâce à des cours élevés des matières premières exportées, nourrissant en retour les dépenses publiques, la demande intérieure, les importations et les investissements directs étrangers. **L'inertie du modèle de croissance russe implique qu'à court terme, le seul changement susceptible de donner une impulsion significative à l'économie serait le retournement des deux principaux facteurs conjoncturels de crise évoqués plus haut : les cours mondiaux du pétrole et la situation géopolitique.**

Les cours du pétrole

Début 2014, personne n'envisageait une chute aussi rapide des cours du pétrole au cours du deuxième semestre. A posteriori toutefois, celle-ci peut s'expliquer : la croissance mondiale de la demande a davantage ralenti que prévu, la Chine et l'Europe occidentale ayant largement contribué au tassement des volumes demandés ; les évolutions technologiques et législatives qui ont fait de l'Amérique du Nord un important contributeur à la croissance de l'offre de pétrole sur les marchés mondiaux, ont exercé leurs effets plus rapidement que prévu ; la décision de l'Arabie Saoudite de résister aux pressions de l'OPEP pour limiter les volumes exportés n'était pas non plus aisément prévisible ; la production en Russie, premier producteur et exportateur mondial de pétrole avec l'Arabie Saoudite, a augmenté en 2014, contribuant au gonflement de l'offre, tandis que les nouveaux gisements (dont le méga-gisement de Kachagan, au Kazakhstan) passent progressivement en phase de production un peu partout dans le monde, ce qui laisse anticiper une poursuite de la croissance des volumes exportables ; les marchés mondiaux d'hydrocarbures, extrêmement financiarisés, amplifient la volatilité des cours, à la hausse comme à la baisse. Dans ce contexte hautement instable, nous nous bornerons à **envisager quelques scénarios-cadres d'évolution des cours du pétrole** pour estimer leur influence potentielle sur l'économie de la Russie.

Si les cours mondiaux du pétrole retrouvent un niveau moyen de 90 dollars en 2015, l'injection supplémentaire de devises dans l'économie russe par rapport à la situation actuelle sera de 100 à 130 milliards de dollars, soit près de 10 % du PIB au taux de change courant. Cette manne permettrait de limiter les effets du choc négatif de demande interne lié à la chute du rouble et aux anticipations négatives concernant la situation géopolitique.

En revanche, **s'ils se maintiennent sur l'année au niveau atteint fin janvier 2015 (soit environ 50 dollars le baril)**, voire s'il chute encore, l'impact de la dégradation conjoncturelle interne ne sera pas compensé par un regain de recettes en devises, même s'il l'on tient compte de la chute du rouble [5]. L'insuffisance de recettes fiscales qui en résultera peut dépasser 10 % du budget, rendant beaucoup plus difficile le soutien à l'économie, les deux fonds souverains constitués lors de la période de croissance des cours étant déjà partiellement mobilisés [6]. **Dans ce scénario, l'ampleur de la chute du PIB en 2015 peut atteindre, voire dépasser celle de 2009.**

La situation géopolitique

Deuxième paramètre fondamental pour la situation macroéconomique de la Russie, la situation géopolitique est tout aussi impossible à prédire. La complexité des interactions entre l'évolution de la situation sur le terrain et le cours des négociations entre chancelleries est telle que, pas plus que pour les cours du pétrole, il n'est raisonnable de se prononcer sur des probabilités associées à tel ou tel scénario. Dans une étude publiée à l'automne 2014, nous avons simulé les effets sur l'économie russe de l'évolution de la situation géopolitique au travers de trois scénarios de base (scénario 1 : apaisement militaire obtenu par la négociation et l'ouverture de portes de sorties diplomatiques aux belligérants, décrue progressive des tensions entre la Russie et les pays de l'OCDE ; scénario 2 : enlisement de la situation actuelle, sans dégradation militaire marquée ouvrant la voie à de nouvelles mesures diplomatiques ; scénario 3 : nouvelles déflagrations militaires provoquant un regain de tensions diplomatiques et des mesures de rétorsions de type économique entre les pays concernés). A prix du pétrole constants - et élevés par rapport à la situation prévalant début 2015 -, ces scénarios se traduisaient par des écarts de croissance du PIB sur 2015 de 6 % (-3 % à +3 %) entre les deux scénarios extrêmes [7].

Mais ces simulations ne tenaient pas compte de la chute des prix des hydrocarbures, intervenue par la suite et de celle, corrélative, du taux de change du rouble. Compte tenu de ces deux événements, de leur impact macroéconomique et des corrections de politique économique qu'ils induiront en 2015, les estimations précédentes doivent être corrigées **à la baisse**. La dégradation du moral des ménages russes, mesurée par les enquêtes récente de *Rosstat* [8], montre d'ores et déjà une situation proche de celle de 2008-2009. Il devient impératif de restaurer un climat de confiance dans l'économie, pour éviter une période prolongée de dépression économique qui aurait des effets sociaux et politiques délétères. Les conseillers économiques de Vladimir Poutine en sont désormais conscients.

Comment restaurer la confiance ? Des pistes pour une coopération post sanctions

Restaurer la confiance implique d'abord de **stopper la dégradation actuelle de la situation géopolitique, puis d'en réparer les dégâts sur le climat d'investissement**, lesquels sont devenus considérables. Au delà du très court terme, qui est du ressort des diplomates et non des économistes, ceci suppose de **trouver un accord sur l'Ukraine qui mette un terme définitif aux sanctions et contre-sanctions**.

L'une des faiblesses de l'Union européenne dans sa position de négociation actuelle est l'absence de stratégie post-sanction. Il paraît pourtant évident que pour que l'apaisement dure dans le temps, il faut qu'il soit complété par un nouveau cadre institutionnel, capable de relancer les relations économiques entre l'Union européenne et la Russie. Il faut se souvenir à ce propos que ce sont les inquiétudes de la Russie quant aux conséquences d'une évolution non souhaitée par ses dirigeants de ces relations économiques dans son « étranger proche » - l'extension du cadre normatif de l'Union européenne à l'Ukraine par le biais de l'accord de libre échange complet et approfondi (ALECA) - qui ont alimenté les hésitations [9] du Président ukrainien de l'époque, Victor Ianoukovitch, lesquelles ont conduit aux rassemblements de Maidan suivis des événements dramatiques que l'on sait. Il faut donc apporter une réponse concrète et stabilisatrice à ces inquiétudes, pour éviter de sortir d'une impasse pour tomber dans une autre. Comment ?

Dans le domaine économique, deux voies mériteraient d'être explorées. La première concerne les relations de l'Union européenne (UE) avec l'Union Économique Eurasienne (UEE). En dépit de ses insuffisances de construction et bien qu'il ne soit pas encore abouti du point de vue institutionnel, l'établissement formel, en janvier 2015, de l'UEE donne l'occasion d'établir de nouvelles relations à ce niveau et de dépasser ainsi dans plusieurs domaines le climat actuel de confrontation. Plusieurs sujets d'intérêt commun pourraient être traités à ce niveau : accords commerciaux préférentiels (la fameuse « zone de libre échange de Lisbonne à Vladivostok » proposée un temps par Vladimir Poutine) ; renforcement des coopérations dans les projets d'infrastructures logistiques terrestres Europe-Asie (des projets et des réalisations existent déjà, qui sont portés par des institutions différentes : TRACECA, CAREC [10], BERD, Banque Eurasiatique de Développement) ; programmes d'amélioration la gestion des villes, de l'efficacité de l'administration publique et de la lutte anti-corruption ; développement des coopérations plurilatérales dans le domaine universitaire et de recherche ; programmes pluriannuels communs de modernisation des

infrastructures et d'accroissement de l'efficacité énergétique. Dans tous ces domaines, les besoins en investissement sont immenses dans l'ensemble de la région eurasiatique et particulièrement à l'Est. Compte tenu des effets externes qui leur sont associés, **l'échelle pertinente de traitement de ces projets est plurilatérale et non bilatérale**. En acceptant d'ouvrir ces chantiers communs, l'UE et l'UEE jetteraient les bases d'une coopération économique continentale, ouverte à des partenaires non membres en Europe du Sud Est et en Europe du Nord, mais aussi dans le Caucase et l'Asie centrale, ainsi qu'à la Turquie. Ils ouvriraient d'immenses perspectives pour la relance de l'investissement et d'amélioration de l'équipement des territoires, dont les retombées seraient systémiques non seulement pour la Russie, mais aussi pour l'Europe occidentale.

Deux secteurs cruciaux doivent cependant être exclus de ce format plurilatéral, du fait que la Russie et ses partenaires ne les ont pas intégrés à leurs programmes de coopération au sein de l'UEE. C'est en particulier le cas de la production et de la distribution énergétique et les questions financières. Cette limitation n'implique nullement que ces deux secteurs doivent être écartés des projets de coopération renforcée, mais qu'ils resteront, tant que l'UEE ne sera pas davantage approfondie, du ressort des relations bilatérales. Dans ces deux domaines, l'objectif devrait être de **créer les conditions d'une réduction des vulnérabilités associées aux interdépendances**. Dans le domaine de l'énergie, la vulnérabilité des fournisseurs de gaz aux dépenses englouties dans les systèmes de transport (les réseaux de gazoducs et, dans une moindre mesure, les installations de stockage) constitue le pendant de celle des distributeurs vis-à-vis d'une réduction non anticipée des volumes servis. Dans le domaine financier, ce sont les modalités de l'interconnexion des réseaux bancaires et financiers entre l'Est et l'Ouest de l'Europe qu'il faut redéfinir de manière à limiter la volatilité des marchés financiers et la vulnérabilité des secteurs bancaires nationaux à des chocs financiers exogènes, à la hausse comme à la baisse. De ce point de vue, les coopérations envisageables pourraient viser la coordination des politiques monétaires et financières dans l'ensemble eurasiatique, dans l'objectif de limiter les effets des mouvements spéculatifs sur les marchés des changes.

Le dépassement de la situation actuelle suppose non seulement de prendre conscience des pertes potentielles d'une prolongation du conflit en Ukraine, mais aussi des nouvelles possibilités qui s'offriraient aux partenaires dans le cas d'un changement durable dans la nature des relations entre la Russie et l'Union européenne. Il est impératif de trouver rapidement des portes de sortie aux parties prenantes du conflit ukrainien, tout en préparant l'après sanctions. Les autorités russes sont conscientes des risques d'aggravation de la situation économique portés par un *statu quo* diplomatique. De leur côté, les autorités

européennes savent qu'elles n'ont aucun intérêt à ce que la Russie plonge brutalement et durablement dans la crise. Tout comme durant l'immédiat après guerre, l'économique peut venir au secours de la diplomatie pour contribuer à allonger l'horizon des décisions politiques et sortir de la loi du talion.

Certes, il ne faut pas se bercer d'illusions et minorer les oppositions qui ne manqueront pas de s'élever contre la conduite d'un agenda économique ambitieux le long des lignes qui viennent d'être évoquées ou d'autres lignes similaires. Mais il serait bien plus naïf et plus dangereux de croire que la solution au conflit actuel en Ukraine puisse reposer sur l'affaiblissement économique de la Russie ou sur un basculement du rapport de force militaire sur le terrain.

Manuscrit achevé le 3 février 2015

Copyright Février 2015-Verceuil/Diploweb.com

Notes

[1] Au printemps 2012, Vladimir Poutine fixait l'objectif de croissance du PIB durant son mandat de président à 6 % par an.

[2] Le PIB de la Russie estimé fin janvier 2015 par Rosstat pour l'année 2014 s'établissait à 70975 milliards de roubles. Converti au taux de change du 31 janvier 2015 (70 roubles pour un dollar), ce montant correspondait à 1014 milliards de dollars.

[3] Début juillet 2014, la justice américaine a jugé la BNP coupable d'infraction à la législation sur les sanctions américaines à l'encontre du Soudan et de l'Iran. Elle a fixé l'amende à 6,6 milliards de dollars.

[4] L'effet de l'embargo sur l'indice des prix à la consommation est estimé à +1,5 % en 2014 par les économistes du Centre de prévision de l'économie nationale de l'Académie des Sciences de Russie (Communication de B. Porfyriev au Séminaire Franco-Russe, Sotchi, janvier 2015).

[5] Sur l'ensemble de l'année 2014, la chute des prix du pétrole a dépassé celle du taux de change du rouble. De ce fait, les recettes pétrolières converties en rouble ont chuté de 14 %.

[6] En décembre 2014, le gouvernement a annoncé son intention de mobiliser 18 milliards de dollars puisés dans les fonds de réserve pour renflouer le secteur bancaire.

[7] Verceuil J. : « L'économie russe et les sanctions. Une évaluation des conséquences du conflit ukrainien ». Note de l'Observatoire franco-russe, N°9, novembre 2014.

[8] gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat_main/rosstat/ru/materials/

[9] NDLR : on pourrait aussi parler d'un refus de signer l'Accord d'Association avec l'UE.

[10] TRACECA : Transport Corridor Europe-Caucase-Asie ; CAREC : Central Asia Regional Economic Cooperation.

[Retour au Sommaire](#)

La Russie après Poutine : quels scénarios de transformation ?

mercredi 7 octobre 2015, par *Laurent CHAMONTIN*

L'auteur :

Écrivain et russophone, Laurent Chamontin est auteur de *L'empire sans limites - Pouvoir et société dans le monde russe* (préface d'Isabelle Facon, Éditions de l'Aube, 2014). Né en 1964, il est diplômé de l'École Polytechnique. Il a vécu et voyagé dans le monde russe.

Quelle est la situation de la Russie aujourd'hui ? Quelles sont ses perspectives de développement ? Quelles relations entretenir avec ce pays ? Voici des questions cruciales auxquelles L. Chamontin répond avec clarté.

NOUS ne parlerons pas de M. Poutine lui-même : en effet il y a un mythe largement répandu en Russie et en Ukraine, selon lequel le dirigeant politique peut à lui seul faire l'histoire de son pays. Et il est très important de s'en libérer.

Bien sûr, le dirigeant politique influe sur l'Histoire, mais seulement de manière limitée. En revanche, quel que soit le processus qui conduit à le sélectionner, il doit se conformer à certaines exigences de la société s'il veut rester au pouvoir. C'est ce qu'a encore récemment démontré la chute de Viktor Yanoukovitch en Ukraine (2014).

En d'autres termes, M. Poutine lui-même n'est pas très intéressant de notre point de vue ; il est beaucoup plus important de **comprendre quelles forces sociales lui assurent aujourd'hui le succès**, et peuvent décider demain de se débarrasser de lui.

Par conséquent, **nous nous pencherons dans un premier temps sur la situation de la Russie actuelle et ses perspectives de développement ; ceci nous permettra par la suite de discuter la question cruciale de la stabilité de la Russie, et de proposer des principes de base en matière de relations avec ce pays.**

1. La Russie, est un État à la légitimité fonctionnelle

problématique...

Si nous considérons d'abord le processus de modernisation, nous voyons tout de suite les problèmes que les pouvoirs russes de toutes les époques doivent affronter. Il s'agit pour l'essentiel du faible niveau de l'initiative privée, des défis liés à l'immensité du pays, et de la relative inefficacité de l'État, en lien avec le manque de contrôle social sur celui-ci.

Il est intéressant de noter en premier lieu, que l'espace russe est capable de freiner significativement, voire d'anéantir, n'importe quelle initiative humaine ; par ailleurs, qu'il isole la société russe du reste du Monde, et en particulier de cette source d'inspiration qu'est l'Europe pour la Russie. En outre, il permet par là-même à la Russie de développer des formes de pouvoir très spécifiques et non européennes. Enfin les dimensions de cet espace peuvent favoriser l'illusion de ressources illimitées qu'il est donc possible d'utiliser sans parcimonie.

La Russie fait face sur le long terme à des problèmes de dynamisme économique. Sans parler d'une inquiétante dynamique démographique, marquée par le dépeuplement et le vieillissement.

Il résulte de tout ceci que la Russie fait face sur le long terme à des problèmes de dynamisme économique. Il faut ici considérer le taux de croissance et la population des autres zones du Monde : on voit alors que mécaniquement, quel que soit le régime politique en Russie, elle se trouve dans une situation de plus en plus inconfortable dans la compétition mondiale (ce qu'au passage on peut également dire de l'Europe).

La question suivante, bien sûr, est de savoir si les conditions actuelles permettent d'élaborer et de déployer une stratégie pour réduire l'influence de ces facteurs négatifs - et c'est peu de dire que les raisons de répondre par l'affirmative sont peu nombreuses. En effet, **au long de l'Histoire, la Russie a montré avec constance son aversion pour la séparation des pouvoirs**. Par conséquent, le régime actuel a bien du mal à se reconnaître des obligations vis-à-vis de la société, même s'il n'est pas possible de lui appliquer le qualificatif « totalitaire ». De ce fait, sa légitimité dépend dangereusement du paiement des prestations sociales ; on peut dire que les russes tolèrent leur État inefficace à une seule condition : qu'il garantisse au minimum le paiement de ces prestations.

2. ... avec un déficit de légitimité qui favorise aujourd'hui la fuite en avant...

À n'en pas douter, ce déficit de légitimité est l'une des causes essentielles de la tentative de diversion politique à laquelle nous assistons actuellement.

Dire cela, ce n'est pas ignorer les facteurs géopolitiques : il faut bien reconnaître qu'européens comme américains n'ont pas agi très adroitement vis-à-vis de la Russie, et que pour le moins ils ne se sont pas suffisamment intéressés à la spécificité russe.

Mais il ne faut pas exagérer l'importance de cet aspect des choses ; encore une fois, la cause fondamentale de l'aventurisme actuel est ailleurs : **l'État russe cherche dans la démonstration militaire une alternative à un déficit de légitimité fonctionnelle** que les tentatives de réforme en Ukraine soulignent dangereusement.

Tout le problème vient de ce que cette habile diversion rencontre une résonance très forte dans le public russe. En effet, en liaison avec l'héritage du passé, la capacité de la société à l'autocritique est très limitée. En outre, il faut bien reconnaître que la majorité des russes considèrent le résultat de la Guerre froide comme une humiliation, là même où les autres peuples d'Europe de l'Est y voient une libération.

*Qui peut conduire la Russie sur le chemin de la modernisation ?
Voilà la véritable question.*

Faible légitimité fonctionnelle du gouvernement, large soutien à son aventurisme : on pourrait dire qu'avant même de commencer sa discussion, la question de la stabilité de la Russie est close. De fait, **il faudrait, pour que la Russie trouve un chemin vers la modernisation, qu'émerge une stratégie inspirée** par exemple de l'expérience chinoise de ces quarante dernières années.

Mais il faut noter à ce sujet que le lancement des réformes en Chine a eu lieu seulement après que les tempêtes politiques de la Révolution culturelle ont fini de lasser la population. De plus, le Parti Communiste Chinois a réussi à formuler à temps une stratégie lui permettant à la fois de rester au pouvoir et d'accompagner l'émergence d'un nouveau cours.

Si nous en revenons à la Russie, ces réflexions nous conduisent à penser que les changements, s'ils se produisent, le feront seulement après la fin de la vague nationaliste que nous observons en 2014-2015.

3. ... alors que les facteurs de stabilisation restent bien difficiles à

discerner

Ceux qui travaillent dans l'espace post-soviétique savent qu'il y a une différence de mentalité très nette entre ceux qui étaient déjà adultes à la chute de l'URSS et les plus jeunes.

Peut-être une réorientation sera-t-elle possible, quand les premiers partiront en retraite, en pratique dans une dizaine d'années. Mais ce n'est qu'une hypothèse : malgré cette différence de mentalité, personne sans doute ne peut prédire quelles seront les conséquences à long terme du lavage de cerveaux par la propagande gouvernementale actuellement en cours.

Sauf erreur, il faut aussi mentionner l'absence au sein des élites russes d'une faction pragmatique qui pourrait préparer un changement de politique. Il est difficile de dire si les dirigeants russes ne peuvent ou ne veulent engager des réformes - probablement les deux hypothèses sont-elles fondées à quelque degré. Mais une chose est sûre : que **le concept des obligations sociales de l'État, qui existe en Chine depuis l'Antiquité, est pratiquement absent dans la tradition russe** ; ceci, évidemment, ne favorise pas l'émergence d'un tel courant.

Le temps est le dernier facteur de complexification de la situation que nous évoquerons ; comme chacun sait, la modernisation requiert de garantir des conditions stables durant une longue période. De ce point de vue, la situation de la Russie de Vladimir Poutine ne peut pas être considérée comme brillante.

Qui peut croire à une modernisation économique et politique de la Russie à brève échéance ?

En effet, le déficit de confiance lié à l'imprévisibilité des organes étatiques ne peut disparaître sans une politique de long terme qu'il est difficile de discerner aujourd'hui. Or du fait des sanctions occidentales comme de la baisse des prix du pétrole il est nécessaire de trouver une voie de stabilisation et de développement dans l'urgence - dans les 2 - 3 années à venir.

Nous pouvons tous sentir qu'une telle perspective - une réorientation rapide vers la modernisation de l'économie ou de la vie politique - est tout à fait improbable. Cela signifie qu'**en pratique la Russie fait face à deux alternatives : soit devenir un satellite dans la sphère d'influence chinoise, soit continuer dans la voie de l'extrémisme et de l'aventurisme militaire - avec M. Poutine, ou sans lui.**

Bien évidemment, il est difficile d'inclure la première alternative dans le récit

poutinien de restauration de la grandeur russe ; la seconde comporte la possibilité d'un éclatement territorial de la Russie (qui s'est déjà observé lors de la révolution et de l'effondrement de l'URSS, en 1991). Elle est la plus inquiétante, dans la mesure où elle comporte aussi un risque significatif pour la sécurité de l'ensemble de notre continent.

On ne peut malheureusement l'exclure complètement, bien qu'en principe la répartition par âges de la population russe contribue à amoindrir les élans guerriers.

Conclusion

Quoi qu'il en soit, l'Europe et l'Ukraine doivent accepter comme un fait leur divorce durable d'avec la Russie ; la fermeté doit rester la base de leur attitude dans les relations avec celle-ci, bien qu'il faille en même temps s'efforcer de soutenir l'émergence d'un courant pragmatique à Moscou.

Copyright Octobre 2015-Chamontin/Diploweb.com

Traduction de l'allocution prononcée en russe le 10 septembre 2015 au XXVe Economic Forum de Krynica-Zdrój (Pologne), dont L. Chamontin remercie ici les organisateurs.

[Retour au Sommaire](#)

La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ?

samedi 2 janvier 2016, par *Cyrille BRET, Michaël BEGORRE- BRET*

L'auteur :

Enseignant à Sciences-Po et co-dirigent le site EurAsia Prospective <https://eurasiapropective.wordpress.com>. Cyrille Bret anime le compte twitter @cy_bret.

Les faiblesses structurelles de l'économie russe conjuguées aux sanctions européennes et à la division par trois des cours des hydrocarbures depuis 2014 entravent à moyen terme l'action extérieure du pays. Comme l'URSS, la Fédération de Russie a des ambitions géopolitiques au-dessus de ses moyens économiques. Apparemment forte, l'économie russe est en fait dépourvue de modèle de développement économique non dépendant des hydrocarbures, de monnaie solide et d'une industrie nationale diversifiée capable de résister aux chocs exogènes. Les annonces optimistes du président Poutine lors de sa conférence de presse internationale du 17 décembre 2015 sont en grande partie des vœux pieux : 2016 sera très probablement une nouvelle année de récession pour la Russie.

DANS SA CONFERENCE de presse du 17 décembre 2015, le président de la Fédération de Russie, a repris l'antienne qu'il avait entonnée lors de l'édition 2014 de cet événement médiatique et politique de la fin d'année : "le pire de la crise est derrière nous". Il y a un an, le 19 décembre 2014 [1], Vladimir Poutine avait en effet annoncé que la crise monétaire, le cours des hydrocarbures et la crise économique trouveraient leur point bas en 2015 et prendrait une orientation favorable pour 2016. Qu'en est-il ? La crise économique russe est-elle en passe de s'achever ? La Fédération de Russie a-t-elle l'appareil productif et les finances publiques nécessaires pour servir son action extérieure particulièrement ambitieuse, en Ukraine et en Syrie évidemment, mais également d'Arctique et en Afrique, dans la Baltique et en Extrême-Orient ?

Moins médiatisées, les données de la Banque mondiale et du FMI ont été publiée presque en même temps que la conférence de presse présidentielle. Elles font état d'une réalité économique moins favorable. Les annonces de Vladimir Poutine sont en grande partie un village Potemkine.

Si la position géopolitique de la Russie a profondément changé en 2015, sa situation économique a, quant à elle, stagné. La Fédération est passée du statut de rival de l'OTAN en Europe orientale à celui d'allié de la France pour lutter contre Daech en Syrie. L'opération militaire russe en Syrie, lancée le 28 septembre 2015 par le président russe du haut de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU n'a pourtant pas modifié les déterminants fondamentaux de l'économie russe.

Depuis 2009, la Russie consacre une part croissante de ses ressources à la défense : son effort de défense représente plus de 4% de son PIB et plus de 800 000 personnes sont actives sous les drapeaux, avec plus de deux millions de réservistes (le Royaume-Uni, "champion" de l'UE, consacre 2,5% de son PIB). Mais la Russie a-t-elle l'infrastructure financière, budgétaire et économique nécessaire pour porter ses ambitions internationales sur le long terme ? Ou bien est-elle, comme en son temps, l'URSS, un géant géopolitique aux pieds d'argile en matière économique ?

Pour trancher, il est nécessaire :

1. D'abord de rappeler les grands déterminants structurels de l'économie russe des années 2000 et 2010 : c'est une économie de rente, favorisée un temps par les marchés financiers mais à la merci des retournements de la conjoncture mondiale ;
2. Ensuite de faire état des tendances récentes et des prévisions de court terme : la dégradation de la conjoncture en 2014 et 2015 risque fort de se prolonger en 2016 en raison du maintien prévisible de cours bas pour les hydrocarbures, des probables sanctions financières de la part des Occidentaux et de son incapacité à générer une activité économique équilibrée.

Tant que les cours des hydrocarbures resteront bas, que les sanctions européennes, renouvelées le 21 décembre 2015, resteront en place, et que l'appareil productif russe n'aura pas connu une profonde mutation, la Russie subira la même malédiction que l'URSS : elle aura des ambitions géopolitiques supérieures à ses capacités économiques, réelles mais déséquilibrées.

1. Une économie de rente basée sur l'exportation de ressources naturelles, qui ne trouve pas d'autre moteur de croissance

Les déterminants structurels de l'économie russe lui assurent une rente et une taille enviables, mais ces atouts n'ont pas été mis à profit pour lui assurer un second souffle.

1.1. La décennie Poutine des années 2000 est une période de

croissance par les exportations : armes et hydrocarbures

La Russie est un pays en transition qui se remet encore des crises récentes qu'elle a traversée. Sa taille la hisse au 9^e rang mondial : son PIB représente environ deux tiers du PIB français (2000 Mds US\$ en 2014, contre 2 800 Mds US\$ pour la France). Sa croissance, constamment autour de 7 % par an entre 1999 et 2008, a depuis flanché. Après l'effondrement de l'économie entre 1990 et 1998, la Russie a bénéficié d'une **croissance de rattrapage** : le PIB n'est revenu à son niveau absolu de 1990 qu'en 2005.

Bien vue des marchés, la Russie a alors bénéficié d'apports de capitaux (Goldman Sachs invente en 2001 le groupe des BRICS promis à devenir les géants de demain) mais n'a pas saisi l'occasion de ces investissements pour relancer et diversifier son appareil industriel. La crise la fait entrer en récession en 2009, puis après une faible croissance, stagne en 2014 (0.6%) et se contracte à nouveau en 2015 d'environ 4%.

L'euphorie des années 2000 a conforté le pouvoir du président Poutine à l'intérieur mais n'a pas conduit à des réformes de fond : l'économie russe pâtit de faiblesses structurelles révélées au tournant de 2010.

La prospérité apparente repose sur un modèle économique déséquilibré : c'est une **économie de rente basée sur l'exportation d'armes et surtout de matières premières** (énergétiques et minières) dont elle détient 30% des réserves totales. Sa dépendance aux exportations de produits pétroliers et gaziers est avérée. En 2012, celles-ci représentaient : 16% du PIB, 52% des recettes du budget fédéral, 70% de la valeur des exportations. Le secteur de l'armement est dynamique : la Russie est le deuxième exportateur d'armes au monde en 2015, derrière les Etats-Unis.

La population générale perdu 800 000 personnes par an de 1990 à 2008 pour atteindre le point bas de 142 millions et repartir légèrement à la hausse depuis lors à 146 millions (Crimée comprise [2]) en 2015. Dans le classement de l'ONU des Etats par l'indice de développement humain (IDH, indice synthétique basé sur l'espérance de vie à la naissance, le revenu par habitant et le niveau d'éducation), la Russie se situe dans un groupe intermédiaire en dessous des grands pays de l'OCDE, avec le Venezuela, la Turquie et l'Iran. Avec un indice de 0,798, elle est au 50^{ème} rang alors que la France, avec 0,888 est au 22^{ème} rang.

1.2. L'économie russe est entravée par plusieurs facteurs structurels qui n'ont fait l'objet d'aucune politique publique efficace

La sur-dépendance aux hydrocarbures l'expose à des chocs exogènes : volatilité des cours et retournements de conjoncture mondiale. Ainsi, la crise mondiale de 2008 a réduit la demande et entraîné une contraction du PIB de près de 8% en Russie. De plus, cette dépendance l'expose aux risques de transit notamment *via* le corridor ukrainien comme en attestent les crises récurrentes (2009, 2014). Enfin, combinée à un appareil économique et administratif opaque, cette dépendance alimente les inégalités et la corruption en raison du poids des oligarques.

La corruption, traditionnelle dans l'économie tsariste puis soviétique (cf. *Le Révizor* de Nicolas Gogol et *Les 12 chaises* de Ilf et Pétrov), tient à la place de l'Etat et de l'entourage du Kremlin dans l'économie. La Russie est classée au 136ème rang (sur 174) du classement de Transparency international en 2015. Conjugée à l'insécurité juridique sur la propriété privée, cela décourage les investissements étrangers et encourage à la fuite des capitaux vers les places financières étrangères (Londres, Dubaï). La Russie a un sous-investissement chronique.

Le sous-développement de son infrastructure bancaire : les systèmes de paiement et d'épargne domestique sont dépendantes des grandes banques étrangères et sont souvent adossés à des groupes énergétiques.

Si la balance commerciale est excédentaire (en moyenne de 8,4% du PIB de 1990 à 2013) grâce aux exportations énergétiques, minières et d'armement, le poids des importations de biens de consommation courante (aliments, meubles) expose la Russie à des dépendances importantes comme en attestent les difficultés d'approvisionnement consécutives aux embargos décrétés sur certaines denrées européennes. En 2013, la Russie a par exemple importé pour 300 Mds US\$ de produits alimentaires et de biens manufacturés.

La pauvreté et les inégalités dues à la concentration des revenus et des patrimoines dans les mains des oligarques. Ainsi, de 2014 à 2015, le nombre de Russes sous le seuil de pauvreté est passé de 15 à 23 millions de personnes. Le poids des oligarques est démesuré dans l'économie et la politique russe. Les 100 premiers oligarques concentreraient plus de 30% des richesses du pays.

L'inflation : galopante durant les années 1990 (90% en 1999), elle est restée vigoureuse durant la décennie 2000 en raison de l'afflux de devises issues des exportations : elle s'est maintenue à 10% en moyenne sur la période.

La force apparente du régime Poutine est minée par l'absence de réformes structurelles : la Russie est, en 2015 comme en 1998 et en 2008, à la merci des retournements des cours de matières premières et de la contraction de la

demande globale.

1.3. Les finances publiques russes reflètent les déterminants structurels de cette économie.

La dette et le déficit public russes ont été contenus. Ainsi, durant les années 2000, la Fédération a dégagé des excédents budgétaires importants (9% du PIB en 2006 au pic) et a contenu, même en 2014 et 2015 le déficit en dessous de 3% du PIB. De même, la dette de la Fédération de Russie a été réduite de 99% du PIB en 1998, année de crise aiguë, à 22% du PIB en 2015. Pour mémoire, la dette publique, en France, s'élève à 96% du PIB et le déficit à 3,8% du PIB.

Grâce à la manne des hydrocarbures, la Fédération de Russie a constitué des **réserves de change** importantes : 540 Mds US\$ à son pic en 2012, à comparer aux 4 000 MdsUS\$ de la République Populaire de Chine. C'est ce qui sert à la Russie pour amortir le choc des sanctions, de la baisse du prix des hydrocarbures et des dépenses sociales.

En particulier, depuis 2009, **les dépenses militaires** ont crû, tant en matière d'équipements qu'en matière de personnels. De 2010 à 2014, le budget de la défense a doublé. En 2015, l'effort de défense russe rapporté au PIB représente plus de 4% de la richesse nationale. Pour mémoire, il est d'environ 2 % en France. En 2015, les effectifs militaires russes ont atteint 850 000 personnes.

Toutefois, l'extrême dépendance des recettes fiscales à l'égard des exportations d'hydrocarbures et la mobilisation des réserves de change pour maintenir le cours du rouble face aux attaques répétées contre la devise russe mettent les finances publiques russes à l'épreuve. **Ainsi, le déficit public aurait été en moyenne de 10% par an sans les hydrocarbures.**

En somme, la Russie n'est pas un pays (ré)émergent comme l'Inde et la Chine qui croissent en développant de nouveaux secteurs économiques. C'est une économie rentière, comme l'Arabie Saoudite ou le Venezuela, qui jouit d'une croissance sans développement. Ses perspectives de croissance endogènes sont limitées et précaires. C'est une économie à la merci des retournements des cours des matières premières et des contractions de demande internationale.

2. Les tendances récentes : la dégradation de la conjoncture en 2014-2015 risque de se prolonger en 2016 faute de réformes structurelles

2.1. En 2014 et 2015, la conjoncture économique russe s'est

dégradée

Le PIB a stagné en 2014 (+0,6%) et s'est contracté de -3,8% en 2015. Après avoir été difficilement jugulée durant les années 2000, l'inflation est repartie à la hausse en 2014 (+7,8%) et 2015 (15,8%). De même, le taux de chômage est reparti à la hausse et a crû à plus de 8% en 2015. Le rouble s'est déprécié et a fait l'objet d'attaques répétées en raison de la fuite des capitaux depuis 2014 (128 Mds US\$ ont quitté le pays en 2014). En particulier, le 16 décembre 2014, le rouble a perdu 20% face au dollar et la bourse de Moscou a subi un mini-krach en perdant 17% de sa capitalisation en un jour. La banque centrale relève alors ses taux directeurs mais décourage ainsi l'investissement domestique. Elle ne peut mener de front trois objectifs : défendre le rouble pour soulager le poids des dettes libellées en devises, juguler l'inflation et favoriser l'investissement.

Les causes de cette dégradation sont de plusieurs ordres.

La baisse des cours des hydrocarbures d'abord : suite aux décisions de l'OPEP, les cours du pétrole ont été divisés par 3 de 2014 à 2015 : mi 2014, le baril de *brent* était à 120 US\$; fin 2015, il est à 40 US\$. Or budget et perspectives de croissance pour 2015 et 2016 étaient bâties sur un cours à 100 US\$ le baril comme l'a rappelé le président Poutine le 17 décembre 2015 lors de sa conférence de presse internationale.

Le cycle des sanctions et contre-sanctions européennes et russes ensuite : les sanctions européennes privent la Russie d'afflux de capitaux dont le pays a un besoin vital ; les contre-sanctions ou embargo suscitent une reprise de l'inflation.

Enfin, **les fuites de capitaux** privent l'économie d'investissements et affaiblissent la devise nationale en dégradant la balance des paiements courants.

Les conséquences sur les finances publiques russes sont sensibles. Le déficit public s'est creusé en 2015 de -4,5% après des années d'excédent ou de stabilité. Certes, la dette publique est restée contenue mais les dépenses sociales sont dynamiques. Si l'état central souffre encore peu des déficits récents, les collectivités locales ont le plus grand mal à se financer en raison d'un effet de ciseau entre, d'une part, l'augmentation des dépenses sociales et, d'autre part, le renchérissement du crédit. La conjoncture récente (2014-2015) n'a pas entraîné la ruine de l'économie russe. Mais elle a souligné de nouveau (après 1998 et 2009) les fragilités structurelles de l'économie : dépendance à l'égard des exportations énergétiques, non reconversion de son appareil industriel et agricole, instabilité monétaire, inflation endémique, fuite des capitaux, sous-développement financier.

2.2. Perspectives négatives pour 2016 : récession, inflation et baisse de niveau de vie

Lors de sa conférence de presse internationale annuelle du 17 décembre 2015, le président Poutine a annoncé un retour de la croissance pour 2016 grâce au retour des investissements pour retrouver une croissance positive en 2016. Mais ce n'est probablement qu'un vœu, déjà formulé lors de la conférence de presse annuelle du 19 décembre 2014.

Plusieurs éléments assombrissent les perspectives de croissance du PIB et des recettes fiscales pour 2016.

Le PIB devrait se contracter de 0,5% en 2016. **La Russie resterait en récession** pour une année au moins. La production industrielle est en contraction depuis la fin de 2014 et le restera.

Le rouble reste à la moitié de son cours d'avant [la crise ukrainienne](#) et les taux restent élevés. **L'instabilité monétaire persistera ainsi que la raréfaction du crédit.**

La demande intérieure continue de se contracter (-4 % par an). Il n'y aura pas de relai de croissance par la demande intérieure en raison de l'incapacité de la production nationale à remplacer les importations européennes.

Si la contraction de la demande soulage l'inflation en général, les produits de première nécessité voient eux leur prix continuer à s'enlever, pénalisant toujours plus le pouvoir d'achat des Russes : l'inflation des produits alimentaires atteint 17% au mois de décembre 2015.

Les cours des hydrocarbures sont pour l'instant sous les 40 US\$. Leur remontée reste conditionnée à un éventuel changement de stratégie saoudienne, regain d'activité mondiale ou une modification profonde de la dynamique aux États-Unis.

Loin de s'alléger, le poids des sanctions est renforcé par les sanctions à l'égard de [la Turquie](#).

Pour 2016, les causes de la récession économique russe (faible prix des hydrocarbures et faiblesse des productions nationales hors énergie) ne varieront pas. **Les perspectives de court et moyen terme sont négatives pour l'économie russe** : à politique étrangère inchangée et en l'absence de réformes structurelles pour l'économie domestique, la Russie de Poutine sera condamnée à en rabattre sur ses prétentions géopolitiques.

Manuscrit clos le 23 décembre 2015

Copyright Janvier 2016-Bret-Bret/Diploweb.com

Notes

[1] Pour une analyse de cette conférence de presse, cf. Cyrille BRET, « Poutine, l'anti-Eltsine ? », 22 décembre 2014 <https://eurasiapropective.wordpress...>

[2] NDLR : Cette formulation ne reconnaît nullement l'annexion de la Crimée à la Russie.

[Retour au Sommaire](#)

Carte. L'Europe géographique face au monde : unie ou divisée ?

mardi 15 décembre 2015, par *Charlotte BEZAMAT-MANTES, Pierre VERLUISE*

L'auteur :

Charlotte Bezamat-Mantes est Doctorante à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et Rédactrice-Cartographe pour *Diploweb.com*. Pierre Verluise, Docteur en Géopolitique, Directeur du *Diploweb.com*, co-auteur de *Géopolitique de l'Europe. De l'Atlantique à l'Oural*, Presses Universitaires de France.



La carte. L'Europe géographique face au monde : unie ou divisée ?

Conception : P. Verluise. Réalisation : C. Bezamat-Mantes pour *Diploweb.com*

Par convention l'Europe géographique s'étend jusqu'à l'Oural, incluant donc une partie de la Russie, elle même divisée entre l'Europe géographique et l'Asie. Cependant l'autorité politique de Moscou s'étend sur l'ensemble de son territoire. L'Union européenne s'étend sur la partie occidentale du continent. Les alliances et les politiques des uns et des autres dessinent leurs relations avec leur voisinage comme avec d'autres parties du monde.

Un quart de siècle après la fin de la Guerre froide, l'Europe géographique est-elle unie ou divisée face au monde ? Toute l'ambiguïté du mot "Europe" [1] éclate au grand jour au vu de la carte jointe. Divisée à l'époque de la Guerre froide (I), l'Europe géographique post-Guerre froide reste polarisée... (II) et divisée sur bien des dossiers (III).

Notes

[1] C'est pourquoi il convient de distinguer d'un côté l'Europe géographique et de l'autre côté l'Union européenne.

[Retour au Sommaire](#)

